

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-12

Séances publiques
n^{os} 92 et 93 p. 13-71

Questions au
Gouvernement p. 71-99

2023-2028

n°37



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-08

Nouvelles lois p. 09-12

Séances publiques p. 13-71

92^e séance du mardi 8 juillet 2025 p. 13-50

93^e séance du mercredi 9 juillet 2025 p. 51-71

Questions au Gouvernement p. 71-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

25/08/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Les travaux parlementaires des 12 derniers mois en chiffres



Du 1^{er} août 2024 au 1^{er} août 2025, la Chambre des Députés a siégé 58 fois en séance publique et a adopté 115 projets de loi. Pendant 188 heures, les parlementaires ont discuté de sujets qui ont marqué l'actualité politique luxembourgeoise et internationale.

Deux des missions principales de la Chambre des Députés sont l'élaboration et l'adoption de lois et le contrôle de l'action du Gouvernement. Les différentes commissions parlementaires et groupes de travail ont été appelés à se réunir 578 fois au total entre le 1^{er} août 2024 et le 1^{er} août 2025. C'est au sein de 18 commissions parlementaires permanentes qu'est effectué le travail législatif sur les

textes de loi soumis à la Chambre des Députés. Les commissions parlementaires contribuent également à la mission de contrôle du Gouvernement effectuée par la Chambre et permettent d'entendre des représentants du Gouvernement ou d'autres institutions ou entreprises au sujet de thèmes variés. Au cours des douze derniers mois, la Chambre a également instauré une Commission spéciale « Caritas ». Pendant cette même période, les députés ont posé 1.635 questions parlementaires écrites.

Comment ces chiffres ont-ils évolué ?

Pour comparer les chiffres à ceux de l'année précédente, il faut tenir compte du fait que l'année 2023-2024

était marquée par les élections législatives et la constitution d'une nouvelle majorité.

Les grands rendez-vous à venir

Parmi les grands projets de la Chambre des Députés pour l'année à venir figure la retransmission en streaming des réunions de 13 commissions supplémentaires, amenant le total des commissions dont les réunions sont diffusées en direct à 18.

Les députés se retrouveront en salle plénière le 3 octobre 2025 à l'occasion de la prestation de serment du nouveau Grand-Duc.

Retrouvez tous les chiffres pour la législature courante en scannant le code QR suivant :



Retrouvez les statistiques depuis 1945 en scannant le code QR suivant :



La Chambre & moi

Retrouvez-nous sur chd.lu

Le site Internet propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires.



chd.lu

Sixième Conférence mondiale des Présidents de Parlement

Coopération parlementaire et multilatéralisme en faveur de la paix, de la justice et de la prospérité pour tous



M. Fernand Etgen (2^e rangée, 1^{er} à gauche), Vice-Président de la Chambre, a participé à la sixième Conférence mondiale des Présidents de Parlement à Genève.

Au vu de la multitude de conflits internationaux, « la connivence et le silence face à des massacres sont les pires ennemis de la paix ». Tel fut l'un des messages du discours prononcé par M. Fernand Etgen, en sa qualité de Vice-Président de la Chambre des Députés, devant plus de 115 participants de la sixième Conférence mondiale des Présidents de Parlement, qui s'est tenue du 29 au 31 juillet 2025 au Palais des Nations à Genève sous la houlette de l'Union interparlementaire (UIP) en étroite collaboration avec les Nations Unies. Cette année, l'événement a été placé sous le signe de « un monde dans la tourmente : coopération parlementaire et multilatéralisme en faveur de la paix, de la justice et de la prospérité pour tous ».

Créée en 2000, cette Conférence quinquennale réunit les plus hauts représentants des Parlements nationaux et des institutions onusiennes afin de renforcer la dimension parlementaire de la gouvernance mondiale. Les échanges, nourris par les contributions de plus de 115 Présidents et Vice-Présidents de Parlement, ainsi que de dirigeants d'organisations internationales, d'universitaires, de représentants de la société civile et des médias, ont été introduits par un message fort du Messenger de la paix des Nations Unies, M. Michael Douglas.

Dans un contexte mondial marqué par une multiplication des conflits, une régression des droits

fondamentaux, l'urgence climatique, la désinformation et les fractures sociales, les participants ont insisté sur le rôle central des parlements pour restaurer la confiance, défendre la démocratie et réaffirmer l'État de droit. Ils ont dénoncé la montée du nationalisme, l'exclusion persistante des jeunes et des femmes, la concentration excessive du pouvoir économique et les limites du système politique et financier international actuel.

Protestation contre l'agression russe

M. Etgen y a vivement rappelé le soutien indéfectible du Luxembourg à l'Ukraine face à l'agression russe, plaidant pour une paix fondée sur la justice et le droit international.

En signe de protestation, le Vice-Président de la Chambre des Députés, aux côtés d'autres parlementaires dont la Présidente du Bundestag allemand, Mme Julia Klöckner, a quitté la salle lors de l'intervention de la représentante du Parlement russe.

Le Luxembourg est prêt à reconnaître l'État de Palestine si les conditions sont réunies

Concernant le conflit israélo-palestinien, M. Etgen a condamné les attentats du Hamas du 7 octobre 2023 ainsi que la riposte disproportionnée d'Israël, appelant à un cessez-le-feu immédiat, à la libération des

otages et à un accès humanitaire sans entrave à Gaza. Il a réaffirmé l'engagement de la Chambre en faveur de la solution à deux États, soulignant que le Luxembourg est prêt à reconnaître l'État de Palestine si les conditions sont réunies. « Rassemblons tous nos moyens pour œuvrer à la paix, à la liberté et au respect du droit international – et en faveur de la solution à deux États », a-t-il déclaré.

Un appel pour une série de transitions politiques majeures

La déclaration finale appelle à une série de transitions politiques majeures : respect du droit international, institutions inclusives et redevables, élargissement du concept de sécurité aux dimensions humaine et commune, transition vers une économie durable et équitable, intégration des objectifs de développement durable tels que fixés par les Nations Unies dans les politiques nationales et régulation éthique des technologies émergentes. L'égalité des genres, la représentation des jeunes et la valorisation de la diversité y sont érigées en piliers d'une démocratie renouvelée.

La Conférence s'est conclue sur une conviction partagée selon laquelle, sans justice ni responsabilité, il ne saurait y avoir de paix durable.

« Une paix juste et durable doit respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine »

Deux jours avant la rencontre, le 15 août 2025, entre le Président américain, M. Donald Trump, et le Président russe, M. Vladimir Poutine, en Alaska aux États-Unis, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est entretenu par téléphone avec son homologue ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, qui l'a informé de la situation actuelle en Ukraine.

Les deux Présidents de Parlement ont réaffirmé leur position commune selon laquelle, « une paix juste et durable doit respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine ».

Tout en saluant et soutenant les efforts déployés pour parvenir à un cessez-le-feu et à la paix en

Ukraine, le Président de la Chambre des Députés a réitéré sa conviction que des cessions de territoire ukrainien ne sauraient en aucun cas constituer une précondition à des discussions ou à un cessez-le-feu.

Dans ce contexte, il a rappelé que « les frontières internationales ne doivent pas être modifiées par la force ». Le respect du droit international, des principes d'indépendance d'un pays ainsi que de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, constitue un fondement essentiel d'un processus de paix.

M. Wiseler a également assuré son homologue ukrainien que la position du Luxembourg est sans

équivoque : aucune décision sur l'Ukraine ne peut être prise sans son accord et sa participation directe aux pourparlers. Les deux Présidents de Parlement ont par ailleurs insisté sur la nécessité d'associer pleinement l'Europe et les institutions européennes au processus de paix, celui-ci relevant aussi de la sécurité du continent.

Finalement, le Président de la Verkhovna Rada a exprimé sa gratitude pour le soutien indéfectible du Luxembourg envers le peuple ukrainien et pour la position claire de la Chambre des Députés depuis le début de la guerre d'invasion russe en Ukraine.

Les règles d'archivage de la Chambre des Députés deviennent plus transparentes

Quels sont les documents dans les archives du Parlement national ? Selon quelles règles sont-ils conservés ou détruits ? Quand peut-on y accéder ? Les réponses à ces questions se trouvent dans un document spécifique dénommé « tableau de tri » que la Chambre des Députés a rendu public le 11 juillet 2025 à la suite de la signature par le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck.

Les règles inscrites dans ce tableau régissent désormais le traitement que l'institution législative du Grand-Duché réserve à tous les documents qu'elle produit ou reçoit. Cette méthode de gestion des archives publiques est prévue par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage.

Témoignage d'une diversité importante des activités parlementaires

Le tableau de tri de la Chambre des Députés recense plus de 200 séries documentaires permettant d'identifier les documents produits et reçus, dépassant le million, et de regrouper l'ensemble des typologies en 16 grands domaines d'activités, dont les trois missions principales du Parlement national :

- élaboration des lois et contrôle du Gouvernement, comme le prévoit la Constitution ;
- travail parlementaire international ;
- démocratie participative (liée p. ex. aux pétitions).

Le tableau de tri garantit aux citoyens une vue exhaustive sur l'activité de la Chambre. Sa publication s'inscrit dans les efforts du Parlement de rendre ses travaux de plus en plus transparents, a souligné le Président de la Chambre lors de la signature, étape finale d'un processus d'élaboration de plusieurs années.

Qui parle des archives de la Chambre, parle de supports divers : des documents papier récents et historiques évidemment, mais également des boîtes mail et agendas des acteurs clés, des bases de données, des documents électroniques générés par les applications métiers, comme un programme financier, des fichiers audio et vidéo, le site Internet, l'intranet ou encore la présence sur les réseaux sociaux.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Secrétaire général de l'Administration parlementaire, M. Laurent Scheeck (1^{re} rangée), ont signé le tableau de tri en présence des responsables des archives, Mmes Christine Mayr, Sonja Benassutti et Amandine Gorse (2^e rangée, de gauche à droite).

Quel accès à quels documents ?

Plus de 300.000 documents concernant le travail législatif sont digitalisés et accessibles via la recherche de ce site (recherche d'archives). Il s'agit de types de documents de différente nature, comme les textes concernant la genèse de la loi, les travaux en commission parlementaire, mais également les débats en séance publique.

Si le tableau de tri renseigne l'ensemble des typologies, tous les documents ne sont pas directement consultables : l'accès aux différents types de documents est prescrit par les délais légaux de consultation inscrits dans la loi sur l'archivage.

À titre d'exemple, des rapports concernant des données sensibles ou « dont la communication porterait atteinte aux relations extérieures, à la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'ordre public »,

comme le stipule la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, seront communicables 50 ans après leur création. La consultation d'autres types de documents, comme des boîtes mail, tombent sous un délai de communicabilité fixé à 75 ans. Des dérogations sont également possibles et permettent de vérifier au cas par cas la présence de données à caractère personnel.

Un document voué à évoluer

Le tableau signé le 11 juillet 2025 est voué à évoluer dans le temps et sera régulièrement adapté à la réalité des activités parlementaires. L'aspect évolutif sur un fondement solide est primordial aux yeux du Président de la Chambre : « Le Parlement national, en tant que première institution du pays, doit garantir une stabilité pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie. Afin de garantir cette stabilité, l'institution doit s'adapter en permanence et évoluer dans son temps », a affirmé M. Wiseler.

72 gebraucht Laptops aus der Chamberverwaltung kréien en zweet Liewen



De Chamberpresident Claude Wiseler huet den 2. Juli 2025 den Don offiziell un d'ASBL „Digital Inclusion Luxembourg“ iwwerreicht.

Lëtzebuurger Residenten an der Precaritéit a Flüchtlinge kréie se zur Verfügung gestallt, fir domadder „digital“ besser integréiert ze sinn an, zum Beispill, e besseren Accès op den Aarbechtsmaart ze kréien. „Et ass eis wichteg, d'Material a seng Valeur op eng sozial a korrekt Aart a Weis kënnen weiderzeginn“, huet de Chamberpresident betount.

D'ASBL huet e Modell opgebaut, mat deem ganz kloer nozevollzéien ass, wien d'informatescht Material kritt an datt d'futtist Material richteg recycléiert gëtt.

Le Président de la Chambre en visite à l'École Privée Notre-Dame Sainte-Sophie



Le Président de la Chambre des Députés avec les élèves de l'École Privée Notre-Dame Sainte-Sophie

Expliquer l'importance et le fonctionnement de notre démocratie et répondre aux questions des jeunes : tel est le but de la tournée du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, dans des lycées ou écoles à travers le pays. Le 7 juillet 2025, M. Wiseler s'est rendu à l'École Privée Notre-Dame Sainte-Sophie pour une rencontre avec les élèves.

Les questions des élèves du cycle 4 de l'enseignement fondamental et d'une classe de 7^e de l'enseignement secondaire général ont porté sur le rôle et le fonctionnement de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire, les missions d'un Président de parlement, la crise climatique, le logement et la pandémie de Covid-19.

Cette visite s'ajoute à celles à l'Athénée de Luxembourg, à la St George's International School, au Lycée technique du Centre, au Schengen-Lycée, à l'École Privée Fieldgen, au Lycée Bel-Val et au Lycée Ermesinde.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Ioannis Loverdos, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la République hellénique, en présence de M. Gusty Graas



... S. E. M. Giovanni Xuereb, Ambassadeur de la République de Malte



... S. E. M. Jouko Leinonen, Ambassadeur de la République de Finlande



... S. E. Mme Joanne Elizabeth Olivier, Ambassadrice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

GROSSHERZOG JEAN

ENG HERRSCHAFT ËNNERT DEM ZEECHE VU WUELSTAND A MODERNITÉIT



© Edouard Kutter / Photothèque Municipale de la Ville de Luxembourg | Cour grand-ducale / Don Madame Liliane Maria-Scholgen

Jean

12/11/1964 – Odfankung 08/10/2000

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
MINISTÈRE D'ÉTAT
SERVICE INFORMATION ET PRESSE

„Wéi meng Virgänger stinn ech voll a ganz hannert dem Motto vun eisem Haus: „Ech wäert bestoe bleiwen.“

D'Grossherzogin an ech wäerten dem Land mat Devouement dëngen.“

Auszuch aus der Ried vum Groussherzog Jean



Victor Bodson

President vun der Chamber
vun den Deputéierten



© European Communities, 1968 | Christian Lambotte

„Mir sinn all iwwerzeegt, datt Dir Är schwéier Verantwortung an Zesummenaarbecht mam Lëtzeburger Vollek erfëllen a wéi Är Mamm d'Interesse vun eisem Vollek iwwer alles stelle wäert.“

Auszuch aus der Ried
vum Victor Bodson



Groussherzog Jean

Victor Bodson,
President vun der
Chamber vun den Deputéierten

Pierre Werner,
Staatsminister



Collection Pierre Werner | Luxembourg | 02/11/1964

Fotoe vun der Vereedegungszeremonie
vum Groussherzog Jean am Plenarsall
vun der Chamber



Collection Pierre Werner | Luxembourg | 02/11/1964

Ried vum President Jean Bodson

Le Président de la Chambre des Députés, Monsieur le Grand-Duc, a prononcé le discours suivant lors de la séance plénière du 12 novembre 1964 :

Messieurs,

Par le serment que je viens de prêter entre les mains de Votre Altesse, j'ai pris l'engagement de consacrer mon action à la défense des intérêts de la Nation luxembourgeoise et de servir la cause de la démocratie.

Il me paraît donc naturel, à ce moment, de vous adresser quelques mots sur les principes qui guideront mon action.

En premier lieu, je tiens à souligner l'importance de la coopération entre les différents pouvoirs de l'État. C'est seulement par une telle coopération que nous pourrions assurer le bon fonctionnement de notre institution démocratique.

En second lieu, je voudrais insister sur le rôle de la Chambre des Députés. Elle n'est pas seulement un organe de contrôle, mais elle doit aussi participer activement à l'élaboration des lois et à la surveillance de l'exécution des décisions prises par le Grand-Duc.

Enfin, je tiens à réaffirmer mon attachement à la cause de la paix et de la liberté. C'est le seul chemin qui mène à une véritable prospérité pour notre pays.

Ried vum Groussherzog Jean

Le Discours de Trône

Messieurs le Président,

Par le serment que je viens de prêter entre les mains de Votre Altesse, j'ai pris l'engagement de consacrer mon action à la défense des intérêts de la Nation luxembourgeoise et de servir la cause de la démocratie.

Il me paraît donc naturel, à ce moment, de vous adresser quelques mots sur les principes qui guideront mon action.

En premier lieu, je tiens à souligner l'importance de la coopération entre les différents pouvoirs de l'État. C'est seulement par une telle coopération que nous pourrions assurer le bon fonctionnement de notre institution démocratique.

En second lieu, je voudrais insister sur le rôle de la Chambre des Députés. Elle n'est pas seulement un organe de contrôle, mais elle doit aussi participer activement à l'élaboration des lois et à la surveillance de l'exécution des décisions prises par le Grand-Duc.

Enfin, je tiens à réaffirmer mon attachement à la cause de la paix et de la liberté. C'est le seul chemin qui mène à une véritable prospérité pour notre pays.

Mise en place d'un complément pour personnes âgées

8114 – Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés

Le présent projet de loi vise à instaurer un complément pour personnes âgées (ci-après « complément ») qui n'ont pas les moyens de financer avec leurs propres ressources :

- le prix d'hébergement du logement dans une structure d'hébergement pour personnes âgées agréée ou un logement encadré agréé ;
- le coût des prestations et services offerts dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées agréé ou un logement encadré agréé ;
- les frais pour les services et produits suivants :
 - fourniture et entretien régulier du linge plat ainsi que de serviettes et gants de toilette ;
 - marquage et lavage régulier du linge privé, à l'exception du nettoyage à sec ;
 - mise à disposition régulière de produits d'hygiène corporelle de base nécessaires au nettoyage et à la protection du corps, des cheveux, du visage, des mains, des dents, des oreilles et des ongles ;
 - mise à disposition d'un poste de télévision, d'un poste de téléphonie et d'une connexion Internet ainsi que des abonnements de base afférents.

Pour bénéficier du complément, une personne doit remplir trois conditions principales :

- 1) être admise dans une structure d'hébergement ou un logement encadré agréé ;
- 2) disposer d'un droit de séjour, être inscrite au registre national des personnes physiques et résider effectivement au lieu où est établie sa résidence habituelle ;
- 3) avoir les ressources personnelles dans les limites fixées par la loi.

Le montant mensuel du complément est calculé en fonction :

- de la moyenne des prix des chambres individuelles dans les structures agréées ;
- du prix d'hébergement mensuel proposé au bénéficiaire ;
- d'une majoration de 28 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 par rapport au prix d'hébergement mensuel servant de base de calcul pour couvrir les services et produits offerts dans les structures d'hébergement agréées ;
- et des ressources personnelles du requérant, seules ou conjointes avec celles de l'époux, de l'épouse ou du partenaire.

Des plafonds spécifiques s'appliquent, notamment pour les chambres partagées, afin de garantir l'équité et la transparence du dispositif.

Il est également proposé d'augmenter le montant mensuel immunisé sur les ressources personnelles de 57 euros à 65 euros (indice 100).

Ensemble, ces mesures permettront aux bénéficiaires de vivre dignement au sein des structures d'hébergement et des logements encadrés, de participer pleinement à la vie sociale et de bénéficier de certains services pour leur bien-être personnel, tels que des soins de coiffure ou de pédicure.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration,
le 08/12/2022

Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble,
de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

(Présidente : Mme Mandy Minella) :

- 02/06/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et des amendements
gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 04/07/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Loi du 18 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 336, page 1

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle

8303 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Le projet de loi vise à réviser la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, afin d'adapter le cadre juridique aux évolutions du droit européen des aides d'État et de mettre en œuvre diverses recommandations émanant de la Cour des comptes et de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire. Il tend également à harmoniser la gouvernance du Fonds avec celle des autres établissements publics culturels créés depuis 2022.

Parmi les principales modifications figure l'élargissement du conseil d'administration, qui passe de trois à cinq membres, tout en se voyant attribuer de nouvelles compétences : nomination et révocation du directeur et du personnel dirigeant, approbation des conventions conclues avec l'État et définition de la politique d'achat et des procédures internes en matière de marchés publics. Le mandat des membres externes du comité de sélection, désormais renouvelable une seule fois, est porté de deux à trois ans, afin de favoriser une continuité institutionnelle et une meilleure connaissance du contexte national.

Le projet précise que le personnel du Fonds relève du régime du droit privé régi par le Code du travail, conformément aux pratiques observées dans les autres établissements publics placés sous la tutelle du Ministère de la Culture. Il consacre également, au niveau législatif, la création d'un poste de compliance officer rattaché au conseil d'administration, comme préconisé dans un audit réalisé en 2018. En outre, les comptes du Fonds demeurent soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Enfin, le texte introduit un nouveau mécanisme de soutien : une aide de minimis destinée aux projets audiovisuels de plus petite envergure, complémentaire aux aides financières sélectives. Celle-ci vise à encourager l'innovation, la diversité des formats et l'émergence de nouveaux acteurs. Conformément au règlement (UE) n° 2023/2831, le plafond applicable est désormais fixé à 300.000 euros par entreprise unique sur trois exercices fiscaux. Par l'ensemble de ces mesures, le projet de loi renforce à la fois la cohérence institutionnelle et la conformité du dispositif national avec les exigences européennes.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias,
le 29/08/2023

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président : M. André Bauler) :

- 12/03/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et des amendements
gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
- 26/03/2025 Examen du projet de loi
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 02/07/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Médias et des Communications

(Président : M. Félix Eischen) :

- 12/03/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et des amendements
gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
- 26/03/2025 Examen du projet de loi
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 02/07/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2025

Loi du 24 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 343, page 1

Système d'échange de quotas d'émission

8365 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Le projet de loi a pour objectif de modifier la loi du 15 décembre 2020 relative au climat, afin de l'adapter aux évolutions récentes du cadre européen en matière de système d'échange de quotas d'émission (SEQE). Il vise notamment à transposer en droit luxembourgeois les directives suivantes :

- directive (UE) 2023/958 modifiant la directive (UE) 2003/87/CE précitée et révisant le SEQE existant en ce qui concerne le secteur de l'aviation civile ;
- directive (UE) 2023/959 modifiant la directive (UE) 2003/87/CE précitée et prévoyant notamment l'extension du SEQE existant au transport maritime et l'établissement d'un nouveau SEQE autonome pour les secteurs du bâtiment, du transport routier et autres secteurs économiques.

Par ailleurs, trois règlements européens seront également mis en œuvre :

- règlement (UE) 2023/955 instituant un Fonds social pour le climat ;
- règlement (UE) 2023/956 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) ;
- règlement (UE) 2023/957 ayant trait à l'inclusion des activités de transport maritime dans le SEQE de l'Union européenne.

Le projet de loi n° 8365 vient compléter le projet de loi n° 8320 (devenu la loi du 29 mai 2024 portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat) en transposant les dernières dispositions de la directive (UE) 2023/959. Ces mesures concernent principalement la mise en place du nouveau SEQE pour les secteurs du bâtiment, du transport routier et autres secteurs économiques, désigné comme SEQE II.

Le projet prévoit également un cadre juridique pour l'élaboration du Plan social pour le climat. Finalement, le projet de loi met en place une réforme partielle des dispositifs d'aides financières « Klimabonus ».

SEQE II

Le SEQE II sera introduit de façon progressive. Entre 2025 et 2026, les entités concernées devront obtenir une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre et déclarer leurs émissions pour la période 2024-2026. Dès 2027, ces entités devront restituer des quotas correspondant à leurs émissions vérifiées, calculées sur la base des combustibles consommés. Les quotas du SEQE II seront exclusivement alloués via un mécanisme de mise aux enchères. Aucune allocation gratuite ne sera prévue, car le secteur européen du bâtiment et du transport routier n'est pas soumis à une concurrence extérieure significative et présente un faible risque de fuite de carbone. De plus, la mise aux enchères est jugée comme la méthode la plus économique et efficace pour distribuer les quotas tout en évitant des profits excessifs.

La directive (UE) 2023/959 prévoit toutefois une dérogation temporaire jusqu'en 2030. Les États membres peuvent ainsi exempter les entités réglementées de l'obligation de restituer des quotas si une taxe carbone nationale est déjà en place pour les secteurs couverts par le SEQE II, à condition que le taux de cette taxe soit supérieur au prix moyen des quotas mis aux enchères pour l'année en question. Le Gouvernement étudie actuellement les avantages respectifs de cette dérogation en termes d'impact climatique et social. La taxe CO₂ nationale a été notifiée à la Commission européenne en novembre 2023, une étape nécessaire pour envisager l'application de la dérogation.

Plan social pour le climat

Le projet de loi prévoit la création d'un Plan social pour le climat, conformément aux exigences du règlement (UE) 2023/955. Ce plan doit être soumis à la Commission européenne avant le 30 juin 2025 et inclure des mesures et des investissements conçus pour atténuer les effets de la tarification carbone sur les populations les plus vulnérables. Ce plan devra poursuivre deux objectifs principaux. Premièrement, le plan va soutenir les investissements. Il s'agit notamment d'aider les ménages, microentreprises et utilisateurs vulnérables à financer des améliorations en matière d'efficacité énergétique, de décarbonation du chauffage et des transports, ainsi que d'acquisition de véhicules à faibles ou zéro émissions, via des subventions, prêts à taux zéro ou autres dispositifs financiers. Deuxièmement, le plan social pour le climat va atténuer les impacts économiques. Plus précisément, le plan vise à compenser l'augmentation des coûts des combustibles fossiles pour les populations les plus exposées, afin de prévenir la précarité énergétique et de transport durant la phase de transition, jusqu'à ce que les investissements nécessaires soient pleinement réalisés.

Aides financières « Klimabonus »

Le projet de loi a été modifié pour apporter des modifications à l'article 14 du texte concernant les domaines d'intervention du fonds climat et énergie, en deux points principaux.

D'abord, il est proposé d'introduire une nouvelle aide financière pour l'achat de vélos cargo, qui sont des vélos conçus pour transporter des charges importantes (personnes ou marchandises). Cette aide serait de 50 % du coût hors TVA du véhicule, avec un plafond de 1.000 euros. Cette mesure vise à encourager l'utilisation de modes de transport plus écologiques pour le transport de charges lourdes.

Ensuite, il est également proposé d'ajouter la possibilité de financer des systèmes collectifs de gestion intelligente de charge et l'équipement nécessaire pour installer des bornes de recharge dans des immeubles collectifs existants. L'aide serait de 50 % hors TVA, avec un plafond de 25.000 euros. L'objectif est d'encourager l'installation d'infrastructures de recharge adaptées dans les copropriétés, tout en favorisant une approche intégrée et collective. Les modalités détaillées de cette subvention, ainsi que son interaction avec les subventions pour les bornes de recharge individuelles, seraient définies par un règlement grand-ducal.

Le projet de loi a été amendé à plusieurs reprises par le Gouvernement afin de tenir compte des observations du Conseil d'État et d'assurer la conformité du régime d'aides avec la Constitution. En outre, ces amendements prévoient d'accorder un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2024 à la disposition relative à la nouvelle aide financière pour l'achat de vélos cargo.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 26/03/2024

Rapporteur : M. Paul Galles

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (Président : M. Paul Galles) :

18/09/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

05/02/2025 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

27/06/2025 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

07/07/2025 Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Loi du 24 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 328, page 1

Examens et certificats de virginité, hyménoplastie et IVG

8490 – Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Le présent projet de loi poursuit un triple objectif : (1) l'interdiction de pratiquer des examens de virginité et d'établir ou de délivrer des certificats de virginité ; (2) l'interdiction de pratiquer l'hyménoplastie ; (3) l'aménagement du délai de réflexion dans le cadre d'une interruption volontaire de grossesse (ci-après « IVG »).

1) Interdiction de pratiquer des examens de virginité et d'établir ou de délivrer des certificats de virginité

Le présent projet de loi s'inscrit dans une démarche de protection des droits des femmes et de lutte contre les discriminations basées sur la sexualité et le genre. Selon l'Organisation mondiale de la santé, il n'existe aucun moyen médical ou biologique de prouver la virginité, l'hymen pouvant se rompre pour d'autres raisons que l'activité sexuelle. La délivrance de certificats de virginité constitue une atteinte grave à la dignité des femmes et peut entraîner des conséquences dramatiques (violences physiques, psychologiques, voire meurtres d'honneur) pour les femmes, particulièrement dans des contextes où la virginité est socialement valorisée.

Le présent projet de loi érige en infraction le fait de procéder ou d'inciter à un examen de virginité ainsi que d'établir ou de délivrer un certificat de virginité, en prévoyant des sanctions applicables en cas de non-respect par l'introduction de nouvelles dispositions au Code pénal.

2) Interdiction de pratiquer l'hyménoplastie

L'hyménoplastie est une pratique visant à restaurer l'hymen dont l'objectif est de provoquer un saignement lors du prochain rapport sexuel, créant ainsi l'apparence d'une

absence de rapports sexuels antérieurs. L'hyménoplastie et le test de virginité sont souvent liés car certaines femmes peuvent être soumises à une intervention chirurgicale après avoir « échoué » à un test de virginité. Ces pratiques peuvent par ailleurs être des précurseurs de mariages d'enfants, de mariages forcés ou d'autres formes de comportements coercitifs.

Sur le plan médical, l'hyménoplastie est liée à un risque élevé d'infection, un risque d'hémorragie aiguë, un risque de cicatrisation et de rétrécissement de l'ouverture du vagin, ainsi qu'à des difficultés d'ordre sexuel.

Le présent projet de loi prévoit dès lors l'interdiction et sanctionne pénalement l'hyménoplastie ainsi que l'incitation à l'hyménoplastie par des modifications du Code pénal.

Il prévoit également une modification du Code de procédure pénale afin d'ajouter les infractions mentionnées ci-dessus à l'article 5-1, paragraphe 1^{er}, qui définit les règles de compétence extraterritoriale pour certaines infractions pénales.

3) Aménagement du délai de réflexion dans le cadre d'une IVG

Un délai fixe dans le cadre d'une IVG est souvent vécu comme une contrainte insupportable par les femmes dont la décision est bien clarifiée, et il est inadapté à celles qui souhaitent ou ont besoin de prolonger leur réflexion en cas d'ambivalence. L'abolition de ce délai vise ainsi à réduire l'anxiété et à permettre aux femmes de prendre une décision en toute sérénité. Le présent projet de loi prévoit dès lors la modification de l'article 12, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 1, de la loi précitée du 15 novembre 1978 pour supprimer le délai de réflexion actuellement requis.

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 31/01/2025

Rapporteuse : Mme Diane Aderm

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Marc Spautz) :

12/03/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

02/04/2025 Examen d'une proposition d'amendement parlementaire

11/06/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

02/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2025

Loi du 24 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 345, page 1

Accord bilatéral avec la Grèce

8492 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République hellénique sur l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Athènes, le 24 octobre 2024

Le projet de loi n° 8492 vise à approuver l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République hellénique sur l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Athènes, le 24 octobre 2024 (ci-après « l'Accord »).

L'Accord établit un cadre juridique pour l'échange d'informations classifiées entre le Luxembourg et la Grèce, tout en respectant les législations nationales, notamment la loi modifiée du 15 juin 2004 au Luxembourg. Les deux pays s'engagent à accorder aux informations transmises le même degré de protection que celui appliqué à leurs propres données sensibles. L'accès à ces informations est strictement réservé aux personnes habilitées, et leur utilisation doit être conforme aux limites de leurs fonctions. L'Accord prévoit également la reconnaissance mutuelle des habilitations de sécurité, l'obligation d'un accord écrit préalable avant toute transmission à une tierce partie, ainsi que des règles encadrant les visites des installations où ces informations sont stockées.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05/02/2025

Rapporteur : M. Gusti Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusti Graas) :

05/05/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2025

Mise en place du « Global Green Growth Institute »

8502 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute », fait à Rio de Janeiro, le 20 juin 2012

Le projet a pour objet d'approuver l'« Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute », fait à Rio de Janeiro, le 20 juin 2012.

Cet accord institue une organisation internationale supra-étatique, le « Global Green Growth Institute » (GGGI) ayant pour but la promotion du développement durable auprès des pays émergents. Le GGGI comprend actuellement 50 membres. Il a son siège à Séoul et est financé par le biais de contributions volontaires de ses membres, de revenus liés à ses publications et des intérêts provenant des trusts dans lesquels il investit.

Le Luxembourg a déjà investi environ 19 millions d'euros depuis 2016 dans des projets soutenus par le GGGI, qui a d'ailleurs établi son bureau de liaison européen au Luxembourg. Cette présence est en ligne avec la volonté de notre pays d'être le leader mondial de la finance durable, étant donné que le GGGI est la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/02/2025

Rapporteur : M. Paul Galles

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
(Président : M. Paul Galles) :

18/06/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

02/07/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Accord bilatéral entre le Luxembourg et la Belgique

8503 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles, le 17 novembre 2021

Le projet de loi n° 8503 vise l'approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles, le 17 novembre 2021 (ci-après « l'Accord »).

L'Accord vise à permettre aux membres des familles du personnel diplomatique et consulaire d'exercer une activité lucrative dans l'État d'accueil. Il s'inspire d'un modèle du Conseil de l'Europe et pallie l'absence de dispositions à ce sujet dans les Conventions de Vienne.

Les principaux éléments de l'Accord :

– Article 1 : définition des bénéficiaires, notamment le conjoint, partenaire légal et les enfants célibataires de moins de 18 ans.

– Article 2 : procédure de demande d'autorisation pour exercer une activité lucrative.

– Articles 3 et 4 : encadrement des conditions de levée des privilèges et immunités en cas de litiges liés à l'activité exercée. L'État d'envoi peut refuser cette levée si elle porte atteinte à ses intérêts.

- Fiscalité et sécurité sociale : application des régimes du pays d'accueil sur les activités rémunérées des bénéficiaires.
- Durée et résiliation : l'Accord est conclu pour une durée indéterminée, résiliable par l'une des parties avec un préavis de six mois.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 24/02/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

19/05/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

30/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2025

Accord entre la Mongolie et les États du Benelux

8506 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Mongolie et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles, le 9 janvier 2024

Le présent projet de loi cherche l'approbation de l'Accord conclu entre la Mongolie et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel (ci-après « l'Accord »).

L'Accord vise à exempter de visa les détenteurs de passeports diplomatiques, officiels ou de service pour faciliter les déplacements des diplomates et officiels entre les deux parties. Cette mesure permet de renforcer les relations diplomatiques et d'améliorer les échanges avec les organisations internationales et institutions européennes établies dans le Benelux.

Les principaux éléments de l'Accord :

- Exemption de visa pour une durée de 90 jours par période de 180 jours pour les détenteurs des passeports concernés.
- Dispense de visa pendant toute la durée d'accréditation pour les diplomates, consulaires et personnels d'organisations internationales, ainsi que pour leurs familles, selon les règles nationales de chaque partie.
- Respect des lois en vigueur : les conditions d'accès, la durée de séjour, l'établissement et les activités autorisées restent régies par les réglementations nationales.
- Maintien des droits des États : chaque État peut refuser l'admission de personnes jugées indésirables ou menaçantes pour l'ordre public ou la sécurité nationale.
- Gestion des différends : les conflits éventuels sont à résoudre à l'amiable, mais une suspension temporaire ou levée de la suspension est possible sur notification au dépositaire, désigné par le secrétariat général de l'Union Benelux.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/02/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

05/05/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2025

Loi du 24 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 363, page 1

Harmonisation des carrières inférieures au sein de l'État

8551 – Proposition de loi portant modification de la loi du 6 juin 2025 portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;

4° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
en vue de l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État

La présente proposition de loi vise à porter des corrections à la loi dite de « l'harmonisation des carrières inférieures au sein de l'État » avant son entrée en vigueur de façon à garantir que celle-ci soit complète et pleinement opérante.

Plus concrètement, il s'agit d'une part d'insérer les diverses annexes auxquelles se réfèrent plusieurs articles de la loi à modifier et qui ont été omises du texte voté le 30 avril 2025. D'autre part, les modifications apportées par voie d'amendements à l'article 5, point 1°, de la loi à modifier doivent être rectifiées afin de remplacer correctement les anciens grades du groupe de traitement C1 par les nouveaux au niveau de l'article 12 de la loi sur les traitements des fonctionnaires.

Enfin, compte tenu de ces modifications, la date d'entrée de la loi à modifier est précisée et fixée au 1^{er} septembre 2025 afin d'éviter toute confusion.

Dépôt par M. Maurice Bauer, député, le 10/06/2025

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Maurice Bauer) :

03/07/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/07/2025

Loi du 24 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 333, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 14
M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 14
M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 14
M. Claude Wiseler, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 15

Question n° 252 du 8 juillet 2025 de M. Jeff Boonen relative à la propagation de la Dermatose nodulaire contagieuse (Lumpy Skin Disease, LSD) et le risque potentiel pour l'agriculture luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture p. 15

M. Jeff Boonen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Question n° 253 du 8 juillet 2025 de M. Dan Biancalana relative au nouveau projet-pilote « Op e Kaffi mat der Police » au sein du quartier Luxembourg-gare, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 16

M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 254 du 8 juillet 2025 de Mme Carole Hartmann relative à l'accès au dossier de soins partagé (DSP) via myguichet.lu, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation p. 16

Mme Carole Hartmann | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Question n° 255 du 8 juillet 2025 de Mme Alexandra Schoos relative à la reconnaissance du luxembourgeois comme langue de l'UE, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 17

Mme Alexandra Schoos | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Question n° 256 du 8 juillet 2025 de M. Laurent Mosar relative à l'exemption pour les sociétés américaines de l'imposition de la taxe minimale de l'impôt des sociétés, décidée au Sommet du G7, adressée à M. le Ministre des Finances p. 18

M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Question n° 257 du 8 juillet 2025 de M. Meris Sehovc relative à la mise en service des bodycams de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 18

M. Meris Sehovc | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 258 du 8 juillet 2025 de M. Gusty Graas relative au soutien militaire éventuel du Laos à la Russie dans le contexte de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 19

Question écrite n° 2575 du 7 juillet 2025 de M. Sven Clement relative à la position du Laos et l'avenir de la coopération p. 19

M. Gusty Graas | M. Sven Clement | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Question n° 259 du 7 juillet 2025 de M. Sven Clement relative à l'avenir de la ligne ferroviaire Nancy-Luxembourg et impact pour les frontaliers, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 19

M. Sven Clement | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 260 du 8 juillet 2025 de Mme Stéphanie Weydert relative aux contrôles aux frontières avec le Luxembourg, en particulier sur l'autoroute à proximité de Schengen, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 20

Mme Stéphanie Weydert | M. Meris Sehovc | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 261 du 8 juillet 2025 de M. David Wagner relative à l'ambassadrice désignée des États-Unis au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur p. 21

M. David Wagner | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Question n° 262 du 8 juillet 2025 de Mme Paulette Lenert relative à la mise en place de maisons de naissance, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 21

Mme Paulette Lenert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- 5. **Dépôt d'une motion par M. David Wagner** p. 21
Exposé : M. David Wagner
- 6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Georges Engel** p. 22
Exposé : M. Georges Engel
- 7. **Ordre du jour (suite)** p. 22
M. Claude Wiseler, Président
- 8. **Motion de M. Sven Clement relative au respect du Gouvernement vis-à-vis du Parlement** p. 22
Exposé : M. Sven Clement (intervention de Mme Diane Adehm)
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Laurent Zeimet | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Sven Clement
Vote sur la motion (rejetée)
- 9. **8492 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République hellénique sur l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Athènes, le 24 octobre 2024** p. 25
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
Discussion générale : M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8492 et dispense du second vote constitutionnel
- 10. **8503 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles, le 17 novembre 2021** p. 27
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
Discussion générale : M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8503 et dispense du second vote constitutionnel
- 11. **8506 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Mongolie et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles, le 9 janvier 2024** p. 28
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusty Graas
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8506 et dispense du second vote constitutionnel
- 12. **Question élargie n° 46 de M. André Bauler au sujet du bilan des mesures fiscales mises en place dans le cadre de la relance du marché du logement privé** p. 29
M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. André Bauler | M. le Ministre Gilles Roth
- 13. **Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar au sujet de l'implantation de sociétés cryptoactifs au Luxembourg suite à la mise en œuvre du règlement MiCA** p. 30
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Gilles Roth

14. Question élargie n° 44 de Mme Paulette Lenert au sujet du don du sang Mme Paulette Lenert Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	18. Motion de Mme Paulette Lenert relative à l'adaptation du règlement ministériel relatif au don du sang en y introduisant le principe selon lequel : « Nul ne peut être exclu du don de sang en raison de son orientation sexuelle » p. 32
15. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert Exposé : Mme Paulette Lenert	p. 42
16. 8490 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; 3° de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Diane Adehm Discussion générale : Mme Diane Adehm Mme Carole Hartmann Mme Taina Bofferding (dépôt de la motion 1) Mme Alexandra Schoos (dépôt d'une demande de vote séparé sur les articles 1, 2 et 3) (dépôt de la motion 2) (intervention de Mme Corinne Cahen) Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 8490 (adopté) Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8490 (adopté) Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi 8490 (adopté) Vote sur l'ensemble du projet de loi 8490 et dispense du second vote constitutionnel Motion 1 : Mme Diane Adehm Mme Carole Hartmann Mme Alexandra Schoos Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum Mme Taina Bofferding Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée) Motion 2 : Mme Diane Adehm Mme Carole Hartmann Mme Taina Bofferding Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum Mme Alexandra Schoos Vote sur la motion 2 (rejetée)	19. 8303 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel p. 42 Rapport de la Commission de la Culture et de la Commission des Médias et des Communications : M. André Bauler Discussion générale : Mme Diane Adehm M. Georges Engel M. Dan Hardy Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture (intervention de M. Marc Baum) Vote sur l'ensemble du projet de loi 8303 et dispense du second vote constitutionnel 20. Résolution de Mme Joëlle Welfring relative à la visibilité institutionnelle de la Luxembourg Pride et à la portée du principe de neutralité p. 49 Exposé : Mme Joëlle Welfring Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler Mme Mandy Minella Mme Taina Bofferding M. Fred Keup M. Sven Clement M. Marc Baum Mme Joëlle Welfring Vote sur la résolution (adoptée) Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, Mme Yuriko Backes, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, M. Eric Thill, Ministres
17. Ordre du jour (suite) M. Claude Wiseler, Président	p. 42

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Op Ufro vum Auteur gëtt proposéiert, d'Question élargie Nummer 45 vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert de Suivi vun der CNS vun der Motioun iwwert d'Finanzéierung vu Brëller a Korrekturgliesser vum Ordre du jour vun haut de Mëtten erofzehuelen.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?

(Assentiment)

Ass d'Chamber mat dem ofgeännerten Ordre du jour dann averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 8 juillet 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8563 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg ; et

2° de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 27/06/2025

8564 – Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un Code disciplinaire et pénal de la marine, 2. le code pénal et 3. la loi modifiée du 9 novembre

1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 27/06/2025

8565 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Hanoi, le 4 mai 2023, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hanoi, le 4 mars 1996

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/06/2025

8566 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement pluriannuel du soutien à la production audiovisuelle

Dépôt : M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 02/07/2025

8567 – Projet de loi portant :

1° transposition de la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;

2° mise en œuvre de :

a) règlement (UE) 2023/2859 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé

aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés des capitaux et la durabilité ;
b) règlement (UE) 2023/2869 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certains règlements en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;

c) règlement (UE) 2024/3005 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 sur la transparence et l'intégrité des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), et modifiant les règlements (UE) 2019/2088 et (UE) 2023/2859 ;
3^e modification de :

a) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

b) la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit ;

c) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

d) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative : – aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois – aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;

e) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

f) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

g) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;

h) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

i) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;

j) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

k) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

l) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

m) la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;

n) la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché ;

o) la loi modifiée du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance ;

p) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

q) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;

r) la loi modifiée du 8 décembre 2021 relative à l'émission de lettres de gage

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 02/07/2025

8568 – Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 04/07/2025

8569 – Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations de l'État

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 04/07/2025

8570 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État, en vue de la mise en œuvre du point 14 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 29 janvier 2025

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 04/07/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3727 – Demande de pétition publique : Pétition en faveur de l'autorisation légale du travail supplémentaire le week-end pour les salariés à temps plein au Luxembourg

Dépôt : M. Babak Rabbanipour Esfahani, le 09/04/2025

3728 – Demande de pétition publique : Mehr Flexibilität im Elternurlaub – Freie Aufteilung der 12 Monate ermöglichen

Dépôt : M. Rüdiger Kloss, le 25/06/2025

3729 – Demande de pétition publique : Remich – Verbesserung der aktuellen Verkehrssituation durch intelligente Ampelsteuerung

Dépôt : M. Dennis Trabant, le 26/06/2025

3730 – Demande de pétition ordinaire : Simplification et modernisation de la procédure d'importation des véhicules d'occasion en provenance d'un autre État membre de l'UE

Dépôt : M. Philip James Morgan, le 28/06/2025

3731 – Demande de pétition publique : Pétition pour la déclaration d'un jour férié le 3 octobre 2025 à l'occasion de l'avènement du nouveau Grand-Duc

Dépôt : M. Joseph Paul, le 30/06/2025

3732 – Demande de pétition ordinaire : Proposition d'introduction d'un congé pour raisons familiales dans le cadre de la phase d'adaptation en crèche ou maison relais

Dépôt : Mme Marisa Ferreira Soares, le 30/06/2025

3733 – Demande de pétition publique : Referendum iwwert déi geplangte Pensiounsreform

Dépôt : M. Sven Nicolas Lutgen, le 30/06/2025

3734 – Demande de pétition publique : Protection des travailleurs extérieurs contre la chaleur

Dépôt : M. Kevin Kayser, le 02/07/2025

3735 – Demande de pétition publique : Sécurité routière sur les autoroutes

Dépôt : M. Haris Hodžić, le 03/07/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Heure de questions au Gouvernement

An dann hu mer als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 252 vum Här Jeff Boonen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau iwwert d'Verbreedung vun der ustiechender Dermatoose an de potenzielle Risiko fir

déi lëtzebuergesch Landwirtschaft. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 252 du 8 juillet 2025 de M. Jeff Boonen relative à la propagation de la Dermatoose nodulaire contagieuse (Lumpy Skin Disease, LSD) et le risque potentiel pour l'agriculture luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Eng gutt Gesondheet vu Mënsch an Déier ass wichteg, fir dass mer als Gesellschaft funktionéiere kënnen. Ech mengen, mir erënneren eis allegueren un d'Covid-pandemie, déi eis wierklech beanträchtegt huet an eisem deegleche Liewen.

Och bei den Déieren, a speziell den Notzdéieren, ass et wichteg, Krankheeten, Virussen ze verhënneren, fir dass ka produzéiert ginn, fir dass och d'Déieren net krank ginn. MKS, Blozong, Vullegripp, Schwängspesch, alles Krankheeten, déi extreem ustiechend sinn. D'Blozong ass deene meeschte Baueren nach gutt an Erënnung, well mer d'lescht Joer awer staark dovou betraff waren.

Elo gesäit een, dass eng nei Krankheet e bëssen op de Radar kënnt an Europa, déi sougenannt „Lumpy Skin Disease“, op Däitsch och nach „Knötchenkrankheit“ genannt. D'Krankheet ass verbreet an Afrika, mee et sinn awer elo Fäll ginn an Italien an a Frankräich. An dat huet e grouse Risiko fir d'Landwirtschaft, eng Kéier fir d'Betriben, well ganz oft an deene Betriben, déi betraff sinn, d'Déiere musse gekeult ginn, dat heescht de Bauer steet awer virum Aus deen Ament, wou em säi Véibestand ewechgeholl gëtt; da fir de Secteur, well d'Krankheeten extreem ustiechend sinn an dann oft Radiussen definéiert ginn, wou aner Betriben mat beanträchtegt sinn; an dann awer och fir d'Gesellschaft, well schlussendlech gi Liewensmëttel produzéiert, Liewensmëttel, déi mir all Dag brauchen.

Ënner anerem ass deen héije Fleeschpräis, dee mer aktuell hunn, awer zum Deel drop zrëckzuféieren, dass d'lescht Joer d'Blozongkränkt hei an eise Géigenden extreem present war an derfir gesuergt huet, dass am Fong geholl manner Kaalwer gebuer gi sinn, manner Fleesch dëst Joer um Marché ass.

An an deem Kader wollt ech awer, vu déi Kränkt, déi sech elo do verbreet, d'Madamm Ministesch froen:

Wéi ass d'Situatioun am Moment an Europa? Gëtt et nei Fäll ausser deenen do zwee? Gëtt et eventuell hei schonn Indikatiounen? Wat genau sinn d'Symptomer an op wat sollen d'Bauern elo oppassen, wann déi Krankheet kënnt? Wéi gëtt d'Krankheet iwwerdroen? Besteet eng Gefor fir de Mënsch? Dat ass och ganz wichteg, mengen ech. Wat sinn d'Konsequenze fir déi betraffe Betriben a wéi eng Precautionsmoossname gi geholl?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau d'Wuert. Madamm Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci. Merci fir déi Fro. Lumpy Skin Disease: Den éischte Fall gouf den 23. Juni a Sardinie gemellt. An Zwëschenzäit sinn et schonn eelef Fäll do. En zweete Fall gouf um italieenesche Festland an der Lombardei gemellt. Do ass et bei deem enge bliwwen. Dee kënnt duerch den Transport vun Déieren. Elo ass awer den 29. Juni a Frankräich an der Savoie ee Betrib positiv getest ginn. An do sinn et da mëttlerweil och scho véier, déi positiv getest gi sinn.

Sou, wat sinn d'Symptomer? Héicht Féiwer, Produktionsverloscht, wéi gesot, d'Déiere kréie Lésiounen op der Haut mat Knuppen, déi och am Mond kënnen sinn, esou datt se net méi kënnen friessen, staarke Gewichtsverloscht.

Wéi d'Krankheit iwwerdroe gëtt? Eemol vun Déier zu Déier an dann duerch all bluttsaugend Insekten. Dat heescht, déi Vire kënnen och vu Vecteure méi wäit fort transportéiert ginn.

Déi positiv Norricht ass: Et besteet keng Gefor fir de Mënsch, well de Virus net op de Mënsch iwwerdrobar ass. Déi eenzeg Notzdeieren, déi de Virus kënnen kréien, si Randbéischten, Büffelen a Bisonen.

Dann: Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg? Ma vu datt et sech a Frankräich jo awer relativ séier op véier Betriber ausgebreet huet, huet eis Veterinärverwaltung, d'ALVA, direkt en Infoblat opgestallt, fir och ze sensibiliséieren. Dat ass iwwer CONVIS un d'Bauere gaangen. Et ass och un d'Landwirtschaftskammer gaangen. Et ass un alleguer d'Veterinäre gaangen.

Elo ass et leider esou, datt mer gëschter en éischte Verdachtsfall gemellt kritt hunn. Dat heescht, d'Veterinäre si bei e Betrib geruff ginn, wou Kéi Féiwer haten an och eng Kou Knuppen hat. Dat ass der ALVA gemellt ginn. Mir si Prouwen huele gaangen an déi Prouwe ginn dann elo un e Referenzlabo geschéckt an d'Belsch. An do wäerte mer innerhalb vun den nächsten zwee Deeg eng Äntwert kréien.

Sou, ech hoffen, datt dat Resultat negativ ass, well wann et positiv wär, wär dat verheerend fir eis gesamt Landwirtschaft! Well wat geschitt dann? Et ass eng A-Krankheet. Da mussen u sech an deem Betrib alleguer d'Béischte gekeult ginn. Et gëtt da fir d'éischt eng Spärzon vun 20 Kilometer ronderëm ageriicht. Dat heescht, do dierfte keng Béischten eran an aus. Da gëtt et nach eng Iwwerwachungszone vun 30 Kilometer. Dat ass herno am Endeffekt bal eis ganz Land, wou et läit.

Sou, wéi eng Precautiounsmoosname kënnen geholl ginn? U sech keng spezifesch, just eebe wéi bei all Krankheeten, wann ee Béischten aus dem Ausland eranhëlt: d'Gesondheitszertifikater kucken, d'Déieren e puer Deeg isoléiert loossen, d'Biosécherheitsmoosnamen anhalen, wéi gesot. Mee all dat ass beim Iwwerdroe vun enger Krankheet duerch Insekten keng Garantie. Et kann een natierlech och nach d'Kéi um Réck schützen géint d'Mécken. Mee wéi gesot, dat ass keng Garantie.

D'Impfung géint dës Krankheet gëtt da vun der Europäescher Kommissioun nëmmen an deene Länner erlaabt, wou scho positiv Fäll waren. Dat heescht, do huet d'EU och eng separat Impfstoffbank, mee dat kënnt fir eis net a Fro an ech hoffen, datt et och net a Fro kënnt.

Wéi gesot, hoffe mer, datt mer an deenen nächsten Deeg en negatiivt Resultat kréien, well soss wär dat do definitiv dramatesch fir eis ganz Landwirtschaft!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 253 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister iwwert den neie Pilotprojet „Op e Kaffi mat der Police“ am Garer Quartier. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 253 du 8 juillet 2025 de M. Dan Biancalana relative au nouveau projet-pilote « Op e Kaffi mat der Police » au sein du quartier Luxembourg-gare, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, an der Press konnt een noliessen, dass lescht Woch de

Pilotprojet „Op e Café mat der Police“ an der Stater Gare stattfonnt huet an dass am Hierscht d'Initiativ nach op weidere Standuerter op der Gare soll organiséiert ginn. D'Initiativ ass u sech begréissenswäert, well se de Bierger erlaabt, sech an engem méi informellen a labbere Kader mat der Police auszutauschen.

An deem géigesäitegen Echange, wou d'Police natierlech op d'Proximitéit setzt, bréngen d'Bierger hir Suergen zum Ausdrock, jo, iwwert d'Kriminalitéit, d'Sécherheet, d'Sécherheetsgefill. An d'Police op hirer Sait kann hir Aarbecht an awer och d'Limite vun hirer Aarbecht erkläre souwéi och natierlech Iwwerleeunge vun de Bierger opgräife respektiv och de Bierger nach eng Rei Rotschléi ginn.

An an deem Kontext hätt ech e puer Froen un den Inneminister, wat de Kader, d'Konzept vun dëser Initiativ eeben ugeet:

Wéi koum d'Iddi, dës Pilotprojet unzefänken? Bon, vläicht nach zur Prozedur: Wie ríft déi Initiativ an d'Liewen? Ass dat d'Police eleng? Ass dat d'Gemeng? Sinn dat alle béid zesummen? Mellen d'Policeagente sech hei fräiwëlleg? Geet dat à tour de rôle? A sinn och nach aner Participanten do, nieft de Bierger an der Police? A wat ass d'Objektiv vun der Initiativ respektiv wéi ginn déi Informatiounen aus deene méi labbere Gespréicher opgeholl? A wéi gi se duerno vun der Police verschafft an emgesat am Sënn vun eventuelle weideren neie Mesüeren, déi um Terrain kënnen emgesat ginn?

Wat ass da vläicht och den éischte Feedback vun dëser éischter Editioun vun der Initiativ? An ass d'Initiativ elo just op d'Stad Lëtzebuerg limitéiert? Oder kënnen déi Gemengen, déi och elo schonn experimentell effektiv eng Police locale hunn, drop zrëckgräifen? A kënnen awer och déi Gemengen, déi keng Police locale hunn, op dës Initiativ zrëckgräifen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci un den Deputéierten Här Biancalana fir dës Fro. Eng vun de Prioritéiten vun dëser Regierung war, datt d'Police erëm méi no um Terrain ass. D'Proximitéitsaarbecht um Terrain, dat war an der Reform vun 2018 verluer gaang. Mir hunn dat erëm emgeännert.

Déi Iddi vun dem „Op e Kaffi mat der Police“ baséiert och op deene berüümte véier „P“-en, déi ech ëmmer nennen: méi Personal, méi Presenz, méi Proximitéit, méi Preventioun. An déi Iddi ass konkret am Drogendësch 2.0 an deem Mesürekatalog vun deene 60 Mesüre festgehalen ginn an ass och deemools op der Pressekonferenz an an deenen zwou Versammlunge mat de Bierger a Biergerinnen aus dem Garer Quartier vum Policedirekter presentéiert ginn.

Et geet am Fong drëm, an engem lockere Kader, fir et esou ze soen, an engem Café, an engem Bistro mat de Bierger ganz onkomplizéiert an de Kontakt ze kommen, fir ze wëssen, wat d'Suerge vun de Bierger sinn, mee wou d'Police och hir Aarbecht, hir dagdeeglech Aarbecht, hir Aarbecht um Terrain prezis explizéiert, dat heescht, wat se maache kann a wat d'Limite vun der Policeaarbecht sinn a wou, le cas échéant, en aneren Acteur intervenéiere muss.

Deen „Op e Kaffi mat der Police“ soll a reegelméisegen Ofstänn stattfannen. Mir hu lo mol natierlech de Garer Quartiererausgesicht. D'Police huet deenerausgesicht, well et e sensibele Quartier ass. Et mécht natierlech och do Sënn, wou wierklech d'Proximitéitsaarbecht gemaach gëtt, wou och Problemer

sinn. Et mécht elo kee Sënn, an iergendenger Gemeng, Uertschaft eppes ze maachen, wou et keng Problemer gëtt.

Et ass am Prinzipp elo mol virgesinn, am Garer Quartier all zwee Méint an de Kontakt mat de Bierger ze kommen op e Kaffi. Ech preziséieren och: Et gëtt keen Alkohol zerwéiert! Et ass de „Kaffi mat der Police“ oder d'„Waasser mat der Police“, mee et geet elo net drëm, datt d'Police do dräi Tournéeën Alkohol am Café offréiert.

Une voix | O!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Fir spezifesch hei am Garer Quartier muss ech soen: D'Resonanz bei den Awunner an och bei de Commerçanten – et waren och Commerçanten do – ass ganz positiv. Ech wëll elo net den Numm vum Café nennen, fir keng Reklamm ze maachen. Dat war vu 16.00 bis 18.00 Auer. Et waren dräi Poliziste vum Commissariat Gare/Hollerich do – de Proximitéitsgedanken ass hei also respektéiert – plus zwee Memberen aus der Direktioun, well et och déi éischte Kéier war.

An natierlech, wann d'Leit do Reklamatiounen hunn oder Recommandatiounen, da ginn déi vun der Police matgeholl an hir dagdeeglech Aarbecht. Et muss een och wëssen, mir hu jo och bei der Police déi speziell Divisioun, wou d'Leit kënnen Rotschléi kréien, wéi se zum Beispill hir Afaart besser kënnen ofsécheren, fir datt eeben net een an d'Garagenafaart erakënnt. Dat si sou Froen, déi do gestallt gi sinn.

Hei waren eng ronn 40 Leit. Natierlech, well et am Garer Quartier war, war och d'Drogeproblematik e Sujet. A vu datt et ganz positiv ukomm ass, wäert d'Police dat, wéi gesot, viruféieren an no enger éischter Evaluatioun, wann dat elo e puermol gemaach ginn ass, och kucken, wat fir aner Gemengen do këinten a Fro kommen. Et ass esou, datt d'Police normalerweise déi Initiativ hëlt, mee et ass natierlech och e Sujet, deen an de Comités de prévention locaux kann diskutéiert ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 254 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung iwwert den Zougang zum gemeinsame Fleege dossier DSP iwwer myguichet.lu. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 254 du 8 juillet 2025 de Mme Carole Hartmann relative à l'accès au dossier de soins partagé (DSP) via myguichet.lu, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation**

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, zu der Moderniséierung vun der Gesondheetspolitik gehéiert och d'Digitaliséierung, notament den elektronische Patientendossier, fir eng besser Prise en charge vun de Patienten ze kréien. Dat ass hei zu Lëtzebuerg aktuell den Dossier de soins partagé, DSP genannt. A gëschter konnte mer an engem Reportage an der Press héieren, dass vill méi Leit op den DSP zerëckgräifen, wat eng ganz, ganz gutt Saach ass. An et ass dann och vun engem Beamte vun der eSanté gesot ginn, dass, wéi am Koalitionsaccord virgesinn, den Accès zu dem DSP an Zukunft och iwwert d'Plattform MyGuichet soll funktionéieren, fir esou nach méi Leit och op den DSP drop ze kréien.

An ech wollt do ganz gären d'Ministesch fir Digitaliséierung froen, wou dës Projet konkret drun ass, dat heescht: Wéi wäit si mer mat der Implementatioun vun deem Accès iwwer MyGuichet, wou dann eeben nach méi Leit kënnen op den Dossier de soins

partagé drop kommen, fir esou och nach méi interchangeabel Patientendonnéen ze hunn an esou eise Gesondheetssystem nach weider moderniséieren ze kënnen?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Merci un d'Deputéiert Carole Hartmann fir dës pertinent Fro.

Den Informationsportal guichet.lu an déi gesécherter interaktiv Plattform myguichet.lu sinn de Kontaktpunkt fir sämtlech Interaktiounen tëscht de Bierger, de Betriber an der Lëtzebuerger Verwaltung. D'Bierger an d'Betriber kënnen administrativ Demarchen online erleedegen an den Zougang zu perséinlechen Date kréien, déi de Staat iwwert si huet. Dës zwee Portaler gi vum CTIE bedriwwen a kontinuéierlech verbessert.

Nieft den administrativen Demarchen an der Consultation vun Donnéeën an dem Empfang vun elektronischen Dokumenter engagéiert sech d'Regierung am Koalitionsaccord, myguichet.lu als eenzege Punkt fir den Zougang zu anere Plattformen vum effentleche Secteur, wéi zum Beispill dem DSP, also dem Dossier de soins partagé, ze positionéieren.

Den Dossier de soins partagé erlaabt et dem Bierger, Zougrëff ze hunn op seng perséinlech medezinnesch Donnéeën, wéi zum Beispill d'Resultater vu Blutanalysen an Zousazuntersuchungen, wéi zum Beispill Röntgen, Scanner oder IRMen. Mam Accord vum Bierger erlaabt den DSP och dem behandelnden Dokter den Zougrëff op déi rezente Resultater.

Leider huet den aktuellen DSP net den erwaarte Succès, well vill Bierger den DSP net aktiv notzen. De MyGuichet als Porte d'entrée unique ass eng enorm administrativ Vereinfachung fir de Bierger. Dës Approche erlaabt weiderhin d'Koexistenz vu verschiddene Plattformen, mee vereinfacht den Accés fir de Bierger. Enn 2025 wäert et méiglech sinn, via myguichet.lu an e puer Klicks säin DSP ze aktivéieren an am Alldag ze notzen. An deem Fall ass kee Code d'activation vun der eSanté méi néideg.

Mee d'Agence eSanté verlaangt, dass ee sech fir d'Aktivatioun mat sengem LuxTrust-Zertifikat identifizéiert. Mir sinn och mat der eSanté am Gespréich, fir d'Aktivatioun eventuell och iwwer ons Carte d'identité oder och international Identifikationsméiglechkeeten ze erlaben. An enger zweeter Phas, wann ee säin DSP aktivéiert huet, da kann een direkt via myguichet.lu a säin DSP kommen, ouni sech erëm nei mussen anzeloggen.

Doriwwer eraus schafft de CTIE am Kontext Santé u follgende Vereinfachungen: d'Méiglechkeet, Dokumenter aus dem DSP direkt a sengem perséinlechen Espace vum MyGuichet unzeweisen – als Beispill déi digital Impfkaart oder d'Bluttgrupp –, duerch eng vereinfacht MyGuichet-Demarche säi Médecin de confiance am DSP ze definéieren oder och nach Pushnotizen aus dem DSP an dem myguichet.lu oder och op der App MyGuichet unzeweisen. An änlech Diskussiounen féiert de Ministère fir Digitaliséierung och mat der CNS.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 255 vun der Madamm Alexandra Schoos un den Här Kulturminister iwwert

d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch als EU-Sprooch. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 255 du 8 juillet 2025 de Mme Alexandra Schoos relative à la reconnaissance du luxembourgeois comme langue de l'UE, adressée à M. le Ministre de la Culture

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Et gëtt verschidde Modalitéiten, fir eng Sprooch als EU-Sprooch unerkennen ze loossen: Amtssproochen, Aarbechtssproochen, Vertragssproochen an duerch de Vertrag vu Lissabon och Regionalsproochen. Déi verschidde Cas-de-figuré sollen déi kulturell Diversitéit an eng effizient Aarbechtsorganisatioun ausbalancéieren.

Duerch Drock vun der ADR an de Wieler gläichermoossen hu sech während den zwou leschte Legislaturperioden notament déi aktuell Majoritéitsparteien d'ADR-Proposen zu eege gemaach, Lëtzebuerger als Vertragssprooch unzekerennen an d'Vertrag iwwersetzen ze loossen.

Am November 2024 hat d'Regierung mengem Fraktionskolleg Fred Keup op seng parlamentaresch Fro Nummer 1481 dat hei geäntwert: „D'Budgetspropose 2025 gesäit aktuell 80.000 Euro fir d'Iwwersetzung vun offizielle Verträge vun der Europäescher Unioun vir. D'Iwwersetzungskäschte vun EU-Dokumenter vun enger offizieller EU-Sprooch an eng aner offiziell EU-Sprooch ginn iwwert den EU-Budget ofgedeckt.“

Den 12. Mee huet de Kulturminister och nach um Radio preziséiert, datt Lëtzebuerg nach virum Summer d'Iwwersetzung vun de véier Haapt-EU-Traitée wëll ofschléissen.

Dofir wëll ech dem Här Kulturminister folgend Fro stellen:

Éischtens: Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Regierung mat der Iwwersetzung vun de véier Haapt-EU-Traitée op Lëtzebuergesch ugefaangen huet, a wa jo, wou d'Aarbecht drun ass?

Zweetens: A wéi enger Form wäert d'Regierung dës Iwwersetzung engem breede Public zugänglech maache beziehungsweise Reklam fir dës Iwwersetzung maachen?

An drëtzens: Wéi e laangfristegt Zil verbënnt d'Regierung mat dësem Schratt, wuel wëssend, dass jo en Aschreiw an d'Constitution vun der Sprooch schonn 2023 virgeholl ginn ass an eeben notament d'Iwwersetzung vun Haapt-EU-Traitée als déi éischt Etapp fir d'Unerkennung vun der Sprooch als offiziell Sprooch unzeginn ass? Wäert si an dëser Legislaturperiod eng Demande stellen, fir Lëtzebuergesch als EU-Sprooch unzekerennen? Falls jo, no wéi engem Statut? Wann net, firwat net?

Villmools merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Den Här Kulturminister huet elo d'Wuert. Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci fir d'alleréisch och der Madamm Schoos fir dës Fro, eng ganz wichteg Thematik, wou mer, mengen ech, och scho méi wéi eng Kéier driwwer rieds haten a wou ech awer ganz gären eng Kéier verschidde Saachen och kloerstelle wëll.

Dir wësst – an domat wëll ech ufänken –, datt zu Bréissel an och an aneren EU-Haaptstied esou Froen éischter, soen ech emol, e längeren, e laangwierige Prozess sinn. Eis geet et – an dat wëll ech hei eng Kéier umierken – haaptsächlech ëm d'Visibilitéit an domat och ganz kloer d'Valoriséierung vun eiser

Sprooch, an deemno net direkt ëm eng Noutwendegkeet, déi verschiddenen Texter a Riede mussen an eis Lëtzebuerger Sprooch ze iwwersetzen, well mer – an dat betounen ech hei eeben och nach eng Kéier – eng Méisproochegkeet hunn, op déi mer och houfreg sinn. Dat ass eng Stärkt a bleift och weiderhin eng Stärkt.

Dat héicht Haus hei – an dat hutt Der ugeschwat – huet 2023 d'Lëtzebuerger Sprooch an der Constitution verankert, e ganz wichtige Moment. An och mir als Kulturministère, mir hunn eis Hausaufgabe gemaach, sinn eis do eiser Responsabilitéit bewosst an hunn deemno – an dat hutt Der ugeschwat – déi véier Haapttraitée och elo op Lëtzebuergesch iwwerset. Dat ass éischtens de Grënnungsvertrag, zweetens de Fonctionnementsvertrag, drëtzens den Euratom-Vertrag a véiertens och déi Europäesch Charte vun de Rechter.

Dat alles – an dat wëll ech nach eng Kéier widderhuelen – ass eng Mesür aus dem Aktionsplang, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze stärken, d'Mesür 25, wou sech och schonn déi lescht Regierung an där Richtung engagéiert huet a wat mer elo op dëser Plaz am Kulturministère ëmsetzen.

Dës ganzen Exercice huet ronn 54.000 Euro kascht an huet e bësse méi wéi e ganz Joer och gedauert. Well jo, Dir kënnt Iech virstellen, dass, wann et ëm d'Iwwersetzung vum Euratom-Text geet, dat eng Erausforderung ass an dass do och eng gewësse Komplexitéit hannendrustécht.

Dës Aarbechten, wéi gesot, déi sinn elo ofgeschloss vum Kulturministère an et gesäit esou aus – do si mer zouversichtlech –, wéi wa mer an dësem Hierscht no der Rentrée d'Iwwersetzung via déi dänesch Présidence da beim Archiv vum Conseil offiziell och kënnen ofginn.

Dësen Exercice – an dat wëll ech hei och betounen –, maache mir net hei aleng zu Lëtzebuerg. Dee gouf och nach fir véier aner Sproochen op der Lëscht gemaach. Dat sinn nämlech déi frisesch Sprooch, d'katalanesch Sprooch, d'galizesch Sprooch an och déi baskesch Sprooch. An do kënnt Dir Iech virstellen, dass do d'Beweegrënn an d'Komplexitéit bei all deene Sproochen vläicht och ëmmer anerer sinn an net déi nämmelech wéi hei zu Lëtzebuerg.

Deen Ament – an dat widderhuelen ech och nach eng Kéier ganz gären –, wann eeben déi Traitée dann och deposéiert sinn, sinn eeben déi noutwendeg Konditiounen och erfëllt, fir iwwerhaapt op EU-Niveau an där Richtung d'Lëtzebuerger Sprooch och wouerzehuelen. An duerno – an do si mer och an enker Zesummenaarbecht mam Ausseminister, mam Ausseministère – ass et dann un der Diplomatie, fir dann och do weiderzekommen.

Mir wäerten – an dat kann ech Iech awer elo scho mat op de Wee ginn – eis asetze fir e verstännege Modell, eppes, wat der Lëtzebuerger Sprooch och nëtzt, a probéieren do natierlech an där Richtung och de Lëtzebuerger Wee ze fannen, dat, wéi gesot, an enker Ofstëmmung mam Ausseministère. Dat op der enger Säit, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze valoriséieren, ze stärken, dat op internationaler Bün, fir hir méi Visibilitéit ze ginn. Op der anerer Säit ganz kloer awer och, fir eis Diversitéit, eis Méisproochegkeet weider an de Vierdergrond ze setzen, well een net dat eent géint dat anert soll ausspillen. Bien au contraire: Dat ass eng grouss Stärkt, déi mer hei am Land hunn. Dozou stinn ech!

A wa mer dann do virukommen, sinn ech gär bereet, dat dann och an d'Kulturkommissioun presentéieren ze kommen. An da wäerte mer dat natierlech och do-bausse presentéieren, eng Kommunikatiionscampagne

maachen, de Leit och erklären, firwat mer dat maachen, fir eeben och do d'Lëtzebuerger Sprooch um europäeschen Niveau ze stäerken.

Merci.

M. Claude Wisler, Président | Merci, Här Kulturminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 256 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Dispens vun der minimaler Steiertax fir US-Entreprises, déi um G7-Sommet decidéiert gouf. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 256 du 8 juillet 2025 de M. Laurent Mosar relative à l'exemption pour les sociétés américaines de l'imposition de la taxe minimale de l'impôt des sociétés, décidée au Sommet du G7, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv huet virun enger Rei vun Deeg de G7 den Amerikaner eng Derogatioun ginn, wat déi ganz Minimalbesteuerung vu 15 % betrëfft, déi mir virun enger gewëssener Zäit jo och hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Dëst ass ganz, ganz apaart, wann ee weess, datt et jo virun allem d'Amerikaner waren, déi während Joren drop insistéiert hunn an och Droek gemaach hunn um Niveau vun der OCDE, fir esou eng Minimalbesteuerung anzeféieren, datt dat elo déi éischt sinn, déi versichen, do erëm erauszekommen.

D'Gefor ass natierlech grouss, datt wann dee gréisste Wirtschaftsactor op dëser Welt elo do wäert erausgoen, do och nach aner Länner aus der OECD wäerte riskéieren, an déi selwecht Richtung ze goen, wat da riskéiert, zu engem gréissere Chaos ze féieren, wat d'Besteuerung vu multinationale Firme weltwäit ugeet.

An duerfir wollt ech eng Rei vu Froen un den zoustännegen Finanzminister stellen:

Éischstens: Wéi gesäit d'Lëtzebuergesch Regierung, ganz besonnesch de Finanzminister, dës Evolutioun?

Zweetens: Wéini ass dat doten e Sujet um EU-Niveau? Well ech mengen, hei ka jo nëmmen op EU-Niveau reagéiert ginn.

An drëttens schéngt et mir jo awer esou ze sinn, datt een hei natierlech virun allem muss Suerg droen, datt de Level-Playingfield assuréiert gëtt, net nëmmen zwëschen EU-Länner, mee och zwëschen der EU an Drëttlänner. An an deem Sënn ass et natierlech wichtig, datt och dee Level-Playingfield erhalte gëtt.

Ech soe scho Merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wisler, Président | Merci, Här Mosar. Den Här Finanzminister huet d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci och dem Här Mosar fir déi Fro, déi eigentlech brandaktuell ass an déi wichtig ass fir eist Land, well net manner wéi 7.500 multinational Enterprises dovunner concernéiert sinn.

Am Stéchuert: Datt ass e Sujet, deen eis och iwwert déi nächst Wochen a Méint wäert begleeten. Richtig ass, dass d'Revendicatioun vun der amerikanescher Säit ass, eng Koexistenz ze hunn zwëschen dem Pilier 2, dat heescht der Minimalbesteuerung, déi an der OECD eigentlech mat den Amerikaner ofgemaach war, an dem Steiersystem, deen de Moment an den USA zielt.

Wichtig ass och – an dat gëtt e Fünkchen Hoffnung –, dass d'Sektioun 899 vun dem sougenannte „Big Beautiful Bill“ gestrach ginn ass. Wat heescht dat? Mee dat ass, dass déi Dispositiounen, déi

eigentlech Länner steierlech penaliséiert hätten, wou amerikanesch Betriber aus der Siicht vun den Amerikaner onfair besteiert gi wieren, net méi spillen. An dat ass e positiven Effekt, well effektiv 40 Länner de Moment dee sougenannte Pilier 2, also d'Minimalbesteuerung vun de Betriber, bei sech agefouert hunn, an dobäi virun allem alleguerten d'Länner an d'Memberstaaten aus der Europäescher Unioun. Et wäert also héchstwahrscheinlech zu enger Koexistenz zwëschen zwee verschidde Steiersystemer kommen. Wéi den Detail dovunner ausgesäit, kann ech Iech de Moment net soen.

Wichtig ass awer – an dat ass och de Moien nach zu Bréissel um ECOFIN ënnerstrach ginn –, dass e Gespréich op dem G7 war an et en Accord gëtt, dass dësen an d'Richtung vun enger gemeinsamer Koexistenz vun deenen zwee Regimier wäert goen. Dat bedeit natierlech och Ofännerunge vun dem aktuelle Pilier-2-Regimier um Niveau vun der OECD zu Paräis.

Wat ass déi spezifesch Positioun vu Lëtzebuerg? Mir stinn zu dem multilateralen Dialog. Mir stinn och zu engem transatlanteschen Dialog mat den USA. Mir wëllen awer virun allem, dass et e gläichen a faire Wettbewerb gëtt, dat heescht e sougenannte Level-Playingfield. Dat wëlle mer assuréiert hunn. Mir stinn dobäi awer net eleng do an der Europäescher Unioun, well besonnesch an dësen Zäiten den europäesche Wirtschaftsraum keng kompetitiv Desavantagé kann hunn.

Mir sinn och net – ech soen dat ganz kloer – géint d'Vereinfachunge vun dem aktuelle Pilier-2-System, deen a senger technescher Ausféierung ganz komplex ass. A mir sinn och zouversichtlech, nodeem Däitschland, Italien a Frankräich de Moien op dem leschten ECOFIN-Conseil Präzisiounen dozou ginn hunn, dass mer an eng Richtung ginn, déi besser ass wéi nach virun zwee, dräi Méint, wou d'Amerikaner eigentlech de ganze Pilier-2-System ouni Equivalent bei sech wollten ofschafen.

D'Zukunft läit deemno op dem Verhandlungsdësch a fir eis zielen d'Amerikaner och kloer derzou.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wisler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 257 vum Här Meris Sehovic un den Här Inneminister iwwert den Asaz vun de Bodycams bei der Police. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 257 du 8 juillet 2025 de M. Meris Sehovic relative à la mise en service des bodycams de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass nach net allze laang hier, do huet den Här Inneminister an enger Pressekonferenz den Asaz vun de Bodycams bei der Police annoncéiert. En huet se och ganz hougeng an d'Kamera gehalen, sech domadder fotograféiert. Et ass elo esou, dass zënter dem 1. Juli u sech déi Kamerae sollen am Asaz sinn. A mir hunn aus der Press elo matkritt, dass et do awer zënter dem Ufank vun deem Asaz eng Rei technesch Problemer gëtt.

D'Kamera sollt eigentlech automatesch ugoen, wann eng Waff gezu gëtt, mee dat fonctionéiert am Moment net wéi geplangt. Den Trigger gëtt schonn ausgeléist, wann een zum Beispill d'Uniform undeut.

Dofir géif ech gären dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

Éischstens, huet virum flächendeckenden Asaz vun deene Bodycams eng Testphas stattfonnt? Falls jo, firwat goufen déi technesch Problemer net scho während dëser Testphas identifizéiert?

Kann den Här Inneminister garantéieren, dass trotz den techneschen Problemer awer déi gesetzlech virgeschriwwen Fonctiounen, notament d'Signaliséierung vum Asaz an och d'Sécherung vun den Donnéeën, zu all Moment respektéiert ginn? Wéi vill Zäit wäert et brauchen, fir d'technesch Schwierigkeete vollstänneg ze behiewen?

An dann ass de Medien ze enthuelen, dass d'Bodycams esou ëmprogramméiert solle ginn, dass d'Kamerae vun de Kolleegen net méi automatesch ausgeléist solle ginn, wann ee Polizist seng Kamera aktivéiert. Kann de Minister déi Nouvelle confirméieren?

Falls jo, riskéiert dat net, d'Beweisféierung méi schwéier ze maachen? A falls jo, stellt dat och net de Prinzip a Fro, deen ausdrécklech am Gesetz gereegelt ass, dass déi Opnamen à charge et à décharge sollen agesat ginn?

An da finalement, well dem Här Minister säi Ministère awer ganz hougeng eng Pressekonferenz gemaach huet, fir dat ze annonciéieren, géif ech den Här Minister awer gäre froen, wiesou en net zur Verfügung stoung, wéi d'Press a sengem Ministère no enger Stellungnam gefrot huet. Do ass de Medieberichter ze enthuelen, dass do kee Commentaire ze héiere war.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wisler, Président | Merci, Här Sehovic. D'Wuert huet elo den Här Inneminister. Här Inneminister.

(Interruption)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. D'Bodycams sinn hei an der Chamber gestëmmt ginn – d'Gesetz. An ech mësche mech och net an d'operatiiv Geschäft an. Dat hunn ech jo scho vu verschidde Vertrieeder aus der Chamber reprochéiert kritt am Ufank vu menger Karriär als Minister.

Et gëtt kee Problem mat de Bodycams, well d'Bodycams fonctionéieren. Am Gesetz steet ganz kloer am Artikel 43ter, wéi déi Bodycams operéieren, wat d'Finalitéit sinn. An dat ass alles garantéiert. De Go-Live vun de Bodycams ass gutt verlaaf, wat bei esou engem Projet ouni Testphas net ëmmer evident ass. D'Bodycams fonctionéieren, wéi de gesetzleche Kader et virschreift, wéi den Artikel 43ter et virgesäit.

Et ass geplangt, dass d'Aktivéierung vun de Bodycams automatesch beim Zéie vun der Waff ausgeléist gëtt. Mee hei ass en anere Fournisseur wéi dee vun de Bodycams. An déi Problematik, déi Dir do thematiséiert hutt an déi och an der Press ugeschwat ginn ass, déi ass, vu datt dat an der Testphas ass, elo an zwou, dräi Woche behiewen.

Ech paken och Holz un, datt e Polizist net ze oft muss eng Waff zéien. Wéi gesot, et ass ganz kloer: D'Bodycams fonctionéieren, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass.

An ech hunn déi Info net, ech kann dat net bestätegen, datt wann e Polizist eng Bodycam umécht, déi da bei de Kolleegen, déi an engem gewëssene Perimeter present sinn, net declenchéiert gëtt. Déi Info hunn ech net, dat kann ech net bestätegen. An ech mengen och, datt dat net wouer ass, well soss hätt d'Police mer dat scho gesot.

Merci.

M. Claude Wisler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer elo zur mëndlecher Fro Nummer 258 vum Här Gusty Graas an, an déi huele mer dobäi, déi

schrëftlech Fro Nummer 2575 vum Här Sven Clement, déi alle béid un den Här Minister fir auswärteng Ugeleeënheeten an Aussenhandel gerichtet sinn, iwwert eng méiglech militäresch Ënnerstëtzung vu Russland duerch de Laos. Här Graas, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert.

– Question n° 258 du 8 juillet 2025 de M. Gusty Graas relative au soutien militaire éventuel du Laos à la Russie dans le contexte de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

– Question écrite n° 2575 du 7 juillet 2025 de M. Sven Clement relative à la position du Laos et l'avenir de la coopération

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, wéi mer d'Press de Moie gelies hunn, do kouw eng Noriicht, déi eis alleguer natierlech erstaunt huet. An et ass do matgedeelt ginn, datt de Laos u sech géif 50 Leit aus sengem Militär zur Verfügung stellen, fir eeben en Deminage op der ukrainesch-russescher Grenz duerchzeféieren.

Et däerf een natierlech net vergiessen, datt de Laos en Zilland vu Lëtzebuerg ass. Mir hunn net méi spët wéi 2023 en neie PIC (ndlr: Programme indicatif de coopération) iwwer 95 Milliounen ënnerschriwwen. Dee geet bis 2027. A wat natierlech besonnesch speziell an dëser Saach ass, ass, datt Lëtzebuerg grad e Projet finanzéiert huet, wou et ëm den Deminage geet. An den Här Minister war jo selwer schon op der Plaz, fir sech dovunner kennen ze iwwerzeegen. Dann ass et evident, datt ee sech natierlech e puer Froe stellt.

Ech wëll awer direkt hei virausschécken: Mir liewen an enger Welt, wou ganz séier Informatiounen verbreet ginn, mee wou een awer ëmmer muss méi vrsiichteg ginn, ob déi Informatiounen och stëmmen.

An dowéinst eeben, wéi gesot, och haut meng Fro un de Minister – ech ginn dervun aus, datt e selbstverständlech déi Informatiounen och zougedroe krut –, inwiefern den Ausseministère och elo doropper reagiert huet, inwiefern elo déi Noriicht, déi iwwer Kyiv Independent, dat en Noriichtportal ass, verbreet ginn ass, och stëmmt.

Am Fall, wou de Laos effektiv déi Initiativ do geholl hätt, wat géif dat bedeite fir eis zukünfteg Zesummenaarbecht mat dem Laos, engem Land, dat ouni Zweifel och eis Ënnerstëtzung brauch? Mee falls, a wéi gesot, ech schwätze bewusst hei am Conditionnel, falls wierklech sollten esou Informatiounen stëmmen, da misst natierlech ganz kloer d'Fro gestallt ginn: Wéi ass déi zukünfteg Zesummenaarbecht mat deem Land ze gesinn?

An dowéinst, wéi gesot, Här Minister, soen ech Iech och schon am Viraus Merci fir d'Äntwerten, well ech mengen, fir d'Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg ass dat doten awer keng onweesentlech Fro.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, datt et eng ganz pertinent Fro ass. Dofir hat ech se och scho gëschter schrëftlech eragereecht. Ech verstinn awer och, datt ee vläicht an der Vitess net all Informatiounen ëmmer direkt ka verifizéieren. Ech mengen, de Minister hat schon der Press gesot, datt den Ambassadeur dozou consultéiert géif ginn. Dank Zäitverschibung hu mer jo vläicht schon eng Äntwert. Dofir muss ee vläicht just d'Fro nach eng Kéier an de Kontext setzen.

Et ass hei ganz kloer: Lëtzebuerg ass ee vun deene gréissten, wann net dee gréisste bilaterale Partner am Laos. A mir maachen eis virun allem duerch UXO Lao fir d'Entminne vum Laos staark, wat et ëmsou méi pikant mécht, wann een dann aus de genannte Quellen héiert, datt de Laos elo géif Experte fir d'Entminnen an d'Ukrain schécken, fir do de russeschen Truppen ze hëllefen, Terrainen ze entminnen, fir hir Avance ze acceleréieren. Da kënnt natierlech d'Fro op, ob Lëtzebuerg do net indirekt u sech de Russen iwwert den Ëmwee vum Laos gehollef hätt.

An ech mengen, wann dat esou wär, da musse sech déi néideg Konsequenzen doraus erginn. An dofir dann och ganz konkret d'Fro, wat fir Schrëtt d'Regierung ënnerhëlt, fir déi Froen do ze beäntweren.

Dann: Wéi gesäit de Ministère d'Relatioun tëscht dem humanitären Engagement an der aktueller geopolitischer Situatioun?

An dann eeben: Plangt de Minister eng Iwwerprüfung vum PIC, wann et esou wär?

A wéi eng diplomatesch Initiative kënnen ënnerholl ginn, fir eeben ... Falls – an ech bleiwen och am Conditionnel – déi Rumeuren a Berichter géife stëmmen, wéi eng diplomatesch Initiative kann a wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir eebe grad esou militäresch Aktivitéiten net indirekt ze ënnerstëtzen?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Du d'Wuert huet elo den Här Ausseminister. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Merci och deenen zwee Deputéierten, déi dës Fro gestallt hunn.

Mir hunn och déi Info duerch d'Press matgedeelt kritt. A mir hunn och direkt Kontakt opgeholl mat de laotesche Partner. Sinn et News? Sinn et Spekulationen? D'Informatiounen mussen iwwerpréift ginn. Eis laotesch Partner soen, et wier falsch.

Dofir hunn ech och bei eis d'Instruktioun am Ministère ginn: Net méi spët wéi um 15.00 Auer ass haut och eng Reunioun tëscht eiser direkter Politik mat der Verriederin vun der ukrainescher Ambassade vu Bréissel, fir ze wëssen, wou d'Source sinn, wéi d'Informatioun och ass.

Muer ass den Direkter vun der Kooperatioun zu Roum fir eng Konferenz iwwer „Rebuilding Ukraine“, wou och hie Kontakt ophëlt mat den ukrainesche Partien, fir ze wëssen, wat dorunner ass a wou hir Sourcen och sinn.

De laoteschen Ausseministère huet d'Affär dementéiert. Ech hunn Iech gesot: Net méi spët wéi um 15.00 Auer haut, mee mat sechs Stonnen Avance – dat heescht, et ass elo scho geschitt – war och eng Reunioun am Laos mat de Verrieder vun der Regierung, wou och déi Fro gestallt ginn ass. An den Ausseministère am Laos dementéiert dat. Si soen, si wieren, au contraire, neutral, an och déi ganz asiatesch Länner wieren neutral an där doter Fro a si géifen do och an deem Bündnis, dat se hunn, éischter der Ukrain hëllefen a se ënnerstëtzen, wéi der Ukrain wellen ze schueden. A si hunn eis och matgedeelt, si géifen eng offiziell Kommunikatioun dës Woch maachen. Ech mengen, dass dat och net onwichtig wär.

Nonobstant ass et fir mech wichtig, dass mer Kloverheet an deem doten Dossier hunn, an ech muss Iech kloer soen: Ech hunn als Kooperatiounsminister jo nei Reegelen gehat – wou deen een oder deen anere vläicht och net esou begeschtert war –, dass

den État de droit an d'Vertrauensrelatioun an och de Respekt vu Minoritéiten, de Respekt vun de Mënscherechter eng vun de Conditio-sine-qua-nonnen ass, fir mat eis eng Konventioun ze hunn.

An et steet och an de Konditiounen. An ech waarden op eng nächst Kommissioun, Här Graas, d'nächst Woch oder an zwou Wochen, wou ech Iech dann och kéint informéieren, well et wäert e Land sinn, wou mer och manner Kooperatioun wäerte maachen, well mer do gesot kritt hunn, dass mer Sue solle ginn, mee d'Dialogbereedtschaft net do wär, wa Mënscherechter net respektéiert ginn.

Wann dat heiten de Fall ass – ech wëll elo net Spekulationen maachen –, da muss ech och meng Konsequenzen zéien. An ech wäert mat engem Land net normal Kooperatiounspolitik kënnen weidermaachen, wann do Komplizitéit ass mat engem russeschen Aggresseur. Da musse mer Konsequenzen zéien an déi Responsabilitéit wäert ech dann och droen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 259 vum Här Sven Clement un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Zukunft vun der Zuchstreck Nanzeg–Lëtzebuerg an d'Auswirkungen op d'Frontalieren. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 259 du 7 juillet 2025 de M. Sven Clement relative à l'avenir de la ligne ferroviaire Nancy-Luxembourg et impact pour les frontaliers, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Dat heiten ass dann elo déi Fro, déi ech wierklech mëndlech fir haut eragereecht hat, nämlech déi, datt och gëschter an der Press iwwert d'Linn Nanzeg–Metz–Diddenuewen–Lëtzebuerg geschwat gouf, wou et laut de Presseberichter, déi ech net onofhängeg verifizéiere konnt, mee et klängt awer ganz plausibel, esou ass, datt dës Linn soll an Zukunft nei ausgeschriwwen ginn, esou wéi dat d'Liberaliséierung vum europäesche Schinnereseau virgesäit.

Elo ass et esou, datt dat natierlech quasi de Sillon central ass vun der Verbindung vun de Frontalieren, haaptsächlech op franséischer Säit vun der Grenz, a Lëtzebuerg, déi dorwuer op Lëtzebuerg schaffe kommen, an dat och an der Vergaangenheet regelméisseg Thema heibanne war weinst der Auslaaschtung, weinst der Iwwerlaaschtung respektiv och weinst de Chantieren, déi op där Streck stattfont hunn.

Elo ass et esou: Falls d'Région Grand Est do géif eng Ouverture à la concurrence fir dës Linn maachen, stelle sech natierlech eng Rei Froen. Et ass eng strateegesch Linn fir Lëtzebuerg. Mir hunn an der Vergaangenheet gesinn, datt mer fir änlech Linnen – oder eng bestëmmte Linn Richtung Däitschland, déi eng änlech strateegesch Valeur hat – jo och eng lëtzebuergesch Positioun ageholl hunn.

Dofir si meng ganz konkret Froen un d'Madamm Ministesch:

Éischtens, wéi suivéiert d'Regierung dës Entwécklungen am Grand Est? A wéi eng Schrëtt ginn ënnerholl, fir hei d'Interête vun de Lëtzebuerger Grenzgänger ze verdeeden? Also haaptsächlech Residenten do iwwer, déi heihinner schaffe kommen, mee – firwat net? – och den ëmgedréinte Wee.

Ass der Ministesch bekannt, ob d'CFL eventuell Interessi hätt, bei dëser Linn bei enger Ausschreiwung matzemaachen? A gëtt et Pläng vun der Regierung,

dës wichteg Liaison konkurrenzfäeg ze maachen an esou fir e beschtméiglechen Trajet a Service fir d'Frontalieren ze suergen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit a fir ëffentlech Aarbechten. Madamm Ministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci fir dës Fro iwwert d'Linn Nanzeg–Metz–Diddenuewen–Lëtzebuerg, déi effektiv eng ganz wichteg Roll spillt an eiser grenziwwerscheidender Mobilitéit mat Frankräich. All Dag, wéi mer wëssen, benotzen 12.000 Grenzgängerinnen a Grenzgänger dës Verbindung, fir op hir Aarbechtsplaz kommen. D'Qualitéit vun dësem ëffentlechen Transport huet dowéinst och wierklech eng direkt Auswierkung natierlech op ganz vill Leit an hiert alldéeglecht Liewen, mee och op d'ekonomesch Entwécklung vun der ganzer Region.

D'Région Grand Est plangt effektiv eng Ouverture à la concurrence vun dëser Linn. Den Appel d'offres, wéi mir dat och gesinn hunn, ass fir 2027-2028 geplangt. D'SNCF kéint d'Exploitation verléieren – kéint, muss net. D'CFL kéint och theoreetesch un dëser Ausschreibung deelhueen. Mir leien elo keng Informatiounen vir, dass se dat wëlle huet. A wann dat an Zukunft geplangt wär, ech mengen, da misst se domadder och an de Verwaltungsrot goen, fir sech do vläicht awer de Feu vert ze huelen.

D'Servicer vu mengem Ministère si wierklech a ganz reegelméissegem Austausch mat de Servicer vum Grand Est – ech géif soen, wierklech a wéchentlech Austausch –, vu d'Wichtigkeet. Op béide Säiten si mer eis natierlech der Wichtigkeet vun dëser transnationaler Mobilitéit ganz bewusst. Bei eis, bei hinnen natierlech och. Et ginn och gemeinsam Projeten ugestouss, zum Beispill eng Etüd SMOT, Schéma stratégique de mobilité transfrontalière, déi dann och zukünfteg Besoine vun dem grenziwwerscheidenden ëffentlechen Transport ënnersicht. D'Resultater vun dëser Etüd sollen eis da spëtstens ufanks d'nächst Joer virleien.

Ech mengen, Dir kennt de Protocole de Paris. Dee gesäit och eng Erhéijung vun de Verbindungen tëscht Lëtzebuerg an Diddenuewe vir. Bis zu aacht TERen an een TGV an der Spëttestonn pro Richtung, an dat da vun 2030 un, si virgesinn. An dës Ziler wäerten da warscheinlech eeben och an de Cahier des charges vun der Ausschreibung kommen. Ech mengen, dovunner musse mer ausgoen.

Mir kennen elo d'Detailer vum zukünftege Kontrakt, deen d'Région du Grand Est ausschreiwe wäert, net. Dat fält och wierklech an hir Verantwortung. E finanzielt Gläichgewicht wäert dann tëscht der CFL an der Eisebunnsentreprise, déi d'Ausschreibung le moment venu gewënnt, och festgeluecht ginn. Do ginn dann och d'Kilomeeterleeschungen op béide Säite berücksichtegt.

Ech mengen, wat ech awer hei nach wëll ënnersträichen, ass, dass de Bäitrag vum Lëtzeburger Staat fir d'Mobilitéit vun de Grenzgängerinnen a Grenzgänger sech och konzentréiert oder sech haaptsächlech och konzentréiert op Investissementer an d'Transportinfrastrukturen – a scho méi laang. An dem Accord de Paris ass zum Beispill virgesinn, dass 50 % vun de Käschte vu Projeten iwwerholl ginn, déi fir eis grenziwwerscheidend Mobilitéit interessant sinn an där dann och dëngen.

D'finanziell Enveloppe vun 220 Milliounen ass virgesi fir Bäitrag vu Lëtzebuerg u spezifesch Eisebunnsprojeten. Fir vläicht just e puer Beispiller ze nennen: d'Quaien,

déi dann och scho verlängert gi sinn, d'Park&Riden zu Diddenuewen, zu Lonkech si matfinanziert ginn an et ass och e Maintenance-Atelier ausserhalb vu Metz am Bau.

Mir investéieren natierlech net nëmmen op där anerer Säit – och op där anerer Säit –, mee och bei eis, fir eebe besser Verbindunge bis 2030 am Sillon Lorraine kënnen ze garantéieren. Dir wësst, d'Aarbechte sinn amgaangen: den Ausbau vun der Streck Beetebuerg–Lëtzebuerg, déi 2027 dann a Betrib geholl soll ginn; an d'Rekonstruktioun an d'Moderniséierung vun der Gare vu Beetebuerg selwer, wou mer, ech mengen, d'nächst Woch Rendez-vous an der zustänneger Chamberskommissioun hunn, wou ech Iech do ka weider Detailer dozou ginn.

Ech hoffen ech hunn op Är Fro geäntwert a soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 260 vun der Madamm Stéphanie Weydert, a mir huelen déi schrëftlech Fro Nummer 2513 vun dem Här Sehovc derbäi, déi alle béid dee selwechte Sujet hunn un den Här Inneminister iwwert d'Grenzkontrollen, zemoos op der Autobunn bei Schengen. D'Madamm Weydert huet fir d'éischt Wuert. Madamm Weydert.

– **Question n° 260 du 8 juillet 2025 de Mme Stéphanie Weydert relative aux contrôles aux frontières avec le Luxembourg, en particulier sur l'autoroute à proximité de Schengen, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

– **Question écrite n° 2513 du 25 juin 2025 de M. Meris Sehovc relative à la mise en œuvre des résultats de la rencontre avec le Ministre fédéral allemand de l'Intérieur**

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Schengen must stay alive“. A bal genee op den Dag virun engem Mount hu mer de 40. Anniversaire vum Schengen-Accord feierlech zu Schenge mat ganz villen ëffentleche Gäschte gefeiert. An den Dag selwer natierlech ware Grenzkontrollen zu Schengen, wou ee sech freet: e bësse komesch, e bësse gelungen!

Zanter Méint gëtt et nees Grenzkontrollen op eise Grenzen – net vun eis aus, mee vun eisen däitsche Kolleegen aus. A wann ee kuckt, wat hiert Zil ass – déi illegal Migratioun an d'Kriminalitéit ze bekämpfen – a wat dann am Endeffekt d'Resultat vun deene Kontrollen ass, da mierkt ee séier, datt et wierklech net zillfërend ass. Souguer d'Gewerkschaft vun der däitscher Bundespolizei seet, se wäeren total onverhältnisméisseg, well si hunn 2,8 Milliounen Iwwerstonnen zënter deene Grenzkontrolle scho misse maachen, fir dann e puer Honnert Fäll do ze fannen.

D'Situatioun fir d'Pendler, déi all Dag hei an d'Land schaffe kommen, awer och fir d'Awunner aus der Groussregioun, ass onméiglech. Mir hunn dee Sujet scho méi wéi eng Kéier hei an der Chamber thematiséiert.

Viru genee enger Woch war eise Premierminister Luc Frieden a bilaterale Gespréicher mam däitsche Kanzler Friedrich Merz, wou ee vun de Schwéierpunkten déi däitsch Grenzkontrollen hei zu Lëtzebuerg war an de Schenge-Raum diskutéiert gouf. Den Här Merz sot dunn, datt seng Regierung wëllt d'Grenzkontrollen ajustéieren, spezifesch op der Autobunn bei Schengen.

Dofir wollt ech den Här Inneminister froen, wat den aktuelle Stand vun der Diskussioun tëscht de Lëtzebuergesen an den däitschen Autoritéiten ass a

wéi eng konkreet Mesuren envisagéiert ginn, fir de Grenzverkéier nees un d'Fléissen ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Da kritt den Här Sehovc nach d'Wuert fir eng änlech Fro.

M. Meris Sehovc (déi gréng) | Merci, Här President. D'Kolleege Weydert huet, mengen ech, den Unfug an den Onsënn vun deene Grenzkontrolle ganz treffend beschriwwen. Dofir muss ech dat net nach eng Kéier maachen.

D'lescht Woch huet den Här Premierminister säin Homolog an Däitschland getraff. Et ass awer schonn e bësse méi laang hier, nämlech den 30. Mee, dass den Här Inneminister säin däitschen Homolog, den Här Dobrindt, getraff huet. An dem Communiqué, deen deemools publizéiert ginn ass, huet sech eigentlech déi däitsch Säit schonn eng éischte Kéier engagéiert, Mesuren en place ze setzen.

Dowéinst géing ech gären den Här Inneminister folgend Froe stellen:

Éischtens, wou si mer drun an der Ëmsetzung vun deene Mesuren, déi den 30. Mee zesumme beschwat gi sinn, notament wat den Displacement vun de Kontrollen op der direkter Grenz tëscht Däitschland a Lëtzebuerg ugeet?

Ass deen Displacement méi wäit an d'Landesinnere vun Däitschland schonn en place oder gëtt et do e konkreeten Termin, wéini dat soll de Fall sinn? Gëtt et vläicht en Termin, wéini déi Grenzen no der Intervention vum Här Inneminister, vum Här Premierminister vläicht ganz sollten ofgeschaaft ginn?

An da vläicht méi generell: Wéi eng aner Mesure sinn den 30. Mee diskutéiert ginn a wéi eng dovunner si schonn ëmgesat?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovc. Elo huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci deenen zwee Deputéierte fir d'Fro.

„Schengen is still alive“ an ech hu gutt Noriichten: Opgrond vum permanenten Austausch tëscht den zwee Inneministernen an der rezenten Visitt vum Premier beim Bundeskanzler kann ech Iech haut anoncieren, datt d'Bëtonsbléck op der Schengener Autobunn ewechkommen, ...

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... déi zwou Bunnen erëm opgin, d'Vitesse vun 20 op 70 Kilomeeter eropgeet, d'Staugefor am Tunnel erofgeet, datt net méi konsequent op der Schengener – ech schwätze vun der Schengener Autobunn – permanent kontrolléiert gëtt. Et gëtt natierlech eng reegelméisseg Evaluatioun gemaach. Et gëtt och eng gemeinsam Patroll gemaach opgrond vum Prümmer Accord, fir verstärkt géint déi organiséiert Kriminalitéit a Schleiserbande virzegoen a fir d'Verkéierssicherheit ze suergen.

An opgrond vum Meeting vum 30. Mee – et war den 30. Mee, mengen ech, jo – hat ech och schonn deemools gesot, datt mer amgaange sinn, iwwert déi zwee Projeten, den Traité bilatéral iwwer eng moderniséiert Policezesummenaarbecht an den Artikel 23bis vum Schenge-Kodex, ze verhandelen. An och do komme mer virun. Do kann ech awer elo nach keng konkreet Resultater soen, well et gëtt nach negociéiert.

D'Konklusioun ass: Et ass gutt, datt mer permanent mat den däitsche Kolleegeen am Discours bleiwen, dat heescht et war och richteg, datt mer si net ugesicht hunn, well soss wier dat hei net méiglech gewiescht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innenminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 261 vum Här David Wagner un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an den Aussenhandel iwwert d'Ambassadrice vun de Vereenegte Staate vun Amerika zu Lëtzebuerg.

– Question n° 261 du 8 juillet 2025 de M. David Wagner relative à l'ambassadrice désignée des États-Unis au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Aneschtens wéi zu Lëtzebuerg oder iwwerhaupt wéi an Europa oder an deene meeschten oder vläicht souguer alle Länner op der Welt hunn d'Amerikaner eng ganz eegen Aart a Weis, en Ambassadeur ze nommieren. E geet duerch de Senat, wou e muss aprouvéiert ginn. A ganz dacks ass et esou an der Realitéit, datt et och net onbedéngt Karriärsdiplomate sinn, mee grouss Geldgeber, déi dem Gewënner vun der Presidentschaftswal gehollef hunn – an deem Fall dem Här Trump. D'Madamm Stacey Feinberg gehéiert zu deene Leit an ass och vum Här Trump virgeschloe ginn, fir Ambassadrice zu Lëtzebuerg ze ginn, an dat ass och vum Senat esou ugehall ginn.

Mir hunn héieren, datt d'Madamm Feinberg während hirer Unhéierung u sech relativ komesch iwwer Lëtzebuerg geschwat huet an u sech Lëtzebuerg beleidigt huet an deem Sënn, datt se gesot huet, Lëtzebuerg misst eduquéiert gi par rapport zu senge Bezéiunge mat anere Länner – an deem heite Fall zur Volleksrepublik China.

Den Här Ausseminister huet an engem Interview och gesot, Lëtzebuerg wier weeder de Vasall vun den USA nach de Vasall vu China, wat och eng richteg Äntwert ass. Trotzdeem ass et awer problematesch, wann ee gesäit, wat fir e Wëllen anscheinend bei der neier designierter Ambassadrice do ass, fir sech anzemeschen a Lëtzebuerg Ugeleeënheeten an och fir eis wëllen ze eduquéieren. Lëtzebuerg brauch u kengem eduquéiert ze ginn – och net vun der Madamm Feinberg!

Dofir hat ech awer och nach meng Fro un den Här Ausseminister:

Huet Lëtzebuerg eng offiziell Entschëllegung gefrot vun der Madamm Feinberg? Krute mer vläicht schonn eng ëffentlech, eng „offiziell“ op jidde Fall, Entschëllegung?

Allgemeng stellt sech och nach d'Fro – d'Madamm Feinberg ass nach net akkreditéiert –: Wier net och d'Méiglechkeet do, hir Akkreditéierung vun enger offizieller Entschëllegung an enger Assurance, datt si sech net wäert a Lëtzebuerg Innenugeleeënheeten amëschen, ofhängeg ze maachen? Ech mengen, dat wier awer e staarkt Signal, fir ze weisen, datt mir als en erwuessent Land awer kapabel sinn ze decidéieren, mat wem mir Bezéiunge wëllen oder net.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Ausseminister huet d'Wuert. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här Wagner. Mir

hu weeder schréfflech reklaméiert ... Ech waarden, bis déi Madamm hei zu Lëtzebuerg ass, an da wäert ech och Kontakt mat hir ophuelen, fir mat hir kënnen driwwer ze diskutéieren.

Et huet elo kee Wäert, op Aussoe vun enger Ambassadrice, déi en Hearing mécht virun enger Chamber, wëllen ze reagieren. Ech waarden, bis se hei ass, an da wäert ech och där Madamm erzielen, wéi et zu Lëtzebuerg leeft. An ech widderhuelen: On n'est pas les vassaux, ni de l'un, ni de l'autre.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 262 vun der Madamm Paulette Lenert un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Installatioun vu Gebuertszentren. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 262 du 8 juillet 2025 de Mme Paulette Lenert relative à la mise en place de maisons de naissance, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. D'Theema Gebuertschaus ass en Theema, dat eis hei am Haus des Éftere beschäftegt huet, an dat scho virun enger Rei Joren. Ech erënneren drun, dass mer am Joer 2022 hei mehrfach Diskussiounen haten, wéi d'Situatioun ass vun de Gebuertschaier. Déi ass juristes net esou ganz kloer. Doropshi sinn Aarbechte gelaf an et ass en Avis gefrot gi beim Conseil scientifique. Dat war deemools de Konsens vun engem Aarbechtsgrupp, wou déi eenzel Berufsparten dra vertruede waren.

Bis deen Avis du komm ass, ass annerhalleft Joer vergaangen. Dat war net esou evident, dovunner muss een ausgoen, et ass och net dat allereinfachst Theema. Deen ass am Juni 2024 geliwwert ginn an elo si mer nach eng Kéier e Joer méi spéit, dat heescht zwee an en halleft Joer no deem Optrag, deen un de Conseil scientifique erausgaangen ass.

Ech wollt gären nofroen, wat d'Suite sinn, déi d'Madamm Ministesch dësem Avis wëllt reservéieren. Et si ganz konkret Recommandatiounen doranner artikuliert, déi och gréisstendeels am Konsens formuliert sinn. Méi spezifesch déi véiert Recommandatioun ass ganz interessant, well déi Recommandatiounen fuerderen natierlech eng Adaptatioun vum Cadre légal. Do geet et ëm d'Proximitéit, déi e Gebuertschaus soll hunn zu enger Klinik, respektiv d'Konventioun, déi soll gefuerdert sinn, fir am Noutfall kënnen en Transfert ze maachen. Alles dat si ganz konkret Saachen.

D'Situatioun ass nach ëmmer schwier, well mir wëssen, dass et eeben zu deem Zäitpunkt, wéi Gebuertschaier opgaange waren, net ganz evident war ze soen: „Déi dierfen do sinn oder net.“ Ech erspueren Iech de juristeschen Detail, mee zumindest ware mer op enger ganz konstruktiver Pist, fir zesummen ze kucken mat der Vereenegung vun den Hiewammen, mat de Gynekologen, mam Conseil scientifique, wéi een insgesamt déi normal Gebuerte kéint reegelen am Hospitalier respektiv am Extrahospitalier.

Dat ass en Theema, dat nach ëmmer seng Aktualitéit huet. Vill Länner funktionéieren säit Jore mat Gebuertschaier, hunn dat och entre-temps gereegelt. An et ass e laangen Delai, dee mëttlerweil verstrach ass. Dofir wär ech interesséiert ze wëssen, wéi de Suivi wäert sinn.

Ech hunn aus enger Question parlementaire – ech mengen, déi war vum Marc Baum oder vun engem anere Kolleg – erausgelies, dass en Aarbechtsgrupp

domadder befaasst war. An och do wier et fir eis interessant ze héieren, wat do d'Iwwerleeunge sinn, mat wat deen Aarbechtsgrupp elo nach konkret beoptraagt ass, ob et drëms geet, elo déi Recommandatiounen ëmzesetzen, a wou de Schong dréckt.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Lenert, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci. Ech war e bësse laang.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. An och merci der Madamm Lenert fir déi Fro. Deen Aarbechtsgrupp, deen an der Question parlementaire ugeschwat ginn ass, ass en Aarbechtsgrupp, deen Dir selwer den 18. Januar 2023 an d'Liewe geruff hutt. Do hat Der d'Sociétéit vun de Gynekologen, d'Hiewammen, d'Spideeler an d'Leit vun der Direktioun zesummegeruff – respektiv d'Leit vun der Direktioun waren elo schlussendlech net derbäi – an dir hutt e Kick-off gemaach vun der Situatioun, wéi se dee Moment war, déi relativ verfuere war no eeben deenen Episoden, déi Der selwer elo genannt hutt.

Dir hutt dunn de Conseil scientifique beoptraagt, en Avis auszeschaffen. Deen ass dann den 29. Mee komm respektiv de 4. Juni publizéiert ginn. Deen Avis ass nach eng Kéier analyséiert gi vun der Direktioun vun der Santé, déi och selwer bei der Ausschaffung vum Avis deelweis heiansdo derbäi war. Ech hat d'Gynekologen an enger Entrevue, just éiert den Avis publizéiert ginn ass, an och d'Hiewammen an enger Entrevue, just éiert den Avis publizéiert ginn ass.

Mir wäerten elo deen Avis zäitno ophuelen an eis nach eng Kéier mat den Hiewammen an de Gynekologen zesummesetzen. Ob deen Aarbechtsgrupp, deen Dir aberuff hutt, nach eng Kéier wäert weidergefouert ginn, muss ech kucken, well mëttlerweil sinn déi Leit, déi an deem Aarbechtsgrupp waren, net méi op deene Posten, op deene se sollte sinn. Mir kucken dat zäitno. Zäitno, dat heescht, datt mer esou am Hierscht wäerten dee ganzen Dossier extrahospitalier eng Kéier kucken, well dat do ass een Element dovunner an net dat eenzegt Element.

Et sinn och nach aner Aktivitéiten, déi ee valablement kéint am Extrahospitalier maachen. An notament muss déi Konventioun, déi ugeschwat gëtt am Avis vum Conseil scientifique, en place gesat ginn. Dat ass de Stand vum Dossier, wou mer elo dru sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. An domat wäre mer dann um Schluss vun der Froestonn vun haut de Mëtten ukomm.

5. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Éier mer zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour kommen, hunn ech nach zwou Demande-de-parollen. Déi éischt ass fir den Depot vun enger Motioun an déi zweet ass fir den Depot vun enger Proposition de loi. An ech gi fir d'éischt fir den Depot vun enger Motioun dem Här David Wagner d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Jo, ech wollt heimadder eng Motioun deposéieren, déi vun der LSAP, vun de Gréngen an natierlech vun de Lénke gedroe gëtt.

D'lescht Woch hate mer am Kader vum Hearing iwwer méiglech Sanktiounen géint Israel eng Diskussioun iwwer d'Méiglechkeete respektiv d'Onméiglechkeeten, Israel fir seng repetitiv Violatiounen vun de Mënschenrechten a vum internationale Recht ze sanktionéieren. Erëm eng Kéier gouf ënnerstrach, datt Sanktiounen op EU-Niveau bal onméiglech wieren, well eng Partie Länner nach ëmmer blockéiere géifen.

Mir haten awer och eng Diskussioun – net zefriddestellend, fannen ech – iwwer méiglech Sanktiounen respektiv Mesürene, déi mir als Lëtzebuerg unilateralment kéinten huelen, ouni iergendeng Entitéit mussen ëm Erlabnis ze froen. An do gëtt et schonn eng Partie Méiglechkeeten, déi während dem Hearing erwänt goufen.

E Beispill ass de Luxembourg Trade and Investment Office zu Tel Aviv, also de Lëtzebuurger Handelsbüro zu Tel Aviv. Ganz dovunner ofgesinn, dass den LTIO zu Tel Aviv och Dual-use-Cybertechnologie promovéiert, déi och vun der israellescher Loftwaff benotzt ginn, fir Gaza ze bombardéieren, si mir der Meenung, datt d'Schléissung vun deem Büro jusqu'à nouvel ordre, a bis Israel sech erëm un d'internationalt Recht hält, onabdingbar ass. An ech wëll nach drun erënneren, datt Lëtzebuerg an der legaler Obligatioun par rapport zum Droit international ass, all d'Mesürene ze huelen, déi kéinten e méigleche Genozid verhënnere respektiv d'Implikatiounen vu Lëtzebuurger Entrepreneuren an engem méiglechen Genozid verhënnere.

Esou wéi och den Expert am Droit international, de Michel Erpelding, an engem Interview haut am „Wort“ sot, ka Lëtzebuerg duerchaus e Büro zoumaachen – dee Büro zoumaachen –, ouni een ze froen, vu datt mer och kee gefrot hunn, fir en iwwerhaapt opzemaachen.

An deem Sënn géife mer et och nach esou wéi d'Regioun Katalounie maachen, déi och hiren Handelsbüro zu Tel Aviv unilateralment zougemaach huet.

Niewebäi gesot, wa mer schonn an dëser Géigend si vun Europa, huet och déi spuenesch Regierung de leschte Mount de Waffeliwwerungsvertrag mat Israel annulléiert.

Dat sinn alles Méiglechkeeten, fir ëmmerhin Drock auszeüben op Israel, ouni mussen op anerer ze waarden an ouni mussen op d'Amerikaner, den Trump, ze waarden, dee sech souwiso op déi eng Säit, nämlech déi vum Netanjahu, geschloen huet.

Ech mengen, dat wier schonn eng éischt Mesür, déi mir kéinten huelen, unilateralment. Dat géif eis gutt zu Gesiicht stoen, an et géif och eisen Obligatiounen um Niveau vum Droit international nokommen, wa mer deen dote Büro mol eng Kéier géifen zoumaachen.

Voilà, mir hunn awer eng Méiglechkeet, eppes ze maachen, wat e bësse méi wéi symbolesch ass, wat de Konflikt vläicht och net direkt wäert endegen, mee wat derzou kéint bäidroen, och um internationalen Niveau, e staarkt Signal an d'Welt ze schécken.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

Motion

« Fermeture du Bureau de commerce et d'investissement à Tel Aviv »

La Chambre des Députés, constatant

– que le Gouvernement israélien maintient sa présence illégale dans les territoires palestiniens occupés et a récemment décidé de l'implantation illégale de 22 nouvelles colonies en Cisjordanie ;

– que le Gouvernement d'Israël, malgré tous les efforts diplomatiques exercés par un grand nombre de nations, continue ses attaques militaires à Gaza, causant continuellement des victimes civiles ;

– que ces attaques sont accompagnées de mesures privant la population palestinienne de ses moyens d'existence les plus élémentaires, notamment en matière d'aide humanitaire et sanitaire, mettant en danger la vie de dizaines de milliers de personnes civiles, y compris des enfants en bas âge ;

– que la situation sécuritaire fait d'Israël et des territoires palestiniens une zone à haut risque pour la sécurité du personnel sur place,

considérant

– que de nombreux rapports crédibles indiquent qu'Israël viole systématiquement les règles fondamentales du droit international humanitaire et du droit international des droits humains dans le territoire palestinien occupé ;

– qu'une partie des dirigeants israéliens font l'objet d'un mandat de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et n'ont toujours pas été remis à celle-ci ;

– que la politique de colonisation pratiquée par Israël dans le territoire palestinien occupé constitue un crime de guerre tant au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale que du Code pénal luxembourgeois ;

– que le Gouvernement luxembourgeois est dans l'obligation de prévenir toute implication éventuelle de ses ressortissants et des entreprises de nationalité luxembourgeoise dans les infractions susmentionnées commises par Israël en territoire palestinien ;

– que le Luxembourg dispose d'un Bureau de commerce et d'investissement à Tel Aviv (LTIO) ;

– que le Gouvernement a fait part de la faible base légale nationale pour des sanctions ciblées, rendant d'autant plus pertinente une réévaluation de la représentation économique luxembourgeoise à Tel Aviv ;

– que la région autonome de Catalogne a récemment annoncé la fermeture de son bureau commercial à Tel Aviv, invoquant la situation actuelle au Proche-Orient,

invite

– le Gouvernement luxembourgeois à fermer sans délai et jusqu'à nouvel ordre le LTIO à Tel Aviv afin de signifier son désaccord avec la violation systématique du droit international par les autorités israéliennes.

(s.) David Wagner, Franz Fayot, Sam Tanson.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Georges Engel

An da komme mer zum Depot vun enger Proposition de loi vum Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Georges Engel (LSAP), auteur | Merci, Här President. Et geet hei ëm eng Proposition de loi iwwert de Sozialdialog, e ganz aktuell Thema. Delegatiounen si jo extreem wichteg. Dat seet jo och all Partei hei an dësem Plenum. De Schutz vun Delegeierten, dee läit eis alleguerten um Häerz. Si spillen eng wichteg Roll, souwuel fir d'Salarié wéi och fir d'Entrepris selwer.

D'Originn vun dëser Proposition de loi läit an der Affär vun den Deleugué vum der Caritas Jeunes et

Familles, déi och schonn Thema heibannen am Plenum war, awer och schonn an der Aarbechtskommission. An et geet eis hei drëms, e bessere Schutz fir d'Deleguée ze kréien. Et geet eis nämlech hei ëm d'Weiderbezuule vum Salaire bei enger Mise à pied.

Am Fall, wou et eng Procédure pénale gëtt, do gëtt d'Procédure civile blockéiert. „Le pénal tient le civil en état.“ An esou laang kréien déi Leit keng Äntwert, ob se eng Continuatioun vun hirem Salaire hunn. Dat ass fir Verschiddener eng ganz grouss Belaaschtung, déi elo scho säit Méint kee Salaire méi hunn, nëmme well se Deleugué an deem Betrib do waren.

A mir fannen dat net richteg. An duerfir hu mer déi Initiativ hei geholl. An net nëmme fir déi vun der Caritas, aus deem dote Betrib, mee fir alleguerten d'Deleguée, déi d'Rechter vun de Salarié an och den Interêt vun den Entrepreneuren ...

Une voix | ... vertrieben ...

M. Georges Engel (LSAP), auteur | ... vertrieben. Merci. A mir fannen, datt déi Situatioun hei wirklech net tenabel ass. Mir haten an der Aarbechtskommission och doriwwer rieds. An do ass gesot ginn: „Da mussen mer kucken, ob mer mat der Ministesch vun der Justice kënnen doriwwer schwätzen, fir eventuell eppes am Code pénal ze maachen.“

Mir hunn och driwwer geschwat, fir eppes am Code du travail ze maachen. Dat huet eis elo alles e bësse laang gedauert, soudass mir d'Initiativ hei vun där Proposition de loi geholl hunn, fir eeben ze kucken, datt déi Leit hire Salarié weider bezuelt kréien. A mir hunn hei d'Proposition gemaach, datt dat soll iwwert de Fonds pour l'emploi geschéien, fir datt déi Leit och eng Sécherheet hunn, eng Sécherheet, datt se hire Rôle als Deleugué kënnen maachen an dat duerno och keng Konsequenze fir si huet.

Wann et zu engem Remboursement sollt kommen, da misst dee Remboursement soit vum Deleugué un de Fonds pour l'emploi oder vum Patron un de Fonds pour l'emploi gemaach ginn. Dat wär souwuel eng Sécherheet fir de Patron, mee awer och fir de Salarié. An duerfir géif ech gären dës Proposition de loi hei deposéieren.

Merci.

8572 – Proposition de loi portant modification de l'article L. 415-10 du Code du travail

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Engel. Domat wär dee Punkt dann och ofgeschloss.

7. Ordre du jour (suite)

An da géif ech just proposéieren, datt mer op Basis vun där Motioun, déi den Här David Wagner elo deposéiert huet, géifen decidéieren, datt mer déi, wann ech richteg verstan hunn, muer de Moien um 9.00 Auer direkt géifen op den Ordre du jour huelen.

Här Wagner, ass dat fir Iech an der Rei esou?

(Assentiment)

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Motion de M. Sven Clement relative au respect du Gouvernement vis-à-vis du Parlement

(Motion déposée en séance publique n° 91 du 26 juin 2025 – à consulter au compte rendu n°36/2023-2028 en page 52)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Motioun vum Här Sven Clement iwwert de Respekt vun der Regierung vis-à-vis vum Parlament. Den Auteur huet 5 Minutten, d'Fraktiounen hu jee weils 5 Minutten an d'Sensibilitäten 2 Minutten. D'Regierung huet 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Zeimet, den Här Baum, d'Madamm Bofferding, den Här Keup an d'Madamm Tanson. A wéi ech gesinn, wëll den Här Clement nach eng Kéier d'Wuert huelen.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier profitéieren, fir dës Motioun kuerz an de Kontext ze setzen.

Dat Éischt ass: D'lescht Chambersessioun hat ech eng Fro, eng Question élargie, un de Minister fir d'Fonction publique gestallt iwwert d'Gewerkschaftsfreiheet am öffentlichen Dénsgsch, an am plaz konkret Äntwerten ze ginn, huet de Minister mat perséinlechen Attacke reagiert. Dës Attacke waren a mengen Aen net nëmmen déplaciert, mee hunn d'Séparation des pouvoirs a Fro gestallt, andeems e Minister d'Legitimitéit vun enger Fro a Fro gestallt huet, eppes, wat aleng dem Chamberspräsident an domadder dem éischte Pouvoir seng Prerogativ ass.

De Minister huet, fir säin Argumentaire ze stäerken, net nëmmen déi perséinlech Attacke benotzt, mee och en Amalgam vun enger spezifischer, unhängeger Prozedur an de prinzipielle Froen, déi an der Question élargie gestallt goufen, gemaach.

D'Reaktioun dorobber war e bëssen Erstaunen, zumindest op den Oppositionsbänken. An deemt-sprechend hu mer nach den Dag selwer eng Motioun geschriwwen, déi u sech selbstverständlech misst sinn, eng Motioun, déi nach eng Kéier d'Rechter vum Parlament rappeliert an nach eng Kéier ganz kloer och d'Regierung opfuert, sech um Parlament seng Rechte ze halen.

Ech mengen, datt dozou gehéiert, datt ee sech net iwwert d'Bewäertung vu parlamentaresche Froen ausléisst, d'Opportunitéit, d'Legitimitéit net a Fro stellt. Well genau dat ass eppes, wat d'Chamber selwer mécht. Dofir hu mer Prozeduren, dofir hu mer e Reglement.

An et ass net un engem Minister, a Fro ze stellen, datt de Chamberspräsident eng Question zougeloo ass huet. Dat ass eng Affär vum Parlament. An deemt-sprechend ass et och wichteg, datt nach eng Kéier ze reaffirméieren zu dësem Moment.

Et ass esou, datt déi Motioun hei, an ech wëll deem direkt virgräfen ... Et kéint ee jo elo soen, déi Motioun hei wier superfetatoire.

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà.

M. Sven Clement (Piraten), auteur | An ech erwaarde mer scho bal esou eng Äntwert vun der Majoritéit. Mee leider hu mer d'lescht Chamberssëtzung gesinn, datt se net superfetatoire ass, Madamm Adehm, well Dir sidd jo anscheinend där Meenung.

Ech kann Iech just soen: Se ass net superfetatoire, well soss hätten net all d'Partei vum der Opposition missen an Unanimitéit nach eng Motioun deposéieren, fir dat ze rappeliieren, wat u sech selbstverständlich misst sinn, mee wat d'lescht Sëtzung leider net selbstverständlich war, wou de Pouvoir vum Parlament a Fro gestallt gouf, wou d'Regierung sech an d'Entscheidung vum Parlament wollt améschen a wou se d'Legitimitéit vu Froen vum Deputéierten, wat e fundamentaalt Grondrecht ass, a Fro gestallt huet!

A genau dowéinsten denken ech, datt déi Motioun u sech vun enger Chamber, déi sech eescht hält, misst unanime gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech kann elo mam Echauffement vläicht net esou mathalen, wéi mer et elo grad nach erlieft hunn. An domat hunn ech schonn e Kommentar gemaach.

Mee ech kann och direkt soen, datt ech den Här Clement net wäert enttäuschen, well mer wirklech net gesinn, firwat mer déi Motioun hei sollte matdroen. Well d'Regierung elo opzefuerderen, sech un d'Constitution ze halen, d'Regierung opzefuerderen, d'Chambersreglement ze respektéieren, do kënne mer net feststellen, datt dat net de Fall wier.

An eng Motioun ass jo do, fir d'Regierung opzefuerderen, eppes ze maachen, wat se net mécht oder vläicht se op eng nei Iddi ze bréngen, déi se nach net gehat hätt.

Mee mir gesi wirklech keng Ursaach hei, dës Regierung opzefuerderen, sech un d'Constitution ze halen an d'Reglement vun der Chamber ze respektéieren, well mer feststellen, datt se dat mécht.

Dës Motioun ass natierlech mat waarmen Fieder geschriwwen ginn, aus engem Debat eraus. Dat huet den honorablen Här Clement elo selwer rappeliert. Mee ech muss awer feststellen, mir komme grad aus enger Froestonn eraus, a praktesch all éischte Saz, deen e Minister gesot huet, war: „Merci fir déi Fro. Merci fir déi pertinent Fro.“

Alles dat wär jo dann no dem Auteur vun dëser Motioun guer net vereinbar mat eisem Reglement. Also dierf d'Regierung net, wa se hei an der Froestonn äntwert, „Merci fir déi pertinent, ganz pertinent Fro“ soen, déi se dann hei ëmmer esou ganz spontan gestallt kritt.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat zu dem zweete Punkt.

Zum drëtten Punkt: déi reglementaresch Delaien. Natierlech, och mir géifen eis freeën, wann all Minister all Fro ëmmer géif am Delai beäntweren. Datt dat net ëmmer méiglech ass, dofir hu mer awer och Versteedsdemech.

An ech muss feststellen a mir musse feststellen: Bei den Auteuren – oder bei de Signatairë vun dëser Motioun – sinn zwee fréier Membere vun enger Regierung, déi och net ëmmer am Delai op hir Froe geäntwert hunn an also och, denken ech, Versteedsdemech fir déi aktuell Ministeren hunn, datt déi dat och net ëmmer reusséieren.

An an deem Sënn, mat allem Respekt, Här Clement, kënne mer dës Motioun net matdroen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. D'Wuert huet elo den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Et ass net méi wirklech ganz vill ze soen. Awer den Här Zeimet huet e ganz wichteg Wuert elo gebraucht ganz zum Schluss. Dat ass de Respekt! An et geet jo och ëm Respekt an dëser Motioun.

De Respekt ass awer kee One-way-Ticket. De Respekt muss ëmmer reciproque sinn. An ech denken, wa mer hei fuerderen, dass e Minister soll méi respektvoll sinn oder eng Regierung soll méi respektvoll sinn, dann dierf een dat natierlech och deen anere

Wee fuerdere vun den Deputéierten vis-à-vis vun de Ministeren, vun den Deputéierten ënnerteneen, a souguer – heiansdo kënnt dat jo och emol vir – vun de Fraktiounskolleegen ënnerteneen.

(Brouhaha et hilarité)

Et ass elo Zoufall, ...

(Interruptions et brouhaha)

... et ass elo Zoufall, dass ech just déi aner Säit gekuckt hunn. Dat war elo just en Zoufall.

Plusieurs voix | A!

M. Gilles Baum (DP) | Well den Auteur vun dëser Motioun bekanntermoossen zu deene respektvollste Membere vun dësem héijen Haus hei zielt, wäert ech dës sympathesch Motioun bis zum Enn vun der Legislaturperiod, do kënnt Der sécher sinn, ganz, ganz no bei mer droen, och wa mer se haut net wäerte matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen, dass et hei nach e bësse méi ze soe gëtt. Ech gesinn dat definitiv aneschtens wéi déi zwee, déi elo viru mir geschwat hunn.

Den Här Zeimet huet grad gesot, elo an der Froestonn hätten d'Ministere Merci fir d'Fro gesot a wäere jo ganz respektvoll domat ëmgaangen.

Bon, ech wëll drun erënneren, virun net allze laanger Zäit, an der Froestonn, do huet de Policeminister hei d'Kolleegin, d'Deputéiert Liz Braz, déi vum Vollek gewielt an duerchaus berechtigt ass, hei Froen ze stellen, beleidegt. En huet versicht, se wirklech duerch de Kakao ze zéien an en huet och hir Fro carrement lächerlech gemaach, well en huet nämlech nach gesot, dass dat hei ënnerierdesch wär an et wär keen Niveau. Dat war an der Froestonn! Dat war vun engem CSV-Minister.

Elo hate mer virun zwou Wochen esou en änleche Fall. Dat heescht, do schéngt awer esou en neien Trend ënner CSV-Minister ze sinn, dass de respektvollen Émgang net ëmmer gefleegt gëtt. An dofir eeben déi heite Motioun.

(Interruption)

Einfach fir eis ze wieren, well éischstens ass et net richtig, eis ze beleiden. Dat hu mir guer net néideg, well mir alleguere sinn hei gewielt. Mir representéieren Deeler vun der Bevëlkerung dobaussen. Dofir hu mer duerchaus d'Recht an et ass och eist Recht, Froen ze stellen. Mir hunn et net néideg, eis beleiden ze loossen.

An deen zweeten Aspekt ass: Wa Regierungsmembere ufänken, eis Deputéierter ze beleiden an iwwer eis ze fueren, da brauche mer eis net ze wonneren, wann dobaussen op der Place publique genausou mam Bulldozer iwwer eis gefuer gëtt.

Ech erënneren drun, dass och Leit aus der Öffentlichkeit virun net allze laanger Zäit weiblech Deputéiert nach als „Pseudopolitikerinne“ vernalt hunn. Ech mengen, wa mer et hei am Haus net fäerdgebréngen, am néidege Respekt een deen aneren ze akzeptéieren, och wann ee mol net mat engem d'accord ass ...

A wësst Der, an der Vergaangenheet sinn och net ëmmer alleguerten d'Fro beäntwert ginn. Dat wäert och nach weider esou sinn. Ech mengen, do muss mir eise Match maachen, mee dorëms geet et net! Hei geet et einfach nëmmen ëm de respektvollen Émgang, dass een einfach op deen aneren duergest

an eeben net mam Bulldozer iwwert e fiert an en net beleidegt. Dat hu mir alleguerten net néideg.

Jo, am Fong geholl ass et en Aarmutszeugnis, dass mer müssen déi Motioun hei maachen, dass mer müssen hei déi Diskussioun iwwerhaupt féieren. Mee mir maachen näischt anescht, wéi eis hei ze wieren, wa mer elo nach eng Kéier un de gesunde Mënscheverstand appelléieren an einfach fuerderen, dass mer mat deem néidege Respekt, dee mer verdéngt hunn, behandelt ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferdig. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dës Motioun ass, mengen ech, ubruecht an et ass och richtig, dass déi hei abruecht ginn ass. An duerfir hu mer se och matënnerschriften, wéi all déi aner Oppositionsparteien. An ech mengen, am Fong si mer eis jo alleguerten eens, dass déi Saachen, déi do drastinn, och richtig sinn. An déi, déi haut an de Regierungspartei sinn, déi géife se muer, wa se an der Opposition wieren, matënnerschriften.

Mir sinn eis alleguer eens, dass d'Roll vum Parlament muss gestärkt ginn an dass d'Parlament muss där Roll kënnen gerecht ginn. An déi Roll besteet eeben doran, dass d'Parlament d'Regierung kontrolléiert an net ëmgedréit.

An duerfir kënnen d'Deputéiert och Froe stellen un d'Ministren an net ëmgedréit. Et ass also ganz wichtig, dass dat agehale gëtt.

Do kritt een dann heiansdo Äntwerten, déi si mol besser, et kritt ee mol Äntwerten, déi si méi schlecht. Dat ass ganz ënnerschiddlech vu Minister zu Minister. Där Ministere sinn et och an der leschter Legislaturperiod ginn. Ech ka mech un eng ganz Partie Froen erënneren, déi ech gestallt hunn a wou ech eng méi speziell Äntwert krut.

Entweeder ass gesot ginn: „Mir wëssen dat net, mir kënnen dat net soen“, oder et gouf carrement eng Bewäertung vun der Fro, bis effektiv zum And'lächerlechkeet-Zéie vun der Fro. An ech mengen, dat ass eppes, wat net geet.

Dat kënnt net oft vir, mee et kënnt heiansdo vir. An ech mengen, dass mer dann dee Moment och als Parlament musse geschlossen derhannert stoen, dass dee Minister, deen dat dann eebe gemaach huet, dat soll ënnerloossen.

Allgemeng heescht et hei, dass mer sollen d'Parlament stäerken. Ech stelle mer do nach ganz vill aner Saache vir. Mir hu vun der Froestonn geschwat. Do wier et interessant, e Modell ze hunn, wou een och kéint drop äntworten als Deputéierten, och wann déi Froen elo haut, mengen ech, am grouse Ganzen op d'mannst emol beäntwert gi sinn, wat och net ëmmer virkënt.

An et géif eng ganz Partie aner Saachen, déi een och nach kéint aféieren, aus anere Parlamenten, fir eeben d'Parlament ze stäerken, fir nach eppes ze soen: Dat wier, wann d'Kommissiounsprésidenten och deelweis géifen zum Beispill aus der Opposition kommen, wéi dat an Däitschland oder a Frankräich de Fall ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, mir hunn déi Motioun hei vun der leschter Pleniëreswoch matgedroen, well ech muss scho soen, déi Stëmmung an dat, wat vun der Regierungsbänk hei engem Deputéierten entgéintgeflunn

ass op Basis vun enger ganz normaler Fro, dat war scho relativ impressionnant.

Deen Dag ass d'Ausso benotzt ginn, sou eppes hätt een nach net erlieft. Et ben, ech muss soen, et ass och rar, dass een esou en Echauffement erlieft bei enger Fro, déi gebonne war un Zeitungsartikelen, un e Communiqué vum OGBL. Eng normal Saach fir en Deputéierten, esou eppes hei an dësem Plenum opzegraifen. An et war schonn erschreckend, wéi dorop reagiert ginn ass.

A wann een d'Chamberreglement kuckt ..., de Sven Clement huet et gesot, dass et u sech de Chamberspräsident ass, deen iwwert d'Recevabilitéit vun deene Froe jugéiert. Wann et Contestatioun gëtt, da consultéiert en d'Conférence des Présidents. An deem heite Fall ass dat ouni Problem dunn herno heihinner verwise ginn. Do ass déi Fro gestallt ginn, an du war hei en Echauffement sonnergläichen.

An ech verstinn net, dass och elo hei d'Majoritéit sech d'Liewen esou komplizéiert mécht. Well firwat net eng Motioun matstëmmen, déi am Fong Constate mécht, wou een als Deputéierten net kann dergéint sinn?

Ech versti beim beschte Wëllen net, Här Zeimet, Är Erklärungen, wann Der sot, et wier jo normal, dass sech soll u parlamentaresch Rechter gehale ginn. Nee, et ass net normal! Dat hu mer nach virun zwou Wochen hei gesinn.

Et ass net normal. An et ass reegelméisseg net normal. Mir kréien dat do ëmmer erëm ze spieren, dass et verschidde Leit egal ass, wat an der Verfassung steet, dass et verschidde Leit egal ass, wat an eisem Reglement steet.

An eigentlech kann een als Majoritéit och higoen a soen: „Mir bewäerten elo net dat, wat geschitt ass, mee mir sinn effektiv der Meenung, dass et wichtig ass, dass een d'parlamentaresch Rechter respektéiert.“

A wann hei een hikënt an aus Frëndlechkeet, als Iwwergang op d'Äntwert seet: „Merci fir déi Fro, déi ass ganz pertinent“ ... Dat ass eng Héiflechkeetsformel. Fir dat da gläichzestelle mat „Dir sidd e Populist“, „et ass dat Schlëmmst, wat ech jee hei erlieft hunn“, an ech weess net wat nach alles ...

Et ass e Spagat, mee ech perséinlech ka ganz gutt dann och op dee Merci verzichten, wann et just do-runner sollt scheitern.

(Brouhaha)

An da sot Der nach zu de reglementareschen Delaien op parlamentaresch Froen: „Natierlech sinn déi net ëmmer agehale ginn.“ Jo, dat ass awer keng Ursaach, fir dat Deputéierten ze soen, dass een domadder soll averstane sinn.

(Interruption)

Ma dach, Dir hutt gesot, dat wär scho virdrun esou gewiescht. Dir hutt Iech hei ëmmer echaufféiert op dese Bänken, wann dat net de Fall war. Ech ka mech erënneren, dass d'Ministren heihinner zitéiert gi sinn, fir Froen hei stante pede ze beäntworten.

Mir hunn dat bis elo net gemaach, obwuel mer et scho méi wéi eng Kéier hätte kënnen maachen. An ech fannen dat ...

(Interruption)

Jo, mee ech fannen dat awer als Parlamentarier ... Dat ass jo eng Failliteerklärung, ze soen, „Jo, mee dat war jo scho virdrun esou, da maache mer dat elo net. Da brauche mer dat och net anzefuerderen.“

Duerfir, mir ënnerstëtze weiderhin déi Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech muss och der Madamm Tanson an dem Här Clement, souguer dem Här Keup Recht ginn an deenen Ausféierungen, déi hei gemaach gi sinn. Well während deenen dräi Legislaturperioden, wou ech dann elo hei mat derbäi war, hunn ech nach ni eng Beäntwerung vun eng Question élargie gesinn, déi esou ausgeart ass, wéi dat beim Minister fir d'Fonction publique de Fall war.

E Minister kritt Froe gestallt an en huet drop ze äntweren. Dat geschitt emol méi manéierlech, emol manner manéierlech. Dat geschitt emol méi echaufféiert oder emol manner echaufféiert. Mee en huet ze äntweren. Dat ass d'Kontrollfunktoun vun der Chamber.

Den zoustännige Minister huet dat net gemaach. En huet op keng Fro vum Här Clement geäntwert. Am Géigendeel, en ass beleidgend an erofloossend ginn. En huet d'Opportunitéit an d'Legitimitéit vun der Fro selwer a Fro gestallt.

Dat geet net an dorobber musse mer als Chamber reagéieren: einfach, andeems mer rappeléieren, wat déi fundamental verfassungsrechtlech Prerogative sinn, déi d'Chamber huet, an dat dann och op eng Aart a Weis maachen, dass dat wierklech, mengen ech, ukënt.

Duerfir verstinn ech och déi Argumentatioun net, ze soen, et wier superfetatoire. Här Zeimet, ech wéilt, et wier superfetatoire gewiescht. Da bräichte mer och hei net driwwer ze schwätzen. Mee et ass en Incident geschitt. An ech mengen, dass mer als Chamber sollten en Zeeche setzen, dass mer eis selwer seriö huelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Zum Schluss huet d'Regierung d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech géing gären am Numm vun der Regierung, pour autant que de besoin, soen, dass et evident ass, dass an enger parlamentarescher Demokratie d'Regierung Respekt huet virum Parlament.

Mir si verantwortlech virum Parlament an duerfir ass et un der Chamber, ze decidéieren – well mir wäerten eis och do all Kommentar enthalten –, ob se eng Motioun stëmmt oder net stëmmt. Mee en général ass dat hei evident, dass d'Regierung d'Chamber respektéiert.

Et ass awer gradesou evident, Här President, dass och d'Ministren an enger Demokratie, an enger lieweger Demokratie, eng Liberté d'expression hunn, dass se och heiansdo vläicht mol eppes soen, wat méi wäit geet wéi dat, wat se vläicht initialement an der Form wollte soen.

An duerfir mengen ech, soll een dat heiten ... Ech war selwer net an der Chamber, wéi déi dote Fro beäntwert ginn ass, mee ech wéll also generell soen: D'Regierung huet Respekt virum der Chamber. An dat weess och jiddwereen heibannen. Well dat ass, mengen ech, d'Stärkt vun der Lëtzebuerger Demokratie.

Mir sollen also net eng Fro an eng Äntwert hei iwwerbewäerten. Mee et ass och esou, dass d'Ministere musse kënnen eng gewësse Liberté d'expression hunn. Och si si Membere vun enger demokratescher Gesellschaft. An un där solle mer och festhalen.

An duerfir mengen ech, wa jiddwereen am Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren ëmgeet, Chamber-Regierung, Regierung-Chamber, da kënnen mer gutt zesummen an dëser Demokratie schaffen. An dat ass eise Wonsch.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premier-minister.

Den Auteur huet nach d'Wuert gefrot zum Schluss. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Jo, merci, Här President. Ech kann nëmmen ënnerschreiwën, wat de Premier elo grad gesot huet, datt dee Respekt evident sollt sinn. Ech stellen awer fest, datt d'Majoritéit haut dat net wëllt reaffirméieren.

An ech ginn Iech e Beispill, firwat haut awer wichteg ass. Well am Uschloss un déi Fro, éischters emol – ech kann dem Premier dat soen, falls en d'Zäit net hat, de Video ze kucken –, war den éischte Saz, deen de Minister Wilmes mer geäntwert huet, oder a senger Netäntwert geliwwert huet, en hätt esou eppes nach ni erlieft an en ass direkt perséinlech ginn.

Et kann ee gären op de Videoen nokucken. Et war net emol d'Tentativ do, eng Äntwert ze ginn, an dunn ass sech echaufféiert ginn. Nee, hei ass geäntwert gi mat der Intentioun, perséinlech ze ginn an ze äntwerten.

Do muss ech dann nuancéieren zwëschent där ganz staatsmännischer Äntwert, déi de Premier elo grad ginn huet, fir ze soen, datt dat normal ass, datt ee sech och emol echaufféiert. Hei war, an dat huet ee ganz kloer gemierkt, vum éischte Wuert un d'Intentioun, fir ganz kloer hei den Deputéierten oplafen ze loosse, net op d'Froen ze äntwerten. An dat ass och net gemaach ginn.

Am Uschloss hu mer dunn eng Demande d'accès aux documents gestallt, wéi et d'Chambersreglement virgesäit, an ech hunn den Dossier vum Tribunal gefrot. A wann ech mech net ieren, gehéiert zu engem Dossier d'Introductioun, also den éischten Akt vum Dossier, da gehéieren d'Äntwerten, déi eenzel Memoiré vum Staat dozou. Et gehéieren awer och d'Memoiré vum der Géigesäit dozou. Et gehéieren och d'Annexen dozou. A wann et da weider Froe gëtt, zum Beispill wann d'Gewerkschafte wëllen intervenéieren iwwer eng Intervention volontaire, gehéiert och deen Deel vum Dossier zum Dossier. Wat net dozou gehéiert, ass dat, wat virun der Cour administrative geschitt.

Elo war ech dann haut deen Dossier consultéieren – merci, datt mer dee kruten, wat och e Grondrecht ass – an da stellen ech fest, datt just d'staatlech Dokumenter do sinn, esou geschwäert, datt souguer den Numm vum Délégué de Gouvernement geschwäert gouf. Ob dat elo awer der Chamber muss virenthale ginn, weess ech net. A wat net dobäi war, dat waren all déi Saachen, déi ech elo genannt hunn.

Wat awer dobäi war, dat war dat Ganzt virun der Cour administrative, eppes, wat ganz kloer net gefrot war, well domadder jo d'Séparation des pouvoirs net ka garantéiert ginn.

Also ass et ëmsou méi wichteg, nach eng Kéier drop ze pochen, datt d'Rechter vum Parlament agehale ginn. Wa mir eppes froen, dann hu mer et ze kréien, a mir hunn et net stéckerchersweis ze kréien, no Salamitaktik. Wa mer eppes froen, dann hu mer et richtig ze kréien. Wa mer eppes froen, dann hu mer dat mat Respekt beäntwert ze kréien. An net vum éischte Saz u mat enger Frechheet.

An dat ass, firwat déi Motioun hei net superfetatoire ass. A wa mer eis géifen eescht huelen, a wann d'Kolleege vun der CSV op menger rietser Säit sech géifen erënneren, wéi et virum Oktober 2023 war, dann ...

Une voix | Do war et och schéin.

(Interruptions et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten), auteur | ... hätt ech mech awer gefrot, wéi et hei hiergaange wär, wann e Minister vun der leschter Regierung mat engem CSV-Deputéierten dat probéiert hätt, wat hei en CSV-Minister mat engem Oppositionsdeputéierte gemaach huet.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Dann, mengen ech, wär d'Chamber hei ze kleng gewiescht, fir dat ze erliewen.

(Brouhaha)

An deemtspriechend kann een nëmmen déi heite Motioun matstëmmen. A wien dat net mécht, attestéiert manifestement, datt en d'Chamber awer net esou ganz wichteg hält.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Clement.

Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss an ech géing d'Motioun vum Här Clement zum Vott stellen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 26, Nee: 34, Abstentiuonen: 0. Domat wär dann dës Motioun ofgeleent mat 34 Nee-Stëmme géint 26 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori (par M. Yves Cruchten) ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

9.8492 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République hellénique sur l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Athènes, le 24 octobre 2024

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, ...

(Hilarité)

... dem Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République hellénique sur l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées. An de Projet ass e Basismodell. De Rapporteur huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Zeimet, den Här Cruchten, den Här Keup, d'Madamm Tanson, den Här Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir hunn eréischt de leschte 26. Juni hei op dëser Plaz en änlecht Gesetz gestëmmt. Do ass et ëm klassifizéiert Informatiounen gaang mat der Schwäiz.

Haut, wéi gesot, steet Griicheland um Ordre du jour. Griicheland ass éischter e Land, dat eis als eng ganz interessant Vakanzendestinatioun bekannt ass – d'Schwäiz och, mee Griicheland vläicht nach e bësse méi. Griicheland huet och eng ganz interessant Geschicht. Griicheland ass leider déi lescht Deeg och e bëssle méi negativ an d'Schlagzeile komm, op wat ech awer elo hei net wëll agoen.

Deen Accord hei gouf de 24. Oktober 2024 zu Athen ënnerschriwwen. Ech mengen, et geet eemol méi iwwert déi – leider, muss ee soen – steigend Sécherheetsproblemer, déi mer op der Welt ëmmer erëm feststellen. Lëtzebuerg huet bis elo 31 där Accorden ënnerschriwwen. Et geet also virun allem ëm d'Bekämpfung vum Terrorismus, organiséiert Kriminalitéit, Waffenhierstellung, industriell an technologesch Spionage oder Cyberattacken, dernieft natierlech och ëm d'Ofsicherung vun eisem ekonomeschen an och finanziellen Ëmfeld. Dat heescht, et geet also prioritär hei ëm d'Preventioun, wat also ganz wichteg ass. Dowéinst ass et och vu gréisster Importenz, datt mer maximal Efforte maachen, fir, wéi gesot, esou Accorde mat Länner ofzeschléissen.

Dësen Accord – dat wëll ech och direkt ënnersträichen – ass natierlech konform zum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwer „la classification des pièces et aux habilitations de sécurité“.

Ëm wat geet et hei? Virun allem gëtt, wéi gesot, e juristesche Kader geschafen, fir am Fong geholl déi géigesäiteg Sécherheet ze autoriséieren an och virun allem awer och festzehalen, wann et ëm den Echange vu klassifizéierten Informatiounen geet. Den Zougang zu dësen Informatiounen, an dat dierft u sech och keen iwwerraschen, ass natierlech ëmmer nëmme fir eng ganz restriktiv Kategorie vu Leit reservéiert.

D'Modalitéiten, wéi déi Informatiounen stockéiert ginn, sinn natierlech och an deem Accord hei festgehalen. Der Transmissioun vun deenen Informatiounen gëtt natierlech eng besonnesch Opmierksamkeet zouerkannt. A wann ee gären esou Informatiounen och nach un eng drëtt Persoun weidergëtt, da mussen natierlech awer och schrëftlech Accorden am Virfeld festgehalte ginn.

Ech wëll dann awer och drop hiweisen, datt esou Informatiounen nëmme kënnen echagéiert ginn, wann natierlech deen Accord hei a Kraaft getrueden ass.

Nach e puer Artikel wëll ech hei ënnersträichen, déi awer eng gewësse Wichtegkeet hunn. Fir d'éischt emol den Artikel 3, deen nennt dann all déi Autoritéiten, déi responsabel si fir d'Ëmsetzung vun dësem Accord. An

hei zu Lëtzebuerg ass dat selbstverständlech de Service de renseignement.

An da geet et beim Artikel 8 och ëm d'Transmission vum deenen Informatiounen, déi zum Beispill als „restraint“ aklasséiert ginn. Déi kënnen och iwwert d'Post zougestallt ginn. Et gëtt eng Rei aner Kategorien, wou dat natierlech net esou evident ass. Ech mengen, ech ginn awer do elo net onbedéngt an den Detail.

An da gëtt awer och festgehalen, zum Beispill am Artikel 9, wann eng Kris optrëtt, datt dann esou séier wéi méiglech d'Informatiounen och missten zerstéiert ginn. Den Artikel 11 reegelt dann och déi géigesäiteg Visitten, déi kënnen ofgehalen ginn. Den Artikel 14 hält fest, wee fir d'Fraise vum deenen eenzele Aarbechte muss opkommen. An dann den Artikel 15, wat och wichteg ass, datt bei Differenzen net soll den Tribunal ageschalt ginn, mee datt och versicht gëtt op eng Manéier à l'amiable en Accord ze fannen.

Wéini trëtt elo den Accord hei a Kraaft? Mee dat ass den éischten Dag vum zweete Mount no der Reception vum der leschter Notifikatioun, datt béid Parteien all d'juristesche Konditiounen erfëllt hunn. An da geet et natierlech och ëm d'Durée vum deem heiten Accord. Deen ass fir eng onbestëmmten Zäit festgehalen. E kann allerdéngs vum der enger oder aner Partei selbstverständlech denoncéiert ginn. An deem Fall ass e sechs Méint no där Notifikatioun opgeléist.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht nach e puer Wuert dann och iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun respektiv d'Avisen.

Den Avis vum Conseil d'État ass vum 11. Mäerz 2025. Do gouf et keng Observatioun zum Fong. Allerdéngs huet de Conseil d'État eng Remark gemaach zum Artikel 16 Paragraph 5. An do geet et ëm eventuell zousätzlech juristesche Instrumenter oder Sécherheetsprotokoller. A wat do awer och ervirziewen ass: Do brauch een u sech keng Zoustëmmung méi vum Parlament.

Dann d'Chambre de Commerce. Deenen hiren Avis ass vum 12. Mäerz 2025. An déi ware ganz en faveur vum deem Projet de loi.

Den Depot war de 5. Februar 2025. De 5. Mee ass de Projet presentéiert ginn an och de Rapporteur genannt ginn. Den 30. Juni ass en ugeholl ginn à l'unanimité an ech géif Iech bidden, deemem Projet zoustëmmen.

Ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vum der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Graas villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn den Erklärungen vum honorabele President-Rapporteur Graas iwwerhaupt näischt bäizefügen, ausser den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir begrëssen hei den Accord, dee mer mat Griicheland ofgeschloss hunn. Esou Accorde sinn immens wichteg. Grad an deem aktuelle geopolitische Kontext, awer och an Zäite vu Cyberattacke spillen déi doten Accorden ëmmer méi eng grouss a méi eng wichteg Roll. Dofir wëll ech virop soen, dass meng Partei, d'LSAP, dat Gesetz do wäert matstëmmen.

Dat Gesetz wërf allerdéngs och eng Partie zousätzlech Froen op iwwer eis eege Prozeduren an eis eege Standarden. Zum Beispill: Erfëllen eis Habilitations de sécurité déi allerhéchste Standarden? Gëtt et do Punkten, op deene mer eis vläicht nach kéinte verbessern? Wien huet fir wéi eng Zwecker Accès op wéi eng Dossieren, Fichieren a Berichter? Hunn eis Servicer genuch Informatiounen, fir zouverlässeg Clearancé kënnen ausstellen? Wéi eng Konditiounen mussen Beamten erfëllen, déi mat héichsensibelen Donnéeën ëmginn? Alles dat si Froen, op déi et grad an desen Zäite wichteg ass, kloer Äntwerten ze kréien.

Merci.

M. Ben Polidori (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vum der ADR.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Ech schlësse mech de Froen vum Här Cruchten un. Mir haten déi lescht Woch eng Reunion vum der Institutionskommissioun, wou mer och gefrot hunn, wat elo de Projet vum der Regierung wär. Mir haten déi hei Diskussioun schonn, wou mer virun zwou Wochen iwwer en änlechen Accord diskutéiert hunn. Do hutt Der gesot, Här Ausseminister, Dir wäert och Demandeur, dass mer esou séier wéi méiglech en neit Gesetz géife kréien. Et huet sech awer elo erausgestallt an där leschter Institutionskommissioun, dass d'Regierung net gewëllt ass, un déi doten Dispositionen nach eng Kéier ze goen. Et ass verwise ginn op d'JU-CHA-Gesetz, wou gesot ginn ass, do wär dat à suffisance gereegelt.

An d'Fro, déi mer eis awer stellen, dat ass, wann een e bëssen den Historique vum JU-CHA-Text kuckt an och déi Amendement, déi vum deemolege Rapporteur erabruucht gi sinn: Do war eigentlech d'Meenung, dass et net géif duergoen, wann een net och fir déi Sécherheetsiwwerpräiwunge géif PVE vum der Police en Accès drop ginn, wat mer d'ailleurs iwwert d'Honorabilitéitsgesetz an der leschter Legislaturperiod a ganz ville Beräicher agefouert hunn, wou eeben déi Honorabilitéit esou wäit kontrolléiert gëtt, dass och d'PVE vum der Police kënnen gekuckt ginn. Dat ass elo Stand haut net méi de Fall.

An déi Fro, déi mer eis eebe stellen, ass, ob mer all de Sécherheetsbedingungen do gerecht ginn. An voilà, Dir hutt d'lescht Kéier gesot, Dir wiert der Meenung, mir missten hei legiferéieren. Mir kruten elo gesot, et géif op deem Punkt op alle Fall à ce stade net legiferéiert ginn. Fir eis ass déi Fro net richtig zefriddestellend gekläert.

Merci.

Mee mir ginn awer den Accord zu deemem Accord, dee seng Wichtigkeet natierlech huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci. Ech ka mech deenen zwee Virriedner, déi Froen gestallt hunn, nëmmen uschlëssen. Ech mengen, mir hu scho beim leschten Accord, deem d'Schwäiz betraff huet, Froen opgeworf. Mir hunn och scho bei deenen Accorden, déi mer virdu gestëmmt hunn, Froen opgeworf.

An et gëtt ëmmer erëm e bësse Pingpong gespillt mat där Fro, wéi et dann elo mat eisen Habilitations de sécurité ausgesäit. Op där enger Säit gi se

ausgeschriwwen als „top secret“, wann een op Govjobs kuckt. Dat krut ech als Äntwert op eng Question parlementaire vum haitege Premier. Gläichzäiteg gesi mir awer dann an Accorden deelweis nëmme „secret“ vir. Dat weist schonn, datt dat Ganz net esou ganz kohärent ass, wéi mer dat ëmmer duerstellen. An dofir, mengen ech, ass et méi wéi legitim, datt mer déi Froen do awer elo iergendwann eng Kéier endgültig kënnen klären. An dat vläicht, wann et da muss sinn, an enger Jointe zwëschent der Institutionskommissioun an der aussepolitescher Kommissioun, well et ass jo e bësse kokass: Mir schwätzen iwwert d'Froen an der Institutionskommissioun, während d'Accorden, déi hei applizéiert ginn, ëmmer an der aussepolitescher Kommissioun landen a mer u sech esou net wierklech deen Echange hunn, dee mer bräichte fir all déi Froen.

An, Här Ausseminister, ech ginn Iech absolutt Recht bei deem, wat Der d'lescht Kéier gesot hutt betreffend d'Schwäiz. Dat war, datt Der Demandeur sidd, datt dat elo gekläert gëtt. Ma ech wär och Demandeur, datt mer dat endlech kënnen klären. An dofir mäin Appell hei nach eng Kéier, datt mer eis wierklech do zesummesetzen an déi Froen, déi opgeworf gi sinn an déi, mengen ech, absolutt legitim sinn, och beäntweren.

Bis dohinner kann een déi Accorden hei matstëmmen. Ob mer dann dat alles anhalen oder net, dat mussen mer dann nach eng Kéier alleguer zesummen diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

Domat wär d'Lëscht vum den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ganz kuerz. Fir d'éischt: Ech sinn iwwerzeegt, dass deen, deen nach retient war, duerch déi Explikatioun vum honorabele Gusty Graas dann iwwerzeegt ginn ass, deen heiten Text ze stëmmen.

Ech sinn net zoustänneg fir d'ANS (ndlr: Autorité nationale de sécurité). A wann den honorabelen Deputéierte Clement seet, ech géif d'Accorden ënnerschreiwen ... Ech kann och an all Kommissioun goen, well ech ënnerschreiwen all Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister.

Domat wär d'Diskussioun zu deemem Punkt dann ofgeschloss a mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8492 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8492³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8492 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, zwou Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dese Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. 8503 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles, le 17 novembre 2021

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8503, engem Accord tëschent Lëtzebuerg an der Belsch iwwert d'Ausübe vu lukrativen Aktivitéiten duerch d'Familljemembere vum Personal vun diplomatesche Missiounen a konsularesche Posten. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi selwecht Riedner wéi beim Projet virdrun, plus nach den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, wéi Der et scho richtig bemierkt hutt: Hei geet ëm Familljemembere vum diplomatesche Personal, dat an der Belsch schafft. Do sinn natierlech och d'Familljemembere abegraff vun deenen, déi um Konsulat schaffen. Déi sollen elo d'Recht kréien, bezuelten Aktivitéiten nozegoen. Konkreet sinn dat, wéi gesot, de Conjoint, de legale Partner oder och Kanner, déi celibataire sinn, allerdéngs manner wéi 18 Joer al sinn. Déi Dispositiounen gëllen natierlech och ëmgedréit, dat heescht also och fir déi Leit aus der Belsch, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, sou datt déi kënne vun deene selwechten Dispositiounen profitéieren. Dat ass allerdéngs och gültig fir d'diplomatesch Personal, dat bei enger internationaler Organisatioun schafft, déi hire Sëtz dann entweder an der Belsch oder hei zu Lëtzebuerg huet.

Deen Accord, deem ass de 17. November 2021 zu Bréissel ënnerschriwwen ginn. Dat ass u sech och eng Äntwert op d'Onsécherheet bei de Rechter vun deene Familljemembere, déi bis dato bestanen hunn. Ech referéiere mech hei op zwou Konventiounen vu Wien, déi eng vun 1961 an déi aner vun 1963, déi u

sech direkt keng Dispositiounen virgesinn hunn, wat d'Recht op Aarbecht ugeet. Dësen Accord, deem inspiréiert sech och un engem bilateralen Accord vum Conseil d'Europe, deem am Fong dës Familljemembere erlaabt, enger bezuelter Aktivitéit nozegoen.

VLäicht kuerz op eenzel Artikelen agaangen: Den Artikel 1 definéiert ganz kloer déi Membere, déi jo a sech hei eligibel sinn, preziséiert och d'Prozedur. An da muss een och soen, datt déi Autorisatioun vum Gaaschtland ausgestallt gëtt. Bon, wat heescht Gaaschtland? Dat ass am Fong do, wou dann eeben, wéi gesot, d'Ambassade, d'Konsulat och ass. Wann een net méi Member vun deene viséierte Familien ass, da gëtt déi Autorisatioun natierlech zeréckgezunn, sauf wann d'Gaaschtland dat géing aneschters decidéieren. D'Autorisatioun gëllt natierlech och nëmmen esou laang, wéi een op der Missioun an deem Gaaschtland ass.

Dann den Artikel 2, deem definéiert d'Prozeduren. Den Artikel 3, dee seet, datt wann de Beneficiaire vun der Autorisatioun eng Immunitéit an zivilen an an administrativen Saachen huet, dat dann awer net onbedéngt fir déi Akte gëllt, déi en ausféiert a senger Fonctioun vun der bezuelter Aktivitéit.

Am Artikel 4, do geet et dann ëm d'Ophiewe vun der Immunitéit am Strofbereich. Dës Levée ka vum Staat, deem déi diplomatesch Missiounen an deem anere Staat ënnerhält, refuséiert ginn, awer nëmme wann, wéi gesot, seng eegen Interessen um Spill stinn.

A Fiskalitäts- an och Sécurité-sociale-Froen, do ass de Regime vum Gaaschtland zoustänneg.

Deen Accord hei ass och fir eng onbestëmten Zäit ënnerschriwwen ginn, kann allerdéngs zu all Moment gekënnegt ginn, dat allerdéngs mat engem Preavis vu sechs Méint.

Den Accord trëtt a Kraaft den éischten Dag vum zweete Mount, wou déi lescht Notifikatioun, datt déi konstitutionell a legal Prozedur ofgeschloss ass, iwwerreecht gouf.

Dësen Accord huet och keen Impakt op de Staatsbudget. Dat wäert eis jo och besonnesch interesséieren.

Den Avis vum Conseil d'État datéiert vum 29. Abrëll vun dësem Joer. Do war keng Observatioun dran.

D'Chambre de Commerce ass och ganz favorabel gewiescht an hirem Avis vum 5. Mee 2025.

Nach e ganz kuerzt Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun: Den 19. Mee ass dës Projet presentéiert ginn. De Rapporteur ass och an der selwechter Kommissiounssitzung designéiert ginn. Den 30. Juni ass de Rapport ugeholl ginn.

An ech géing Iech och bieden, duerfir dësem Projet de loi zouzestëmme an ginn dann och gläichzäiteg den Accord vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündlechen Rapport.

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Et wäert dat héicht Haus net wonneren, datt bei esou enger akribescher Aarbecht vum President-Rapporteur d'CSV-Fraktioun nëmme kann hiren Accord ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ma da ginn ech den Accord och fir d'LSAP.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Mir ginn den Accord och vun der ADR. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech schlësse mech deem un an ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat dote war esou iwwerzeegend, datt een nëmmen den Accord ka ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, da stëmme mer dat dann eeben och mat.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, mir si ganz frou, dass Der eens sidd.

M. Claude Wiseler, Président | Merci der Regierung.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8503. Den Text steet am Document parlementaire 8503³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8503 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Sou, kuckt elo nach eng Kéier Är Procuratiounen duerch oder kuckt no, ob jiddweree gestëmmt huet. Voilà. Ech schlëssen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8506 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Mongolie et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/officiel, fait à Bruxelles, le 9 janvier 2024

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten, zum Projet de loi 8506, engem Accord tëschent der Mongolei an de Benelux-Staaten iwwert d'Levéie vun der Visaspflicht fir Diplomatepäss souwéi Déngscht- an Amtspäss. An et ass selbstverständlech erëm um Här Graas an un deene selwechten ageschriwwene Riedner, fir elo d'Wuert ze huelen. Här Graas als Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Elo maache mer e bësse méi wäit en Ausfluch. Elo fuere mer an d'Mongolei.

D'Mongolei ass véiermol méi grouss wéi Däitschland. Ech wëll awer drun erënneren, dass an der Mongolei nëmmen 3,4 Milliounen Leit wunnen. Dat heescht, si hunn also gutt Plaz. A menges Wëssens hunn déi kee Ministère de l'Aménagement du territoire, well déi dat net néideg hunn. Mee op der anerer Säit ass d'Mongolei awer e relativ aarmt Land. Awer trotzdem ass et fir Europa net oninteressant, eng gewësse Kooperatioun mat der Mongolei ze hunn, dat virun allem wéinst hirer geografescher Lag. D'Mongolei huet zwee Noperen. Dat sinn net onbedéngt eis gréisste Frënn, besonnesch ee Land: dat ass Russland. Dat anert Land ass China.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass d'Mongolei schon zënter dem November 2012 Member vun der OSZE ass an dass d'Mongolei och um Niveau vun der NATO eng gewësse Kooperatioun mécht. An zwar un der Friddensmissioun vum Kosovo huet d'Mongolei sech scho bedeelegt.

Mir hunn iwwregens scho laang diplomatesch Bezéiunge mat der Mongolei, an zwar zënter dem 11. Juli 1976. Dat ass also scho ganz laang hier. Mir maachen och um Niveau vun der Kooperatioun ganz vill Projeten, virun allem, wat d'Santé ubelaangt, méi spezifesch, wat d'Häerz-Kreeslaf-Problemer ubelaangt.

An da wëll ech och hei drun erënneren, an eenzel Kolleege ware jo derbäi, dass de leschte 7. Mäerz eng Delegatioun aus dem Parlament vun der Mongolei och hei zu Lëtzebuerg war.

Dee Projet de loi hei gouf den 28. Februar elo dëst Joer deposéiert. En huet am Ganzen 13 Artikelen. An, wéi gesot, e bezitt sech op eng Relatioun zwëschen der Mongolei an de Benelux-Staaten.

An zwar geet et hei, wéi gesot, ëm Visa. An zwar brauchen all déi Leit, déi u sech en Diplomatepass hunn, en offizielle Pass hunn, an Zukunft kee Visa méi, wa se sech an engem Zäitraum vun 180 Deeg maximal 90 Deeg am Land ophalen. Dat gëllt, wéi gesot, vice versa.

An zwar gëllt dat och fir d'Familljememberen, allerdéngs sous réserve, dass déi Familljememberen och am selwechte Menage wunnen. Dat erlaabt virun allem den Diplomaten an all deenen Detenteuren vun deenen eenzelne Päss natierlech, sech méi fräi an deem Land ze deplacéieren.

Ech wëll och drun erënneren, dass dat och dozou soll bäidroen, déi international Organisatiounen nach méi bekannt ze maachen, och an deem Land, och virun allem déi europäesch Institutiounen.

Am Resümee kann een also soen, dass déi gutt Relatiounen, déi mer mat deem Land hei hunn, am Fong doduerch nach verbessert solle ginn, gegebenefalls och sollen ausgebaut ginn.

Dësen Accord respektéiert selbstverständlech all besteeënd Gesetzer an och Reglementer. Et gëtt och keng Derogatioun zu Rechter, Obligatiounen a Responsabilitéiten vun aneren Traitéen.

Deen Accord hei léisst allerdéngs awer och all d'Méiglechkeeten zou, gegebenefalls awer Leit ze expulséieren, dat heescht, wa se sech net un elementar Reegelen halen.

Den Artikel 7 gesäit dann och vir, dass all d'Parteie sech e Specimen vun deene betrouffene Päss iwwer-ginn.

Den Artikel 8 – dat ass och net onwichtig, wann et ëm Differenze geet –, hei ginn net d'Gerichter ugeruff, mee hei gëtt versicht, à l'amiable dann och eng Solutioun ze fannen.

Den Artikel 9, do geet et ëm d'Modifikatiounen. Déi kënnen och iwwert de Wee vum Consentement mutuel festgehal ginn.

An dann den Artikel 11, deen hält da fest, wéini deen Accord hei a Kraaft trëtt, an zwar den éischten Dag vum zweete Mount, wou den Depositair déi lescht Notifikatioun krut, dass all d'Konditiounen erfëllt sinn.

Et gëtt just eng Reserv, an zwar, wann déi lescht Notifikatioun deposéiert gëtt, iert den Accord – dat ass erëm en aneren Accord – tëschent dem Benelux an der Mongolei, wat d'Readmissioun vu Persounen, déi sech illegal opgehalen hunn, a Kraaft getrueden ass. Dann eréischt, wéi gesot, kann och dësen dee Moment en vigueur sinn.

Natierlech ass och eng Denonciatioun, wéi dat evident ass, an deenen eenzelen Accorde méiglech, allerdéngs sous condition, dass den Depositair eng Nott zougestallt kritt. Wien ass den Depositair? Mee dat ass de Generalsekretär vum Benelux. Déi kann allerdéngs eréischt fréistens 30 Deeg, nodeems d'Denonciatioun ausgestallt ginn ass, a Kraaft trieden.

Et ass och eng Suspensioun vun dësem Accord méiglech.

An dann nach, wat relativ interessant ass: Den Artikel 13 seet, dass u sech, wat Holland ubelaangt, dësen Accord och ausgedeeent ka ginn op Aruba, Curaçao, Saint-Martin an de karibeschen Deel vun Holland. Do gesäit een, dass Holland also net nëmmen aus deem klengen Territoire besteet, wéi mir ëmmer gemeint hunn, mee dass Holland och nach Iwwerseeterritoiren huet. An de karibeschen Deel, dat sinn d'Insele Bonaire, Saint-Eustache a Saba. Esou léiert een eppes bäi.

(Interruption et hilarité)

Dat wusst Dir nach net, Här ... A, wusst Dir dat? All Respekt!

M. Claude Wiseler, Président | Kommt, mir maachen elo keng Diskussiounen.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach vläicht kuerz zum Schluss dann d'Aarbechten an der Kommissioun:

De 5. Mee 2025 gouf dëse Projet de loi presentéiert. De Rapporteur gouf och an där Sitzung ernannt. Den Avis vum Conseil d'État ass vum 11. Mäerz 2025: et

war keng Beanstandung. Dat selwecht gëllt och fir den Avis vun der Chambre de Commerce, deen datéiert vum 3. Juni 2025.

An da wëll ech awer ofschléissend nach eng Remark maachen. Ech mengen, dëse Projet de loi, dee beweist awer ganz kloer, wéi wichtig et ass, dass e Land wéi Lëtzebuerg och an eng Benelux-Struktur ass, Benelux, wat vläicht net ëmmer esou unerkannt gëtt, wéi et misst sinn. Hei ass erëm e Beweis, dass mer awer, wéi gesot, och op deem Niveau kënnen ganz wichtig Accorden ofschléissen.

Ech wëll och drun erënneren, dass dëse Projet de loi baséiert op dem Accord de transfert du contrôle de l'immigration aux frontières extérieures du Benelux (veuillez lire: Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux), an deen datéiert vum 11. Abrëll 1960. Dat ass och schon eng ganz laang Zäit hier. Do gesäit een also, wat fir gutt Relatiounen mer um Niveau vum Benelux hunn.

Voilà, ech géing Iech bidden, dësem Projet de loi zouestëmme a bréngen och gläichzäiteg natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Ech ginn elo dovunner aus, dass dem Här Graas säi Rapport esou komplett an esou gutt war, dass do kee méi eppes dozou ze soen huet ...

(Hilarité)

... an dass déi ageschriwwene Riedner dorobber ver-zichten, d'Regierung och.

Da géinge mer zum Ofstëmme iwwert dëse Projet de loi kommen, de Projet de loi 8506. Den Text steet am Document parlementaire 8506³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8506 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmegeg ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. Question élargie n° 46 de M. André Bauler au sujet du bilan des mesures fiscales mises en place dans le cadre de la relance du marché du logement privé

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtten hu mer d'erweidert Fro Nummer 46 vum Här André Bauler iwwert de Bilan vun de Mesüre fir d'Relance vun private Wunnengsmaat. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. An den Här Bauler huet elo d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, och dës Regierung mécht sech staark, fir de Logement ze promouvieren. A si huet dofir eng Rëtsch Moosnamen an d'Wëer geleet, fir de Marché souwuel vun de besteende Wunnenge wéi och dee vun de VEFAen nees a Schwong ze bréngen.

Verschidde steierlech Mesüre sinn elo den 30. Juni ausgelaf. Mir als Demokratesch Partei hunn eis natierlech immens doriwwer gefreet, dass de Bëllegen Akt dauerhaft op 40.000 Euro erhéicht gouf, wat den Éischtkeefeier wierklech entgéintkënnt.

Merci der Regierung! Merci dem Här Finanzminister dofir!

Och hu mir hei am héijen Haus e Gesetzestext gestëmmt, fir dass d'Leit nach virum 1. Juli hire Compromis oder hire Reservatiounskontakt enregistrieren konnte loossen an awer den Nottärsakt bis den 30. September nach ënnerschreiw kënnen.

Dëst huet och de Banken an den Nottäre méi Zäit ginn an esou konnte méi Leit vun de fiskalesche Moosnamen profitieren.

Merci der Regierung a merci den Häre Goldschmidt a Mosar fir hir exzellent Suggestiounen un den Här Finanzminister an deem Sënn!

Elo si mir um Zäitpunkt ukomm, fir eis d'Fro ze stellen, wéi dës steierlech Moosnamen konkret op de Logementsmarché gewierkt hunn. Wat war also hire gesamten Impact?

Virum deem Hannergrond wollt ech also dem Här Finanzminister folgend Fro stellen:

Wéi hu sech d'Zuele vun den Immobilientransaktiounen zanter der Aféierung vun dese Moosnamen verännert? Wéi gesäit do d'Entwécklung souwuel bei de VEFAen ewéi bei de besteenden Immobilien aus?

Wéi héich war letzten Endes den Déchet fiscal vun dësen zäitweilige Moosnamen? Wat sinn also do d'Schätzunge vum Ministère, nodeems déi lescht Compromisen den 30. Juni ënnerschriwwen gi sinn?

Hu sech d'Vekaufspräisser spierbar duerch d'Aféierung vun dese Moosnamen um Logementsmarché verännert? Wa jo, a wat fir engem Mooss? A wéi vill Compromis de vente sinn iwwert de gesamten Zäitraum enregistriert ginn?

Wéi vill bei de VEFAen, also de Ventes en l'état futur d'achèvement, a wéi vill bei den existierenden Immobilien? A wéi vill Compromis de vente sinn enregistriert ginn, nodeems mir de Gesetzestext gestëmmt hunn, fir den Delai fir d'Ënnerschreiw vun den Nottärsakte bis den 30. September ze verlängeren?

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet, och fir d'Opmierksamkeet vu mengen eegene Kolleegen, a freeë mech op d'Äntwert vum Här Finanzminister. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | 10 Minutten?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Dir hutt 10 Minutten, Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. A merci och dem André Bauler fir déi konkret Froen. An ech kucken och, ouni vill Contorni ronderëmer, him konkret op seng Froen ze äntwerteren.

Éischt Fro: Firwat huet d'Regierung iwwerhaapt missen 2024 an hiren Aen handelen? Abee, de Constat vun deemools war en tendenzielle Réckgang vun den Aktivitéiten am Bau, dee schonn zanter 2019 gelaf ass. Et waren och méi Leit 2024 am Januar ageschriwwen, nämlech 2.516 Persounen ware bei der ADEM méi ageschriwwen wéi nach ee Joer virdrun. Et gouf och deemools e klere Réckgang vun de Baugeneemegungen, mat nëmmen deemools 4.458 Baugeneemegungen. Do louche mir 2023 um Niveau vun 2015, dat heescht praktesch zéng Joer virdrun. Aus där Situatioun huet d'Regierung, wéi Der dat gesot hutt virdrun, niewent dem Opkauf vu Wunnengsbauprojeten och eng Rei vu steierleche Moosnamen mat engem largen Appui vun der Chamber geholl.

Nun zu de konkreten Zuelen. Wat stelle mir haut fest? Et gëtt nees méi kaf an et gëtt och méi verkaaft. An dat weisen déi lescht Zuele vum Enregistrement. Bei den Immobilienakten insgesamt leie mir déi éischt fënnf Méint vun dësem Joer 2025 largement iwwert dem Niveau vun 2024 a souguer licht iwwert deem erëm vun 2023. Änlech gesäit et och bei den Neibauten aus, dat heescht, déi sougenannte VEFAen: 2025 goufe 522 Neibauten aktéiert géintwärt 273 am vergläichbaren Zäitraum 2024. Och de Mee war vläicht dëst Joer méi schwach, mee op den 31. Mee 2025 gouf et 11.093 Demandé fir de Bëllegen Akt. 10.905 dovunner goufen akzeptéiert. An och vun dem Steierkredit fir Locatiounswunnengen hu 487 Persounen Gebrauch gemaach.

Elo komme mer zum Compromis, dat heescht, där Reegel, déi den André Bauler virdrun ugeschwat huet a wou d'Chamber, mengen ech, mat grousser Zoustëmmung deem och Rechnung gedroen huet. Abee, laut de provisoreschen Zuele vun der Enregistrementsverwaltung goufen tëschent dem 1. Juni an dem 30. Juni 2025 – haalt Iech gutt un! – 2.150 Compromis-de-venten aktéiert a 570 Reservierungsverträge, dat heescht an 30 Deeg.

An änlech Zuele gëtt et och an deem Punkt vum Observatoire de l'habitat. Op ee Joer gekuckt ass dat e Plus vu 25,4 % vun den Transaktiounen fir Apartementer am Bestand an op Plang, am Verglach éischt Trimester 2025 par rapport zum éischten Trimester 2024. Et gouf e Plus vun 9 % am Bestand an e Plus vun 163,5 % am Neibau, wou d'Aktivitéit extreem déif gefall war am éischten Trimester 2024. Déi war esou déif wéi säit 2007 net méi, also wéi 17 Joer virdrun. A mir leien de Moment um Niveau vum Opkaufprogramm – dat zielt jo och derzou –, dat sinn déi Suen, déi direkt vum Logementsminister investéiert ginn ... Mir hunn do 480 Milliounen Euro virgesi gehat am Opkaufprogramm iwwer véier Joer. Abee, dëst Joer goufe vu Januar bis Juli schons siwe Projete beim Nottär aktéiert fir am Ganzen 228 Wunnunitéite fir en Total vun 138 Milliounen Euro. Da kommen nach emol véier Projeten derbäi, wou

Reservatiounsverträge ënnerschriwwen gi si fir eng Enveloppe vu bal 103 Milliounen Euro respektiv 160 Wunnunitéiten.

Dobäi muss een natierlech och déi Opkeef zielen, déi vun aneren ëffentleche Bauträger wéi der SNHBM an dem Fonds du logement duerchgefouert goufen.

Et ginn och méi Immobiliekreditter ofgeschloss. Dat ass eng gutt Saach. Zanter dem Fréijoer 2024 ass och méi eng grouss Nofro op deem Punkt. Do sinn natierlech eng Rei vu Moosnamen – et si steierlech Moosnamen, mee och, well d'Immobiliekreditter erfro ginn –, an ech zitieren do de Statec, dee seet: „Les aides au logement mises en place par le Gouvernement en 2024 (et prolongées en 2025) devraient aussi avoir stimulé la demande.“

Mee nach eng Kéier: Et ass net eleng d'Fiskalmoosnamen, et zielt och, dass d'Zësen awer besonnesch am Variabele relativ zolidd erfogaange sinn.

Et gëtt och méi Baugeneemegungen: Op ee Joer gekuckt gesi mer e Plus vu 25 % bei de Baugeneemegungen, plus 50 % iwwerengem Niveau vun de Wunnunitéiten. Dat heescht, eng Baugeneemegung ka méi Wunnunitéiten, zum Beispill wann eng Residenz gebaut gëtt, beinhalten.

D'Faillitten am Konstruktionssektor: Dee war 2023 am meeschten impaktéiert, mat 50 Faillitten am éischten Trimester dëst Joer – dat sinn der nach ëmmer ze vill, mee et sinn der awer schonns 15 mander wéi 2024. An den Aarbechtsplatzverloschtspotenzial an deem Sektor, deen ass och relativ staark zrëckgaang, ëm 43 %. Net d'Aarbechtsplazen, mee den Aarbechtsverloscht ass ëm 43 % zrëckgaang.

An da wollt ech nach e Wuert soen zu dem Déchet fiscal. Enn Juni hat ech do op eng ausféierlech Fro vum Här Wagner geäntwert. Fir déi indirekt Steieren, also de Bëllegen Akt, ass dat de Crédit d'impôt locatif an d'Halbéierung vun den Enregistrementskäschten, do sinn et op Enn 2025 44,1 Milliounen fir de Bëllegen Akt, 6,6 Milliounen Euro fir de Steierkredit fir Locatiounswunnengen a 44,5 Milliounen Euro ... – mee dat war eng gewollten Decisioun, déi mer am Oktober presentéiert hunn, déi d'Chamber, mengen ech, och mat enger grousser Majoritéit gestëmmt hat.

Dobäi goufe bei den Eegenheimkeefeier 10.905 Akte guttgeheescht fir de Bëllegen Akt. Dat anert, 487 Persounen fir de Steierkredit vun de Locatiounswunnengen, dat hunn ech gesot.

Ech wäert jo nach virun der Summervakanz an d'Commission de l'exécution budgétaire kommen an och am d'Finanzkommissioun, fir ze kucken: Wat ginn dann d'Trimester-, an dësem Fall d'Semesterzuelen hier? Mee Dir wäert gesinn, dass um Niveau vum Enregistrement natierlech do Abousse komm sinn. Mee ech mengen, politesch sinn déi och, fir de Sektor erëm an d'Luucht ze bréngen, zum Deel akzeptéiert ginn.

Dann, wat ass ze conclüieren? Ech géif soen, d'Moosnamen, déi d'Regierung geholl huet, déi steierlech Moosnamen, déi hunn net näischt bewierkt – nach eng Kéier: net aleng, mee zesumme mat den Zësniveauen, déi erfrogefouert goufen. Dat war och positiv fir d'Eegenheimverkeefeier. Dir hutt mat Recht drop higewisen: De Bëllegen Akt, deen ass vun 30.000 op 40.000 Euro an d'Luucht gefouert ginn. Dat war de Wunsch vun der Chamber, dat hu mer och gemaach, soudass eng Persoun eigentlech bis 571.000 Euro en Appartement ka kafen ouni Enregistrementskäschten. Bei enger Koppel geet dat souguer bis 1.114.000 Euro an d'Luucht.

Dann ass natierlech och d'Ofsetzbarkeet vun de Schuldzësen. Dir wësst, dass déi och vun 3.000 op

4.000 Euro an d'Luucht gaange sinn. Abee, de Sprong, fir vun 3.000 op 4.000 Euro an engem Stot mat zwee Kanner ze goen – dat sinn also véier Leit, déi kënne vun deem Steierkredit profitéieren, dat sinn am Ganze 16.000 Euro –, eleng de Fait, dass een dat ëm 1.000 Euro an d'Luucht gesat huet, bewierkt an engem Stot méi Netto vum Brutto vu ronn 1.800 Euro pro Joer.

Wéi rechent Der dat? Mee dat sinn einfach 45 % vu 4.000. Firwat 45 %? Well Der zousätzlech zu dem maximalen Taux marginal nach muss d'Solidaritätssteuer an och nach d'Assurance dépendance bäirechnen.

Dat ass also eppes, wat sech méi positiv unhéiert, wat och positiv ass fir d'Zukunft. An ech mengen, och wa mer déi Déchet-fiscallen, zu deenen dës Regierung steet, akzeptéiert hunn, war dat e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech hoffen elo just, dass mat deene Moosnamen – wéi gesot mat Ausnam vum Bëllegen Akt an deene Compromisen, déi nach konnte bis den 30. Juni enregistriert ginn, fir datt d'Akte gemaach gi virum 30. September – de Marché elo erëm ugelaft ass. A fir de Rescht, géif ech soen, muss, Stand haut, de Marché sech selwer reegelen.

Dat war dat, wat ech Iech ze äntwerten hunn, et sief dann, Dir hätt nach eng Zousazfro.

M. Claude Wiseler, Président | Majo dann, et ass am Fong u mir, dat ze froen, Här Minister, ...

(Hilarité)

... mee da maachen ech dat. Hutt Dir nach eng Zousazfro, Här Bauler?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Pardon, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass kee Problem.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Här Minister fir all déi doten Erklärungen, déi séier détailléiert waren. Ech si jo elo net grad dofir bekannt, e schrecklech Luesen ze sinn, mee ech sinn awer och net esou séier, datt ech mat äusserster Rapiditéit all déi Zuele kéint notéieren. Dofir wollt ech Iech froen: Ass et wierklech esou, datt Der eis nach eng Kéier deen Zuelepackage mat an déi Réunion jointe bréngt, fir datt mer do nach eng Kéier kënneen à tête reposée driwwer kucken, zumindest bei deene Statistiken, déi fir eis alleguer relevant sinn?

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat ass absolut kee Problem. Ech hunn Iech, wéi gesot, ouni vill Ëmgeréits déi Zuele genannt, well ech fannen, dass se wichteg sinn informationshalber. Mir kënneen dat awer op eng Sait kondenséiert regroupéieren.

An, Här President, ech hunn absolut kee Problem, dat souguer virun där Sitzung och der ganzer Chamber zougänglech ze maachen. Et sinn, wéi gesot, Zuelen, Statistiken, déi awer vun de Verwaltungen kommen. An domat ass dat alles transparent.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Minister. Domat wär dës Fro dann ofgeschloss.

13. Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar au sujet de l'implantation de sociétés cryptoactifs au Luxembourg suite à la mise en œuvre du règlement MiCA

An da kéime mer zur Fro Nummer 47 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Implantation vu Kryptoasset-Entreprises zu Lëtzebuerg. Déi selwecht Riedezäite gëllen. An den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léiwen Här Finanzminister, virun enger Rei vu Méint huet dëst Haus d'MiCA-Reglement ugeholl. A mir waren deemools eent vun deenen éischte Länner op EU-Niveau, déi dëst Reglement ugeholl haten, wat jo och dann extreem positiv war, well mer erëm eng Kéier ënnert de First-Movere waren.

Entre-temps si menges Wëssens eng Rei vun Demanden och schonn op Basis vum deem MiCA-Reglement bei der CSSF agaangen. A viru gutt zwou Wochen ass eigentlech och do eng éischt Annonce komm, déi e bëssen ënnergaangen ass, och an eiser mediatiescher Welt, nämlech déi, datt Coinbase – dat ass eng vun deenen allergréisste Kryptoasset-Managementsgesellschaften, -entreprise vun der Welt, d'ailleurs déi eenzeg, déi um Nasdaq 500 cotéiert ass, also wierklech ee vun de Big Player – decidéiert huet, sech hei zu Lëtzebuerg niddierzeloossen.

Deemools waren eng ganz Rei vun anere Länner, déi do matkonkurriert hunn, déi onbedéngt déi Firma wollten, entre autres Irland, och Frankräich huet mat Hänn a mat Féiss derfir gekämpft, fir Coinbase mat hirem Europasiège ze kréien. Mee schlussendlech huet déi Firma sech fir Lëtzebuerg entscheet, wat extremement wichteg fir eist Land, fir eis Finanzplaz ass.

An ech wollt och vun der Geleeënheet emol profitéieren, fir do der Regierung, och dem zoustännege Finanzminister, Merci ze soen, awer ganz besonnesch och merci der CSSF, déi hei an enger relativ kuerzer Zäit et fäerdegbruecht huet, déi ganz Prozedur duerchezéien, an a ganz rasonablen Delaien et och fäerdegbruecht huet, déi Lizenz ze accordéieren. Aus dëser Successstory ergi sech awer eng Rei vun zousätzleche Froen, déi ech wollt dem Minister de Mëten hei noleeën.

Déi alleréischst ass natierlech, ze wëssen: Ausser Coinbase, wivill aner Entreprises hu bis haut vun enger Lizenz profitéiert? A wivill Entreprises a Gesellschaften sinn eventuell nach an der Pipeline, fir esou eng Lizenz ze kréien?

D'zweet Fro: Wat sinn an der Moyenne d'Delaie vun der Prozedur vun deem Moment un, wou ee sou eng Lizenz ufreet, bis dee Moment, wou ee se kritt? Well ech mengen, déi Delaie sinn net onwichtig, an et ass och wéi gesot absolut noutwendeg, datt d'CSSF déi noutwendeg logistesche an och mënschlech Moyenen huet, fir deenen Demanden a rasonablen Zäiten nozekommen.

Dann déi drëtt Fro: Wéi geet déi ganz MiCA-Reglementation virun, souwuel europäesch wéi awer och national?

An an deem Kontext – an dat ass da schonn déi véiert Fro – brauchen allegueren déi Gesellschaften, déi an deem dote Secteur aktiv sinn, natierlech onbedéngt Talenter, déi se mussen hunn. Dat sinn héich technesch Aktivitéiten. Wat gesäit och do d'Regierung nach vir, fir et deene Gesellschaften ze erméiglechen, déi Talenter hei bei eis ze fannen?

An dann eng nächst Fro. Och hei ass et wichteg, datt déi Gesellschaften an Accès op de private Kapitalmarkt kréien. Do hat de Finanzminister eis ugekënnegt, datt en e Projet de loi an der Maach hätt, fir déi sougenannte Business-Angelen do ze ënnerstëtzen. En hat eis awer och bei där Geleeënheet gesot, datt nach en anere Projet an der Maach wier. Do wär ech also och interesséiert ze wëssen, wat fir eng Initiativen an deem dote ganz prezise Beräich nach kommen, well deen ass wichteg, net nëmme fir de Kryptoassets-Beräich, mee fir och aner Beräicher vun dëser Finanzplaz.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann huet de Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci och dem Här Mosar fir déi vill konkret Froen. Ech versichen, dat am Telegrammstil ze maachen, soss kommen ech net an deenen zéng Minutten op all déi néideg Äntwerten.

Richteg ass, Coinbase huet viru gutt 14 Deeg annoncéiert, dass si en Europasite géifen hei zu Lëtzebuerg maachen, wat eng gutt Saach ass, well et wegweisend ass, besonnesch um Niveau vun de Kryptoassets.

Dir hutt mat Recht gesot: Dat ass déi gréissten öffentlech op der Bourse cotéiert Kryptobourse weltwäit. Ech muss och hei de Leit vu Luxembourg for Finance Merci soen, well déi éischt Kontakter goufe gemaach virun engem Joer zu Singapur op dem FinTech-Event. Dir gesitt also, dass dat schonn eppes bruecht huet. Deen Dossier ass och extreem professionell zu Lëtzebuerg begleet ginn.

Firwat? Mee well déi selwecht Firma sech nach 2023 fir Irland entscheet hat. An opgrond vun enger Rei vu Moosnamen, déi mer geholl hunn am Sënn vun der Attraktivitéit an och vun der Kompetitivitéit vun eisem Secteur, en plus vun deem favorablen administrativen Ëmfeld, hu se sech decidéiert en fin de compte, op Lëtzebuerg ze kommen.

Richteg ass, dass d'Konkurrenz an deem Beräich extreem staark ass. FinTech an Innovatioun ass eigentlech dat Haaptwuert, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz an den nächste Méint a Jore weider ze stäerken. Mir hunn duerfir de Moment schonns iwwer 250 FinTech-Firmaen hei zu Lëtzebuerg. Dat ass net esou bekannt, mee et ass extreem droend.

Den zweete Punkt ass deen: D'lescht Woch hat ech d'Chance, e weidere Büro zu Lëtzebuerg anzeweien, nämlech dee vu Standard Chartered. Dat ass eng vun deene gréisste brittesche Banken an och déi hu Lëtzebuerg als hiren EU-Standuert geholl fir d'Vermögenswäerter an d'Hale vu Kryptoavoiere.

Fir dat alles ass der Chamber Merci ze soen, well Dir hutt et méiglech gemaach, dass mer déi sougenannte MiCA-Regulation sou schnell wéi méiglech konnte mat enger grousser Zoustëmmung ëmsetzen. Well ouni déi Reegelung wier dat zu Lëtzebuerg net méiglech. Firwat? Mee well déi Entreprises allegueren eng sougenannte CASP-Lizenz – dat hat Der deemools am Gesetzesprojet och preziséiert, dat ass d'Crypto-Assets Service Providers – mussen hunn, déi vun der CSSF ausgestallt gëtt.

Et gëtt um Niveau vun de sougenannte CASPen dann nach zwee weider Ubidder. Dat sinn, fir se net ze nennen – ech dierf dat awer maachen –, Bitstamp Europe a Clearstream Banking, déi och schonns esou Lizenze vun der CSSF hunn.

Et gëtt och nach 13 Ubidder, déi eng sougenannte Virtual-Asset-Service-Providers-Lizenz hunn. Do ginn ech awer net op d'Nimm an.

Richteg ass, dass d'CSSF dat extreem professionell begleet. Si hunn och eng grouss Experienz, zum Beispill an den E-Payment-Lizenzen. Dat ass alles dat, wat Der kënnt iwwert den Internet bestelle goen. Amazon, PayPal an aner sinn do schonns hei. An dat accumuliert sech, dass se och nei Erausforderunge kënne schnell ugoen. An et ass eigentlech ganz flott, dass vill aner Regulateure kucken, sech op déi Praxisse vun der CSSF ze alignéieren.

Dat heescht awer och, dass mer eis zu Bréissel weider derfir asetzen, jo, dass mer si fir d'Verdeiwung vun der Kapitalmaartunioun, jo, dass mer si fir man-ner Bürokratien an dass mer si fir Reegelerwierker, déi e Kader setzen, wouran déi eenzel Lizenzubidder kënnen hir Aktivitéite méiglechst flexibel handha- ben, ouni dass gespuert gëtt op d'Käschte vun der Sécherheet vun den Investisseuren. Dat ass dat, wat bei Kryptoavoiere extreem wichteg ass.

An aus deem Grond kann een déi sougenannte MiCA-Regulatioun net eleng kucken. Et muss ee se kucken zesumme mat der Payment-Services-Direktiv. Dat ass alles dat, wat, wéi ech virdru gesot hunn, iwwer Be- zuehdéngschtleeschungen fonctionéiert, meeschtens och an dem Deel, wat virtuell, dat heescht iwwert den Internet geschitt. An dann ass et wichteg, dass natierlech déi Clienten och richtig retracéiert ginn, well Dir wësst, mat Krypto geet alles ganz schnell, also muss een och kucken, dat ze redresséieren an ze retracéieren.

An do ass eng weider Regulatioun, eng Veruerd- nung, déi op Iech wäert zoukommen. Dat ass déi sougenannt TFR 2-Direktiv. Wat heescht dat? Mee dat heescht am Konkreeten, dass d'Donnéeën, wat fir e Montant zu wat fir engem Zäitpunkt circuléiert a bei wem, kënnen informatesch zréckgehalen ginn.

An dat ass wichteg firwat? Mee fir dass mer konform sinn zu allen Ufuerderungen, wat d'Wäisswäsche vu Suen ubelaangt, dass mer konform sinn zu de GAFI-Reglementéierungen. A wann eppes géng schif- lafen, Dir wësst, dass déi net an engem Vakuum do operéieren, mee dann hu mer och déi sougenannte Cellule de renseignement financier. Do mussen also all déi professionell Acteuren – an do zielen déi Leit hei derzou –, wa se e Verdacht hunn op Wäisswäsche vu Suen, wa se e Verdacht hunn op Finanzement vun Terrorismus, dat direkt mellen.

Wichteg ass ze soen: Ech kann Iech net den Delai nen- nen – dat géif ech och net wëllen, souguer wann ech e géif wëssen –, a wat fir enger Zäit d'CSSF esou eng Lizenz ausstellt. Dat hänkt natierlech éischters vun der Ufuerderung of, déi d'CSSF stellt. An déi ass bei deene Crypto Assets Service Providers natierlech méi héich, wéi wann Der eng normal Banklizenz ufrot. Dat versteet sech vum selwen.

Et ass awer esou, dass den Délai de traitement ganz eleng an onofhängeg vun der CSSF bestëmmt gëtt. Wat den Dossier méi komplett ass am Ufank, wat et natierlech méi séier geet. Fir de Rescht agéiert d'CSSF hei a voller Onofhängegkeet, ouni der Regierung an absénns dem Finanzminister e Rapport ze maachen.

Talenter. Jo, dat sinn héich komplex Strukturen, dat sinn héich komplex Operatiounen, déi domadder verbonne sinn. Duerfir brauche mer déi richtig Leit op der richteger Plaz. Ech muss soen, mat aller Be- scheidenheet, do ass eng Regel, déi mer gemaach hunn, déi jo am Ufank e bëssen diskutéiert war, mee wou ech awer och wëll unerkenntend soen, dass vun Ufank un deemools virun engem Joer d'Gewerk- schafte gesot hunn: „Dat do kënnen mer matdroen!“ Dat sinn nämlech déi Reegelen, déi mer gemaach hunn zum Deel fir d'Expatten. Well mer gesot hunn, a richtegerweis: Wa mer héich qualifizéiert Leit hei hunn, dann zéien déi jo och Geschäfte op Lëtze- buerg. A wa Geschäfte op Lëtzebuerg kommen, gi Leit agestallt a mir hunn och Steiereinnahmen, déi domadder verbonne sinn. Also, déi Mindestregel do, „vu 400.000 Euro si 50 % steierfräi“, limitéiert an der Zäit, wa Leit vu méi wäit hierkommen, dat ass eppes, dat elo schonns vill bruecht huet an dat an Zukunft och nach wäert bréngen.

Elo frot Der: Wat maacht Der dann nach an deem Beräich? Ma Dir wësst, datt ech zesumme mat dem Wirtschaftsminister, dem Här Delles, en Zéng-Punkte- Programm fir Startuppe presentéiert hunn. Dee gräift generell Startuppen op, mee am Speziellen am Be- räich vun der FinTech. An do hu mer eng steierlech Moosnam, wou de Staatsrot an d'Chamber d'ailleurs schonns selwer domat saiséiert sinn. De Staatsrot huet iwwregens, mengen ech, schonns den Avis ginn.

Wat heescht dat? Majo, wann e Business Angel, dat heescht, wann eng Persoun an esou eng Startup in- vestéiert, kann déi, ënner verschiddene Konditiou- nen, déi festgeluecht sinn, souwuel wat de Montant ubelaangt, wat d'Dauer vun der Haltung vun deene Parten ubelaangt, d'Kapital, dat dragepompelt gëtt, an och d'Aktivitéite vun där Startup, do e Steierkre- ditt, deen net onsubstanzial ass, derfir kréien. Dat geschitt.

Da geschitt e Regimm – elo haalt awer direkt emol eng Kéier d'Loft un an dann otemt Der erëm eng Kéier aus –, e Stockoptions-Regimm, wat net, a se wëssen dat an der ganzer Communautéit, eng Rein- troduktioun vum Warrants-System ass, deen total méissbraucht gi war, mee wat e Stockoptions-Regimm ass, deen ausschliesslech fir Startuppe geduecht ass.

Firwat? Well déi Startuppen natierlech e Business-, also e Geschäftsmodell developpéieren, wou een net weess, ob dat elo d'Strooss hält oder net. Déi brau- chen awer och Leit, besonnesch Developpeuren a Leit mat grousem Fachwëssen, déi vun Ufank un an esou enger Gesellschaft sinn. A wa se dann net e Salaire kréien, deen hire Wënsch oder Dreem entsprécht, da kënnen se zum Deel och bezuelt gi mat Participa- tiounen, dat heescht mat Aktien oder Parte vun där Startup. A wa se déi da spéider eng Kéier géife verka- fen a se géifen am Wäert an d'Luucht goen, da kréie se déi ënner engem verbesserte Regimm.

An dann hunn ech och net ausgeschloss, dass een dat vläicht deemnächst – och opgrond vun internationa- ler Kompetitivitéit an deem, wat sech an anere Juri- dictiounen, och déi Säit vum Ärmelkanal, beweegt –, zur Faveur vu Lëtzebuerg wäert notzen. Do kéint et sinn, dass mer e Regimm vun engem Carried Interest géifen deemnächst aféieren.

Ech hoffen, dass ech Iech elo extensiv an deenen 9 Minutten an 33 Sekonnen op Är Froe geäntwert hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Mosar, hutt Dir nach eng Zousazfro?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Fir d'alleréischst merci fir déi ganz komplett Äntwerten an haaptsächlech och nach eng Kéier fir d'Confirmatioun vun deenen Annoncé vu ganz ville Mesüeren, wou Der awer zwou besonnesch ervirstichen, dee Stockoptions-System fir Startuppen an haaptsächlech och dee Carried Interest, deen ech natierlech ganz, ganz staark be- grëssen am Interessi vu méi enger grousser Kompe- titivitéit.

Ech wollt awer nach op eng Fro agoen. Dir hutt zu Recht op dee grouse Succès vun de Paymentsystems higewisen. An Dir wësst, do sinn elo ëmmer méi esou Paymentsystems-Gesellschaften, déi awer ëmmer méi wëllen an d'Richtung vu Bankservicë goen, wat mir eigentlech gutt gefält, well dat féiert derzou, datt déi traditionell Banken e bësse Konkurrenz kréien, notament, wat d'Compte-bancairen ubelaangt.

An do gëtt et eeben déi Banken, déi nach keng tra- ditionell Banke sinn, déi awer méi wäit gi wéi déi Paymentsystems. Dat sinn déi sougenannten „Neo- banken“. An Dir wësst, wat elo fir eng Fro kënnt: Wou

si mer do drun? Hu mer schonns esou eng Neobank am Tüb, déi eventuell och schonns eng Lizenz bei eis ugefrot huet?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Wivill Minut- ten hunn ech?

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo néierens definéiert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ok, ech ku- cken, dat strukturéiert ze maachen.

Den Här Mosar huet e Phenomeen beschriwwen, deen een net kann einfach ausser Uecht loossen, besonnesch als international Finanzplaz, deen awer net ouni Knackpunkt ass, fir deen een och eng appro- priéiert Léisung muss hunn.

Déi Neobanken sinn e Phenomeen, dee sech esou schnell developpéiert, dass zum Beispill a Brasilien eng classesch Bank – ech dierf dat och soen, dat ass d'Itaú-Bank, dat ass déi gréisste Bank aus Süd- amerika, traditionell – an Zäit vun néng Méint iwwer- holl ginn ass vun enger Bank, déi, mengen ech, zwee Joer eng Lizenz huet, déi a punkto Clienten extreem developpéiert ass. Déi wëlle sech natierlech och net nëmmen op Latäinamerika limitéieren, déi wëllen an der ganzer Welt operéieren.

Mir hu Banken, Neobanken aus Indien, déi hunn 1,3 Milliarde Clienten. 1,3 Milliarde Clienten! Do kann een natierlech soen: „Dat wëlle mer net bei eis!“ Mee ech fäerten, dass den Zuch da laanscht ass.

A wann ee seet: „Mir sinn en internationale Finanz- zentrum“, da muss een also dee Phenomeen enger- säits vun der Maartsiicht hier kucken, et muss een e virun allem awer och vun der Regulatioun hier kucken.

Firwat? Wann Dir natierlech 1,3 Milliarde Clienten hutt, an et geet eppes schif, wat spilt dann? Ma déi sougenannte classesch Dépôts de garantie. Dat heescht, wann eng Bank zu Lëtzebuerg géif rutschen, da wësst Der, dass bis 100.000 Euro alles gedeckt ass. An do ass eng gewësse Mutualisatioun. An am End- effekt steet herno de Staat do.

Dese Phenomeen gëllt net eleng fir Lëtzebuerg, deen ass natierlech fir Staate wéi Däitschland, Frankräich, en volume vun deem Gesamten, wat um Niveau vun de Finanzplazen do ofleef, virun allem de Banken, awer méi grouss.

Dofir hunn ech gefrot, dass de sougenannte „Comité du risque systémique“ ... Dee setzt sech ze- sammen ..., also de Finanzminister presidéiert deen de facto, mee e mécht et och de jure. De Punkt ass deen, dass awer zousätzlech nach d'CSSF do ass, dass den CAA, dat heescht de Commissariat aux assurances, an d'Zentralbank derbäi sinn. An ech hu se eigentlech gefrot, ob se an aller Transparenz e System kéinten opstellen – wa mer de Phenomeen vun Neobanken zu Lëtzebuerg wëlle weider deve- loppéieren, an ech mengen, mir kommen awer net derlaanscht –, ënner wat fir enge Konditiounen een dat ka maachen, sachant bien, dass, fir et dann emol eng Kéier op gutt Lëtzebuergesch ze soen, d'Kierch am Duerf soll bleiwen, dass mer och de Risiko fir d'Stabilitéit vun eisem System, an doriwwer eraus och vun engem europäesche System, am Grëff musse be- halten.

An ech hu si och gefrot, ob dee Moment, wou se zu enger Konkusioun kommen, se bereet wieren, der Chamber dat virstellen. Net der Plenië, dat kënnen mer do aus evidente Grënn net onbedéngt maachen,

well jo och nach aner Leit nolauschteren, mee enger Finanzkommissioun, an engem Huis clos. Well dat ass eng wichteg politesch Decisioun, déi ee muss eng Kéier huelen, an do schéisst ee ganz einfach net aus der Héft.

Mee de Phenomeen, deem Der beschreift, ass eng weesentlech Eraufuerderung, déi op eist Land wäert zoukommen. An net méi spéit wéi gëschter Mëtteg war Eurogroup, dat sinn d'Finanzministere aus der Eurozon. Do ass et iwwert den digitalen Euro gaangen, well dat hänkt nämlech och domadder zesummen. Dat hänkt och mat de Kryptowährungen zesummen, well all d'Kreditkaarte wéi Visa, Mastercard, dat ass jo alles op den Dollar referéiert. A fir eng gewëssen Onofhängegkeet ze kréie vis-à-vis vun den USA hei an Europa, muss dee Projet vun engem digitalen Euro méi schnell virugedriwwen ginn.

Déi Aarbechte lafen och parallel um Niveau vun dem sougenannten ECOFIN-Rot, also de Finanzministere aus der Europäescher Unioun. Ech schléissen net aus, dass déi néideg Reglementéierung nach ënnert där jëtzege dänescher Presidence kéint bis um Enn vum Joer ofgeschloss sinn. An do musse mer och kucken, dee Moment, wou dat de Fall wier, dass een dat als Lëtzebuerg esou schnell wéi méiglech kann ëmsetzen.

Et kënnt also och vill Aarbecht op d'Chamber zou. An dat si wichteg Decisiounen, déi esou oder esou müssen am Interessi vun der Finanzplaz geholl ginn, mee och am Interessi vun der Stabilitéit vun der Finanzplaz.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci. Merci, Här Minister. Domat wär dese Punkt dann ofgeschloss.

14. Question élargie n° 44 de Mme Paulette Lenert au sujet du don du sang

Da géinge mer zur erweiderter Fro Nummer 44 vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Blutspende kommen. D'Zäitopdeelung ass déi selwecht wéi bei deenen zwou Question-élargie virdrun. An da ginn ech der Madamm Lenert d'Wuert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Och dat hei ass en Theema, dat mer net fir d'éischt adresséieren an deem Haus. Et geet ëm Blutspenden, ëm Blutreserven. Oft lese mer, wéi dramatesch et ass, wann der net méi genuch disponibel sinn. Et gi Campagnë gemaach, fir d'Leit opzufuerderen.

A parallel hu mer nach ëmmer eng gewëssen Absurditéit an eiser Praxis, nämlech de Questionnaire, deem Der vläicht kennt, deem ee muss ausfüllen. Et ass och esou virgesi vum Reglement, dass ënner gewëssene Konditiounen Leit kënnen ausgeschloss ginn. Do gi Froe gestallt. Dat ass alles legitim. Mee mir hunn nach ëmmer op der leschter Säit vum Questionnaire déi Fro, déi sech u Männer adresséiert, Männer, déi eebe mat Männer zesummen sinn. Bei hinne gëllt d'Fro, ob se an deene leschten zwielef Méint sexuell Relatiounen haten, onofhängeg dovunner, ob se bestuet sinn oder net bestuet sinn.

Mir sinn der Meinung, dass dat zumindest eng realitéitsfrem Exigence ass. Et mag deen een oder deen aneren arrangéieren, mee an der Regel ass et schonn zu engem gewësse Grad absurd. Zumindest ass et héich diskriminatoresch.

An ech wollt nofroen, wou d'Aarbechten dru sinn, fir dëst opzehiewen. Mir hu schonn oft driwwer

diskutéiert. Et ass en Zesummespill vun zwou Texter. U sech wär et einfach, iwwert de Wee vun engem Règlement ministériel déi doten Diskriminatioun auszuschléissen. Do ware Viraarbechten. Deen Text war och prett ënnert der viregter Regierung. Dat war deemools gekoppelt un en Engagement vusäit vum Staatsminister, fir och eng aner Fro ze léisen, déi u sech awer lassgeléist ass vun deem Problem, nämlech d'Reschtrésponsabilitéit, d'Responsabilité sans faute souzesoen, wou ëmmer vusäit vum der Croix-Rouge d'Demande war, do en Accord mam Staat ze fannen.

Mir sinn der Meinung, dass elo laang Zäit vergaangen ass. Och hei verginn d'Joren, déi Diskriminatioun besteet weider. Dat ass kee gutt Zeechen no bausse fir eng oppe Gesellschaft. Ech mengen, d'Exigence ass extreem. Dat kënnt definitiv sécherlech aus enger längerer Zäit schonn hier, virun där, wou mer haut sinn. An dofir géif ech och gären d'Meenung héieren vun deenen anere Kollegen hei am Raum, an natierlech och vun der Regierung, fir ze héieren, wéi et an deem Dossier weidergeet. Ob et net de Moment wär, dat lasszeléise vun deenen aneren Diskussiounen, falls déi nach sollten unhängeg sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci fir d'zweet haut der Madamm Lenert. Jo, mir kënnen d'Dossieren natierlech vunenee lassléisen. Mir hunn am Accord de coalition stoen, dat mer géifen d'Blutspenden opmaachen an dat mer probéieren, déi Froen do ze eliminéieren.

Fakt ass, dat mer dat zesumme mat der Croix-Rouge diskutéiert hunn. An Dir wësst selwer, dat si dat intiment liéieren un d'Fro vun der Responsabilitéit. Déi Fro hutt Der mat hinnen diskutéiert am Dezember 2022 an am Juli 2023. A schlussendlech hu se Iech de 14. September 2023 geschriwwen, dat déi Léisung, déi Dir proposéiert, hinnen net duergeet. A mir sinn den November 2023 an d'Amt komm, an déi Fro do hu mir och direkt opgegraff, mat hinnen diskutéiert. A si léisen déi Fro nach ëmmer net vun der Responsabilitéit. Dat heescht, soulaang mir a punkto Responsabilitéit an Assurance keng Léisung fannen, fanne mer de Moment och keng Léisung fir déi zwou Froen do.

Fir de Rescht bleiwe mir derhannert. Mir hu reegelméisseg Echangë mat der Croix-Rouge a mir halen Iech au courant, esou séier wéi méiglech, wa mer do eng Léisung fonnt hunn. Dat ass alles, wat ech Iech zu deem Dossier de Moment ka soen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An d'Madamm Lenert huet nach d'Recht op eng Zousazfro, déi se ganz gär därer stellen. Wann dat net de Fall ass, da géinge mer domat dese Punkt ofschléissen.

15. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

A wann ech richteg verstanen hunn, frot Der elo d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren. Dann, Madamm Lenert, kritt Der d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Nodeem ech déi Äntwert elo héieren

hunn an och d'Chronologie nach eng Kéier, muss ech soen, dass et eis elo keng Satisfaktioun gëtt, nach weider ofzewaarden. Déi zwou Diskussiounen sinn u sech net liiert. Et war de Bon vouloir, dat beieneen-zebréngen. Et ass net eng natierlech Verbindung tëschen deenen zwou Saachen an et steet der Regierung absolutt fräi, zu all Moment hir Responsabilitéit ze huelen an deem Dossier hei. An ech denken, dass dee Moment do ass.

Dofir géif ech eng Motioun an deem Sënn eraginn, fir d'Regierung opzufuerderen, dee klengen Zousaz an de Règlement ministériel bäizeschreiwen. Dat dauert einfach ze laang. A wann ee gesäit, dass keng Issue kënnt, mengen ech, muss een der Saach gerecht ginn an zum Handeln iwwergoen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant la situation tendue des stocks de sang disponibles pour les hôpitaux luxembourgeois ;*

– *considérant l'appel au don du sang de la Croix-Rouge luxembourgeoise du 19 novembre 2024 ;*

– *considérant que les hommes ayant eu des relations sexuelles avec d'autres hommes durant les douze derniers mois sont d'office exclus du don du sang ;*

– *considérant que ce délai d'abstinence de douze mois se réfère à l'orientation sexuelle du donneur potentiel et s'avère dès lors discriminatoire ;*

– *considérant qu'il convient de déterminer les facteurs de risque de contamination de sang en fonction du comportement individuel des donneurs potentiels sur la base de critères équivalents pour tous ;*

– *considérant que la France autorise depuis 2022 le don de sang aux hommes ayant des relations homosexuelles sans imposer de période d'abstinence ;*

– *considérant la décision du Bundestag du 16 mars 2023 de ne plus considérer l'orientation sexuelle du donneur potentiel de sang, mais son comportement individuel afin d'évaluer le risque de contamination de sang ;*

– *considérant la modification du règlement ministériel modifié du 14 février 2006 déterminant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins qui a été préparée sous le Gouvernement précédent et qui prévoit notamment l'introduction du principe suivant : « Nul ne peut être exclu du don de sang en raison de son orientation sexuelle »,*

invite le Gouvernement à

– *adapter le règlement ministériel modifié du 14 février 2006 déterminant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins en y introduisant le principe selon lequel : « Nul ne peut être exclu du don de sang en raison de son orientation sexuelle ».*

(s.) Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Lenert.

16. 8490 – Projet de loi portant modification :

1^{er} du Code pénal ;

2^e du Code de procédure pénale ;

3^e de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8490 iwwert de Verbuet vu Jongfrähechkeetsattester a vun

Hymenoplastien an iwwert d'Bedenkzäit am Kader vun Ofdreiwungen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk hu 7, d'Regierung huet 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorebel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, de Gesetzesprojet, deen ech lech haut virstellen, huet dräi verschidden Objektiv:

Éischstens de Verbuet vu Virginitéitsexamen an de Verbuet vu Virginitéitszertifikater, also des opzestellen an och erauszeginn. Laut der OMS, der Organisation mondiale de la santé, gëtt et keng medezinnesch oder biologesch Mëttelen, fir d'Virginitéit vun enger Fra ze beweisen. D'Hymen, also d'Jungfernhaut, wéi se op Däitsch genannt gëtt, kann aus verschiddene Grënn rëssen, an dat muss net onbedéngt duerch Geschlechtsverkéier geschéien.

Verschidde Länner sinn amgaangen, de Verbuet vu Virginitéitszertifikater an hir Gesetzgebung opzehuelen, respektiv si hunn et scho gemaach, wéi zum Beispill Frankräich.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut diskutieren, soll dräi nei Artikelen am Code pénal aféieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dëst wieren den Artikel 378-1, deen d'Examens de virginité soll verbidden, den 378-2, deen d'Incitation, also d'Opfuerderung zu engem Examen de virginité, soll verbidden, an den Artikel 378-3, deen d'Opstellen oder d'Ausstellung vun engem Virginitéitszertifikat soll verbidden.

Ausserdeem soll och de Code de procédure pénale ëmgeännert ginn, andeems d'Infraktiounen, déi elo am Code pénal derbäikommen, och am Artikel 5-1 Paragraph 1 bäigesat ginn. Dësen Artikel am Code de procédure pénale definéiert d'extraterritorial Kompetenz vu verschiddene strofrectlechen Infraktiounen. Am Kloertext bedeit dat, dass des Infraktiounen net onbedéngt mussen hei zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn, fir och hei kënnen bestrooft ze ginn.

En zweete Punkt aus dem Gesetzesprojet ass de Verbuet vun der Hymenoplastie. Dëst ass eng Pratique, fir d'Hymen, also d'Jungfernhaut, erëm ze restauréieren. D'Hymenoplastie an d'Virginitéitszertifikater sinn oft enk matenee verbonden. Wann nämlech e Virginitéitstest negativ ausfällt, da kéint eng Hymenoplastie gemaach ginn, fir dass dësen Test an Zukunft erëm soll positiv ginn.

D'Hymenoplastie kann op medezinneschem Plang ganz wäitreechend Konsequenze fir d'Fraen hunn. Esou kann et zu Infektione kommen, staarke Blutungen, enger Vernarbung oder eeben och zu enger Verengung vum Vagin respektiv Schwieregkeeten op sexuellem Plang.

Dëse Gesetzesprojet ännert de Code pénal of duerch d'Afféiere vun zwee neien Artikelen: Den Artikel 409ter verbitt d'Hymenoplastie an den Artikel 409quater verbitt d'Ustiwung vum Hymenoplastie. Ausserdeem gëtt och hei den Artikel 5-1 Paragraph 1 vum Code de procédure pénale ofgeännert, andeems des Infraktiounen bäigesat gëtt bei den extraterritoriale Kompetenzen.

An den drëtte Punkt vun dësem Gesetzesprojet ass dann d'Ofschafe vum Délai de réflexion am Kader vun enger Interruption volontaire de grossesse, also enger Ofdreiwung.

Aktuell muss eng Fra, déi eng Interruption volontaire de grossesse, eng IVG, mécht oder se wëll virhuele loosse, en Delai vun dräi Deeg anhalen tëschent der éischter Consultatioun beim Spezialist an dem medezinneschen Akt. Dësen Delai ass fir ganz vill Frae schwéier ze erdroen. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt den Artikel 12 Paragraph 1 Alinea 1 Punkt 1 vum Gesetz vum 15. November 1978 iwwert d'Information sexuelle, d'Prévention de l'avortement clandestin an d'Règlementation de l'interruption de la grossesse ofgeännert an den Delai gëtt gestrach.

Här President, de Staatsrot huet säin Avis den 3. Juni 2025 eragereecht. Hien huet keng Opposition formelle gemaach, awer verschidde Bemierkungen, deene gréisstendeels Rechnung gedroe gouf am Text, iwwert dee mir haut ofstëmmen. Den Detail dovunner ass a mengem schréftleche Rapport nozeliesen.

Mir kruten awer och ganz vill aner Avisen zu dësem Gesetzesprojet:

De Collège médical ënnerstëtzt dëse Gesetzesprojet. Hien ass der Meinung, dass esouwuel d'Virginitéits-examen an -zertifikater gradewéi och d'Hymenoplastie géint d'Rechter vun de Frae verstoussen. De Collège médical ass domadder averstanen, d'Virginitéitsexamen an d'Hymenoplastie an de Code pénal anzeschreiwen.

Wat den Delai vun dräi Deeg tëscht der Consultatioun vun engem Spezialist an enger IVG ugeet, esou fënnt de Collège médical, dass dësen Delai net all den individuelle Situatiounen, déi sech stelle kënnen, Rechnung dréit. Duerch esou en Delai kann de Stress vun de Fraen nach zousätzlech erhéicht ginn. De Collège médical verweist an dësem Zesammenhang op d'Organisation mondiale de la santé, déi seet, datt esou en Delai eng iwwerflësseg Hürd ass beim Zougang zu der medezinnescher Behandlung.

Den Avis vum Conseil national des femmes du Luxembourg gesäit an dësem Gesetzesprojet e wichtege Schrëtt no vir fir d'Fraerchter an d'Égalité des genres zu Lëtzebuerg. Duerch de Verbuet vun diskriminatoire Praktiken an e vereinfachten Zougang zur IVG ginn, fënnt de Fraerot, d'Grondrechter moderniséiert a respektéiert.

A sengem Avis seet de Fraerot sech och averstan mam Verbuet vun der Hymenoplastie gradewéi och mam Verbuet vun Virginitéitsexamen a Virginitéitszertifikater. Mee hie freet awer och, dass déi betreffend Frae kënnen eng psychologesch a sozial Hëllef an Usproch huelen, wa se dat brauchen.

Des Weidere freet de Fraerot fir eng méi breet Sensibiliséierung an Opklärung esouwuel bei de Leit aus dem Santéberäich wéi och beim Grand public. Ausserdeem sollen des Theemen an der Schoul behandelt ginn.

De Conseil supérieur de certaines professions de santé begréisst all Elementer vun dësem Gesetzesprojet. Wat d'IVG ugeet, esou seet de Conseil supérieur, dass den Accès dozou muss fir all Fra an all Meedche garantéiert ginn. Des Weidere mécht hien nach eng Partie weider Iwwerleeungen zur IVG, wéi zum Beispill ... Ech wëll se elo net all eenzel opzelen, mee eng dovunner ass, dass d'Donnéen iwwert d'IVG missten op nationalem Plang gesammelt ginn.

Fir de Parquet général ass de Fait, Virginitéitsexamen an -zertifikater gradewéi och d'Hymenoplastie ze verbidden, e rengen Choix politique. Des Weidere freet de Parquet général sech, ob net de Verbuet

vun dëse Praktiken jonk Fraen an eng méi komplizéiert Situatioun erabréngt. Wa si nämlech des Zertifikater net kéinte virbréngen, da géife se ganz uerg Konsequenze riskéieren. Fir de Parquet général misst onbedéngt eng Opklärungs- a Sensibiliséierungscampagne gemaach ginn.

Wat d'Sanktiounen beim Netrespektéieren vum Gesetzesprojet ugeet, esou fënnt de Parquet général des extreem streng. D'Strof fir eng Hymenoplastie ass nämlech méi streng wéi d'Strof fir eng Genitalverstümmelung. D'Ofännerung vum Code de procédure pénale fënnt de Parquet exzessiv an net justifiéiert.

Betreffend d'Ofschafe vum Delai vun dräi Deeg am Fall vun enger IVG huet de Parquet keng Remarken.

D'Cour supérieure de justice begréisst de Gesetzesprojet, well e stäerkt d'Rechter vun de Fraen. D'Cour bemierkt awer, dass an anere Länner d'Hymenoplastie net strofbar ass. Fir verschidden Dokterinnen hëlleft dësen Agrëff, d'Fra ze schützen virun Ausgrenzung oder Gewalt. Ausserdeem géif e Verbuet riskéieren, dass d'Hymenoplastie heemlech praktizéiert gëtt. An zu gudder Lescht freet d'Cour sech nach, ob d'Infraktiounen aus dem Gesetzesprojet wierklech mussen an de Code de procédure pénale ageschriwwen ginn.

D'Bezirksgeriicht vu Lëtzebuerg lueft de Gesetzesprojet op alle Punkten. Zousätzlech freet d'Bezirksgeriicht, ob d'Sanktiounen, déi virgesi sinn, wann eng Persoun eng aner Persoun dréckt, fir eng Hymenoplastie bei sech maachen ze loosse ..., ob des Persoun dann net och kéint bestrooft ginn, an dat op déi selwecht Manéier wéi bei enger Hymenoplastie.

D'Bezirksgeriicht vun Dikrech freet sech, ob net misste Circonstances aggravantes zielen, wann eng Autoritéitspersoun de Virginitéitsexame bei enger Fra mécht. Des Weidere freet d'Bezirksgeriicht sech, ob een net och misst am Fall vun enger Recidive méi streng Sanktiounen virgesinn.

D'Mënscherechtskommissioun seet sech averstane mam Gesetzesprojet, well dësen e wichtege Schrëtt no vir am Kampf géint Gewalt u Fraen duerstellt. Fir si ass et wichteg, dass dann och d'Zoustëmmung vun enger betroffener Fra net e Virginitéitsexamen oder eng Hymenoplastie justifiéiert. Ausserdeem missten och preventiv an edukativ Mesuren ergraff ginn, fir géint déi verschidden Akten aus dësem Gesetzesprojet virzegoen.

Wat d'Ofschafe vum Delai vun dräi Deeg bei enger IVG ugeet, esou ass dëst fir d'Mënscherechtskommissioun e wichtege Schrëtt fir d'Rechter vun de Fraen. Si freet weider, dass den Delai, fir kënnen eng IVG ze maachen, sollt vun 12 op 14 Wochen eropgesat ginn, an et sollt och den Délit d'entrave à l'IVG am Gesetz agefouert ginn.

A schlussendlech seet d'Œuvre pour la protection de la vie naissante, dass d'Ofschafe vum Delai vun dräi Deeg bei enger IVG kéint dozou féieren, dass ze séier eng Decisioun geholl kéint ginn an dass des Decisioun net méi kéint réckgäנגeg gemaach ginn. D'Œuvre schwätzt sech och géint en Eropsetze vun 12 op 14 Woche vum Delai, fir eng IVG ze maachen, aus. Ab der 12. Woch kéint een nämlech schonn d'Geschlecht vum Kand erkennen. Fir d'Œuvre misst vill méi op Opklärung iwwert d'Verhütung insistéiert ginn.

Här President, d'LSAP hat och eng Proposition fir en Amendement eragereecht. Si wollten den Delai, fir eng IVG ze maachen, vun 12 op 14 Wochen eropsetzen. Ausserdeem wollte si den Délit d'entrave an eis national Gesetzgebung aféieren. Des Propositionen sinn an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert an ofgeleent ginn.

Här President, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech fueren elo weider als mandatéierte Spriecher vu menger Partei.

Discussion générale

Léif Kollegeinnen a Kollegen, et ass eng Realitéit, déi eis net ka kal loosse. Mir liewen an enger demokratescher, opgeschlossener an egalitärer Gesellschaft. A gläichzäitig gesi mir, dass et nach ëmmer Praktike gëtt, déi Fraen a Meedercher degradéieren, kontrolléieren an hinne schueden. Et ass net ze gleewen, mee et geschitt tatsächlech. Och bei eis. An et trëfft dacks déi, déi souwisou scho vulnerabel sinn. Dat ze verstoen, mécht traureg an et mécht rosen. A virun allem: Et rífft no Handlung!

D'Gesellschaft huet hir Verantwortung, dat ass kloer. Preventioun, Opklärung, Gespréicher mat der Famill, mat de Schoullklassen, mat dem Gesondheetspersonal, dat all Dag domadder konfrontéiert ass, dat alles ass wichteg an et ass och noutwenneg. An awer mussen mir zouginn: Esou eng Aarbecht, esou Efforte stoussen op Limiten, wann et ëm festgefuere reliés, patriarchal oder kulturell Virurteeler geet.

A grad bei deenen dote Punkte kënn de Gesetzgeber an d'Spill. Et ass eis Aufgab als Chamber, ganz kloer Grenzen ze zéien, do, wou Mënscherechter verletzt ginn, do, wou Kierperlechkeet a Selbstbestëmmung vu Fraen a Meedercher net respektéiert ginn. An et ass net nëmme eng moralesch Pflicht, mee eng demokratesch Noutwendegkeet, hei e gesetzleche Kader ze schaffen, dee schützt an deen déi gesellschaftlech Norme reflektéiert, déi mir haut vertrieuen!

Une voix | Très bien!

Mme Diane Aehm (CSV) | Ech hu mir d'Fro gestallt, ob mir iwwerhaapt wëssen, wéi vill esou Fäll et an der Welt gëtt. D'Äntwert ass: Nee, mir wëssen et net genee, weeder bei de sougenannte „Virginitéits-examen“ nach bei den anere Praktiken. Mee dat däerf eis awer net dozou bréngen, de Problem klengschwätzen. Dass et keng zolidd Statistike gëtt, bedeit net, dass et kee Problem gëtt. Et bedeit nëmme, dass de Problem dacks verstopte Formen huet an datt déi betraffe Fraen aus Angscht oder Scham dat Ganz net uschwätzen.

Dëse Sujet war iwwerregens schonn am Kontext vun enger Petitioun thematiséiert ginn, déi d'Zuel un néidegen Ënnerschrëfte kritt hat, fir en ëffentleche parlamentareschen Debat auszeléisen, wat kloer weist, dass dëst Thema bei Wäitem net nëmme Einzelpersounen betrëfft.

A genee well et esou ass, mussen mir handeln. Mat deem Gesetzesprojet setze mir en däitlech Zeechen. Mir toleréiere keng Praktiken, déi ënnert dem Deckmantel vu Kultur oder Tradition d'Integritéit vu Persounen verletzen. Mir verstärken de Schutz vu Fraen, mir schafe kloer rechtlech Grenzen a mir weisen, dass mir d'Autonomie vun all eenzelne Mënsch eescht huelen.

Dëst Gesetz ass kee Blat fir d'Kuliss. Et ass e konkreet Instrument fir eng méi gerecht Gesellschaft. A gläichzäitig ass et och d'Ëmsetzung vun engem wichtige Engagement, dat mir an eise Koalitionsaccord festgehalen hunn. Et ass de Beweis, dass mir net nëmme versprechen, mee och handeln. Et ass de Beweis, dass dës Regierung, zesumme mat der Majoritéit an deem Haus, d'Gläichstellung net nëmme proklaméiert, mee och gesetzlech verankert.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, dëst Gesetz ass net nëmme technesch korrekt, et ass gesellschaftlech wichteg an néideg. Ech invitéieren Iech allegueren, dësen Text ze ënnerstëtzen, fir méi Dignitéit, fir méi

Fräiheet, an dat am Numm vun enger gerechter a respektvoller Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech soen der Madamm Rapportrice Diane Aehm villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un déi éischt ageschriwwen Riednerin, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, virun dräi Joer, am Juni 2022, huet den US-amerikanesche Supreme Court am Urteel „Roe versus Wade“ decidéiert, dëst ze kippen an domadder dat federaalt Verfassungsrecht vu Fraen an den USA op e Schwangerschaftssofbroch zeréckzuehuelen.

Als Reaktioun op dësen erschreckende Réckschritt bei de Fraerechter an engem Land, dat am Fong als modern a progressiv gëllt, huet d'Chamber direkt am Juni 2022 eng vu mir deposéiert Resolutioun ugeholl. Dës Resolutioun huet d'Regierung deemools opgefuerdert, bei der Interruption volontaire de grossesse weider op eng Politik „pro choix“ ze setzen, also d'Recht vun de Fraen op Selbstbestëmmung ze fërderen an eng Prise en charge beim Avortement ze garantéieren, déi d'Dignitéit vun der Fra respektéiert.

D'Regierung huet zwar an Tëschenzäit gewiesselt, mee net de Willen, sech och weiderhi fir d'Stärkung vun de Fraerechter anzusetzen. An dat kann ech selwer als Fra an och als Mamm vun engem Meedchen nëmme ënnerstëtzen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An de leschte Méint huet d'Regierung dann och scho vill Initiativen op de Wee bruecht, fir d'Fraen nach méi ze schützen an d'Gläichberechtigung tëschen Fraen a Männer ze fërderen.

D'Gläichstellungsministesch huet dëst Joer an deem Kader schonn zwee national Aktionspläng lancéiert: een Aktionsplang, deen d'Egalitéit tëschen de Geschlechter an alle gesellschaftleche Beräicher stärke soll, an een Aktionsplang, deen d'Bekämpfe vun alle Formen vu geschlechtsbasierter Gewalt zum Zil huet. Mam Schafe vun der éischter zentraler Ulaftell fir Affer vu Gewalt, déi dëst Joer an enger éischter Phas als Pilotprojet ugelaft ass, gouf och net laang gewaart, fir eng vun de Prioritéiten aus dem zweetgenannten Aktionsplang direkt an d'Weeër ze leeden.

De Gesetzesprojet, dee mir de Mëtteg zur Ofstëmmung hunn, entsprécht där selwechter Grondiddi, nämlech der Stärkung vun der Fra a vun hire Rechter, mam Zil, den Zougang zur IVG ze erliichteren an zwou Praktiken ze verbidden, déi de Wäert vum weibeleche Kierper an domadder de Wäert vun der Fra op eng intakt Virginitéit reduzéieren.

Här President, am Koalitionsaccord vun der Regierung ass virgesinn, d'Certificats de virginité ze verbidden. D'Verbuet vun der Hymenoplastie ass zwar am Regierungsrot net explizitt virgesinn, mee d'Rekonstruktioun vu Jungfernhäutchen an de Wäert, deen der „Onbeflecktheit“ vun enger Fra bäigemoozt gëtt, steet an direktem Lien mat dëse Certificaten a gehéiert dowéinst geneesou verbueden. Am Koalitionsaccord steet par contre ganz eendeitig, dass den Délai de réflexion virun engem Schwangerschaftssofbroch, deen aktuell dräi Deeg laang ass, ofgeschafft soll ginn.

Firwat ass et esou wichteg, op dëse Wee ze goen? Déi zwou genannte Praxisen – d'Certificats de virginité

an d'Hymenoplastie – hunn, éischstens, keng medezinesch Basis. Am Fall vun der Hymenoplastie kann et souguer zu schwéiere Komplikatiounen kommen, zu Infektiounen, zu Blutungen, schlëmme Vernarbungen a Problemer beim Geschlechtsverkéier. Zweetens stellen dës Praktiken eng Form vu Gewalt géint Fraen duer. Si gräfen d'Dignitéit vun der Fra un a verstärken sexisteschen an diskriminéierend Normen, wéi zum Beispill den Duebelstandard, déi zur Kontroll vun der Fra an hirem Kierper déngen.

Den Délai de réflexion representéiert sengersäits en onnéidegen emotionalen Stress fir Fraen, déi sech fir eng Ofdreiwung entscheeden hunn. All Fra, déi méi Zäit brauch, fir iwwer eng IVG oder méiglech Alternativen nozedanken, ka sech natierlech dës Zäit huelen. Den Délai als Obligatioun ofzeschaffen, bedeit net, d'Reflexioun u sech ze verbidden. Mee all Fra, déi de Choix geholl huet, eng Schwangerschaft ofzebriechen, sollt net gezwonge ginn, nach weider ongewollt schwanger ze bleiwen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dat ze verlaangen, heescht näischt aneres, wéi dës Fraen d'Capacitéit ofzekerennen, an eegebestëmmte Choix ze huelen. Et infantiliséiert si. An dat ass inakzeptabel an enger Gesellschaft, déi d'Gläichberechtigung vun de Fraen héichhale wëll!

Kollegeinnen a Kollegen, d'Fraen dierfen net eleng op hire Kierper reduzéiert ginn. Fraen hunn d'Recht, fräi iwwer hire Kierper ze bestëmmen. Dës gehéiert hinnen an hinnen eleng – kengem Mann a kenger anerer Fra!

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dat sinn Iwwerleeungen, fir déi d'DP als liberal Partei schonn ëmmer agestanden ass. An och an Zukunft wäerte mir hannert dësen Iwwerzeegungen stoen an eis fir d'Recht op Selbstbestëmmung fir all Mënsch asetzen.

Am Numm vu menger Fraktioun sinn ech dohier och ganz frou, den Accord zu dësem Projet de loi kënnen ze ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et un der honorabelen Madamm Taina Bofferdig. Madamm Bofferdig, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferdig (LSAP) | Merci. Kollegeinnen, Kollegen, deemools als Egalitéitsministesch war ech fir d'éischt mat deene Virginitéitscertificaten an deenen Examen konfrontéiert. An ech si frou, dass den Dossier weidergedriwwen ginn ass an dass dat elo definitiv verbueden gëtt. Dat selwecht zielt och fir d'Restauratioun vum Jungfernhäutchen, well dat alles erënnert awer un eng Zäit, wou d'Fra soi-disant als „Wuer fir de Mariage“ consideréiert ginn ass, respektiv weist et virun allem och, wéi awer jonk Fraen engem extreem toxesche familiären Drock kënnen ausgesat ginn.

Mir begreifen och, dass ee fir allemol den Délai de réflexion bei den Ofdreiwungen ofgeschafft gëtt an et esou eeben de Concernéierte selwer zousteet ze decidéieren, wéini si prett sinn, eng Ofdreiwung ze maachen.

Mir bedauern allerdéngs, dass de Projet de loi hei net méi wäit geet. Mir hätten och direkt nach aner Punkte kënnen mat änneren, well fir eis ziele bei der Ofdreiwung dräi weesentlech Aspekter:

Dat éischt ass: Ouni Recht op Ofdreiwung kënnen mer net vun der Selbstbestëmmung a vun der Fräiheet

vun der Fra schwätzen. Fir eis ass d'Ofdreiwung ganz kloer e fundamentaalt Recht.

Zweetens ass fir eis d'Ofdreiwung och eng Fro vun der Santé publique. Als Gesellschaft muss mer jiddwer Fra e securiséierten Accès zur Ofdreiwung garantéieren.

An drëttens ass eng Ofdreiwung am Endeffekt eng ganz perséinlech Decisioun. Virun allem betrëfft et d'Fra, geegenebfalls och vläicht an der Koppel. Mee trotzdem soll een all eenzelne Fall och als eenzeg-aarteg considéieren. A virun allem huet jidderee seng eege Grënn, firwat en deen dote Schrëtt mécht. An et ass u kengem ze jugéieren, firwat ee sech fir eng Ofdreiwung decidéiert.

Dofir ass et eebe wichteg, dass mer e Kader setzen, fir dass genau déi doten dräi Aspekter garantéiert sinn. An do si mer awer leider mat deem, wat mer elo maachen, nach net.

Kierzlech huet de Planning Familial seng 60 Joer gefeiert. Do war och d'Madamm Ministesch invitéiert. Si huet gesot, dass si hei un der Sait vun den organiséierten an engagéierte Frae steet. Si huet souguer d'Simone de Beauvoir zitéiert, dass eeben d'Acquisen net fir éiweg a Stee gemeesselt sinn, dass ee muss vigilant sinn. An dofir verstinn ech eebe grad net, elo, wou Der den Dossier opmaacht, wou Der de Projet de loi opmaacht, wou mer d'Modifikatiounen maachen, dass mer net de Courage hunn, direkt aner Ännerunge mat virzehuelen.

D'Viraarbecht ass jo scho geleescht. Mir haten an der Kommissioun – et ass virunner vun der Rapportrice gesot ginn – Amendementer erabuecht. Dat heescht, déi hätt een elo einfach esou kënnen iwwerhuelen. Do wär elo net allze vill Aarbecht nach hannendrunner gewiescht.

Mir ginn awer net esou séier op. Mir kämpfe weider, well dat heiten ass fir eis elo net eng reng parteipolitesch Diskussioun. Mee hei geet et wierklech drëms, eeben d'Dignitéit an och d'Fräiheet an d'Selbstbestëmmungsrecht vun de Fraen ze protegéieren.

Dofir notze mer eeben déi aner parlamentaresch Instrumenter, déi eis zur Verfügung stinn. Ech deposéieren hei am Numm vun der LSAP eng Motioun, wou mer eeben nach eng Kéier op d'Fristeverlängerung zréckkommen, vun 12 op 14 Wochen.

Firwat fuerdere mer dat? Ma fir dass d'Frae méi laang Zäit hunn, fir hir Decisioun kënnen ze huelen. Et erlaabt och deene Fraen, déi méi spéit d'Schwangerschaft entdecken, dass si sech eeben och do nach kënnen déi néideg Zäit huelen. A virun allem erlaabt et och, besser ze wëssen, a wéi engem gesondheetlechen Zoustand de Fötus ass.

D'Zuel 12 duerch d'Zuel 14 ze ersetzen, ass am Endeffekt guer keng Hexerei, mee géif awer d'Liewe vu ganz ville Frae vereinfachen. Et wär e positiven Impakt. A virun allem wär et e ganz kloert Zeeche fir d'Selbstbestëmmung an d'Fräiheet vun de Fraen.

An der Kommissioun krute mer als Äntwert, dass een dat elo net kéint maachen, well et net am Koalitiounsaccord steet. Bon, ech muss soen, ech fannen dat elo perséinlech eng relativ einfach Äntwert. Ech fannen et eng relativ bëlle Excuse. An ech mengen, da soll ee ganz éierlech soen, dass een dat doten net wëll maachen. Dat wär méi éierlech. Wéi gesot, den Dossier ass elo op an et ass wierklech net schwier, do déi eng Zuel duerch déi aner ze ersetzen.

En zweete Punkt fuerdere mer: Dat ass d'Afféierung vun Délit d'entrave. Mir gesinn, dass d'Rechter vun de Frae weltwäit ëmmer méi ënner Beschoss sti respektiv zeréckgeschrafft ginn. D'USA sinn e Paradebeispill. Awer och hei an Europa ... An Italie gesi mer

zum Beispill, wéi Ofdreiwungsgéigner sech ganz bewusst organiséieren an et carrement fäerdegbréngen, a Strukture wéi e Planning Familial eranzekommen, an d'Fraen drun hënneren, genau déi Decisioun, déi se geholl hunn, eeben eng Ofdreiwung ze maachen, dann och duerchzuféieren.

Dofir wëlle mer eebe grad jo dat Recht op Ofdreiwung schützen. Dofir fuerdere mer eeben, esou en Délit d'entrave anzeféieren, also d'Verhënnung vun enger Ofdreiwung ënner Strof ze stellen. Dat kënnen – wéi gesot, am Ausland gesäit een et – organiséiert reliéis Gruppe sinn. Et kann awer och um individuellen Niveau sinn. Dat kënnen Familljemembere sinn oder Bekanntere sinn, déi een ënner Drock setzen. Mee hei nach eng Kéier: Wann et eis eescht gemengt ass, dass eng Fra selwer iwwer hire Kierper soll decidéieren a mer hir dat eegent Recht ginn, da solle mer eeben och garantéieren, dass si den Accès huet respektiv dass si net dru gehënnert gëtt.

Ech wëll och ganz kloer soen: Dat, wat mer hei fuerderen – den Délit d'entrave –, ass elo keen Hirngespinn. A Frankräich gëtt et dat scho säit 1993. An d'Lydie Err hat dëst schon deemools, 2007, an enger Proposition de loi virgeschloen. Déi selwecht Proposition de loi gouf dunn 2010 iwwregens vun der Lydie Polfer – kleng Reminder: dat ass net d'LSAP, mee et ass d'DP – also nach eng Kéier deposéiert, genau mat där doter Revendicatioun, den Délit d'entrave anzeféieren.

Dëse Virschlag gouf leider an der Kommissioun net ugehall. Et huet geheescht, o, dat do wär elo e bësse méi eng kniwweleg Saach, dat kéint een net einfach esou maachen. Bon, ech verstinn net, firwat et 2007 méiglech war respektiv 2010, an et dann elo 2025 e bësse méi kniwweleg ass. Mee och wann et sollt e bësse méi kniwweleg sinn an een dat doten nach eng Kéier sollt juristesche préiwen, fir dass dat alles prop- per ass, mengen ech, misst et eis awer derwärt sinn, wa mer hei wëllen d'Rechter vun de Frae stäerken, dass mer eis och déi Zäit huele respektiv dat dann och juristesche richteg tassel.

Wéi gesot, mir fannen et schued, dass elo hei d'Chance verpasst ginn ass, weider Modifikatiounen ze maachen. Den Dossier ass op, mee d'Majoritéit huet decidéiert, eeben deem elo net entgéintzekommen a just déi dote Punkten ze changéieren. Mee och hei si mir zouversichtlech, dass mer nach eng Kéier iwwert d'Ofdreiwung wäerten diskutéieren.

Ech verweisen hei op de rezenten Avis vum Staatsrot zur Proposition de loi vun deene Lénken. Dat heescht, déi Diskussioun kréie mer nach eng Kéier hei am Parlament. Mir begrëissen och ganz ausdrécklech den Avis, mee virun allem och d'Proposition de loi, well och hei virun allem nach eng Kéier ganz kloer en Zeeche gesat gëtt, dass mer eeben och hei d'Recht op Ofdreiwung an eiser Constitutioun wäerte verankeren.

Dir gesitt also: Mir ginn net op! Fir eis ass den Dossier net ganz zou. Och wa mer dat heiten haut matstëmmen, sou hoffe mer trotzdem, dass mer do an Zukunft e bësse méi oppe wäerte sinn an nach weider Modifikatiounen virhuelen, fir dat Recht ..., wou mer eigentlech alleguerte soen – bis vläicht op Vereenzelter –, dass et e fundamentaalt Recht ass, dass mer dat wëlle schützen. An da solle mer dat och juristesche esou tassel.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est un droit fondamental de chaque femme ;

– considérant que l'accès sécurisé à l'IVG est une question de santé publique ;

– considérant que 1.030 IVG ont été planifiées avec le support du Planning Familial luxembourgeois en 2024 ;

– considérant que le délai légal d'interruption de grossesse a été prolongé de 12 à 14 semaines de grossesse (de 14 à 16 semaines) en France en 2022 ;

– considérant le rapport du comité scientifique en charge de l'évaluation de la loi et de la pratique de l'avortement en Belgique (2023) ;

– considérant l'avis sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion de la Commission nationale d'éthique (2024) ;

– considérant que le droit à l'avortement est actuellement remis en question dans différentes régions du monde où il semblait pourtant acquis ;

– considérant la mise en place dans la législation française du délit d'entrave à l'avortement en 1993, dispositif étendu en 2017 à la sphère numérique ;

– considérant que le délit d'entrave faisait partie intégrante d'une proposition de loi déposée en 2007 par la députée Lydie Err, proposition de loi qui a été déposée à nouveau en 2010 par la députée Lydie Polfer ;

– considérant l'avis de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg relatif au projet de loi 8490 qui recommande la prolongation du délai d'accès à l'IVG de 12 à 14 semaines de grossesse et l'introduction d'un délit d'entrave à l'IVG,

invite le Gouvernement à

– prolonger le délai légal pendant lequel une interruption volontaire de grossesse peut être pratiquée de 12 à au moins 14 semaines de grossesse (de 14 à au moins 16 semaines d'aménorrhée) ;

– intégrer la notion de « délit d'entrave » à l'avortement dans la législation luxembourgeoise, sanctionnant le fait d'empêcher ou de tenter d'empêcher par tout moyen de pratiquer ou de s'informer sur une interruption volontaire de grossesse.

(s.) Taina Bofferding, Liz Braz, Paulette Lenert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bofferding. Da wier et un där honorebeler Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8490 thematiséiert ënner anerem zwee Sujeten, déi hei zu Lëtzebuerg nach weider keng Opmierksamkeet op sech gezunn hunn an och an der ëffentlecher Debatt bis elo nach net grouss thematiséiert goufen. Bei deenen zwee Sujeten handelt et sech ëm d'Verbuet vun der Rekonstruktioun vum Hymen an d'Ausstellung vu sougenannte „Jongfräulechkeetszertifikater“.

Et ass eng Tatsaach, datt dës Praktiken an eisen Nopeschlänner schon dacks fir Opmierksamkeet um politeschen a medialen Niveau gesuergt hunn. Wien huet net schon an eng engem Artikel oder an engem Reportage matkritt, wéi Fraen op esou Praktiken hu mussen zeréckgräifen? Net well si dat wollten, mee well d'Konditiounen, déi hir Kultur stellt, hu mussen erfëllt ginn.

Well sinn déi Konditiounen net erfëllt, kann d'Konsequenz fir eng Fra sinn, datt si Affer vun engem sougenannten „Éiereverbrieche“ gëtt. Ënner engem Éiereverbrieche versteet een en Akt vu Gewalt, heefeg souguer Mord, deen duerch e Familljemember oder e Member vun hirer kultureller Gemeinschaft verübt

gëtt géint eng Persoun – meeschtens eng Fra –, déi als Schandfleck fir déi familiär oder sozial Éier betruecht gëtt. Esou Akte stinn am Zesammenhang mat engem kulturellen Éierekodex, deen ënner anerem d'sexuell Verhale virschreift.

An der Realitéit gesi sech vill Fra gezwongen, dës kulturell Konditiounen ze erfëllen. Dat geet esou wäit, datt si eng Rekonstruktioun vum Hyme froen, well et fir si ëm näischt manner wéi hiert kulturell an domat och gesellschaftlecht Iwwerliewe geet, am schlemmste Fall souguer ëm d'Iwwerliewen am rengste Sënn vum Begrëff. Aus där selwechter kultureller Erwaardung eraus gi betraffe Fraen och dozou gedréckt, e Jongfräulechkeetszertifikat virzeleeën, fir sech esou virun Ofleenung, Ausgrenzung a Gewalt ze schützen.

Dës sinn eng Denkweis an e Verhalen, déi et an eiser Kultur sou net gëtt an déi och keng Plaz an eiser Gesellschaft fannen dierfen. E Mënsch, egal ob Fra oder Mann, dierf net wéi Besëtzt behandelt ginn, och net opgrond vun engem falschen Éiereverständnis. Et ass dofir un eis, haut hei e kloert a staarkt Zeechen ze setzen, andeems mir dës Praktiken explizit verbidden an daitlech verurteilen. An deem Sënn sti mir fir e klore Jo zu dësen zwee Punkten an dësem Gesetzesprojet.

Wéi schonn an der Kommissioun ugeschwat, froe mir e Vote séparé fir den nächste Punkt.

(Mme Alexandra Schoos dépose une demande de vote séparé sur les articles 1, 2 et 3 du projet de loi 8490.)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | An deem drëtten Punkt soll den Delai vun dräi Deeg tëscht der Consultatioun beim Gynäkolog an dem tatsächlechen Akt vun der Ofdreiwung ofgeschaaft ginn. Als ADR hu mir hei d'Suerg, dass et zu enger Verharmlosung vun der Ofdreiwung an allem, wat domat verbonnen ass, kënn. Dës kann zu enger geféierlecher Haltung vun der Gesellschaft géintwärt der Ofdreiwung féieren. Aus deem Grond musse mir oppassen a verhënnere, datt d'Ofdreiwung bis hin zu enger Verhütungsmänner banaliséiert gëtt. Well dat ass et net, an dat dierf et ni ginn, weeder aus enger gesondheetlecher nach aus enger moralescher Siichtweis.

Déi Zäitspann tëscht der Berodung beim Dokter an der Ofdreiwung war ursprénglech op 8 Deeg festgeloucht, ier se dunn op 3 Deeg reduzéiert gouf. Dës reflektéiert leider warscheinlech d'Entwécklung vun der gesellschaftlecher Approche an de leschte Joren – mee nee, eiser Meenung no, net an d'Richtung vu méi Selbstbestëmmung vun der Fra, wéi heibanne vill Leit mengen. Mir sinn um Wee, eng schwéier an déifgräifend Entscheedung, déi d'ailleurs net just ee Mënsch eleng betrëfft, ze banaliséieren an de Leit ze vermëttelen, datt hiert Handele keng Konsequenzen hätt.

Beträff sinn nämlech net just jonk Meedercher, déi sech eventuell de Konsequenze vun hirem Handeln nach net bewosst sinn. Nee, d'Zuelen aus dem Rapport d'activité 2024 vum Planning Familial weisen, datt vun 1.193 Ofdreiwungsdemanden, wat eng Hausse vun 59 % zum Joer 2022 ass, den Duerchschnittsalter vun de betraffene Frae bei 28,5 Joer läit a just 51 Beträffener männerjäreg Meedercher sinn. Eng Hausse vun 59 %, an dat enger Zäit, an där Sexualitéit an Opklärung esou present si wéi ni virun an et hei och praktesch keng Tabutheeme méi gëtt, wou et haut all méiglech Manner gëtt fir ze verhüten a quasi all d'Verhütungsmëttel vum Staat souguer rembourséiert ginn.

Wann een erwuessen a räif genuch ass, fir sexuell aktiv ze sinn, da muss een och déi néideg Virkéierungen

treffen, fir net schwanger ze ginn. Déi Virkéierungen hëlt een, ier een handelt, an net wann d'Kand schonn am Pëtz läit. An och dat, léif Kolleeginnen a Kollegen, fällt ënnert d'Selbstbestëmmung an domadder d'Eegeverantwortung vun der Fra, ganz am Sënn vu „my body, my choice“.

Selbstbestëmmung ass net e Schalter, deen een eréischt ëmleet, wann et eescht gëtt, wéi hei am Fall vun enger Schwangerschaft. Selbstbestëmmung trëtt net eréischt a Kraaft, wann et ëm d'Ofdreiwung geet. Wa mir d'Fräiheet hunn, eis fir d'Sexualitéit ze decidéieren – an hei kleng Klammer op: Wann een dozou gezwonge gëtt, schwätze mir natierlech net méi vun esou enger Fräiheet –, da musse mir och mat der Verantwortung vun dëser Fräiheet liewen an ëmsiichteg ëmgoen.

Wa mir als Gesellschaft erëm méi resilient, also widerstandsfäeg, wëlle ginn, da musse mir eis all eise Verantwortege bewosst sinn. Wann een eng Entscheedung getraff huet, zum Beispill net ze verhüten, da muss een e eegeverantwortlech zu sengen Decisiounen stoen, esou wéi zu alle Konsequenzen, déi domadder einherginn. Dat ass wierklech Selbstbestëmmung.

Generell si mir als ADR awer och der Meenung, datt d'Gesetz keng Fristeléisung, mee eng Indikatiounsléisung sollt virgesinn. All Mënsch an all Situatioun ass ënnerschiddlech, esou wéi et och am Avis vum Collège médical steet. Ier eng Fra sech zu dësem definitive Schrëtt entscheet, muss si op eng vollstänneg an objektiv Manéier informéiert a berode ginn. Si muss iwwer all méiglech Follgen, kierperlecher a psychescher Natur, déi hir Entscheedung an déi eng oder aner Richtung mat sech brénge kann, informéiert ginn. Besonnesch déi sozial, psychologesch a materiell Hëllef- an Ënnerstëtzungsméiglechkeeten, déi si kréie kann, wa si sech fir d'Liewe vum Kand entscheede wëll, sollen hir erkläert ginn, genau esou wéi déi, wann ee sech dergéint decidéiert.

Perséinlech gleewen ech net drun, dass en Delai vun x Deeg bei deene meeschte Fraen eppes un hirer Decisioun verännert. Déi, déi fest decidéiert sinn, bleiwen derbäi. An déi, déi zweifelen, sollten all néideg Informatiounen kréien, déi si brauchen, fir hir Decisioun beschtméiglech kënnen ze huelen.

Eis feelen d'Zuele fir Lëtzebuerg, fir wierklech kënnen feststellen, ob elo en Delai allgemeng sënnavoll ass oder net. Wat ass iwwerhaupt de momentane reellen Delai tëscht der Demande an dem tatsächlechen Akt? Aus wéi enge Grënn decidéiere sech Fraen ofzedreien? Wéi vill decidéiere sech awer schlussendlech nach ëm? Aus wéi enge sozialen, kulturellen a gesellschaftleche Kreesser kommen déi Fraen?

Dowéinsten géing ech an deem Sënn gär eng Motion déposéieren.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Schwangerschaftsabbruch eng Realitéit duerstellt, mat där Frae sech am Laf vun hirem Liewe kënnen konfrontéiert gesinn;

– d'virleend Zuelen eng Hausse vun de Schwangerschaftsabbruch an-demande weisen;

– d'Zuele vu Schwangerschaftsabbruch aktuell haaptsächlech vun Associatiounen erhuewe ginn;

– bei dësen Donnéeën keng Differenzéierung tëscht medezinnesch indizéierten an net indizéierte Fäll gemaach gëtt;

– et keng offiziell Informatiounen zu de Grënn an den demografeschen Donnéeën gëtt;

– et keng offiziell Informatiounen zur Zäitspann tëscht der Berodung an dem effektiven Ofdreiwungsakt gëtt;

– et keng offiziell Informatiounen gëtt bezüglech der Émetscheidung vun de Fraen an déi eng oder aner Richtung opgrond vun der Zäitspann tëscht der Berodung an dem effektiven Ofdreiwungsakt,

ass sech bewosst, datt

– Transparenz e fundamentaalt Element fir eng verantwortbel Gesetzgebung duerstellt,

fuerdert d'Regierung op,

– dem Observatoire national de la santé den Opdrag ze ginn, all relevant a virdu genannten Donnéeën iwwert d'Schwangerschaftsabbruch ze erhiewen, ze analyséieren an zougänglech ze maachen.

(s.) Alexandra Schoos.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Schoos.

(Interruption)

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech kommen zum Schluss. Wéi schonn a menger Ried erwänt, ass de Sujet vun der Ofdreiwung individuell ënnerschiddlech, u perséinlech Situatiounen a Wäerter gebonnen a kann och politesch an all Richtungen diskutéiert ginn. Als ADR wëlle mir op där enger Säit eng Banaliséierung vun Ofdreiwungsakt fir eis Gesellschaft verhënnere an opmierksam maachen op déi tatsächlech Selbstbestëmmung vun Mënsch. Op där anerer Säit versti mir, dass en Delai a spezielle Fäll, wéi zum Beispill bei enger Vergewaltigung oder bei psycheschen oder sozial-emotionale Problemer, eng Belaaschtung ka sinn.

Mir hätten eis gewënscht, datt de Gesetzesprojet hei eng Derogatioun virgesäit, déi d'Zäitspann tëscht der Consultatioun beim Dokter an der Ofdreiwung fir eebe grad dës speziell Fäll ophieft, amplaz datt se generell ofgeschaaft gëtt. Aus deem Grond kënnen mir dës Punkt net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Schoos, erlaabt Dir, datt d'Madamm Cahen Iech eng Fro stellt?

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Merci och Madamm Schoos fir Är Erklärungen. Also, ech mengen, wou ech d'accord ka sinn, dat ass, dass eng Ofdreiwung keng Verhütung ass. Dat ass ganz sécher wouer.

Do, wou Der, mengen ech, awer an Ären Iwwerleeunge falsch sidd, dat ass: Et gëtt jo kee forcéiert. Et kann ee jo iwwerleeën, soulaang ee wëllt. Et ass jo net, dass dat elo direkt muss gemaach ginn. Eng Fra, déi direkt eng Ofdreiwung wëll maachen, déi kann dat dann an Zukunft. Mee et dierf een awer och gären iwwerleeën.

Mee Dir hutt awer eppes gesot, wann Der nämlech dovunner schwätzt: „Et feelen d'Zuelen“, an esou weider ... Ech hunn Är Motioun jo elo nach net gelies, mee Dir sot och, d'Opklärung wär haut besser wéi ni. Wourunner maacht Der dat fest, dass d'Opklärung haut besser wär wéi – wat weess ech? – virun 1 Joer, virun 10 Joer, virun 100 Joer?

Merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech mengen net, dass ech „besser“ gesot hunn. Ech kucken no. Ech soen: Et ass sou vill Opklärung wéi nach ni, dass mer hautzudaags iwwert dee Sujet schwätzen. Dat ass dat, wat ech gesot hunn. Ech soen net, dass se onbedéngt besser ass. Mee dat ass justement, wou mer kucke mussen, aus wéi enge Grënn: Firwat ginn d'Frae vläicht ongewollt schwanger? Ass et wierklech e Problem, dass se net opgekläert sinn, wat fir eng Verhütungsmethoden et gëtt?

Mee, ech mengen, et gëtt wierklech hautzudaags vill iwwert déi Thematik geschwat. An dowéinst mussen mer kucken. Et ass op jidde Fall, soen ech emol, meng Impressioun. Och zu menger Zäit ass och schonn doriwwer geschwat ginn, vläicht net an alle Kreesser. Wéi gesot, eis feelen d'Donnéen. Dowéinst géif ech et interessant fannen – liest meng Motioun duerch –, wa mer do méi konkret Fakten an Informatiounen hätten.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. An da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass e wichtege Fortschritt fir d'Rechter vu Fraen a Meedercher an eisem Land oder, wéi d'Mënschrechtskommissioun seet, eng „avancée décisive dans la lutte contre les violences faites aux femmes et dans la reconnaissance de leur autonomie corporelle“. Et geet eeben hei ëm näischt manner wéi d'Verdeedegung vun de Mënscherechter, an zwar do, wou se net ëmmer garantéiert sinn: beim Recht op Selbstbestëmmung iwwert de Kierper, bei der sexueller Fräiheet a beim Schutz géint patriarchal Muechtmechanismen.

Mam Verbuet vun der Praxis vun de Certificats de virginité an och der Hymenoplastie schütze mer déi kierperlech Integritéit vun de Fraen a verbidden eng relativ onsiichtbar Form vu sexualiséierter Gewalt. Dës Praxis sinn entwürdigend an eng Demonstratioun vu sexueller Kontroll iwwert de Kierper vun der Fra. Si hu keng medezinnesch Grondlag. Si sinn net nëmme wëssenschaftlech absurd, mee se maachen eppes vill méi Schlëmme: Si degradéieren, si kontrolléieren a si verletzen!

Et gëtt kee medezinnesche Beweis fir Virginitéit. Wat et awer gëtt, ass eng Kultur, déi de Wäert vun enger Fra un hirer „Onberéiertheet“ moosst, eng Kultur, déi Kontroll a Gewalt vis-à-vis vu Meedercher legitiméiert, psychologesch, kierperlech, sozial. Mir begreifen, dass dës Praxis verbuede ginn an och d'Incitatioun an den Drock dozou ënner Strof gestallt ginn.

E weidere wichtege Punkt ass d'Ofschafe vum Reflexionsdélai beim Schwangerschaftsabbruch. Déi aktuell dräi Deeg Paus waren net am Déngscht vun der Fra. Si waren am Déngscht vun enger Gesellschaft, déi et Frae bis elo net zougetraut huet, selwer informéiert a reflektéiert Decisiounen ze treffen. D'Ofschafe vun dësem paternalisteschen Iwwerbleibsel ass méi wéi iwwerfällg. Endlech vertraue mer de Fraen. Mir vertrauen de Fraen, Entscheedungen ze huelen, déi si selwer, hiert Liewen an hire Kierper betreffen.

D'Ewechfale vum Délai de réflexion heescht och net automatesch, wéi vun der Associatioun Vie Naissante gefaart, dass d'Decisiounen iwwerstierzt an ënner Drock geholl mussen ginn. Et heescht, au contraire, och genau dat, wat d'Madamm Cahen grad sot, dass d'Fra sech hiren Délai de réflexion ka selwer

eraussichen – natierlech innerhalb vun der gesetzlecher Frist fir en Ofbroch. Dat ka séier goen, et kann awer och méi laang dauere wéi dräi Deeg.

A wann d'ADR elo d'Plaz vum Partner bei der Decisioun vum Schwangerschaftsabbruch als Argument erausgeholl huet, wéi d'Madamm Schoos et och ugedeit huet, sou huet eng Dokteraarbecht vun der Uni Lille follgend Zuele presentéiert: 99 % vun de Männer, déi hir Partnerin mat an d'Spidol begleet hunn, hu gesot, d'Decisioun vun hirer Partnerin ze respektéieren. An ech sinn elo mol esou dreist ze soen, dass Männer, déi net mat hire Partnerinne bei den Dokter ginn, egal ob et just fir eng Consultatioun ass oder den Dag selwer, och wierklech net déi sinn, déi mussen järezen, wa si sech an der Decisioun iwwergegaange gefillt hunn!

Här President, mir als Fraktioun hätten eis hei nach méi Courage gewënscht. Bei der Fro vum Délai fir de Schwangerschaftsabbruch selwer bleiwe mer der Meenung, dass Lëtzebuerg nach e Schrëtt méi wäit misst goen, vun 12 op 14 Wochen, esou wéi der LSAP hir Amendementer dat proposéiert hunn an et och elo an der Motioun festgehalen ass.

An och wa mer haut mat dësem Projet de loi en Zeeche setzen an d'Rechter vun de Frae stäerken, sou weist eis den internationale Kontext, dass dëst keng Selbstverständlechkeet ass. D'Fraerechter si fragill a si mussen permanent verteidegt ginn.

An den USA gesi mer, wat d'Reckschritter a punkto IVG a kierperlech Selbstbestëmmung fir Konsequenzen hunn: Fraen, déi weinst enger Fausse couche an de Prision kommen am plaz an d'Spidol; Fraen, déi forcéiert ginn, e Fötus auszedroen, dee medezinnesch net viabel ass; Fraen, déi iwwer hiren Doud eraus zu Gebuertsmaschinen degradéiert ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer elo haut d'Hänn net an de Schouss leeën. Mir wëlle méi wäit goen. A mir bedauern dowéinst och, dass d'Amendementer vun der LSAP verworf goufen, mee mir plädéieren och weiderhin derfir, en Délit d'entrave à l'IVG an eise Code pénal opzehuelen.

Mir ënnerstëtzen och doriwwer eraus déi Diskussioun, déi elo an de kommende Méint usteet, an zwar ronderëm d'Proposition de révision vun der Constitutioun vum honorabelen Deputéierte Marc Baum, fir d'Recht op eng IVG wéi och d'Recht op Verhütung op höchstem Niveau an der Constitutioun ze verankeren. Dat wier e staarkt Schutzschëld an et géif et an Zukunft méi schwéier maachen, d'Recht op d'IVG rëm rückgängig ze maachen. Grad an dësen Zäite si mer der fester Iwwerzeugung, dass mer dat brauchen.

Fir haut si mer awer frou, mat dësem Gesetz e gesellschaftleche Fortschritt kënnen mat méiglech ze maachen an dofir stëmme mer natierlech dëse Projet de loi mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut sti mer virun enger scho bal historiescher Entscheedung. De Gesetzesprojet, deen eis virläit, ass méi wéi just eng einfach Gesetzesännerung. Et ass e wichtege Schratt an d'Richtung vun enger méi gerechter a méi humaner Gesellschaft, wat d'Rechter an d'Dignitéit vun alle Fraen a Meedercher ugeet. D'Piraten wäerten dëst wichteg Gesetz natierlech ënnerstëtzen.

Mee ech wëll och kloer soen: Dëst Gesetz ass e ganz wichtege Schratt no vir, mee et geet eleng awer net duer. Mir mussen méi maachen. Et geet net duer, just

dëst Gesetz ze stëmmen an ze mengen, domat wär déi ganz Problematik geléist, mee mir müssen och d'Mentalitéit an de Käpp änneren an dat queesch duerch eis ganz Gesellschaft.

Dëse Gesetzesprojet adresséiert dräi fundamental Punkten, déi all mat der Autonomie an der Dignitéit vu Fraen a Meedercher ze dinn hunn: Éischstens verbidde mer Virginitéitsënnersichungen an déi dozougehéierend Certificaten, zweetens verbidde mer d'Hymenoplastie, déi sougenannten Hymerekonstruktione – et ass gutt, dass ech net Dokter gi sinn, soss misst ech déi Wieder alleguerten ausweneg kënnen; esou kann ech se alt weinstens virlesen, well wann een ze vill Vokalen uneneenhängt, gëtt dat ëmmer Kuddelmuddel bei mir –, an drëttens schafe mer déi bis elo obligatoresch dräi Deeg Reflexiounszeit bei Ofdreiwungen of.

Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir dierfen eis net just op déi zwee Verbueeter beschränken. Mir mussen verstoen, dass hannerst dës Praxis Joerhonnerte vu falschen Iwwerzeugungen a Mythen am Zusammenhang mat strengere reliéise Virstellung stinn, déi immense Schued ugeriicht hunn a leider nach ëmmer uriichten. Virginitéitsënnersichunge sinn net nëmme oneethesch, se sinn och wëssenschaftlech komplett Kabes. Et ass wëssenschaftlech bewisen: Et gëtt keng medezinnesch Method, déi d'Jongfräulechkeet bewiese kann – keng! Den Hymen, deem dës ganz Mythen ëm seng Integritéit ugeknäppt sinn, kann aus ville Grënn beschiedegt ginn: Sport, normal Aktivitéiten oder einfach natierlech Variatiounen. D'Virstellung, dass een um Hymen erkenne kéint, ob eng Fra „onberéiert“ ass oder scho sexuell aktiv war, ass puer Fantasterei, mat där Fraen a Meedercher kontrolléiert an an hire Fräiheeten ageschränkt solle ginn.

Dowéinst brauch et méi wéi just dëst Gesetz géint esou Praktiken. Mir müssen dowéinst e breeden Dialog queesch duerch eis ganz Gesellschaft iwwert dës Problematik féieren, och – oder grad dann – wann et onbequeem ass. All Persoun an eisem Land muss wëssen: Virginitéitsënnersichunge sinn net nëmme Pseudowëssenschaft, se si schiedlech, se verstousse géint d'Mënscherechter a mat Akraafttriede vun dësem Projet de loi dann och endlech géint d'Gesetz!

Ech wëll och besonnesch d'Ofschafe vun den obligatoreschen dräi Deeg Bedenkzeit fir eng Ofdreiwung ënnersträichen. Dëst ass eng laang iwwerfällg Reform, déi endlech d'Autonomie vun de Frae respektéiert. Dës Bedenkzeit war patriarchalesch a respektlos. Si ënnerstellt, dass Fraen net dozou fäeg wäeren, bewusst Entscheedungen iwwer hiren eegene Kierper ze treffen. Si ignoréiert, dass déi meescht Fraen, déi sech fir e Schwangerschaftsabbruch entscheeden hunn, dacks scho ganz vill iwwert hir Situatioun an hir Optiounen nogeduecht hunn. D'Ofschafe vun den dräi Deeg Bedenkzeit wäert dat net änneren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat hei besonnesch gefuerdert ass, dat ass Courage. De Courage, verschidden onbequeem Gespréicher ze féieren. De Courage, kulturell Sensibilitäten ze respektéieren, awer gläichzäiteg fest fir wëssenschaftlech Fakten a Mënscherechter anzestoen. Dozou gehéiert och d'Propos vun déi Lénk, d'Recht op Ofdreiwung endlech an d'Verfassung anzeschreiwen. Grad an Zäiten, an deenen a ville Länner riets Parteien a riets Politiker ëmmer méi an de Parlamenten vertruete sinn, mussen mer derfir suergen, dass verschidde Rechter duerch e staarke gesetzleche Kader – an dat ass Verfassungsrang – geschützt ginn. Mir dierfen net zouloossen, dass ural Traditiounen oder de reliéise Glawe Mënscherechtsverletzungen legitiméieren. Mir dierfen net zouloossen, dass de Respekt viru verschiddene

Kulturen oder Reliounen als Deckmantel fir Diskriminatioun benotzt gëtt. An dofir ass dat heite Gesetz esou wichteg. Mee genau dowéinst ass dëst Gesetz awer och just e Schratt an déi richteg Richtung an et kann net d'Zil sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Da wier et als leschten ageschriwwene Riedner um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Dee Gesetzesprojet, dee mer hei virleien hunn an dee mer jo da mat ganz grousser Majoritéit, wéi et schéngt, haut unhuelen, ass eng wichteg Etapp. Et ass e Meilesteen – ech mengen, datt een dat soe kann – an eiser gesellschaftlecher Perceptioun a virun allem e Meilesteen am Interêt vun der Fra. Et ass eng Positionéierung, eng Positionéierung géint patriarchal Kontroll, géint déi systematesch Iwwergrëffer op de Kierper vun der Fra a fir d'Stärkung vun hire fundamentale Rechte. An als Lénk begréisste mer natierlech dëse Projet. Net als Endpunkt, mee als wichteg Etapp vun enger konsequenter emanzipatorescher Politick, als Etapp an der Gläichstellung tëscht Mann a Fra.

Virginitéitstester a -certificate sinn e Symbol vu Kontroll an Ennerdrückung. An et gëtt – an dat hu vill Virriedner scho gesot –, iwwerhaupt keng wëssenschaftlech Basis, nach iergendeng eethesch Justifikatioun, fir déi genannten Tester ze maachen. Déi Tester beweise strictement guer näischt an déi medezinnesch Praxis dovunner ass Gewalt géint Fraen. Wat mer hei verbidden, si ritualänlech, atavistesche Praktiken, déi Frae solle bescheinege vis-à-vis vu Familljen oder zukünftege Partner, datt se wäertvoll sinn. De Wäert vun engem Mënsch, enger Fra, un engem Virginitéitscertificat ze moossen, ass net nëmmen eng symbolesch Entmënschlechung, mee eng Attack tout court op d'Würd vum Mënsch!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An datt mer iwwerhaupt e Gesetz brauchen, fir dës ze verbidden, seet schonn och vill aus iwwer eis Gesellschaft, iwwert d'Bild vun der Fra an awer och iwwer nach ëmmer existéierend medezinnesch Praktiken.

Mir haten am Abrëll d'lescht Joer eng ëffentlech Petitioun zu dësem Sujet an déi engagéiert Enseignanteën hunn eis erzielt vun hiren Erfahrungen: vun engem mannerjärege Meedchen, dat opgrond vun enger Rumeur vu sengen Eltere forcéiert gouf, bei de Gynekolog ze goen, fir e Virginitéitscertificat ze kréien; ...

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

... vun enger anerer jonker Fra, déi vun der Mamm gezwonge gouf, sech ënnersichen ze loossen an en Zertifikat unzufroen, well d'Mamm duecht, d'Duechter hätt sexuell Relatiounen. An a béide Fäll waren déi jonk Fraen net mat där Praxis averstanen, wollten dat net maachen, mee si konnten sech net wieren. An den Enseignanteë waren d'Hänn gebonnen.

Dëst ännere mer mat dësem Gesetz. E Gesetz, dat kloer Grenze setzt a mënschenonwierdeg Praktiken penal sanktionéiert. Déi konsultativ Mënscherechtskommissioun betount an hirem Avis awer och, datt dës Schrëtt complémentaire muss begleet gi vu Sensibiliséierung an Educatioun, fir och d'Ursaachen dovunner ze bekämpfen. An deem Sënn, Här President, geet et net just ëm medezinnesch Praktiken, et geet ëm gesellschaftlech Ideologien, déi Fraen net als autonom Mënschen, mee als Privateeigentum betruechten, dat et ze kontrolléiere gëllt.

D'Mënscherechtskommissioun erënnert och drun, datt d'Hymenoplastie géint d'physisch a psychesch Integritéit verstéist. Et besteet d'Gefor vu kierperleche Komplikatiounen, Infektiounen, Hemorrhagien, verstoppten Narben, mee och laangfristige sexuellen a psycheschen Traumatisatiounen. Mat dësem Gesetz gëtt net nëmmen déi medezinnesch Interventioun, mee och d'Incitatioun dozou strofbar gemaach. An dat ass och richteg esou.

Här President, ech wëll zu engem Punkt kommen, dee mer besonnesch wichteg ass an deen, mengen ech, och dobaussen am meeschte wäert diskutéiert ginn a Relatioun mat dësem Text, nämlech d'Ofschaffung vum Délai de réflexion bei enger Ofdreiwung. Ech mengen, datt dat eng iwwerfällg Reform ass am Dëngscht vun der Selbstbestëmmung vun der Fra. Déi aktuell Gesetzeslag vun engem Bedenkzäitraum vun dräi Deeg ass paternalistesche. Si stellt implizit d'Decisiounsfäegkeet vun der Fra a Fro, wéi wa se net selwer wéisst, wat se wëllt. Dësen Zäitraum gëllt fir vill Fraen als psychologesche Belaaschtung an et gëtt keng Indicatioun, datt en iergendwéi a massiver Form Meenungsännerungen hätt kënnen bewierken.

D'Decisioun, eng Ofdreiwung virzehuelen, ass keen einfachen Akt. An déi vill Fraen aus mengem Bekanntekrees, déi mat esou enger Situatioun konfrontéiert waren, hu sech dat laang a gutt iwwerluecht. Si gesetzlech ze zwéngen, dës Entscheedung, déi net liichtfält, nach eng Kéier erauszuschiben, ass d'Leit net fir voll geholl. An dëst ännere mer endlech mat dësem Text.

Här President, erlaabt mer zum Schluss awer och nach eng Kéier op eng Initiativ zrëckzekommen, op eng Virlag, déi elo vum Staatsrot aviséiert ginn ass, fir d'Recht op Ofdreiwung a Verhütung an d'Verfassung anzuschreiben. Eng ganz Rëtsch Riedner hu sech jo scho positiv dozou geäussert. Anerer hunn och schonn an der Press Stellung dozou geholl.

An ech wëllt eng Invitatioun ausschwätzen, eng Invitatioun un déi 60 Deputéiert: Liest Iech all déi Avisen un, déi erakomm sinn! Den Avis vum Planning Familial. Den Avis vum CID Fraen an Gender. Den Avis vum Conseil national des femmes. Den Avis, deen och elo kuerz virun der Publikatioun ass, vun der Saliariatskummer. Den Avis vun der JIF-Plattform (ndlr: Journée internationale des femmes), déi zu Dausenden op d'Strooss gaange si mat, ënner anerem, dëser Revendicatioun.

An all déi, déi nach da Bedenken hunn, siefen et juristesche Bedenken oder Bedenken, datt se soen, dat wier eng Diskussioun, déi aus Amerika importéiert gi wier an déi net hei misst gefouert ginn, déi wëllt ech invitéieren: Liest den Avis vun zwou Institutionen, den Avis vun der konsultativer Mënscherechtskommissioun – liest deen! – an den Avis vum Staatsrot.

Dat sinn all déi Avisen, déi am Moment virleien. Mir wäerten am September doriwwer diskutéieren. Et läit eng Summervakanz vun zwee Méint dertëscht an d'Invitatioun ass ausgeschwat. Ech mengen, datt et en enorm wichteg Zeeche wier, dat mir hei als Deputéierte kënnen setzen. A fir d'Wierder vun der Rapportrice ze benotzen: en Zeechen, dat mer kënnen setze „fir méi Dignitéit, fir méi Fräiheet, an dat am Numm vun enger gerechter Gesellschaft“.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci alle Riedner de Mëtten. Ech denken, mir sinn eis hei praktesch eens, datt dat hei e ganz, ganz wichtigen Text ass an e weidere Schrëtt a Richtung Autodeterminatioun vun de Fraen – „my body, my choice“, ass hei gesot ginn –, eng sexuell Gläichbehandlung vun alle Geschlechter.

Mir hunn de breede Konsens de Mëtten hei erreicht a mir setze mat deem Text e puer Dispositiounen aus dem Accord de coalition ëm, awer net nëmmen dat. Bei der Petitioun de 17. Abrëll war ech selwer present. Ech hunn héieren, wat déi Enseignanteë gesot hunn. An ech denken, datt dat hei e ganz, ganz wichtige Schrëtt ass fir vill jonk Meedercher hei am Land. An ech si frou, datt mer deen Text hei warscheinlech am Konsens kënnen stëmmen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Debatt zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Da géinge mer zum Vott vun der Projet de loi kommen. Mir hunn eng Demande vun der ADR fir e Vote séparé virleien, an net nëmme fir ee Vote séparé, mee am Fong fir dräi Vote-séparéen, déi mer musse maachen.

Et gëtt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 1 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert den Artikel ofstëmmen. Dofir stellen ech d'Fro – lauschtert elo d'Fro och gutt no, fir datt jiddwereen esou stëmmt, wéi en dat als richteg empfënt –: Wien also d'accord ass mat dem Artikel 1, esou wéi en am Projet de loi steet, dee soll mat Jo stëmmen. Wien net d'accord ass mat deem Artikel, esou wéi en elo am Projet de loi steet, dee soll mat Nee stëmmen.

Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 8490

Domat géing ech dann de Vote séparé iwwert den Artikel 1 opmaachen, soubal ech déi Méiglechkeet hunn. Voilà. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, folleglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Den Artikel 1 ass also domadder eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emilie Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer bei deen nächste Vote séparé, dee gefrot ginn ass. Dat ass de Vote séparé iwwert den Artikel 2. Mir mussen iwwert deen och dann eenzel ofstëmmen. An do déi selwecht Fro: Wien d'accord ass mam Artikel 2, esou wéi en am Projet de loi steet, dee soll mat Jo stëmmen. Wien net domadder d'accord ass, dee soll mat Nee stëmmen.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8490

Och hei maachen ech de Vott elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Domat ass den Artikel 2 also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 3, deen och vun der ADR gefrot ginn ass. Och hei: Wien d'accord ass mat deem Artikel 3 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen. Wien net domadder d'accord ass, soll mat Nee stëmmen.

Vote séparé sur l'article 3 du projet de loi 8490

An d'Ofstëmmen maachen ech, soubal ech elo kann, hei op mengem Ecran op. Voilà, ech maachen d'Ofstëmmen op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt wannechgelift nach eng Kéier no, ob jiddwereen ofgestëmmt huet respektiv ob och all Procuratioun matgehooll ginn ass. Ok, da maachen ech de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 54, Nee: 1, Abstentiounen: 4. Den Artikel 3 ass also mat 54 Jo-Stëmmen bei 1 Nee-Stëmm a bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Diane Adehm, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A voté non : M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup et Mme Alexandra Schoos.

An da géinge mer zum Ofstëmmen iwwert de gesamte Projet de loi kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8490¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8490 et dispense du second vote constitutionnel

Och hei géing ech d'Ofstëmmen opmaachen, soubal ech kann. Voilà, ech maachen d'Ofstëmmen op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Da sinn am Kader vun dësem Projet de loi zwou Motiounen agereecht ginn.

Motion 1

Déi éischt ass agereecht gi vun der Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, wëllt Dir elo Stellung huelen? Duerno eventuell? Da kucke mer dat. An dann ass d'Fro: Wie wëllt zu der Motioun Stellung huelen? D'Madamm Adehm, d'Madamm Hartmann, d'Madamm Schoos, gesinn ech elo mol. Fänke mer emol do un. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Dës Motioun huet zwee Punkten. Bei dem éischte Punkt, do geet et drëms, den Delai vun 12 op 14 Wochen eropzesetzen. Do ass mer gesot ginn, dass déi fréier Regierung anscheinend bei der Commission nationale d'éthique en Avis dozou ugefrot hat an dass deen alles aneschtens wéi unanime war op deem dote Punkt – also, just fir dat emol an de Raum ze setzen. Bei der IVG, mam Delai vun dräi Deeg, do war absolut keng Diskussioun. Mee op deem dote Punkt war d'Commission nationale d'éthique net unanime gewiescht, fir vun 12 op 14 Wochen eropzegaen.

Wat dann zousätzlech nach dobäi kënnt, dat ass, ech hunn et virdrun a mengem Rapport gesot: Wann ee bis bei 14 Wochen ass, ass d'Kand weesentlech méi wäit entwéckelt, wat dat Ganzt dann och e bësselche méi schwiereg mécht.

A mir sinn och der Meenung, dass eng Fra, déi deen doten Akt wëllt maache loossen, dat relativ séier weess an net 12 oder 14 Woche brauch, fir déi doten Decisioun ze huelen oder net. Voilà, an duerfir si mir der Meenung, dass een op där doter Basis soll déi heite Motioun oder zumindest deen dote Punkt ofleenen.

Wat deen zweete Punkt ugeet – dat ass den Délit d'entrave –. Domadder hu mir a priori kee Problem. Et muss een natierlech kucken, wéi een dat juristesche da maache géing, wéi een et apake géing. Duerfir, wat mir Iech proposéieren, dat ass, datt Der géingt den Delai vun 12 op 14 Wochen eraushuelen a just den zweete Punkt draloossen, da kéint een domadder d'accord sinn. Mee wann Der awer um Delai vu 14 Woche festhaalt, da kënne mer d'Motioun net matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëllt als Éischt gären eppes re-dresséieren, wat d'Madamm Bofferding gesot huet. Si huet gesot, dass mer an der Kommissioun net weider iwwer hir Proposen diskutéiert hätten. Ech ka mech allerdëngs ganz gutt un déi Kommissiounssitzung erënneren. A mir hunn do zu puer – an ech ënner anerem och – reagéiert op déi Amendementer, déi proposéiert goufen, d'selwecht wéi mer et schonn heibanne gemaach haten an enger Diskussioun vun enger Motioun, déi och vun der Madamm Bofferding abruecht ginn ass. An do sinn duerchaus Diskussiounen gefouert ginn, notament d'Diskussioun doriwwer, ob een den Delai vun 12 Wochen op 14 Woche sollt an d'Luucht setzen.

An ech sinn der Meenung, dass dat net ka reduzéiert ginn op eng Diskussioun iwwer eng Zuel. An ech sinn do och wierklech net dermadder averstanen, well et sinn eng ganz Rei Froen, déi sech stellen an déi mer och schonn opgeworf hunn. An duerfir kann een net soen, dat wier eng reng Diskussioun iwwer „12 oder 14“.

A priori sti mir enger Diskussioun iwwer eng Verlängerung net total am Wee. Allerdëngs hu mer d'Froen opgeworf, dass mer als Éischt emol misste kucken: Wat sinn iwwerhaupt d'Donnéen, déi mer hunn?

Mir si ganz frou, dass mer Donnéeë vum Planning familial hunn, deen e wichtige Rôle ze spielen huet. Mee dat sinn Donnéeën, déi op enger Fräiwëllegkeet baséieren a wou net bei all Ofdreiwung statistesch festgehale gëtt: Firwat ass ofgedriwwen ginn? Wat ass de Grond dovun? Wéini ass ofgedriwwen ginn? An duerfir hu mer am Fong eng ganz Rei Froen opgeworf, déi een u sech fir d'Éischt kläre muss. Firwat dreift eng Fra of? Zu wéi engem Zäitpunkt? Wéi oft kënnt et iwwerhaupt vir, dass eng Fra och no der 12. Woch nach wéilt ofdreien? An dann aus wéi enge Grënn? Sinn d'Frae genuch – an do schwätze mer nees iwwer Opklärung; et ass déi lescht Kéier och gesot ginn, dass ganz vill jonk Frae géifen ofdreien – iwwer Ofdreiwungsméiglechkeeten informéiert? Wësse si, u wéi se sech wende sollen? A wat a wéi grouss sinn och zousätzlech d'medezinnesch Konsequenze bei enger méi spéider IVG?

Dat sinn alles Froen, déi sech stellen an déi an eisen Aen als Alleréischte och musse mat den Acteuren um Terrain diskutéiert ginn an déi och sollen a konkreeten Zuelen, Statistiken, erfaasst ginn, fir dass mer dat heiten net aus enger renger Ech-änneren-d'Zuel-Perspektiv maachen, mee dass mer dat heiten aus enger Diskussioun eraus maachen, wou mer soen: „Ok, et gëtt Grënn, firwat et effektiv néideg ass, dass deen Delai eng Kéier sollt op 14 Wochen eropgesat ginn.“

À ce stade si mir net där Meinung, wann et net als Éischt präventiv Sensibilisierungsmesüre gëtt, statistesch Erfaassung, statistesch Zuelen, op deene mer hei kënne konkreet schaffen. Dofir si mir à ce stade net favorabel zu enger Erhiewung vum dem Delai vun 12 Wochen op 14 Wochen.

Wat den Délit d'entrave ugeet, do ass et esou, dass meng Kollegin, d'Lydie Polfer, och scho viru Joren eng Proposition de loi dozou agreecht hat. Duerfir si mir – an dat hat ech an der Kommissioun och scho gesot – a priori favorabel dozou, esou en Délit d'entrave anzeféieren. Et muss ee bei där Diskussioun ëmmer dorop oppassen: Et wäert vläicht Doktere ginn, wéi och bei aner Akten, déi verschidden Akten net wëlle maachen. Dat kann dann net alkéiers zu engem Délit d'entrave féieren, well do och eng Conscience professionnelle dobäi ass.

Mee wa mer dat an dem Text encadréiert kréien – d'Madamm Adehm huet dat scho gesot –, da si mir a priori dozou favorabel. Dat war iwwerengs och esou vun der Ministesch an der Kommissioun gesot ginn, wou mer awer och gesot haten, dass et dofir eng gewësse Preparatioun brauch, fir den Délit d'entrave dann och effektiv an engem Gesetzesprojet ze definéieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Et ass scho ganz vill gesot ginn. Ech mengen, mir kommen hei erëm op dee Sujet zrëck. De Problem läit scho virun, och wa mer vun der Selbstbestëmmung schwätzen. Et ass, fir scho virun de Problem unzepaken. D'Selbstbestëmmung heescht eeben och, dass eng Fra scho beim sexuellen Akt selwer bestëmmen kann, ob se verhüt oder ob se eeben net verhüt.

Ech hunn elo e puermol héiere „jonk Meedercher“ – wéi gesot, laut Planning familial ass d'Moyenne 29 Joer. Ech fülle mech mat 37 och nach ëmmer jonk; 29 ass och nach jonk, mee ech hunn ëmmer d'Gefill, wa mer vu jonke Meedercher schwätzen, dass mer vu Mineuren oder vläicht ugangs 20 schwätzen. Dat sinn

der guer net esou vill, déi do vum Avortement betraff sinn.

Fir elo vun 12 op 14 Wochen eropzuegoen: Ech mengen, mir hu grad en Delai ofgeschafft, fir dass een éischter zum Akt vun der Ofdreiwung ka kommen, well mer soen, déi Fraen, déi wëssen, dass se ofdreie wëllen, déi wëssen dat och schonn zimmlech séier.

Ech wëll och dorop opmierksam maachen, dass dat och iwwert déi 12 Wochen eraus, wann eng medezinnesch Indicatioun besteet, nach ëmmer erlaabt ass. Dat steet och esou bei eis am Gesetz. Do brauch een zwee medezinnesch Avisen, fir dat duerchféieren ze kënnen. Also dowéinstér géinge mir ... Ech mengen, do gëtt et verschidde Contrainten, och vu Gynekologen; déi schwätze sech och nach dergéint aus, esouwäit ech dat nach an Erënnerung hu vun engem Avis. Dowéinst si mir do ganz kloer dergéint.

Beim Délit d'entrave – d'Madamm Hartmann hat et grad erwänt –: Eis Suerg ass do ganz grouss, wat d'Dokteren an all déi aner Professions de santé betrëfft. Ech mengen, elo steet et am Gesetz dran, dass keen Dokter oder keng Profession de santé dozou ka gezwonge ginn. Dat ass eis ganz wichteg. Dowéinstér kënne mer dee Punkt och am Moment esou net matdroen. An dowéinstér géing ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Bernard, duerno den Här Clement an dann den Här Baum.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci villmools, Här President. Ech mengen, ech hat mech a menger Ried scho ganz kloer en faveur vun de genannte Punkten ausgeschwat.

Ech géing gären op d'Remark vun der honorabler Madamm Adehm agoe ronderëm d'Eethik, den Avis vum Eethiksrot. Et muss ee soen, dass d'ailleurs de franséischen Eethiksrot sech ganz kloer an där Richtung positionéiert huet. En axiéiert seng Reflexioun op d'Prinzipie vun der Autonomie, vun der Bienfaisance, der Equitéit an der Non-malfaisance à l'égard des femmes. An e considéiert, dass et keng Objektioun eethescher Natur géing ginn, déi dogéint géing schwätzen, beim Delai vun 12 op 14 Wochen ze goen. Also do gëtt et duerchaus, mengen ech, och ganz vill géigesätzlech Opiniounen.

Ech mengen, mir hunn et hei scho mat enger ganz wichtiger Fro ze dinn. Ech si frou, dass mer se haut nach eng Kéier ganz kloer kënnen tranchéieren. Eis Positioun ass op alle Fall kloer: Mir sinn en faveur, a mir géingen och dowéinstér d'Motioun vun der LSAP ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hu virun a menger Ried gesot: Mir musse schwéier Diskussiounen féieren, schwéier Gespréicher féieren. An dat heiten ass eng vun deene Froen, déi kengem esou liicht fält a wou déi verschidden Avisen, déi mer an der Vergaangenheet dozou kruten, ëmmer erëm zu ambiguë Resultater koumen. Ech schwätze vun der Verlängerung vum Delai. Dat ass eng Fro, déi och net schwaarz a wäiss ze beäntweren ass, well um Enn vum Dag ass et eng moralesch an eng eethesch Fro. An ech di mech e bësse schwéier domadder, sou wéi mer dat schonn eng Kéier haten, dat an enger Motioun ze traitéieren.

An ech hunn dat och an der Santéskommissioun deemools gesot, wéi mer iwwert d'Amendementen vun

der LSAP geschwat hunn, dass mer op deem Punkt e méi breeden Debat brauchen. A jo, ech verstinn, dass e breeden Debat heiansdo Zäit brauch. An ech verstinn, dass e breeden Debat net ëmmer einfach ass. Mee et kann een net soen, dass een et dofir net mécht. An dofir, mäi Wonsch wär och ... Mir hunn eis och dozou ofgeschwat, dass et ganz kloer ass, dass mer zu der Verlängerung vum Delai haut net kënnen d'Zoustëmmung ginn an eis deementsprechend bei der Motioun missten enthalen.

Wa mer awer just iwwert den Délit d'entrave schwätzen, ass et ganz kloer, dass mer derfir sinn. Well dat ass eppes, wou aner Länner eis gewisen hunn, wéi et geet, wou et och ganz kloer ëm d'Selbstbestëmmung geet a wou et keng schwéier Diskussioun gëtt, éier mer dozou kënne kommen.

An dofir, wann d'LSAP eng Ouverture weist, wéi scho gefrot, fir just iwwert den zweete Punkt ofzestëmmen, ganz kloer e jo, soss leider eng Enthalung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et gëtt gesot: „Mir müssen dat méi breet diskutéieren“, mee dat heiten ass elo fir d'Drëtt, dass mer et diskutéieren. Also iergendwann, mengen ech, muss ee bei den Diskussiounen awer och zu Konklusiounen kommen.

Ech versti verschidde Froestellungen, denken awer, dass et genuch Elementer gëtt, fir gudder Gewëssens ze soen, dass een déi Frist vun 12 op 14 Woche verlängere kéint. Mir ënnerstëtzen dat. Gradesou wéi d'Kolleege vun de Grénge gesot hunn, ënnerstëtze mer och op deem dote Punkt d'Propositioun vun der LSAP.

Den Délit d'entrave: No deem, wat ech bis elo héieren hunn, géif dat schonn eng quasi Unanimitéit ginn, wann een dat géif ...

(Interruption)

Mat fënnf, jo. Well d'Fra ass jo responsabel, wa se schwanger ass, an esou Saachen hu mer jo elo héieren, gell.

Mee den Délit d'entrave, wann dat déi Ouverture awer ass, géif ech de Kolleege vun der LSAP zumindest uroden, et opzesplécken, fir dass een zwee Votte kann hunn iwwert déi zwee Punkten. An ech mengen, dass mer do dann awer schonn als Chamber e groust Stéck viru wieren, wa mer zumindest d'Méiglechkeet géifen iwwerpräiwe loosse, den Délit d'entrave anzeféieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Domat wär d'Lëscht vun deene Riedner, déi sech gemellt hunn, ofgeschloss. Da géing ech der Auteurs vun der Proposition nach eng Kéier d'Wuert ginn. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv, mir hu schonn e puermol driwwer geschwat. Ech mierken awer, dass nach Diskussionsbedarf besteet. Den Avis vun nationalen Eethiksrot ass hei zitéiert ginn, dass d'Membere sech do net eens gewiescht wäeren. Nee, dat ass falsch. Si hu sech just net dozou prononcéiert, well se gesot hunn, am Endeffekt wär et e Choix politique, ob ee gäre vun 12 op 14 Woche wéilt eropgoen.

D'Madamm Hartmann huet eng Rëtsch Froe gestallt. Do gëtt et och dee ganz interessanten Avis scientifique aus der Belsch, dee wierklech eng formidable Aarbecht do geleescht huet, soudass ech proposéieren, deen dote Punkt hei aus der Motioun dann erauszehuelen, a gären nach eng Kéier déi

Diskussioun dann an der Kommissioun féieren, wou mer eis nach méi Zäit huelen an effektiv déi Avisen nach eng Kéier kënne duerchhuelen. Well am Ausland hate se och déi Diskussiounen, si sinn awer op deem dote Wee gaangen. Et ass net, wéi wa mer elo hei zu Lëtzebuerg fir d'éischt géifen esou eng Friste-verlängerung maachen.

Dofir, et geet an da solle mer eis eeben déi Modeller ukucken. Mir proposéieren dann, wéi gesot, deem éischten Tiert erauszehuelen. An da fannen ech dat absolutt e staarkt Zeechen, wa mer eis hei praktesch – bis dann op eng Fraktioun – eens wäeren, dass mer awer den Délit d'entrave wëllen aféieren, dat heescht, der Justizministesch dee Moment den Optrag ginn, dat doten ze préiwen. Och do ass jo schonn d'Viraar-becht gelescht ginn duerch déi Proposition-de-loie vun der LSAP a vun der DP. Do ass jo schonn eng Aar-becht, dass mer dat kéinte maachen.

An esou géif ech dat dann zum Vott stellen an ech soen da Merci fir dee Support.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Bofferding Merci.

Da géinge mer zum Vott vun där ofgeännerter Motioun hei kommen. Déi Motioun ass also deemge-méiss ofgeännert, dass deem éischten Tiert nom Invite erausgeholl ginn ass an datt deem zweeten Tiert iwwert den Délit d'entrave deem eenzegem ass, deem bäibehale ginn ass. Ass elo jiddwerengem kloer, wouriwwer mer ofstëmmen?

(Assentiment)

Da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– *considérant que le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est un droit fondamental de chaque femme ;*

– *considérant que l'accès sécurisé à l'IVG est une question de santé publique ;*

– *considérant que 1.030 IVG ont été planifiées avec le support du planning familial luxembourgeois en 2024 ;*

– *considérant que le délai légal d'interruption de grossesse a été prolongé de 12 à 14 semaines de grossesse (de 14 à 16 semaines) en France en 2022 ;*

– *considérant le rapport du comité scientifique en charge de l'évaluation de la loi et de la pratique de l'avortement en Belgique (2023) ;*

– *considérant l'avis sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion de la Commission nationale d'éthique (2024) ;*

– *considérant que le droit à l'avortement est actuellement remis en question dans différentes régions du monde où il semblait pourtant acquis ;*

– *considérant la mise en place dans la législation française du délit d'entrave à l'avortement en 1993, dispositif étendu en 2017 à la sphère numérique ;*

– *considérant que le délit d'entrave faisait partie intégrante d'une proposition de loi déposée en 2007 par la députée Lydie Err, proposition de loi qui a été déposée à nouveau en 2010 par la députée Lydie Polfer ;*

– *considérant l'avis de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg relatif au projet de loi 8490 qui recommande la prolongation du délai d'accès à l'IVG de 12 à 14 semaines de grossesse et l'introduction d'un délit d'entrave à l'IVG,*

invite le Gouvernement à

intégrer la notion de « délit d'entrave » à l'avortement dans la législation luxembourgeoise, sanctionnant le fait

d'empêcher ou de tenter d'empêcher par tout moyen de pratiquer ou de s'informer sur une interruption volontaire de grossesse.

(s.) *Taina Bofferding, Liz Braz, Paulette Lenert.*

Vote sur la motion 1 modifiée

Da géinge ech de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 6 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 54 Jo-Stëmmen géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 modifiée est adoptée par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zu der zweeter Motioun. Dat ass eng Motioun, déi vun der Madamm Alexandra Schoos de-poséiert ginn ass. Madamm Schoos, wëllt Dir duerno nach dozou Stellung huelen?

(Assentiment)

Wien hëlt zu dëser Motioun Stellung? Ech gesinn elo d'Madamm Adehm. Madamm Adehm, da fänt Dir un.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci. Also, mat där heiter Motioun hu mer e Problem, deem an déi Richtung geet, dass vun der Regierung gefuerdert gëtt, dem Observatoire national de la santé den Optrag ze ginn, déi Donnéeën ze erhiewen. Et ass esou, dass den Observatoire national de la santé keng Donnéeën selwer erhieft, mee e schafft mat Donnéeën, déi e vu verschiddene Säite kritt. Dat heescht, et ass ganz schwierig, dat heiten esou ëmzesetzen – fir net ze soen onméiglech –, well dat net dem Observatoire seng Missioun ass.

Wat nach derbäi kënnt – dat war och schonn an der Kommissioun ugeschwat ginn –, dat ass, dass et aktuell relativ schwierig ass, en Ennerscheid ze maachen zwëschen engem Curetage an enger IVG, an den Dokter kann eigentlech dat aginn, wat e wëll. An et gëtt elo net onbedéngt do ... Also, et kann een och nach dohinner goen a bei der CNS Donnéeën huelen,

mee wann den Dokter amplaz vum Code vun enger IVG de Code vun engem Curetage agëtt, dann ass dat eeben einfach esou. An da kann een dat net im Nachhinein nokontrolléieren.

Mee d'Ministesch hat eis awer an der Kommissioun scho versprochen, wéi mer iwwert déi dote Saach diskutéiert hunn, dass si mat den Dokteren driwwer schwätzte géinge, wéi een dat dote kéint an Zukunft maachen. An duerfir géif ech soen, mir sollen dat heiten à ce stade ofleenen an einfach emol ofwaarden, wat d'Ministesch bei hire Gespräicher erreecht um Niveau vun den Dokteren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hat virdru gesot, dass mer onbedéngt Statistiken hei bräichten, déi iwwert dat erausginn, wat déi gutt Aarbecht ass vum Planning familial. Ech hat dat effektiv awer och an der Kommissioun schonn opgeworf an do hat effektiv d'Ministesch gesot, dass een hei misst kucken, wéi een déi Statistiken hei och kéint eraassen, dass een do misst kucken, ob ee mat de Codë schafft. Ech denken, dass dat ganz, ganz wichteg wär.

Wann den Observatoire net deem ass, deem dee Rôle huet, da suivieren ech dat, wat d'Madamm Adehm proposéiert huet, an ech géif och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net matzestëmmen a mech do op d'Ministesch verloossen, wat dat ass, wat mer an der Kommissioun scho beschwat hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci Madamm Hartmann. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, mir haten och schonn eng Motioun am Februar, wou mer och gefuerdert hunn, dass Donnéeën sollen erhiewe ginn, allerdéngs iwwer en anere Wee. Bon, et ass elo grad schonn erkläert ginn, firwat den Observatoire national vun der Santé elo net dat Gremium ass: well en net esou operéiert. Och déi Diskussioun mat de Coden ass eng, déi jo nach usteet, wou mer och gefuerdert hunn, dass dat eng Kéier muss aneschtters gereegelt ginn.

Mir dinn eis e bësse schwéier hei mat der Motioun, wou dann och drasteet, dass d'Grënn sollen erhiewe ginn, firwat ee sech ëmdecidéiert. Bon, wa mer der Meinung sinn, dass et enger Fra zousteet, déi Decisioun ze huelen, dass kee sollt jugéieren an dass se keng Grënn soll mussen ugin, dann ass et och schwierig, hei d'Grënn ze erhiewen. Dat dote geet fir eis vill ze vill wäit. Dat steet eigentlech am Widersproch zu deem, wéi mir et gären hätten, tout en sachant, dass mir d'Chiffere brauchen, mee do hu mer jo elo héieren, dass och do Iwwerleeunge respektiv Diskussiounen ustinn, soudass mer déi heite Motioun net wäerte matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Ech géif mech menge Virriedner och an deem Sënn uschlëssen. Ech mengen, dass mer eis generell kënnen eens sinn iwwer d'Approche, dass mer méi Donnéeën brauchen. De Wee dohinner schéngt, mengen ech, e bësse méi komplex ze sinn, wéi dat hei an der Motioun op den éischte Bléck wierkt. Ech mengen, do muss ee schonn och eng realistesch Virgeeënswies fannen, och eng, déi d'Anonymitéit trotzdeem waart, och dat fannen ech ganz, ganz wichteg.

An ech ka wierklech och nach eng Kéier ënnersträichen: D'Argument, dat d'Madamm Bofferding sot par rapport zu de Grënn, wisou een eng IVG mécht, ech mengen, dass dat absolutt an deem Sënn u sech irrelevant ass an datt dat och eng Fro ass, déi ech hei u sech net wëllt weider creuséieren, well se, mengen ech, wierklech kontradiktöresch ass par rapport zu der Debatt, déi mer virdu gefouert hunn. Och do-wéinsten géng ech menger Sensibilité politique recommandéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech ginn net nach eng Kéier drop an, datt den Observatoire national de la santé dee falsche Wee wär, mee ech wëll awer e bëssen op déi Argumenter hei agoen, déi virbruecht ginn.

Mir hu virdrun eng Debatt gehat, wou mer kloer gesot hunn: „Mir bekennen eis zum Recht vun der Fra, iwwer hiren eegene Kierper ze entscheeden.“ An elo wëlle mer iwwert d'Hannerdier ..., oder et probéiert eng Fraktioun heibannen, iwwert d'Hannerdier da psychologeschen Drock op genau déi Fraen erëm opzebauen, andeem se dee Moment, wou se viru warscheinlech där schwéierster Entscheedung vun hirem Liewe stinn, nach eng Kéier e Questionnaire virgeluecht kréien, fir gesot ze kréien: „Jo, Moment, ass dat doten elo wierklech medezinnesch indizéiert oder net?“ Ma wat ass medezinnesch indizéiert? Eng Psychos kann zum Beispill medezinnesch indizéiert sinn. Geet Iech dat eppes un? Geet dat iergendee vun eis heibannen eppes un, ob dat e relevante Grond ass? Héchstwahrscheinlech net.

Wat sinn d'Grënn fir d'Ofdreiwung? Ma do gëtt et eng Hickecht vu Grënn. Musse mer déi erhiewen, wann de Choix, dee mer elo politesch geholl hunn, ass ze soen: „Ma dat ass Äre Choix?“ Nee, da geet et fir eis och net méi un, hei nach psychologeschen Drock op Fraen an hirem vulnerabelste Moment ze maachen, ze soen: „Elo setze mir Iech nach eng Kéier ënner Drock: Iwwerleet Iech dat nach eng Kéier! Iwwerleet nach eng Kéier!“ Dat ass eng Taktik, déi an Amerika vun der extremer Rietser benotzt gëtt, fir méiglechst vill Drock ze maachen a fir ze soen: „Ma iwwerleet Iech et nach eng Kéier! Wannechgelift kritt Kanner!“ An ech hu virdu genau déi nämmelecht Argumenter héieren. Ech wollt virdrun u sech net drop agoen, ech hu virdrun déi nämmelecht Argumenter héieren: „O, mir mussen d'Fraen als Éischt emol driwwer informéieren, wat se u Geld kënnen kréien, wa se d'Kand awer kréien.“

(Interruption)

Ma Dir hutt gesot: „Mir mussen se opklären iwwert d'materiell Méiglecheiten, déi se kréien, wa se d'Kand geifen halen.“ Dat ass en Argument, dat traditionell vun der extremer Rietser an Amerika benotzt gëtt. An dat hu mer heibannen an der Chamber héieren. An elo hu mer hei eng Motioun virleien, déi u sech genau dat mécht, wat ech virdu kritiséiert hunn, nämlech mat Mythen an uralen Traditionen em den Eck ze kommen, fir d'Fräiheet vun de Fraen erëm a Fro ze stellen. An dofir gëtt et hei nëmmen eng kloer Äntwert, an dat ass, se ofzeleenen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

(Interruptions)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech gi meng Virriednerinnen an dem Här Clement och Recht. Ech deelen déi selwecht Konklusiounen. Ech mengen, datt den Observatoire ... Ech weess net, ob dat dat richtegt Gremium ass, fir effektiv

déi Donnéeë selwer ze erhiewen, well e jo éischter Donnéeë verschafft. Dat ass awer éischter e formaalt Argument.

Wa mer mat der Zilsetzung och averstane sinn, ze soen: „Mee mer brauche méi Donnéeën“, sou wësse mer awer, datt dat héichsensibel Donnéeë sinn. An notament gi bei mir awer d'Alarmklacken heftegst un, wann et dann op eemol awer em d'Grënn geet, firwat e Mënsch oder eng Fra sech decidéiert huet zu deem Akt, soudatt ech mengen, datt dat hei net de richtige Wee ass, wéi mer kënnen zu méi Zuelen an zu enger méi opgeklärter Debatt kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss. An d'Madamm Schoos als Auteure géng d'Wuert kréien. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Ech riichte mech fir d'Éischt un déi zwou Majoritéitsparteien. Ech begrëssen, dass dann iergendwelch Informatiounen sollen erhiewe ginn, wat d'Madamm Ministesch dann och gesot huet an der Kommissioun. Ech mengen, de But ass wichteg: dass mer weider Informatiounen kréien. Et ass hei gesot ginn an de Riede virdrun an och vun deenen zwou Majoritéitsparteien, dass eis Donnéeë feelen, dass mer déi onbedéngt brauchen.

Ech muss awer hei de Kapp rëselen: „eng Hannerdier“, oder wéi och ëmmer. Ech mengen, ech si selwer Wëssenschaftler, ech hätt gär Donnéeën, fir dass ech mech, wann ech Decisiounen muss huelen, op déi baséiere kann. Wann hei vun de Grënn geschwat gëtt, dass do psychologeschen Drock ausgeübt soll ginn – majo, wann ech gär Grënn hätt, dann ass dat, fir dass ech weess, wou ech bei menger Preventioun muss usetzen. Wou läit de Problem? An dat ass och deen eenzege Grond dofir. Medezinnesch oder net medezinnesch, ma dat decidéiert den Dokter, ob eppes medezinnesch indizéiert ass oder net.

Wéi ech virdu scho gesot hunn: Och iwwer zweilef Wochen eraus kann een aus medezinneschem Grond eng Ofdreiwung duerchféieren. Wéi gesot, et ass den Dokter a soss guer keen, deen déi Decisioun hëlt.

Wann et e formelle Problem ass mam „Observatoire national de santé [...] ze erhiewen“, dat ass ok, do kéint ech och „ze sammeln“ oder „zesammenzusetzen“ setzen, oder wéi och ëmmer, dat kéint ech er-setzen, an duerno „ze analyséieren an zougänglech ze maachen“. Ech mengen, wann dat deen eenzege Problem ass fir dee Punkt, kann ech dat ganz gär upassen.

Mee, wéi gesot, hei ass guer keng Hannerdier. Dat hei ass einfach, fir ze kucken, wou de Problem läit. An ech hunn haut schonn dacks héieren: d'Recht vun der Fra, d'Selbstbestëmmung vun der Fra. Wéi gesot, d'Selbstbestëmmung an d'Recht vun der Fra fänke virun der Ofdreiwung un an net eréischt mam Akt vun der Ofdreiwung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géng dës Motioun vun der Madamm Schoos zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5, Nee: 55, bei kenger Abstentoun. Dës Motioun ass also mat 55 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Maurice Bauer), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

17. Ordre du jour (suite)

An ier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, wollt ech proposéieren, datt mer nach déi Motioun, déi d'Madamm Lenert no enger Question élargie deposéiert huet, géingen, wann Der domat d'accord sidd, elo direkt traitéieren, well d'Madamm Minister nach hei ass. Madamm Lenert, ass dat fir Iech ok?

(Assentiment)

Da kënnen mer dat esou maachen.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Dat ass am Accord mat de Leit ofgeschwat ginn, soudatt mer dat probéieren, well mer d'Ministesch hei hunn, Madamm Tanson, just als Explikatioun. D'Madamm Tanson freet dat, well mer am Prinzip de Prinzip geholl hunn, datt mer net direkt, ausser jiddwereen ass domat d'accord, Motiounen drunhuelen, mee een Dag oder zwee waarden, fir datt jiddwereen ka seng Stellung ausschaffen. Hei ass ofgeschwat ginn, datt mer et elo kënnen maachen, an dofir géng ech dat gär duerchféieren. Dat zur berechtigter Nofro an zur Explikatioun. Voilà.

18. Motion de Mme Paulette Lenert relative à l'adaptation du règlement ministériel relatif au don du sang en y introduisant le principe selon lequel : « Nul ne peut être exclu du don de sang en raison de son orientation sexuelle »

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 30 de ce compte rendu)

Elo ass meng Fro, ob d'Auteure wëllt direkt dozou Stellung huelen oder ob se dat wëllt duerno maachen. An dann ass meng Fro: Wie wëllt dozou Stellung huelen? D'Madamm Kemp huet gefrot. Den

Här Clement huet gefrot. Mee da fänke mer mat der Madamm Kemp un, jo.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dës Motioun ass superfetatoire, well dat, wat an dëser Motioun gefuerdert gëtt, ass eigentlech dat, wat am Accord de coalition drasteet. A sou wéi d'Madamm Ministesch scho gesot huet, lafen do schonn Diskussiounen. Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. D'Madamm Bernard, duerno den Här Clement.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dat ass elo e bësse méi schnell gaangen, wéi ech geduecht hat. Bon, also, Pabeier ass gedëlleg. Am Accord de coalition stinn eng Rei Saachen. Dat heescht awer elo nach laang net, datt se alleguerten ëmgesat ginn. Ech mengen, dass dës Motioun elo mol e gudden Incentive wier, fir datt dat och wierklech soll geschéien. Ech si frou, dass Der esou iwwerzeegt sidd vun Ärem Pabeier. De Bilan maache mer dann, mengen ech, zum Schluss vun der Legislatur.

Dat heiten ass, fannen ech, eng interessant Fro, well mer virun enger Rei Méint jo och schonn d'Diskussioun haten, wat mam Centre de transfusion sanguine geschitt. Dee Moment krute mer gesot, dass d'Reflexioun géing bestoen, dorausser en Établissement public ze maachen. Dann ass et nach vill manner eng Fro dovun, wat d'Croix-Rouge wëll a wat de Staat wëll, mee dann ass et eng Fro ganz eleng vun dem Staat, wéi en domadder wëllt ëmgoen. A spéitstens zu deem Moment ass et wichteg, do Faarf ze bekennen.

An ech mengen, dass et awer hei ganz interessant wier, nach e bësse méi d'Reflexiounen vun der Regierung ze héieren, an ech hoffen, datt d'Madamm Ministesch dozou och nach Stellung hëlt, well dat awer eng grouss Fro ass, déi do am Raum steet. Nach héiert een e bëssen eraus aus den Erklärungen, dass et e bëssen e Spillball ass: D'Croix-Rouge seet, de Staat seet, an et geet esou e bëssen hin an hier. Et hänkt eeben ëmmer e bëssen dervun of, mat wem ee schwätzt, wie grad de Ball huet.

Ech géif et wichteg fannen, dass hei d'Regierung elo kloer Faarf bekennt. An dowéinsten géif ech recommandéieren, dës Motioun matzestëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech hunn elo nach Wuertmeldung vum der Madamm Hartmann, der Madamm Schoos, dem Här Clement an dem Här Baum. Ech géing also der Madamm Hartmann d'Wuert ginn.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der wëllt de Mikro umaachen? Merci.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Déi Diskussioun hei, déi ass jo och net nei, an do sinn och schonn eng ganz Rei Question-parlementairen an der viregter Legislatur gestallt ginn, wou ech elo net genau verstinn, firwat mer et dann och net schonn an der viregter Legislatur fäerdegbruecht hunn, dat ëmsetzen. Mee mir sti favorabel derzou, well et jo och an dem Koalitionsaccord steet. An ech hunn do vollt Vertrauen an d'Ministesch, dass mer dat heiten dann och wäerten ëmsetzen. Duerfir brauche mer déi heite Motioun net. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass et un der Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Et ass jo elo och schonn erlaabt, souwäit ech

informéiert sinn, fir homosexuell Koppelen, Plasmaspenden ze ginn. An och bei heterosexuelle Koppelen ass et zum Beispill net jiddwerengem erlaabt, Blutspenden ze ginn. Och do si ganz strikt Kontrollen.

Ech mengen, wann ech dat elo richteg gesinn hunn an där kuerzer Zäit, fir elo nozerecherchéieren, ass awer ëmmer nach d'Suerg vun engem Infektiounsrisiko. Ech mengen, dass een dat muss kucken an den Detail analyséieren an ofweien, wéi grouss de Risiko op där enger Säit an op där anerer Säit ass, egal wat fir eng sexuell Orientatioun een huet, dass een dat weeder fir déi eng nach fir déi aner, mee oppe muss kucken, dass een dat do individuell muss kucken. An dowéinsten géif ech proposéieren, dass mir eis bei dëser Motioun enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, „et ass superfetatoire“, dat ass jo sou d'Liblingsargument vun der Majoritéit, wa se eppes wëllt op d'laang Bänk schiben. Dat wësse mer.

Dat heiten ass awer eppes, wou mer esou lues wierklech missten ophalen, et op d'laang Bänk ze schiben. Jo, ech mengen, datt een zu Recht der viregter Regierung kann d'Kritick maachen, datt et nach net geschitt ass, trotz Question-parlementairen, trotz Ëmmer-erëm-drop-Hiwierken. Ech mengen, datt een déi Kritik ubréngen däerf an ubréng muss.

Dat entschëllegt awer net, datt dës Regierung genau dat nammlecht nach eng Kéier mécht an et erëm op d'laang Bänk schiibt. U sech ass dat heiten eppes esou Evidentes! Eis Nopeschlänner hunn et virgemaach. Mir kënnen eis dorunner inspiréieren. Mir sinn net Virreider. Et ass net revolutionär. A mir géifen eppes maache fir eis Blutreserven, déi permanent ze déif sinn – zumindest wann een all den Annoncen nolauschtert –, fir do weider Pisten opzemaachen. A genau dowéinsten ass et u sech evident, wéi een hei ofstëmme soll, nämlech mat Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Effektiv, mam Inhalt si mir komplett averstanen. Et ass eppes, wéi den Här Clement virdru gesot huet, wou een eventuell souguer regrettéiere kann, datt dat net scho laang de Fall ass. Mee dat dann elo, wann et inhaltlech jo awer en enorm grouss Konsens ze gi schéngt, mam Argument, datt et superfetatoire wier, ofzeleenen, ass awer komesch.

An och wann den Här Zeimet elo aus dem Keime bal net méi erauskomm ass, ...

(Hilarité)

... muss ech awer soen: Mee wann Der dat weiderdenkt, da kann d'Majoritéit jo ni méi eng Motioun maachen, wou eppes drasteet, ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... wat am Regierungsaccord steet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Also géif ech proposéieren, dat heite matzestëmmen. Mir kéinten als Chamber eng awer ganz grouss, bis op eng Fraktioun, inhaltlech Iwwerzeegung matdeelen. D'Ministesch géif gestärkt aus dëser Diskussioun erausgoen. An en CSV-Minister, dee gestärkt gëtt, dat ass jo och net all Dag üblech.

(Hilarité)

Duerfir, ech invitéieren: Jo, mir sollen dat hei stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da géing ech der Madamm Minister d'Wuert ginn. An duerno kritt d'Auteure nach d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci fir all déi Remarken. Ech wëllt kuerz op dat agoen, wat d'Madamm Bernard gesot huet. Jo, ech hunn hei Mëtt November eng Kéier d'Iddi lancéiert, aus deem Bluttransfusionszenter en Établissement public ze maachen. Dann hätte mer deen dote Problem geléist an da kéinte mir als Staat d'ganz Verantwortung iwwerhuelen.

Mee well mer der Croix-Rouge en Agreement ginn hunn, fir dat doten ze maachen a well d'Croix-Rouge dat da fir eis mécht, kënne mir als Staat net d'ganz Responsabilitéit einfach esou iwwerhuelen. Do géife mer e Precedent kreéieren. An dat ass diskutéiert ginn an deene Reunionen, déi och schonn ënnert der leschter Regierung gefouert gi sinn.

Mir sinn zouversichtlech – an ech gi gestärkt aus dëser Debatt ervir –, datt mer déi Diskussiounen ...

(Interruption et hilarité)

... do weider kënne féieren an datt mer laut Accord de coalition dat doten och an dëser Legislaturperiod hoffentlech zu engem gudden Enn bréngen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Da ginn ech der Auteure d'Wuert, der Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci. Ech si berouegt iwwer déi grouss Zoustëmmung quant au fond. De Reproche, dee gemaach ginn ass, dass et net zu Enn bruecht ginn ass, dee kann ech ganz gären akzeptéieren. Ech muss soen, bei mir selwer war de Gedoldsfuedem extreem dënn um Schluss vun der Legislatur. Si c'était à refaire, hätt ech wahrscheinlech déi lescht Woch dee Règlement ministériel geholl, well ech hätt en aleng kënnen huelen. Ech war wahrscheinlech ze fein. Mir hunn ons agelooss op deen Deal, dass een dat verbënnt. Ech hunn ni den Zusammenhang gesinn.

Mir müssen eis ëmmer erëm drun erënneren, wou-vunner mer hei schwätzen. Mir schwätze vun enger absurder Reegel. De Risiko ass net erhéicht. D'Krankheete kommen net zur Fënster erageflunn. An hei stouf mer wierklech Koppelen of, wou et keen objektive Grond dofir gëtt.

An da kënnt och de Punkt, dass ee seet: Gutt, wa mer dann och nach soen, mir verbannen dat, da muss ee sech iergendwann eng Kéier e Punkt setzen. Wéini hält een dann op mat diskutéieren? Ech konnt mech dee Moment hiräisse loossen, ze soen: „Ok, da probéiere mer dat. Mir weise gudde Wëllen, mir probéieren dat.“ Et war och anscheinend bal op en Enn komm. Mee iergendwann muss awer Schluss sinn. Fir mech perséinlech war dee Moment effektiv schonn um Schluss vun der leschter Legislatur erreecht. Wéi gesot, et ass e grouss Regret, deen ech hunn. Ech akzeptéieren och dee Reproche dofir.

Ech géif dat net nach eng Kéier esou maachen, wann ech nach eng Kéier an där Positioun wär. Mee säithier ass nach eng Kéier ganz vill Zäit verstrach. An et ass e Problem. Ech mengen, mir kéinten hei wierklech e staarkt Zeeche setzen. Et gëtt kee Grond, dat do weider uneneenzekoppelen, zemoos wann iwwer Joren – effektiv, elo kann ee soe Joren – einfach keen Accord fonnt gëtt bei där Reschtverantwortung, déi

bleift. Wat en aneren, nach vill méi e fundamentale Problem ass, dee sécherlech net esou einfach ze léisen ass wéi dat heiten, iwwer e kleng Saz an engem Règlement ministériel, deen Dir, Madamm Minister, ganz aleng kéint huelen. Do kéint Der Iech schonn emanzipéieren, wann Der dat wéilt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Da géng ech d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert zum Vott stellen.

Vote sur la motion

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kéint Der nach kucken, ob alleguer d'Stëmme ofgi goufen? Gutt. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 34, Abstentiuonen: 5. Dës Motioun ass also mat 34 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui: M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jeff Boonen) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusti Graas), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel;

Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

19. 8303 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8303 iwwert d'Ännerung vum Gesetz iwwert den nationalen Ënnerstëtzungsfong am audiovisuelle Sektuer. D'Riedezäit ass hei e Basismodell, dat heescht, jiddwereen huet 5 Minutten, de Rapporteur 10, d'Regierung 10. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Georges Engel, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de

Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture et de la Commission des Médias et des Communications

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mam Gesetzesprojet 8303, dee mer haut hei am Plenum behandelen, iwwerschaffe mer de gesetzleche Kader, deen d'Instrumenter an d'Funktionsweis vum Filmfong betrëfft respektiv reegelt. Dëse Gesetzesprojet huet effektiv als Zil, d'Gesetz vum 22. September 2014 iwwert de Filmfong, de Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, ze änneren.

Et geet drëm, d'Gesetz den Entwécklungen am Beräich vum Droit, deen d'Staatshëllef betrëfft, unzepassen a verschidde Recommendatiounen oder Konklusiounen, déi de Rechnungshaff, also d'Cour des comptes, an d'Budgetkontrollkommissioun zum Filmfong formuléiert haten, ëmzesetzen.

Zur Erënnerung: De Filmfong huet ënner anerem als Aufgab, déi cinematografesch – dat ass en Zungenbrecher – an audiovisuell Kreatioun ze encouragéieren an domadder d'Entwécklung vum Sektuer vun der audiovisueller Produktioun am Grand-Duché ze promovéieren. Dat geschitt virun allem duerch déi sougenannten „aides financières sélectives“, AFS an der Ofkierzung.

D'Aides financières sélectives falen an de Champ d'application vum EU-Reglement mat der Nummer 651/2014, dat verschidde Kategorië vun Hëllef fir kompatibel mam Bannemaart deklaréiert, dat an Applikatioun vun den Artikelen 107 an 108 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. Dëse Kader preziséiert d'Modalitéiten, déi spezifesch fir d'Régimes d'aide en faveur vun der audiovisuelle Wierker sinn, virun allem d'Form an d'Attributionsbedéngunge vun der Hëllef, déi um nationale Plang ze respektéieren sinn.

Wéi scho gesot, dat éischt Zil besteet doranner, der Entwécklung am Droit vun de Staatshëllef Rechnung ze droen.

An dat zweet Zil ass, déi gesetzlech Recommendatiounen, déi sech aus dem Spezialrapport vum Rechnungshaff iwwert de Filmfong aus dem Joer 2022 erginn, souwéi och d'Recommendatiounen aus dem Rapport vun der Budgetkontrollkommissioun vun 2023 ëmzesetzen. Et gouf jo net mat Objektiounen a Kriticken un der Funktionsweis gespuert.

Esou gesäit dëse Projet vir, d'Ziel vun de Memberen am Verwaltungsrot vun dräi op fënnf eropzesetzen, wat zu enger méi breeder Gouvernance féiert.

De Verwaltungsrot kritt och nei Aufgaben. Esou kann en den Direkter an d'Direktiounspersonal vum Fong engagéieren an entloossen, e ka Konventiounen gutt heeschen, déi mam Staat kënnen ofgeschloss ginn an en definéiert d'Akafspolitik souwéi déi intern Prozeduren, wat d'Passatioun vun de Marchés publics ugeet.

Wat de Comité de sélection ugeet, esou kann d'Mandat vun den externe Memberen nëmmen nach eemol verlängert ginn. D'Dauer vum Mandat gëtt awer vun zwee op dräi Joer eropgesat, fir datt dës Membere méi Zäit hunn, fir sech mat den Eegenaarten, de Particularitéiten, vum Lëtzebuurger Land ze familiariséieren.

Et sief nach preziséiert, datt den Direkter an d'Personnal vum Fong ënnert dem Privatrecht engagéiert ginn, esou wéi de Code de travail dat virgesäit an esou wéi dat och an deenen anerem Etablissements publics de Fall ass.

Fir dem Audit aus dem Joer 2018 Rechnung ze droen, gëtt och e Compliance Officer geschaf, deen dem Verwaltungsrot e Rapport mécht. Et muss een awer soen, datt et dëse Poste momentan am Fong scho gëtt, soudatt dës Dispositioun elo nach just am Gesetz verankert gëtt.

Da gëtt och nach d'Méiglechkeet vun enger Aide de minimis agefouert, déi Betriber zegutt kënn, déi e Projet verwierklechen, deen als Zilsetzung huet, déi audiovisuell Kreatioun an d'Entwécklung vum Filmsektuer zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Et ass dës en ergänzend Instrument zu de selektive Finanzhëlfe, dat méi kleng, innovant a variéiert Projekte soll ënnerstëtzen. Dës soll och nei Acteuren ënnerstëtzen an domat de kulturellen an artistesche Räichtum vum Land promovéieren.

Wat d'Aide de minimis ugeet, esou gëtt de Plaffong vun 300.000 Euro pro Betrib op eng Period vun dräi Joer fixéiert. D'Amendementen, déi d'Regierung abruucht hat, sollen derfir suergen, datt déi gesetzlech a funktionell Kohärenz tëscht den effentlechen Etablissements, déi dem Kulturministère ënnerstinn, geséichert ass an datt hir Kohäsioun a Gouvernance verstärkt ginn.

Zu dësem Gesetzesprojet goufe verschidden Avisen agereecht, woubäi et der dräi gëtt, déi besonnesch ervirziewe sinn. Dat wieren den Avis vum Staatsrot, den Avis vun der Handelskummer an den Avis vun der Kummer vun de Staatsbeamten.

De Staatsrot hat insgesamt dräi Avisen ofginn, deen éischten den 22. Dezember 2023, nom Depot vum urspringlechen Text. Nodeems den Text eng éischte Kéier amendéiert gouf, huet de Staatsrot en zousätzlechen Avis den 22. Oktober 2024 ofginn. Schlussendlech, nodeems d'Chamber eng Rei vun Amendementen an der Kommissioun proposéiert hat, huet de Staatsrot en zweeten zousätzlechen Avis ofginn. Dëse koum den 3. Juni 2025 eraus.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot véier formell Oppositiounen ausgeschwat, déi mat Bedenken zu der Bezuelung vum Personal vum Fong verbonne waren a mat de sougenannten Aides de minimis. Duerch déi Amendementen, déi proposéiert goufen, war de Staatsrot an der Lag, all seng formell Oppositiounen opzehiewen. Fir weider Detailler verweisen ech do op mäi schrëftleche Rapport.

D'Handelskummer hat hirersäits zwee Avisen ofginn. Hire éischten Avis gouf den 30. Oktober 2023 agereecht an den zweeten Avis den 30. September 2024. D'Handelskummer huet déi nei Dispositiounen begréisst, déi d'Mise en place vum Artikel 54 vum Reglement – deen ech virdunnen genannt hunn, also de 651/2014 – iwwert d'Hëllef fir d'audiovisuell Produktioun viséieren an och déi intern Reorganisatioun vum Filmfong virgesinn. Trotzdeem hat d'Handelskummer e puer Remarken. Si huet sech ënner anerem Froen zum Gläichgewicht tëscht Männer a Fraen innerhalb vum Verwaltungsrot, deen aus fënnf Membere besteet, gestallt. Weider war d'Chambre de Commerce och der Meenung, datt de Verwaltungsrot den Ofschluss vun de Konten dem Ministère iwwerreeche sollt.

A sengem zweeten Avis hat d'Handelskummer keng weider Observatiounen méi. Si huet awer nees betount, datt et wichteg wier, datt d'Gläichgewicht tëscht Fraen a Männer innerhalb vum Verwaltungsrot garantéiert ass.

D'Staatsbeamtekummer huet hiren Avis den 10. September 2024 ofginn. Dësen Avis koum no den Amendementen vun der Regierung. Der Staatsbeamtekummer no wier et inakzeptabel, datt d'gesamt Personal vum Filmfong ënnert dem privat Recht soll falen.

Dofir huet si d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet refuséiert.

Si huet nach eemol widderholl, datt si generell dergéint ass, datt d'Personal an d'Membere vun der Direktioun vun den Établissements publics dem private Statutt ënnerleien. Aus hirer Siicht ass de Fong en Établissement public, deem integral duerch öffentliche Gelder finanziert gëtt, also direkt duerch de Staat, an dat duerch järelech budgetär Zouwendungen.

Gleeft een der Staatsbeamtekummer, sou géif et tëscht dem Filmfong an aneren öffentliche a kulturellen Aarrichtungen en Ënnerschied ginn, dat a punkto Organisatioun, Fonctionnement, Attributiounen a Charakteristiken.

Am Hibleck op d'Affär Caritas huet d'Staatsbeamtekummer sech gewonnen, datt d'Regierung hei de Statutt vum Droit public, deem d'Personal betrëfft, a Fro ze stelle schéngt, dat, well dëst öffentliche Etablissement Fongen, also Steiergelder, verwalt a verdeelt. Dat wier och contraire zu den europäesche Recommendationen an de Prinzippien, déi de Fonctionnement vum Staat regéieren.

Weider huet se net verstanen, wiso den Direkter vum Filmfong dësen net méi gerichtlech an aussergerichtlech vertrieed soll.

D'Staatsbeamtekummer konnt hiren Accord also net zu dësem Text ginn.

Weider Associatiounen respektiv Federatiounen hunn zu dësem Rapport och Avisen agereecht. Dozou zielen déi Lëtzeburger Unioen vun der audiovisueller Produktioun, d'ULPA, déi hiren Avis den 9. September 2024 ofginn huet, d'Associatioun vun de Lëtzeburger Schauspillerinnen a Schauspiller an déi lëtzeburgesch Federatioun vun de Schrëftsteller a vun de Komponisten. Fir méi Detailler zu deenen Aise verweisen ech nach eemol op mäi schrëftleche Rapport.

Et bleift ze hoffen, datt dës Upassungen an Ännerungen vum Filmfonggesetz dozou féieren, datt de Fong definitiv aus der Schosslinn vu Kriticken, sou wéi se an deene verschiddenen Analysen a Rapporte formuliert goufen, erauskënnt an datt de Fong och dozou bäidréit, Acteure verstärkt ze ënnerstëtzen, déi sech och mat eiser Lëtzeburger Geschicht, och a grad der Kulturgeschicht, befaassen, dës opschaffen an och esou e wichtege Travail de mémoire leeschten. Net fir näischt gëtt jo am Exposé des motifs op d'Aide de minimis higewisen, déi d'Konkretisatioun vun innovanten, wann och méi kleng Projete favoriséiert, déi net nëmmen nei Acteuren ervirbréngen, mee och zum kulturellen an artistesche Räichtum vun Land bäidroen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn elo schonn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

Déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 hat d'Firma Value Associates en Audit iwwert de Filmfong gemaach. An dësem Audit gouf der deemoleger Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications am November 2019 virgestallt.

An dësem Audit goung et haaptsächlech ëm de Finanzement vum Filmfong an en huet verschidde

Problemer opgedeckt, wat d'Gestioun vum Filmfong ugeet. Et goung deemools rieds vu „risque de conflit d'intérêt et de fraude sur les actifs du Film Fund dans ses relations avec des tiers“.

Et gouf och eng Partie negativ Observatiounen iwwert de Processus d'allocation des aides, fir Filmer ze finanzéieren. Deemools koumen d'Membere vun dëser Kommissioun zur Konklusioun, dass d'Gesetz vum 22. September 2014 iwwert de Filmfong misst op verschidde Punkten ugepasst ginn.

Am Mee 2022 huet d'Cour des comptes der deemoleger Budgetkontrollkommissioun hire Rapport iwwert de Filmfong virgestallt. Dëse Rapport spécial war am Joer 2020 vun der Chamber ugefrot ginn, dat eeben op Basis vum Audit aus dem Joer 2018 vu Value Associates.

De Spezialrapport vun der Cour des comptes huet och verschidde Problemer opgedeckt an nach eng Kéier bekräftegt, dass d'Gesetz vum Filmfong misst ugepasst ginn. Dëst gouf dann och gemaach a Form vun engem Gesetzesprojet, deem den 29. August 2023 vum deemolege Meedeminister Xavier Bettel deposéiert gouf.

Fir den Detail, wat am Gesetzesprojet drasteet, soen ech dem Reporter André Bauler e grouse Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

Fakt ass, dass dëse Gesetzesprojet ville Recommendationen vun der Cour des comptes Rechnung dréit, haaptsächlech wat d'Gouvernance vum Filmfong ugeet. Duerfir begrësse mir als CSV an ech selwer als fréier Presidentin vun der Budgetkontrollkommissioun dëse Gesetzesprojet. Dësen Text ass net just eng technesch Upassung, mee eng kloer politesch Decisioun, fir d'Zukunft vun eiser Filmproduktioun ze stäerken an un déi nei Erausforderungen unzepas-

Zënter senger Grënnung huet de Filmfong vill dozou bäigedroen, datt Lëtzebuerg sech an der internationaler Filmwelt etabléiere konnt. Lëtzeburger Produktiounen gewanne Präisser, ginn op wichtege Festivalle gewisen a si schafen zousätzlech Aarbechtsplazen hei am Land. Mir schaffen hei mat enger Industrie, déi iwwert déi lescht Joerzéngten eraus gewuess ass, vu kleng Koproduktiounen zu engem räife Secteur, dee reegelméisseg international Unerkennung kritt.

Mee déi gesetzlech Basis, op där dëse Succès opgebaut gouf, ass, wéi scho gesot, a villen Hisiichte veraalt. Duerfir muss de Filmfong moderniséiert an ugepasst ginn. D'Reform vum Filmfong, déi mir haut stëmmen, stellt e wichtege Schrëtt duer fir d'Moderniséierung an d'Stärkung vun eiser audiovisueller Secteur. Et geet net nëmmen ëm eng kulturell Prioritéit, mee och ëm eng wirtschaftlech Entschéedung mat Auswierkungen op Innovatioun, Aarbechtsplazen a Standuertpolitik. Mat dëser Reform gëtt de Filmfong als Instrument nach méi effizient, professionell a kompetitiv opgestallt. Déi nei Organisatioun erlaabt eng besser Upassung un d'Besoinen vun den Acteuren vum Terrain, ob kleng oder grouss Produktiounen.

En neie Fokus gëtt geluecht op d'Nohaltegkeet an d'Diversitéit. Eis Ënnerstëtzung soll net nëmmen der Qualitéit dëngen, mee och sozialen a klimatesche Responsabilitéite gerecht ginn. Mir encouragéiere Projeten, déi inklusiv sinn, déi lokal Talenter féieren an déi de kulturelle Räichtum vun eiser Land reflektéieren. Projeten, déi sech bewusst mat Lëtzeburger Realitéiten, Geschichten oder Sproochen auserneeetzen, kréien e spezifesch kulturelle Bonus. De sougenannte „Green Filming“ gëtt belount duerch finanziell Incentiven, wa Produktiounen nohalteg Schaffweisen, wéi zum Beispill lokal Ekippen, notzen.

Dat Gesetz, dat mir elo stëmmen, ass e kloert Bekenntnis zum Filmstanduert Lëtzebuerg. Et mécht de Wee fräi fir nei Generatiounen vu Filmschaffenden, fir kreativ Exzellenz an eng Industrie, déi et fäerdegbréngt, sech och an Zukunft ze erneieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtenen a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet huet eng laang Virgeschicht. En ass u sech d'Konklusioun vun engem Audit aus dem Joer 2018, vun engem Rapport vun der Cour des comptes vun 2020 a vun de Recommendationen vun der Comexbu (ndlr: Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire) aus dem Joer 2023. A meng Virriedner sinn elo schonn op d'Detailler, de Rapporteur op de Projet an d'Madamm Adehm och op eng Rei vu Punkten, ganz am Detail agaan, soudass ech mech hei kann drop limitéieren, e puer Prinzippien, déi fir eis als LSAP wichteg sinn, an dësem Kontext nach eng Kéier ze ernimmen.

Zum Éischten de Filmfong: Mir sollen hei net vergiesse, ëm wat et hei am Fong geholl wierklech geet: ëm d'Ëmsetze vu Filmproduktiounen als e kulturellt Gutt, an net als Maschinn, fir Suen ze generéieren. An den Diskussiounen ronderëm de Rapport vun der Cour des comptes ass ëmmer erëm ervirgestrach ginn, datt just e klengen Deel vun de Suen, déi de Fong de Produzenten zur Verfügung gestallt huet, duerno och erëm rembourséiert gëtt. Nëmme e klengen Deel wier dat.

Mech schockéiert dat u sech net esou, well d'Zil eebe grad ass, datt Filmer entstinn, déi soss eebe vläicht net entstanen wären. A wann der dann derbäi sinn, déi e grouse Succès hunn, esou wéi d'Serië „Bad Banks“ oder „Capitani“, dann ass dat natierlech immens flott, da si mer alleguer frou doriwwer, mee dat kann an dat duerf een och net vun all de Produktiounen erwaarden.

Wien alles wëll monetiséieren, deem ass an der Konschteen falsch op der Plaz! Well grad elo, wou eis Gesellschaft dreet, ënner enger steigender Individualiséierung auserneezenfalen, ass dat kulturell Schafen immens wichteg, well kulturell Gidder, wéi eebe grad och Filmer, d'Fäegkeet hunn, en Zesummegehéieregkeetsgefill ze schafen an d'Gesellschaft zesummenzebréngen.

Dee Lëtzeburger Film, dee bis elo am meeschte Succès hat, dat war „Superjhep Retörns“. Deen huet 10 % vun eiser Lëtzeburger Bevëlkerung an d'Kinoo bruecht, wat enorm ass! An do gesäit een, wéi eeben dee Film et op seng Aart a Weis fäerdegbruecht huet, eis Leit hei am Land erëm mateneen ze verbannen.

Dat virausgesat, heescht dat natierlech elo net, datt een am Filmfong alles maache kann, wat ee wëll – fir eng Ausso vun der Madamm Adehm aus dem Joer 2022 ze paraphraséieren. Jo, den Audit an de Rapport vun der Cour des comptes hu gewisen, datt eng Rei Saache muss besser gereegelt ginn. Duerfir sti mir als LSAP zu dësem Projet de loi, dee jo d'Gouvernance vum Filmfong och weesentlech verbessert. An elo ginn d'Konte jo och vun der Cour des comptes ënnersicht.

Mäin zweete Punkt ass dee vun der Gouvernance. Méi allgemeng muss een nämlech feststellen, datt de Filmfong leider keen Eenzelfall ass. Dat soll elo keng Entschëllegung sinn, mee et soll eis zum Iwwerleeën ureegen, well et muss ee feststellen, datt mir scheinbar ëfters e Problem mat der Gouvernance zu

Lëtzebuerg hunn. An der Lescht sinn nach eng Rei Organisatiounen – an dat an den ënnerschiddlechste Formen an och vun den ënnerschiddlechsten ideologeschen Ausrichtungen – mat méi oder manner ausgeprägten Irregularitéiten opgefall. Mir wäerte muer jo och nach doriwwer schwätzen.

An do muss ee sech awer dann d'Fro stellen, wéi een dee Problem méi global kann ugoen. Sécher, et ass gutt, wann elo d'Gesetz vum Filmfong adaptéiert gëtt a Léieren heirauss gezu ginn, mee dat muss och op anere Plaze geschéien. Et ass net um Staat virzuschreiwen, wien dann alles an engem Verwaltungsrot sëtze muss, mee et muss awer séchergestallt ginn, dass déi noutwendeg Kompetenzen do sinn, a virun allem dass déi néideg Reegelen och agehale ginn – noutfalls duerch d'Kontroll vun externen Organer, sou wéi dat eeben hei och elo beim Filmfong wäert geschéien.

Mir hu mat deem neien ASBL-Gesetz allen Associatiounen ab 50.000 Euro méi streng Krittären operluecht. An dat muss mer dann och bei groussen Organisatiounen kënnen verlaangen: dass si sech un déi elementar Reegelen halen. Dat soll hei jo mol zum Deel geschéien, mee dat kéint och nach op anere Plaze geschéien.

Dat gesot, stëmme mer dësem Gesetzesprojet zou. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Deen nächste Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir als ADR sinn der Mee- nung, dass de Filmfong eng wichteg Roll fir d'Lëtze- buerger Kultur ze spillen huet. Esou huet de Filmfong weesentlech derzou bäigedroen, e kompetenten a professionellen audiovisuelle Sektour zu Lëtzebuerg opzebauen, dee mëttlerweile international unerkannt ass. Duerch d'Finanzéierung vu sëllege Produktiounen huet Lëtzebuerg eng Plaz op der internationaler Filmkaart kritt an ass an där Hisiicht kee kulturellt Niemandland méi.

An awer kann ee sech froen, wat déi genee kulturell Zilsatzunge vum Filmfong sinn. Ginn d'Lëtzebuerger Sprooch oder gesellschaftlech relevant Inhalter an och wichteg Aspekter vun eiser Geschicht genuch geféiert? Dat sinn dréngend Froen, déi mir eis als ADR stellen an op déi dës Reform keng Äntwerte gëtt, gradesou wéineg wéi dorop, ob de System vun de prestigieise Koproduktiounen mat zum Deel ganz klenger Lëtzebuerger Bedeelegung einfach weidergefuert gëtt.

Eppes ass kloer: Et geet hei ëm vill Suen! Am Ganze soll de Filmfong déi nächst véier Joer eng 180 Milliounen Euro vum Staat kréien. Déi mussen vum Fong „en bon père de famille“ agesat ginn. An der Vergaangen- heit war dat net ëmmer de Fall. En Audit an och de Rechnungshaff haten eng Rei finanziell Mëssstänn opgedeckt.

Duerch dat neit Gesetz kënn et elo zu enger besserer Kontroll mat der Roll vum Filmfongdirekter, déi nei definéiert gëtt, an déi an Zukunft méi wéi bis elo vum Verwaltungsrot ofhängeg ass. De Conseil vum Film- fong gëtt deemno gestärkt a besteet an Zukunft aus fënnef Memberen. De Verwaltungsrot kann an Zu- kunft den Direkter a wichtegt Personal vum Filmfong astellen an entloossen. An en huet d'Konventiounen mam Staat ze respektéieren.

Well awer esou vill Sue vum Steuerzueler agesat ginn, hätte mir eis als ADR gewënscht, dass mam neie Ge- setz zousätzlech eng onofhängeg Kontrollinstanz ge- schafe gi wär – wat leider net de Fall ass. D'Membere

vum Verwaltungsrot ginn alleguerter vum der Regie- rung ernannt. An deem Zesammenhang weisen ech drop hin, dass et net dozou kommen däerf, dass an Zukunft just nach déi Projeten an déi Kënschtler vum Filmfong ënnerstëtzt ginn, déi, wéi et am Kulturent- wécklungsprogramm heescht, „en adéquation avec la politique culturelle de l'État“ sinn.

Dee Begrëff kann nämlech dozou féieren, dass just nach déi kulturell Projeten an déi Kënschtler ënner- stëtzt ginn, déi politesch korrekt beziungsweis woke sinn. Et ass onnëtz, drop hinzewiesen, dass et nach zu allen Zäiten och grad déi politesch net korrekt Komponisten, Schrëftsteller, Moler, Philosophen, Mystiker an esou weider waren, déi d'Generatiounen no hinne beaflosst an inspiréiert hunn.

D'ADR warnt virun enger verstärkter Amëschung vum Staat an dat kulturellt Liewen. Et muss opge- passt ginn, dass d'Fräiheet vun der Konscht och vis- à-vis vum Staat bestoe bleift. D'staatlecht Fërderen a Promouviere vum der Lëtzebuerger Kultur däerf net zu engem staatleche Steieren ausaarten. Verschidde Konschtstrukturen hale sech haut schonn un dat, wat bei der Regierung gutt ukënn, a vernoléisegen do- wéinst oft de kënschtlerschen Niveau – eppes, wat onbedéngt verhënnert muss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Filmfong éischter kulturell ausgeriicht ass, sou huet dësen och eng ekonomesch Bedeitung, an- deems en duerch déi subventionéiert Produktiounen Aarbechtsplazen an de Beräicher Regie, Technik, Postproduktioun an esou weider schafft. Dofir hätte mir et och léiwer gesinn, wann audiovisuell Wier- ker, déi och wierklech hei am Land produzéiert ginn, finanziell bevirdelegt géife ginn am Verglach mat Wierker, déi am Ausland produzéiert ginn.

Awer dovunner si mer leider wäit ewech an dofir ënnermaueren ech dat gär mat engem konkrete Beispill: Als ADR kënnen mir absolut net verstoen, dass rezent de Lëtzebuerger Filmprojet mam Titel „Ope- ratioun Pauly“ vun der Union vun de Lëtzebuerger Resistenzler mat kengem eenzege Cent vum Film- fong ënnerstëtzt ginn ass, an dat trotz opwenneger histoirescher Recherche an engem fundéierte Film- konzept. Doriwwer eras stellt dës Film och e Bäitrag zu der Lëtzebuerger Commemoratiounskultur duer.

Fakt ass, dass déi ganz bescheide finanziell Hëllef vun 22.500 Euro vum aktuellen Direkter refuséiert ginn ass, dass mam Argument, dass d'Theema vum Film net méi zäitgeméis wier. Eng Ausso, déi dann awer guer net méi nozevollzéien ass, wann ee weess, dass mer grad elo den 80. Joresdag vun der Liberatioun vu Lët- zebuerg gefeiert hunn.

Ech kommen zum Schluss. Dës Reform vum Filmfong hätte kënnen vill méi wäit gedriwwen ginn, fir dass de Fong nach eng vill besser Roll an der Lëtzebuerger Kultur hätte kënnen spillen. Och wann dat Gesetz hei gutt Usätz huet, geet et eis net wäit genuch, soudatt ech menger Fraktioun roden, sech bei dësem Text ze enthalten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très, très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech stelle fest: Wann et en Theema ass, dass der ADR iergendwou méi wichteg ass, da recoman- déiere si hei op der Chambertribün, wéi eng Filmer gekuckt solle ginn, a wa se ze woke sinn, dann ass de Staat awer hei ze vill iwwergrëffeg. Ech mengen, e klassesche Fall vun „deux poids, deux mesures“.

(Interruption par M. Fred Keup)

Voilà. Ech starte mat menger Ried, Här President.

(Interruption)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet, deen haut hei virläit, gi wichteg Weiche gestallt: fir méi Transparenz, fir eng verbessert Gouvernance a fir moderniséiert Entscheidungs- a Finanzmechanismen am audiovisuelle Sektour.

D'Reform, déi mer hei beschwätzen, ass net vun haut op muer entstanden. Si fënnt hiren Ursprung an de kriteschen Analyse vun der Cour des comptes an och am Rapport vun der deemoleger Budgetskontroll- kommissioun. Si baséiert awer och op de struktu- relle Grondriwwerleeungen, wéi aner Établissements publics culturels fonctionéiere sollen. E Prozess also, deen och schonn déi viregt Kulturministesch uge- stouss an ëmgesat huet. Déi Adaptatioun war fälleg. Mir sinn houfreg op eise Filmstanduert, déi sëllege Beruffer, déi doran agéieren, an dat net just, wa mer international Präisser kréien, mee hoffentlech d'ganz Joer iwwer.

Mee fir dass déi Fërderungsmechanisme fir dës wichteg national kreativ Industrie och richteg gräi- fen, brauch et eebe grad en transparenten a kohä- rente gesetzleche Kader, mat eebe grad de genannte Gouvernancestandarden. Mir stäerken also de Film- fong nohalte mat dësem Gesetz.

E gutt gereegelte Fong ass trotzdem nach ëmmer en autonome Fong, mat der Vergréisserung vum Verwal- tungsrot, enger klorer Definitioun vu Missiounen a Verantwortung a punkto Entscheidungskompetenzen, déi verschobe gi vun der Direktioun eriwuer op de Verwaltungsrot. Beim Budget a beim Aarbechtsstatut setze mer cibléiert Grenzen an halen dobäi awer och weiderhin déi néideg Flexibilitéit fir d'Kreativitéit.

D'Aféierung vun den Aides de minimis, déi méi kleng, innovativ a couragéiert Projeten ënnerstëtzen, ass e weidert wichteg Element, dat een hei positiv ervir- hiewe kann. Mat Bähillefe vu bis zu 300.000 Euro fërde- re mer Diversitéit am audiovisuelle Beräich, zéien domadder méi jonk Leit un de Sektour erun a kréien och nei a kreativ Formater. E Schrëtt, deen och vum Terrain gefuerdert gouf an deen hei duerchaus berechtigt seng Plaz soll hunn.

A wann ech vun neie Formater schwätzen, da fannen ech et interessant, hei d'Theema Gaming bewosst an d'Debatt mat eranzehuelen. Dat war eng Debatt, déi op den Assisé vum Filmsektour vun den Acteuren aus dem Sektour ugeschwat gouf an déi duerchaus hei hir Relevanz huet. Gaming ass nämlech eng Kulturform vun eiser Zäit. An den aktuelle Gesetzesprojet gesäit vir, dass och Projeten aus dësem Beräich kënnen vum Fong ënnerstëtzt ginn.

Mir mengen awer, dass dat net genuch ass. Wa Lëtzebuerg e kompetitive Standuert wëll bleiwen an e Standuert fir déi jonk technesch a kreativ Ge- neratioun wëll ginn, da mussen mer och hei méi wäit goen. Da brauch de Filmfong e spezifesch Budget an awer och eng eegen Expertis fir Gamingprojeten. Well net all Game ass e Film, mee vill Spiller ziele visu- ell a kompositoresch duerchaus zu enger ganz héichwäerteger audiovisueller Produktioun. An dat soll och gesetzlech a strukturell unerkannt ginn. Hei wär sécher eng Méiglechkeet gewiescht, d'Gesetz an deem Sënn méi wäit auszebauen.

Här President, dës Reform reagiert op Kritik, se verbessert d'Kontroll an dréit gläichzäiteg der Spezi- fiséit vum Lëtzebuerger Film Rechnung. Mee si ass och eng Plattform fir dat, wat nach komme kéint. An dat ass net zulescht ofhängeg vum Finanzement. Eise Filmstanduert Lëtzebuerg ass seng Sue wäert, an dat wësse mer hoffentlech alleguerter heibannen.

D'lescht Woch huet de Kulturminister e pluriannuell Finanzéierungsgesetz fir de Filmfong deposéiert. Mir hunn an der Kulturkommissioun nach net driwwer geschwat, mee et ass elo scho mol begréissenswäert, dass iwwer méi Joren eng gewësse Planungssecherheet ginn ass. Och dass de Gaming doranner genannt gëtt, ass luewenswäert. Wéi d'Ennerdeelung awer vum Budget ënnert deene verschiddenen Typologie wäert gemaach ginn, wäert eis de Minister hoffentlech nach matdeelen, spéitstens an enger vun deenen nächste Kulturkommissiounen.

Ech ginn heimadder den Accord vun deene Gréngen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen heiten Text gouf eis, wéi e vum Rapportier virgestallt gouf, als Moderniséierung vum Meediesektor zu Lëtzebuerg ugekënnegt a presentéiert. E soll ëm méi Gläichgewiicht, méi Kontroll an eng méi breet Ennerstëtzung fir audiovisuell Produktiounen dréinen. Awer wann ee sech déi konkret Propositionen ukuckt, bleiwen dach eng Rei Froen op. Verschiddener goufe schonn opgeworf. A fir mech ass déi kruzial Fro, déi sech u sech stellt, ob dëst Gesetz all déi an et gestachen Ziler iwwerhaupt erfëlle wäert, jo, iwwerhaupt erfëlle kann.

Ech si elo mol liicht optimisteschesch an ech soen: D'Zukunft wäert et weisen! An dat ass awer en Thema, dat mer net einfach esou kënnen ewechkieren. An ech mengen, d'Madamm Adehm huet et als fréier Presidentin vun der Budgetschrëckkommissioun ganz treffend formuléiert, wéi se nach eng Käier op d'Genèse och vu verschiddene vun deenen Dispositionen am Text agaangen ass. Dann ass dat jo net an engem Vide komm. Et ass komm, well et Problemer beim Filmfong gouf, déi gutt dokumentéiert sinn, déi haut och net méi wierklech contestéiert ginn.

An elo soll dat Gesetz dann all dës Problemer duerch Reagencementer an der Gouvernance verännern, aus der Welt schafen, derfir suergen, dass se ni méi kënnen geschéien, se verhënneren. Dat ass en héichgestachent Zil. Ob déi Ziler erreecht ginn? D'Zukunft wäert et weisen.

E Beispill, wouriwwer jo geschwat gouf a wou och rezent erëm an der Effentlechkeet driwwer diskutéiert gouf – an et gouf virdrun erwänt –, dat ass d'Objektivitéit oder ... Et ass ëmmer schwéier, bei Kultur a Konscht vun „Objektivitéit“ ze schwätzen. Kommt, mir nennen et emol léiwier „Transparenz bei der Attribution vu Bähillefen“.

Do ass et esou, dass deen, deen eng Bähillef net kritt, normalerweis net frou ass, dass en déi Bähillef net krut, an deementspreechend als Éischt emol kritiséiert, dass hie jo awer dee beschte Projet hat an net geholl gouf. An deen, deen d'Bähillef krut, deen huet jo all Interêt, net ze vill ze hannerfroen, ob dann elo wierklech säi Projet dee beschte war – mam Risiko, e wär et net gewiescht an e géif et herno net kréien.

Dofir ass déi Fro vun Transparenz bei Bähillefevergaben ëmmer eng ganz quokeleg. Mee et ass awer eng Diskussioun, där mer eis stelle mussen. Well mir kënnen net bei esou engem Budget, wéi de Filmfong en huet, an engem Flou bleiwen, wou ëmmer erëm esou Virwërf gemaach ginn, e wär net objektiv, et wär net kloer, wéi déi Bähillefe vergi ginn an no wat fir enge Meritten, a wou – jo, nach vill méi schlëmm – Conflit-d'intérêt an d'Spill bruecht ginn.

A soubal dann eppes an d'Spill bruecht gëtt, da si mer bei engem anere Problem, deen net vun haut ass an dee leider och mat deem heite Gesetz net geléist wäert ginn: Dat ass, wéi de Filmfong an der Vergaangenheet mat Kritik ëmgaangen ass. An och do gesi mer, dass d'Diskussioun ronderëm d'Gouvernance, déi mer elo haut da probéieren ze léisen, net dozou féieren, dass zum Beispill déi lafend Gerichtsverfahren iwwert den Zougang vu Produzenten zur Plattform, jo oder nee, sou einfach aus der Welt ze schafe sinn. De Filmfong kënnt also heimadder net direkt zur Rou. Et ass nach mindestens eng Affär unhängeg.

Wat ech awer ganz gutt fannen – an d'Madamm Bernard huet mer e bëssen de Wand aus de Seegele geholl, well se sou vill schonn iwwer Gaming geschwat huet –, dat ass natierlech deen neien Aspekt vum Gaming. Dat ass en Deel vun der Kultur, deen an der Vergaangenheet net groussgeschriwwen gouf, deen awer ëmmer méi present ass, wou ëmmer méi Leit vläicht och net méi de Bezuch dozou hunn, an de Kino ze goen, vläicht hir Filmer och op anere Plattformen konsuméieren, mee deen och mat der Emergenz haut vun AR, VR an esou weider natierlech vill méi immersiv ginn ass.

An do, wou mer de Kino, déi grouss Leinwand, de Silverscreen, als den Nec plus ultra ugesinn hunn an der Vergaangenheet, si mer elo bei AR-Brëller, déi eis nach eng vill méi grouss Immersioun erméiglechen. An dofir ass et esou wichteg, dass mer och déi Kulturform an Zukunft adequat ënnerstëtzen.

Ech sot et: Deen heite Projet huet sech héich Ambitiounen gesat. Ech si mer net sécher, ob en all d'Ambitiounen wäert erfëllen. Ech wëll mech awer gär positiv iwwerrasche loosse.

An dofir ginn och d'Piraten hiren Accord fir dës Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. An deem Gemengerot, deem ech ugehéieren zu Esch, ...

(Interruption)

... ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'kulturell Praktiken vun de Leit, déi zu Esch wunne respektiv zu Esch schaffen oder op Esch akafe kommen oder soss iergendwéi zu Esch sinn. An erstaunlecherweis ass déi am allermeeschte genannte kulturell Praktik, déi d'Leit sou maachen, nach ëmmer de Kino.

De Kino ass eng Porte d'entrée fir Kultur a fir kulturell Produktioun a mir hunn zu Lëtzebuerg e Filmsektor, deen iwwert déi lescht Joerzëngte gewuess ass an deen am Verglach mat anere groussen europäesche Länner awer am Fong eigentlech nach relativ jonk ass a ganz staark baséiert op der Pionéierarbecht vun eng, zwou Handvoll Leit, déi virun 30, 40 Joer mat Initiative komm sinn, Initiative geholl hunn an iwwerhaupt de Filmsektor eréischt zu deem gemaach hunn, wat en haut ass, nämlech och en Employeur vu ganz, ganz ville Leit, déi an deem Sektor schaffen. Guer net ze schwätzen vun der Visibilitéit, déi Lëtzebuerg doduerch och am Ausland huet, an natierlech och dem Versuch, kulturell héichwäerteg Produktiounen kënnen ze maachen.

An ech mengen, dass et richtig ass, dass een no enger gewëssener Zäit d'Aart a Weis, wéi de Filmfong funktionéiert huet, kritesch op de Leescht geholl huet. Mir hunn duerfir d'Rapporte gehat an d'Recommandatiounen vun der Cour des comptes, och vun der Budgetschrëckkommissioun. Eng Rëtsch vun deene sinn och elo hei an dësem Text mat agefloss. An ech mengen, dass dat ganz wichteg ass. Et ass en Text,

deen, mengen ech, dem Filmfong nei Transparenzreegele gëtt an och d'Gouvernancestrukture méi kloer klärt.

Et gëtt eng Disposition, do hate mer och an der Kulturkommissioun länger driwwer geschwat, déi doranner besteet, dass déi Leit, déi beim Filmfong schaffen oder ab elo do agestellt ginn, just nëmme nach ënnert dem Statut privé kënnen agestellt ginn. An ech hunn dat bedauert a maachen dat och elo nach ëmmer. Et liicht mer an, dass net jiddwereen, deen do schafft, onbedéngt muss Staatsbeamte sinn, obwuel et awer ëm d'Veerdeelung vun effentleche Sue geet. Mee de quasi Verbuet, dass en effentleche Beamten am Filmfong schafft, ass awer eppes, wat fir mech awer e Bemoll bei dësem Text bleift.

D'Aféierung vun De-minimis-Aiden, dat ass effektiv eng Chance, vläicht och eng Chance, fir méi kleng Projeten ze féieren, an esou wéi d'ULPA et korrekt formuléiert huet: Kultur muss net nëmme performant sinn, mee och relevant, couragéiert an divers sinn.

Duerfir hunn ech och d'Interventioun virdru vun der ADR net verstanen, déi eng politesch Interventioun wollt hunn, fir e bestëmmte Projet ze féieren, dee si als wäertvoll eruecht huet, op Grondlag ... Ech kann dat natierlech net beurteilen, mee et ass virun allem dat, wat de Kulturminister net därfer maachen. Et därfer net e Minister sinn oder e politeschen Decideur, deen driwwer befënnt, ob e Projet ëmgesat gëtt oder net! Mee duerfir brauche mer eebe méiglechst transparent Krittären an opgrond vun deene ginn dann Urteiler gefällt oder Förderunge ginn dann decidéiert. Dat ass, mengen ech, eppes, wat ganz wichteg ass.

An ech mengen och net, dass mer zu Lëtzebuerg – dat ass op jidde Fall net meng Erfahrung – en Iwwerschoss vu staatlechem Dirigismus an der Kulturpolitik hätten. Ech kann dat a menger awer laangjäreg Erfahrung wierklech net feststellen. Vläch ass souguer de Géigendeel de Fall.

An da kann ech awer guer net dermat averstane sinn, wann hei gesot gëtt, dass dee staatlechen Dirigismus dozou géif féieren, dass de kulturellen Niveau vun de Produktiounen géif vernoléisseg ginn. Also, dat ass awer eppes, wou ech wierklech ferm muss ripostéieren!

Ech mengen am Géigendeel, dass den Niveau vun deene Filmproduktiounen an deenen ënnerschiddlechsten Formen a Formater, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, konsequent an d'Luucht geet op allen Niveauen, um techneschen Niveau, um inhaltlechen Niveau, an dat ass och gutt esou.

Eng lescht Bemierkung, déi ech awer maache wëll, ass: Ech begreifen och de Véierjoresplang, deen dann elo komm ass an dee mer och wäerten diskutéieren. Ech mengen awer, dass et och beim Filmfong ëm méi geet wéi just ëm d'Veerdeel vu Suen u Produzenten, mee dass een déi ganz Chaîne vun deenen, déi produzéieren, déi ganz Chaîne vun deenen, déi un der artistescher Kreatioun bedeelegt sinn, och ëmmer matdenke muss an dass een net nëmme en vue vun de Produzenten denken muss, mee och en vue vun all deenen, déi mathëllefen, e Film ze realiséieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lescht vun eise Riedner ofgeschloss.

Da géng ech der Regierung d'Wuert ginn. Den Här Kulturminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Ech wëllt fir unzefänke fir d'alleréischte dem Rapport, dem Här Bauler, e grouse Merci soe fir engersäits deen ausféierleche Rapport haut de Mëtteg an der Chamber a fir anerersäits och dee schréftlechen Deel, wou am Detail op déi verschidden Upassungen an Ännerungen agaange gëtt.

Erlaabt mer, fir unzefänken e puer Wierder un Iech ze riichten, wou ech den aktuelle Kader wëll setzen, wat aktuell am Lëtzebuerger Land, wat de Film ugeet, geschitt an och geschitt ass:

Mir hunn – an dat ass de Mëtteg iwwert déi lescht Minutten och ugeklungen –, Lëtzebuerger Koproduktionen, déi méttlerweil op deene gréissten, wichtigste Filmfestivaller vertruede sinn, déi net nëmmen derbäi sinn, nee, mee och an der offizieller Kompetitioun lafen. D'Palme d'or zu Cannes, dat gouf et nach ni, dat war natierlech hei d'Kisch um Kuch. Si steet – an dat wëll ech hei ausdrécklech ënnersträichen –, stellvertriedend fir eng Qualitéit, eng Kreativitéit an och eng Innovatioun vun engem ganze Secteur, dee sech iwwert déi lescht Joren – Joerzénge – exzellent entwéckelt huet.

A jo, et ass kloer: De Lëtzebuerger Film huet sech international en Numm gemaach, souwuel den traditionelle Film wéi awer och déi immersiv Wierker. An dese Succès ass fir mech ganz kloer keen Zoufall. Hie baut op engem groussen Knowhow op vu ville Professionellen, sief et vun deene Leit, déi um Set schaffen, deene Leit, déi hannert der Kamera sinn, an natierlech och deene Leit, déi selwer d'Geschichte schreiwen an och d'Produktioun deemno leeden.

Mee et ass och e Resultat vun diverse strateegesche Choixen, déi an der Vergaangenheet getraff goufen. Besonnesch huet hei de Filmfong eng Schlësselroll, eng wichteg Roll, gespillt, dat als eenzege Guichet unique fir d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerger Oeuvren. Dofir ass et entscheidend, datt mer de Filmfong och weiderhin op zolidd Féiss stellen. A jo, ech si ganz frou, dass des Upassungen am Gesetz eng grouss Zoustëmmung hei fannen.

Ech wëllt dofir just kuerz op zwee Punkten zeréckkommen, déi mer bei deemem Projet wichteg sinn:

Éischtens betrëfft dat déi verschidde Constate vum Rechnungshaff respektiv och déi Recommandatiounen, déi vun der Budgetkontrollkommissioun un de Filmfong gericht goufen. Déi lescht Regierung hat an deem Sënn schonn den initiale Projet de loi op den Instanzewee geschéckt, wou do och de Recommandatioun solle op dem legalen Niveau eebe Rechnung gedroe ginn. An nom Regierungswissel am Oktober 2023, November 2023, war et fir mech als Kulturminister evident, datt mer um Esprit vun deemem initiale Projet, deen deemools vum Sam Tanson an dem Xavier Bettel initiéiert ginn ass, géife festhalen, awer op verschiddene Punkten och géifen nobesseren, do, wou et néideg war. An och dat gouf de Mëtteg hei scho méi wéi eng Kéier ugeschwat. Dat betrëfft d'Gouvernance, ma och d'Upasse vum Reegelerwierk un deen europäesche Kader.

Deen zweete Punkt, op deen ech kuerz wëll agoen, betrëfft d'Amendement-gouvernementallen, mat deenen dese Projet nach eng Kéier eng aner Nues kritt huet. Mir war et wichteg, datt mer de Filmfong weider stäerken an eis Gouvernance an deem Sënn och méi breet opstellen. Mir hunn eis dofir un deenen anere kulturellen Établissement-publicken inspiréiert, déi hei am Joer 2022 och esou geschaf goufen, wou mer d'Prinzipien vun der Gouvernance och lancéiert hunn, an déi alleguerten no deenen nämmlechte Prinzipien och fonctionéieren. Dat betrëfft ënner anerem eng kloer Opdeelung tëscht de Pouvoiren

an och de Kompetenze vun op där enger Säit dem Verwaltungsrat an op där anerer Säit ganz kloer der Direktioun.

Erlaabt mer awer zum Schluss, bevir ech nach op eng, zwou Remarken aginn, och e puer Wierder iwwert de Gaming ze verléieren, engem ganz, ganz wichteg Punkt – mir haten an der Commissioun schonn driwwer rieds –, wou ech hei och nach eng Kéier e puer Saache wëllt mat op de Wee ginn.

De Gaming ass menger Meenung no en Deel vun eiser Aktivitéit, déi mer am Moment scho maachen, déi e ganz, ganz grouse Potenzial huet, d'Potenzial, eng Nisch ze sinn, déi amgaangen ass, sech ze entwéckelen, an déi mer och iwwert déi nächst Jore geziilt wëlle stäerken.

Mir hunn haut schonn divers Formationen wéi de BTS Game Art and Game Design, deen zu Lëtzebuerg am Lycée des Arts et Métiers ugebuede gëtt a wou mer an deem Sënn schonn zënter 2018 jonk engagéiert Kapp an déi Richtung forméieren.

Duerch de Gaming schaffe mer awer och un enger weiderer ganz wichteger Diversifikatioun vun eisem audiovisuelle Secteur. Doduerch maache mer dese Secteur nach eng Kéier méi innovativ, méi breet op a mer investéieren nach eng Kéier weider an Aarbechtsplazen an där Richtung.

Wichtig ze soen, ass awer och, dass den immersive Secteur hei eng ganz zentral, wichteg Roll spillt. Hie kann hei als eng natierlech Schnëttstell tëscht Animatioun a Gaming dëngen, eng Plattform, wou deemno nei Iddien an och nei Kollaboratiounen kënnen entstoen.

De Gaming gëtt och haut schonn ënnerstëtzt. Dat wëll ech kloer soen. Schon d'lescht Joer goufen zwee geziilt Schrëtt an déi Richtung gemaach. Dat war éischstens en Appel à projets fir Prototypen am Gamingberäich an zweetens hu mer och eng Résidence d'artistes speziell fir dese Secteur lancéiert.

A jo – dat ass ugeschwat ginn –, mam neie Gesetz, dat mer elo haut da stëmmen, hu mer d'Méiglechkeet, iwwert d'Aides de minimis och iwwert de Filmfong am Gaming Hëllef an där Richtung auszebezuelen.

Wichtig ass awer – an dat ass och elo schonn iwwert déi lescht Deeg ugeklungen, wat ee sou matkritt –: Och wa mer de Gaming ënnerstëtzen, dann heescht dat net, dass mer den traditionelle Film oder déi immersiv Wierker an Zukunft manner ënnerstëtzen. Dat sinn dräi ganz verschidden Deeler vun eisem audiovisuelle Secteur, wou jiddere seng Wichtigkeet huet, an do si mir ganz kloer der Meenung, dass mer hei complémentaire sollen a musse schaffen an dass ee vun deem anere kann a wäert profitéieren.

Eng, zwou Remarken nach zu deene Saachen, déi gesot goufen: Et ass schonn ugeschwat ginn, dat wëll ech och eng Kéier ënnersträichen, dass verschidde Recommandatiounen iwwert déi lescht Jore gemaach goufen. Et huet elo vläicht e bësse méi laang gedauert, bis mer déi Reform vun deemem Gesetz elo hei stëmmen. Et goufe scho verschidde Recommandatiounen ugeholl vum Filmfong selwer. Ech denken hei ënner anerem och un de Compliance Officer, fir där Recommandatioun nozekommen. Dat ass elo schonn zënter enger längerer Zäit de Fall.

En zweeten Deel, op deen ech kuerz wëll agoen, dee Montant ass scho méi wéi eng Kéier genannt ginn, dat sinn elo déi 180 Milliounen, déi mer elo eeben iwwer e puer Joer dem Filmfong wäerten zur Verfügung stellen. Dat ass e Gesetz, dat mer am Hierscht wäerten an d'Kulturkommissioun presentéiere kommen.

Wichtig ze soen – an dat wëll ech hei och eng Kéier ënnersträichen –, ass, dass mer schonn zënter 2025 de Budget, d'Dotatioun, vum Filmfong opgedeelt hunn, wou mer een Deel spezifesch just fir d'Frais de fonctionnement vum Filmfong hunn, fir dass e ka fonctionéieren, senger Aufgab, senger Responsabilitéit, nogoen, an en zweete Volet, separat, dat ass reng d'Geld, dat an de Secteur geet, wou mer ronn 1.000 Aarbechtsplazen iwwert déi nächst Jore wëlle stäerken an dem Secteur eng Previsibilitéit ginn, fir dass d'Geld wierklech do ukënn, wou et och am meeschte gebraucht gëtt. Do si mer um gudden Wee, fir, wéi gesot, dat elo an dem Hierscht dann an d'Chamberskommissioun presentéieren ze kommen. Dat ass eng Zort techneschen Dossier, an do ass et mer wichtig, dat eng Kéier an aller Rou am Detail dann ze presentéieren.

E Punkt, wou ech kuerz wëll drop agoen, dat ass dat, wat hei op der Säit vun der ADR ugeschwat ginn ass. Ech hat och schonn eng Kéier op eng Fro hei op dëser Plaz geäntwert, wat de Film „Operatioun Pauly“ ugeet. Ech si ganz kloer bei Iech, dass dat e wichtege, e flotte Film ginn ass, dass dat eng ganz wichteg Thematik uschwätzt. Mee jo – an do sinn ech beim Här Baum vun déi Lénk –, et ass net un der Politick, ...

(Interruption)

... – wichtig! –, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ganz korrekt!

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | ... et ass net u mir als Kulturminister ze decidéieren, wat richtig ass, wat falsch ass. Ech decidéieren net, wat fir ee Film eng finanziell Aide kritt a wat fir een net. Dat ass un der Commissioun, déi mécht dat. Do hu mer kloer Kritären. Domat muss ee vläicht net ëmmer averstane sinn. Ech mengen, dat kruten d'Leit och deemno matgedelt. Mee et ass net un der Politick, an där Richtung aktiv ze ginn. Do hu mer eng kulturell Fräiheet an et ass net un der Politick, sech do anzeméschen.

An dann ass et och richtig, an da kommen ech bei mäi leschte Punkt, dass ech ganz frou sinn – an och dat ass gesot ginn –, dass mer de Lëtzebuerger Film net dru moossen, wéi vill Ticketen am Kino verkaaft ginn, wat e schlussendlech abréngt. Well do huet de Film, de Lëtzebuerger Secteur, den audiovisuelle Secteur, eng vill méi grouss Responsabilitéit fir dat kulturellt Schafen, grad an dese kriteschen Zäiten, wou en och emol de Fanger an d'Wonn leet, wou en informéiert. An dofir, mengen ech, ass dat Gesetz hei ganz gutt.

Ech si frou, dass eng grouss Majoritéit an där Richtung wäert matstëmmen. An dann hoffen ech, dass mer dat nämmlech och mat deem Finanzéierungsgesetz maachen, wou mer dann och déi néideg finanziell Moyene fir déi nächst Méint a Joren zur Verfügung stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deemem Projet de loi ofgeschloss.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen, an zwar de Projet de loi 8303. Den Text steet am Document parlementaire 8303¹⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8303 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schlëssen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 54, Abstentionen: 5. Dese Projet de loi ass also mat 54 Jo-Stëmmen bei 5 Abstentionen a kenger Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Claire Delcourt), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

20. Résolution de Mme Joëlle Welfring relative à la visibilité institutionnelle de la Luxembourg Pride et à la portée du principe de neutralité

(Résolution déposée en séance publique n° 91 du 26 juin 2025 – à consulter au compte rendu n° 36/2023-2028 en page 42)

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an zwar enger Resolution vum der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Visibilitéit vum der Lëtzebuerger Pride an der Portée vum Neutralitéitsprinzip. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Minella, d'Madamm Bofferding, den Här Keup, d'Madamm Welfring – mee ech ginn dervun eraus, datt Dir zum Schluss nach eng Kéier wëllt schwätzen –, den Här Clement, an den Här Baum. Vu datt Der elo scho prett sidd, kritt Der selbstverständlech d'Wuert, fir nach eng Kéier Är Motioun virzustellen. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho spéit, ech maachen et kuerz. Dir wësst et, dës Woch ass hei zu Lëtzebuerg Pride Week an déi steet dës Joer ënnert dem Motto „Stand United Against the Backlash“. Dës Sprooch kënnt net vun ongeféier, an och dës Resolution baséiert op verschidde Constaten.

An Zäiten, wou an enger ganzer Partie Länner ronderëm d'Welt op homosexuell Léift nach ëmmer d'Doudestroff steet, an Zäiten, an där an der EU Akte vu Gewalt an Haass, physisch oder online, géint queer Mënschen zouhuelen, wou 40 % vu jonke queere Persounen u Suicide denken a wou ganz no bei eis, an engem vun eisen Nopeschlänner, e Bundeskanzler an der Effentlechkeet de Reeboufändel, also e

Symbol fir d'Diversitéit a Mënscherechter, mat engem Zirkusfändel vergläicht, grad an dësen Zäite fanne mir et wichteg, dass mer déi Tradition, déi mer als Chamber iwwert d'Joren entwéckelt hunn, nämlech d'Lëtzebuerger Pride Week symbolesch ze ënnerstëtzen, viruféieren a weiderdenken.

Am Numm vun de Mënscherechter mussen mer mam gudden Beispill virgoen, an dat och ënner anerem duerch e gestärkten Austausch mat anere Parlamenten, zum Beispill an Europa, an och duerch konkret Aktiounen, Deklaratiounen oder aner Aktiounen, déi wichteg Zeechen an dësem Sënn sollen oprechterhalen an ausbauen.

Déi schwierig Situatioun an d'Leed vun de queere Mënsche gouf net méi spéit wéi geschéit zu Esch op der Gedenkfeier fir d'Affer vu queerfeindlecher Gewalt, wou mer zu e puer Deputéierte present waren, nach eemol ënnerstrach. An dës huet eis nach eng Kéier virun Ae gefouert, dass mir kee Schratt dierfen no hanne goen.

An dofir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschten an ech géif mech iwwer eng breet Ënnerstëtzung hei freeën. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Da wär d'Wuert fir d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Merci, Madamm Welfring, fir dës Resolution. Dir hutt d'Argumenter beim Depot an haut scho richteg a ganz komplett duergeluecht. Et geet ëm Dignitéit, et geet ëm Gläichheet a Gläichstellung, et geet ëm de Respekt vun de Rechter vun LGBTIQ+-Persounen an doriwwer eraus ganz einfach ëm Mënscherechter.

Ech wollt Iech e Beispill weisen, dat beleet, dass mir eis weiderhi fir d'Akzeptanz vun LGBTIQ+-Persounen mussen asetzen. An dofir stinn ech och hei uewen. A menger Gemeng zu Suessem hu mer am Kader vum Pride Month an all Uertschaft e faarwegt Reeboufändel opgestallt, wou dropsteet, dass d'Gemeng Suessem eng LGBTIQ+ Freedom Zone ass.

A wat ass geschitt? Dir hutt et vläicht an der Press matkritt. Eent vun de véier Schëlde ass schwaarz iwwermoolt ginn an et ass en „No“ mat engem Ausrufezeechen drop gesprach ginn.

(Mme Nathalie Morgenthaler montre une documentation.)

Dat ass en No-Go. Dat ass e Beispill vun engem Akt, dee mir all op d'Schäerf mussen verurteilen!

Dofir läit eis als CSV och um Häerz, mam gudden Beispill virzegoen an der LGBTIQ+-Communautéit eis Ënnerstëtzung ze weisen an ze ginn. Dat soll jidderee vun eis op all deene Plaze maachen, wou e kann. Et bleift primordial, Anti-LGBTIQ+-Astellungen ze bekämpfen a sech fir eng oppen, tolerant an inklusiv Gesellschaft anzusetzen, wou all Mënsch, onofhängeg vu senger sexueller Orientéierung oder Geschlechtsidentitéit, seng vollstänneg Plaz huet. Diskriminéierung huet an eiser Gesellschaft keng Plaz!

An dofir ënnerstëtzt d'CSV och dës Resolution. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. D'Madamm Mandy Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. LGBTIQ+-Rechter si Mënscherechter. An all Mënsch huet d'Recht op Gläichberechtigung an och op fräi Entfaltung. D'Luxembourg Pride, als Fest net nëmme vun der Diversitéit, mee och vun der Toleranz an engem friddlechen Zesummeliewen, setzt all Joer e staarkt Zeeche géint Diskriminéierung an Ausgrenzung. Lëtzebuerg muss och weiderhin e Land bleiwen, an deem jiddereen, onofhängeg vu senger sexueller Orientéierung oder Geschlechtsidentitéit, fräi a sécher liewe kann. Esou wéi all Joer d'Gebaier zu Lëtzebuerg blo opplichte fir d'Kannerrechter, sollen och d'Reboufaarwe fir d'Rechter vun der LGBTIQ+-Communautéit kloer visibel sinn.

Dowéinst géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Resolution matzestëmmen. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, wann een d'Kommentarer liese geet, nodeems d'Chamber d'Foto op hirem Social Media online gesat huet, déi eebe grad eist Gebai an de Reboufaarwe weist, ben, da kann een déi hei Resolution nëmme ënnerstëtzen. An et weist, wéi wichteg et ass, dass mer e ganz kloert Zeechen hei als Chamber setzen.

Déi Diskussioun an Däitschland war jo e bëssen ausgeaart. D'Madamm Welfring ass schonn drop agaangen. Do ass jo am Endeffekt – wéi soll ech soen? – d'Neutralitéit als Bün benotzt ginn, fir am Endeffekt Parteipolitik ze maachen. Well et kann een net neutral géigeniwwer vu Mënscherechter sinn. Et geet jo grad drëms, déi Diversitéit, wat jo eng Stärkt vun eiser Gesellschaft ass, visibel ze maachen, ze weisen, dass Leit, wéi ënnerschiddlech se och sinn, e ganz normalen Deel vun eiser Gesellschaft sinn. An et geet och drëms, en Zeechen ze setze géint Intoleranz, géint Homo- an Transphobie.

An dofir, wann ee keng Haltung hei weist, wann ee seet: „O, dat ass Privatsaach, dat geet eis näischt un“, ben, dann ass och dat am Endeffekt eng Haltung. An et weist eeben, dass een d'Mënscherechter hei net seriö hëlt. An dofir ass et wichteg, dass mer déi hei Resolution hunn. An et ass wichteg, dass mer hei gemeinsam en Zeeche setzen. Wéi gesot, d'Mënscherechter sinn net neutral a si sinn och net verhandelbar!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, datt d'Chamber eigentlech ëmmer méi heefeg konfrontéiert gëtt mat der Demande vu verschiddeenen Associatiounen oder Lobbyen, sech zu enger bestëmmter Cause ze bekennen. An dat soll zum Beispill doduerch geschéien, datt de Logo vun der Chamber ugepasst gëtt, datt Fändele sollen opgehaange ginn, oder duerch aner Methode fir e gewëssent Bekenntnis, zum Beispill d'Belichtung vun der Fassad.

Mir denken als ADR, datt d'Chamber eng wichteg Institutioun vum Staat ass an datt staatléich Institutiounen hire Gebailechkeeten an iwwerhaapt vun hirem Funktioun hier sollten neutral sinn. Ech mengen, eis politesch Ënnerscheeder, déi mer heibannen hunn, déi droe mer am Kader vun enger Institutioun aus. Awer d'Institutioun selwer muss ganz kloer neutral erschéngen an och neutral sinn. An dofir denke mir, datt mer an Zukunft op all méiglech Aktiounen an Demandé sollte verzichten, fir ganz

kloer ze ënnersträichen, datt eeben d'Institutionne vum Staat politesch neutral sinn.

An et ass schonn ugeschwat ginn ... Ech schwätzen elo net vum Bundeskanzler, mee vun der Bundestagspräsidentin Klöckner, déi och drop verzicht, eeben de Fändel opzehänken um Bundestag, aus Grënn vun der Neutralitéit. A si seet, ech zitieren dat: „[Sie] begründete ihre Entscheidung damit, dass es sich um ‚konkrete politische Forderungen‘ handle. Diese würden über ein allgemeines Bekenntnis zu Menschenrechten und Vielfalt hinausgehen. Die Verwaltung dürfe sich diese durch das Hissen der Pride-Flagge nicht in Gänze zu eigen machen.“

A weider seet se: „Man kann sich nicht sonst auf Neutralität berufen, wenn einem etwas nicht passt, und wenn aber einem etwas politisch subjektiv angenehm ist, dann die Neutralität ablehnen.“ „Das gelte auch für andere Demonstrationen, wie Fridays for Future oder den ‚Marsch für das Leben‘.“ „Sie verurteile Angriffe auf schwule und lesbische Menschen oder auf Veranstaltungen [...] auf das Schärfste.“ Dat maache mir och allegueren hei. „Doch auch andere Gruppen würden angefeindet und wünschten sich Sichtbarkeit.“ Si seet zum Beispill: „Die meistverfolgte Gruppe weltweit sind übrigens Christen. Dann müsste ich auch an einem Tag im Jahr zum Beispiel die Vatikanflagge hissen.“ Dat ass dat, wat déi däitsch Bundestagspräsidentin seet.

Mir sinn hei, dass dat kloer ass, allegueren fir Mënscherechter, mir sinn allegueren fir Demokratie a mir sinn och allegueren fir de Rechtsstaat. Ech sinn awer do der Meenung – a mir sinn als ADR der Meenung –, dass een dat net onbedéngt muss mat engem Fändel duerstellen. A mir sinn och net eleng, well wann ech mech gutt ëmkucken, sinn hei am Land och ganz vill Gemengen a soss Institutionen, déi et och net maachen, wat awer net heescht, dass déi vläicht net demokratesch wieren.

Also, am Sënn vun der Neutralitéit vun de staatlechen Institutionen si mir also derfir, dass d'Chamber op esou Aktiounen verzicht, fir eebe grad déi neutral Haltung ze behalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wie sech ugesiichts vu Mënscherechtsverletzungen, vun Aschränkunge vu Mënscherechter, eng sougenannten „Neutralitéit“ op säin imaginäre Fändel, deen en net hisse wëllt, schreift, dee mécht sech genau deene Mënscherechtsverletzung matgeschéll. E mécht sech déi zu eegen, well e seet: „Ech wëll mech net äusseren, ech wëll jo neutral sinn.“

Ma wann een hei net neutral soll sinn a politeschen Äusserungen, dann ass et eng Chamber! Mir sinn nun emol net neutral. Kee vun eis heibannen ass neutral. Mir féieren e politeschen Debat, an deen huet Majoritéiten. A wann eng Majoritéit der Meenung ass – an ech si frou, datt mer hei zu Lëtzebuerg

esou eng grouss Majoritéit hunn –, datt ee sech soll zur Verdeedegung vu Mënscherechter bekennen a fir Gläichberechtigung asetzen, ma da muss een dat och no baussen droen. Dann ass et net iergendee falsch verstanen Neutralitéitsgebot, dat verhënnere soll, dat no baussen ze droen.

A wéi néideg dat ass, dat weist eng Äusserung vun engem Paschtouer, déi ech de Moien nach op Facebook gesinn hunn, deen dann och d'Foto vun der Chamber mam Reeboufändel gepost huet an dee schreift: „Skandaléis! Wou se an Däitschland agesinn hunn, mat wéi enger Ideologie dee Reebou verbonnen ass, a verbueden hunn, de Reebou virun de Bundestag ze stellen, ënnerstëtzt eis Chamber dës mënscherechtsveruechtend Ideologie. A kaum ee wiert sech. Déi meescht menge sécher, si géifen domat d'Mënscherechter verdeedegen.“

Majo, ech gehéieren zu deenen, déi mengen, domadder d'Mënscherechter ze verdeedegen, deen dovunner iwwerzeegt ass, d'Mënscherechter ze verdeedegen. An dofir ass et esou wichteg, datt och d'Chamber weiderhin d'Mënscherechter verdeedegt. A wie mengt, esou eppes wär wouer, ma deen huet och mengem Virriedner gutt nogelasschert an déi Fakenews nogelasschert, vu weegen de Bundestag géif guer näischt méi maachen. Well och de Bundestag, och wann en näischt fir d'Pride mécht, huet zum Beispill fir den IDAHOBIT (ndlr: International Day Against Homophobia, Biphobia, Interphobia and Transphobia), also den Dag, wou d'Weltgesundheitsorganisation d'Homosexualitéit als Krankheet gestrach huet, de 17. Mee, och de Reebou gehisst. Ech froe mech, wou dann do eis Verfechter vun der chrëschtlechter Nächstelëft waren, wéi et drëm gaangen ass, wierklech Nächstelëft ze weisen!

Fir mech ass op alle Fall kloer: Déi hei Resolutioun gehéiert gestëmmt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir d'Initiativ fir dës Resolutioun, déi eis als Chamber jo quasi en Opdrag gëtt. An ech deelen och d'Analys vu ville vu mengem Virriedner, datt mer feststelle mussen, datt mer an Zäite vun engem Backlash sinn, datt queerfeindlech Attacke weider zouhuelen an datt mir mat enger iwwergrousser Majoritéit hei an der Chamber der Meenung sinn, datt een deem net einfach esou nokucke kann.

Et geet ëm Respekt, Respekt viru Rechter vu Mënschen. An duerfir sinn ech och net mam Här Keup averstanen. D'Chamber ass parteipolitesch neutral. Mee d'Demokratie ass net neutral. D'Demokratie ass e politeschen Ausdrock. Eis Verfassung ass e politeschen Ausdrock. An och d'universal Mënscherechtsklärung ass e politeschen Ausdrock. An ech si frou an houfreg, Member vun enger Chamber ze sinn, wou 55 vu 60 Deputéierten dat deelen!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Resolutioun

ofgeschloss. Madamm Welfring, wëllt Dir nach zum Schluss eppes soen?

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo, merci. Ech mengen, et ass alles gesot. An d'Virriedner hu bis op eng Ausnam relativ gutt, mengen ech, an och ganz kloer duergeluecht, dass Näischtmaachen och en Zeechen ass. An am Fall vu Verletzung vu Mënscherechter ass et wierklech dat falscht Zeechen. Dofir kann ech wierklech net domat averstan sinn a wierklech net oprechterhalen, wat d'ADR hei gesot huet. An dofir, voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Welfring. Domat wär dann d'Diskussioun definitiv ofgeschloss.

Vote sur la résolution

Ech géing d'Resolutioun vun der Madamm Welfring elo zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmme a kenger Abstentioun. Dës Resolutioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Paul Galles), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Zeimet) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt (par M. Ben Polidori), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos).

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Moien erëm um 9.00 Auer zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.23 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 51
M. Claude Wiseler, Président
2. **Motion de M. David Wagner relative à la fermeture du Bureau de commerce et d'investissement à Tel Aviv** p. 51
Exposé : M. David Wagner
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Gusty Graas | M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. David Wagner | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (interventions de M. Marc Baum et M. David Wagner) | M. Marc Goergen | M. le Ministre Xavier Bettel
Vote sur la motion (rejetée)
3. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'égalité de traitement entre les équipes féminines, masculines et de jeunes dans le football** p. 54
Exposé : Mme Joëlle Welfring
Discussion générale : M. Charles Weiler | Mme Mandy Minella | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre des Sports
Vote sur la motion (rejetée)
4. **8114 – Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés** p. 57
Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité : Mme Mandy Minella
Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Claire Delcourt | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1) | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8114 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Mandy Minella | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum | Mme Claire Delcourt | Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen | Mme Mandy Minella
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (rejeté)
Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **8502 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute », fait à Rio de Janeiro, le 20 juin 2012** p. 63
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Paul Galles
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8502 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8365 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat** p. 64
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Paul Galles
Discussion générale : M. Paul Galles | M. Luc Emering | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring (dépôt d'une demande de vote séparé sur l'article 7) | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Franz Fayot (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Serge Wilmes) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. Meris Sehic (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes
Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8365 (adopté)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8365 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8551 – Proposition de loi portant modification de la loi du 6 juin 2025 portant modification :**
1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;
4° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
en vue de l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État p. 71
Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer
Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8551 et dispense du second vote constitutionnel
Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Max Hahn, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Motion de M. David Wagner relative à la fermeture du Bureau de commerce et d'investissement à Tel Aviv

(Motion déposée en séance publique n° 92 du 8 juillet 2025 – à consulter en page 20 de ce compte rendu)

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet d'Motioun vum Här David Wagner iwwert den Handels- an Investitiounsbüro zu Tel Aviv. Den Här Wagner hat déi Motioun gëschter deposéiert a mir hu se direkt op den Ordre du jour vun haut de

Moie gesat. Ech wëll den Auteur froen, ob hie seng Motioun nach eng Kéier wëllt am Ufank erklären.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Ganz kuerz vläicht, Här President. Et geet ganz einfach drëms, nodeems mer jo och den Hearing haten d'lescht Woch iwwer méiglech oder onméiglech Sanktiounen géegen iwwer Israel, en vue du droit international, vun de Violatiounen, déi do geschéien, datt och Lëtzebuerg unilateralement déi eng oder déi aner Mesür kann ergräifen, fir Drock op Israel ze maachen. An an deem Sënn géife mer fuerderen, zesumme mat der LSAP a mat de Gréngen, datt den Handelsbüro vu Lëtzebuerg zu Tel Aviv géif bis op Weideres zougemaach ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Graas, den Här Zeimet, den Här Cruchten. Här Graas, fänkt Dir emol un.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Merci dem Här Wagner fir den Depot vun där Motioun do. Dat ass effektiv eng Konsequenz vun dem Debat, deen d'lescht Woch hei an der Chamber war. Ech mengen, dat muss een elo awer an e méi breede Kontext setzen, déi Diskussioun hei de Moien. An ech wollt do vläicht op véier, fënnf Punkten e bësse méi am Detail agoen.

Fir d'éischt emol mussen mer och iwwert dat Ofkommen mat Israel schwätzen, dat jo zënter dem Juni 2000 a Kraaft ass, wou jo ganz vill Diskussiounen och déi lescht Woche waren a wou jo och eng Diskussioun iwwert den Artikel 2 lancéiert ginn ass, wou jo och d'Madamm Kallas elo e Rapport ugefrot huet, dee jo da soll de 15. Juli, dat heescht also nächsten Dënschden, och op engem Sommet vun den

Ausseministeren diskutéiert ginn. Fir d'éischt soll een also och mol ofwaarden, wéi do d'Konsequenze sinn, wéi am Fong elo dann deen Artikel 2 do interpretéiert gëtt, ob Israel wierklech Mënscherechter mëssuecht huet oder net.

Deen zweete Punkt, dat ass natierlech an där ganzer Diskussioun och ëmmer, wéi sech d'Situatioun vu Palästina de Moment duerstellt. D'Zweestaatelésiung – ech wëll net ëmmer alles am Detail hei widderhuelen –: Ganz kloer, meng Partei ass fir eng Zweestaatelésiung.

Mir hunn eis och ëmmer an éiweg fir en direkte Cessez-le-feu agesat. An och do erkennt ee jo eng gewëssen Hoffnung. An zwar war den Här Netanjahu elo beim Här Trump, wou dann am Fong ugekënnegt ginn ass, datt et net auszuschléissen ass, datt e gewëssene Cessez-le-feu kéint kommen.

Gläichzäitig lafe jo och Diskussiounen am Katar, zu Doha, wou u sech och indirekt Diskussiounen zwëschen der Hamas an Israel lafen.

Dann en drëtten Punkt, deen och relativ rezent ass, ass, datt aus Kreesser vun der Hamas selwer behaupt gëtt, datt si am Fong geholl gréisstendeels d'Kontroll iwwert d'Gazasträif verluer hätten. Do ass u sech elo en neie Clan, deen amgaangen ass, sech breetzemaachen, mat engem gewëssenen Här Shabab. Och do soll een elo mol ofwaarden, wéi sech déi ganz Situatioun entwéckelt.

An da muss een awer och soen, datt mir mat dem LTIO am Fong geholl nach déi eenzeg Bréck, kann ee soen, zu Israel de Moment hunn. Well, ech mengen, Här Ausseminister, Dir musst mech berichtege, wann ech eppes hei soen, wat net ganz richteg ass, mee ausser Lëtzebuerg huet keen eng Ambassade an Israel (veuillez lire: Lëtzebuerg huet och keng Ambassade an Israel). Och dat ass awer net onwichtig, hei ze ernimmen. Dat heescht, wa mer elo géingen den LTIO direkt schléissen, hätt mer am Fong geholl guer kee Lien méi zu dem Staat Israel. Duerfir mengen ech, zu dësem Zäitpunkt soll een elo ofwaarden, et soll een dës Motioun elo net stëmmen.

Dann awer eng lescht Remark nach, Här Wagner: Ech fannen et awer e bësse speziell, datt Der hei Katalounien als Referenz huet, wéi wann dat awer elo déi Referenz wär! Et ass emol keen europäesche Staat. Wann Der sot, déi hätten awer elo Sanktiounen geholl a Lëtzebuerg misst dann am Fong geholl op de selwechte Wee goen, bon, ech wëll dat net verdéiwen, mee doriwwer kann ee sech awer wierklech seng Gedanke maachen. Ech hätt awer geduecht, Dir hätt vläicht e bessert Beispill fonnt wéi dat.

Bon, onofhängeg dovun géing ech de Kolleegen hei aus menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun dann awer net ze stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci. Ech kéint mech elo munchem uschléissen, wat den Här Graas elo just gesot huet – vläicht elo net grad senge Bemierkungen zu Katalonien. Mir sinn och e klengt Land. A Katalonien ass jo awer och keng kleng Regioun, muss een awer trotzdem fairerweis soen.

Mee mir hu gëschter Owend, Här President, hei ...

(Problème de sonorisation et interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst an de Mikro schwätzen. Dat ass e weëneg de Problem bei deene Sëtzplazen. Voilà.

(Brouhaha)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat ass mol eng gutt Propos. Där géife mer eis direkt uschléissen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Här President, mir hu gëschter Owend mat breeder Majoritéit eng Resolutioun iwwert d'Mënscherechter ugeholl, datt et u sech egal soll sinn, wien ee gär huet, an datt een dat iwwerall soll kënne liewen, hei bei eis an natierlech och soss iwwerall an der Welt. Ech muss awer feststellen, datt genau déi dote Rechter an där dote Regioun just an engem Staat kënnen ausgelieft ginn, an dat ass dee Staat, deen hei, eesäiteg eiser Meenung no, an dëser Motioun un de Pranger gestallt gëtt.

Deen eenzege Rechtsstaat an nach ëmmer déi eenzege Demokratie an där Regioun ass Israel. A mir stinn zum Existenzrecht vun Israel. An dofir kënne mer keng Motioun matdroen, wou dat awer wierklech mat kengem Wuert erwänt gëtt a wou u sech Israel eleng un de Pranger gestallt gëtt fir de Misär, deen et am Moment an der Regioun gëtt. Dat kann an eisen Aen net sinn. An dat kënne mer och net matdroen. Dat stelle mer ëmmer erëm hei fest.

Ech weess och net, ob et sënnavoll ass, datt mer all Woch elo Motiounen stëmmen, wou mer da feststellen, datt mer eis an deem Punkt da warscheinlech net eens sinn.

Mir si fir de Waffestëllstand. Mir sinn awer och fir d'Fräiloossung vun de Geiselen. An dat ass och eng Konditioun. Mir sinn natierlech fir de Friden a fir d'Zweestaatelésiung. Mee nach eng Kéier: Mir decidéieren dat net hei um Krautmaat! Dat muss an der Regioun tëschen deene Leit endlech eng Kéier gekläert ginn.

Mir hate virun enger Woch hei eng Petitioun a mir waren eis, dat war emol mäin Androck, eens, datt fir d'éischt eng Analys soll gemaach ginn. Zwou souguer: eng vun Här Ausseminister a sengem Haus an eng vun der Cellule scientifique iwwert d'Méiglechkeet vu Sanktiounen. Eng Woch méi spéit wëlle mer da virpresche mat enger eenzelter Mesür.

Ech stelle just fest, wa mer eng Ambassade an Israel hätten, géifen d'Auteure vun der Motioun dann elo haut fuerderen, datt mer déi Ambassade géifen zoumaachen. Ech kéint mer dat perséinlech och net virstellen. Mir kënnen eis cibléiert Sanktiounen virstellen, géint eenzel Produiten aus de besate Gebidder, géint eenzel Persounen aus Israel, awer net generell einfach esou de Staat Israel hei un de Pranger ze stellen. Dat maache mer net mat.

An dofir kënne mer dës Motioun och net matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, Här President, mir hunn déi Motioun vun dem Kolleeg David Wagner matënnerschriwwen a matgedroen, well mir stinn do voll derhannert.

Den Här Graas huet virdru geschwat vun enger Hoffnung, déi et elo erëm géif ginn, vu Gesprécher tëschen dem Här Trump an dem Här Netanjahu. Ech mengen, dass d'Leit am Gaza zënter iwwer 18 Méint keng Hoffnung méi hunn. Si hu keng Hoffnung méi op Friden. Si hu keng Hoffnung méi op eng fair an och gerecht Zukunft fir sech an hir Kanner. Si hu keng Hoffnung méi op déi international Ënnerstëtzung, also d'Ënnerstëtzung vun der internationaler Gemeinschaft.

An ech mengen, dass mer un engem Punkt sinn, wou mer eis hei zu Lëtzebuerg och musse froen, ob mir nach alleguerten eis Obligatiounen erfëllen. Mir

kucken nämlech no, wat am Gazasträif geschitt. Israel gëtt, wann iwwerhaupt, ganz zaghaft kritiséiert fir säi Virgoen. Da gëtt gesot: „Mir musse kucken, ob net vläicht awer d'Reaktioun vun Israel disproportional ass.“ Also, ech mengen, bei 60.000 Doudeger, dovunner de Gros an der Zivillpopulatioun, do kann een net méi vun Disproportionalitéit schwätzen. Dat ass e Verbrieche, wat do geschitt!

Engersäits schnüre mer an der Europäescher Unioun – zu Recht! – 18 Sanktiounspäck géint d'Russesche Federatioun. A géint Israel: Null! Näischt. Nada. Dat heiten ass wierklech den absolute Minimum.

Mir hu gefrot, dass den Associatiounsaccord tëscht der Europäescher Unioun an Israel géif ausgesat ginn. Näischt erreeche mer do!

Dat doten ass eng kleng Saach. Mee déi wär awer eng symbolesch Saach, déi – wa mer vun Hoffnung schwätzen – awer vläicht mol erëm géif verschiddene Leit an der Welt Hoffnung ginn, dass d'international Gemeinschaft, dass Lëtzebuerg net einfach just nokuckt!

A mir mussen eis d'Fro stellen, ob mir nach eis Obligatiounen, zum Beispill déi vun 1948 an der Konventioun vun der Prévention contre le génocide, erfëllen, wou mir eis nämlech engagéiert hunn am Artikel 5, dass mer effikass Sanktiounen géifen huele géint alleguerten déi, déi e Genocide géife maachen. A mir sinn entre-temps op deem Punkt. An dofir sinn ech der fester Iwwerzeegung, dass mer dat heiten haut musse stëmmen – net sollen, mee mir mussen dat heite stëmmen –, fir dass mer nach eist Gesiicht bewaren!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Clement. D'Madamm Tanson duerno.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och den Auteure fir dës Motioun, déi eis awer zum Nodenken sollt ureegen, an zwar net well et ..., ech mengen, d'Constaten heibanne si relativ kloer, mee well awer elo e puer Äusserunge koume vun der Majoritéitssäit, déi een esou net einfach ka stoe loosse am Kontext vun engem LTIO.

Här Graas, ech géif Iech Recht ginn, wa mer géife vun enger Ambassade schwätzen. Ech géif Iech och nach Recht ginn, wa mer vun engem Honorarkonsulat géife schwätzen – wat mer iwwerengs och zu Tel Aviv hunn. Dat heescht, mir hu schonn nach eng Vertriidung vu Lëtzebuergeschen Interëten zu Tel Aviv, nämlech den Honorarkonsul.

Wat mer awer zu Tel Aviv hunn, dat ass, datt zënter 15 Joer eng Privatfirma – oder e Privatentrepreneur – do am Numm vu Lëtzebuerg den LTIO exploitéiert. Iwwerengs war dat fréier net den Ausseministère ... Also, et ass elo erëm, mengen ech, beim Ausseministère fir den auswärtigen Handel ugesidelt. Virdru war et och eng Zäit laang beim Wirtschaftsministère.

D'LTIOe si keng Ambassade vu Lëtzebuerg. D'LTIOe solle Business op Lëtzebuerg bréngen. A wat huet eis den LTIO an Israel an der Vergaangenheet abruucht? Ma datt mer de Pegasus-Bedreiwer NSO Group op Lëtzebuerg kruten. Ob dat eis elo wierklech soll derzou amenéieren, déi ze verteidegen, wéi Dir dat elo grad gemaach hutt – ech stellen dat a Fro!

Ech stelle mer souwiso mol d'Fro, wéi mer entscheeden, wien eis, wann et kee Beamten ass, als LTIO vertritt am Ausland – wann dat da vertriee soll sinn. An dofir hunn ech scho laang e fundamentale Problem mat der Fonctiounsweis vun deem LTIO zu Tel Aviv

gehat, iwwert de Kontext vun deem heiten eraus. Mir loosse eis dach net vu Privatfirmen als „soi-disant Ambassade“ am Ausland verrieden! Wa mer der Meenung sinn, datt mer eng diplomatesch Verriedung brauchen, da brauche mer eng diplomatesch Verriedung. A wa mer en LTIO a Palästina hätten, da kéint een och deen zur Diskussioun stellen.

Mee hei geet et elo drëm, den LTIO, deen an eisen Ae keng wierklech Verriedung vu Lëtzebuerg ass, mee rengen privatrechtlechen Interessien déngt, zouzemaachen. An dat kënne mir absolutt mat ënnerstëtzen. D'autant plus, well d'Consideranten natierlech alleguerten der Wourecht entsprechen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Tanson an duerno den Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, ech sinn effektiv och e bëssen iwwerrascht iwwer verschidden Aussoen, déi hei gemaach gi sinn. Wou kënnt dat heiten hier? Mir haten d'lescht Woch hei eng Debatt, wou vun der Regierungssäit gesot ginn ass – zu Recht –, mir hätte keng Base légale, fir Sanctions financières unilateral als Lëtzebuerg géint Israel ze huelen, well mer déi virun allem hunn, fir déi international Sanktiounen ëmzesetzen, déi op europäeschem Niveau oder bei aneren internationalen Organisatiounen geholl gi sinn. An do war d'Diskussioun awer hei opkomm, an der Pleniëre, mat den Ënnerschrëftesammler vun där Petitioun, dass mer jo awer aner Méiglechkeeten hätten, fir Sanktiounen ze huelen.

An, bon, den Här Clement huet et elo och zu Recht gesot: Dee Büro, vun deem mer hei schwätzen, dat ass wierklech keng Ambassade! Dat heescht, dat Argument, ze soen, et misst een awer nach eng Bréck bauen an nach eppes oprechterhalen, dat gëllt hei an eisen Aen definitiv net.

Ech sinn och paff, wa gesot gëtt, et misst een elo mol feststellen, ob Mënscherechtsverletzungen gemaach gi sinn. Dee Constat ass do! Et sinn definitiv Mënscherechtsverletzungen vun Israel gemaach ginn!

An dat schmälert och net, Här Zeimet, dat, wat virdru geschitt ass. An Dir wësst genau, dass ech – an net ech eleng – bei all Discours, dee mer bis elo hei gefouert hunn, och ënnerstrach hunn, wéi grav dat war, wat de 7. Oktober geschitt ass.

Dat erkläert a justifizéiert awer a kenger Aart a Weis déi Äntwert, déi doropshi vun Israel komm ass. Wou elo an der Gazasträif d'Leit all Dag ëm hiert Liewe mussen kämpfen. Wou mol net Liewensmëttel kënne ausgelievert ginn u Leit, déi näischt méi hunn, ouni dass se mussen ëm hiert Liewe fäerten.

Här Zeimet, dat huet näischt mam Existenzrecht vun Israel ze dinn. Dat huet eppes mam Existenzrecht vu Palästina ze dinn a vun de Palästinenser. An duerfir kënne mer net einfach nokucken als Lëtzebuerg a soen: „O, mir mussen mol kucken, ob iwwerhaapt Mënscherechtsverletzungen geschitt sinn.“

Mir kënne och net nokucken a soen: „Mir mussen kucken, wat mat deem Accord geschitt.“ Well mir wëssen alleguerten heibannen, dass mat deem Accord net vill wäert geschéien!

Um nächste Conseil européen wäerte Propose gemaach gi vun der Madamm Kallas op Basis vun deem Avis vun der Europäescher Kommissioun, dee feststellt, dass et ganz staark Indikatiounen gëtt fir Mënscherechtsverletzungen. Wat nach e ganz duussen Avis ass vun deem, wat een an der Press liest. Well déi Mënscherechtsverletzungen, déi kënne mer all Dag live op der Tële kucken!

An duerfir, dat hei wier en Instrument, dat mir hätten als Lëtzebuerg, fir Verantwortung ze iwwerhuelen, fir dat ze soen, wann een dat an de Kontext setzt vun anere Konflikter, wou mer genauou reagéieren.

Mir kënne net op där enger Säit soen: „Russland, dat ass ganz grav, wat do geschitt!“ Déi probéieren, en Ugrëffskrich géint d'Ukrain ze maachen. Déi probéieren, do d'zivil Populatioun doutzemaachen an deenen hir Liewensgrondlag ze huelen. Do huele mer Sanktiounen. A wa genau dat selwecht an der Gazasträif geschitt, quitte dass do ganz grav Saachen am Virfeld geschitt sinn, da maache mer d'Aen zou an da soe mer: „Dat ass net schlëmm! Mir mussen Brécke bauen. Mir mussen hei d'Handelsrelatiounen esou promouvéieren, dass mer dee Büro do oprechterhalen.“

Et wier einfach en Zeechen, fir ze soen: „Sou, dat do kucke mer net no, do sti mer net derhannert! Dat ass net vereinbar mat eise Wäerter!“

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Et wier awer vläicht net schlecht, wann ee sech trotzdeem géif manner theatralesch opreegen hei, Verschiddenner.

(Interruption)

Et kënnt op jidde Fall esou eriwuer.

Ech mengen, dass et eng ganz komplex Situatioun ass. A mir widderhuelen dat hei fir d'x-te Kéier. Et ass och gutt, dass mer dat widderhuelen, well et geet de Leit doënn jo net gutt.

Mir hunn e 7. Oktober. Mir hunn eng brutal Attack op Israel. An ech muss an deem Kontext soen, dass mir ëmmer erëm opfält, dass et verschiddene Leit och haut nach ëmmer schwéierfält, déi ze verurteilen. Dat fält mer op. Net heibannen, mee dobaussen.

Da fält mer op, dass duerno Israel eng Revanche wollt huelen a si d'Hamas wollten zerstéieren – wat ee ka verstoen – an dass dat duerno komplett iwwerdrifwe ginn ass. An ech widderhuelen och hei, dass am Gazasträife mëttlerweil dräimol méi Zivilisten ëmkomm si wéi an der Ukrain an deem ganze Krich do, wat enorm ass fir dee klengen Territoire!

Dat heescht, mir hunn eng absolutt katastrophal Situatioun a mir wënnen eis alleguerten, dass dat ophält an dass mer e Waffestëllstand kréien an och iergendeng Léisung kréien, wéi och ëmmer déi ausgesäit.

An da stellt sech awer d'Fro, wat mir elo do kënne maachen, mat Sanktiounen, mat Büroen zoumaachen an esou weider. An do soen ech awer, datt mer do mussen realistesch sinn. Ech mengen net, dass Sanktiounen vu Lëtzebuerg – wat och ëmmer, a wa mir all Kontakt géifen ofbriechen –, a souguer vu villen europäesche Länner, iergendepes un där Situatioun hei elo géifen änneren. Well déi Sanktiounen, déi mer huelen op der Welt, dat gesäit een och bei Russland, si souwisou eppes, wat net ëmmer eppes hëllef, wann net jiddweree matméit op der Welt. An hei géif sécher net jiddweree matmaachen.

An duerfir mengen ech, dass et elo drëms geet, iert mer esou eppes wéi dat heiten decidéieren, dass mer kucken, dass e Waffestëllstand kënnt. Dass mer eis Zäit huelen. Dass mer ofwaarden. An dass mer da gegebenefalls nach ëmmer kënne reagéieren an eeben déi Handhabe dann hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Ech hu mer gëschter Owend an nach haut de Moien, ier et ugefaangen huet, vill Gedanke gemaach a mech gefrot, wat fir eng Argumenter d'Majoritéit géif fannen, fir ze soen: „Dat maache mer elo och net!“

An: J'ai pas été déçu! Meng Virriedner hu schonn eng ganz Partie Argumenter vun der Majoritéit decortiquéiert an auserneegepléckt, déi awer zum Deel net méi standhalen an op ganz wackelege Bee stinn.

A mir dierfen och net vergiessen: Et sinn och Parallele gemaach ginn – zu Recht – mat de Sanktiounen, déi mer verhaangen hunn – och zu Recht –, wat Russland ugeet.

D'Geschicht kuckt op eis, an 20 Joer, an 30 Joer. Dat heite gëtt jo och alles opgeholl. Ech weess net, déi eng hu Kanner, Enkelkanner, an déi wäerte vläicht och mat der Fro konfrontéiert ginn: Wat hutt Der deemools gemaach respektiv wat hutt Der net gemaach, wéi dee Vëltermord amgaange war am Gazasträifen? Hutt Der agéiert? Hutt Der net agéiert? Hutt Der verstanen? Hutt Der et esou gemaach: „Jo, bon, mir hunn e bësse Verständnis?“ Hutt Der ënnerstëtzt? Oder hutt Der dergéint gekämpft? Oder wéinstens versicht, souguer kleng Mëttelen ze huelen, fir wéinstens ze soen: „Dat doten dierf elo guer net méi geschéien!“, an net just a Sonndesrieden ze soen: „Esou eppes dierf net méi geschéien! Gewësse Saachen dierfen net méi geschéien!“ Domadder wäerte mer och nach konfrontéiert ginn.

Israel ass zu engem groussen Deel en demokratesche Staat – net fir all seng Bierger, muss een awer och soen. An där Géigend gëtt et och nach de Libanon, dee keng Diktatur ass, trotz alle Schwieeregkeeten, mat deenen dat Land ze kämpfen huet.

A grad e Land, dat demokratesch ass – oder den Usproch erhieft, demokratesch ze sinn – huet sech u gewësse Saachen ze halen, wéi den Droit international, wéi d'Mënscherechter, wéi zum Beispill, eng Bevëlkerung net ze massakréieren, wéi och e Land net militäresch ze besetzen op eng illegal Aart a Weis, zënter Joerzengten. Dat schéngt vläicht heiansdo och kee Mënsch ze interesséieren – oder gewësse Leit net ze interesséieren –, mee dat geet och net!

E Land, dat vu sech selwer seet, et wier demokratesch, huet justement héich Standards, fir derfir ze suergen, datt déi Demokratie net just innerhalb vu sengem Land ëmgesat gëtt, mee och bei den Nopere selwer an och bei de Bevëlkerungen, déi ënnerdréckt ginn an déi direkt Nopere sinn.

Den LTIO, den Här Clement huet dat ganz gutt gesot, wann den LTIO elo d'Lëtzeburger Verriedung ass – d'ailleurs, ech mengen net, datt déi, déi dofir zustänneg sinn, Lëtzeburger Bierger sinn, ganz dovunner ofgesinn –, wann dat eise Verrieder ass, dann hu mer e Problem! Well et gouf dorobber opmierksam gemaach, datt den LTIO jo awer och, an ech hat dat nach a menger Introductioun gëschter gesot, Promotioun mécht vu Societäten, déi dual-use sinn, wéi CyberArk – NSO Pegasus ass genannt ginn –, déi benotzt ginn, fir justement d'Mënscherechter ganz krass ze violéieren. Et kéint ee souguer esou wäit goen, sech awer d'Fro ze stellen, inwiefern et keng Komplizenhaftegkeet a Crime-de-guerré gëtt par rapport zu de Responsabele vum LTIO, deemno wéi.

Mee ganz dovunner ofgesinn, souguer wann den LTIO nëmme mat Geméis géif handeln, geet et jo just drëms ze soen ... Mir hunn d'lescht Woch doriwuer diskutéiert an d'Regierung seet permanent: „Mir wëlte gären. Mir wëlte gären, datt vläicht um EU-Niveau Sanktiounen geholl ginn. Mir wëlte gären, datt d'Amerikaner“, well déi kréien dann déi ganz

Responsabilitéit, „eppes géife maachen. Mir wéilte gären, mee déi aner wëllen net.“ A wann et méiglech ass, wa Lëtzebuerg ka souverän eng Decisioun huelen, déi e bësse manner symbolesch ass wéi d'Unerkennung vum Staat – wou ëmmer gesot gëtt, dat wier symbolesch –, a, da geet et och net. Da gëtt déi grouss Këscht erausgeholl an da gëtt versicht, all déi komeschst Argumenter erauszekramen, fir ze soen: „Hei, dat dote kënne mer elo net maachen.“

A jo, Katalonien huet et gemaach. Jo, Katalonien ass keen onofhängege Staat. Do sinn der vill a Katalonien, déi dat vläicht och bedauern. Mee Katalonien huet säin Handelsbüro zougemaach.

An de Staat Spuenien – well d'lescht Kéier huet den Här Bettel jo eng gefrot: „Wat huet da Spuenie gemaach?“ –, ma de Staat Spuenien, deen huet leschte Mount e Waffeliwwerungsvertrag mat Israel ganz einfach annulléiert, well se weinstens eppes och ënnerholl hunn. Et ass eng Mesür, déi ee kann huelen, fir och e bessen am Kloten ze si vis-à-vis vun der Mënscheit a vis-à-vis vun der Geschicht.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. D'Regierung freet d'Wuert. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech weess jo net, ob een elo nach dierf Merci soen oder net fir en Text, deen deposéiert ginn ass an dee mer hei diskutéieren, mee de Sujet ass e ganz wichtige Sujet.

Ech wëll just drun erënneren, dass mer scho vill iwwert d'Relatioun mat Israel diskutéiert hunn. An den LTIO ass eng Kreatioun vun 2010, wéi de Minister Krecké och dee kreéiert huet. Ech wëll just drun erënneren, dass dat déi Period war, wou och tëscht Israel a Palästina net déi bescht Relatioun war. Mir koume grad ... Et war e Blocus do. Et si ganz vill Palästinenser gestuerwen. An onobstant war et awer deemools déi Regierung 2010, wou ech net Member war, déi awer dunn decidéiert huet, den LTIO opzemaachen. Et muss een d'Fakten och an den Temps temporel vun deemools setzen. Éischt Saach.

Déi zweet Saach ass den LTIO. An hei ass e ganz gutt Beispill genannt ginn, Här President, an erlaabt mer, den Här Wagner ze zitieren: „Souguer wa se nëmme Geméis géife verkaufen.“ Dat heescht, mir sollen de Bauer bestrofen, deen do schafft.

Jo, de Fait ass hautdesdaags, dass den LTIO net nëmme fir israellesch Betriber, déi zu Lëtzebuerg present sinn, mee och fir Lëtzeburger Betriber, déi an Israel Aktivitéiten sichen, do ass. Si hëllefen och der Chambre de Commerce. Si hëllefen, Lienen tëscht deenen zwee Ökosystemen ze maachen. A si hëllefen och bei Reesen, wéi gesot, vun der FEDIL, vun der Chambre de Commerce a vun deenen anere Leit.

Mir hunn ... Hei ass och gesot ginn, Spuenien hätt zum Beispill mat Waffen ... Ech hunn Iech et scho beäntwert. Et si vu Lëtzebuerg aus keng Schéisswaffen oder letal Waffen an Israel geliwwert ginn. Dat heescht, ech kéint Iech och soen, dass dat zu Lëtzebuerg och doudsicher ophält. Mee et war net de Fall virun. Duerfir brauch ech dat och net hei symbolesch ze soen.

Mir hunn am Moment ... Wann den LTIO géif zoumaachen, géif dat heeschen, mir géifen do Leit bestrofen, déi vläicht au contraire d'Regierung kritiséieren. Mir géife Lëtzeburger Betriber schueden, déi am Moment Aktivitéiten och an Israel hunn.

Drëttens hu mer am Moment, d'nächst Woch, also de 15., och déi Diskussioun zu Bréssel, a wéi Der wësst,

ginn ech jo net op Osaka, well ech der Meenung sinn ..., de Méindeg och d'Tariffs-Diskussioun iwwert dem Donald Trump seng Decisioun an en Dënschden iwwer Israel a Palästina, iwwer d'Relatioun an eeben iwwert déi néideg Schrëtt, déi d'EU kann huele vis-à-vis vun Israel. Ech mengen, wa mer en Impakt wëllen hunn, dann ass dat heiten och dee Schrëtt, deen och wichteg ass.

Et huet elo kee vun der Unerkennung geschwat, vun deene Konferenzen, déi sollte sinn. Wa meng Informatiounen stëmmen, wier vläicht nach dëse Mount eng Reunioun um Niveau souguer vun de Chefs d'État an de Chefs de Gouvernement, déi kéint organiséiert gi vu Frankräich, wat och eng wichteg Etapp wär.

An da wier och nach vläicht – déi Informatioun, déi ech hunn, an ech wëll déi awer der Chamber net virenthalen –, eng Reunioun vun den Ausseministere, eeben och fir de Processus weiderzeféieren an dësem Kontext.

Ech sinn der Meenung, mir sollen hei dat maachen, wat och en Impakt huet um Terrain. Hei elo en LTIO wëllen zougemaachen, ass wierklech nees pur Symbolpolitik – pur Symbolpolitik! –, wann ech mer erlabe kann, dat ze soen, a wäert souguer Leit, déi haut an Israel kritesch vis-à-vis vun der Regierung sinn, bestrofen. An hei e gutt Beispill vum Här Wagner: de Bauer, deen awer wierklech näischt mat dëser Regierung ze dinn huet.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wat sinn dann d'Relatiounen, wou Der géingt soen, mam LTIO?

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Dat ass ridicule, dat do. Dat ass ridicule!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Dir hutt ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Et geet ganz schnell.

M. Claude Wiseler, Président | ... am Fong keng Zäit méi.

(Hilarité)

Ech ginn Iech elo 15 Sekonnen. Da fuert Der duer.

M. Marc Goergen (Piraten) | 15 Sekonnen. Dir hutt grad gesot, et wäere keng Waffe geliwwert ginn. Mee virun huet den Här Clement Iech d'Fro gestallt zu Pegasus, wat eng digital Waff ass. Ass déi dann iwwert dee Büro ausgeléiwert ginn oder net? A sinn am Moment do Konsequenzen, dass dat net ka widerhi verdréiwte ginn? Well mir wëssen, dass et géint Mënscherechter a Journalisten agesat gëtt.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech sinn net responsabel fir Pegasus. Ech kann Iech just soen, deemools als Premier hat ech kee Problem – kee Problem! –, wa Saache mat strenge Reegele benotzt ginn, fir Terrorismus ze stoppen, fir Terroristen, fir Drogen, fir Kriminalitéit ze stoppen. De Geheimdéngscht huet eng Méiglechkeet, dee Service ze benotzen. Ob Dir derfir oder dergéint sidd, ass Äre Choix. Ech kann Iech just soen: Wa mer doduerch kënnen d'Allgemengheet protegéieren virun enger krimineller Aktivitéit, sinn ech derfir.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Vote sur la motion

Ech géing d'Motioun vum Här Wagner zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Ricardo Marques), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

3. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à l'égalité de traitement entre les équipes féminines, masculines et de jeunes dans le football

(Motion déposée en séance publique n° 91 du 26 juin 2025 – à consulter au compte rendu n° 36/2023-2028 en page 42)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Gläichbehandlung vu Fraen-, Männer- a Jugendekippen am Fussball. D'Auteure huet 5 Minutten, all d'Fraktiounen hu 5, d'Sensibilitäten 2, d'Regierung huet 5. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Madamm Welfring huet d'Wuert als Auteure vun der Motioun. Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Moien. Mir hu schonn e puermol iwwert déi heite Saach geschwat. Hei sinn zwee zousätzlech Punkten, déi dës Motioun betreffen:

Dat eent, dat sinn d'Konsequenze vun der Sträichung vum Nationbranding-Subsid engersäits, awer och am Generellen, wou eis dru geleeën ass, wann eventuell Sanktiounen kommen, dass dës net zousätzlech Ongerechtegkeete mat sech brénge fir d'Verdeelung vu Ressourcen, virun allem zulaaschte vun Ekkippen, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn, wéi zum Beispill d'Fraenekipp an och d'Jugendekippen. Dat ass deen ee Volet vun dëser Motioun.

Deen zweete Volet, dee betrëfft éischter d'Gouvernance vun enger FLF. A mir géife ganz gär d'Regierung derzou invitéieren, sech anzubringen, dass zum Beispill en amont oder parallel zu der Ausaarbechtung vun enger Charte des valeurs, déi mer jo hei zesumme festgehalen hunn, d'Fonctionnement vun der FLF géing analyséiert ginn, mam Fokus op de Respekt vu Grondwäerter, wéi zum Beispill d'Gläichstellung vun de Geschlechter.

An dat sinn am Weesentlechen déi zwee Punkten, déi dës Motioun betreffen.

Da wéilt ech just eventuell dem Argument vun der Autonomie vum Mouvement sportif virusgräifen, dat mer e puermol och elo an den Äntwerte krute vum Här Minister op parlamentaresch Ufroen, net nëmmen un eis, wou sech dann op d'Artikelen 2 an 3 vum Sportgesetz referéiert gëtt a wou ech awer deem wéilt entgéintsetzen, dass et awer och eng Roll gëtt vum Staat vis-à-vis vum Mouvement sportif, an dee steet am Artikel 1, deen doranner besteet, d'Eethik am Sport ze schützen.

A menger Meinung no ass dat awer och eng ganz wichteg Roll, déi hei muss wouergeholl ginn. Grad wann et, an ech zitieren, hei „mécanismes contractuels“ gëtt, wéi zum Beispill och d'Agrementen, déi de Moment jo net u Konditiounen gebonne sinn. Wou ech et awer wichteg géing fannen, dass de Staat als kontraktuelle Partner hei seng Verantwortung géing huelen an dann ëffentlech Moyenen och esou allozieren, wéi dat och déi Wäerter verlaangen, fir déi mer jo alleguer wëllen hei astoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Här Weiler.

Discussion générale

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Welfring. Bon, fir d'CSV ass et u sech fundamental wichteg, dass souwuel de Frae- wéi och de Jugendsport weider nach méi intensiv valoriséiert ginn an déi richteg Aiden och op der richteger Plaz ukommen. An ech weess och, datt de Minister intensiv dorunner schafft. Dat gëllt fir de Futtball, dat gëllt awer och fir all déi aner Sportarten.

Wat elo d'Motioun ugeet, bon, déi éischt zwee Tireten: Den Nationbranding-Subsid ziilt jo u sech drop of, d'Mark Lëtzebuerg no baussen ze droen, wat, bon, d'FLF aus bekannte Grënn definitiv net gemaach huet, au contraire, soudass se dowéinst och dee Subsid gestrach krut. Dat affektéiert awer nullelement iergendwelch Jugend- an och Dammenekippe spezifesch, wat och gutt a richteg ass.

Beim drëtten Tiret, deen ass e bësse méi kriddleg, well dat u sech eng Zort Audit ass, deen do gefrot gëtt. An do hu mer awer eis Problemer domadder, notamment wéinst dem Argument, dat d'Madamm Welfring schonn ugefouert huet, well et och eng direkt Amëschung an de Fonctionnement an d'Gestioun vum engere Federatioun wier a domadder géint de Principe fondamental vun der Autonomie de fonctionnement vum Mouvement sportif géing verstoussen, wat e legale Prinzipp ass, deen am Gesetz verankert ass a géint deen net verstouss ka ginn. Dee steet par ailleurs och am Koalitionsaccord.

A wann déi Ingerence duerch en Text verbueden ass, da kënne mer u sech och déi Ingerence do net maachen. Well wa mer et hei maachen, da mussen mer et och op ganz anere Plazen nach maachen.

Ech mengen, de Sportsministère begleet d'Federatioun an der Promotioun vun der Chancëgläichheet, der Inklusioun an och der Eethik, mee imposéiert awer net vun uewen erof, wat gemaach soll ginn. Dat ass net säi Rôle. A mir wëllen net, dass d'Kompetenzen hei vermëscht ginn, an droen dofir dës Motioun och net mat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Och der Madamm Welfring merci fir dës Motioun. Fir déi éischt zwee Tireten ass et schwéier, de Budget genee opzesplécken, wat Jugend-, Fraen- a Männersport ugeet, well a verschiddene Federatiounen den Undeel u Männer méi héich ass, bei aneren d'Frae méi aktiv sinn, an dat och andauernd ännert. D'Sue mussen do, menger Meinung no, an de Grapp geholl ginn, wou de Besoin besteet.

Den drëtten Tiret, wat d'Évaluation indépendante ugeet, also den Audit iwwert d'Gouvernance, wéi den Här Weiler och sot, ass immens komplex an opwenneg. Mir als DP ënnerstëtzen natierlech eng transparent a fair Gouvernance vun der FLF. Eise Virschlag ass awer éischer, eng Charte d'éthique et de déontologie anzeféieren an dës un den Nationbranding ze koppelen oder un d'Subsiden, déi de Ministère de Federatiounen zoukomme léisst. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir ënnerstëtze par contre dës Motioun, dat mat Iwwerzeegung, well, et ass scho gesot ginn, mir hunn ëfters driwwer diskutéiert, sief dat d'Selektioun vum Spiller Rodrigues, sief dat awer och d'Krisegestioun vun der FLF, déi jo fir ganz vill Kritik gesuergt huet. An dofir ass dat hei fir eis eng wichteg Motioun, fir en Zeechen ze setzen, en Zeeche fir d'Gläichbehandlung am Sport tëschent de Geschlechter, awer och fir d'Valorisation vum Jugendsport.

Mir hu scho gesot, dass mer d'Decisioun vum Sportsminister begreist hunn, de Subsid vum Nationbranding ze suspendéieren. Dat war duerchaus gerechtfertegt. Mir soen awer och, dass et wichteg ass, dass de Fraen- an och de Jugendsport net dorënnere duerfe leiden. Et duerfen net si sinn, déi herno dorënnere eebe leide respektiv doduerch bestrooft ginn.

Mir denken, dass duerchaus en Audit méiglech ass. Dee Versuch soll een op alle Fall maachen. Eebe grad well jo elo d'FLF an engem kruziale Moment ass, wou se jo och amgaangen ass, Prozeduren a Fro ze stellen, respektiv jo elo ëffentlech gesot huet, dass se gewëllt ass, u verschidden intern Schrauwen dréien ze goen.

Sou wier dat doten eigentlech e ganze Package, wann ee seet, elo mécht een nach do deen Audit, fir eebe ganz genau ze kucken, wou nach Schwaachstelle sinn. Ech mengen, dat ass jo och am Interêt vun der FLF selwer. Dofir gesi mer dat hei elo net esou streng an denken, dass dat duerchaus méiglech ass.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen dës Motioun och aus Solidaritéit mat eisen nationale Fussballspillerinnen, déi ganz aktiv sinn, déi eng formidabel Aarbecht leeschten. Och fir si soll dat en Zeeche sinn, och fir si soll dat hei eng Ënnerstëtzung sinn.

A wéi gesot, et ass wichteg, dass d'FLF sech reforméiert, dat am Sënn vun der Transparenz an eeben och fir de Fraesport nach weider kënnen ze féieren, net nëmme wéi se et soen, mee och wierklech hei Neel mat Käpp ze maachen, fir dass och do Resultater kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech dës Motioun desdeeg gesinn hunn, hunn ech mech wierklech gewonnert.

Wéi ech se du gelies hunn, hunn ech mer geduecht: „Deen, deen déi geschriwwen huet, deen huet elo net wierklech déi grouss Kenntnisser iwwert de Fussball hei zu Lëtzebuerg.“ Ech ka soen, aus mengem anere Liewen, dat ech hunn, dass ech déi vläicht e bësse méi hunn. An duerfir kann ech Iech e puer Saachen hei soen.

Ech verstinn och ganz einfach net, wou deen Acharnement, deen am Moment géint de Fussball ass, hierkënn. Ech weess och net, firwat hei just de Fussball ugeschwat gëtt an net aner Sportarten, aner Federatiounen. Et ass ëmmer nëmmen de Fussball. Ech froe mech, firwat dat ass. Mee grad esou gutt, dass et net déi aner sinn, well soss wieren déi och nach hei mat an deem ..., wat guer kee Sënn ergëtt.

Ech mengen, dass verschidde Problemer do waren, dass Leit sech gestéiert hunn un Decisiounen, déi bei der FLF gefall sinn, dass do och vläicht falsch Decisiounen getraff gi sinn, do kann ech nach dermat liewen. Dass dat bei Leit Reaktiounen ervirgeruff huet, domat kann ech och liewen.

D'FLF huet gesot, si géif verschidde Saache verbessern. Dat ass et ëmmer ginn, dass Saache schifflafen, a grouse Stadione mat ville Leit, déi schaffen. Fussball ass hei am Land wierklech eppes Risegrousses, mat Zéngtausende Lizenzéierten, mat Dausenden, Dausende Leit, déi ëmmer an all Dag ënnerwee sinn, a groussen Evenementer, déi organiséiert ginn. Dat ass net näischt.

Den Dammefussball huet hei am Land e Risen-, Risen-, Risesprong gemaach déi leschte Joren. Den Dammefussball ass awer nach ëmmer am Opbau. Mee ech kann Iech awer soen: Dat, wat do geschitt ass hei am Land iwwert déi lescht 10, 15 Joer, dat ass phenomenal! Dat hätt ech mer ni kënne virstellen. Dat ass enorm, wéi déi Zuel zougehooll huet, wéi vill Meedercher haut Fussball spillen. An och d'Fussballnationalekipp bei den Dammen, wéi déi haut spillt. An do komme mer wierklech aus enger Zäit, wou dat net esou war. An ech mengen, dass do ganz vill Meritt bei der Fussballfederatioun läit, déi dat assuréiert an déi dat total ënnerstëtzt. A wann Der do derbäi wäert, da wéisst Der dat och.

Da stinn natierlech hei Saachen ... Jo, d'Fussballnationalekipp vun den Dammen, déi spillt net am grouse Stadion. Jo, déi Matcher ginn eebe manner Leit am Moment kucken. Do sinn heiansdo 500 Zuschauer, vläicht mol 1.000 Zuschauer. An Dir wësst allegueren, dass et och relativ deier kascht, wann Der eisen Nationalstadion wëllt lounen. Ech weess net genee, wéi dat gereegelt ass mat der Stad Lëtzebuerg. Mee dat ass natierlech de Moment e grousst Negativgeschäft. Dat ass déi Saach.

Dann, mengen ech, geet et hei ëm all méiglech Sanktiounen. Ech kann Iech awer och soen, dass bei der Fussballfederatioun d'Gerance ganz gutt ass am grouse Ganzen. Ech verstinn duerfir och net, firwat hei esou gemaach gëtt an eppes aus der Loft gegraff gëtt, wéi wann op eemol do elo géifen ... Dat hei klängt jo, wéi wann elo Sue géife geholl ginn, déi de Männer am Fong net sollten zeguttkommen, an déi géifen elo bei de Fraen a bei de Jonken ewechgehooll ginn. Dat ass jo komplett aus der Loft gegraff. Dat geschitt jo net. Dir musst dach genuch Vertrauen hunn an déi Leit do vun der Fussballfederatioun, déi awer wierklech déi Saach mat engem gudden Gewësse maachen, mat der Kenntnis, déi en plus kontrolléiert gi vun 100 Veräiner hei am Land an och Futsalveräiner a soss, dass dat klappt!

An da fannen ech dat hei och wierklech iwwerdréiwelen – an ech weess och net, wou dat hierkënn –: eng Évaluation indépendante iwwert de Respect de

l'égalité entre les sexes, wou ech grad gesot hunn, dass d'Fussballfederatioun sech immens do engagéiert.

Transparence budgétaire: Bei der FLF gëtt et en Audit, bei der FLF gëtt e Budget, e Bilan gestëmmt.

Processus de sélection: Ëm wat geet et do? Dass de Staat elo kontrolléiert oder eng Analys mécht, eng Indépendance-Analys, wéi eng Leit opgestallt gi bei Matcher? Also ech fannen dat heite wierklech komplett iwwerdriwwen! D'autant plus well de Staat sech soll eraushalen aus dem Sport an dat eng Fräiheet ass vun deene Federatiounen, vun de Veräiner a well d'FIFA an d'UEFA och net zécken, Verbänn ze spären an Nationalekippen ze spären, wann dee Fall virkënt, dass e Staat oder d'Politik sech amëscht an de Sport, an d'Selektioun zum Beispill, an de Fussball. Dat ass schonn oft virkomm. Dat kënn Der noliesen.

Summa summarum wëll ech zum Schluss soen, dass ech der FLF gratuléiere fir hir ganz, ganz, ganz grouss Aarbecht, déi se säit ville Jore mécht fir déi Jonk, fir de Sport a fir d'Dammen hei am Land.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Jo, merci. Jo, et ass interessant ze gesinn, wie bei wéi engem Punkt dann hei e bësse méi Dramatik erabréngt bei den Interventiounen. Voilà.

Zu dem „aus der Loft gräifen“: Et ass, wéi wann Der elo déi lescht Wochen hei net an der Pleniëre gewiescht wäert. Do koumen awer e ganze Koup Saachen op d'Tapéit, wou Saachen net ideal lafen. Och net bei enger FLF. An do hu se jo selwer gesot, si wëllten do och bei hinne mat enger onofhängeger Eethikkommissioun verschidde Saachen an de Grëff kréien. Dat ass jo net, well näischt geschitt ass. Et ass schonn, well Saache sinn, déi net ideal lafen. An iert een eppes wëll verbesseren, sollt ee mol eng kloer Vue hunn op dat, wat net gutt leeft. An dofir fannen ech et ganz normal, dass een dat emol analyséiere léisst. An dat war och ee vun den Ausléiser, firwat ech dat heiten an déi Motioun geschriwwen hunn.

An dann zu dem „Firwat de Fussball?\": De Fussball ass e ganz wichtige Sport, wéi aner Sportarten och, an déi verdéngen eeben eng gutt funktionéierend Federatioun. Ech soen net, dass déi Federatioun bis elo ëmmer schlecht geschafft huet. Ech soen, et sinn awer Saachen, déi net gutt lafen. An ech denken, dass een déi op alle Fall sollt och kënne beim Numm nennen.

An do huet duerchaus och de Staat eng Roll ze spillen. Ech zitieren hei aus dem Artikel 1 aus dem Gesetz. Do steet: „Il soutient le mouvement sportif dans la protection des bases éthiques du sport.“ Dat ass eng ganz kloer Missioun. An hei ass eng Méiglechkeet, dat nach eng Kéier wierklech konkret um Terrain dann och ëmzesetzen. An dofir fannen ech et ganz wichtig, dass een hei objektiv eng Kéier d'Fonctionnement analyséiert an ofklappt op méiglech Verbesserungspisten. Voilà. Et war ni rieds vun „vun uewen erof“. Et war ëmmer och ugeduecht, dass een dat doten am Einklang an och zesumme mat enger Federatioun an dann och schrëttweis mat anere Federatiounen ugeet.

An da fannen ech awer d'Argumenter, ze soen, d'Budgete wären net kloer opdeelbar an den Audit wär komplex an opwennege an alles dat wär eng Ursaach, wisou een dat net géing maachen ... Also, wann eppes komplex an opwennege war, war dat nach ni

eng Ursaach, fir eppes net ze maachen, wann et muss gemaach ginn. An dofir kann ech dat doten elo wierklech net gutthalen. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, mir hunn d'Motioun mat ënnerschriften, well se absolutt Sënn mécht. Et ass jo net aus der Loft gegräff, dat et e Problem gouf. Et ass net aus der Loft gegräff, dat de Minister de Problem als esou grouss ugesinn huet, dat en den Nationbranding-Subsid gestrach huet.

An dofir ass et, mengen ech, scho wichteg, politesch dann ze soen: „Majo, wa mer schonn e Subsid sträichen, well do d'Krittären och objektiv“, zumindest fir déi meeschte Leit heibannen, „net méi erfüllt waren, dat mer dann awer sécherstellen, dat net nach e Kollateralschued entsteet.“

Et wär awer e bësse schued, wa grad nodeems mer u sech kloer gesot hunn: „Mir wëllen de Fraefussball méi promouvéieren“, et herno géif zum Kollateralschued kommen, dat et duerch d'Sträiche vun engem Subsid, duerch d'intern Ëmschichtung vu Suen, op eemol dozou géif kommen, dat dann de Fraefussball awer mat manner Geld géif dosto. Dat ass eppes, wat, mengen ech, de Sënn an Zweck vun dëser Motioun ass a firwat se och eise Support krut.

Elo ass et esou: Wann ech hei héieren, dat d'Verbänn net wéissten, wéi eng Suen dann elo un d'Männer oder un d'Frae ginn ... Also, ech ka just fir dee Verband schwätzen, wou ech am CA setzen: Mir hunn e Budget an och eng Exekutioun vum Budget, déi ganz kloer weist, a wéi eng Richtung et geet, ob dat fir d'Männer ass, fir d'Fraen, ëm wéi eng Ekippen et op nationalem Niveau geet. Dat heescht, mir kënnen dat scho mat där Granularitéit soen. An dat, mengen ech, misst eng Federatioun wéi d'FLF, déi nach eng Kéier e puer 1.000 Lizenzéierter méi huet, definitiv kënnen duerstellen. An dofir wëll ech dat och elo net am Raum stoe loossen, dat mer herno eng Situatioun hätten, wou dat net machbar wär.

Hei geet et drëm, dat mer déi gutt Resultater vum Fraefussball an d'Fenster kënne stellen an dat mer hoffentlech déi dänschter Episod, an déi d'FLF sech selwer an net onverscholt erageridden huet, kënnen hanner eis loossen an net nach eng Kéier d'Fraen oder d'Jugend géifen zousätzlech bestrofen. An dofir, mengen ech, misst een déi Motioun hei u sech matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Am Géigesaz zum Här Keup sinn ech net der Meinung, dat de Staat sech soll aus dem Sport eraushalen. Well wann en dat géif maachen, wann d'ëffentlech Hand sech géif aus dem Sport eraushalen, da géif et kee Fussballsterrain ginn, da géif et keen Tennisterrain ginn, da géif et keng Sportshal ginn! Well et ass d'ëffentlech Hand, de Staat, iwwert de Plan quinquennal, deen en ëmmer erëm mécht, respektiv d'Gemengen, déi iwwerhaupt d'Infrastrukturen zur Verfügung stellen, fir dat déi eenzel Veräiner kënne spillen. An dat ass eng wichteg a richteg Aufgab, déi d'ëffentlech Hand do huet.

Duerfir mengen ech awer och, dat en contrepartie d'Veräiner um Gemengenniveau respektiv d'Federatioun sech zu Saache verpflichte mussen, well se eeben och vun deenen Infrastrukturen an och vu verschiddene Subside profitéieren. An näischt aneres freet dës Motioun.

Dat Argument, dat een déi 50.000 Euro Nationbranding net richteg zouuerdne kann, dat ass jo grad de Problem! An dat, wat jo de Sënn vun dem Ewechzéie vun deem Subsid ass, ass, dat ee seet: „Mee dat, wat d'FLF do gemaach huet, huet eis Natioun an der Welt-ëffentlechkeet sécher net besser duergestallt, mee mer wëllen net, dat de Jonken- oder de Fraefussball dorënner leiden.“ A genau dowéinst brauche mer esou eppes wéi eng Zort Audit, fir genau dat dote kënnen ze garantéieren.

Et wier d'ailleurs am Interêt vun der FLF, wa se selwer quasi Demandeur wier an och géif weisen, dat een unerkannt huet: „Merde, mir hunn do e Feeler gemaach a mer musse kucken, dat riichtzebéien.“ An dat ass dann de Contraire – an och do sinn ech mam Här Keup net averstan –, dat ass kee Fussball-Bashing! De Géigendeel gëtt gefrot: dat eeben net opgrond vun Dommheeten, déi op engem bestëmmten Niveau geschitt sinn, eng ganz Sportart a virun allem all déi Lizenzéiert – Jonker, Fraen – dorënner leide mussen.

Genau dat gëtt an dëser Motioun gefrot. Dofir ënnerstëtze mer se och. An ech mengen eeben, dat et och e wichteg Zeeche wier, wa mer dat hei als Chamber géifen esou unhuelen.

Merçi.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung nach d'Wuert. Här Sportsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Jo, merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier drop zréckkommen, dass d'Regierung schonn an x Fäll elo drop reagiert huet, ob dat op Question-parlementaire war, ob dat hei op Froen an der Heure de question war. An d'Yuriko Backes an ech selwer hu jo och d'FLF geruff, fir mat hinnen iwwert déi ganz Virfäll do ze schwätzen.

Mir hunn natierlech och do d'Eethikkommissioun, déi d'FLF wollt op d'Bee stellen, thematiséiert, wou mer gesot hunn, dass mir als Regierung gären hätten, dass dat eng Eethikkommissioun wier fir alleguerten d'Sportarten, net nëmme fir d'Fussballfederatioun, mee fir se alleguerten, déi dann hir Plaz hätten an der ALAD respektiv an der zukünftiger ALIS (ndlr: Agence luxembourgeoise pour l'intégrité dans le sport), wou mer och am Koalitionsaccord stoen hunn, dass déi Eethikfroe sollen an där doter Institutioun, der ALAD, also der Antidopage-Agence hei zu Lëtzebuerg, traitéiert ginn – wat eng onofhängeg Institutioun ass. Dat, mengen ech, ass ganz wichteg.

An do wäert natierlech derfir gesuergt ginn, a mir hunn eis och do schonn en Delai gesat, dass mer gesot hunn, dass mer déi Eethikkommissioun wëllen op d'Bee stellen, dass mer déi wëlle paritéitesch op d'Bee stellen, dass et net nëmme drëm geet, dass et do ... Ech soen, wa mer fënnf, sechs Leit hunn, dass dat véier Männer sinn an eng Fra – dat op kee Fall! Mir hätte gären, dass dat 50:50 ass.

A mir hätte gären, dass do aus verschiddenen Institutiounen Leit representéiert sinn, och mat Ministèren. An mer wäerten dat natierlech, géif ech soen, am Hierscht op d'Bee stellen, zesumme mam COSL. Zesummen, wéi dat och ofgemaach war ënner eis dräi. Den COSL war och bei deenen Entrevuë mat derbäi.

Ech si ganz zouversichtlech, dass mer déi doten Eethikkommissiounen esou séier wéi méiglech op d'Bee gestallt kréien, fir net nëmme de Fussball, awer och aner Federatiounen, aner Fäll, wou mer

dann héieren – am Basket hate se och Problemer mat Gewalt, wat och ënnert d'Eethik fällt –, dass mer déi alleguerten do kënnen traitéieren an net eng Eethikkommissioun hunn, fir eng Federatioun ze jugéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sportsminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss an ech géing d'Motioun vun der Madamm Welfring zum Vott stellen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentiuon ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Wiedert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

4. 8114 – Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations et services fournis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les logements encadrés agréés

Da géinge mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8114 iwwert d'Bedelegung vum nationale Solidaritätsfong un de Präisser fir Leeschtungen a Servicer fir eeler Leit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, also huet d'Rapportrice 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5, an d'Regierung huet, wa se da wëllt, och 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jidderee wënscht sech, net nëmmen al ze ginn, mee gutt al

ze ginn a méiglechst laang bei gudder Gesondheet komplett eegestänneg doheem liewen ze kënnen. Leider ass dat net fir jiddereen eng Optioun. Ganz oft ass et esou, dass een, wéinst kierperleche Beanträchtegen oder well d'Gedächtnis net méi esou matmécht wéi gewinnt, op Hëllef ugewisen ass an net méi eleng doheem ka wunne bleiwen.

Altersstrukturen oder Logements encadrés bidden hei déi néideg Betreierung a Sécherheet, déi vun ëmmer méi Leit an Usproch geholl ginn, och well d'Mënschen ëmmer méi al ginn. Dës Betreierung, déi sech duerch qualifizéiert Fleegepersonal, adaptéiert Infrastrukturen an eng Multitude un offréierte Servicer auszeechent, ass natierlech och mat gewëssene Käschte verbonden, fir déi héich Standards oprecht halen ze kënnen. Dës Käschte kann awer net jidderee gläichermoossen iwwerhuelen.

De Projet de loi, dee mir haut zum Vott stellen, huet als Zil, den Dispositif vum Accueil gérontologique, deem 2004 agefouert gouf, duerch en neie Mechanismus ze ersetzen: de „complément pour personnes âgées“, kuerz „ComPA“ genannt. Dësen neie Complement soll deene Mënsche finanziell ënnert d'Äerm gräifen, déi sech mat hiren eegene perséinleche Ressourcë keen Zëmmer an enger Alters- oder Fleegestruktur oder an engem Logement encadré leeschte kënnen.

Ma net nëmmen d'Käschte vun enger Kummer selwer solle vum ComPA berécksichtegt ginn, och Produiten a Servicer, déi an de jeeweilege Strukturen ugebuede ginn an déi als essenziell ugesi ginn, mussen och fir jiddereen bezuelbar bleiwen. Dorënner falen zum Beispill d'Wäsch vun de Kleeder, Hygiènesproduiten, awer och d'Bereetstellung vun enger Tëlee oder engem Telefon, den Zougang zu engem Internetzschluss. Grad d'Käschte fir dës leschtgenannt Servicer a Produiten hu bis elo oft misse vum sougenannten „Täschegeld“ iwwerholl ginn, dat d'Residente vun esou Strukturen zegutt haten. Dat ännert elo mat dësem Gesetz, well essenziell Produite jidderengem zougängeg mussen sinn an net vum Täschegeld ofhängeg dierfe sinn.

An der leschter Legislaturperiod gouf mat der Reform vum Qualitéitsgesetz vun de Servicer fir eeler Leit e Regëster en place gesat, deem eng Präistransparenz etabléiert. Doduerjer ass et iwwerhaapt méiglech, den neie Complement fir eeler Leit anzeféieren. Elo kënnen nämlech d'Präismoyenné vun den Zëmmeren an den Altersstrukturen a Logements encadrés berechent ginn, déi als Basis fir de Calcul vum ComPA néideg sinn.

D'Héicht vum ComPA setzt sech finalement zesummen aus dem Hotelleriespräis, woubäi dës bei der eebe genannter Präismoyenne vun den Zëmmeren plafonéiert ass, plus enger Majoratioun vun 28 Euro, Index 100, fir d'Käschte vun den essenzielle Servicer a Produiten ze decken.

De Gesetzesprojet proposéiert nieft der Aféierung vum ComPA zousätzlech, dat grad schonn ernimmten Täschegeld vu 57 Euro op 65 Euro, Index 100, ze erhéien. Mat dëse Mesürene erméigleche mir et allen eelere Mënschen, onofhängeg vun hiren finanziellen Moyenen an Dignitéit an den Altersstrukturen ze liewen an um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen.

Här President, ech kommen elo zu den Avisen, déi am Kader vun dësem Projet de loi agereecht goufen. Nieft den dräi Avisa vum Staatsrot, koumen nach jeeweils zwee Avisa vun der COPAS an der Chambre des Salariés souwéi en Avis vun der Chambre de Commerce eran.

Am éischten Avis huet de Staatsrot ugemierkt, datt een net vun enger „allocation complémentaire“

schwätze sollt, wéi ugangs virgesinn, well den Term zu Konfusioun féiere kéint. Doropshi gouf am Projet de loi den Term geännert an et gouf just nach vu „complément pour personnes âgées“ geschwat.

A sengem zweeten Avis huet de Staatsrot nach eng lescht Opposition formelle formuléiert. De Verweis op e Règlement grand-ducal, fir Prestatiounen a Servicer ze definéieren, déi vum Complement gedeckt ginn, konnt de Conseil d'État net akzeptéieren, well e Gesetz net vun enger ënnergeuerdenter Norm dierf ofhänken. Natierlech ass d'Kommissioun dem Avis vum Staatsrot och op dësem Punkt nokomm an huet déi Referenz aus dem Projet de loi gestrach.

Am drëtten a leschten Avis vum Staatsrot ware keng weider Remarken zum Fong vum Gesetzesprojet formuléiert.

D'COPAS hat an hirem éischten Avis regrettéiert, dass d'Logements encadrés net an den Uwendungsbereich vun dësem Gesetz fale géifen. Am Kader vun den éischten Amendementer gouf dësem Punkt Rechnung gedroen, soudass d'Logements encadrés an d'Gesetz mat erageholl goufen.

D'Chambre des Salariés hat an hirem éischten Avis zousätzlech nach gefuerdert, datt d'Evaluatioun vun de Prix d'hébergement net all dräi Joer, mee all Joer duerchgefouert sollt ginn. D'Regierung huet och dës Propos ugeholl an doropshin eng järelech Evaluatioun vun de Präisser festgeluecht.

D'Chambre de Commerce hat hirersäits keng gréisser Umierkungen zum Fong vum Gesetz an hirem Avis, dee se, wéi d'COPAS an d'CSL, ganz favorabel opgeholl huet.

Här President, heimadder schléissen ech mäi mëndleche Rapport of. Fir all weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport. Ech soen de Memberen aus der Familljekommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, an och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, de Gesetzesentwurf, dee mer haut hei stëmmen, ass e weidert Puzelstéck am Kampf géint d'Aarmut. Wéi d'Madamm Rapportrice an hirem Bericht scho gesot huet, geet et ëm en Zouschoss fir eeler Leit, déi an enger agreéierter Struktur fir eeler Persounen oder an engem agreéierte begleeten Logement liewen, awer net genuch eege finanziell Mëttel hunn, fir dat selwer ze finanzéieren.

Et geet hei net nëmmen ëm eng Bähëllef fir Logementskäschten, mee och ëm d'Ofdeckung vu weesentleche Prestatiounen a Servicer, déi zum deegleche Liewen an esou Strukturen derzougehéieren: Hygiènesprodukter, Wäscher, Telefon, Internet a souguer d'Zurverfügungstellung vun engem Fernsee.

Elo wäerte vläicht eenzel Leit sech froen, ob e Fernsee oder en Internetzschluss Produits de première nécessité sinn. Jo, et kann een och ouni Televisioun oder Internet liewen, datt stëmmt. Mee hei geet et ëm méi. Dës Gesetzesentwurf garantéiert net nëmmen en Daach iwwer dem Kapp, mee och Liewensqualität an domadder Dignitéit. D'Dignitéit vum Mënsch dierf net zerbréche mam Alter oder mat der Pensioun.

Dofir musse mir als Gesellschaft eis Responsabilité vis-à-vis vun deenen eelere Matbiergerinnen a Matbierger iwwerhuelen. Besonnesch wann et ëm d'Recht op en adequat Liewen, e qualitativ héichwärtig Umfeld a finanziell Sécherheet geet.

Et fält de betroffene Leit bestëmmt net liicht, Hëllef beim Staat ze froen, well se sech d'Zëmmer am Altersheem net kënnen leeschten. Mee ech hunn et schonn am Ufank vu menger Ried gesot: De Gesetzesentwurf 8114 ass nëmmen e Stéck vum Puzzle. An am Kampf géint d'Aarmut brauche mer nawell méi där Stécker.

Am Verglach mat den aneren europäesche Länner schneit Lëtzebuerg bei der Altersaarmut relativ gutt of. Laut dem Rapport de l'Union européenne sur l'adéquation des pensions vum Juni 2024 waren an der EU am Joer 2022 iwwer 20 % vun de Leit am Alter vu méi wéi 65 Joer a Gefor, an Aarmut oder sozial Ausgrenzung ze geroden – also all fënneft Persoun an der Unioun. Zu Lëtzebuerg sinn 11,3 % vun de Leit iwwer 65 Joer dem Aarmutsrisiko ausgesat. Bei de Männer sinn et 9 % a bei de Fraen 13,6 %.

A genee hei läit d'Kromm an der Heck: Fir Fraen ass d'Gefor, an d'Aarmut ofzerutschen, méi héich wéi fir d'Männer. Dat ass keng nei Erkenntnis, mee et muss eis wierklech ze denke ginn. Laut dem Stateg läit den Aarmutsrisiko bei den Elengerzéier bei 44 %. Gläichzäiteg gi bal 90 % vun de monoparentale Famillje vun enger Fra gefouert. Wa vill vun den elengerzéierende Mammen haut schonn d'Enner um Enn vum Mount nëmmen nach mat knapper Nout zesummekréien, dann ass d'Altersaarmut a ville Fäll virprogramméiert. An dat däerf einfach net sinn! Mir müssen dofir verhéieren, dass vill vun de Leit, Frae wéi Männer, déi hir Kanner eleng erzéien, am Alter op en neie Complement ugewise sinn, och wa se hiert Liewe laang geschafft hunn. Dofir geet et mam Puzzlestéck vun haut net duer.

D'Regierung huet sech de Kampf géint d'Aarmut ganz uewen op de Fändel geschriwwen – zu Recht! An et ass och scho vill geschitt. Ech erënnere beispillsweis un d'steierlech Entlaaschtung an de Steierkredit fir monoparental Familljen, d'Subvention loyer, d'Eropsetze vun der Allocation de vie chère ëm 10 % vu Januar un. An och de Guichet social unique, deen an der Maach ass, wäert Verbesserung bréngen. All dat ka sech weise looschen.

Wat mer awer och brauchen, dat ass eng richtig Strategie, fir dass all d'Fiedem zesummelafen, fir dass mer de Puzzle fäerdegréieren, soss sinn déi Leit, déi haut d'Enner um Enn vum Mount net zesummekréien, déi, déi muer op dese Complement ugewise sinn.

Dat gesot, ginn ech heimat selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een et am Alter net packt, mat sengem Akommes iwwert d'Ronnen ze kommen, dann ass ee ganz oft enger grousser Hëlleflosegkeet ausgesat. Et kënn een am Alter just nach schweier un nei Akommesressourcen. A wann dann och nach Krankheet oder Handicap derbäikommen, gëtt et ganz séier onméiglech, sech ouni Hëllef aus eegener Kraaft besser Liewenskonditiounen ze erméiglechen.

Et ass fir e Sozialstaat wéi Lëtzebuerg dofir indispensable, eeler Leit virun Aarmut ze schützen an et

jidderengem am Alter ze erlaben, e wierdegt Liewen ze féieren. Mir begrëssen dofir de virleiende Projet, op dee vill Leit scho laang gewaart hunn, a wäerten de virleienden Text natierlech och matstëmmen.

Et ass wichteg, dass de Staat Mesuren ergräift, fir d'Leit an all hire Liewensabschnitter virun Aarmut ze schützen. Mir dierfen awer och net vergiessen, dass et, och wann et gutt ass, Sozialhëlfele ze hunn, nach besser ass, déi néideg gesellschaftlech Bedéngungen ze schafen, déi d'Mënsche brauchen, fir aus eegener Kraaft iwwert d'Ronnen ze kommen. Soulaang mir de Problem vun de Working Poor net léisen a soulaang mir och net verhéieren kréien, dass d'Aarmut sech weiderverierft, a soulaang mir déi sozial Ongläichheeten net gebremst kréien, pake mir de Problem vun der Altersaarmut net un der Wuerzel un.

Et ass dofir wichteg, dass mir Mesure wéi dese Complement och vun enger méi breeder Approche an der Aarmutsbekämpfung begleet looschen. Mir erwaarden an deem Kontext jo ëmmer nach gespaant den nationalen Aktionsplang géint d'Aarmut, dee jo och am Wenter – spéitstens – komme sollt. Punktuell Mesure kënnen ville Leit hëlfele, mee fir strukturell Verännerunge brauch et méi.

Här President, ech wëll domat d'Wichtigkeet vun deem Complement awer guer net klengschwätzen. Et ass eng wichteg Mesur a mir sollen och alles derfir maachen, dass des Hëlfele esou gutt wéi méiglech um Terrain hëlfele. Et ass dofir och wichteg, dass mir e Projet wéi desen och nom Vott hei an der Chamber nach weiderhi suivéieren. Wéi kommen des Hëlfele bei de Leit un a wéi verännert et och hir Situatioun? Just wa mir en enke Suivi maache vun der Ëmsetzung vun der Hëllef, déi mir hei stëmmen, kënnen mir och sécherstellen, dass se de Leit dobausse wierklech hëlleft, hir Liewensmänn ze verbesseren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Dann huet den Här Dan Hardy d'Wuert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, net just d'Wunnen am Land ass deier, ma och wann een an enger vun den Altersstrukturen ënnerbruecht ass, kascht dat den Einzelen dacks vill Suen. Zemoos fir eeler Leit mat engem klengen Revenu gëtt et do séier enk. Dofir begrësse mir als ADR dese Gesetzesprojet, och wa mir eis gewünscht hätten, dass des wichteg sozial Mesur schonn éischter op den Instanzewege geschéckt gi wär.

Wann eng eeler Persoun op eng Plaz an engem Altersheem ugewisen ass an hir déi néideg finanziell Mëttele feelen, huet déi Persoun also elo d'Recht op eng Zousazleeschtung, fir hire Liewenswond an Dignitéit kënnen ze verbréngen. Mir hoffen, dass mer mat deser a weideren Initiativen ëmmer méi an d'Richtung vun enger fortschrittlicher Sozialpolitik ginn, déi och den eelere Leit zeguttkënn.

Dat gesot, stëmme mir des Text mat. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut schwätze mer net nëmmen iwwer eng nei finanziell Hëllef fir eeler Mënschen. Mir schwätzen iwwer eng ganz konkret sozial Fro: Wéi suerge mir als Gesellschaft derfir, dass eist

Recht op e liewenswäerte Liewenswond net vun eiem Kontostand ofhänkt?

De Projet vum Complément pour personnes âgées, kuerz de ComPA, wéi e sech relativ einfach soe léisst, soll eeler Leit, déi an enger Struktur fir d'betreit Wunnen oder en Altersheem wiessele mussen, besser ënnerstëtzen. Et geet ëm d'Käschte fir den Heemopenthalt, fir essentiel Servicer an domat ëm méi wéi u sech just eng Rechnung. Et geet ëm Dignitéit, ëm Accès an och ëm sozial Kohäsion.

D'Reform baut op Erfahrungen aus der Reform vun der Assurance dépendance vun 2017 op. Si reagiert op d'Realitéit vun ëmmer méi héijen Heempräisser an ëmmer méi eeler Leit mat niddrege Pensiounen. De ComPA ass domadder eeben och eng sozial Noutwendegkeet, grad am Kontext vun enger alternder Bevëlkerung.

Wat bedeit de ComPA an Zuelen? Ech hu mer et ausgerechent mam neien Index, deen elo rezent gefall ass. Dat bedeit in fine, dass ee 629 Euro Täschegeld um Enn vum Mount huet an déi essentiel Prestatioun belafe sech op e Gesamtmontant vun 271 Euro, wat als Montant trotzdem substanzuell ass, deen an deem Gesetz ausbezuegt gëtt.

Déi technesch Komplexitéit vum Text mat senger Berechnungsformelen, Forfaiten a Majoratioun gouf a ville Stellungname gründlech analyséiert. A besonnesch d'COPAS an d'CSL hu wierklech wichteg Verbesserungspunkte formuléiert. An déi gutt Noricht ass, dass deenen och Rechnung gedroe gouf, zumindest zu engem groussen Deel. An zwar gouf esou d'Majoratioun fir essentiel Fraise vu 17 op 28 Euro eropgehuewen. D'Berechnungsbasis fir d'Heempräisser gëtt elo alljoers aktualiséiert an net all dräi Joer, wat wierklech e ganz wichtige Punkt war. An dass de Logement encadré mat erageholl gouf, war natierlech och eng wichtige Remark, déi mer vun hinne kritt hunn.

Eng zentral Fro, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn, war déi, ob déi Majoratioun fir Fraise als Deel vum Complement oder als Supplement gekuckt gëtt. Also spréich: Huet all Bewunner schlussendlech d'Recht, déi 629 Euro Rescht ze behalen, oder ginn déi essentiel Prestatiounen dovunner ofgehalen? Souwuel d'COPAS wéi och d'CSL hunn des Onkloerheet thematiséiert. De Minister huet an der Kommissioun probéiert, eis dozou ze berouegen. Fakt ass awer, dass wichteg Acteure sech net sécher waren, wéi d'Gesetz duerno exekutéiert soll ginn. En Austausch mam Terrain ass deemno wichtig an ubreecht. An ech hoffen, de Minister kënn deem no. Och eng Evaluatioun vun deem Gesetz a vu senger Ëmsetzung sollt een zesumme mam Secteur an deene kommende Joren net ausschléissen.

Mir kënnen des Reform als Chance notze fir e méi klaren, méi fairen a méi inklusiven System, deen d'Dignitéit am Alter net als Käschtepunkt ugesäit, mee als sozial Verflüchtung. An dofir sinn ech ganz frou, haut den Accord vun deene Gréngen ze ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Marc Goergen huet elo d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten des Gesetz matstëmmen, fir dass jiddereen e schéine Liewenswond soll hunn. Mee et ass eigentlech schlëmm genuch, dass een esou e Gesetz muss maachen. Et ass schlëmm genuch, dass Leit, wa se hiert Liewe laang geschafft hunn an de Rächtum vum Land opgebaut hunn, net kënnen am Alter esou liewen, wéi et eigentlech gerechtfertegt wär a wéi et sollt sinn. A wa se dann och nach drop ugewise sinn, an eng Seniorie ze goen, an hinnen

d'Präisser do fortlafen ... An dat ass sécherlech eng Entwécklung, déi ee ka fir d'Zukunft kritischesch gesinn.

Well wann ee kuckt, dass och nach ëmmer méi Privatfirmen op de Marché kommen: Fir d'éischt hu se bei de Crèchen déck Profitter gemaach, elo wäerte se op de Seniorien herno déck Profitter maachen, op dem Bockel vun den eelere Leit, wéi zum Beispill Orpea, déi sech jo elo hu missen ëmbenennen an Emeis a déi och elo aktiv sinn. 5,6 Milliarden Émsaz maachen déi op dem Bockel vun den eelere Leit.

Also, fir eis Piraten ass dat ganz schlëmm! Fir eis muss eng Seniorie en Établissement public sinn. Et muss staatlech sinn. Et kann net sinn, dass mat de Leit herno Geld verdéngt gëtt an dass do de Profit iwwer allem steet. Dofir ass et fir eis och schlëmm, dass mir iwwerhaupt mussen esou Mesüeren huelen, dass d'Leit net genuch Geld hunn an dass déi Präisser vun de Seniorië fortlafen!

Et ass och e Fakt, dass ëmmer méi eeler Leit, déi nach doheem sinn, bei den Office social mussen goen. Dat ass och eng Diskussioun, déi een eng Kéier muss féieren. Firwat ginn d'Pensionnen net duer? Firwat geet et net duer, wann een eeler ass a wann een herno net méi schaffe geet, fir hei am Land nach ze liewen, jo, deelweis kann ee soen, fir ze iwwerliewen? An et ass sécherlech eis politesch Verantwortung, deene Leit ze hëllefen, déi de Räichtum opgebaut hunn.

Elo ass et esou, dass do, wann der déi deier Präisser dann nach iergendwéi bezuele kënn, dann och nach den Index allkéiers derbäikënn an der Seniorie. Dat heescht, dir bezuelt, wat jo gerechtfertegt wär, fir d'Personal. Dass do den Index nach eng Kéier eropgeet am Präis, deen der all Mount ze bezuelen hutt, dat wär jo gerechtfertegt. Nee, Dir bezuelt awer och nach de Steen. De globale Präis vun Ärem Zëmmer geet erop, well dat ass indexgebonden. Dat ass iwwerengens en Thema, dat ech schonn hei e puermol kritiséiert hunn.

Duerfir hunn ech haut och nach eng Motioun matbruecht, fir dass mer dat änneren, fir dass se just déi, wou och wierklech reell Fraisen, déi indexgebonden sinn, bei de Seniorien ... Well ech verstinn, dass d'Salären, gewësse Prestatiounen kënnen méi deier facturéiert ginn, wann den Index eropgeet. Awer net de Steen, net d'office de ganze Montant. Well do si ganz vill eeler Leit, déi duerch den Index zwar herno e bëssen an der Pensioun bäikréien ... Iwwerengens, wann Dir elo d'Steiertabell upasst an déi eeler Leit erëm esou vill wäerte verléieren iwwert déi nächst Joren, während hir Zëmmeren awer méi deier ginn ..., iwwerengens erëm e Minus, deen déi eeler Leit wäerte maachen. Dofir hu mer haut eng Motioun matbruecht, fir dass mer ophalen, déi Zëmmeren ze indexéieren, a fir dass mer den eelere Leit direkt a konkret do kënnen hëllefen.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest:

– D'Gesetz vum 23. August 2023 reegelt d'Qualitéit vun den Alters- a Fleegeheemer a soll eisen eelere Matbierger/innen e flotte Liewensofschnëtt a beschtméiglecher Liewensqualitéit garantéieren.

– Net jidderee ka sech awer eng Plaz an engem Fleegeheem leeschten an dofir hëlleft de Staat iwwert de Fonds national de la solidarité deene Leit, déi eng finanziell Hëllef brauchen.

– D'Präisser vun den Zëmmeren an de Servicer sinn a ville Fleegeheemer un den Index gebonden, esoudass bei all Indexbranche integral d'Präisser vun Zëmmer eropginn a fir vill Leit, déi elo schonn um Existenzminimum liewen, weider an d'Luucht ginn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Indexéierung vun de Präisser an de Fleegeheemer esou auszerichten, dass se net fir de gesamte Präis gräift.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass de leschten ageschriwwene Riedner op der Lëscht den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass virdru gesot ginn, dass dësen Text e Puzzlestéck wier an der Bekämpfung vun der Altersarmut. Ech mengen, dat ass net falsch. Et ass e Puzzlestéck. Et ass awer och just e ganz klengt Puzzlestéck. A mir kënnen eis, aleng wann ee sech d'Zuelen ukuckt, virstellen, dass mer amgaange sinn an enger gesellschaftlecher Entwécklung, wou de Phenomeen vun der Altersarmut zwar am europäesche Verglach nach relativ kleng ass, mee awer och zu Lëtzebuerg ëmmer weider an d'Luucht geet.

Aleng an deene leschten zwielef Joer ass d'Altersarmut vun eppes dee Moment ënner 4 % entre-temps op iwwer 10 % geklommen. Domat leie mer effektiv och nach ëmmer ënnert der europäescher Moyenne. Mee et ass eng Tendenz, déi definitiv besuergniserreend ass.

Duerfir mengen ech och, dass dee beschte Kampf géint d'Altersarmut deen ass, dass een d'Zuel vun deene Leit, déi haut schaffen an elo schonn dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, erfosetzt, well hir Situatioun wäert sech am Alter definitiv net verbesseren. Dat heescht, de beschte Kampf géint Altersarmut ass de Kampf géint de Phenomeen vun der Working Poor. An ech mengen, dass mer do wierklech als Land nach vill, vill méi aktiv mussen ginn, wéi dat am Moment de Fall ass.

Dëst klengt, bescheiden, awer wichteg Puzzlestéck, dat mer hei votéieren, ass sécherlech e Fortschritt. Wat mir – an dat hunn awer aner Virriednerinnen och schonn ugedeit – awer nach wierklech feelt, dat ass dee grouss ugekënnegte Plang. A fir esou e Plang kënnen ze maachen, muss een den Iwwerbléck hunn. Et muss een den Iwwerbléck hunn iwwer déi verschidde Mesüeren, déi et aktuell gëtt, wéi se eventuell aneneegräifen a wat d'Bienfaiten dovunner sinn.

Duerfir muss ech Iech soen, Här President, hunn ech net schlecht gestaunt, wéi ech gëschter eng Äntwert op eng Question parlementaire vu mir krut, wou ech gefrot hunn, wéi eng Gemengen hei zu Lëtzebuerg Aide-communale géife ginn, d'Allocation de vie chère oder d'Prime énergie géife ginn, wéi héich déi wier an ob een do kéint en Iwwerbléck driwwer kréien. An ech muss soen, ech sinn awer do wierklech e bëssen op mien Hënneschte gefall, nodeem ech dann héieren hunn, dass et no zwielef Joer, säitdeem d'DP de Familljeministère huet, iwwerhaupt keen Iwwerbléck gëtt iwwert d'kommunal Aiden, déi et gëtt.

An do muss ech soen: Wa mer wëllen e Plan d'action géint Aarmut maachen – an d'Gemenge sinn ee vun deenen Acteuren, déi awer wichteg sinn an deem ganzen Zesummespill –, ech mengen, dass et awer och eng Prioritéit vun der Regierung misst sinn, do den Iwwerbléck ze kréien, wéi eng Aiden et iwwerhaupt op kommunalem Plang gëtt, wéi se zesummespille mat ëffentlechen. An et wier, mengen ech, awer och net vu Muttwëll, dat ze kréien. An der Äntwert steet och dran, dass dat a mat deem Guichet unique soll geschéien. Mee wann een zu Lëtzebuerg haut awer net den Iwwerbléck huet, wat d'Gemenge vun Aidë ginn, da stellen ech mer awer Froen iwwert d'Effikassitéit vun deene Mesüeren, déi mer ganz dacks hei decidéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss. An ech géing der Regierung d'Wuert ginn. Här Familljeminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Här President, Dir Dammen, Dir Hären, virop wëll ech der Rapportrice, dem Mandy Minella, villmools Merci soe fir souwuel hire schrëftleche wéi och hire mündleche Rapport. An ech wëll och dat nach eng Kéier ënnersträichen, wat Dir gesot hutt, Madamm Rapportrice, iwwert déi gutt Entente, déi mer an der Familljekommissioun haten, och zu deem heite Projet. Och all de Memberen e ganz grouse Merci.

Viru bal genoe zwee Joer gouf d'Qualitéitsgesetz hei am Haus gestëmmt, wou et drëms gaang ass, d'Qualitéitskrittäre fir Servicer fir eeler Leit héichzehalen. Mat deem Gesetz goufe ganz streng Krittären agefouert, fir eebe sécherstellen, dass d'Qualitéit ganz héijen Uspréich gerecht gëtt, notament, awer net nëmmen, a Wunnstrukture fir eeler Leit.

Mam neie Complément pour personnes âgées, kuerz – mir müssen eis un déi Ofkierzung gewinnen – de ComPA, geet et elo drëms, derfir ze suergen, dass och jidderee sech dee qualitativ héichwäertegen Encadrement an engem Altersheem leeschte kann.

Ech si mir sécher, Dir sidd alleguer mat mir awerstan, wann ech soen, dass den eelere Mënsch am Alter gutt versuergt soll sinn. A jo, ech mengen och, dass mer alleguer wëllen, dass d'Elteren, d'Grousselteren, d'Frënn, d'Bekannten, d'Bomi oder de Bopi vun niewendrun, jee, den eelere Mënsch hei zu Lëtzebuerg déi Prise en charge kritt, déi e verdéngt huet an déi e brauch.

Här President, de ComPA stellt, par Rapport zum aktuellen Accueil gérontologique, op enger ganzer Rei Punkten eng däitlech Verbesserung duer. Fir unzefänke gi mer vun engem fixen op en dynamesche Rechmodus eriwuer. Dat heescht, eemol am Joer gëtt d'Moyenne vun de Pensiounspräisser hei am Land gerechent an doraus ergëtt sech en neie Plafong fir de ComPA. Op déi Manéier suerge mer net nëmmen derfir, dass de ComPA och de reelle Präisser am Secteur entsprécht, mee och dass e mat der Evolutioun vun de Präisser Schratt hält.

Bei de Pensiounspräis kënn dann nach d'Majoratioun fir essentiel Servicer a Produiten derbäi, wéi zum Beispill d'Maache vun der Wäsch, d'Zurverfügungstellung vun Hygiënesartikelen, Internet, Telefon oder Tëlee.

Här President, wat bedeit dat neit Gesetz elo konkret fir den eelere Mënsch? Gi mer dervun aus, dass op den 1. Januar 2026 d'Moyenne fir en Eenzelzëmmer bei ronn 3.400 Euro de Mount wäert leien, dann heescht dat, dass de Staat iwwert de Fonds national de la solidarité d'Käschte vu bis zu 3.400 Euro fir en Zëmmer iwwerhëlt. Dobäi komme beim aktuellen Index vun haut 270 Euro derbäi fir déi essentiel Servicer, déi ech virdrun ugeschwat hunn, wéi zum Beispill d'Wäsch, awer och Hygiënesartikelen an och Tëlee, Internet an Telefon.

(Brouhaha)

A schlussendlech – an dat ass och ganz wichteg – gëtt et zousätzlech dozou e Montant, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Kéint ech wannechgelift e weineg méi Rou kréien? Merci.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... deen dem Resident ëmmer nach wäert zur Verfügung stoen, nämlech – an och dee Montant ass indexéiert – sinn dat Stand haut 630 Euro vun deem sougenannten „Täschegeld“, déi all Resident sollen zur Verfügung stoen. Alles an allem entsprécht dat engem Revenue vu bis zu 4.300 Euro de Mount, bis zu deem en eelere Mensch vum FNS wäert gehollef kënnen kréien. An anere Wieder: Jiddereen, deen en Akommes vu maner wéi 4.300 Euro huet, kann de ComPA ufroen.

Dir kennt mech an et wäert iech net wonneren: Mir wäerten och, fir wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt, nämlech den 1. Januar 2026, en Online-Calculateur zur Verfügung stellen, wou een och ganz einfach préiwe kann, ob a bis zu wéi engem Betrag ee vum ComPA profitéiere ka respektiv an de Genoss heivu ka kommen.

Bis elo war et jo dann och esou, dass verschidde Servicier, wéi zum Beispill den Telefon, den Internetaccés, vun de Leit vun hirem Täschegeld hu mussen bezuelt ginn. Mat der Aféierung vun der neier Majoratioun – déi 270 Euro, vun deenen ech Iech geschwat hunn – geet d'Täschegeld op senger Säit awer net erof, ganz am Géigendeel, et gëtt souguer an d'Luucht gesat: Stand haut, och erëm mam Index gekoppelt, sinn dat 100 Euro méi. A wann ee vun Täschegeld schwätzt, dann heescht dat, dat soll och dee Montant sinn, deen engem soll zur Verfügung stoen, fir och emol eng Kéier bei de Coiffer kënnen ze goen, sech eng Kéier e Glas Wäi kënnen ze kafen oder sech soss eppes kënnen ze gënnen.

E weidere wichtige Punkt, dee mat deem heite Gesetz derbäikënn, ass, dass, wa mer d'Moyenne jo als Referenz huelen, dann och an Zukunft méi Better zur Verfügung wäerte kënnen stoen, wou de ComPA ugefrot ka ginn. Dat heescht, d'Unzuel u sougenannte potenziellen FNS-Better, déi disponibel sinn, wäert och an d'Luucht goen. Alles an allem bedeit dat also méi Ënnerstützung fir déi Vulnerabelst, eng méi grouss Unzuel un Zëmmeren an eng besser Prise en charge doduerch, dass méi Servicer couvréiert ginn.

Här President, d'Zil an d'Resultat vun dësem Gesetz si ganz einfach: Mir hëllefen deenen an eiser Gesellschaft, déi et an meeschte brauchen. Och si sollen am Alter gutt versuergt sinn. Och si solle vun deem Encadrement kënnen profitéieren, dee se brauchen. Och si hunn Urecht op e wierdege Liewenswond.

Ech si gefrot ginn an der Kommissioun, Opklärung ze ginn, an – et ass vun enger vun de Virriednerinnen ugeschwat ginn – fir den Austausch mam Terrain. Et kann ee mir jo vill virwerfen. Mee den Austausch mam Terrain, ech mengen, deen ass mir ganz, ganz wichtig. Ech géing souguer soen, dass och déi Ëmännerungen, déi mer an eise Regierungsamendementen gemaach hu respektiv déi Dir och an der Kommissioun iwwert d'Amendements parlementaires gemaach hutt, deem Rechnung gedroen hunn, wat do komm ass. An ech hunn och bei Onkloerheeten oder Saachen, déi vläicht net esou kloer waren – et ass e ganz technesch Gesetzestext, dat hutt Der alleguerte gesinn – probéiert, deene Leit, déi sech do Suerge maachen, och nach eng Kéier an deene leschten Deeg mat op de Wee ze ginn, dass, wéi gesot, hir Bedenken do zu Onrecht sinn. Dat wëll heeschen, et ass hei net esou, dass een, wann een ee Cent méi verdéngt, dann zum Beispill misst op d'ganz Majoratioun verzichten, ganz am Géigendeel. Dat ass eng Aide, déi ofhëlt, déi ee ka kréie bis dee leschten Euro, wann ee se dann zegutt huet.

Dann, d'Motioun: Ech hu se net gesinn, mee wa plus/minus dat drasteet, Här Goergen, wat Der erzielt hutt,

géing ech ganz gären de Kollege soen, dass dat eng Motioun ass, déi op d'mannst ech, wann ech Deputéierte wier, net géing unhuelen, well de Staat sech bis elo net an d'Präisgestaltung agemëscht huet vun de Pensionspräisser. An ech géing proposéieren, dat och an Zukunft net ze maachen.

Dann huet de Verrieder vun deene Lénken, den Här Baum, ugeschwat, dass déi kommunal Aiden dem Familljeministère net alleguer bekannt sinn. Wéi sollte se och? Ech mengen, d'Gemege stinn ënnert der Tutelle vum Interieur. An et ass mir awer ganz wichtig. An et si ganz vill Gemengen, déi ganz grouss Efforten dra maachen, wann et allgemeng ëm Aarmutsbekämpfung geet, jo, och ëm Altersarmut. An dofir ass et esou wichtig.

An ech mengen, dat ënnersträicht nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun deem Guichet social unique, dee mer wëlle schafen a wou ech Iech gesot hunn, ech wëll bis Enn des Joers – dat ass mäin Zil, ech hoffen, et geléngt eis; neelt mech net do dodrop fest – eng digital Plattform stoen hunn, déi et haut nach net gëtt, wou een, andeems ee seet: „Dat heiten ass meng Composition de ménage, spréch ech si Celibataire oder ech sinn eng Mamm mat zwee Kanner oder eng Koppel mat dräi Kanner oder eng Koppel ouni Kanner, dat heite si meng Revenuen“, dann erausgespaut kritt, ma wéi eng Aiden een dann alleguerten hei zu Lëtzebuerg kréie kann an am Idealfall souguer mam Montant hannendrun, fir déi ee potenziell eligibel wier an och mat der Adress, wou ee kann higoen.

A mir hunn extra an dee GIE (ndlr: Groupement d'intérêt économique), deen de Guichet social unique geréiere wäert, de Ministère de l'intérieur mat erageholl. Firwat? Ma well mer wëssen, dass och de Gemengesecteur esou wichtig ass. An dofir wollte mer deen onbedéngt derbäi hunn. An ech si frou, dass de Léon Gloden sech bereet erkläert huet, justement och dee Lien ze maache mat de Gemengenaidden. An ech sinn e bëssen ënnerwee, den Tour ze maache vun de Gemengen, an ech soen de Gemengen zum Beispill ... A ganz vill, bal all, déi ech bis elo begéint hunn, hunn där doten Aiden. Jo, ech hunn nach keng Statistik, fir Iech ze soen, wien elo wat mécht, mee ganz vill maachen dat.

Ech soen hinnen, ënner anerem, dass, wa se d'Aiden elo sollten upassen, se och en aneren Numm sollten huelen. Well wa mer vum Non-recours des prestations sociales schwätzen, da sollte mer och vum Non-recours des prestations sociales communales schwätzen. An da si mir ganz séier bei engem Punkt, dee mer ganz wichtig ass. Dat heescht, et muss een et och emol anescht nennen. Well wann een dann zum Beispill op der Facebook-Säit vun enger Gemeng oder an engem Gemeindebuet gesäit, dass en Opruff ass, déi kommunal Allocation de vie chère unzefroen, wësse mer aus den neisten Erkenntnisser an aus de Gespréicher mam Terrain, dass et eeben do oft zur Konfusioun kënnt, well een, wann een dann déi national schonn ugefrot huet, wann een déi dann hei kritt, denkt, et wier zweemol dat selwecht. Dofir, ech mengen, d'Stad Lëtzebuerg, fir se net ze nennen, an och anerer am Land hunn deem Ganzen en aneren Numm ginn, zum Beispill „Allocation de solidarité“, fir och déi Diskrepanz ..., oder fir dass een dee Facteur, dee vläicht zu engem Non-recours kéint féieren, aus dem Wee geraumt kritt.

A mir hunn och ugefaangen, de Gemenge matzedeele, wéi eng Leit aus hirer Gemeng da vun der Allocation de vie chère a vun der Energieprimm profitéiert hunn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wéi e Montant, mat der Kontosnummer, soudass d'Gemege kéinten higoen a soen: „Ma, mir huelen déi Lëscht a mir maachen dann eng automatesch Ausbezelung an där Héicht, wéi eist Reglement et virgesäit.“

Déi meescht, vun deenen ech Kenntnis hunn, si gekoppelt dodrun – zum Beispill 30, 40 oder 50 % vun där nationaler Aide –, fir dass een eeben och intern net deen administrativen Opwand huet, do nach laang mussen ze recherchéieren. Dat ass jo dann am FNS gemaach ginn, soudass dat dann ewechfält.

Wéi gesot, de Guichet social unique ass eng grouss Prioritéit. An dat wäert dann och deem dote Rechnung droen, eebe grad derfir ze suergen, dass mer eng Vernetzung hunn.

D'selwecht fir den nationalen Aktionsplang fir d'Aarmut, deen hei ugeschwat ginn ass: Dir wësst, dass ech dee fir Enn des Joers wëll stoen hunn. Dat ass net eng Versioun 2.0, 3.0, esou nenne mer dat jo ganz gär. Dat ass deen alleréischten, dee mer maachen. An dat ass d'Volontéit gewiescht, déi aus dem Familljeministère komm ass, déi déi hei Regierung wollt, emol esou en nationalen Aktionsplang op d'Been ze stellen!

Dat ass e wichtige Bestanddeel an eise Koalitionsaccord, wou et eis drëms geet, déi Synergien ze schafen, fir de Mensch, deem et sozial net gutt geet, eeben a senger Gesamtheit ze gesinn a fir dass ee vläicht aus engem, wéi een et emol virgeworf krut, Silosdenken, wou ee Ministère fir Ministère, vläicht Verwaltung fir Verwaltung gekuckt huet, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, Dir misst zu Äre Konklusiounen kommen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... fir Lösungen ze fannen, erauskënn, fir dat da global ze kucken.

Ech soen Iech villmools Merci alleguer, virun allem fir déi breet Zoustëmmung hei am Haus. An Dir kënnt Iech gewëss sinn: Mir wäerte souwuel an der Kommissioun wéi och hei am Haus bestëmmt och nach ganz vill schwätzen iwwer nei Mesuren, déi mer da wëllen en place setzen, nei Lösungen, déi mer wëlle fannen, fir eebe grad deene sozial Schwächsten an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

Plusieurs | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8114 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8114¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8114 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen an eng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugehol mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a bei enger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8114 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferdin, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem ... Pardon, mir kommen nach net zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, well mer nach eng Motioun hei vun de Piraten, vum Här Goergen, eragereecht kruten. Här Goergen, Dir hutt se explizéiert. Dir wëllt duerno nach eng Kéier schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Minella, duerno d'Madamm Bernard, dann den Här Baum. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, dëst Gesetz ass e ganz grouse Schratt, fir géint Aarmut virzegoen an deenen ze hëllefen, déi et am meeschte brauchen, an hinne finanziell ënnert d'Äerm ze gräfen. A wéi de Minister scho virduerkläert hat: De Staat mësch sech net an d'Präisgestaltung vun de Pensiounspräisser an. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Ech huele se elo esou der Reiefolleg no, wéi se sech gemellt hunn. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, dass déi Motioun zumindest de Meritt huet, datt een e bësse méi am Fong dorwäert schwätzt, wéi d'Präisstruktur sech effektiv staffelt, wéi en Impakt effektiv den Index op wat huet. Den Här Goergen huet schon e richtege Punkt, dass een net alles vun enger Indexéierung op de Präis kann erwiwersetzen. Dat ass awer eng méi generell Fro, déi een dierchaus kann diskutéieren, déi och méi grouss ass wéi och vläicht déi vun den Altersheem, mee déi de Fall ass bei enger Rei Strukturen.

Ech hätt et am Fong ganz nätzlech a gutt fonnt, wa mer dëse Punkt awer eng Kéier hätte kënnen an enger Kommissioun duerchdiskutéieren. Dat wier am Fong eng Demande, déi ech hei wollt proposéieren. Ech weess net, ob do nach eppes ze maachen ass, wann ech op d'Majoritéit kucken, mee dat wär am Fong eng Demande, déi mir hätten.

Falls dat net méiglech wier, géng ech proposéieren, dass mir eis géngen enthalen bei der Motioun. Mee mir wäer schon Demandeur derfir, d'Diskussioun heiriwwer awer eng Kéier an enger Kommissioun ze féieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat ganz änlech. Déi Fro, déi hannendrustécht, nämlech d'Präisbildung vun de Käschte vun Altersheem ass jo eng, déi eis och scho méi laang beschäftegt a wou ënnert der viregter Regierung dermat ugefaange gouf, zumindest eng Transparenz ze schafen, also datt iwwerhaupt affichéiert ass, wat déi eenzel Zëmmer kaschten, verbonne mat Qualitéitskrittären. Soudatt, mengen ech, de Fong, deen hannendrustécht, et scho wierklech interessant mécht, där Saach nozegoen, nämlech effektiv: Wéi ass a villen Altersheem d'Präisbildung? Wéi entsteet déi? Wéi geschitt se?

Virun allem well et awer e bëssen – an do sinn ech och ganz beim Här Goergen schon derbäi – erstaunlech ass, datt et quasi esou en Automatismus ginn ass, datt sech bei all Indexbranche automatesch d'Präisser och ëm déi selwecht Valeur upassen.

An ech mengen, datt dat eppes kéint sinn, wat eis awer alleguer interesséiere sollt, besonnesch well mer jo awer och wëssen, datt eng ganz Retsch Établissementen-publiken dodrënnerfalen, esoudatt dat also och schon eng Aufgab gëtt fir eis alleguer, dat heescht fir d'ëffentlech Hand. Duerfir géif ech – et ass awer elo net u mir, dat ze soen – där Fro éischter, iert ech elo mat Jo oder Nee stëmmen, am léifste gär an enger Kommissioun eng Kéier op de Fong goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, also, mir verstinn och hei de Punkt an och d'Iddi vun de Piraten. A wéi och d'Virriedner scho soten, ass eis eigentlech ... Mir verstinn, dass mer dat do och kéinte behandelen an nach eng Kéier diskutéieren, well d'Fro wierklech ass, wéi de Minister och sot, mat der Präisgestaltung, dass dat ni gemaach gouf, dass de Staat sech do agemëscht huet. D'Fro ass awer: Kéint een dat elo net einfach eng Kéier emol diskutéieren a vläicht emol eng Kéier auserneplécken, ob dat muss esou bliwen oder net?

Mir haten am Fong och d'Propos, et an der Chamberskommissioun ze diskutéieren, fir einfach emol eng Kéier deem Ganzen, jo, eng Kéier op de Grond ze goen. A wann dat awer net méiglech ass, a vu dass et awer e komplexe Punkt ass, géif ech menger Fraktioun da proposéieren, d'Motioun net matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Et ass scho gesot gi vu menge Virriedner a Virriednerinnen, dass mer eis bis elo do nach ni an d'Tariffstruktur agemëscht hätten.

Et ass och esou, dass all Struktur, dat ass och schon hei gesot ginn, aner Prestatiounen a Servicer an hirem Zëmmerpräis mat dran huet, wou verschidder dat eent vläicht separat facturéieren, anerer dat am Zëmmerpräis scho mat dran hunn an dat dann net eenzel facturéieren, soudass hei d'Ënnerscheeder zimmlech grouss sinn.

An ech mengen, grondsätzlech géife mer eis enger Diskussioun an der Kommissioun awer do vläicht net verschléissen. Trotzdeem géife mer dës Motioun awer dann ofleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. D'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, ech muss soen, dass ech hei d'Diskussioun net richtig verstinn. Den Här

Baum huet et richtig gesot: Mir hunn agefouert, dass een elo mol net nëmmen transparent gesäit, wéi vill eng Kummer an engem Altersheem kascht, mee och wat do vu Prestatiounen mat dran ass.

Mee ech mengen, hei ass awer eng total falsch Diskussioun, well dat muss jo käschtedeckend sinn an engem Altersheem. De Familljeminstère bezilt jo näischt un d'Altersheem. An et ass just d'Fleegeversicherung, déi d'Fleeg matfinanzéiert. Dat heescht, ech mengen, mir sinn hei e bëssen an enger komescher Diskussioun. Well ech mengen jo net – oder ech froen, et ass eng Fro –, dass Der den Indexsystem hei zu Lëtzebuerg a Fro stellt. An den Indexsystem, dee betrëfft d'Paieren, dee betrëfft d'Loyer. An dat ass dann normal. Dat hei ass jo och e Loyer vun engem Zëmmer, wou ee jo da wunnt. Et ass säin Appartement oder säin Zëmmer.

Dofir verstinn ech hei déi Diskussioun net richtig. Well bei enger Indexéierung géng mech dann awer elo mol op der anerer Säit interesséieren, ob Dir hei den Index a Fro stellt.

Villmoos merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Ass dann nach eng aner Wuertmeldung do? Da géng ech dem Auteur nach eng Kéier d'Wuert ginn. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wann den Index erfält, wat geschitt? Ma d'Awunner kréien direkt eng Rechnung geschéckt, wou zum Beispill en Zëmmer – ech soen emol einfach – 3.000 Euro kascht, da gëtt einfach den Index eent zu eent dodrobber gerechent.

D'Madamm Cahen huet elo gesot, datt een domadder den Index a Fro stelle géif. Nee! Well wann Der elo Locataire wäert an enger Wunneng, dierft een dat och net maachen. E Locataire dierft och net einfach de Loyer gehéicht kréien, wann den Index erfält, während et awer hei an enger Seniorie de Fall ass.

An dat ass awer e Parallellismus. Well et geet jo hei ëm de Steen. Dass een, do, wou d'Salären ufalen, dat indexbaséiert mécht, d'Serviceleeschtungen ... Duerfir ass dat jo och getrennt ze kucken. Et kann awer net sinn, dass Der automatesch de globale Präis vun, soe mer, 3.000 Euro pro Zëmmer gehuewe kritt, fir ... En plus si jo do Leit, déi sech dat emol net leeschte kënnen.

An Dir sot: „De Staat soll sech net amëschen.“ Mee de Staat, dee bezilt awer dat, wat feelt! Dat heescht, de Staat mësch sech och schon do an. An de Staat huet sech och agemëscht bei de Locataire. Dat heescht, de Staat kéint och hei soen, dass dat, wat de Stee betrëfft ... Well dat geet net an d'Luucht mam Index, do sinn ech anerer Meinung wéi Dir. Dass d'Servicer indexgebounne mussen sinn, do si mer komplett averstanen, mee de Stee selwer net, en plus well beim Steen eng aner Plus-value erauszerechne wier, wéi den Index, wann een déi Diskussioun eréischt géng ufänken.

Dat heescht, wat mir gären hätten, ass, dass d'Leit net weider belaaucht ginn, wann den Index erfält, well do si vill Leit mat klengen Pensiounen, déi herno méi mussen bäileen, wéi se iwwerhaupt vun Index bäikruten.

En plus gitt Der elo hin an Dir passt d'Steiertabell iwwer déi nächst Joren net un, wat den Index ubelaangt. Dat heescht, déi Leit kommen elo ganz schlecht ewech mat där Politick, déi Der hei maacht.

An duerfir wollt mer hinnen op d'mannst hei hëllefen, dass de Steen net méi an der Seniorie indexgebounne wär.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo d'Madamm Cahen nach eng Kéier ganz kuerz. An da gi mer dem Minister d'Wuert duerno. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Merci, Här President. Et geet jo hei net ëm de Steen, et geet ëm de Service ronderëm. Et huet ee jo e ganze Service an engem Altersheem. A grad haut stëmme mer jo iwwer e Gesetzesprojet of, wou et eebe justement drëms geet, dass jiddwereen dignement nach besser kann an Zukunft an den Alters-, de Fleegeheemer an anere Maison-de-soinse liewen.

Duerfir, ech verstinn do Äre Punkt net richtig. Wann Der den Index net a Fro stellt, dann ... Ech mengen, déi Indexgeschichte ... Da kënne mer jo do vläicht emol eng Kéier iwwer d'Loyerer am Allgemenge schwätzen. Do wär ech da gespaant, iwwerhaupt emol Är ganz Positioun iwwert déi ganz Indexgeschichte do ze hunn.

Fir mech ass et normal an engem Alters-, Fleegeheem. Do huet een e ganze Service ronderëm. An dat ass och wichteg a richtig. Dofir geet een och dohinner wunnen. An dat muss och esou wäit wéi méiglech käschtedeckend kënne finanzéiert ginn. An dofir fannen ech dat nëmmen normal, dass een do dann d'Indexéierung mat spille léisst.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mir maachen elo net nach eng Kéier en Hin an Hier. Elo geet et esou, datt de Minister d'Wuert kritt. An da kritt den Här Goergen nach eng Kéier d'Wuert virun der Ofstëmmung, fir ze kucken, iwwer wat mer ofstëmmen. Här Minister, et ass un Iech.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President. Ech mengen, ech hunn et virun um Riednerpult gesot: Ech géng dervir warnen, sech als Staat an d'Präisgestaltung vun den Haiser anzemëschen.

Ech géng awer ganz gär, well ech elo Zäit hat, d'Motioun ze liesen, wat ech um Riednerpult nach net hat, eng Kéier ganz allgemeng soen, dass et do och vläicht e bëssen zu enger Verwirrung féiert. Et heescht net, wann den Index erfällt, dass dann all Träger den Index verrechent. Et gëtt och Träger, déi Präisaugmentatiounen maachen. Opgrond vu wat maache se dat?

Mir hunn hei elo ganz vill iwwert de Pensiounspräis geschwat. Mir soen dann „de Präis um Zëmmer“. Mir wësse jo, dass dat dann eigentlech vill méi beinhalt. An dat kann ee grad um Site Infosénior, fir deen ech dann op dëser Plaz wëll Reklam maaachen, genau kucken: Wat kascht en Zëmmer? Wat ass virun allem an deem jeeweilegen Haus mat dran? Wat sinn d'Konzepte vun den Haiser? Dat kann ee sech roueg eng Kéier ukucken. Dat gëllt fir alleguerten d'Wunstrukturen.

Wéi gesot, aus wat besteet dann de Präis? Zweek Drëttel ... Also deen een Drëttel ass de Pensiounspräis, vun deem mer haut vill geschwat hunn, wou ech Iech gesot hunn a mengem Rechebeispill vu virun: „Kommt, mer ginn dervun aus, dass de mëttlere Präis fir en Zëmmer haut bei 3.400 Euro géng leien.“ Da muss Der wëssen, de Lëtzebuurger Staat bezitt haut nach eng Kéier dee Montant mol zwee fir dee ganze Volet Fleeg, deen an den Haiser gemaach gëtt. De Pensiounspräis, wann Der sou wëllt, ass Kost und Logis, deen dee Beräich ofdeckt.

An do mussen déi eenzel Träger kucken, dass hir Rechnung och opgeet. Dat wëll heeschen, dass, wa mir hei ... An ech mengen, do hat ech jo och eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber, am Parlament, wéi ech et ugeschwat hunn, deen neien SAS-Kollektivvertrag, wéi mer dee gemaach hunn,

ech mengen, wéi mer an der Pandemie alleguer geklappt hunn fir dee wichteg Sektor: Mir wëllen, dass d'Leit, grad wou mer eng Penurie u Main d'oeuvre hunn, uerdentlech bezuelt ginn. Ma natierlech huet dat dann och en Effekt op e Pensiounspräis.

Wann Der – an dat mierkt jiddereen dobaussen – an de Supermarché gitt oder soss anzwousch, ma da gesitt Der, wéi deier d'Liewensmëttel ginn. Och hei am Pensiounspräis, nieft deem ganzen Encadrement hors Fleeg, well dat sinn déi zwee Drëttel – deen een Drëttel ass de Pensiounspräis –, si jo enorm vill Käschte fir d'Essen. An déi Präisser, déi ginn ... Vun Dag zu Dag soen d'Träger mer, dass se nei Lëscht geschéckt kréie vun de Fournisseuren, wou erëm Präisaugmentatiounen kommen. D'Energiepräisser, nach e Sujet. Jee, dee ganze Beräich ass een, wou eeben eng Evolutioun ass. An dat ass d'ailleurs net anescht hei zu Lëtzebuerg wéi an eisen Nopeschlänner a soss an der Europäescher Unioun.

A genau dofir ass dat Gesetz, dat mer haut gestëmmt hunn, jo esou wichteg, dass mer e mëttlere Präis elo definéieren duerch d'ganz Land op den 1. Januar. An dat gëtt all Joer ëmmer erëm nei evaluéiert. Bis dohinner kréien déi Leit, déi eebe grad keng finanziell Méiglechkeeten hunn, bis zu deem Präis geholfen iwert de Staat, iwert de Fonds national de solidarité.

Dorop sinn ech houfreg – an dorop solle mir houfreg sinn –, dass mer esou eppes als Lëtzebuurger Staat hei ubidden, dass mer dem eelere Mënsch ... An et ass geschwat gi vu Working Poor. Ech géng do keen Amalgam maachen. Do si ganz vill Leit, déi hunn net eng ganz Karriär geschafft, déi hunn och vläicht iwwerhaupt net geschafft. Mee trotzdeem solle mer mat deene Leit, déi hir Situatioun net méi kënne verbesseren am Alter, solidaresch sinn als Lëtzebuurger Land an deenen ënnert d'Äerm gräifen.

Dat heescht, mir wäerte méi Leit kënne duerch dat neit Gesetz, dat mer haut gestëmmt hunn, ënnert d'Äerm gräifen, bis zu méi engem héije Montant. Dat heescht, mir gi méi wäit an d'Gehaltskategorie respektiv d'Revenueskategorien eran. A mir wäerten och am Sektuer doduerch méi potenziell Better, déi iwwerhaupt eligibel si fir Leit, déi vum Fonds national de solidarité geholfen kréien, an eisem Réseau schaffen. An dat Ganzt ass virun allem eppes Dynamisches. Dat heescht, dat wäert vu Joer zu Joer weider evoluéieren. De Montant wäert sech de Präisevolutiounen kënne upassen. An doriwwer eraus wäerten och eeben déi Besoins de première nécessité an dat sougenannten Täschtegeld indexéiert och mam Montant evoluéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Elo muss den Här Goergen eis nach soen, ob en op déi Positioun ageet, et an d'Kommissioun ze renvoyéieren oder net.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, mat allem, wat den eelere Leit géng hëllefen, sinn ech natierlech averstanen, well dat heiten e reelle Problem ass. Ech hu mer d'Präislëscht alleguerten ugekuckt. Vlächicht kann de Minister eis eng Kéier d'Info ginn, wéi eng Seniorie net indexgebonden ass. Ech hu keng fonnt. Et ka vlächicht sinn, dass et eng am Land gëtt.

Ech hunn och d'Präisser gekuckt. Wann Der elo eng Dusch am Zëmmer hutt, dann ass et 200 Euro méi deier. Hutt Der nach eng Terrass, ass et nach eng Kéier 200 Euro méi deier. Dat ass fir mech reng de Steen. Et gëtt awer herno indexbaséiert facturéiert. Mee de Steen ass net méi deier ginn.

Dass d'Servicer méi deier ginn, dass d'Esse méi deier gëtt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, et ass net, fir d'Diskussioun nach eng Kéier unzefänken.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... do ginn ech Iech vollkomme Recht.

Ech wollt just der Madamm Cahen nach äntweren, wat eis Positioun zum Index ass. Ma mir hunn eng Proposition de loi, déi scho länger hei läit, wou et och drëm geet, dass de Commerce net soll de Loyer indexgebonne verrechent kréien. Dann ass eis Positioun ganz kloer. De Stee soll net indexgebonne verrechent ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Wann ech elo richtig verstane hunn, gitt Dir op déi Positioun an. Ech weess awer net, ob jiddweree mat deem Renvoi d'accord ass. Dofir géng ech fir d'éischt d'Fro stellen ...

(Interruption)

D'Madamm Minella huet nach d'Wuert gefrot. Madamm Minella, jo.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Also ech fannen, den Här Minister war wierklech ganz kloer, en huet alles gesot. Mir sinn derfir, dass dat elo hei alles ausdiskutéiert ginn ass an dass déi Motioun net an d'Kommissioun verweise gëtt an dass elo ofgestëmmt gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Doriwwer, ob dee Renvoi soll gemaach ginn, stëmme mer da selbstverständlech of.

Dat heescht, deen éischte Vott ass, ob mer e Renvoi maachen. Déi, déi also wëllen e Renvoi maachen an d'Kommissioun, déi stëmme mat Jo. An déi, déi deen net wëlle maachen an direkt duerno dann iwwert d'Motioun wëllen ofstëmmen, déi stëmme mat Neen. Ass et kloer, iwwer wat mer ofstëmmen?

(Assentiment)

Da géng ech probéieren, dee Vott esou schnell wéi méiglech opzemaachen, wa mer hei fräigeschalt ginn derfir.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40, keng Abstentation. Dat heescht, datt de Renvoi an d'Kommissioun net decidéiert ginn ass.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Boffending, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Dat heescht dann en conséquence, datt mer elo iwwert déi Motioun wäerten ofstëmmen, an der Logik vun deem, wéi mer heibanne schaffen. Da musst Der nach eng Kéier stëmmen. Soubal d'Technik eis dat erlaabt, maachen ech dee Vott dann op. Ech géinge d'Regie bieten, eis nach eng Kéier e Vott fräizeschalten. Voilà.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Interruptions diverses signalant l'affichage erroné du projet de loi 8502 lors du vote, concertation interne et relancement du vote sur la motion 1)

Ech maachen de Vott nach eemol op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 4, Nee: 40, Abstentionen: 16. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 4 Jo-Stëmme bei 16 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

5. 8502 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute », fait à Rio de Janeiro, le 20 juin 2012

Da géinge mer zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. An dat ass de Projet de loi 8502 iwwert d'Adoptioun vum Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute. Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass. An deemno huet de Rapporteur 5 Minutten an d'Regierung hätt och 5 Minutten, wa se wëllt. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Paul Galles (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Et ass, mengen ech, fir d'éischte Kéier, wou mer iwwer e Projet de loi schwätzen, wou schonn d'Majoritéit héchstwahrscheinlech am Virfeld Non gesot huet.

(Hilarité)

Dofir, ech hoffen, datt ech elo nach déi ganz Chamber kann iwwerzeegen, hei matzestëmmen.

Also, ech hunn d'Éier an d'Freed, am Numm vun der Ëmweltkommissioun de Rapport ze maachen iwwert dëse Projet de loi 8502, d'Approbatioun vum Accord fir d'Grënnung vum Global Green Growth Institute, GGGI. Mir haten an der Kommissioun doriwwer geschwat. Mir haten deen iwwregens och schonn erwänt, wéi iwwert d'Klimafinanzéierung geschwat ginn ass.

Ech maachen emol dee formellen Deel direkt um Ufank, well elo keng grouss Beanstandungen waren. En ass de 24. Februar vum Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit deposéiert ginn. De Conseil d'État huet den 13. Mee säin Avis ginn. D'Chambre de Commerce an de Syvicol hunn Avis ginn. Do war bei der Chambre de Commerce e festen a staarken Accord an de Syvicol hat keng weider Bemierkungen dozou ze maachen. Den 18. Juni sinn ech zum Rapporteur ernannt ginn a mir hunn och de Projet de loi examinéiert. An den 2. Juli hu mer zesammen an enger Kommissiounssëtzung dann dëse Rapport och ugeholl.

Fir awer kuerz op déi Aarbecht vum GGGI anzegoen – well et ass duerchaus eng interessant Aarbecht, déi se maachen, a si hunn och verdéngt, dass dat hei kuerz genannt gëtt –: Dat ass en Agreement, en Accord, deen den 20. Juni 2012 zu Rio de Janeiro ënnerschriwwen ginn ass. An dësen Accord setzt dann elo dësen GGGI als international Organisatioun an d'Liewen, a mir approvieren dat dann elo hei als Lëtzebuerg.

Hir interessant Aarbecht ass folgend: Si probéieren, eng Promotioun ze maachen vun enger nohalteger, inklusiver an ëmweltfrëndlecher Wirtschaft, engem Wirtschaftswuesstumsmodell, wat ech eng ganz interessant Approche fannen. Et ass mat engem Fokus op Entwicklungslänner an opstriedend Länner. Si schaffen un enger struktureller Transformatioun vun den Ekonomien, integréieren d'Nohaltegekeet an d'Politicken an an d'Entwécklungsstrategie vun den eenzelne Staaten, droen och bäi zur Ëmsetzung vun de 17 Nohaltegekeets-Entwécklungsziler vun de Vereenten Natiounen an ënnerstëtzen d'Ziler vum Paräisser Klimaaccord duerch Contributions déterminées nationales, déi sougenannten CDNen.

D'Succèsse vum GGGI zënter der Grënnung sinn och relativ kloer an däitlech. Iwwer 10 Milliarden US-Dollar si finanzéiert gi fir Klimaprojekte ronderëm d'Welt tëscht 2017 an 2023. Bei der Reduzéierung vun de Klimafolgen an der Schafung vun nohaltege Beschäftigungsméiglechkeeten hu se sech ganz staark engagéiert. An haut gëtt et 48 Memberstaaten an e järeleche Budget vun iwwer 100 Milliounen US-Dollar.

D'Kooperatioun tëscht Lëtzebuerg an dem GGGI ass eigentlech schonn e gutt Stéck méi al, wéi dëse Gesetzesprojet et elo ass. Et gëtt nämlech säit 2016 eng aktiv Partnerschaft zwëschen deenen zwee Partner, e Finanzement vu Klimaprojekten iwwert de Klima- an Energiefong an de Financement climatique international. Mir haten an der Jointe vun der Finanzkommissioun mat der Ëmweltkommissioun och doriwwer geschwat, dat war ee vun de staarken Acteuren, déi do genannt gi sinn. 19,6 Milliounen Euro goufen an deene leschte Joren an Entwécklungsprojekten investéiert, si gefloss, zum Beispill am Senegal, am Ruanda, am Vietnam oder och op Vanuatu.

Elo nach déi wichteg Etappesteng, déi mer hei aus Lëtzebuurger Perspektiv kënne gesinn: Zënter dem Juni 2023 huet den GGGI säin europäesche

Liaisonsbüro hei zu Lëtzebuerg. An dee spillt eng strateegesch Roll an der Zesummenaarbecht tëscht dem GGGI an den europäeschen Institutiounen, besonnesch eeben am Beräich gréng Finanzen a Klimapolitik.

Mir maachen also hei eigentlech eng formell Adhesioun zu eppes, wat mer scho laang gemaach hunn oder wou mer schonn eng laang Zesummenaarbecht hunn. Dat ass e logesche Schrëtt, dee mer mat dësem Gesetzesprojet maachen. Lëtzebuerg kritt doduerch e Sëtz an der Assemblée vum GGGI. Mir hunn och dann d'Méiglechkeet, iwwert d'Participatioun an deem Conseil kënnen zu strategeschen Decisiounen bäizedroen oder déi och ze beaflossen an och eng aktiv Matgestaltung vun den Aktiounen am Beräich vum gréngen Wuesstem, der nohalteger Finanz an der Klimaresilienz ze maachen.

Déi finanziell Aspekter: Et gëtt keng verpflichtend finanziell Bäiträg duerch dës Adhesioun. Lëtzebuerg wäert awer seng Ënnerstëtzung iwwert déi besteeend Finanzkanäl weiderféieren. Wéi gesot, dat hate mer an der Jointe mat der Finanzkommissioun och diskutéiert. An et gëtt och keng zousätzlech Belaaschtung fir de Staatsbudget.

A mat där gudder Noriicht, Här President, erlaben ech mer dann, dëse kleng Rapport opzehalen, an ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

Wëllt d'Regierung eppes dozou soen? Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci dem Rapporteur fir dee ganz gudden Rapport. Ech mengen, en huet hei alles erkläert, ëm wat et an deem Projet de loi geet. Dat ass elo vläicht e bëssen abstrakt, well mer hei net allze dacks driwwer schwätzen. Dat misste mer méi maachen. Mir sinn och prett, dat méi ze maachen.

Et geet awer ëm e wichtege Volet, nämlech déi international Klimaaktioun. Déi muss finanzéiert ginn. Déi entwéckelt Länner sinn an der Obligatioun, deenen net entwéckelte Länner ze hëllefen. An do gëtt et ganz vill weltwäit Initiativen, déi sech gegrënnt hunn, multinational Institutiounen, wéi hei de Global Green Growth Institute, deem säi Sëtz zu Seoul ass a wou se d'Chance hunn, datt se de fréieren UNO-Generalsekretär, de Ban Ki-moon, un hirer Spëtzt hunn, ënnert deem sengem Mandat jo och de Paräisser Accord aktiv mat zustane komm ass.

An de Ban Ki-moon ass jo och dëst Joer, de 6. Mee, op Lëtzebuerg komm, wou mer eng Zeremonie haten, wou mer nach eng Kéier wollte festhalen, datt mer Member ginn, den 51. Staat. An dat weist also och, wéi wichteg mir fir den GGGI sinn als Lëtzebuerg a wéi wichteg et ass, esou e gudden, global vernetzten Implementationspartner u senger Säit ze hunn, deen den Entwicklungslänner hëlleft, fir datt och si kënnen hir CO₂-Emissiounen reduzéieren, fir datt virun allem och si sech kënnen un d'Konsequenze vum Klimawandel adaptéieren, well et sinn déi Länner, déi schonn am meeschten dovunner getraff ginn. An déi brauchen déi Suen. Déi brauchen awer och den Knowhow vun den entwéckelte Länner fir deen Transfer dohinner.

An hei ass een esou en Implementationspartner, dee wirklech wichteg fir eis ass, wou mer elo frou sinn, datt mer net nëmmen de Status hu vun engem Observateur, mat deem mer, ech soe mol, op enger

méi informeller Basis zesummegeschafft hunn, mee elo si mer formell och vollwäertege Member dovunner.

An ech soen der Chamber Merci fir déi Unanimitéit, fir déi Zoustëmmung zu deem Projet an zu där Adhesioun un den GGGI. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8502 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8502⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8502 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gérard Schockmel), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8365 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 8365, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Klima. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Do hu sech schon ageschriwwen: den Här Galles, den Här Emering, den Här Fayot, den Här Engelen, d'Madamm Welfring, den Här Goergen an den Här Wagner. An elo huet d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Paul Galles (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen

a Kolleegen, Här Minister, dëse Projet de loi 8365 ass e wichtege, et ass eng Ofännerung vum Klimagesetz.

Eng Kéier kuerz den Hannergrond vun dësem Gesetz erkläert: Et baut op um Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 an ergänzt och de Projet de loi 8320, dee mer hei an der Chamber 2024 gestëmmt hunn. An et geet dann elo drëms, och déi national Gesetzgebung un nei europäesch Reegelen unzepassen, speziell zum System vun den Emissiounsquoten, dem sougenannte „système d'échange de quotas d'émission“, S-E-Q-E oder SEQE genannt, wou elo den zweete System, de SEQE 2, a Kraaft trëtt, och hei zu Lëtzebuerg.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn eng ganz Rei vu wichtege Richtlinnen an EU-Veruerdnungen och hei zu Lëtzebuerg ëmgesat: déi europäesch Direktiv 2023/958 – ech därerf och elo eng Kéier „Slash“ soen –, d'Revisioun vum SEQE fir d'Luftfaart; dann d'Direktiv 2023/959, d'Erweiterung vum SEQE op d'Schëfffaart an den neie SEQE 2 eebe fir de Bausektor, d'Stroossentransporter an aner Secteuren; an dann och dräi EU-Reglementer, déi sech mat der Schafung vum Klima-Sozialfong, mam CO₂-Mechanismus op den EU-Grenzen an de Reegelen fir d'Schëfffaart ausenanageresat hunn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Ech erlabe mer, hei fir d'éischt e klengen inhaltlechen Deel ze maachen, Iech nämlech an dräi Punkten de Contenu vum Gesetz ze resüméieren, an dee formellen Deel, wéi mer d'Aarbechten an der Kommissioun organiséiert haten, dann duerno ze maachen.

Dräi inhaltlech Punkten: de SEQE 2 eeben, dann awer och de Klimasozialplang, an d'Erweiterung vum Klimabonus als drëtt. Dräi Punkten, déi allen dräi eng grouss Wichtegkeet hunn.

D'Afféierung vum SEQE 2, also dem System d'échange de quotas d'émission 2, ass een, deen elo lues a lues a Kraaft trëtt. Ech hat elo just gesot, op wat fir eng Beräicher e sech bezitt. 2025, 2026, an dësem Joer an d'nächst Joer, gëtt et d'Obligatioun, d'Emissiounen unzemellen an d'Geneemegung ze froen. An 2027 gëtt et dann och d'Obligatioun, Emissiounsquoten ofzeginn op Basis vum tatsächleche Verbrauch vun engem Land.

All d'Quote ginn dës Kéier iwwregens iwwer Auktione verdeelt. Et gëtt also keng gratis Allocations méi, wéi et dat beim SEQE 1 nach gouf, well et kee groussen externe Konkurrenzdruck gëtt am Bausektor an am Stroossentransport a well den Auktionssystem wirtschaftlech effikass ass an och Iwwerprofitter ka vermeiden. Dat ass duerchhaus e positiv Punkt.

Et gëtt eng Ausnamereegelung bis 2030 bei dësem SEQE 2, nämlech: Wa Lëtzebuerg eng national CO₂-Steier huet, déi iwwert dem europäesche Quotepräis läit, da kann et eng Befreiung, eng Exemption, vum SEQE 2 ginn.

Deen zweete wichtege inhaltleche Punkt ass de Klimasozialplang. Dee muss bei der EU-Kommissioun eragereecht ginn. En huet zwee Haaptziler, nämlech engersäits d'Ennerstëtzung fir Investitiounen: Hëllef fir Stéit, kleng Betriber a vulnerabel Leit fir Energieeffizienz, Dekarboniséierung an och emissiounsarm Mobilitéit engersäits. An op där anerer Säit eeben déi sozial Kompensatiounsmaasures: de Käschte bei fossille Brennstoffen entgéintzesteieren, dann awer och d'Energie- an d'Mobilitätsarmut ze vermeiden.

An en drëten inhaltlech wichtege Punkt ass d'Erweiterung vum Klimabonus. Do gëtt et nei finanziell Hëlfe, déi dëst Gesetz elo aféiert, nämlech 50 %

Subventioun bis zu engem Montant vun 1.000 Euro fir de Kaf vu Cargovëloen, 50 % Subventioun bis 25.000 Euro fir kollektiv intelligent Ladesystemer a Ladepunkte bei Wunnengen. Retroaktiv gëlt et ass en eebe fir d'Cargovëloen ab dem 1. Oktober 2024, an et gëtt och eng nei Staffel vun Aidë fir déi Gefierer, déi ab dem 1. Oktober 2024 bestallt goufen.

Et gëtt 6.000 Euro Hëllef fir spezifesch elektresch Gefierer, zum Beispill fir 100 % elektresch Autoen, wann d'Consommation net iwwer 16 Kilowattstonne pro 100 Kilomeeter läit, dann awer och fir 100 % elektresch Autoe mat siwe Sëtzer oder méi an da fir 100 % elektresch Camionnetten an Autoe mat Waasserstoff-Brennstoffzellen, an 3.000 Euro Hëllef fir aner elektresch Autoen, wann d'Consommation tëscht 161 an 180 Wattstonne pro Kilomeeter läit. Et gëtt elo keng Aidë méi fir ineffizient elektresch Autoen.

D'Verlängerung vun der Mindestbesëtzdauer, déi gëtt op 36 Méint an d'Luucht gesat. Dat ass, fir déi fréi Reexportatioun vu subsidiéierten Autoen ze verhënnern, soudass se kéinten aneren zegutt kommen, fir déi dat eigentlech net virgesinn ass.

Et gëtt eng Primm vun 1.500 Euro fir elektresch Occasionsautoen, déi mindestens dräi Joer al sinn, an et gëtt d'Konditiounen fir d'Primm, dass d'Gefier muss nach mindestens zwee Joer am Besëtz zum Keefer bleiwen an dass de Keefer an de Verkeefer net dierfen am selwechte Stot wunnen.

Et ass also e Gesetz mat vill Contenu. Et ass e Gesetz, wou mer och an der Kommissioun vill diskutéiert hunn iwwert dat, wat mer och am Detail presentéiert kruten. An ech wëll nach eng Kéier kuerz och op déi formell Prozeduren agoen, déi mer do an der Kommissioun haten.

D'Gesetz ass de 26. Mäerz 2024 vum Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit deposéiert ginn. De Conseil d'État hat säin éischten Avis, jo, den Avis zum Gesetz, de 25. Juni 2024 ginn. Mir kruten Avis vum Syvicol, vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers an deenen Deeg a Méint duerno.

Du gouf et eng éischt Serie – insgesamt gouf et der véier – vun Amendements gouvernementaux:

Am Juni 2024, mat dann engem éischten Avis complémentaire vum Conseil d'État am Juli 2024 a mat nach eng Kéier zousätzlechen Avis vum der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce.

Eng zweet Serie vun Amendements gouvernementaux am September 2024, mat engem Avis vum dem Conseil d'État am Dezember 2024 an och nach engem zousätzlechen Avis vum der Chambre de Commerce.

Eng drëtt Serie vun Amendements gouvernementaux am Januar 2025, mat engem drëten Avis complémentaire vum Staatsrot am Mäerz 2025. D'Chambre de Commerce huet sech nach eng Kéier geäussert, schonn am Februar 2025, an och de Syvicol am Mäerz 2025.

An dann déi véiert Serie vun Amendements gouvernementaux, déi war am Juni 2025. De véierten Avis complémentaire vum Staatsrot ass viru Kuerzem, de 4. Juli 2025, komm. Do si mer nach eng Kéier dem Staatsrot dankbar, well si haten nämlech just deen heite Gesetzesprojet op den Ordre du jour gesat, fir dass mer en nach haut hei kéinten an der Chamber stëmmen.

Den 18. September 2024 schonn hate mer de Projet de loi an der Kommissiounssëtzung analyséiert. Ech gouf och deemol zum Rapport ernannt. An de 7. Juli gouf en dann elo viru Kuerzem och an der Chamberskommissioun ugeholl, dëse Rapport gouf gestëmmt an dann och majoritairement ugeholl.

Erlaabt mer, och nach e puer Wuert eeben zu deene Saachen ze soen, déi eis de Staatsrot an och déi verschidde Chambere mat op de Wee ginn hunn. D'Observatioun vum Conseil de l'État, déi ware wichteg, a mir hunn dann natierlech och probéiert, als Chamber – an dann och d'Regierung op där anerer Säit – ëmmer erëm op déi Observatioun vum Conseil de l'État anze-goen.

Prinzipiell ass et eigentlech ëm e puer Saache gaan-gen:

Dat Éischt war d'Kompetenzverdeelung: Ministeren dierfen nëmmen eenzel zoustänneg sinn. De Plang soll also kloer opgedeelt sinn.

Da war et d'Sécherheetsprinzip, wat am Raum stoung: D'Gesetz dierf net mat Retroaktivitéit a Kraaft trieden, ausser et ass ganz kloer definéiert.

An dann och d'Hëllefsmethoden: D'Elementer vum Hëllefssystem musse genee an de Gesetzter stoen an net nëmmen am Règlement grand-ducal. Dat war e Punkt, iwwert dee mer dann och méi laang mam Staatsrot diskutéiert hu fir déi verschidden Avisen.

(Interruption)

Genau, wichteg: Nodeem d'Texte dunn ugepasst goufen, huet de Staatsrot eis nach drop higewisen, dass et prezis Definitiounen fir d'Subventionen an d'Gefierer muss ginn an dass d'Opdeelung vun den Aiden no konkreten technesche Krittäre musse gemaach ginn.

Déi aner Reaktiounen:

De Syvicol huet kee gréisseren Impakt fir d'Gemenge gesinn, huet och elo weider keng Bemerkungen zum Klimabonus Mobilitéit gemaach.

D'Chambre des Salariés huet eis gesot, dass de SEQE 2 technesch korrekt ëmgesat gëtt, dass et eng sozial Kompensatioun gëtt, déi essentiel ass bei enger CO₂-Besteuerung, a se huet gefuerdert, dass et eng automatesch Upassung vum Steierkredit soll ginn, wann de SEQE 2 den CO₂-Präis géif erhéijen. Si hunn och eng ëmfassend Analys vum sozialen Impakt gefrot an eng méi staark Bedeelegung un der Ausaarbechtung vum Klimasozialplang. Si hunn drop higewisen, dass et eebe just begrenzte Finanzmëttel aus dem europäesche Klima-Sozialfong fir Lëtzebuerg gëtt, nämlech ronn 66 Milliounen Euro bis 2032.

D'Chambre de Commerce huet d'Gesetz begréisst inklusiv der Flexibilitéit fir d'Emissiounsquotenkonten an och d'Subventionen fir Cargovëloen a Ladeinfrastrukturen. Si huet eng Recommandatioun mat op de Wee ginn, nämlech de Subventionsplang fir kollektiv Ladesystemer op 50.000 Euro ze erhéijen amplaz vu 25.000, a si huet rekommandéiert, dass d'Einnahmen aus dem SEQE 2 solle geziilt an d'Energie- an d'Dekarboniséierungstransition vun de Betriber investéiert ginn.

D'Konklusioun ass also: Mat deem Gesetz gëtt d'Lëtzebuurger Gesetzgebung un d'EU-Regelen ugepasst, de Klimaschutz an dem Stroossensektor, dem Bausektor an anere Beräicher gëtt gestärkt an d'sozial Gerechtegkeet gëtt duerch Hëllefsmethoden dann och verbessert.

Erlaabt mer, kuerz nach déi aner Kap unzedeien, Här President. Wann dat fir Iech an der Rei ass, da géif ech och kuerz am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, firwat mir natierlech mat deem Gesetzesprojet ganz d'accord sinn a ganz frou sinn.

Discussion générale

Et ass e wichtegt Gesetz, eeben net nëmmen, wéi ech gesot hat, well et Subventionen gëtt. Et gëtt eng Rei Leit, déi op hir Subventionen waarden. Dofir ass

et gutt, dass mer dat elo nach stëmmen, fir dass déi Subventionen dann och kënnen esou séier wéi méiglech ausbezueelt ginn.

Mee et ass och wichteg, well mir eis als Lëtzebuerg an eng europäesch Dynamik erastellen, wou mer am EU-Verbund weider zur Bekämpfung vum Klimawandel bäidroen. Dat heite Gesetz mécht dozou eeben dräi ganz, ganz wichteg Schrëtt, an dat an enger Welt, déi an deem doten Thema ëmmer méi komplex gëtt.

Engersäits hu mer nämlech déi ganz vill international Instrumenter. An elo just hu mer nach e Gesetz dozou gestëmmt. An den Här Minister huet och nach e puer Wuert zu deenen internationalen Instrumenter gesot. Mee mir mierken zum Beispill, op enger Weltklimakonferenz – dëst Joer ass d'COP30 zu Belém a Brasilien – gëtt et awer ëmmer erëm méi dat Gefill vu Blockage, oder et geet net richteg virun. Dat heescht, insgesamt ass d'Situatioun, déi ganz Atmosphär, net ëmmer esou positiv, wéi se an deene leschte Jore war. An et gëtt natierlech och den Afloss vun enger Rei vun internationalen Politiker mat ganz zweifelhaften Agendaen, déi trotzdem och déi ganz Klimapolitik a Klimawandel-Bekämpfungspolitik ëmmer erëm a Fro stellen op engem Makro-Niveau.

Et ass dofir gutt, dass mir als Lëtzebuerg eeben am EU-Verbund eis Aarbecht hei weidermaachen. An eigentlech ass, wann een et genau kuckt, d'EU e Virreider an enger Strategie fir d'Dekarboniséierung an och doran, sech un d'Reegelen, déi mer eis ginn, ze halen.

Natierlech gëtt et och hei an Europa ëmmer erëm politesche Wandel an nei Skepsis. An et ass wichteg, dass mir als Lëtzebuerg do awer eise Wee kloer an determinéiert weiderginn an dass mer och soen – a kloer soen –: Als Europa musse mer a wäerte mer capabel sinn, en ekonomeschen Opschwung mat engem Nohaltegkeetscheck fir alles, wat mer an Europa maachen, och fir d'Wirtschaft an Europa, ze verbannen. Ech mengen, dass dat den Haaptschlëssel wäert sinn an Zukunft, dass d'Nohaltegkeet zu enger Opportunitéit fir d'Wirtschaft gëtt an dass mer et an Europa fäerdegbréngen, genau déi doten Transition ze packen.

D'Transition, fir an d'Zukunft eranzegoen, gëtt mat deem Gesetz ënnerstëtzt. An déi Transition gëtt eng ganz, ganz wichteg Phas an deenen nächste Joren, déi mer hei zu Lëtzebuerg an an Europa musse packen.

Ech wëll ganz kuerz, Här President, wann Der erlaabt, nach op eppes agoen: Et gouf rezent eng Etüd vum Observatoire du climat. An den Här Minister war och derbäi an, ech mengen, och nach eng Rei vu Kolleginnen a Kolleginnen aus der Chamber, wéi mer dat an der Abtei Neimënster mat der Zivilgesellschaft diskutéiert hunn, doriwwer, dass gesot ginn ass: „Zu Lëtzebuerg sinn d'Leit bereet. Et ass ganz vill passéiert an der Bekämpfung vum Klimawandel. Si wëllen, dass de Klima geschützt gëtt.“ Mee et gëtt eng ganz grouss Onsicherheit, wien dat elo alles soll maachen. An heiansdo steet d'Bereitschaft, selwer eppes ze maachen, net ëmmer op deene selwechte feste Féiss wéi d'Bereitschaft unzekerennen, dass eppes muss gemaach ginn. Si erwaarde relativ vill vum Staat.

An ech mengen, wa mer hei als Lëtzebuerg op eiser staarker, ambitiöser Trajectoire bleiwen a wa mer och déi vill Incentives ubidden, déi och an deem Gesetz hei niddergeschriwwen sinn, da maache mer esou e bëssen dat, wat am Tour de France am Moment esou passéiert: Mir ginn als Staat de Leit d'Méiglechkeet, am Wandschiet matzufueren a sech iwwert déi Incentives och enger ganzer an enger globaler

Dynamik unzeschleissen, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëlle maachen, nämlech dass mer ambitiéis wëlle bleiwen, wat eis Bekämpfung vum Klimawandel an eise Schutz vum Klima a vun der Natur soll sinn.

Dofir, mengen ech, ass dat hei e wichtegt Gesetz. An ech wëll och am Numm vu menger Fraktioun den Accord bréngen. An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Här Rapporteur Paul Galles villmools Merci a ginn direkt d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Jo, villmools merci fir d'Wuert, Här President. Ech soen dem Här Galles fir d'alleréischte och emol e grouse Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir stëmmen haut e Gesetz, wat eis den europäesche Klimaziler, wéi den Här Galles et elo ganz gutt erkläert huet, méi no bréngt, wat eis weiderbréngt a wat immens wichteg ass.

Nom ETS 1 gëtt elo en zousätzlechen ETS developéiert, deen en Drëttel vun den CO₂-Emissiounen an der EU ausmécht a Secteure wéi den Transportsektor, wéi d'Handwierk, awer och d'Energieversuergung vun de Gebaier ofdeckt. E ganz wichteg Punkt ass – an, ech mengen, dat hat den Här Galles nach net gesot –, dass net den Energiekonsument, also de Verbraucher, de Monitoring an déi administrativ Demarché maache muss, mee déi national Energieversuerger. Dat ass e Punkt, dee mir absolut begrëssen. Fir eis ass et wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, eis PNEC-Ziler ze errechen an och d'Energietransitioun weiderzeféieren, ouni gläichzäiteg eise Betriber eng zousätzlech administrativ Laascht opzelueden.

Wéi mer an der Kommissioun erkläert kritt hunn, kënnen d'Länner, déi eng national CO₂-Steier hunn – an dat ass jo och hei zu Lëtzebuerg de Fall –, eng Derogatioun ufroen. Mir als Lëtzebuerg hunn also de Choix, ob mir den ETS-System applizéieren wëllen oder weiderhin d'CO₂-Steier notzen. Vu datt Lëtzebuerg an där Hidsicht bis Enn des Jores zu deem Sujet eng Decisioun muss huelen, bleiwe mir gespaant, wéi d'Regierung an deem Dossier weiderfuere wëll.

Mir als DP begrëssen och, dass mat deem Gesetz eng legal Basis – an dat ass ganz wichteg – fir de Klima-Sozialfong geschaf gëtt. Op där enger Säit ginn domadder wichteg Investitiounen an d'erneierbar Energie a Renovatiounsprojeten ënnerstëtzt, déi d'Basis fir eng nohalteg Zukunft bilden an déi och d'Leit encouragéieren, op de Wee vun der Transition matzegoen. Op där anerer Säit soll de Fong geziilt deene Stéit hëllef, déi et besonnesch schwéier hunn an déi d'ënnerstëtzung brauchen, fir iwwerhaupt kënnen ze sanéieren oder fir iwwerhaupt kënnen an d'erneierbar Energie ze investéieren.

Dofir ass et eis als DP wichteg, dass mer och weiderhin de Klimabonus héichhalen, fir eebe grad déi Haushalter ze stärke respektiv ze entlaaschten, déi déi gréisste wirtschaftlech Erausforderung bei der Energietransitioun hunn. Eng gerecht Klimapolitik muss all Bierger mat op dese Wee huelen.

Här President, dëst gesot, kommen ech heimat zum Enn vu menger Ried. Als DP kënnen mir deem Projet nëmmen eis Zoustëmmung ginn. Et ass e ganz wichteg Projekt. An ech géif dat heimat och maachen an den Accord vu menger Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. Da wier et um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass en Deel vum sougenannte Green Deal, dem europäesche Pak, fir d'CO₂-Emissiounen bis 2030 ëm 55 % ze reduzéieren. Dat ass deemno e wichtige Projet, deen de Rapporteur gutt resüméiert huet. Mir stëmmen deen an Zäiten, an deenen déi nei Europäesch Kommissioun elo op de Wee geet, fréier Decisiounen am Ëmweltberäich ze verwässeren, wat mer natierlech bedauern, wat awer och mat der frëndlecher Ënnerstëtzung vun eiser Regierung geschitt.

Mir sinn och an enger Zäit, wou laut Klimawissenschaftler d'Klimaerwärmung net ënner 1,5 Grad ka limitéiert ginn, wou also wierklech eng grouss Urgence besteet, sech och weiderhin ambitiéis Ziler ze setzen an der Bekämpfung vum Klimawandel.

Mir hunn ..., an ech ginn elo net méi dorobber an. Et gëtt en neie System hei agefouert, fir mat den CO₂-Emissiounen ëmzegoen, och an neie Secteuren, dem Transport, dem Bau, also Secteuren, déi de Leit och vläicht méi no sinn, wéi dat bei deem éischten ETS-System de Fall war. An do besteet natierlech d'Angscht, dass eng Verdeierung vun enger Partie Saache kënnt. Dofir war et eng gutt Decisioun vun der leschter Regierung, d'CO₂-Steier bei eis zu Lëtzebuerg anzeféieren a lues a lues an d'Luucht ze setzen, fir eeben ze vermeiden, dass d'Präisser op ee Coup ze vill staark an d'Luucht ginn an deene Beräicher, déi elo hei vun deem neie System betraff sinn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'Fro huet sech effektiv gestallt – an déi hu mer an der Kommissioun diskutéiert –, wéi mer elo ëmgi mat där Méiglechkeet, eng Derogatioun ze froen. An et wär natierlech gutt gewiescht, elo schonn och en vue vun dësem Vott do méi Kloerheet doriwwer ze hunn, Här Minister, wat mer mat där Derogatioun maachen. Mir kënnen, well mer eng CO₂-Steier hunn, ab 2030 eréischt deen neien Emissiounshandel do aféieren, net schonn ab 2027. An dofir géif ech Iech gär nach eng Kéier d'Fro stellen, wat Der do gär maacht. Dir hutt gesot, dass Der eng Analys an der Preparatioun hutt. Vläch kënnt Der eis scho méi dozou soen an Ärer Interventioun. Ees ewéi ees hätte mer gären, dass déi Analys, wa se da virläit, natierlech och der Chamber direkt iwwermëttelt gëtt, fir dass mer kënnen doriwwer diskutéieren.

Hannendrun ass natierlech och d'Fro, wéi et da mat de Recettë steet vun eiser CO₂-Steier respektiv mat den neie Recetten, wann dann deen neien Emissiounssystem do kënnt. Wéi wëllt Der drop reagéieren, wann e groussen Deel vun deene Recetten, déi aktuell aus der CO₂-Steier erakommen, mam neien Emissiounshandelssystem ewechbriechen? 2024 waren dat ëmmerhin 258 Milliounen Euro, déi duerch d'CO₂-Tax erakoumen. Mir wëssen, dass déi natierlech tendenziell erfroet, haaptsächlech well den Tanktourismus och lues a lues erfroet ënnert dem Effet vun där Steier, wat jo och de gewollten Effet dovunner war. Mee wéi gesot, et stellt sech och d'Fro vum sozialen Ausgläich, deen domadder finanziéiert gëtt.

Den europäesche System gesäit fir Lëtzebuerg 60 Milliounen Euro vir fir de sozialen Ausgläich. Dat ass natierlech net vill am Verglach zu deem, wat mer elo dorobber uwenen. Well hannendrun ass effektiv d'Fro, wéi déi Sue wäerte benotzt ginn. Mir hunn eis ëmmer als LSAP derfir staarkgemaach, dass d'Hallschent vun de Recettë vun der CO₂-Steier derfir

genotzt gëtt, Leit mat niddrege Revenuen ze ënnerstëtzen, fir Projeten, déi d'Leit mathuelen um Wee vun där ekologescher Transitioun. Dat sozial gerecht Begleeden, dat ass en essentielle Punkt, ouni deen déi ganz Efforten net wäerte geléngen. An dofir bleift et wichteg, dat och weiderhin héichzehalen. An dofir, Här Minister, géife mer och gäre wëssen, wat Der do wëlls hutt.

Fir eis kënnt eppes ganz kloer net a Fro, an dat war dat, wat de Premier a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt huet, nämlech dass d'Einname vun der CO₂-Steier solle geholl ginn, fir, soe mer mol, eng Pensionsreform ze finanzéieren. Esou eng Zweckentfremdung ass fir eis e ganz kloeren No-Go!

Mee mir hätte gären, wéi gesot, dass Der do Faarf bekennt, wéi den Ausfall vun där CO₂-Steier soll kompenséiert ginn an ob dat 2027 oder eréischt 2030 de Fall ass. Well wéi Der wësst, si mer an enger Zäit, wou déi budgetär Besoinen net méi kleng ginn, éischter de Contraire. Mir brauche méi Suen an der Defense, mir wëlle jo eis Sozialdepensen och héichhalen a mir wäerten och weiderhin immens vill Sue brauchen, fir déi klimatesch Transitioun ze begleeden.

Dofir, Här Minister, och nach eng Kéier d'Fro, wou Der dru sidd mam Plan social pour le climat. Deen hätt en fait bis den 30. Juni 2025 missen eragereecht gi bei der Kommissioun. Do si mer also en retard. An och do erwaarde mer vun Iech Äntwerten, wat Der do wëlls hutt.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Paul Galles en härerleche Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir begrëissen d'Bestriewunge fir eng méi klimafrëndlech Transitioun, och am ekonomesche Beräich. Dëst Gesetz bréngt awer eng Rei vu Punkte mat sech, déi eis awer e bësse Suerge maachen, virun allem am Hibleck op de Mëttelstand. Mir begrëissen d'Iddi, e sozialen Ausgläich ze schafe fir Mesüeren an der Klimapolitik, déi en negativen Impakt op d'Leit an d'Entreprises hunn.

Wat eis virun allem Suerge mécht, ass d'Zukunft vun de klengen a mëttelständesche Betriber, dorënner och d'Handwiersbetriber. Dee vum Gesetz viséierten Echangesystem vun Emissiounsquoten applizéiert sech nämlech och op d'Fournisseure vun de Combustibelen. Dëst bréngt onweigerlech mat sech, datt de Präis fir d'Combustibelen an d'Luucht geet, awer domat verbonne geet och de Präis vun de Materialkäschten an d'Luucht. Dëst ass virun allem fir déi Betriber e Problem, déi ganz mobil mussen sinn. Ech denken un déi Betriber, déi vill Camionnetten hunn an Dag fir Dag op déi verschiddenste Plaze mussen fueren. Dat bréngt substanzuell Méikäschte mat sech, déi si entweder selwer mussen droen oder noutgedrungen un de Client weiderginn.

Déi eenzeg Optioun bleift dann, a méi klimafrëndlech Technologien ze investéieren. Dat ass awer dacks just begrenzt méiglech, besonnesch och am Beräich vun der Mobilitéit. Sou wéi och d'Chambre des Métiers et ugemierkt huet, denken ech hei virun allem un déi Betriber, déi net vill Margen hunn, fir sech eng Flott u méi klimafrëndleche Gefierer unzeschaffen. D'Entreprisë sinn duerch déi héich Personalkäschten dacks an enger Situatioun, datt si sech kuerzfristeg oder laangfristeg keng allze grouss Investitioune kënnen leeschten.

Et muss een och bedenken, datt et einfach ass, ze soen: „Investéiert an eng klimafrëndlech Transitioun.“ Mee och déi Sue mussen jo vun iergendwou hierkommen. De finanziell Sputt vun deene Betriber léisst dat net ëmmer zou.

Eng Chambre professionnelle hat och d'Fro opgeworf, ob de Klimafong gutt genuch opgestallt ass, fir déi negativ Konsequenze vun der Präissteigerung op d'Betriber ofzufiedere. Et wier an eisen Ae wichteg, datt virdrun analyséiert gëtt, wéi en Impakt dëse Projet finanziell wierklech huet.

Eng weider Suerg mécht eis och d'Erhéijung vum administrativen Opwand fir déi Entreprises, déi Hëllef ufroen. Dozou kommen dacks laang Delaien, bis dës Hëllefen accordéiert ginn an ukommen. Dat gesi mer jo och op anere Plazen. Do sinn da Leit, wéi an dem Voltaikberäich, déi dann eng Demande maachen, an et dauert Joren, ier se dann do eppes kréien. Ech mengen, dat ass och net gesond.

Wie vum Konstruktionssektor schwätzt, schwätzt och an engens vum Logement. Energiespuermossnamen dierfen net d'Präisser esou an d'Luucht dreien – dorënner fale jo och dann d'Materialkäschten –, datt nëmmen nach eng Minoritéit sech eng eege Wunneng leeschte kann.

D'Klimapolitik muss global ugaange ginn. Mir kéinte weltwäit eng reell CO₂-Reduktioun errechen, andeems mir zum Beispill geziilt an eng technologesch Moderniséierung vun ale Kuelekraaftwierker géifen investéieren. Dëst géif an deene Länner geschéien, déi fir de Gros vun de weltwäiten Emissiounen zoustänneg sinn. Ech mengen, dat géif dann dem Klima méi hëllef wéi déi kleng Saachen, déi mir all hei maachen – wat jo wichteg ass. Mee mir sinn amgang, eis deen Aascht ofzeseen, wou mer selwer drop setzen. Well de Klimawandel oder d'Klima u sech ... Emissiounen bleiwe jo net virun der Grenz stoen, déi gi weltwäit. An duerfir mussen mer dee Problem och onser Meinung no weltwäit upaken. Och Lëtzebuerg soll säin Deel do leeschten.

Alles an allem maache mer mat dësem Projet eng Klimaschutzpolitik, déi zu enger Präisdeierecht féiert a problematesch gëtt fir eis Betriber an de Mëttelstand. An domadder sinn och eng ganz Rëtsch Aarbechtsplazen a Gefor. Dëst ass fir eis net dee richtege Wee an duerfir wäerte mer dëse Projet net kënnen matdroen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner/inne si schonn op d'Detailer vun dësem Projet de loi agaang, deen engersäits jo d'Ëmsetzung vum ETS 2 an dem Klimasozialplang an d'nationale Recht finaliséiert an anerersäits d'Klimabonus-Aiden upasst.

Dass eng legal Basis vun Aidëregimmen ëmmer erëm muss un d'Besoinen ugepasst gi vun eiser Gesellschaft, ass eng Evidenz. Mee vu wéi enge Besoine schwätze mer hei? Verstärkte Phenomeener wéi Hëtzelwellen, Bëschbränn, Gletscheren, déi ewechschmelzen a ganz Dierfer ënner sech begruuen, si kloer Zeechen dofir, dass mer dem Schutz vum Klima, vun eisem Klima, méi Schub mussen ginn.

Den Transportsektor ass fir 60 % vun den CO₂-Emissiounen verantwortlech. An d'Bedreiwe vun engem attraktiven ëffentlechen Transportsystem, mee virun

allem och d'Elektrifikatioun vum Fuerpark sinn hei wichteg Stellschrauwen, fir dëse Problem ze léisen.

Laut Statec hunn d'Elektroautoen ee Véierel vun den Neumeldungen an der éischter Hallschent vun dësem Joer uitgemaach. An d'Zuele vum Statec weisen awer och eng lichter Tendenz no ënnen bei den Elektroauto-Immatrikulatiounen am zweeten Trimester. Wann ee bedenkt, dass den nationalen Energie- a Klimaplang virgesäit, dass a fënnef Joer eise Fuerpark zur Hallschent soll elektresch oder Plug-in-Hybrid sinn a mer elo bei ronn 9 % leien, dann hu mer nach e wäite Wee ze goen. An et ass och wierklech elo net de Moment, op d'Brems ze trëppelen an d'Aiden ze drosselen. Dat ass dat falscht Signal zum falschen Zäitpunkt.

Mee och dass d'Förderung fir déi aktiv Mobilitéit, sprécht d'Veleen an d'Elektrovelen, net fir jidderee bäibehale goufen, bedauere mer. Well duerch esou Aidé verbënnt ee Gesondheet an Ëmweltschutz. An och wa scho vill Veleen ënnerstëtzt goufen, hätt een dës sollen, nieft den Aidé fir d'Cargoveloen, zumindest op engem gewësse Niveau bäibehalen.

D'Transitioun brauch e gemeinsamen Effort vun eis alleguer. A grad well mer wäit ewech vun eise Zil sinn, brauche mer grad elo previsibel a fair a verlässlech Reegelen, dat heescht:

Weiderhin en héijen Niveau vu Subside fir d'Elektromobilitéit. Well et ass erweisen, dass konsequent Erhéijunge vun Aidé sech positiv op de Verkauf vun Elektroautoen auswirken.

Méi staark Ënnerstëtzung fir sozial schwach Stéit an Elengereier. Sozial cibléieren ass nämlech wichteg, mee Aidé fir d'Stéit mat muer Sue muer zréckzeschrauwe wéi fir all déi aner, ass net d'Äntwert op d'Fro vun enger gerechter Transitioun. Dat ass um falschen Enn gespuert.

Léisunge fir Mobilitéitsproblemer vun de Frontalieren. Well och si sinn e wichtegen Deel vun eiser Gesellschaft, zum Beispill duerch eng gezielt Zesummenaarbecht mat Nopeschregiounen, fir och hei d'Luedméiglechkeeten hannert eise Grenzen ze stäerken.

An dann och den Delai fir d'Ausbezuung vun den Aidé weider erofschrauwen a virun allem keng Viden entstoe loosse zwëschen de gesetzlechen Texter.

Mir begrëssen evidentement, dass de Klimasozialplang an dësem Gesetz eng national legal Basis kritt, well dee Plang soll e Kärstéck vun der fairer Transitioun sinn.

Mee mir zweifelen awer un der Regierung hire Prioritéiten, vu dee verspéiten Timing an awer och de Mangel u Progrès un e puer awer essentiellen Dossieren. Wou sinn d'Aarbechte fir déi national Renovierungsgesellschaft drun? Dës soll jo d'energieetesche Renovatioun vu besonnesch schlecht isoléierte Wunngebaier aktiv begleeten a virundreiwen.

En anere Volet ass d'Etüd iwwert de soziale Leasing. Wat geet doraus ervir? Laut der Äntwert op eis zwou Froen zejoert sollt Enn 2024 dës Etüd lancéiert ginn. A konkret Infoen hu mer awer heizou nach net.

An dann huet d'Chambre des Métiers an hirem Avis op d'Prékaritéit – an et ass och virdu schonn ugeklungen – vun deene klengen Entrepreneuren higewisen. Wat si konkret Iddie vun der Regierung, fir hir Laascht duerch héich Energiekäschten ofzefiedere? Gëtt et do gezielt Aidéregimier, déi an der Ausaarbechtung sinn, zum Beispill mam Mëttelstands- an Ekonomiesministère? D'Äntwert op dës Urgencé ka jiddefalls net an engem limitéierten a spët agereechte Klimasozialplang bestoen, mee wat gebraucht gëtt, si konkret Léisungen um Terrain.

Här President, elo zu eise Vott: Mir Gréng ënnerstëtzen natierlech, dass de Klimasozialplang am nationale Gesetz eng Basis kritt, souwéi och d'Finaliséierung vun der Ëmsetzung vum ETS 2, woubäi mer och hei nach ëmmer op der Regierung hir Decisioun iwwert d'Bäibehalen – oder net – vun eiser aktueller CO₂-Steier waarden. Och ënnerstëtze mer d'Äfierung vum den Aidé fir d'Cargoveloen an och Occasionsautoen.

Et ass ausserdeem awer och wichteg, dass mat dësem Vott d'Aidé fir d'Elektroautoen an d'Cargobikes, op déi d'Leit wann net schonn deelweis e Joer waarden, endlech kënnen ausbezuelt ginn. Dat huet de Rapporteur a sengem Rapport och schonn ugedeit.

Well mer awer iwwerzeegt sinn, dass d'Erofsatze vun den Aidé fir d'Elektromobilitéit a vun den Aidé fir de Gros vun der aktiver Mobilitéit déi falsch Decisioun ass, froe mir fir den Artikel 7 e Vote séparé un a wäerten eis bei dësem Artikel enthalen. Voilà!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolaaschteren.

(Mme Joëlle Welfring dépose une demande de vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8365.)

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten dëst Gesetz och matstëmmen, well et si gutt Aspekter dran. An ech muss eierlecherweis soen, ech hat e bëssen Angscht, am Ufank wéi d'Regierung ugetrueden ass, d'CSV/DP-Regierung, dass et méi schlëmm kéint ginn. Et ass net grad esou schlëmm ginn, wéi ee geduecht hätt, mee et ass awer net esou gutt ginn, wéi ee sech vläicht erhofft hätt, wa mer d'Subside kucken an déi eenzel Punkten, déi leider erofgesat ginn. Et ass effektiv besser ginn, wéi ech Angscht hat. Do muss ech Iech e bësse luwen, mee ech kann Iech net ze vill luwen, well Dir wësst, op wat ech eraus wëll, wann Der d'Elektromobilitéit kuckt.

Et ass schonn ugeklungen, dass do d'Subsiden erofgesat ginn. Si ginn erofgesat, en plus gitt Der op déi 18 Kilowatt. Ech mengen, mir haten déi Diskussioun hei schonn oft. Mir haten dat ausgereicht. Mir hu verschidde Modellen hei gekuckt. Do sidd Dir mat Modelle komm. An herno ass nach ëmmer meng Meinung, dass nach ëmmer keen Argument do ass an Dir en plus d'Argumenter elo ewechgeholl hutt, déi virdu vläicht nach besser waren, dass einfach eng Famill, déi haut vläicht en Diesel huet, wou se vill Plaz huet, a muer op en Elektro ëmklëmmt, well deen emol ... Wann Der Kanner hutt, wann Der och nach e Maxi-Cosi hutt – oder e Kannersätz, ech dierf den Numm net soen – an en Hond an alles, da kommt Der mat deene klengen Elektroautoen net wäit. An dat sinn awer nun emol déi, wou Der de Subsid herno gitt. An dat ass ee vun de Problemer.

Wann Der wëllt d'Leit mathuelen, fir dass se méi ëmweltfrëndlech fueren, muss een hinnen och déi Offer maachen. An ech weess, et ass net Är Schold. Ech reege mech allkéiers driwwer op, dass d'Automobilshiersteller d'office emol den Elektroauto méi deier maachen, well se wëssen, dass se an all den eenzelne Länner Subside kréien. Dat ass jo och ee vun de Problemer.

Dofir hu mir jo och an eise Programm gehat, dass ee muss eng Kéier bindend higoen a soen, déi Präisser dierften net variéieren, wann d'Subside variéieren, an dass se mussen en Elektroauto ubidden, dee vergläichbar ass mat engem Bensinns- oder

Dieselmotor zum selwechte Präis. Well dat ass net Är Schold als Regierung. Dat muss een och europäesch ugoen. Et muss een och soen, dass en Abus do ass vun den Autoshersteller mat den Elektroautoen an dass se do d'Leit zum Deel och veräppelen.

Elo ass gesot ginn, dass d'Venten erofgaange sinn. Et ass jo kloer! D'Leit hunn nach alleguerten, wéi déi al Subsiden do waren, schnell eng Commande gemaach, well et huet sech awer rentéiert. A jo, et sinn och scho Leit bei mech komm, déi hu gesot, se hätten rezent Autoe kaf, virun e puer Méint, a se hätten dee Subsid nach net ausbezuelt kritt. Ech hoffe jo, dass dat elo ganz schnell wäert ausbezuelt ginn, fir dass d'Leit do Hëllef kréien.

Mee op där anerer Säit, wann Der gär méi Elektroautoe verkaaft, muss Der de Stroum och méi bëlleg maachen. An deen ass awer nun emol méi deier ginn. En plus mat de Bornen: Ech ënnerstëtze voll, dass Dir elo a Residenzen an iwwerall Subsiden eropsetzt fir Bornen. Mee wat bréngt dat de Leit, wann de Stroum sou deier ass, deen do erauskënnt? Dat ass ee vun de Problemer. Do muss een eng Kéier dru schaffen. An dat sinn eeben déi Punkten, wou ech elo net onbedéngt mat Iech averstane sinn, och wann Är Linn hei passt.

Dofir wäerte mer eis och deene Gréngen uschléissen an eis bei deem Artikel enthalen, awer de Rescht vum Gesetz matstëmmen. Well et si gutt Punkten dran. An et muss een eng Kéier diskutéieren, wéi et herno mat der CO₂-Steier weitergeet.

Dir wësst, mir hunn ëmmer en anere Modell gehat. Mir wollten ëmmer eng negativ CO₂-Steier, dat heescht, dass ee villméi belount gëtt, wann een ëmweltschounend am Alldag handelt – en anere Modell wéi eeben den aktuellen. Et muss ee kucken, wat d'Regierung elo do wäert entscheiden. Mee ech hoffen, dass d'Regierung awer weiderhin do wäert op den Ëmweltschutz setzen.

Well eppes muss Der Iech bewosst sinn: Een Euro, deen haut vläicht d'Industrie anhëlt, kascht eis zéng Euro herno fir d'Reparaturen am Klimaschutz. Dat ass ee vun de Problemer. Dat heescht, et ass net einfach dee Bilan, deen een haut ka kucken, wou ee seet, dat kascht mech haut en Euro, wann ech dat doten elo investéieren oder eppes fir de Klimaschutz maachen. Nee, et kascht zéng Euro, fir et ze reparéieren, wann een et net mécht. An dat ass, wat ee muss kucken. An dat ass och d'politescht Handeln, wat et soll si fir déi nächst Joerzénge. Well eng vun eise groussen Eerausforderunge wäert sinn, dass eise Planéit nach ëmmer liewenswäert bleift. An ech sinn der Meinung, dass Lëtzebuerg do seng Roll soll spillen an och eng Virreiderroll ka spillen an dass mer net sollen d'Aen zoumaachen an ëmmer nëmme soen: „Déi aner solle maachen“, mee mir zu Lëtzebuerg sollen och maachen.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dëst Gesetz war laang am Hin an Hier tëscht der Kommissioun an dem Staatsrot an ass och vill ausdiskutiert ginn. Trotzdeem – an dat ass de Problem – wësse mir bis haut net genee, wouriwwer mer elo ofstëmmen, entweeder iwwer e Baitrëtt vu Lëtzebuerg an den Emissiounshandel Nummer 2 an engem gudden Joer, also an dëser Legislaturperiod nach, oder iwwer eng Vertagung bis 2030, bis an déi nächst Legislaturperiod.

Et ass problematesch, dass d'Regierung eis dat no bal zwee Joer am Amt nach ëmmer net ka soen. Dat passt awer och u sech e bësse bei déi Konzeptlosegkeet a Saache Klimapolitik vun dëser Regierung, déi bis elo ausser u sech dem Weiderféiere vun deem, wat d'Virgängerregierung gemaach huet, mat e puer kontra-produktiven Upassungen, nach net vill am Buch stoen huet.

Här President, an Zukunft sollen also d'Emissionen vun Zäregasen aus de Gebaier an aus dem Transport EU-wäit ee Präis hunn an a Form vu Verschmutzungs-rechter gehandelt kënnen ginn. D'Fournisseure vu Masutt, vu Gas, vu Spritt, wéi Creos, Sudgaz, Total, Esso et cetera wäerten an Zukunft also da Verschmutzungs-rechter kafen a verkafen. An de Präis dofir gi se un d'Leit weider.

Ab dem Joer 2027 soll dës System dann ulafen, mee Länner mat enger CO₂-Steier kënnen bis 2030 nach eng Derogatioun ufroen, wann dës CO₂-Steier bei minimum 45 Euro pro Tonn läit. An dat ass dann och de Fall fir Lëtzebuerg. An der EU solle laut Berechnunge fir den Zäitraum 2027–2030 minimum 300 Milliarden Euro erakommen duerch de Verkaf vun deene Verschmutzungs-rechter. Dovunner solle 65 Milliarden Euro an de Klima-Sozialfong fléissen, mat deem den Impakt vun dem CO₂-Präis op d'Bevölkerung soll ofgefiedert ginn. Wat mam Resultat vun deene Recetté passéiert, ass nach net gewosst.

Elo kéint ee sech jo soen, dass dat jo vum Prinzip op d'CO₂-Steier erauskënnt, déi mir schonn hunn. Mee et gëtt awer e ganz groussen Ënnerschied: D'CO₂-Steier gëtt vun der Chamber festgeluecht respektiv verlängert. Mir kënnen dat decidéieren. Dat ass awer net de Fall beim CO₂-Präis, beim Emissionunshandel, well dee schwankt jo jee no Offer an Nofro um europäesche Marché. Domat entzitt sech dann dës Präis enger demokratescher an transparenter Kontroll an Decisioun.

Wann ab 2030 dann de Präis fräi um Marché schwanke kann, da kéint et ganz séier zu spronghaft klammende Präisser kommen. Do virdru warnen och verschidden Etüden iwwert déi méiglech Auswirkung vun dësem Emissionunshandel. Bei Präisser, déi op eemol op 150 oder 200 Euro d'Tonn klammen, géif d'Inflatioun explodéieren, vun de soziale Schied, déi doduerch entstinn, da guer net ze schwätzen. D'Regierungen a Parlamenten ginn dann erëm tributaire vun Entwécklungen um Marché a ginn d'Kontroll of u grouss Energiekonzerner a potenziell Spekulanten, wat jo och schonn an anere Gebitter geschitt ass.

Fir dass dat elo net geschitt, gëtt elo awer iwwert d'sozial Kompensatioun diskutéiert. Am Kader vun neien Emissionunshandel géif Lëtzebuerg zwar vill Geld opgrond vum Verkaf vun dëse Verschmutzungs-rechter asammelen, an éischter Linn wéinst dem Export vu Spritt. En échange géif Lëtzebuerg awer just 10 bis 12 Milliounen Euro d'Joer vun der EU zrëckkréien, also net vill. Dat ass och ze verstoen, well wann an der ganzer EU eng Tonn CO₂ dee selwechte Präis huet, da si Länner mat geréngem Akommes natierlech méi staark betraff an déi kréien dann och méi aus deem groussen Déppen.

Och wa mer prinzipiell mat esou enger Ëmverdeelung kee Problem hunn, geet dat fir eis net duer, fir dem Emissionunshandel onkritesch géigeniwwerzestoen. Well déi zentral Froe bleiwe jo: Wat bewierkt den neien Emissionunshandel? A wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir dass net Normal- a Klengverdéngeger duerno déi Gelackmeiert sinn?

An och hei stelle mer fest, dass nach net alles gewosst ass. D'Recetten aus der CO₂-Steier sinn ab 2030 net méi do an domat och déi ronn 130 Milliounen

net méi, déi aktuell an de Steierkredit an an d'Deie-rungszoulag fléissen. D'EU-Gelder aus dem Klima-Sozialfong sinn do och just eng kleng Drëps op de waarme Steen.

Dofir stelle mer eis vill Froen a mir sinn net eleng. D'Chambre des Salariés, de Mouvement écologique an d'Gewerkschafte stelle sech déi selwecht Froen. Wéi ee Budget gedenkt d'Regierung opzebréngen, fir d'sozial Kompensatiounen ze bezuelen? Vu wou sollen déi Gelder kommen? Wéi eng Leit sinn am stäerkste betraff? A wéi effikass sinn déi aktuell Kompensatiounen fir d'CO₂-Steier? Wéi eng zousätzlech Mesüre ginn ergraff, fir Wunnenge méi energiespuersam ze maachen, fir méi Leit zwar och an Elektroautoen, mee besser nach an den Zuch an an de Bus ze kréien?

Froen iwwer Froen, op déi mir keng Äntwert hunn an déi et eis och nach onméiglech maachen, dat Gesetz hei matzestëmme, ëmsou méi well mer der Meinung sinn, dass den Emissionunshandel, wéi ech et scho virdru gesot hunn, net déi richtig Strategie ass, fir géint de Klimawandel virzegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun eise Riedner dann ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Ëmwelt-minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här Chambers-president. Ech wëll dem Rapportier gär Merci soe fir säi gudden Rapport. En huet en dach komplexe Projet, esou wéi gewinnt, einfach erkläert. Dat ass och wichtig, fir dass eis Matbiergerinnen a Matbierger, déi nokucken, verstinn, ëm wat et hei geet. An dowéinst e grouss Merci. Dat maacht Dir ëmmer op eng exzellent Aart a Weis.

Ech wëll och jiddwerengem vun den Deputéierten heibanne Merci soen, deen hei Stellung derzou geholl huet an dee seng Iwwerleeungen, och seng Kritiken a seng berechtigt Suergen, hei matgedeelt hutt. Well dat ass, wéi gesot, e ganz komplexen Dossier, wou et och net déi absolutt Wourecht gëtt.

Ech mengen, bei dem Zil, do si mer eis awer alle-guerten eens – och den Här Engelen –, mee d'Wëer fir dohinner sinn anerer, déi ee kann huelen. An et ass jo grad an der Demokratie, wou mer mussen driwwer diskutéieren a probéieren, da vläicht e gemeinsamen – vläicht awer och net – Wee dohinner ze fannen.

Mee dowéinst awer och nach eng Kéier dem Här Fayot: Ech fannen dat jo ëmmer ganz léif, wat Dir versicht. Dir musst Är Oppositiounsarbeit maachen. Mir verstinn dat, mir waren och zéng Joer laang an där Roll. An da musst Der kritesch si mat der Regierung, dat ass jo Är Obligatioun. An da versicht Der all ëmmer, genee ze betounen, dës Regierung géif um europäeschen Niveau hëllefen, fir dass d'Klima-, d'Ëmwelt- an d'Naturschutzpolitik géife verwässert ginn. Mee et ass elo net, well Der dat 100-mol sot, dass et doduerjer méi richtig gëtt. An ech wäert Iech och 101-mol soen, dass dat net stëmmt.

Dës Regierung huet ganz kloer, zanterdeems se uge-trueden ass, an der Regierungserklärung, och duerno, sech ëmmer zu engem ambitionéierte Klima-, Ëmwelt- an Naturschutz bekannt. Kuckt déi Rieden no, liest se! Hei ass vill am Kontext geschwat ginn. Dat sinn net nëmme Rieden, et sinn Akten. An, et deet mer leed, och alles, wat ech Iech an de Kommissiounen ëmmer soen a wat mir maachen, dat ass, dass mer eis ambitionéiert Ziler halen.

Mee mir wëllen natierlech gären, an dat ass dat Wichtigst, dass de Wee dohinner och machbar ass. Dat heescht, dass et idealerweis esou ass, dass mer gesellschaftlech akzeptéiert Mesürene huelen, fir dohinner ze kommen, déi och kënnen vun eise Betriber ëmgasat ginn. Dat ass déi Linn, déi mir fueren.

A mir sinn elo aktuell mat den Diskussiounen am-gaangen iwwert d'2040er Ziler, an do hu mer jo och an der Kommissioun driwwer geschwat. An do ass kloer e Bekenntnis. A schonn e Joer laang fuerdert dës Regierung op europäeschem Niveau, dass mer op dat, wat virgeschloe ginn ass vun der Kommissioun, minus 90 % fir 2040, solle goen, dat, wat d'Wëssenschaft eis och als de Minimum recommandéiert, an dass mer dat esou séier wéi méiglech solle festhalen. Dat fuerdere mir schonn e Joer laang!

An dat sinn net just nëmme Wieder. Dat sinn Enga-gementer, déi mir aginn a fir déi mer stinn. Well mir brauche Kloerheet. Dat ass hei och eng Kéier vun engem vun den Deputéierte gesot ginn: Et muss een en Zil hunn an e Wee fir dohinner! An et soll wa méig-lech dann och bei deem Zil bleiwen. An et soll een net ze vill Ofweichungen dovunner maachen. Et muss ee mol vläicht ënnerwee heiansdo Upassunge maachen, mee déi Linn fir dohinner muss awer kloer sinn.

A mir wäerten, esou wéi et ausgesäit, och leschte Berechnunge vun der Europäescher Unioun no, als Unioun, mee och als Land, mol d'2030er Zil erree-che bei den Zäregasen, déi minus 55 %, souwuel als Unioun wéi als Land. A mir wäerten dann, an enger logescher Deduktioun doraus, fir 2040 bei minus 90 % ze kommen, déi leschten zéng Joren, déi eis bleiwen, nach eng Kéier tèschent 40 a 50, op minus 10, mussen hunn, fir da Klimaneutralitéit, Netto-Null-Emissionen, kënnen ze erreechen.

Une voix | Très bien!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | A mir bekennen eis zu deem Wee, well mir brauche fir eis Leit, fir eis Mat-bierger an och fir eis Betriber Planungssécherheet. An déi Planungssécherheet, déi gi mer, well déi Investitiounen müssen elo gemaach ginn. Dat sinn In-vestitiounen, déi Entrepreneuren huele fir déi nächste 15 bis 20 Joer. An dat si grouss Beträg. An dofir brauche se vun der Politik och eng Trace, e Wee, dee kloer virgezechent ass.

An do vläicht zum Här Engelen senger Suerg, dass mat deem heite Gesetz a mat deene Politicken, déi gemaach ginn, dat zu enger Präisdeierecht géif féieren – et hunn och anerer dat hei betount –: Mee den Här Goergen huet dat richtig gesot. Ech muss him och mol Recht ginn. En huet eis jo och mol Recht ginn, dass muss ee fairerweis soen. Dat ass ee ganz wichtige Punkt: Déi Saachen, déi mer elo net maachen, déi Investitiounen, déi elo net gemaach ginn, déi wäerte mer an 10, 15 Joer mussen dräi- bis véier-fach nohuelen a bezuelen. Dat heescht, dass mer elo net maachen, déi Inaktioun vun haut, déi wäert eis an Zukunft dat dräi- bis véierfach kaschten. An dat wäert zu vill méi héije Präisser féieren.

An dowéinst gi jo déi ganz Mechanismen en place ge-sat, fir éischters d'Investitiounen ze encouragéieren, fir och Erliichterungen ze ginn, fir Berodung an Hël-lefen ze ginn, fir dass och dee Wandel, déi energeetesche Transitioun, déi ekologesche Transitioun ka geléngen a fir dass och jiddweree ka matgehall ginn, eeben d'Stéchwuert: „Mir loosse kee lénks leien!“

An dowéinst elo, ënner anerem, dee Klima-Sozial-fong, deen um europäeschen Niveau geschaf gëtt, dee mir dann och mat deem heite Gesetz ëmsetzen a wou mir dann d'Obligatioun hunn, e Klimasozialplang ze erstellen. Jo, d'Deadline war den 30. Juni. Mir hunn

och drop higeschafft, en éischte Projet bis den 30. Juni eranzeginn. Mir schaffen elo nach ëmmer drop hin, Enn des Mounts en Avant-projet unzehuelen. Dat ass dann en Avant-projet, dat ass nach net dee Projet, deen dann herno definitiv ass. Dat ass och net dee Projet, deen dann an der Consultation publique wär.

Awer et si scho Virgesprécher gefouert ginn am Kader vum Ausschaffe vun engem éischten Avant-projet, ënner anerem mat de Gewerkschaften an och mat Naturschutzorganisatiounen. Dat ass scho geschitt. An d'Iddi ass dann elo, Enn dës Mounts – mir waarden och nach op d'Contributiounen vun anere Ministären, et ass jo eng gesamt Regierungsapproche – kënnen alles eranzehunn, an da maache mer en éischten Avant-projet fest. Dee géife mer och schonn u Bréissel ginn, fir datt se scho wëssen, wat drasteet. Mee dat ass awer net deen, dee si scho kënnen unhuelen, well et felt nach déi Consultation publique, déi am Hierscht muss gemaach ginn a wou dann och jiddweree sech dozou kann äusseren. Dat wäerte mer natierlech och an der Chamber diskutéieren, soudatt mer dat da kënnen Enn dës Joers definitiv op Bréissel ginn.

Zu der CO₂-Steier- oder ETS 2-Fro, wat mer da maachen, kann ech Iech elo nach net méi soe wéi dat, wat ech an der Kommissioun gesot hunn. Well sech eebe genau do och eng Partie Froen, déi Dir och opgeheit hat, Här Goergen, an och anerer, och den Här Wagner d'ailleurs, stellen, fir ze kucken: Wat ass dann dee System, deen elo besser ass fir Lëtzebuerg an deen nächsten nach véier bis fënnef Joer? Well ab 2030 muss mer jo da matmaachen. Do gëllt et eeben, all d'Aspekter ze belichten, fir da kënnen en toute connaissance de cause ze soen: „Ma dowéinst decidéiere mer eis, weiderhin d'CO₂-Steier bäizebehalen bis 2030“, oder: „Dowéinst gi mer vläicht an den ETS 2 direkt mat eran.“

Mir hu jo awer scho mol Enn 2023 eng Notifikatioun u Bréissel gemaach, datt mer eventuell wëilten déi Derogatioun do zéien. Mee wann déi Aarbechte bis ofgeschloss sinn, wäerte mer natierlech och mat der Chamber doriwwer schwätzen. An da kënnen mer en toute connaissance de cause eng Decisioun huelen. An et ass nach genuch Zäit, well et ass jo elo mat dësem Gesetz och alles en place gesat. Et gëtt also en place gesat, datt mer och kéinten den ETS 2 applizéieren. Et ass jo schonn en éischten Deel ETS 2 en vigueur, soudatt mer also net do iergendwéi a Bedrängnis dowéinst kommen.

Ech mengen, dat si mol déi Punkte gewiescht, déi opgeheit gi sinn. Bon, ech mengen, mat der Energie, dat ass natierlech evident: D'Energie muss abordabel sinn. De Premierminister huet jo a senger Ried zur Lag vun der Natioun hei annoncéiert – an dat ass jo haaptsächlech d'Kompetenz vum Ekonomiesminister, zum Deel och vum Finanzminister –, datt d'Regierung prett ass, 150 Milliounen Euro an de Grapp ze huelen, fir en Deel vun den Netzkäschten ze iwwerhuelen an och de Mécanisme de compensation an eng Verdräifachung vun der Energieprimm.

No der Ried zur Lag vun der Natioun ass herno just iwwert d'Pensiounen geschwat ginn. Mee do war viles dran, wat derwäert gewiescht wär, och nach méi en long et en large ze diskutéieren. Dofir rappeléieren ech Iech dat nach eng Kéier hei, well Der déi Fro och opgeheit hutt. Also, ech mengen, dat sinn zum Beispill Mesüren ... Well et ass eng entscheidend Fro, datt d'Energie – an och déi erneierbar Energie, wa mer där méi wëllen hunn – natierlech herno och abordabel muss sinn, fir datt mer déi Transitioun do kënnen maachen.

D'Madamm Welfring huet nach eng Kéier e puer Froen opgeheit wéinst der Mobilitéit. A si seet, bon, déi gréng wäeren derfir gewiescht, weiderhin déi Vélosprimm bäizebehalen, vläicht mat engem manner Héije Montant. Bon, et wäere 600 Euro, da wäeren et vläicht 300 Euro gewiescht. Fakt ass awer ...

(Interruption)

Jo, zum Beispill. Fakt ass awer: Et sinn 80.000 Véloe kaaft ginn, an et si keng 80.000 Véloen dobaussen op der Strooss. Voilà! An ech muss och elo soen, et hunn nach eng Kéier vill Leit profitéiert, et sinn nach eng Kéier 5.600 Demanden erakomm fir Véloen. Mee et sinn awer net esou vill Leit, déi dobausse mat de Véloe fueren. Do muss een awer och eng Kéier d'Realitéit soen.

An dat ware virun allem och déi Subsiden, déi derzou bäigedroen hunn, datt ganz vill Aarbecht bei der Ëmweltverwaltung louch, ganz vill Dossierien hu misse dowéinst traitéiert ginn. An dat huet hinnen net d'Méiglechkeet ginn, aner Dossierien, wéi zum Beispill d'energeetesche Sanéierung, déi och ganz wichteg ass, da méi prioritär kënnen ze bearbechten.

An ech mengen, iergendwann eng Kéier huet awer esou e Subsid säin Zweck erfüllt. An deen hat deen erfüllt. Elo muss mer eeben derfir suergen, datt nach d'Vélosreesen ausgebaut ginn. Do gëtt et jo Pläng vun der viregter Regierung, déi déi hei Regierung weiderféiert. De ganze Réseau vun nationale Vélospisten – och d'Gemengen, déi sech do drünn –, sécher Véloinfrastrukturen, dat wäert herno vill méi derzou bäidroen. En Urbanismus mat méi Noverdichtung, datt iwwerhaupt mol méi Leit och kënnen a Quartiere wunnen, wou se alles hu fir d'Liewen, soudatt se sech och kënnen méi zu Fouss a mam Vélo beweegen, dat ass méi decisiv, wann ee gären hätt, datt herno d'Leit méi zu der Mobilitéit douce iwwerginn, wéi eleng dann esou e Subsid. Mee bon, et ass awer Är Positioun an ech respektéieren déi. Mir hunn deen heite Choix getraff.

An zu den Autoen: Do hu mer mat dem Secteur geschwat. An de Secteur selwer huet gesot, datt se duerchaus liewe kënnen mat enger Primme vu 6.000 Euro. Dat ass also och en Hiweis dorobber gewiescht, datt deen éischte Subsid awer relativ attraktiv war. An do hu mer dat gemaach, mir hunn et och gestaffelt. Et soll eng gewësse sozial Staffelung sinn, well mer leeschtungsgebundene Subside ginn.

A mir kucken elo op déi neisten Zuelen: Mir hunn an deem ale Regimm fir déi 8.000 Euro ... An erlaabt mer just nach vläicht, Här President, datt ech dat nach fäerdegmaachen. Et ass just ee wichtige Punkt, awer da sinn ech derduerch. An deem ale Regimm, do sinn nach eng Kéier 534 Demandéi komm fir Autoen, mat deenen 8.000 Euro. A mat deem neie Regimm hu mer scho 730 Demanden doleie gehat, déi dann opgedeelt sinn an 120 fir d'Occasiounen, 487 fir déi 6.000 Euro an 146 fir déi 3.000 Euro. Et ass also net esou, datt dat agebrach ass. Et ass net esou, datt dat do zu manner gefouert huet, mee et huet derzou gefouert, datt d'Leit och weiderhin nach Elektroautoe kafen.

An de Subsid aleng ass net determinant. Mee effektiv, déi ganz Infrastrukturen, wéi d'Bornen, déi mussen kommen, déi weider ausgebaut mussen ginn, am private wéi am öffentliche Raum, dee ganzen Ekosystem wäert herno vill méi determinant sinn, fir datt d'Leit wëlle méi op déi Autoen ëmklammen, virun allem déi laang Distanzen. Mee op jidde Fall huet net de Subsid derzou gefouert, datt der manner géife kaaft ginn. Dat wäert sécher och weiderhin en attraktive Subsid bleiwen.

A well mer e gestaffelt hunn, huet en eng sozial Komponent, déi eis op jidde Fall als Regierung och

ganz wichteg war. A si wäert derzou bäidroen, datt mer en Occasiounsmaart schafe fir Elektroautoen, wat och erëm eng sozial Komponent ass a wat wichteg ass, fir datt mer déi Autoen och nach méi laang kënnen op eisem Marché hei halen.

An et deet mer leed, datt ech net op all déi aner Froen soss nach konnt agoen. Ech hu meng Zäit hei wäit iwwerschrott. Merci, Här President, datt Der esou kulant mat mer waart. An ech soen e Merci un all d'Parteien, déi dat matstëmmen.

Här President, den Här Fayot ...

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der d'accord sidd, datt den Här Fayot Iech eng Fro stellt, da kann den Här Fayot dat maachen.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Da kréie mer nach eng Kéier e puer Sekonnen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. De Minister huet mer mat enger gewësser Süffizienz, déi ech bei him net kannt hunn, reprochéiert, ...

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat hunn ech guer net!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... mer gesot, ech géif maachen, wéi wann ech géif Oppositionspolitik hei maachen ...

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Nee, pardon, do hunn ech mech da vläicht schlecht ausgedréckt.

M. Franz Fayot (LSAP) | ... am Ëmweltberäich. Ech muss Iech just soen, Här Minister, Oppositionspolitik fält net allze vill schwéier bei Ärer Ëmweltpolitik, well et felt hir leider d'Ambitioun.

Dir sidd einfach an där Tensioun dran, dass Der an enger Regierung sidd, wou et haaptsächlech ëm d'Ekonomie geet. Dat ass och eng europäesch Tendenz. An dofir gitt Der an alle Beräicher, mir gesinn dat ëmmer erëm an der Kommissioun, an all Äre Gesetzer erof mat der Ambitioun. Dat ass och, wéi gesot, de Wee, deen Europa Iech tracéiert.

Och hei an dësem Gesetz: Den Artikel 7 – d'Madamm Welfring ass drop agaangen – ass am Fong manner ambitiéis, wéi ee sech dat kéint wënschen, wann ee wirklech notament d'Elektromobilitéit, mee och d'duuss Mobilitéit wëll weiderbréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Et geet drëm, eng Fro ze stellen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Bon, fir Iech dann eng Fro ze stellen, wann ech da muss, ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, also ...

M. Franz Fayot (LSAP) | ... dat ass: Dir hutt u sech gesot, et wäeren 82.000 Véloe subventionéiert ginn, déi géifen awer net fueren.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, et gesäit ee se net.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat heescht fir d'éischt d'Fro: Wouop baséiert Der déi Ausso? Hutt Der do iergendwelch Chifferen? Hutt Der do eng Etüd derzou? Oder sot Der dat einfach esou aus dem Bauch eraus? Well dat kann natierlech net eng Justifikatioun sinn, fir dann do mat deene Subsiden erofzuegoen an deem Beräich, wou mer wëssen, dass déi duuss Mobilitéit e Complement ass zu dem Transport public.

(Brouhaha)

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, dat ass jo och keng ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, Dir musst ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Lauschtert Der net no?

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt elo d'Fro gestallt.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech hunn Iech eng Fro gestallt, äntwert wannechgelift dorobber!

M. Claude Wiseler, Président | Ok. D'Fro ass kloer.

M. Franz Fayot (LSAP) | Wat ass Är Base scientifique, fir esou eppes ze soen?

M. Claude Wiseler, Président | An de Minister äntwert elo drop.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Entschëllegt, also 80.000, dat ass d'Base elo bei eis. Ech hu jo gesot: „Dee Subsid huet säin Zweck erfëllt.“ Ech hu gesot: „Mat 80.000 Vëloen, déi kaaft gi sinn, mengen ech, huet e säin Zweck erfëllt.“ An et war dunne eise Choix, ze soen: „Ma da brauche mer dat net nach ze verlängeren.“

An et muss een awer och kloer gesinn, ech mengen, Dir lieft hei an där selwechter Gemeng wéi ech: Et sinn net 80.000 eenzel Leit, déi all Dag mat de Vëloer ronderëmfairen! Dat wënsche mer eis, mee dat ass net de Fall. Op jidde Fall ass et dat, op wat mer eis baséiert hunn, datt mat 80.000, déi ausbezuelt gi sinn, de Subsid eebe l'argement säin Zweck erfëllt huet. An de Choix war, ze soen: „Domadder stoppe mer elo, well et sinn esou vill Vëlo kaaft ginn. Mir mussen méi derfir maachen, datt déi Vëloen herno och op d'Stroosse kommen.“

(Interruption)

An zu Iech, en anere Punkt: Et deet mer leed, wann dat elo vläicht süffisant eriwierkomm ass. Dat ass net meng Intentioun. Mee ech mengen, ech loosse Iech net soen, datt mir net ambitionéiert wieren. Mir sinn ambitionéiert! A mir sinn ambitionéiert am Zil. An de Wee dohinner ass da vläicht en aneren, wéi Dir e géift huelen. Mee mir verbanne ganz kloer gäre wirtschaftlech drobar Mesure mat gesellschaftlech akzeptéierte Mesure fir deen Dräiklang Economie, Ekologie a Soziales, wéi de Premierminister hei net midd gétt ze soen, a fir d'Grondsätz vun der Visioun vun deem Land, dat mer gären hätten, fir Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken, ëmzesetzen.

Dat ass eise Wee. Dee gi mir. Dir hätt da vläicht een aneren. Dat ass an der Demokratie esou. Mee en ass ambitionéiert an e wäert machbar sinn. An doru kann ee sech dann herno moossen. Mee dat ass dann esou: verschidde Visiounen, déi openeentreffen. Mee mir hunn Ambitiounen. An allkéiers, wann Der sot, mir hätten keng Ambitiounen, soen ech Iech: Mir hunn Ambitiounen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Den Här Sehovic wollt Iech nach eng kuerz Fro stellen.

(Interruption)

Dir kënnt vun hei oder vun Ärer Plaz aus schwätzen, wéi Der wëllt, Här Minister. Kuerz, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt och op d'Vëloen zrëckkommen. Dir sot, 80.000 Primme wieren ausbezuelt ginn an Dir géift déi net op der Strooss gesinn. Dir hutt elo d'Referenz gemaach op déi Gemeng, wou Dir allen zwee wunnt. Dat ass net déi Gemeng, an där ech wunnen. A menger Gemeng gesäit et e bëssen aneschtens aus. An ech géing Iech gären d'Fro stellen, wisou Dir da mengt, dass an Ärer Gemeng eeben déi Vëloen net op der Strooss sinn.

(Brouhaha)

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech sinn net méi den éischte Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg, soss hätte mer gäre kënne doriwuer schwätzen. Ech sinn elo net méi en charge, fir Iech déi Erklärungen dozou ze ginn. Dir kënnt awer ganz gären Är Kollege vun Schäfte vum der Stad froen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen. Et deet mer leed, Här Minister, jo, et ass esou, ...

(Brouhaha et interruptions)

... datt een hei Parole après ministre huele kann no dem Debat. Dat ass d'Reglement.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wäert et ganz kuerz maachen. Dir hutt grad ugeschwat, dass Der Iech mat den Autohersteller beziéungsweis Garagistë getrafft hutt.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hu jo virdrun ugeschwat, dass ech der Autoindustrie net onbedéngt trauen, dass se déi Primmen net schonn age-rechent hunn. Wann elo de Subsid kënnt, deen haut wäert gestëmmt ginn, hutt Der dann och e Kontroll-mechanismus, woumat Der elo awer d'nächst Joer vläicht wäert kucken, ob et do Verännerunge gëtt, ob déi net vläicht awer en Abus maachen an d'Präisser eropsetzen oder schonn d'office méi deier maachen hei zu Lëtzebuerg wéi am Ausland, well Dir elo d'Primm gitt? Do gëtt et jo am Ausland och schonn Etüden, déi gemaach gi sinn, fir de Marché e bëssen ze kucken. Well ech trauen hinne vläicht net ëmmer, dass se dat net schonn apräisen an einfach op de Profit setzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat ass elo Äre Choix. Ech mengen net, datt ech elo ka grondsätzlech soen, mir hätten kee Vertrauen an déi Leit. Mee selbstver-ständlech hu mer Echange mat hinne. A mir kucke jo och, wéi d'Präisentwécklung ass. Et gëtt jo d'Präisser, déi affichéiert sinn. A mir hu virun allem reegelméis-seg en Echange mat hinne, fir eis auszetauschen, fir ze kucken, wou mer stinn.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Huet nach een eng Fro?

Une voix | Nee.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géingen zu de Votte kommen – Votten, well mer vun der Sensibilitéit déi gréng mam Soutien vum Här Franz Fayot a vum Här David Wagner gefrot gi sinn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé ze maachen. De Vote séparé geet ëm den Artikel 7. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

D'Fro, déi sech stellt, ass folgend: Wien also d'accord ass mam Artikel 7, esou wéi en am Projet de loi steet, dee soll mat Jo stëmmen. A wien net domadder d'accord ass, dee soll mat Nee stëmmen. A selbstver-ständlech ass d'Méiglechkeet vun der Abstentioun och bei deem Vott ginn.

Vote séparé sur l'article 7 du projet de loi 8365

Also, elo fir d'éischt de Vote séparé iwwert den Artikel 7. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 35, Nee: 5, Abstentiounen: 20. Den Artikel 7, esou wéi en am Projet steet, ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 20 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus: M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da komme mer zum Vott iwwert de gesamte Pro-jet, esou wéi en am Document parlementaire 8365¹⁹ steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8365 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen hei d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 53, Nee: 7, Abstentioun: 0. Dëse Projet de loi ass also mat 53 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.



Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8551 – Proposition de loi portant modification de la loi du 6 juin 2025 portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ;

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;

4° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

en vue de l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Ofännerung vun dem sougenannte Gesetz iwwert d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriäre beim Staat mat der Nummer 8551, e Riedemodell „avec rapport et sans débat“. An dofir huet de Rapporteur d'Wuert. Här Bauer.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et relativ kuerz. Bei dëser Proposition de loi 8551 geet et drëms, d'Gesetz, wéi Dir gesot hutt, iwwert d'Harmoniséierung vun den ënneschte Karriäre beim Staat liicht unzepassen. Bei deem Gesetz vum 6. Juni, dat mir hei den 30. Abrëll votéiert hunn, goufe verschidden Annexe vergiess. A bei dem Remplacement musse verschidde Grade korrekt ugepasst ginn.

Dofir huet d'Kommissioun vun der Fonction publique dës Proposition de loi souwéi den Avis vum Staatsrot an dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics analyséiert an de Rapport och unanime approvüert déi lescht Woch.

Dowéinst soen ech Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Bauer, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport. A vu datt dat hei e Riedemodell sans débat ass, ass elo keen Debat.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 8551. Den Text steet am Document parlementaire 8551³.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8551 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort. Kuckt vläicht nach eng Kéier alleguer Är Schiermer. Voilà! De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, folleglech och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dës Proposition ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënn de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.52 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Qualité des repas hospitaliers	2159	Corinne Cahen, Carole Hartmann	72	Audit concernant la « SuperDrecksKëscht »	2299	Marc Goergen	80
Coordinateurs sportifs communaux	2201	Sven Clement	73	Nouveau « Sportlycée » à Mamer	2303	Francine Closener	80
Actualisation de certaines données fiscales	2236	David Wagner	74	Décarbonisation des véhicules utilitaires lourds dans les flottes publiques	2307	Meris Sehovic, Joëlle Welfring	81
Relation entre le revenu des ménages et leur imposition effective	2237	David Wagner	74	Nouvelle décharge de déchets inertes	2310	Fred Keup	81
Déchet fiscal de certaines mesures fiscales	2238	David Wagner	74	Réunions d'information concernant le projet ALPHA	2312	Fred Keup	82
Situation dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville	2262	Sven Clement	75	Position du Gouvernement concernant la résolution « Nie wieder ist jetzt – Jüdisches Leben in Deutschland schützen, bewahren und stärken » du Bundestag	2313	Fred Keup	82
Contamination par des résidus de pesticides	2265	Claire Delcourt, Franz Fayot	76	Indice de réparabilité	2315	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	82
Évolution des adoptions internationales	2278	Sven Clement	78	Application de la déréglementation des nouveaux OGM aux plantes sauvages	2316	Joëlle Welfring	83
Changement de pratique des sociétés de notation ESG	2290	David Wagner, Marc Baum	78	Statut de protection de l'ancienne tour de brassage de Diekirch	2317	David Wagner, Marc Baum	83
Changement de pratique des sociétés de notation ESG	2292	Franz Fayot	79				
Consentement parental pour soins médicaux	2294	Mandy Minella, Carole Hartmann	80				



Faillies critiques identifiées dans le système Media Relay System (MRS) utilisé par la Police grand-ducale	2319	Ben Polidori, Dan Biancalana	84	Accès aux aides à la mobilité pour les personnes à faibles revenus	2343	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	92
Législation en matière d'armes à feu	2320	Dan Biancalana	85	Publicité de la SNHBM sur une radio belge	2344	Sven Clement	92
Sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale	2321	Georges Engel	85	Stratégie du Luxembourg face à l'initiative UN Open Source United	2345	Sven Clement	93
Structures pour mineurs non accompagnés	2323	Francine Closener	86	Installation de Revolut en France et impact sur la place financière luxembourgeoise	2346	Sven Clement	93
Remboursement par la CNS des photographies dermatologiques	2324	Gusty Graas	87	Sport à l'école fondamentale à Dudelange	2347	Dan Biancalana	94
Pénurie du médicament « Duloxétine »	2327	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	87	Indemnisation des remplaçants dans l'enseignement fondamental	2348	Meris Sehovic, Djuna Bernard	94
Arrêt de tram à Wickrange	2328	Marc Goergen	87	Sortie programmée de réfugiés ukrainiens des logements de la Croix-Rouge	2349	Dan Biancalana	94
Développement d'infrastructures cyclables en milieu rural	2329	Meris Sehovic	88	Déclaration conjointe des dirigeants de la France, du Royaume-Uni et du Canada sur la situation à Gaza et en Cisjordanie	2350	David Wagner	95
Projet d'installation de nouveaux mâts d'éclairage sur l'autoroute A6	2330	Meris Sehovic	88	Lutte contre les contrefaçons de produits de luxe à Luxembourg	2351	Sven Clement	95
Composition des conseils d'administration des offices sociaux	2331	Marc Goergen	89	Potentiel des néobanques pour le Luxembourg	2352	Laurent Mosar	95
Détachement d'employés de LuxairGroup	2332	Marc Goergen	89	Négociations avec la CNS sur le forfait de financement de sites supplémentaires	2353	Paulette Lenert, Claude Haagen, Claire Delcourt	96
Propriétaire d'un ancien café situé au lieu-dit « Maulesmillen »	2333	André Bauler	89	Négociations avec la CNS sur le forfait de financement de sites supplémentaires	2354	Alexandra Schoos	96
État de la route entre le Fridhaff et le Këppenhaff	2334	André Bauler	89	Inégalités entre les indépendantes et les salariées enceintes	2355	Alexandra Schoos	96
Ouverture de comptes bancaires et approche basée sur le risque dans la lutte contre le blanchiment	2336	Laurent Mosar	89	Monopole du LNS en matière d'analyse des biopsies	2356	Mandy Minella, Gérard Schockmel	97
Dépenses militaires du Luxembourg pour l'OTAN	2337	Marc Goergen	90	Digitalisation de la vignette fiscale relative à la taxe sur les véhicules	2357	Jeff Engelen	97
Service juridique auprès du Parquet général	2338	Marc Goergen	90	Perturbation réseau POST et accès aux numéros d'urgence	2652	Ben Polidori, Taina Bofferding	97
Transparence sur les prix de recharge des véhicules électriques	2339	Marc Goergen	90	Perturbation réseau POST et accès aux numéros d'urgence	2659	Tom Weidig	98
Gestion des déchets inertes	2340	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	91				
Recrutement réservé aux femmes à l'Université du Luxembourg	2341	Tom Weidig	91				
Résultats financiers d'Encevo et impact sur les finances publiques et les consommateurs	2342	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	91				

Qualité des repas hospitaliers | Question 2159 (27/03/2025) de Mme Corinne Cahen | Mme Carole Hartmann (DP)

Et gëtt vill Etuden a wëssenschaftlech Beweiser, déi aussoen, dass gesond an equilibréiert Iesse ganz daitlech dozou bäidréit, dass e Kranken am Spidol nees méi séier gesond gëtt. An enger Metaanalys am Clinical Nutrition vun 2019 kouw eraus, dass geziilt Ernährungsinterventiounen d'Spidolopenthalter ëm 2 bis 3 Deeg kënnen reduzéieren. Etudé weisen, dass Patiente mat enger gudder Ernährung no enger Operation nees méi séier op d'Bee kommen an dass se manner dacks Komplikatiounen hunn ewéi Infektiounen oder Dekubitus. Wann een ze wéineg ësst an der Klinik, dann huet ee méi e grouse Risiko, fir Komplikatiounen ze hunn, bis hin zu enger méi héijer Stierflechteet. Virun allem al a schwéier krank Patiente profitéieren vun enger individuell ugepasster Ernährung, fir de Muskelverloscht an d'Mangelerscheinungen ze verhënneren. An der Etude The American Journal of Clinical Nutrition vun 2020 ass erwise ginn, dass eng Ernährung mat vill Eewäiss bei Patienten an der Klinik de Stierflechteetstaux signifikant erofsetzt. Eng gesond Ernährung mat Omega-3-Fettsäieren, fir de Antioxidanten a Ballaststoff ënnerstëtzt d'Immunsystem a reduzéiert Entzündungen. Dëst ass besonnesch wichteg bei Kriibspatienten, Patiente

mat chronische Krankheeten oder no Operationen. Natierlech wirkt eng gesond Ernährung sech och op d'Laun aus, op de Schlof an op d'allgemengt Wuelbefinden.

Allerdéngs héiert een ëmmer nees, dass d'Essen an de Kliniken zu Lëtzebuerg net gudd wär. Weeder d'Qualitéit vum Iessen, nach de Choix wier zefriddestellend. Zum Beispill géingen d'Patienten dacks wäisst Brout z'iesse kréien, woubäi ee weess, dass Vollkornbrout vill méi gesond ass. Et héiert een och, dass de Plateau an d'Kummer bruecht gëtt a relativ séier nees ewechgeholl gëtt.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet folgend Froe stellen:

1. Wéi gëtt an de Kliniken garantéiert, dass d'Qualitéit vum Iessen an de Choix fir d'Patienten zefriddestellend ass?
2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, dass d'Kliniken genuch Budget kréie fir d'Moolzechten?
3. Sollt net emol eng Analys gemaach gi vun de Moolzechten, dem Choix, der Qualitéit an dem Nährwert?
4. Wéi ass d'Kachen an den eenzelne Kliniken organiséiert? Gëtt sur place gekacht, oder gëtt d'Esse vu bausse geliewert?

5. Gëtt opgepasst, dass virun allem regional Produiten am Iesse verwennt ginn a wann nee, firwat net?

6. Gëtt besonnesch bei vulnerabele Leit respektiv bei Kanner oder eelere Leit opgepasst, dass si genuch iessen?

7. Gëtt konsequent den Ernährungszoustand vu Patienten am Spidol erfaasst, fir hinnen eng méiglechst ugepasst Moolrecht ubidden ze kënnen?

Réponse (10/06/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Spideeler baséieren sech op verschidde Mechanisme fir ze garantéieren, dass d'Qualitéit vum Iessen an de Choix fir d'Patienten zefriddestellend ass.

All Dag ginn ofwieslungsräich a personaliséiert Menue proposéiert, déi speziell Regimenter berécksiichtegen (vegetaresch, fir Diabetiker, geriatresch, pediatriesch asw.). D'Zesummstellung vun de Menue riicht sech no den offiziellen ernährungswissenschaftleche Recommendationen. D'Moolzechten am Spidol ginn un d'Ernährungsbedierfnisser vum Patient ugepasst, no klineschen Diätrecommendatiounen, fir ënnert anerem d'Heelung ze ënnerstëtzen an Ënnerernährung ze vermeiden. D'Regimenter an

d'individuell Uppassung vun de Moolzechte ginn am Patientendossier dokumentéiert.

Ausserdeem gi saisonal Produite jee no Wanter- oder Summersaison berécksiichtegt.

Degustatiounstester an Temperaturkontrolle gi reegelméisseg duerchgefouert, souwéi och Zefriddenheets-enquêtes, a Form vu Questionnairen, déi d'Patienten zum Schluss vum Openthalt ausgedeele kréien.

Wéi den 23. Abrëll op der Pressekonferenz „Méi regional Liewensmëttel am HRS“, zesumme mat der Ministesch fir Agrikultur, Ernährung a Wäibau schonn thematiséiert, ass eng gesond, equilibréiert Ernährung, déi déi lokal Ressourcë respektéiert, e wichtege Levier fir d'Geneesung a Wuelbefanne vum Patient. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet begréisst an deem Sënn d'Engagement vun de Spideeler, d'Ernährung zu engem Pilier vun der Qualitéit vun de Soenen ze maachen.

ad 2. D'Spideeler beméien sech, eng méiglechst héichwäerteg Iessensversorgung ze garantéieren. Am Kader vun der Verhandlung vum Budget mat der Gesondheetskeess versichen d'Spideeler den domadder verbonnenen Impakt op de Budget kënnen ofzeddecken. D'ënnerschiddlech Organisatioun vun der Kichenaktivitéit, mat eegemem Personal oder am Kader vun enger Sous-traitance, mécht d'Budgetisatioun méi komplizéiert.

ad 3. An de meeschte Spideeler gëtt schonn esou eng Analys gemaach.

Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro ugin, gi reegelméisseg Degustatiouns- an Temperaturkontrollen duerchgefouert. Och visuell Kontrolle vun de Plateau gi gemaach, an d'Patiente kënnen hire Feedback ginn. D'Koordinatiounscomité mat Vertrieder aus der Restauratioun, der Fleeg, vun den Dieteticienne an de Patienten evaluéieren a passen d'Iessenoffer un.

D'Dieteticienne assureieren des Weideren e reegelméisseg Suivi vun der Ernährung, ënner anerem mat Hëllef vu spezialiséierten, informatische Programmer, fir den Ernährungsbilan ze iwwerwaachen an d'Risiko vun enger Ënnerernährung fréi ze erkennen. D'reegelméisseg Iwwerpréiwung vum Ernährungsbilan (Kalorien, Eewäiss, Mikronärstoffer) garantéiert eng adequat metabolesch Ofdeckung jee no Krankheet.

ad 4. Déi meescht Spideeler hunn eng Kichen op der Plaz. An der Reegel gëtt d'Iessen um Site preparéiert oder am Kader vun engem zweete Site oder Spidol op der Plaz regeneréiert a verdeelt.

ad 5. Säit e puer Joer schonn engagéieren d'Spideeler sech, méi lokal Produiten ze verwenden, a maachen an deem Kontext och bei der Campagne „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ mat, där hiert Zil et ass, d'Virdeeler vun der Diversitéit vun der lokaler landwirtschaftlecher Produktioun an enger regionaler Ernährung ze iwwermëttelen.

Verschiede Spideeler hunn ausserdeem Labeler kritt, sou wéi „Terroir luxembourgeois“ oder „Made in Luxembourg“, déi e gewëssene Prozentsatz u lokale Produite garantéieren.

Den Undeel u regionale Produite variéiert, mee geet generell an d'Luucht.

D'Benotze vu regionale Produite gëtt vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ënnerstëtzt.

ad 6. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, gi personaliséiert Menuen ugebueden, déi de Besoin vum Patient ugepasst sinn an och speziell Regimier berécksiichtegen. Bei vulnerabele Patienten, déi

energieräich Moolzechte brauchen, fir d'Muskelmass ze erhalen an en Nährstoffmangel ze evitéieren, gëtt besonnesch opgepasst:

- nährstoffräicht Essen
- Nahrungsergänzungsmëttel
- Initiativen, fir den Appetit ze stimuléieren (besonnesch an der palliativer Betreiwung oder der laangfristeger Hospitalisatioun).

D'Fleegeequippen an d'Dieteticienne assureieren e konstante Suivi a passen de Regimm un d'Evolutioun vum Zoustand vum Patient un.

ad 7. Jo, dës Bewäertung ass allgemeng üblech.

En detailléierten Ernährungsbilan gëtt systematesch bei der Admissioun duerchgefouert, fir Risike vun der Ënnerernährung ze identifizéieren.

D'Bewäertung gëtt reegelméisseg aktualiséiert, op d'mannst eemol d'Woch oder am Fall vun enger Verännerung vum Gesondheitszoustand.

Regimievirschrëfte ginn am Patientendossier dokumentéiert an no klinesche Bedierfnesser an individuelle Präferenzen, an enger Koordinatioun mat de Fleegeeservicer, den Dieteticienne an den Equippe vun der Restauratioun, ugepasst.

..... Coordinateurs sportifs communaux | Question 2201 (07/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Iddi vun dem Sportskoordinator an de Gemengen ass am Joer 2020 am Kader vum „Plan de relance Sport“ am Kontext vun den Hëllef fir déi Lëtzebuerger Sportswelt an de Gemengen am Kampf géint de Covid-19 agefouert ginn. Niewent verschiddene finanziellen Hëllef fir Sportverbänn a Sportveräiner sinn och d'Gemengen ënnerstëtzt ginn, dat an engem Zäitraum vun 3 Joer mat 50 % vun de Salaireskäschen, plafonéiert op 150 % vum Mindestloun.

Laut den Aussoe vum Sportminister gouf et ufanks 2024 9 Sportskoordinatoren, déi sech ëm 11 Gemenge bekëmmert hunn. Op der rezenter Generalversammlung vun der LASEP huet de Sportminister ugekënnegt, dass eng 15 weider Sportskoordinatoren vun de Gemenge respektiv Gemengesyndikater agestallt goufen.

De Sportminister sot an engem rezenten Interview: „Ich war fro, dass sich 44 Gemeinden für die Informationsversammlung zum Sportskoordinator angemeldet hatten. Andererseits waren 40 nicht da, also fast die Hälfte.“

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Fro stellen:

1. Wéi vill Sportskoordinatoren gëtt et Stand 1. Abrëll 2025 an a wéi enge Gemenge respektiv Gemengesyndikater?

2. Laut der Circulaire ministérielle N° 2025-017 vum 24. Februar 2025 hunn d'Gemengen 3 Méiglechkeeten, fir ee Sportskoordinator anzustellen an dann, jee no Konditiounen, eng staatlech finanziell Hëllef ze kréien. An dëser Circulaire un d'Gemengen an d'Gemengesyndikater gëtt allerdéngs net preziséiert, wéi déi staatlech finanziell Hëllef konkret ausgesäit. Kann de Minister hei Prezisiounen ginn, respektiv wäert dës an enger weiderer Circulaire erkläert ginn, besonnesch well vill Gemengen net un der Informationsversammlung deelgeholl haten?

3. Kann de Sportminister soen, wéi vill a wéi eng Gemengesyndikater an d'Informationsversammlung ageluede waren?

4. Ass et och engem Gemengesyndikat, dee keng sportlech Aktivitéit a senger statutaescher Missiounen huet, erlaabt, ee Sportskoordinator anzustellen?

5. Aus der Circulaire geet och net ervir, wat fir eng Qualifikatioun respektiv Berufsausbildung de Sportskoordinator muss hunn, fir dass d'Gemeng respektiv de Syndikat eng staatlech Ënnerstëtzung kritt. Kann de Minister dës präziséieren?

6. Op där enger Säit ënnersteet d'Personal vun engem Gemengesyndikat dem Büro vum Syndikat – op der anerer Säit soll de Sportskoordinator allerdéngs direkt beim Schafferot vun de jeeeweilege Gemengen ugesidelt sinn. Wéi stellt sech de Minister dës hierarchesch Zesummespill vir?

7. Am Beräich vum Naturpakt, dem Klimapakt an och dem interkulturellen Zesummeliewe kënnen d'Gemengen eng finanziell Ënnerstëtzung fir hir betreffend Personalkäschte kréien. Am Fall vum „coordinateur pacte communal du vivre-ensemble“ ass dat laut de Bestëmmunge vum Gesetz vum 23. August 2023 betreffend dat interkulturellt Zesummeliewe de plafonéierte Montant vun 30.000 € pro Joer pro Gemeng.

Ass de Minister net der Meinung, dass opgrond vun der sougenannter „sécurité juridique“ déi verschide Bestëmmungen a Konditiounen betreffend de Sportskoordinator missten an engem Gesetzestext erfaasst sinn, esou wéi dat och fir den Naturpakt, de Klimapakt an eeben de Pakt vum Zesummeliewe de Fall ass?

8. Ass dës Virgoensweis konform mam Artikel 117 (4) vun der Verfassung, dee Folgendes festhält: „Toute charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice doit être établie par une loi spéciale“?

Réponse (25/04/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Zënter der Reform vum Sportskoordinator Enn 2024 sinn 1 Gemengesyndikat a 16 Gemengen der Strategie „Meng Gemeng leeft Sport“ bäigetrueden.

Stand 1. Abrëll 2025 sinn 9 Sportskoordinatoren no den neie Modalitéiten agestallt, dës fir 8 Gemengen an 1 Syndikat (Syndikat An der Schwämm Beetebuerg/Leideleng, Biissen, Déifferdeng, Esch, Hesper, Monnerech, Nidderaanwen, Réiser an Schengen).

Déi aner Gemengen – Clierf, Diddeleng, Iechternach, Schëffleng, Stroossen a Stengefort, Garnech a Käerch als Regroupement – wäerten an den nächste sechs Méint e Sportskoordinator rekrutéieren.

Donieft lafen nach zwou Konventiounen mat de Gemenge Suessem an Dippesch nom ale Model.

Gesprécher mat weidere Gemenge sinn aktuell amgaangen.

ad 2. Wéi an der Chamberskommissioun „Commission des Sports“ vum 27. November 2024 präziséiert gouf, gesäit d'Konventioun vir, dass de Staat während den éischten 3 Joer 80 % vun den Salaireskäschen vum Sportskoordinator iwwerhëlt. Dono verleeft dës finanziell Partiziatioun degressiv, wéi am nofolgenden Tableau¹ duergestallt, a pendelt sech no 9 Joer bei 20 Prozent an.

D'Gemenge goufen net nëmmen am Kader vun den Informationsversammlungen am November 2024, mee och am Kontext vu bilateralen Entrevuen iwwer dës Modalitéiten informéiert. Meng Servicer si weiderhin aktiv a féieren aktuell nach Gesprécher mat eenzelne Gemengen, fir se iwwer d'Virdeeler vum Sportskoordinator ze informéieren. Zousätzlech kënnen d'Informatiounen iwwer d'Strategie „Meng Gemeng leeft Sport“ och um Internetsite vum Ministère consultéiert ginn.

ad 3. All Gemengesyndikat konnt un der Versammlung deelhuefen.

ad 4. Hei ass un de Syndikater ze klären, ob de Koordinator seng Missiounen, wéi an der Konventioun festgehalen, ausféiere kann. Ze präziséieren ass, dass et ëm eng Vernetzung vun de verschiddenen Acteuren an eng nohaltege Weiderentwécklung vun der lokaler Sport- a Bewegungspolitik geet. Et ass, am Prinzip, net dem Sportskoordinator seng Aufgaben, sportlech Aktivitéiten unzëbidden.

ad 5. Eng Qualifikatioun ass bewosst net präziséiert, fir de Gemenge respektiv Syndikater beim Rekrutement fräi Hand ze loossen. Wéi an der Circulaire vermierkt, ginn d'Carrière B1, A2 an A1 vum Staat ënnerstëtzt.

ad 6. Ass de Koordinator iwwer e Syndikat agestellt, ass hien och do ugesidelt an ënnersteet domat dem Büro vum Syndikat.

ad 7. an 8. Meng Servicer wäerten op Basis vun den éischten Erfahrungen am Kader vun der Strategie „Meng Gemeng leeft Sport“ an a Récksprouch mat der Inspection générale des finances eng gesetzlech Verankerung präiwen.

Actualisation de certaines données fiscales | Question 2236 (22/04/2025) de M. David Wagner (déli Lénk)

Dans le contexte des discussions à venir autour d'une éventuelle réforme fiscale, je souhaiterais obtenir plusieurs informations, dont notamment des mises à jour de certains chiffres déjà publiés dans l'analyse des données fiscales du Conseil économique et social (CES) en 2021¹ afin d'appréhender au mieux l'évolution de ces réalités fiscales au cours des dernières années.

Ainsi, je voudrais demander à Monsieur le Ministre des Finances de me fournir les informations suivantes :

1) La distribution des ménages et des impôts payés, selon la classe d'impôt (1, 1a et 2) et les tranches de revenu imposable pour la dernière année d'imposition disponible, tant pour les résidents (corolaire du tableau 35 de l'avis fiscal du CES), que pour les non-résidents.

2) Le nombre de contribuables bénéficiant a) du crédit d'impôt pour salariés (CIS), b) du crédit d'impôt pour indépendants (CII) et c) du crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) pour la dernière année d'imposition disponible en faisant la distinction pour chacun de ces crédits d'impôt entre i) ceux qui perçoivent le montant intégral et ii) ceux qui perçoivent le montant réduit en indiquant pour le point ii) le montant moyen de crédit d'impôt.

3) Le nombre de contribuables bénéficiant du crédit d'impôt salaire social minimum (CISSM) pour la dernière année d'imposition disponible en faisant la distinction entre a) ceux qui perçoivent le montant intégral et b) ceux qui perçoivent le montant réduit en indiquant pour le point b) le montant moyen du crédit d'impôt.

4) Le nombre de contribuables bénéficiant du crédit d'impôt monoparental (CIM) pour la dernière année d'imposition disponible en faisant la distinction entre a) ceux qui perçoivent le montant intégral et b) ceux qui perçoivent le montant réduit en indiquant pour le point b) le montant moyen du crédit d'impôt.

5) La ventilation des ménages par classes de revenu imposable et par recettes au titre de l'impôt sur le

revenu (IRPP + RTS) en actualisant pour la dernière année d'imposition disponible les données du tableau 49 de l'avis fiscal du CES, mais en distinguant entre ménages résidents et non-résidents.

Réponse (24/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Les statistiques ci-après ont été établies en se basant sur l'année d'imposition 2022 (taux d'imposition des dossiers de 94,83 % fin mai 2025). L'année 2023 n'étant pas encore suffisamment représentative vu que le taux d'imposition ne s'élève qu'à 78,18 % en date de fin mai 2025.

ad 1) Tableau [†]

ad 2) Tableaux [†]

ad 3) L'Administration des contributions directes ne connaît pas le nombre de bénéficiaires du CISSM vu que ces informations ne sont pas renseignées dans les extraits de compte salaire pension (ECSP). Les ECSP sont établis sur une base annuelle alors que le CISSM est payé sur une base mensuelle et il n'est pas régularisé en fin d'année contrairement au CIS ou CIP.

En 2022, 58,9 millions d'euros de CISSM ont été déboursés parmi l'ensemble des contribuables éligibles.

ad 4) Tableau [†]

ad 5) Tableaux [†]

Relation entre le revenu des ménages et leur imposition effective | Question 2237 (22/04/2025) de M. David Wagner (déli Lénk)

Afin d'être en mesure d'analyser le système fiscal luxembourgeois, il est utile de connaître la relation entre les revenus des ménages et leur imposition effective. Une meilleure compréhension des écarts entre revenu brut et revenu imposable permet d'évaluer l'impact réel de la fiscalité sur les contribuables en neutralisant les effets de distorsion éventuels qu'apportent les exemptions, les déductions et les abattements.

Afin d'avoir une vision plus claire de l'imposition des ménages, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est la différence (en euros et en %) entre le revenu brut total des ménages fiscaux et leur revenu imposable en fonction du décile de revenu imposable du ménage ?

2) Quelle est la part des cotisations sociales payées à titre obligatoire dans les déductions fiscales en fonction du décile de revenu imposable du ménage ?

3) Quel est le taux d'imposition effectif, défini comme ratio entre impôt payé et revenu brut, des personnes physiques ? Comment ce taux effectif varie-t-il en fonction du décile de revenu brut du ménage ?

4) Pour comparaison, quel est le taux d'imposition effectif, défini comme ratio entre impôt payé et l'excédent brut d'exploitation, des personnes morales ? Comment ce taux varie-t-il en fonction de l'excédent brut d'exploitation ?

Réponse (24/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Les statistiques ci-après ont été établies en se basant sur l'année d'imposition 2022 (taux d'imposition des dossiers de 94,83 % fin mai 2025). L'année 2023 n'étant pas encore suffisamment représentative vu que le taux d'imposition des dossiers ne s'élève qu'à 78,18 % en date de fin mai 2025.

ad 1) Tableau [†]

Afin d'établir la statistique ci-dessous, l'Administration des contributions directes (ACD) s'est basée non pas sur un « revenu brut total » mais sur le total des revenus nets (« TRN »). En effet, uniquement les revenus nets sont saisis informatiquement par les bureaux d'imposition et sont donc exploitables de manière statistique et ceci d'autant plus que l'ACD ne dispose pas d'une définition d'un « revenu brut » p. ex. d'un contribuable ayant un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale. Le tableau ci-dessous est basé sur une ventilation par décile de revenu imposable ajusté (« RIA ») annuel du total des 677.502 ménages fiscaux (2022), résidents et non résidents, comprenant ainsi notamment également des travailleurs occasionnels, saisonniers ou intérimaires de même que des personnes recevant des revenus de substitutions ayant souvent un revenu annuel luxembourgeois comparativement peu élevé par rapport à celui des ménages fiscaux composés de personnes travaillant à plein temps pendant toute l'année au Luxembourg. Contrairement au RIA, les cotisations sociales sont encore incluses dans le TRN, rapprochant ainsi cette dernière donnée du revenu brut total. Les dépenses spéciales déductibles ne sont pas encore soustraites dans le montant du TRN.

Ainsi, 40 % des ménages fiscaux ont un RIA inférieur à 29.750 EUR par an et l'écart moyen entre le TRN et le RIA pour le décile en question est de 4.578 EUR. 20 % des ménages fiscaux ont un RIA supérieur à 73.100 EUR et le RIA représente en moyenne 86,5 % du TRN pour cette population.

ad 2) Tableau [†]

ad 3) Comme pour la question 1), le tableau [†] ci-dessous se base sur le total des revenus nets.

Pour les déciles les plus bas, le ratio entre l'impôt payé et le total des revenus nets est négatif. Cela s'explique par le fait que cette statistique prend en compte les crédits d'impôt. Ainsi, pour les contribuables à faibles revenus, le montant des crédits d'impôt accordés est supérieur à leur charge fiscale. Dès lors ces personnes ne paient non seulement pas d'impôts, mais bénéficient en plus d'un transfert supplémentaire de fonds de la part de l'État.

ad 4) Il échet de remarquer que l'excédent brut d'exploitation est un indicateur financier intermédiaire qui permet de mesurer la rentabilité opérationnelle d'une entreprise. Cette notion n'est pas une notion fiscale et n'est donc pas renseignée dans le cadre d'une déclaration fiscale. Dès lors, l'ACD ne dispose pas de statistiques à ce sujet.

Déchet fiscal de certaines mesures fiscales | Question 2238 (22/04/2025) de M. David Wagner (déli Lénk)

En 2024, plusieurs modifications aux règles fiscales sur l'imposition des personnes physiques ont été votées. En grande partie, ces mesures viennent apporter des modifications à des dispositions déjà en place.

Afin de connaître les effets de ces changements et d'identifier les bénéficiaires de ces réformes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Concernant l'amortissement accéléré :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à l'amortissement accéléré pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) À combien s'élèverait ce déchet fiscal s'il était calculé sur la base du taux d'imposition marginal au lieu du taux d'imposition moyen ?

¹ <https://ces.public.lu/fr/actualites/2022/fiscalite-indice-prix-2022.html>

c) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels centiles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque centile ?

2) Concernant la prime participative :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à la prime participative pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) À combien s'élèverait ce déchet fiscal s'il était calculé sur la base du taux d'imposition marginal au lieu du taux d'imposition moyen ?

c) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels centiles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque centile ?

3) Concernant le régime d'impatriés :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié au régime d'impatriés pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) À combien s'élèverait ce déchet fiscal s'il était calculé sur la base du taux d'imposition marginal au lieu du taux d'imposition moyen ?

c) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels centiles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque centile ?

4) Concernant la déductibilité des taux d'intérêt hypothécaires pour les résidences principales :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à la déductibilité des taux d'intérêt hypothécaires pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels déciles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque décile ?

5) Concernant le crédit d'impôt sur les actes notariés (dit Bëllegen Akt) :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à la déductibilité des taux d'intérêt hypothécaires pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels déciles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque décile ?

Outre ces dispositifs qui ont connu des changements dans le cadre du Entlaaschtungspak, j'aimerais avoir des informations similaires sur les dispositifs suivants :

6) Concernant l'abattement extraprofessionnel :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à l'abattement pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels déciles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque décile ?

7) Concernant la déductibilité des primes d'assurances privées ainsi que des intérêts débiteurs liés à un prêt personnel :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à cette déductibilité pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels déciles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque décile ?

8) Concernant la déductibilité des cotisations d'épargne-logement :

a) Quelle est l'estimation du déchet fiscal lié à cette déductibilité pour les trois dernières années fiscales disponibles ?

b) Parmi les ménages fiscaux bénéficiant de ce dispositif, dans quels déciles de revenu imposable se trouvent-ils ? En complément, quelle part (%) du coût total de la mesure est attribuée à chaque décile ?

Réponse (24/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Les statistiques ci-après ont été établies en se basant sur l'année d'imposition 2022 (taux d'imposition des dossiers de 94,83 % fin mai 2025), respectivement les années 2020 à 2022 pour certaines questions. Les montants des déchets fiscaux peuvent encore varier, comme toutes les déclarations relatives aux années en question ne sont pas encore imposées.

ad 1) Le contenu du formulaire annexe 190 n'est actuellement pas saisi informatiquement par les services de l'Administration des contributions directes (ACD). Seul le revenu net est repris dans la déclaration fiscale modèle 100. De ce fait, l'ACD n'est pas en mesure de déterminer avec la précision requise la part de ce dernier dans l'ensemble des frais d'obtention. Il est à cet égard également renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 3069 du 27 novembre 2020.

Dans le cadre du projet de loi n° 8353, le déchet fiscal de l'amortissement accéléré temporaire à hauteur de 6 pour cent est estimé à 8 millions d'euros par an avec les explications suivantes : « Ce déchet annuel se matérialise en principe sur une période d'au plus 7 années d'imposition en fonction de la date d'achèvement de l'immeuble pour lequel l'abattement construction spécial est sollicité. Une des hypothèses de base pour le calcul de l'impact budgétaire est la considération de 1.000 immeubles à un prix d'acquisition de 1 million d'euros. »

ad 2) En moyenne, sur les trois années fiscales passées à données représentatives (années d'imposition 2020 à 2022), le déchet fiscal de la prime participative s'élevait à environ 33 millions d'euros en application du taux d'imposition moyen de 25 %.

En appliquant non pas le taux moyen mais le taux marginal des contribuables, le déchet est de 54 millions d'euros pour l'année d'imposition 2022.

Remarque concernant le calcul selon le taux marginal :

Le calcul par taux marginal est à relativiser, car il risque de surestimer le montant du déchet fiscal. L'estimation a été effectuée en appliquant le taux marginal maximal, dans lequel se trouve le contribuable, à la prime participative. Ce déchet fiscal est, par conséquent, plus élevé que celui calculé selon le taux moyen, et il ne tient pas compte de la situation dans laquelle le contribuable bénéficie simultanément de plusieurs mesures fiscales.

Le tableau [↑] ci-après présente les bénéficiaires de la mesure par décile et la part respective du déchet total par décile pour l'année fiscale 2022. Pour des raisons de confidentialité une répartition par centile n'est pas possible vu que le nombre de bénéficiaires est trop faible.

ad 3) Sur la période sous analyse, 2020 à 2022, le déchet fiscal s'élevait en moyenne à 4 millions d'euros en application du taux moyen de 25 %.

En se basant sur le taux marginal du contribuable, le déchet est d'environ 7 millions d'euros pour l'année d'imposition 2022.

Remarque concernant le calcul selon le taux marginal :

Le calcul par taux marginal est à relativiser, car il risque de surestimer le montant du déchet fiscal. L'estimation a été effectuée en appliquant le taux marginal maximal, dans lequel se trouve le contribuable

au régime d'impatriés. Ce déchet fiscal est, par conséquent, plus élevé que celui calculé selon le taux moyen, et il ne tient pas compte de la situation dans laquelle le contribuable bénéficie simultanément de plusieurs mesures fiscales.

Le tableau [↑] ci-après présente les bénéficiaires de la mesure par quintile et la part respective du déchet global par quintile pour l'année fiscale 2022. Pour des raisons de confidentialité une répartition par décile, voire centile, n'est pas possible vu que le nombre de bénéficiaires est trop faible.

ad 4) Pour les intérêts débiteurs en relation avec le financement d'une résidence principale, la granularité des données disponibles (entrant au global dans les revenus de location) ne permet pas à l'ACD de déterminer avec la précision requise les informations demandées par l'honorable Député.

Le tableau [↑] ci-après reproduit par contre les estimations forfaitaires des dépenses fiscales en millions d'euros telles que prévues de façon approximative dans les projets de budgets pluriannuels pour les années 2020 à 2022 :

ad 5) Il est à supposer que les sous-questions a) et b) portent sur le crédit d'impôt sur les actes notariés en matière de droit d'enregistrement (Bëllegen Akt).

Le tableau [↑] ci-après reprend les informations demandées pour les années 2022 à 2024 :

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ne dispose pas des données relatives au revenu imposable des acquéreurs, de sorte qu'il ne lui est pas possible de répondre à la sous-question b).

ad 6) Le déchet fiscal d'après le taux moyen s'élève à : [↑]

Ci-après la répartition des bénéficiaires par décile et la part respective du déchet total par décile : [↑]

ad 7) Le déchet fiscal d'après le taux moyen s'élève à : [↑]

Ci-après la répartition des bénéficiaires par décile et la part respective du déchet total par décile : [↑]

ad 8) Le déchet fiscal d'après le taux moyen s'élève à : [↑]

Ci-après la répartition des bénéficiaires par décile et la part respective du déchet total par décile : [↑]

Situation dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville | Question 2262 (29/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Situatioun am Quartier Gare zu Lëtzebuerg-Stad gëtt ëmmer méi problematesch, wéi rezent Berichter an engem Artikel vum 24. Abrëll 2025 am „L'essentiel“ weisen. Awunner beschwëieren sech iwwert Persounen, déi an hire Gebaisentrëeën iwwernuechten, Dreck hannerloossen a fir Onrou suergen. Et ass wichteg ze verstoen, datt Obdachlosegkeet kee Verbiechen ass, mee eng sozial Problematik, déi adequat Mesuren erfuerdert.

D'Bewunner sinn am Kontakt mat der Police an de lokalen Autoritéiten, mee d'Léisungen, déi bis elo ugebuede goufen, schéngen net ausräichend ze sinn. Et ass d'Verantwortung vun eiser Gesellschaft, deene Mënschen ze hëllefen, déi um Rand stinn, an zesummen eng Léisung ze fannen, déi d'Wuelbefanne vun allen Awunner an de Respekt vun der Mënschewërd garantéiert.

An deem Zesammenhang wëlt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moosname plangt de Minister ze huelen, fir déi aktuell Obdachlosesituatioun am Quartier Gare ze verbesseren an den Awunner hir Liewensqualitéit ze garantéieren?

2. Wéi eng Statistike leien dem Ministère iwwer d'Unzuel vun Obdachlose vir, a wéi vill Schlofplaze sinn aktuell an den Noutënnerkénft disponibel?

3. Firwat ginn déi existéierend Hëllefsoffere scheinbar net ugeholl vun deene betraffene Persounen an huet de Ministère eng Strategie, fir dës Hëllef besser zougänglech ze maachen?

4. Wat fir multidisziplinär Approchë plangt de Minister mat anere Ministèren (z. B. Inneministère, Gesondheitsministère), fir net nëmmen d'Symptomer, mee och d'Ursaache vun der Obdachlosegkeet ze bekämpfen?

5. Wéi eng konkreet laangfristeg Projete gëtt et, fir Persounen, déi reegelméisseg am Quartier Gare iwwernuechten, eng stabill Wunnsituatioun unzëbilden?

Réponse (10/06/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Virop ass et wichteg ze ënnersträichen, dass keen Amalgam dierf gemaach ginn tëscht engersäits Persounen, déi op der Strooss liewen an Drogenofhängegkeet a -kriminalitéit anersäits. Net all Mënsch, dee sech an enger Situation de sans-abrisme befënnt, ass drogenofhängeg, gradewéi net all Persoun, déi drogenofhängeg ass, op der Strooss leeft.

Mam Zil, d'Situatioun op der Stater Gare ze verbesseren, d'Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg geziilt ze bekämpfen an de betraffene Persounen, déi sech an enger grousser sozialer, psychescher a medezinnescher Detresse befannen, ze hëllefen, ass den 8. Mee 2025 ënner der Koordination vum Inneministère a gemeinsam mam Justizministère, dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, dem Familljeministère an der Stad Lëtzebuerg, an enker Zesummenaarbecht mat der Police an den zoustännegen Justizautoritéiten, den Aktiounsplang Drogendësch 2.0 virgestallt ginn.

Nieft de Mesurë vum Inneministère, Justizministère an dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet an de Beräicher vun der Repressioun an der Prise en charge vun de Persounen mat enger Drogenofhängegkeet, huet de Familljeministère verschidde Moosname presentéiert, déi sech an d'Kontinuitéit vun der Politik am Beräich vum Kampf géint d'Obdachlosegkeet aschreiwen. Sou sollen d'Hebergements- a Wunnstrukture weider ausgebaut ginn, notament am Beräich vum „Housing First“, et solle weider „Haltes de nuit“ an zousätzlech Urgencebetter geschaf ginn.

Zousätzlech ass d'Ouverture vun enger „buanderie sociale“ mat Méiglechkeeten, eng Dusch ze huelen a säi Gezei ze wäschen, virgesinn souwéi d'Schafe vun engem Atelier, an deem déi betraffene Persounen enger Beschäftegung kënnen nooen an domat eng strukturéierend a valoriséierend Offer am Alldag ugebuede kréien.

Déi genannte Mesurë stellen eng Selektioun vun de geplangten Aktiounen am Kampf géint d'Obdachlosegkeet vum Familljeministère duer a reien sech an déi global Approche vum Familljeministère géint Aarmut a sozial Exklusivitéit an.

ad 2. Sait 2022 gëtt am Opdrag vum Familljeministère zweemol d'Joer, eemol am Summer an eemol am Wanter, e Recensement vun den obdachlose Persounen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, a sait 2024 och um Terrain vun der Stad Esch-Uelzecht, duerchgefouert.

D'Donnéen zur Situatioun vun der Obdachlosegkeet ginn aus dem Rapport zur véierter Editioun vum Recensement aus dem Juni 2024 ervir, publizéiert op der Internetsäit vum Familljeministère². Sou goufen insgesamt 238 Persounen als obdachlos rezenséiert.

De Familljeministère finanziert aktuell siwen niddereschwelleg Strukture fir obdachlos Persounen. Dobäi kommen d'Strukturen, déi vun anere Ministèren a lokalen Autoritéiten gedroe ginn.

– Um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg befannen sech aktuell véier „haltes de nuit“, mat enger Gesamtkapazitéit vu 47 Better. Dobäi komme sougenannte „foyers d'urgence“, mat enger Gesamtkapazitéit vu 74 Better: de Centre Ulysse mat aktuell 36 Better, d'Annex vum Centre Ulysse zu Méchela mat 16 Better an den Abrisud zu Esch-Uelzecht mat 22 Better.

– Dës permanent Offere ginn all Joer tëschtent Mëtt November a Mëtt Abrëll duerch d'Wanteraktioun um Territoire vun der Gemeng Sandweiler, mat enger Kapazitéit vun 250 Better, déi am Noutfall op 300 erhéicht kënnen ginn, ergänzt.

– Erweidert ginn dës Offeren duerch 14 konventionéiert Servicer, déi Persounen an enger Wunnengsnout iwwert laang Zäit logéieren a betreien.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1. ervirgehuewen, ass et wichteg, keen Amalgam ze maachen tëscht Obdachlosegkeet an Drogenofhängegkeet. Déi vum Familljeministère konventionéiert Hëllefstrukturen am Beräich vun der Obdachlosegkeet verzechnen zanter Joren en héijen Occupationstaux.

Aus deem Grond schafft de Ministère kontinuierlech mat senger Partner dorun, déi ënnerschiddlech Hëllefsofferen auszubauen an un déi ënnerschiddlech a komplex Liewenssituatiounen vun de betraffene Persounen unzepassen. D'Zil ass et, d'Offer esou ze gestalten, datt si vun de Betraffene fräiwëlleg ugeholl kënnen ginn, a gläichzäitig hir Autonomie respektéiert a gestärkt gëtt.

ad 4. Nieft dem ministeriellen a kommunalen Aktiounsplang Drogendësch 2.0, wäert de Familljeministère, wéi am Koalitionsaccord virgesinn, a Kollaboratioun mam Secteur, betraffene Persounen, concernéierte Ministèren a Gemengen en neien nationalen Aktiounsplang géint d'Bekämpfung vun der Obdachlosegkeet ausschaffen.

ad 5. De Familljeministère finanziert nieft de kuerzfristegen Noutënnerkénft och mëttel- a laangfristeg Betreiuungs- a Wunnmodeller, déi ënnert anerem iwwer d'„Gestion locative sociale“, den abordable Wunnumraum an aner Initiative mobiliséiert ginn. Am Joer 2024 huet de Ministère 14 Servicer konventionéiert, déi zesumme 5.715 Persounen an enger Situatioun vu Wunnengsnout begleet hunn, dës an 1.560 Wunnunitéiten. Als Beispiller kënnen genannt ginn d'Wunnstruktur fir eeler fréier obdachlos Persounen vum Claire ASBL, encadréiert a begleet Wunnstrukturen, déi ënner anerem vun Hëllef um Terrain an dem Comité national de défense sociale geréiert ginn oder nach d'„Maison Michels“ vun der Stad Esch-Uelzecht. De Betreiuungsmodell vum „Housing First“ stellt eng vun de bewäerten Approchen duer, déi sech u Persounen richte, déi iwwer laang Zäit ouni festen Ennerdaach gelieft hunn an zu Lëtzebuerg hir sozial Rechter hunn. Insgesamt sinn 62 Persounen mat dëser Approche am Joer 2024 accompagnéiert ginn. Dobäi kommen nach déi an der Äntwert op d'Fro 1. ernimmte Projeten.

² <https://mfsva.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/etat-des-lieux-sans-abrisme/20251001-rapportfinal.pdf>

D'Zil vun all Accompagnement ass et, all eenzel Persoun op hirem Wee an d'Autonomie ze ënnerstëtzen, hir eng sozial Stabilitéit ze bidden a se laangfristeg an engem stabillen Doheim ze integréieren.

Wichteg ass et ze betounen, datt dës Offere fir all concernéiert an eligibel Persounen zougänglech sinn, onofhängeg dovun, ob se sech reegelméisseg am Quartier Gare ophalen.

Contamination par des résidus de pesticides | Question 2265 (29/04/2025) de Mme Claire Delcourt | M. Franz Fayot (LSAP)

Eng rezent Etüd vum Netzwerck Pesticide Action Network Europe (PAN Europe), iwwer déi de Mouvement écologique informéiert huet, huet gewisen, dass och lëtzebuergesch Wäiner staark mat Pestizidreschter a besonnesch mat der Trifluoressigsäure (TFA) be- laascht sinn. Déi analyséiert lëtzebuergesch Wäiner hu bis zu sechs verschidde Pestiziden enthalen – dorënner och dat pilzbekämpfend Mëttel Folpet – souwéi TFA a Konzentratiounen vun deels bis zu 50 Mikrogramm pro Liter. Domat leien se daitlech iwwer dem Referenzwäert vun 12 Mikrogramm pro Liter fir Drénkwaasser, dee vun der lëtzebuergescher Gesondheitsdirektioun (DISA) festgeluecht gouf.

Den TFA gehéiert zu der Famill vun de PFAS a gëllt als persistent a potenziell fortplanzungsschiedlech. Eng esou héich Belaaschtung verstéisst net nëmme géint d'Gesetzter vum Ëmweltschutz, mee och géint d'Veutraue vun de Konsument*innen an d'national Produkter. Am Kader vum Aktiounsplang „PAN-Bio 2025“ soll awer genau dës Vertrauen duerch eng Stärkung vun der biologescher Landwirtschaft zereckgewonne ginn an d'Ëmwelt entlaascht ginn.

An deem Zesummenhang stelle mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, un d'Madamm Ministesch fir Konsumenten- schutz a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Resultater vun der Etüd betreffend d'Belaaschtung vu lëtzebuergesche Wäiner mat Pestiziden an am besonneschen dem PFAS TFA? Si méi ëmfaassend a systematesch Analyse geplangt oder scho lancéiert, fir déi tatsächlech Belaaschtungslag besser aschätzen ze kënnen?

2. Wéi schätzt d'Regierung d'Ausso an, dass d'Pestizidbelaaschtung am Groussherzogtum am EU-Verglach besonnesch héich wier? Wéi eng konkreet Moosname si virgesinn, fir dës Belaaschtung ze reduzéieren?

3. Wéi wäit sinn d'Aarbechten, fir d'Hierkonft vun der TFA-Belaaschtung am Grondwaasser an um Buedem ze präwien, drun?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass een e Grenzwäert fir TFA oder aner PFAS- a Pestizidreschter am Wäin hei zu Lëtzebuerg misst aféieren?

5. Ass geplangt, déi biologesch Produktiouns- methoden am Wäibau weider ze ënnerstëtzen oder auszeiteen, fir esou Réckstänn an Zukunft auszuschléissen – och am Kontext vun de Schwiereregkeeten, déi d'Branche selwer nennt (z. B. Käschten, Krankheitsufällegkeet)?

6. Gëtt dru geduecht, Wënzer*innen zukünfteg ze encouragéieren oder ze verpflichten, reegelméisseg Eegenanalysen op Réckstänn wéi TFA duerch- féieren, fir méi Transparenz vis-à-vis vun de Konsument*innen a Produzent*innen ze schafen?

7. Ass am Kader vum PAN-Bio 2025 virgesinn, d'Ëmweltanalysen op TFA an änlech Substanzen a

Liewensmüttel a landwirtschaftliche Produkte auszubauen? Awéiwäit ginn am Aktionsplan Moossname geholl, fir de Verbreedung vu PFAS an am besonneschen TFA am Buedem, an de Pflanzen an Endprodukter entgintzuewirken?

8. Ass d'Regierung gewillt, eng flächendeckend Analyse vu weidere Lëtzeburgerische landwirtschaftliche Produiten op TFA an anere PFAS duerchzuführen?

9. Wéi eng Positioun vertritt Lëtzebuerg op EU-Niveau a) zur méi strenger Regulierung vu PFAS/Chemikalien am Kader vun der EU-Chemikaliendirektiv? b) fir eng nohaltig Ausrichtung vun der EU-Agrarpolitik am Sënn vum Biolandbau an dem Vorsichtsprinzip?

Réponse (10/06/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Miessunge vun enger Ëmweltschutzorganisation op kommerziell verkaafte Wäiner hu Spure vun TFA (Trifluoressigsäure) opgewisen. Déi duerchschnittlech Konzentratioun louch bei 0,122 Milligramm (mg) pro Liter (l), mam héchste Wäert vun 0,320 mg/l. An der Etüd goufen och 3 Lëtzeburger Wäiner analysiert: e rouden, e wäissen an e Rosé, wat laut Rapport vum PAN Europe pilzresistent Riefzorte solle sinn. Allerdéngs, sinn dës Wäiner am Tableau als Pinot noir, Pinot gris a Pinot rose ausgewisen; an dat si keng pilzresistent Sorten. Bei deenen 3 Wäiner aus Lëtzebuerg koumen d'Drauwen aus der selwechter Kellerei a si vun dem selwechte Millesime. Deemo leien déi Wäerter, déi gemooos goufen, relativ no beieene (0,046 mg/L, 0,051 mg/L an 0,053 mg/L). Dës deit drop hin, dass relativ kleng Variatiounen bei vergleichbare Kulturbedingungen optriede kënnen. Et ass wichteg ze bemerken, dass dës Etüd mat 3 Prouwe Wäi vun deem selwechte Wénzer net op eng repräsentativ Aart a Weis kann déi eventuell Belaaschtung vu Lëtzeburger Produiten erëmispigelen.

Sou wéi et aktuell aus wëssenschaftlecher Literatur an aus der Risikobewertung ervirgeet, stellt de Wäin duerch den TFA-Gehalt weeder e Risiko fir de Konsument duer, nach dréit e signifikant zur Liewensmüttelkontaminatioun mat der Substanz bäi.

ad 2. An der QP N° 2185 vum 3. Abrëll 2025 gouf dat Thema vum Nationalen Aktionsplan zur Reduzierung an der Benotzung vu Planzeschuttmittel opgegraff.

D'Mesuren, déi säit der Adoptioun vum Nationalen Aktionsplan geholl goufen, hunn et erméiglecht:

- a) d'Quantitéit u wirksame Substanzen am Allgemengen ze reduzéieren;
- b) d'Gesondheet vum Mënsch an d'Ëmwelt a verschidde spezifesch Beräicher besser ze schützen;
- c) zuverlässeg Statistiken iwwer d'Notzung vu phytopharmazeutesche Produkter opzesetzen.

ad 3. De Rapport vum Groupe interministériel PFAS gëtt deemnächst un déi zustänneg Ministere verschéckt. D'Evaluatioun vum der Waasserverwaltung hunn erginn, dass den TFA virun allem aus industrielle Quellen (via de Reen) an duerch landwirtschaftlech Aktivitéiten an d'Grundwaasser gelaangt. Den TFA gëtt nëmme ganz limitéiert am Buedem gebonnen a gelaangt virun allem an d'Uewerflächen- a Grundwaasser.

ad 4. De Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau huet aktiv Memberen am informelle Groupe interministériel PFAS, déi Verrieder vum Ministère

fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, dem Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau souwéi déi zustänneg Verwaltungen zesummebréngt. Dës Grupp suivéiert an evaluéiert déi nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, fir dem Regierungsrot méiglech national Moossnamen ze proposéieren, déi d'Presenz vu PFAS/TFA an der Ëmwelt reduzéiere kéinten. Gläichzäiteg déngt d'Grupp als Plattform fir den Austausch vun den neisten Entwécklungen op nationalem an internationalem Niveau.

Den MAAV suivéiert och d'Entwécklung vun den Aarbechten op europäeschem Plang a setzt sech fir eng Harmoniséierung vun den Aktiounen a Limiten an, déi fir all EU-Memberstaaten gëllen. Hei wäert eng wichteg Etapp den neien Avis vun der EFSA (European Food Safety Authority) zum TFA sinn, deen Enn 2025 oder Ufank 2026 soll publizéiert ginn.

Falls eng Bewertung vun engem kontaminierte Produkt e Risiko fir de Konsument géng weisen, géif de Produkt vum Maart zeréckgezu gi respektiv e Réckruf a Verkaufsverbot initiéiert ginn.

Et gëtt Grenzwäerter fir Pestizidrückstänn (Maximum Residue Level, MRL), déi fir Liewensmüttel, dorënner och d'Drauwen, déi benotzt ginn, fir de Wäin ze maachen (Raisins de cuve), musse respektéiert ginn³.

ad 5. Am Kader vum PAN-Bio 2025 ginn esouwuel Produktiounsmethoden vu Biolandwirtschaft ewéi Biowäibau promovéiert. Dës ass eng zolidd Basis, fir d'Vetraue vum Konsument an déi national Primärproduktioun ze erhale resp. ze stärken.

Wat den TFA betrëfft, konnt op Basis vun der Etüd vun der Ëmweltschutzorganisation kee signifikante Ënnerschied tëscht Bio a konventionelle Wäiner festgestallt ginn. Et géllt ze bemerken, dass dës Etüd sech op eng limitéiert Unzuel vu Biowäiner baséiert.

ad 6. D'Rechtslag am Secteur vun der Liewensmüttelproduktioun ass kloer definéiert:

D'Betriben am Liewensmüttelsektor si verpflichtet, d'Prinzipien vum HACCP-System ëmzesetzen, wéi et am Règlement (EG) Nr. 853/2004 vum 29. Abrëll 2004, Artikel 5, festgeluecht ass. Am Kader vun dëser Prozedur muss de Betrib, wann eng Gefor fir de Konsument festgestallt gëtt, Moossnamen huelen, fir dës Gefor ze eliminéieren oder op en akzeptabelen Niveau erofzesetzen.

Eng Gefor gëtt am Règlement (EG) Nr. 178/2002 vum 28. Januar 2002 definéiert als e Liewensmittel, dat gesondheetsschiedlech oder net géeeegent fir de Konsum ass. Des Weidere seet dës Règlement, dass wann e Bedreier vun engem Liewensmittelbetrib mengt oder Grond huet ze gleewen, dass e Liewensmittel, dat hien importéiert, produzéiert, veraarbecht, fabrizéiert oder verdeelt huet, net den Ufuerderungen betreffend d'Liewensmittelsécherheet erfëllt, muss hien direkt Prozeduren fir de Réckzuch vum betreffende Liewensmittel vum Maart initiéieren, [...], an informéiert déi zustänneg Autoritéiten doriwier.

ad 7. De PAN-Bio 2025 ass en place, fir den Undeel vu Biolandwirtschaft a Bio-Wäibau hei zu Lëtzebuerg auszubauen. De PAN-Bio 2025 als solches ass net zustänneg, fir Ëmweltanalysen duerchzuführen.

Wéi scho gesot ass en informelle Groupe interministériel PFAS geschaf ginn. Dës Grupp ass amgaang Moossnamen auszeschaffen, déi ënner anerem dozou bäidroen sollen, d'Konzentratiounen vum TFA an den Uewerflächen-, Grund- an Drénkwaasser ze

reduzéieren. Dës Propose sollen deemnächst den zustänneg Ministere virgeluecht ginn.

Méi Informatiounen heizu kënnen och an der QP N° 1702 vum 20. Dezember 2024 consultéiert ginn.

ad 8. Fir Liewensmüttel vun déiereschem Ursprung sinn am Règlement (UE) 2023/915 Limite fir PFAS virgeschriwwen. Déi Produite ginn och reegelméisseg vun der Veterinär- a Liewensmüttelverwaltung (ALVA) op PFAS getest. Gemäss der Recommendation vum der Kommissioun vum 24. August 2022 zum Monitoring vu PFAS-Substanzen ginn och aktuell Liewensmüttel vun net déiereschem Ursprung prelevéiert an analyséiert.

D'ALVA huet am Joer 2023 21 Echantillonen aus Déiereprodukter analyséiert, an am Joer 2024 koumen 137 Echantillonen dobäi, vun deenen der 34 vun déiereschem Ursprung waren. D'Resultater ginn un d'europäesch Liewensmittelsécherheits-Agence (EFSA) iwwermittelt a fléisst mat an d'Risikobewertung, déi op europäeschem Niveau duerchgefouert gëtt. Et ass och wichteg ze betounen, dass duerch d'Verbesserung vun der Analytik bei de PFAS-Analysen ëmmer méi geréng Quantitéiten u PFAS kënnen fonnt ginn. Loung d'Detektiounslimit am Joer 2023 am Liewensmittel vun net déiereschem Ursprung nach bei 50 ng/kg, konnt se am Joer 2024 op 1 ng erofgeschrafft ginn.

All Informatiounen zu de Kontrollcampagnen am Zusammenhang mat PFAS sinn an der Fiche scientifique um Portail fir Liewensmittelsécherheet ze fannen:

<https://securite-alimentaire.public.lu/fr/publications/fiches/pfas.html>

D'Kontrollpläng fir d'Analyse vum TFA ginn am Aklang mam EU-Règlement 2017/625 vum 15. Mäerz 2017 ëmgaset a baséieren op enger Risikobewertung, déi folgend Elementer berücksichtegt:

- d'Avis vum der EFSA iwwer de Risiko vum TFA,
- d'Informatiounen aus wëssenschaftlechen Publikatiounen,
- d'Conclusiounen vum interministerielle Grupp, deen sech mat PFAS befaasst,
- eventuell Alerten, déi iwwer den internationale Kooperationsreseau RASFF gemellt ginn,
- d'Harmoniséierungspositiounen op europäeschem Niveau,
- d'analytesch Méiglechkeeten, déi vun de Laboratoiren uegebued ginn.

D'Kontroll vum TFA huet am Joer 2025 ugefaangen a konzentriert sech de Moment op Mineral- a Quellwaasser.

Ausserdeem analyséiert d'ALVA am Kader vun de Pestizid-Analysen och Rückstänn vu fluorinéierte Pestiziden. D'Resultater vun den Analysen op Pestiziden, déi vun der ALVA tëscht 2011 an 2023 duerchgefouert goufen, weisen, dass insgesamt 5.407 Echantillonen analyséiert goufen. Vun deene waren 2.591 (47,9 %) positiv op Pestizidrückstänn. Aus deenen 2.591 Echantillonen hu 625 (23,5 %) fluoréiert Pestizidrückstänn (PFAS) enthalen, wéi se op der Lëscht vun der ECHA definéiert sinn. 12 Echantillonen, dat entsprécht 0,22 % vun allen analyséierten Echantillonen, hu Konzentratiounen vu fluoréierte Pestizidrückstänn gewisen, déi d'gesetzlech Limite iwwerschraff hunn. Bei deene Liewensmüttel goufen dann déi adequat Mesurë geholl, fir d'Gesondheet vum Konsument ze schützen.

ad 9. a) An den Aarbechtsgruppen op europäeschem Niveau ënnerstëtzt Lëtzebuerg all Decisiounen zum Schutz vum Konsument, déi op wëssenschaftlecher Ebene duerch Avis vum der EFSA ënnerstëtzt ginn. Lëtzebuerg ass ëmmer fir eng harmoniséiert Approche an der Europäescher Unioun.

³ Résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux | EUR-Lex*

D'Regierung vertritt d'Positioun, datt eng méi streng Reguléierung vun TFA an anere PFAS néideg ass. An deem Kontext ënnerstëtzt si och déi geplangten universell Restriktioun vu PFAS, déi aktuell am Kader vun der EU-Chemikaliendirektiv ausgeschafft gëtt.

b) Op europäeschem Niveau gëtt et ëmmer méi Initiativen, fir d'PFAS (déi e Risiko fir d'mënschlech Gesondheet duerstellen) besser ze reguléieren:

– No enger Ufro vun der Europäescher Kommissioun iwwerpréift aktuell d'EFSA (The European Food Safety Authority) an Zesummenaarbecht mat der ECHA (European Chemicals Agency) de maximale recommandéierte Wäert fir de Gesondheetsschutz fir den TFA.

– D'national Autoritéiten aus Dänemark, Däitschland, Holland, Norwegen a Schweden hunn eng Restriktionspropositioun fir méi wéi 10.000 per- a polyfluoroalkyl Substanzen (PFAS) bei der Europäescher Chemikalienagentur (ECHA) agereecht, déi aktuell eng wëssenschaftlech Evaluatioun duerchféiert.⁴

Évolution des adoptions internationales | Question 2278 (30/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Persounen oder Familljen, déi aus de verschiddenste Grënn keng eege Kanner kënnen oder wëllen hunn, wëllen dowéinst ee Kand aus dem Ausland adoptéieren. Dëst ass ee laangen a schwieerege Prozess, dee mat villen Hürde verbonnen ass. An de leschte Jore gouf et zudeem och bedeiend Ännerungen am Beräich vun den internationalen Adoptiounen. Eng Organisatioun, déi an deem Beräich aktiv ass, huet follgend Feststellung gemaach: „Ces dernières années des efforts considérables ont été entrepris dans la plupart des pays d'origine afin de respecter ce principe de subsidiarité. Nous constatons la mise en place de politiques familiales favorables au développement de l'adoption nationale. Tout naturellement, les enfants jeunes et en bonne santé sont adoptés prioritairement par les ressortissants de ces pays. Il en résulte non seulement, une diminution du nombre d'enfants proposés à l'adoption internationale, mais aussi une modification du profil de ces enfants.“

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun internationalen Adoptiounen zu Lëtzebuerg an de leschte fënnf Joer entwéckelt?
2. Kann d'Regierung d'Observatioun bestätegen, datt de Profil vun de Kanner, déi fir international Adoptiounen a Fro kommen, sech verännert huet? Falls jo, ëm wéi eng spezifesch Ännerungen handelt et sech?
3. Wéi eng Moosname plangt d'Regierung, fir Lëtzeburger Familljen ze ënnerstëtzen, déi Kanner mat spezielle Bedürfnisser adoptéiere wëllen?
4. Wéi steet d'Regierung zu der Entwécklung vum Prinzip vum der Subsidiaritéit an den Hierkonftslänner a wéi eng Konsequenzen huet dat fir eisen nationale gesetzlechen a reglementaire Kader?
5. Gëtt et Bestriewungen op EU-Niveau oder international, fir d'Adoptiounsprozeduren un dës nei Realitéit unzepassen?

Réponse (10/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. An de leschte fënnf Joer huet sech d'Zuel vun internationalen Adoptiounen zu Lëtzebuerg follgendermoossen entwéckelt: [†]

ad 2. Et ass allgemeng esou, datt weltwäit d'Zuel vun den Adoptivkanner, déi e spezifesch Besoin hunn an déi an d'Ausland placéiert ginn, an d'Luucht geet. Ee vun de Grënn ass de Subsidiaritätsprinzip. Et ass allerdéngs net méiglech, e Profile type opzustellen, all Kand ass anescht.

D'Eltere ginn dorobber virbereet, datt och Eltere fir Kanner mat spezifesch Besoine gesicht ginn; si hunn allerdéngs d'Méiglechkeet ze soen, wat hir Limite sinn, wat de Gesondheits- an Entwécklungszoustand vum Kand ugeet. All Eltere mussen oppe si fir e Kand, wat an der sougenannter „normalité adoptive“ ass. Dat heescht, datt si sech mussen drop astellen, datt d'Kanner bis zu dräi Joer al kënnen sinn an datt si och eventuell e klengen Entwécklungsréckstand, oder kleng medezinnesch Problemer par rapport zu engem Kand vum selwechten Alter, wat a senger Famill opwuesse konnt, kënnen hunn.

Déi Kanner, déi während der Pandemie op Lëtzebuerg koumen, waren zum Deel méi al. Och e Kand, wat méi al ass, gëtt als Kand mat spezifesch Besoine vermëttelt, doduerjer, datt d'Prozedur einfach méi laang gedauert huet. An Tëschenzäit ass dëst net méi de Fall an d'Kanner sinn erëm méi jonk, wann si zu Lëtzebuerg ukommen.

ad 3. Déi zukünftge Eltere ginn aktuell schonns duerch e Virbereedungszyklus, an deem vun Ufank un iwwer de Profil vun de Kanner geschwat gëtt. No generellen Informatiounsseancé ginn déi Leit, déi un enger Adoptioun interesséiert sinn a Sensibiliséierungsversammlungen (véier Seancé vu jee véier Stonnen), déi vun der Maison de l'adoption vun dem Lëtzeburger Roude Kräiz organiséiert ginn, agelueden.

An dëse Seancé ginn déi zukünftge Eltere spezifesch op déi speziell Bedürfnisser virbereet, déi en Adoptivkand matbréngen kann. An enger vun dëse Seancé kréien déi zukünftge Elteren Informatiounen iwwer d'Adoptioun vun engem Kand mat spezifesch Besoinen. Falls d'Kandidaten op dëse Wee goe wëllen, kënnen si un zousätzlechen, méi geziilte Sensibiliséierungsseancen deelhuele, fir sech op dëse Projet virzubereeden.

Si kréien och Informatiounen, wéi een d'Erausforderungen, déi eng Adoptioun mat sech bréngt, kann ugoen. Ënnerstëtzung kréien d'Familljen natierlech och vun deem Adoptiounsorganismus, deen hir Adoptiounsprozedur encadréiert.

No der Adoptioun huet all Famill d'Méiglechkeet, u verschiddenen Ateliere vun der Maison de l'adoption deelzehuele oder eng individualiséiert Ënnerstëtzung ze froen, fir datt d'Integratioun vum Kand a seng nei Famill an de beschte Konditiounen geschitt.

No der Adoptioun kritt d'Famill och Ënnerstëtzung vum Adoptiounsorganismus.

Persounen, déi e Kand mat spezifesch Besoinen adoptéieren, hunn Urecht op déi selwecht Ënnerstëtzung an Accès zu de selwechte Servicere, wéi all aner Elteren, déi e Kand mat spezifesch Besoinen hunn. Fir Adoptivkanner mat spezifesch Besoinen kënnen d'Adoptivfamillje sech deemno och un all aneren nationale Service wenden, dee spesialiséiert ass an der Prise en charge vu Kanner mat spezifesch Besoinen.

ad 4. De Subsidiaritätsprinzip ass agefouert ginn duerch d'Haager Konventioun vun 1993 iwwer d'international Adoptioun. Lëtzebuerg huet dës Konventioun duerch e Gesetz vum 14. Abrëll 2002 ëmgasat.

De Prinzip, datt d'international Adoptioun als lescht Méiglechkeet zeréckbehale gëtt fir e Kand, fir dat weeder e Familljemember konnt fonnt ginn nach eng Famill a sengem Hierkonftsländ, déi et kéint

adoptéieren, ass am Sënn vun de Kanner an ass deemno net a Fro ze stellen. De Subsidiaritätsprinzip huet en Impakt op d'Zuel vun de Kanner, déi eng international Adoptioun brauchen. Dëse Prinzip huet allerdéngs keen Afloss op eisen nationale gesetzlechen a reglementaire Kader.

ad 5. De Subsidiaritätsprinzip gëtt vun den Hierkonftslänner zanter Joren ugewannt. Dëse Prinzip soll et de Kanner erlaben, weider an hirem Hierkonftsländ liewen ze kënnen. Et ass net virgesinn, de Subsidiaritätsprinzip ofzeschaffen.

Changement de pratique des sociétés de notation ESG | Question 2290 (07/05/2025) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

Les sociétés MSCI et Morningstar comptent parmi les leaders mondiaux dans le domaine de la mise à disposition d'informations sur les marchés financiers. Morningstar est également le détenteur de la société Sustainalytics, laquelle fournit des informations sur la performance ESG (environmental, social, and governance) des entreprises au niveau mondial.

Selon un article paru dans le quotidien « Luxemburger Wort » du 6 mars 2025, ces sociétés auraient décidé de ne plus tenir compte des violations des droits humains par des entreprises, dès lors que celles-ci se déroulent dans le contexte d'un conflit territorial. Par exemple, des violations des droits humains dans le contexte du conflit israélo-palestinien ne seraient plus prises en compte pour établir la notation ESG d'une entreprise.

Sachant que le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) base sa politique d'investissement en partie sur les informations fournies par les sociétés citées plus haut, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale :

- 1) Êtes-vous d'avis que les violations des droits humains par des sociétés sont à ignorer dès lors que celles-ci se déroulent dans le contexte d'un conflit territorial ? Si oui, pouvez-vous me faire part de votre raisonnement ?
- 2) Dans la négative de la question 1, êtes-vous d'avis que le FDC devrait éviter des investissements dans de telles entreprises ? Et si oui, quelles démarches comptez-vous mettre en œuvre afin de vous assurer que cela soit effectivement le cas ?

Sachant que le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg détient des parts de certains ETF ou OPCVM basés sur la notation des sociétés citées plus haut, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 3) Êtes-vous d'avis que les violations des droits humains par des sociétés sont à ignorer dès lors que celles-ci se déroulent dans le contexte d'un conflit territorial ? Si oui, pouvez-vous me faire part de votre raisonnement ?
- 4) Dans la négative de la question 3, êtes-vous d'avis que le Fonds souverain devrait éviter des investissements dans de telles entreprises ? Et si oui, quelles démarches comptez-vous mettre en œuvre afin de vous assurer que cela soit effectivement le cas ?

Réponse (10/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Le Fonds de compensation (FDC) rappelle, comme mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 2175 des honorables Députés Franz Fayot et Mars Di Bartolomeo, que la liste d'exclusion applicable à la SICAV-FIS du FDC assure que les

⁴ All news – ECHA*



entreprises ne respectant pas les normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies couvrant les droits de l'homme, l'environnement, les normes internationales de travail et la lutte contre la corruption, les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies ainsi que les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales soient exclues. De même, les entreprises jugées impliquées dans des activités liées aux armes controversées, dont notamment les mines anti-personnel, les bombes à sous-munitions, les armes nucléaires, les armes à l'uranium appauvri, les armes au phosphore blanc ainsi que les armes chimiques et biologiques, sont également exclues. Finalement, les entreprises ayant un statut d'observation prolongé de plus de 2 ans et avec une perspective d'amélioration négative sont aussi exclues de l'univers d'investissement du FDC.

Le FDC travaille avec le prestataire de service Morningstar Sustainalytics pour faire le « screening » de son univers d'investissement et pour ainsi détecter les entreprises qui contreviennent aux conventions et critères mentionnés ci-avant. Sustainalytics n'opère donc pas en tant que société de notation ESG pour le FDC.

D'après ses propres écrits, Morningstar Sustainalytics vise à baser sa recherche sur une approche structurée et cohérente pour évaluer les entreprises sur base d'informations à partir desquelles des données objectives peuvent être extraites et à ne pas fournir d'opinion lorsque de telles informations se prêtent intrinsèquement à la subjectivité ou à la complexité et la fragmentation normatives. Des questions de droits de l'homme liées à des conflits territoriaux contigus ne répondent pas à leurs normes méthodologiques et ne sont donc pas éligibles pour être couvertes par leurs analystes. Le conflit territorial entre la République populaire de Donetsk et la République populaire de Luhansk, la région d'Essequibo, la zone de conflit israélo-palestinienne, la région du Cachemire, le Nagorno-Karabakh ou encore le Sahara occidental entrent dans le champ d'application de cette inéligibilité.

Selon Morningstar Sustainalytics, de tels conflits territoriaux font l'objet de facteurs géopolitiques complexes, de points de vue divergents ainsi que de rapports médiatiques contradictoires. Dans ce contexte, Morningstar Sustainalytics estime que des rapports en relation avec les droits de l'homme dans des zones de conflits sont moins objectifs, fiables ou cohérents et ne répondent donc pas à leurs critères d'une recherche objective et impartiale.

Si les critères du service du « Global Standards Screening » de Sustainalytics ont donc récemment évolué en fonction de difficultés pour arbitrer dans des situations de conflits de territoires contigus et que bon nombre d'autres prestataires de tels services, leaders dans ce domaine, éprouvent les mêmes difficultés, de violations de droits humains au sein de tels territoires sont donc difficilement détectables. Il convient néanmoins de noter que d'autres incidents relatifs aux droits de l'homme, tels que ceux liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement ou à la conduite des opérations, restent analysés par Morningstar Sustainalytics à condition qu'ils ne soient pas liés à un conflit territorial contigu.

La politique d'investisseur responsable du FDC ne prévoit pas d'exclusions supplémentaires dont les critères ne reposent pas sur ceux appliqués dans le cadre de la liste d'exclusion applicable à la SICAV-FIS du FDC qui est mise à jour sur base annuelle et qui peut être consultée via le lien suivant : <https://fdc.public.lu/en/investissement-responsable/liste-exclusion-fdc.html>.

Il convient en outre de noter que les gestionnaires de portefeuille mandatés par le FDC sont libres de choisir leurs prestataires de services financiers et/ou extrafinanciers. En général, ces gestionnaires travaillent souvent avec plusieurs prestataires de services extrafinanciers et les analyses ainsi collectées sont en principe réévaluées par leurs analystes et équipes ESG internes. Certains gestionnaires ont même mis en place un processus propriétaire. Ils peuvent ainsi aussi avoir recours à leurs propres listes d'exclusion qu'ils implémentent dans le cadre de la gestion des portefeuilles leurs confiés, indépendamment de la liste d'exclusion du FDC.

Dans ce contexte, le rapport d'investisseur responsable 2024⁵ du FDC a notamment dédié une partie aux notations ESG et aux critères d'exclusion directement appliqués par ses gestionnaires de portefeuille.

Le FDC voit sa politique d'investissement durable absolument confirmée, avec ses renforcements et changements progressifs et judicieux au fil des ans.

ad 3) et 4) Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) est un établissement public qui a pour mission principale de constituer une réserve financière au bénéfice des générations futures.

Les décisions d'investissement du FSIL sont prises de manière indépendante par son comité directeur, sur recommandation d'un comité d'investissement. Ces décisions reposent sur des critères objectifs, prenant en compte des normes ESG (environnementales, sociales et de gouvernance) internationalement reconnues et s'inscrivant dans une perspective à long terme.

Le FSIL n'investit pas directement dans des sociétés données, mais dans un portefeuille diversifié de fonds d'investissements. Le FSIL a consenti d'importants efforts ces dernières années pour aligner sa stratégie sur des standards ESG largement utilisés, tels que ceux définis par MSCI ou Morningstar. Ces références sont reconnues sur les marchés financiers et adoptées par de nombreuses institutions publiques et privées, tant au Luxembourg qu'à l'international, y compris le Fonds de compensation.

Changement de pratique des sociétés de notation ESG | Question 2292 (07/05/2025) de M. Franz Fayot (LSAP)

Selon une enquête internationale de Follow the Money, à laquelle ont participé le « Luxemburger Wort » et le « Luxembourg Times », les entreprises MSCI, Morningstar et Sustainalytics (cette dernière ayant été rachetée par Morningstar en 2020) ont, sous l'influence de lobbyistes pro-israéliens, cessé de renseigner de possibles violations des droits humains liées au conflit israélo-palestinien dans leurs rapports d'analyse ESG (environnement, social, gouvernance) destinés au secteur des fonds d'investissement publics et privés.

La justification invoquée par ces entreprises est qu'il serait difficile d'évaluer de manière fiable et indépendante le respect des droits humains dans un contexte de conflit.

Morningstar Sustainalytics et MSCI sont les entreprises de référence sur le marché de l'ESG. D'après une enquête de l'ALFI, elles sont utilisées respectivement par 89 % (Morningstar) et 78 % (MSCI) des acteurs interrogés comme référentiels ESG pour les

fonds d'investissement engagés dans la durabilité – un secteur qui représente mondialement 3,2 trillions USD, la majorité de ces fonds étant établis en Europe. Au Luxembourg, 74 % des avoirs d'OPCVM sont investis dans des fonds ESG. L'article du « Luxemburger Wort » (6 mai 2025) cite notamment l'exemple de l'entreprise Caterpillar, qui produit les bulldozers utilisés par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Gaza.

Dans ce contexte je souhaiterais recevoir des réponses aux questions suivantes de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que le Fonds de compensation luxembourgeois compte continuer à investir dans Caterpillar et d'autres entreprises dont les services et produits sont mis en œuvre par les forces de défense israéliennes ou par le Gouvernement israélien dans le cadre du conflit israélo-palestinien ? Que ce soit au moyen d'investissements directs ou indirectement par des fonds d'investissement détenant de telles valeurs ?

2) Est-ce que le Fonds de compensation luxembourgeois continuera à préconiser à ses gestionnaires de portefeuille de se référer au « Global Standards Screening » de Sustainalytics, un tool de screening dont il est avéré qu'il est affecté du changement de politique en ce qui concerne l'absence de prise en compte du conflit israélo-palestinien dans ses évaluations d'entreprises ?

3) Compte tenu de l'importance des entreprises d'évaluation Morningstar et MSCI pour le secteur des fonds d'investissement dans le domaine de l'ESG, est-ce que Monsieur le Ministre des Finances compte intervenir auprès de ces agences pour leur demander de réintégrer la prise en compte de la violation de droits humains dans le « scoring » des entreprises ?

Réponse (10/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

En ce qui concerne le prestataire de service Morningstar Sustainalytics, il y a lieu de se référer à la réponse fournie à la question parlementaire n° 2175 des honorables Députés Franz Fayot et Mars Di Bartolomeo. Le Fonds de compensation (FDC) recourt exclusivement au service « Global Screening » de Sustainalytics dans le cadre de sa liste d'exclusion. Sustainalytics n'opère donc pas en tant qu'analyste ESG pour le FDC.

La politique d'investisseur responsable du FDC ne prévoit pas d'exclusions supplémentaires dont les critères ne reposent pas sur ceux appliqués dans le cadre de la liste d'exclusion applicable à la SICAV-FIS du FDC, laquelle est mise à jour sur base annuelle. Dans ce contexte, la société Caterpillar est actuellement éligible pour investissement. La liste d'exclusion actuellement en vigueur peut être consultée via le lien suivant : <https://fdc.public.lu/en/investissement-responsable/liste-exclusion-fdc.html>.

Néanmoins, il convient de noter que les gestionnaires de portefeuille mandatés par le FDC sont absolument libres de choisir leurs prestataires de services financiers et/ou extrafinanciers. En général, ces gestionnaires travaillent souvent avec plusieurs prestataires de services extrafinanciers et les analyses ainsi collectées sont en principe réévaluées par leurs analystes et équipes ESG internes. Certains gestionnaires ont même mis en place un processus propriétaire. Ils peuvent ainsi également avoir recours à leurs propres listes d'exclusion qu'ils implémentent dans le cadre de la gestion des portefeuilles leurs confiés, indépendamment de la liste d'exclusion du FDC.

⁵ Responsible investment: publication of FDC's second Sustainable Investor Report – Fonds de compensation commun au régime général de pension *

Dans ce contexte, le rapport d'investisseur responsable 2024⁶ du FDC a notamment une partie aux notations ESG et aux critères d'exclusion directement appliqués par ses gestionnaires de portefeuille.

Le Gouvernement n'entend pas remettre en question l'indépendance des sociétés de notation eu égard à l'application de leur méthodologie.

Consentement parental pour soins médicaux | Question 2294 (08/05/2025) de Mme Mandy Minella | Mme Carole Hartmann (DP)

Dans certaines situations familiales, notamment en cas de séparation conflictuelle, l'exigence d'un double consentement parental pour les soins médicaux ou psychologiques peut compromettre l'accès rapide aux soins dont un enfant a besoin. Cette condition, bien qu'ancrée dans le respect de l'autorité parentale conjointe, soulève des inquiétudes quant à la protection effective de l'intérêt supérieur de l'enfant.

En effet, depuis la révision de la Constitution, l'article 15 (5) consacre de manière renforcée l'intérêt supérieur de l'enfant comme considération primordiale dans toute décision le concernant. Il y est également affirmé que chaque enfant a le droit d'exprimer librement son opinion, laquelle doit être prise en compte selon son âge et son discernement. Enfin, l'enfant a droit à la protection, aux soins et aux mesures nécessaires à son bien-être et à son développement.

Dès lors, il paraît légitime de s'interroger sur la compatibilité entre les rigidités du régime actuel du double consentement parental et les principes constitutionnels qui visent à garantir l'accès effectif de l'enfant à des soins appropriés, dans le respect de son intérêt et de sa parole.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de réviser la législation actuelle afin de permettre, dans certaines situations définies, qu'un seul parent puisse consentir aux soins médicaux ou psychologiques de l'enfant, notamment lorsque l'autre parent est injoignable ou s'oppose de manière injustifiée à ces soins ?

2) Si oui, quelles mesures sont envisagées pour garantir l'intérêt supérieur de l'enfant tout en respectant les droits parentaux ?

3) Le consentement de l'enfant, en fonction de son âge et de sa maturité, est-il actuellement pris en compte dans les décisions relatives à ses soins médicaux ou psychologiques ? Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il de renforcer la voix et le rôle des enfants dans les décisions qui le concernent ?

Réponse (24/06/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) L'article 375 du Code civil prévoit le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale par les parents. La séparation des parents est sans incidence sur les règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale.

Les parents exercent l'autorité parentale dans l'intérêt supérieur de l'enfant et doivent protéger la santé de leur enfant.

Aux termes de l'article 372-1 du Code civil, l'accord commun des deux parents est requis pour « tout acte de l'autorité parentale, qu'il ait un caractère usuel ou non usuel ». Les décisions relatives aux soins médicaux ou psychologiques de l'enfant sont qualifiées d'actes non usuels pour lesquels l'accord des deux titulaires de l'autorité parentale est requis.

Toutefois, si la santé de l'enfant est en danger, l'accord du ou des titulaires de l'autorité parentale pour procéder à une intervention médicale urgente, telle que par exemple une intervention chirurgicale immédiate, n'est pas requis.

En cas de désaccord des parents en matière de santé de leur enfant, le parent le plus diligent peut saisir le juge aux affaires familiales aux fins de se voir autoriser à consentir seul à l'acte médical litigieux. Le juge aux affaires familiales tranchera toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Si les relations entre parents sont conflictuelles au point que toute prise de décision commune dans l'intérêt de l'enfant devient impossible, la jurisprudence permet au juge aux affaires familiales de confier à l'un des parents l'exercice exclusif de l'autorité parentale en ce qui concerne les démarches à faire et les décisions à prendre en relation avec la santé et le suivi médical et thérapeutique de l'enfant commun.

Dans la pratique, les demandes ayant un objet purement médical sont assez rares. Le juge aux affaires familiales est plus fréquemment saisi de demandes d'autorisation de suivis psychologiques.

Le projet de loi n° 7994 portant aide, soutien et protection aux mineurs prévoit que l'accord des titulaires de l'autorité parentale ne sera plus requis pour la mise en place d'une mesure de prise en charge psychothérapeutique ou de prise en charge psychologique du mineur par l'Office national de l'enfance.

ad 3) Au Luxembourg, la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient dispose qu'un patient mineur non émancipé ayant les capacités de discernement nécessaires et donc un certain degré de maturité, « peut être admis par le médecin traitant ou tout autre prestataire de soins de santé responsable de la prise en charge à exercer les droits relatifs à sa santé de manière autonome ».

En outre les hôpitaux adhèrent à la charte européenne des droits des patients qui s'applique à tout patient peu importe l'âge.

Le consentement de l'enfant est pris en compte dans les décisions judiciaires relatives aux soins médicaux ou psychologiques, en fonction de l'âge et de la maturité de l'enfant et ce conformément à l'article 388-1 du Code civil, qui prévoit le droit de l'enfant à être entendu dans toutes les décisions qui le concernent.

L'avis de l'enfant ne lie pourtant pas le juge. L'intérêt supérieur et le bien-être de l'enfant guident le juge aux affaires familiales comme seuls critères dans sa prise de décision.

Le juge aux affaires familiales n'a pas encore été saisi d'une demande émanant directement d'un mineur sur une question médicale l'opposant à ses parents.

Audit concernant la « SuperDrecksKëscht » | Question 2299 (08/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

2022 hat déi vireg Koalitioun an enger Schnellprozedur d'Finanzéierungsgesetz vun der SuperDrecksKëscht

an der Chamber gestëmmt, wat zënter dem 15. Juli 2022 a Kraaft ass.

Dëst Gesetz war entstanden, nodeems 2022 eng Serie vun Artikelen op reporter.lu verdächtig Dysfunctionementer bei der SuperDrecksKëscht opgedeckt an d'Virwërf vu Favoritismus, Vetterwirtschaft a Korruption an de Raum gestallt hunn.

Bei der Aktioun SuperDrecksKëscht war opgefall, dass virun allem eng Firma mat engem Konstrukt un Ënnerfirme vun der Aktioun SuperDrecksKëscht a soumadder vu Steiergelder profitéiert hat. Déi deemoleg Ëmweltministesch hat deemools ee Pseudo-Audit an Optrag ginn (dee keen offiziellen Audit war, esou wéi et am Dokument selwer ze liesen ass), deem d'Situatioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht belicht.

An der Chamberssitzung vum 16. Juni 2022 hate 27 Deputéierten, dorënner och den aktuellen Ëmweltminister, sech an zwou Motiounen dofir ausgeschwat, dass een neien onofhängegen Audit sollt opgestallt ginn an dass d'Aktioun vun der SuperDrecksKëscht sollt nei ausgeschriwwen ginn.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0140 huet den Ëmweltminister awer geschriwwen, dass et fir hie kee Grond géif ginn, fir „deen aktuelle Vertrag net bis zu senger Echeance weiderzeféieren“. Zum Audit gouf et zënter leschem Joer keng nei Nouvelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Wäert de Minister elo, 3 Joer no dësem Skandal, endlech een neien Audit zur SuperDrecksKëscht an Optrag ginn, deem déi ganz Aktioun SuperDrecksKëscht an d'Firmekonstrukter hannendrunner onofhängeg belicht? Falls jo, bis wéini wäert dëst geschéien?

Réponse (10/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Missioun fir eng Préifung no internationale Standards ass vergi ginn.

D'Aarbechten, fir déi Missioun ze realiséieren, sinn nach amgaangen.

Nouveau « Sportlycée » à Mamer | Question 2303 (12/05/2025) de Mme Francine Closener (LSAP)

Lors d'une conférence de presse le 6 février 2024, soit il y a un peu plus d'un an, Monsieur le Ministre des Sports a évoqué une possible ouverture du nouveau « Sportlycée » à Mamer en 2031. Or, depuis cette annonce, force est de constater qu'il n'y a plus eu de communication à propos de ce projet d'envergure. Un projet de loi en vue de financer la construction du nouveau lycée se fait toujours attendre.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Le Gouvernement entend-il toujours réaliser le projet d'un nouveau Sportlycée à Mamer ? Dans l'affirmative, la date de 2031 est-elle toujours d'actualité ?

2) Où en est ce projet actuellement et quand un avant-projet de loi sera-t-il disponible ?

3) L'annonce de l'implantation du Sportlycée à Mamer ayant été faite sous le précédent Gouvernement, le projet est-il aujourd'hui toujours le même ou a-t-il connu des modifications depuis ? Quelles infrastructures sportives sont prévues dans le cadre de ce projet ?

⁶ Responsible investment: publication of FDC's second Sustainable Investor Report – Fonds de compensation commun au régime général de pension*

Réponse (19/06/2025) de **Mme YuriKo Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

L'honorable Députée s'enquiert au sujet du nouveau Sportlycée à Mamer.

ad 1) et 2) Le Gouvernement entend toujours réaliser le projet du Sportlycée à Mamer. Actuellement, les études sont en cours et le dépôt du projet de loi est prévu d'ici la fin de l'année. Dès l'obtention des autorisations nécessaires, les soumissions pourront être lancées. Étant donné la complexité du projet, la durée des travaux est estimée à un minimum de 48 mois. La date de finalisation, actuellement estimée à 2031, dépendra de l'évolution des différentes étapes administratives et de l'avancement du chantier.

ad 3) Le programme du Sportlycée est resté quasiment inchangé depuis, en effet sont planifiés : la construction de trois gymnases, ainsi qu'une salle dédiée à la gymnastique artistique, une salle combinant les activités d'athlétisme, de cardio et de musculation, une salle pour le tennis de table et deux salles pour les arts martiaux. Une piscine de 50 mètres avec huit couloirs est également prévue.

À l'extérieur, il est prévu d'aménager trois terrains de beach-volley, un terrain multisport synthétique et un terrain d'athlétisme avec une piste de 200 mètres.

.....
Décarbonisation des véhicules utilitaires lourds dans les flottes publiques | Question 2307 (13/05/2025) de **M. Meris Sehovic** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La décarbonisation des flottes publiques représente un levier important pour atteindre les objectifs climatiques du Luxembourg. Dans le segment des véhicules utilitaires lourds (catégories M2, M3, N1, N2, N3, O3 et O4), la transition est en cours mais avance à un rythme encore modéré, notamment en raison des coûts d'acquisition élevés et des contraintes techniques et opérationnelles.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles données statistiques le Gouvernement peut-il fournir concernant l'intégration de véhicules lourds à zéro émission dans les administrations nationales et communales ? Plus précisément, combien de véhicules des catégories susmentionnées sont actuellement en service dans ces administrations ? Quelles tendances ou évolutions ont été observées jusqu'à présent ?

2) Des dispositifs de soutien spécifiques sont-ils prévus pour accompagner les communes dans l'électrification de leurs flottes de véhicules lourds, sachant qu'elles ne peuvent actuellement pas bénéficier d'aides similaires à celles destinées aux particuliers ?

3) Quelles sont les initiatives concrètes envisagées par le Gouvernement pour encourager et accélérer la décarbonisation des flottes communales de véhicules lourds ?

Réponse (17/06/2025) de **Mme YuriKo Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Les honorables Député(e)s s'enquière(n)t au sujet de la décarbonisation des véhicules utilitaires lourds dans les flottes publiques.

ad 1) En ce qui concerne la flotte de l'État, incluant les ministères, les administrations ainsi que les services d'État à gestion séparée, les dernières données obtenues auprès de la SNCA dressent le bilan suivant : [†]

L'acquisition de véhicules électriques se fait de façon centralisée par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Le Gouvernement a décidé en février 2017 que l'acquisition de voitures 100 % électriques ou, le cas échéant, de voitures plug-in hybrides est prescrite depuis l'année 2018. Actuellement, l'achat de voitures et camionnettes autre que électriques pures est seulement autorisé dans des cas très exceptionnels ou pour des véhicules spécifiques et ce sur base d'une justification détaillée. Ceci se traduit par une hausse importante de la part de véhicules du type N1 à émissions nulles dans le parc automobile étatique. Les véhicules utilitaires lourds considérés comme véhicules spécifiques ne sont donc pas couverts par cette obligation, néanmoins on observe une hausse des véhicules utilitaires à émissions nulles. En fonction des évolutions technologiques et du marché, il pourrait être envisagé d'inclure les autres catégories dans cette approche au fil du temps.

En décembre dernier, une analyse succincte des véhicules légers et des véhicules utilitaires lourds immatriculés au nom des administrations communales a été menée dans le but de préparer des mesures de soutien spécifiques à destination des communes (cf. réponses aux questions n° 2-3). Cette analyse visait à établir un état des lieux de la décarbonisation du parc roulant actuellement en service dans les administrations communales.

Le tableau [†] ci-dessous présente, par catégorie de véhicules, les données fournies par la Société nationale de circulation automobile (SNCA) concernant les véhicules directement immatriculés au nom des services communaux.

À noter que l'analyse se base uniquement sur les données de la SNCA et ne prend donc pas en compte les véhicules à émission nulle qui, dans le cadre d'un contrat de service public, sont utilisés pour le compte d'une commune mais exploités par une entreprise privée, comme c'est couramment le cas pour le transport communal ou la collecte des déchets.

S'agissant des perspectives d'évolution dans le secteur des véhicules lourds, on observe de manière générale une tendance marquée en faveur de la décarbonisation. Cette dynamique est particulièrement perceptible dans le segment des véhicules destinés au transport de personnes (catégories M2 et M3). En effet, l'offre de bus à propulsion électrique s'est considérablement élargie au cours des dernières années, entraînant des taux d'adoption de plus en plus significatifs dans de nombreux pays européens. En ce qui concerne les autobus, c'est-à-dire les bus affectés en général au transport public urbain, il convient de souligner qu'en vertu du règlement (UE) 2024/1610⁷, 90 % des autobus neufs mis sur le marché à compter de 2030 devront être à émission nulle, cette obligation passant à 100 % à partir de 2035. À ce stade, les autocars – conçus pour des trajets de longue distance – ne sont pas visés par des obligations similaires.

Pour ce qui est des véhicules utilitaires lourds destinés au transport de marchandises (catégories N2 et N3), le règlement précité fixe des objectifs progressifs de réduction des émissions de CO₂ pour les nouveaux véhicules mis en circulation allant à partir de 2040

jusqu'à -90 % par rapport aux niveaux d'émission de 2019. Par ailleurs, l'on constate sur le marché une offre croissante de véhicules utilitaires lourds à émission nulle, notamment des camions 100 % électriques, qui sont progressivement conçus et mis en service. Toutefois, leur coût d'acquisition demeure sensiblement plus élevé que celui des véhicules à moteur thermique conventionnel.

ad 2) Le 6 juin 2025, à l'occasion de la Journée Pacte Climat, le Gouvernement a présenté la révision du guide pratique concernant le régime de subventions pour les administrations communales, les syndicats de communes et les établissements publics placés sous la surveillance des communes. Ce document précise les taux, les plafonds, les modalités pratiques et conditions d'octroi des aides financières en vertu de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat.

Parmi les différentes mesures du guide pratique révisé, élaborées par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et en collaboration avec le Ministère de l'Économie, figurent deux nouvelles aides financières liées à l'électromobilité.

La première concerne les infrastructures de charge non ouvertes au public, pouvant également être utilisées pour la recharge de véhicules utilitaires lourds électriques. La seconde est un nouveau régime d'aide financière destiné à l'acquisition, la location ou le leasing de véhicules utilitaires lourds à émission nulle. Ce nouveau régime constitue une adaptation du régime d'aides déjà prévu pour les entreprises dans le cadre du projet de loi relatif au renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat. L'objectif est de permettre aux administrations communales de bénéficier, à l'instar des entreprises, d'un soutien financier ciblé pour la décarbonisation de leur flotte de véhicules utilitaires lourds. Le mécanisme repose sur des principes similaires à celui prévu pour le secteur privé en ce qui concerne les types de véhicules éligibles et la méthode de calcul des coûts supplémentaires. L'aide s'applique à l'achat ou à la location de véhicules routiers utilitaires lourds neufs à émission nulle, relevant des catégories N2 et N3, utilisés par les services communaux.

ad 3) Voir la réponse à la question 2.

.....
Nouvelle décharge de déchets inertes | Question 2310 (13/05/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

No mengen Informatiounen ass am Raum Stengefort-Garnech eng Bauschuttdeponie geplangt.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Ëmweltminister gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioun bestätegen?

2. Falls jo, kann den Här Minister Detailler dozou ginn, ënnert anerem zu den Auswierkungen op de Verkéier an d'Natur an déi domat verbonne Liewensqualitéit vun den Awunner aus der Region?

Réponse (18/06/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Ministère ass iwwert esou e Virschlag informéiert.

ad 2. Dem Ministère läit kee konkrete Projet vir, eng Ausso zu den Auswierkunge kann dohier net gemach ginn.

⁷ Règlement (UE) 2024/1610 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956.

Réunions d'information concernant le projet ALPHA | Question 2312 (13/05/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Am Virfeld vun der landeswäiter Ëmsetzung vum „Projet ALPHA“ goufe viru Kuerzem, ënnerschriwwen vum President vum Syvicol a vum Här Schoulminister, Invitatiounen op dräi Informatiounsversammlungen zum genannte Projet un d'Buergermeeschteren an d'Presidente vun de Schoulsyndikater verschéckt. An där Invitatioun stoung: „Lors de cette rencontre, nous vous présenterons les grandes lignes du projet, tant sur le plan conceptuel, organisationnel qu'infrastructuel.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Ausseminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt am Kader vun dësen dräi Informatiounsversammlungen (22.4.2025, 23.4.2025 a 24.4.2025) de Buergermeeschteren a Schoulsyndikatspresidente kloer vermëttelt gouf, datt et sech beim „Projet ALPHA“ aktuell just ëm e Projet handelt an datt d'Konsequenze vun deem Projet op nationalem Plang bis elo nach net analyséiert goufen? Wann nee, firwat gouf dat net an där Form kommunizéiert?

2. Goufe bei dësen Informatiounsversammlungen och déi kontrovers Punkte vum Projet ALPHA, besonnesch op konzeptuellem Plang, thematiséiert? Wann nee, firwat goufen dës Punkten net beréiert?

Réponse (24/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An der Invitatioun fir d'Informatiounsversammlungen zum Projet ALPHA – zesumme wuessen, déi vum Educatiounsministère zesumme mam Syvicol organiséiert goufen, stoung, datt Follgendes thematiséiert gëtt: „les grandes lignes du projet, tant sur le plan conceptuel, organisationnel qu'infrastructuel“.

D'Implementatioun op nationalem Plang gëtt am Moment mat all den Acteuren diskutéiert.

ad 2. Bei dësen Informatiounsversammlunge gouf de Projet ALPHA – zesumme wuessen an allen Detailer virgestallt. Leit, déi präsent waren, konnten um Enn vun der Präsentatioun, souwuel am grouse Grupp wéi am informelle Moment am Uschloss, all hir Froen stellen a kruten Äntwerten.

Position du Gouvernement concernant la résolution « Nie wieder ist jetzt – Jüdisches Leben in Deutschland schützen, bewahren und stärken » du Bundestag | Question 2313 (13/05/2025) de M. Fred Keup (ADR)

An der „Antisemitismus-Resolutioun“ vum däitsche Bundestag mam Titel „Nie wieder ist jetzt: Jüdisches Leben in Deutschland schützen, bewahren und stärken“, déi am November 2024 vum däitsche Parlament ugeholl gouf, gëtt eng Null-Toleranz-Politik géint iwwer antisemitischen Ausschreitungen an eisem Nopeschland gefuerdert. An där Resolutioun heescht et: „Der Deutsche Bundestag bekräftigt seinen Beschluss, dass sicherzustellen ist, dass keine Organisationen und Projekte finanziell gefördert werden, die Antisemitismus verbreiten, das Existenzrecht Israels in Frage stellen, die zum Boykott Israels aufrufen oder die die BDS-Bewegung aktiv unterstützen.“

D'Bewegung „Boycott, Divestment and Sanctions“ (englesch fir „Boycott, Desinvestitioun a Sanktiounen“, kuerz BDS) ass eng transnational politesch Campagne, déi de Staat Israel wirtschaftlech, kulturell a politesch isoléiere wëll.

D'CSU-Deputéiert Andrea Lindholz sot zu dëser Resolutioun: „Wir dürfen nicht zusehen, wie sich hier ein neuer Antisemitismus breitmacht und nach und nach die Verantwortung Deutschlands für Jüdinnen und Juden in Deutschland und das Existenzrecht Israels relativiert. [...] Wer in unser Land kommt und hier leben will, muss Verantwortung für die Juden und das Existenzrecht Israels ohne Wenn und Aber akzeptieren oder muss unser Land verlassen.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Ausseminister:

1. Wéi steet den Här Ausseminister zur Ausso aus der Antisemitismus-Resolutioun vum Bundestag, „dass sicherzustellen ist, dass keine Organisationen und Projekte finanziell gefördert werden, die Antisemitismus verbreiten, das Existenzrecht Israels in Frage stellen, die zum Boykott Israels aufrufen oder die die BDS-Bewegung aktiv unterstützen“, dat besonnesch am Hibleck op den 80. Joresdag vum Enn vum Zweete Weltkrich?

2. Wéi steet den Här Ausseminister zur Ausso vun der CSU-Deputéiert Andrea Lindholz „Wer in unser Land kommt und hier leben will, muss Verantwortung für die Juden und das Existenzrecht Israels ohne Wenn und Aber akzeptieren oder muss unser Land verlassen“?

Réponse (05/06/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

De Ministère fir auswäerteg an europäesch Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussenhandel huet d'parlamentaresch Fro zu der „Antisemitismus-Resolutioun“ vum däitsche Bundestag mam Titel „Nie wieder ist jetzt: Jüdisches Leben in Deutschland schützen, bewahren und stärken“ zur Kenntnis geholl. Den Ausseministère kommentéiert weeder Resolutiounen vun auslännesche Parlamenten, nach Aussoe vun auslännesche Politiker a Politikerinnen.

Indice de réparabilité | Question 2315 (14/05/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Claude Haagen (LSAP)

Orienter les consommateurs vers les produits les plus facilement réparables et les inciter à des achats durables, c'est l'objectif de l'indice de réparabilité lancé sur le marché belge ce vendredi 2 mai. Il s'appliquera à cinq produits : les aspirateurs, les lave-vaisselles, les nettoyeurs haute pression, les tondeuses à gazon et les ordinateurs portables.

En magasin ou sur les sites de vente en ligne, ces produits seront à chaque fois accompagnés d'un pictogramme reprenant un score de réparabilité (1 à 10) avec un code couleur associé (de rouge – très mauvais – à vert foncé – très bon).

Plus de réparations, c'est moins de pression sur l'environnement, sur les ressources naturelles, sur l'énergie et sur le climat. C'est aussi souvent pour les consommateurs une facture plus légère comparé à l'achat d'un produit neuf. C'est enfin l'activation d'emplois locaux si la réparation est effectuée à proximité.

D'autre part, un embryon d'indice de réparabilité européen va voir le jour le 20 juin prochain. Les deux premiers produits qui devront l'afficher sont les smartphones et les tablettes. Sur l'emballage, une étiquette devra reprendre des informations sur l'efficacité du produit (entre A et G) et sur la longévité de la batterie (nombre de cycles de la charge sans perte de performance), un indice de solidité générale de l'appareil, un indice de protection contre les infiltrations de poussière ou d'eau et un indice de réparabilité.

1) Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement concernés, quel est l'état d'avancement des préparations pour l'application de la réglementation UE en la matière au Luxembourg.

2) Le Gouvernement, à l'instar de la Belgique et de la France qui dispose d'un tel label depuis 2021, entend-il inclure d'autres produits dans l'indice de réparabilité ?

Réponse (12/06/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le règlement délégué (UE) 2023/1669⁸ de la Commission du 16 juin 2023 complétant le règlement (UE) 2017/1369 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des smartphones et des tablettes entrera en application le 20 juin 2025.

À partir de cette date, les fournisseurs de smartphones et de tablettes devront garantir l'étiquetage énergétique (qui comprend, entre autres, un indice de réparabilité), l'enregistrement des données techniques et la mise à disposition des fiches-produit pour chaque modèle de smartphone ou de tablette, conformément aux annexes du règlement délégué (UE) 2023/1669. Les distributeurs de smartphones et de tablettes, quant à eux, devront veiller à ce que ces informations soient visibles en point de vente physique et en ligne, ainsi qu'intégrées dans toute publicité ou matériel promotionnel.

Les règlements européens étant d'application directe, le règlement délégué (UE) 2023/1669 n'a pas vocation à faire l'objet d'une mise en œuvre en droit luxembourgeois. En tant qu'autorité compétente pour la surveillance du marché des produits soumis à des exigences en matière d'étiquetage et de label énergétique, l'ILNAS veillera à ce que les nouvelles obligations introduites par ce règlement soient respectées par les fournisseurs et les distributeurs de smartphones et de tablettes sur le territoire luxembourgeois.

ad 2) De manière générale, le Gouvernement soutient des initiatives concertées au niveau européen favorisant le développement d'un marché intérieur misant davantage sur l'économie circulaire et la promotion de la réparation des biens.

Cependant, le cadre réglementaire européen ne prévoit pas encore d'obligations générales à l'attention des États membres en matière de mise en place d'un indice de réparabilité :

– Le règlement délégué (UE) 2023/1669, mentionné ci-dessus, se limite aux smartphones et aux tablettes.

– La directive (UE) 2024/1799⁹ du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles communes visant à promouvoir la réparation des biens prévoit l'obligation pour les fabricants de réparer, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur économique alternatif, à la demande du consommateur, des biens qui sont soumis à des exigences de réparabilité prévues par le droit de l'Union applicable. Ces biens sont listés à l'annexe II de la directive (UE) 2024/1799, qui comprend les téléphones portables, les tablettes, ainsi que certains appareils électroménagers (lave-vaisselles, lave-linges, aspirateurs, appareils de réfrigération, etc.).

– Le règlement (UE) 2024/1781¹⁰ du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant

⁸ <https://gd.lu/6mmk6K>

⁹ <https://gd.lu/lvvrP>

¹⁰ <https://gd.lu/fkwHjJ>

un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception pour des produits durables met en place les procédures à respecter pour l'adoption d'exigences d'écoconceptions applicables à certaines catégories de produits, sans évoquer un indice de réparabilité sous quelque forme que ce soit.

Néanmoins, en vertu de l'article 18, paragraphe 3, du règlement (UE) 2024/1781, la Commission européenne a adopté, le 16 avril 2025, son « Programme de travail 2025-2030 relatif à l'écoconception pour des produits durables et d'étiquetage énergétique » qui fixe les priorités à venir en la matière, à savoir les exigences horizontales d'écoconception et les produits pour lesquels des exigences d'écoconception devront être élaborées en priorité. Dans ce programme, une exigence horizontale d'écoconception en matière de réparabilité est prévue pour 2027. À ce stade, il n'est toutefois pas possible de déterminer si une telle exigence correspondra à un indice de réparabilité généralisé qui prendrait la forme, par exemple, d'un score de réparabilité accompagné d'un code couleur apposé sur l'emballage ou l'étiquetage des produits.

Compte tenu de ce qui précède, force est de constater que les États membres disposent d'une certaine latitude afin de mettre en place un système d'indice de réparabilité, sous réserve qu'il soit conforme avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 35 qui interdit les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, et la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en la matière.

Il s'avère utile de préciser, dans ce contexte d'économie circulaire et de réparabilité, que le Ministère de l'Économie et la Chambre de Commerce du Luxembourg ont initié le « Product Circularity Data Sheet » (PCDS). Le PCDS – qui est promu par le G.I.E. TerraMaters – a pour vocation de faciliter la communication de données circulaires de produits à travers toute la chaîne de valeur. Le sujet de la réparabilité en fait partie intégrale, comme définie dans l'article 6.7.3 de la norme internationale ISO59040.

Le PCDS permet à l'opérateur économique mettant un produit sur le marché de facilement collecter les informations pour évaluer l'indice de réparabilité d'un produit comme défini sous l'annexe IV.5 du règlement délégué (UE) 2023/1669. Le PCDS est un facilitateur important pouvant aider concernant la compréhension de la terminologie, pointer sur l'information décentralisée, automatiser le transfert d'informations, faciliter le calcul de l'indice et garantir l'interopérabilité des données. Ces informations standardisées et le système structuré comme définis par le PCDS rendent possible une réparation et les modèles d'affaires y afférents. Le déploiement du PCDS se focalise pour l'instant sur le secteur de la construction. Lorsqu'il aura atteint un niveau de maturité satisfaisant, il sera élargi à d'autres secteurs comme le textile et l'électronique.

Par conséquent, le Gouvernement entend suivre et prendre en considération, d'une part, l'évolution du PCDS et, d'autre part, les travaux autour de l'adoption du Circular Economy Act, prévu pour la fin 2026. Afin d'assurer une sécurité juridique et une prévisibilité pour les opérateurs économiques luxembourgeois et européens, il convient de s'assurer qu'un éventuel indice de réparabilité soit en adéquation avec les règles européennes les plus récentes en la matière.

Application de la déréglementation des nouveaux OGM aux plantes sauvages | Question 2316 (14/05/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La proposition législative de la Commission européenne relative à la déréglementation des nouveaux OGM a récemment fait l'objet d'un premier trilogue au niveau européen.

Le champ d'application du texte arrêté par le Conseil de l'UE dans son mandat de négociation englobe tous les végétaux produits par mutagenèse et cis-génèse ciblées, les produits contenant ces végétaux ou consistant en ces végétaux ainsi que les denrées alimentaires et aliments pour animaux contenant, consistant ou produits à partir de ces végétaux.

Dans ce contexte, des scientifiques de la Société pour l'écologie (GfÖ), la plus grande association européenne de chercheur.e.s en écologie, ont lancé une pétition visant à protéger la biodiversité face aux risques associés à la déréglementation des nouveaux OGM.

Ils alertent sur le fait que la proposition de la Commission européenne visant à déréglementer les nouveaux OGM concerne non seulement les plantes cultivées, mais aussi les espèces sauvages, y compris les arbres et les algues.

Les scientifiques demandent que les nouvelles techniques génomiques ne soient pas déréglementées pour les plantes sauvages, qui représentent plus de 300.000 espèces. Selon eux, la biologie de ces plantes ainsi que les écosystèmes auxquels elles appartiennent restent encore insuffisamment étudiés, rendant l'utilisation du génie génétique potentiellement risquée pour la biodiversité. La GfÖ recommande une évaluation des risques appropriée de tous les nouveaux OGM, en application du principe de précaution.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement :

- 1) Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité est-il d'avis que les plantes sauvages devraient faire partie du champ d'application de la déréglementation des nouvelles techniques génomiques ?
- 2) Dans l'affirmative, sur base de quels arguments Monsieur le Ministre de l'Environnement considère-t-il que l'application des nouvelles techniques génomiques aux plantes sauvages et leur dissémination dans la nature ne constituent pas un risque majeur pour la biodiversité et les écosystèmes ?
- 3) De manière générale, comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les risques liés à l'application illimitée du NGT1 aux populations sauvages sur la biodiversité et la conservation de la nature, évoqués par les scientifiques du GfÖ ?

Réponse (24/06/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois a soutenu l'orientation générale adoptée par le Conseil définissant le champ d'application du projet de règlement sur les plantes produites à partir de certaines nouvelles techniques génomiques.

Son approche est fondée sur le principe de précaution, un encadrement strict des applications et la mise en place de mécanismes de surveillance environnementale robustes.

Il est dans ce contexte renvoyé à la réponse figurant au point 5. de la question parlementaire n° 0492 de l'honorable Députée Joëlle Welfring.

ad 2) En juillet 2018, la Cour de justice de l'Union européenne a précisé que les organismes issus des nouvelles techniques de mutagenèse entrent dans le champ d'application de la législation européenne sur les OGM. Par la suite, la Commission a publié une proposition législative pour mettre en œuvre l'arrêt de la Cour. Le mandat de négociation du Conseil de l'UE, ainsi que celui du Parlement européen, a maintenu l'approche de la Commission européenne.

ad 3) La Commission s'est engagée à établir un rapport permettant d'évaluer – 24 mois après l'entrée en vigueur du règlement sur les plantes produites par certaines nouvelles techniques génomiques – la performance de la législation en relation avec les objectifs du Pacte vert et des stratégies de la ferme à la fourchette. Un programme détaillé pour la surveillance basé sur des indicateurs définis sera établi et mis en œuvre dans les États membres. Les détails figurent à l'article 30 de l'orientation générale du Conseil.

Statut de protection de l'ancienne tour de brassage de Diekirch | Question 2317 (14/05/2025) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

En juin 2021, le Ministère de la Culture a procédé à la radiation expédiée de la tour de brassage de Diekirch de l'inventaire des immeubles classés au patrimoine national. Pour prendre cette décision, le ministère s'est appuyé sur la nécessité d'une dépollution étendue et profonde sur les terrains où se trouve la tour qui empêcherait la conservation de cette dernière.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 6215 de l'ancienne députée Myriam Cecchetti, l'ancienne Ministre de l'Environnement a informé qu'un nettoyage des zones polluées sur le site aurait permis de réduire sensiblement les valeurs des polluants détectés. Ainsi, la valeur de l'indice phénol aurait pu être réduite en dessous de la limite de détection et la teneur en ammonium aurait également fortement diminué.

Dans sa réponse à une question supplémentaire (n° 7415) de l'ancienne députée Myriam Cecchetti concernant l'impact du nettoyage du site sur la question de la levée de la protection nationale, l'ancienne Ministre de l'Environnement est restée plutôt vague et s'est référée à des rapports qui ne fourniraient pas de conclusions définitives. Elle a pourtant annoncé la mise en place d'un contrôle régulier des eaux souterraines sur une année hydrologique afin d'évaluer l'impact du nettoyage du puits sur les eaux souterraines. Les résultats de ce monitoring permettraient ensuite de définir des mesures d'assainissement éventuelles à mettre en œuvre au niveau des eaux souterraines et de clarifier la question de la démolition ou non des bâtiments, dont la tour de brassage.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Biodiversité et du Climat et à Monsieur le Ministre de la Culture :

- 1) Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il nous fournir les résultats des analyses effectuées dans le cadre du monitoring prémentionné ?
- 2) Quelles conclusions relatives à d'éventuelles mesures d'assainissement à mettre en place au niveau des eaux souterraines ont pu être tirées à la fin du monitoring ?



3) Dans l'affirmative, ces mesures d'assainissement permettront-elles la conservation de la tour de brassage ?

4) Monsieur le Ministre de la Culture, est-il prêt à reprendre la tour dans l'inventaire des monuments classés au patrimoine national au cas où la pollution dans les zones concernées aurait pu être maîtrisée ?

5) Dans la négative, quels éléments s'y opposeraient ?

Réponse (24/06/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) Le monitoring des eaux souterraines sur le site de l'ancienne brasserie de Diekirch a été arrêté dans le contexte de la procédure de cessation d'activité et à la suite d'un incendie qui a eu lieu sur le site en question.

Le monitoring s'achève en juin de cette année. Les résultats les plus récents datant du 24 novembre 2023 montrent des dépassements des valeurs de référence pour plusieurs paramètres analytiques, entre autres pour les hydrocarbures (HC C10-C40), l'indice phénol et des métaux lourds. Le détail des résultats est consultable dans le rapport n° 1905/2/30-m4 du 4 janvier 2024 rédigé par le bureau agréé Soletude¹¹.

ad 2) Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7415 du 22 décembre 2022, la Ministre ayant eu l'environnement dans ses attributions a précisé que des conclusions définitives relatives à d'éventuelles mesures d'assainissement à mettre en place au niveau des eaux souterraines ne pourront être formulées qu'à la fin des travaux de monitoring des eaux souterraines (voir réponse à la question 1). Néanmoins, l'adaptation du plan de travail pour les travaux d'assainissement du sol et des eaux souterraines, tenant compte des résultats les plus récents, est en cours. Ce plan inclut la mise en place d'une unité de filtration spécifique (type à définir selon les polluants identifiés) pendant le chantier de dépollution.

ad 3) Considérant que les planifications des travaux d'assainissement ne sont pas achevées, il n'est à ce stade pas possible de répondre à cette question.

ad 4) Dans l'hypothèse où les résultats du monitoring et d'éventuelles mesures d'assainissement entreprises démontrent que la pollution sur le site a pu être suffisamment maîtrisée et que la démolition de la tour de brassage ne s'impose plus pour des raisons environnementales, une réévaluation de la situation pourrait être envisagée.

Dans ce contexte, le classement en tant que patrimoine culturel national de la tour de brassage de Diekirch pourrait faire l'objet d'un examen approfondi.

ad 5) Cf. réponse à la question 4.

Faillles critiques identifiées dans le système Media Relay System (MRS) utilisé par la Police grand-ducale | Question 2319 (14/05/2025) de **M. Ben Polidori** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

À la suite des révélations d'un expert allemand en cybersécurité, relayées par le média golem.de, des failles critiques ont été identifiées dans le système Media Relay System (MRS) de la société Infodraw, utilisé par la Police grand-ducale. La société Infodraw, entreprise établie en Israël, est citée dans plusieurs rapports pour avoir ignoré les alertes répétées

d'experts en cybersécurité concernant les failles critiques de son système MRS.

Ce logiciel, destiné à la transmission de flux audio et vidéo provenant de dispositifs comme des bodycams ou des drones, aurait présenté des vulnérabilités permettant un accès non autorisé à des données sensibles, voire leur altération ou leur suppression.

Selon les recommandations formulées par des experts, les organisations concernées devaient réagir rapidement en déconnectant immédiatement les serveurs vulnérables ou, à défaut, en appliquant des mesures de confinement supplémentaires.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Premier ministre :

1) Les résultats préliminaires permettent-ils d'exclure formellement toute compromission de données ? Des investigations complémentaires sont-elles en cours concernant d'éventuelles formes d'intrusion ?

2) La Police grand-ducale a-t-elle suivi les recommandations internationales en matière de réponse à incident, notamment la mise hors ligne immédiate du serveur, la restriction des accès par VPN ou IP filtré, et l'ouverture d'une analyse forensique complète ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il, dans ce contexte, d'exclure ce fournisseur de futurs marchés publics ou de faire valoir d'éventuelles responsabilités contractuelles ?

4) De manière plus large, comment le Gouvernement entend-il garantir que tous les fournisseurs de solutions critiques pour la sécurité publique respectent pleinement les standards industriels, notamment en matière de gestion des vulnérabilités et de publication rapide de correctifs ?

5) Le cadre réglementaire luxembourgeois impose-t-il actuellement des obligations explicites en la matière aux fournisseurs technologiques actifs dans la sécurité publique ? Si non, une réforme est-elle envisagée ?

6) Au regard de la situation politique actuelle et des liens identifiés entre certaines entreprises technologiques israéliennes et les actions militaires du Gouvernement israélien, le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il serait opportun, dans une logique de souveraineté, de résilience et de stratégie numérique, de suspendre le recours aux produits et services proposés par des sociétés établies en Israël, et de privilégier à l'avenir des solutions développées au sein de l'Union européenne ?

Réponse (12/06/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) À l'heure actuelle, il n'existe aucune indication permettant de constater que des données d'utilisateurs aient été exfiltrées. Par ailleurs, les enquêtes complémentaires ne donnent pas d'indication sur d'autres formes d'intrusion.

ad 2) La police a toujours respecté les consignes internes et, en particulier, sa procédure de gestion des événements de sécurité. Le serveur a immédiatement été mis hors service par le gestionnaire en fonction et le fait a été rapporté aux autorités de justice, lesquelles ont chargé le Service de police judiciaire de mener une enquête. Le Comité pour la progression de la sécurité de l'information interne a analysé la situation et identifié des pistes d'amélioration afin d'éviter des faits pareils à l'avenir, notamment une modification de l'infrastructure informatique.

Les acteurs concernés se sont concertés dans quelle mesure des contrôles/vérifications ad hoc pourraient encore être intensifiés.

ad 3) Au vu de l'absence d'indications sur une éventuelle extraction de données, tel qu'expliqué dans la réponse à la question 1, le Gouvernement n'envisage pas d'engager la responsabilité contractuelle du fournisseur.

De manière générale, les systèmes de la police sont régulièrement soumis à des « vulnerability checks », et chaque solution utilisée doit bien entendu répondre aux normes de sécurité nécessaires. À l'avenir, chaque nouveau produit sera soumis à des analyses de sécurité encore plus précises.

ad 4) Le règlement (UE) 2024/2847 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 concernant des exigences de cybersécurité horizontales pour les produits comportant des éléments numériques et modifiant les règlements (UE) n° 168/2013 et (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2020/1828 (règlement sur la cyberrésilience – CRA) définit notamment les exigences essentielles de cybersécurité relatives aux processus de gestion des vulnérabilités mis en place par les fabricants pour garantir la sécurité des produits comportant des éléments numériques durant toute leur période d'utilisation. Le règlement instaure également des obligations incombant aux opérateurs économiques en ce qui concerne ces processus.

En matière de gestion des vulnérabilités, le but du CRA est notamment de responsabiliser les fabricants tout au long du cycle de vie des produits numériques, de réduire le temps de réaction entre la découverte d'une vulnérabilité et la diffusion d'un correctif ainsi que d'harmoniser la gestion des vulnérabilités à l'échelle européenne.

Les fabricants de produits comportant des éléments numériques doivent mettre en place un processus de gestion des vulnérabilités documenté et proportionné, comprenant les étapes suivantes :

- l'identification et analyse continue des vulnérabilités de sécurité ;
- la mise en œuvre de mesures correctives efficaces ;
- la publication de correctifs de sécurité dans des délais raisonnables ;
- la communication aux utilisateurs sur les vulnérabilités connues et les mises à jour disponibles ;
- l'obligation de maintenir un mécanisme de surveillance active après la mise sur le marché du produit.

Le CRA distingue trois niveaux de produits selon leur niveau de risque et d'impact sur la cybersécurité (produits normaux, produits importants et produits critiques). Ces distinctions déterminent des exigences de conformité différenciées, notamment en matière de gestion des vulnérabilités, d'évaluation de la conformité, et de notification des incidents.

Le règlement précité a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 20 novembre 2024. À partir du 11 septembre 2026 les fabricants devront notifier les vulnérabilités activement exploitées et les incidents graves. À partir du 11 décembre 2027, les fabricants devront également implémenter les exigences de cybersécurité et de gestion des vulnérabilités pour les produits mis sur le marché.

ad 5) Le cadre réglementaire national en vigueur n'impose actuellement pas d'obligations particulières en matière de cybersécurité pour les fournisseurs actifs dans le domaine de la sécurité publique.

Le CRA établit des règles horizontales de cybersécurité qui ne sont pas spécifiques aux secteurs ou à certains produits comportant des éléments numériques. Le règlement précité confère à la Commission

¹¹ Une version numérique de ce rapport peut être demandée à l'adresse suivante : infos@ae.v.etat.lu.

européenne le pouvoir d'adopter des actes délégués afin d'adapter la liste des produits critiques ou exiger une certification européenne de cybersécurité obligatoire.

ad 6) Le Gouvernement estime qu'il convient de privilégier des produits et services informatiques développés au sein de l'Union européenne.

Législation en matière d'armes à feu | Question 2320 (14/05/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La récente réforme de la législation luxembourgeoise en matière d'armes à feu soulève un ensemble de questions concernant la mise en œuvre pratique et l'impact concret de ce nouveau cadre légal. Dans ce contexte, je souhaiterais obtenir des précisions sur l'état actuel du fichier national des armes ainsi que sur les diverses autorisations et vérifications mises en place depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle législation.

Je me permets donc de poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Combien d'armes sont actuellement enregistrées dans le fichier national du Ministère de la Justice, et combien de nouveaux enregistrements ont été réalisés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ?

2) Combien d'autorisations de détention d'armes et de permis de port d'armes ont été délivrés au total, et combien depuis l'entrée en vigueur de la réforme ?

3) Quelle est la répartition des autorisations et des permis renouvelés par catégorie, notamment pour les catégories B et C, les armes de chasse, de sport, spéciales, de défense ou professionnelles ?

4) Combien de permis ont été délivrés à des fins historiques, culturelles ou sportives ?

5) Combien d'armes et de munitions prohibées (catégorie A) ont pu être détectées ?

6) Combien d'armes ont été neutralisées depuis l'entrée en vigueur de la loi ?

7) Combien d'autorisations pour mineurs ont été délivrées, et combien d'accords parentaux ont été donnés ou refusés ?

8) Combien d'armuriers sont actuellement actifs au Luxembourg, et combien d'agréments ont été renouvelés ?

9) Combien de contrôles ont été effectués par la police auprès des armuriers ?

10) Combien de retraits ou suspensions d'autorisations ou de permis ont été opérés, et pour quels motifs ?

11) Combien d'attestations médicales ont été produites, et combien de vérifications de la dangerosité ont été effectuées ?

12) Combien de contre-indications médicales ont été relevées, et de quelle nature étaient-elles ?

13) Combien de recours ont été introduits contre des décisions de refus d'autorisation ou de permis, et avec quels résultats ?

14) Combien de condamnations ont été prononcées suite à des infractions en lien avec les nouvelles dispositions légales, et quelles peines ont été infligées ?

Réponse (19/06/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) À l'heure actuelle, 98.022 armes sont enregistrées dans le fichier national du Ministère de la Justice. 2.105 nouveaux enregistrements sont intervenus

depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions.

ad 2) Au total, 18.514 autorisations de détention d'armes et permis de port d'armes ont été délivrés. Parmi ceux-ci, 1.847 autorisations de détention d'armes et permis de port d'armes ont été délivrés depuis le 1^{er} mai 2022, date d'entrée en vigueur de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions.

ad 3) La répartition des autorisations en cours de validité selon les catégories demandées se présente comme suit :

Chasse : 2.500

Sport : 8.887

Spécial cadre professionnel (gardiennage) : 707

Spécial cadre défense : 33

ad 4) 9 permis ont été délivrés à des fins historiques.

26 permis ont été délivrés à des fins culturelles.

8.887 permis ont été délivrés à des fins sportives.

ad 5) Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions et jusqu'en mai 2025, 1.202 objets de la catégorie A ont été détectés, à savoir des armes qui ont été saisies ou auxquelles les propriétaires ont renoncé.

ad 6) 12 armes ont été neutralisées depuis le 1^{er} mai 2022.

ad 7) 21 autorisations ont été délivrées à des mineurs dans le cadre du tir sportif ou de la chasse, aucun accord parental n'ayant fait l'objet d'un refus.

Il est important de noter que selon l'article 25 (5) de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions :

– Aucune autorisation d'achat ne peut être délivrée à un mineur.

– La délivrance d'une autorisation à un mineur n'est permise que si le mineur a atteint l'âge révolu de seize ans s'il s'agit d'armes à feu, ou l'âge de onze ans s'il s'agit d'armes non à feu, et si une personne exerçant sur ce mineur l'autorité parentale y a consenti par écrit. La délivrance d'un permis de port d'armes de sport pour des armes non à feu à un mineur à partir de l'âge de onze ans est par ailleurs soumise à la condition qu'une recommandation en ce sens ait été émise par une fédération de tir sportif agréée par le Ministre ayant les sports dans ses attributions en faveur du mineur concerné.

– Le mineur ne peut exercer le tir sportif ou la chasse qu'en présence et sous la responsabilité d'une personne exerçant sur lui l'autorité parentale ou d'une personne majeure titulaire depuis au moins deux ans d'un permis de port d'armes délivré aux mêmes fins que celui dont le mineur concerné est titulaire.

ad 8) 13 armuriers sont actifs au Luxembourg et 6 agréments ont été renouvelés.

ad 9) Les contrôles suivants ont été effectués par la police auprès des armuriers sur réquisition du Ministère de la Justice conformément à l'article 22 de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions (conditions de stockage des armes et munitions par les armuriers et les commerçants d'armes) :

– En 2022, 3 contrôles ont été effectués ;

– En 2023, 5 contrôles ont été effectués ;

– En 2024, 5 contrôles ont été effectués ;

– Jusqu'en mai 2025, 5 contrôles ont été effectués.

ad 10) Des retraits (révocations) ont été effectués dans 28 cas et des suspensions temporaires ont été décidées dans 20 cas. Les motifs justifiant de telles mesures sont notamment des violences domestiques, des coups et blessures volontaires, des menaces, des troubles mentaux, des tentatives de suicide ou encore le stockage non conforme.

ad 11) 11.895 attestations médicales ont été produites et 9 vérifications de la dangerosité ont été effectuées.

ad 12) Dans 12 cas, des contre-indications médicales ont été relevées, dont notamment des délires paranoïaques, des tentatives de suicide ou encore d'autres troubles de la santé mentale.

ad 13) Après l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions, intervenue le 1^{er} mai 2022, 8 décisions administratives de refus ou de révocation prises en matière d'armes ont fait l'objet d'un recours devant les juridictions administratives, et les résultats de ces recours se présentent comme suit :

– Dans une affaire, le recours contre la décision de révocation a été rejeté par le tribunal administratif en première instance, et ce jugement de rejet a été confirmé en appel par la Cour administrative ;

– Dans deux affaires, le recours contentieux contre un refus a été abandonné par le requérant alors que les demandes en cause ont finalement pu être accordées par le Service armes et gardiennage ;

– Dans une affaire, le recours contre la décision de révocation a été plaidé devant le tribunal administratif et les parties sont en l'attente du jugement à intervenir ;

– Dans une affaire, le recours contre la décision de révocation a été rejeté par le tribunal administratif en première instance, et le délai d'appel est toujours en cours ;

– Dans trois affaires, le recours contre la décision de révocation est en l'attente des plaidoiries devant le tribunal administratif.

ad 14) Les tableaux[†] n° 1 et 2 ci-dessous renseignent sur les chiffres demandés tels que ces données sont mises à la disposition par les autorités judiciaires.

Les condamnations correspondent au nombre de personnes condamnées par décision définitive, pour lesquelles plus aucun recours n'est possible ou en cours. Il s'agit des inscriptions définitives au casier judiciaire, donc des décisions coulées en force de chose jugée.

Il est à noter qu'une même décision peut contenir des condamnations à plusieurs peines, de sorte que les chiffres du tableau n° 2 peuvent diverger de ceux du tableau n° 1. À noter aussi qu'une peine ne correspond pas nécessairement à une infraction précise, dès lors qu'une décision judiciaire peut sanctionner plusieurs infractions d'une même peine.

Sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale | Question 2321 (14/05/2025) de M. Georges Engel (LSAP)

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre du Travail à la question parlementaire n° 2218, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Dans votre réponse concernant les participants au « Sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale », vous indiquez ne pas pouvoir divulguer les noms des participants en raison de la confidentialité des données. Je m'étonne toutefois que les noms des représentants officiels d'organisations, d'institutions ou de pays ne puissent être communiqués, alors que, dans de nombreux autres sommets internationaux, la liste des participants est rendue publique. Je constate d'ailleurs que les photos de plusieurs intervenants ont été publiées sur les réseaux sociaux, notamment sur des pages administrées par le Ministère du Travail. Pourriez-vous

m'expliquer pourquoi vous ne pouvez pas divulguer les noms des leaders, parties prenantes, figures clés des écosystèmes et organisations ayant participé au sommet dans votre réponse, alors que ces mêmes personnes apparaissent sur les réseaux sociaux ainsi que sur le site Internet : <https://globalgovsummit.lu/gallery> ?

2) Dans votre réponse à la question n° 4 de la question parlementaire n° 2218 vous mentionnez avoir invité des acteurs majeurs de l'écosystème luxembourgeois, dans le but de favoriser les échanges et les mises en relation. Pourriez-vous m'indiquer l'identité de ces acteurs ou, si cela n'est pas possible pour des raisons liées à la protection des données, pourriez-vous me préciser au moins les institutions qui étaient représentées ?

3) Monsieur le Ministre, peut-il également m'éclairer sur ce qu'il entend par « innovation sociale » et m'expliquer pourquoi aucune rubrique dédiée à ce sujet ne figure actuellement sur le portail de l'économie sociale et solidaire ?

Réponse (19/05/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Aucune divulgation de données personnelles, dont les noms des participants, ne peut se faire sans le consentement exprès des personnes concernées.

ad 2) En raison de la confidentialité des données, je ne peux divulguer des informations sur les noms des participants. Je vous prie néanmoins de trouver ci-dessous la liste des acteurs invités :

- Ambassade de la République de l'Équateur
- Ambassade de la République de Serbie
- Ambassade de la République démocratique socialiste du Sri Lanka
- Ambassade de la République des Maldives
- Ambassade de la République d'Ouganda
- Ambassade de la République du Botswana
- Ambassade de la République du Liberia
- Ambassade de la République du Malawi
- Ambassade de la République du Zimbabwe
- Ambassade d'Islande
- Ambassade du Commonwealth de la Dominique
- Ambassade d'Ukraine
- Appui au développement autonome
- Association luxembourgeoise des fonds d'investissement
- Banque européenne d'investissement
- Centre for Ecological Learning Luxembourg
- Chambre de Commerce
- CleanSomethingForNothing SARL-S SIS
- Conseil supérieur pour un développement durable
- Dalza SARL SIS
- Digital Learning Hub
- Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg
- Fédération des industriels luxembourgeois
- Fédération des jeunes dirigeants
- Fondation de Luxembourg
- Fondation IDEA
- Fondation Losch
- Fondation Prairial
- GovTechLab
- House of Entrepreneurship
- House of Startups
- House of Sustainability
- Inspiring More Sustainability Luxembourg ASBL
- Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises
- Jonk Entrepreneurs Lëtzebuerg ASBL
- LuxDev – Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
- Luxembourg Business Angel Network

- Luxembourg House of Financial Technology
- Luxembourg School of Business
- Luxembourg Sustainable Finance Initiative
- LuxFLAG
- Luxinnovation
- Ministre de la Culture
- Ministre de la Digitalisation
- Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
- Ministre de la Fonction publique
- Ministre de la Justice
- Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
- Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
- Ministre de l'Économie
- Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité
- Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
- Ministre des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur
- Ministre des Affaires intérieures
- Ministre des Finances
- Ministre d'État
- Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
- Mouvement écologique
- Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte
- On.Perfekt
- Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire
- Université du Luxembourg

ad 3) Conformément aux dispositions des recommandations du Conseil de l'Union européenne du 27 novembre 2023 relatives à la mise en place des conditions-cadres de l'économie sociale, l'innovation sociale est « une activité dont les fins ainsi que les moyens revêtent un caractère social et, en particulier, une activité portant sur la conception et la mise en œuvre de nouvelles idées concernant des produits, services, pratiques et modèles, qui répond à des besoins sociaux tout en créant de nouvelles relations ou collaborations sociales entre les organisations publiques, de la société civile ou privées, bénéficiant ainsi à la société et renforçant la capacité de celle-ci à agir, au sens du règlement (UE) 2021/1057. L'innovation sociale est souvent guidée par l'économie sociale. »

Les dernières années, l'accent a été mis sur l'économie sociale et solidaire comme l'innovation sociale va souvent de pair avec l'économie sociale et solidaire.

Structures pour mineurs non accompagnés | Question 2323 (15/05/2025) de Mme Francine Closener (LSAP)

Am Rapport annuel vum Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend vun 2024 ass op de Säiten 135–138 eng Lëscht mat de Projete vum Service de réalisation et rénovation ze fannen. Hei ginn ënnert anerem siwe Projeten opgelëscht fir Strukturen fir Mannerjäreger, déi ouni d'Begleitung vun engem Erwuessenen op Lëtzebuerg komm sinn, fir hei eng Demande de protection internationale ze stellen – déi sougenannte Mineurs non accompagnés (MNA). Des Weidere si véier SLEMO-Projeten opgelëscht, wou Jonker bis 27 Joer betreit wunne kënnen, woubäi dës Strukturen

alle Jonken opstinn an net just Persounen, déi eng Demande de protection internationale gemaach hunn.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Education, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Strukturen am Land kënnen aktuell Mineurs non accompagnés ophuelen?

Wéi vill Kanner a Jugendlecher kënnen an dës Strukturen jeeeweils maximal opgehol ginn?

Bei wéi vill Prozent louch d'Auslaaschtung vun dës Strukturen jeeeweils am Joer 2024?

2. Wéi vill MNAe sollen an Zukunft zousätzlech kënnen opgehol ginn, duerch déi am Rapport annuel virgesinne Projeten?

Gëtt et entre-temps nach weider Projeten, déi nach net am Rapport annuel vun 2024 opgelëscht goufen?

Falls jo, wou sinn déi nei Strukturen geplangt, wéi vill zousätzlech Plaze sollen duerch dës(e) Projet(en) entstoen an ab wéini sollen d'Strukture kënnen benotzt ginn?

3. Geet déi aktuell Unzuel u SLEMO-Plazen duer, fir och där staarker Demande vusäit vun de jonke Bénéficiaires de protection internationale gerecht kënnen ze ginn?

4. Wéi sinn d'SLEMOen opgestallt, fir Persounen mat Fluchterfahrung an z. B. engem Krichstrauma adequat encadréieren ze kënnen?

5. Sinn zousätzlech spezifesch Strukturen fir den Encadrement vu jonken Erwuessene mat Fluchterfahrung geplangt?

Falls jo, wou a wéi vill zousätzlech Plaze solle geschaf ginn?

Réponse (20/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Struktur Primo-accueil pour mineurs non accompagnés verfüügt iwwer 18 fest Plazen. Hei ginn d'Mineurs non accompagnés (MNA) nëmme fir eng kuerz Zäit opgehol, bis si an eng passend Follgestruktur weidergeleet ginn.

Am Ganze gëtt et 15 Follgestruktur fir MNA, déi vu véier verschiddene Prestatairë bedriwwen ginn. Zesumme stellen dës Strukturen aktuell 159 Plazen zur Verfügung.

D'Zuel vun den MNA, déi zu engem bestëmmte Moment ukommen, ass schwéier virauszesoen. Grondsätzlich kann een awer soen, datt d'Kapazitéiten de Besoinen am Allgemengen entsprechen.

ad 2. Fir d'Joer 2025 an 2026 si véier nei Strukturen mat insgesamt 51 Plaze geplangt. Dës sollen zu Beetebuerg, Houschent a Waasserbëlleg entstoen.

ad 3. Bis zum Alter vu 27 Joer huet all Jonken, deen zu Lëtzebuerg Resident ass, d'Urecht, eng Demande fir eng SLEMO-Mesure ze stellen. Op Basis vum Dossier vum Jonke gëtt evaluéiert, ob dës Mesure sengen individuelle Besoinen entsprécht oder ob d'Konzept vum Jugendwunnen eventuell méi ugepasst wier.

D'Auslaaschtung an de SLEMO-Wunnenge ka vun Dag zu Dag variéieren. De Ministère fir Education, Kanner a Jugend ass beméit, all Joer nei zousätzlech Plazen am Kader vum SLEMO-Dispositif ze schafen, fir esou besser op d'Demande kënnen anzegoen.

ad 4. Wéi et am Cadre de référence national de l'aide à l'enfance et à la famille virgesinn ass, läit et an der Verantwortung vun all Träger, dee SLEMO-Plaze gëréiert, säi Personal esou ze forméieren, datt et op déi spezifesch Besoinen vun de Jonken agoe kann.

Um Niveau vun der Agence de formation vun der FEDAS gi spezialiséiert Formatiounen ugebueden, déi sech un d'Personal riichten, dat mat MNA schafft. Dës

Formatiounen stinn och dem Personal aus de SLEMO-Strukturen zur Verfügung.

Jonk Erwuessener mat Fluchterfahrung kënnen iwwer den Office national de l'enfance (ONE) eng Demander fir eng psychologesch oder psychotherapeutesch Consultatioun stellen.

ad 5. Jonk Erwuessener mat Fluchterfahrung kënnen op déi besteeënd Mesuren aus dem Dispositif vun der Aide à l'enfance et à la famille zeréckgräfen, dorënner de Logement encadré, psychologesch a psychotherapeutesch Consultatiounen.

Remboursement par la CNS des photographies dermatologiques | Question 2324 (15/05/2025) de M. Gusty Graas (DP)

Le règlement grand-ducal du 18 décembre 2024, modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, prévoit, selon mes informations, de supprimer le remboursement par la Caisse nationale de santé (CNS) des actes associés à la photographie dermatoscopique, une technique utilisée pour le suivi des lésions cutanées à haut risque de développement d'un cancer de la peau. Depuis l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, fixée au 1^{er} janvier 2025, le coût de cet acte est intégralement à la charge du patient, pour un montant s'élevant à 70 euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment la Commission de nomenclature a-t-elle motivé sa décision de suppression du remboursement par la CNS des photographies dermatologiques précédemment couvertes dans l'ancienne nomenclature ?

2) Dans le cadre de cette révision, un avis consultatif a-t-il été sollicité auprès de la Société luxembourgeoise de dermatologie ou d'autres instances médicales compétentes ? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions formulées par ces organismes ?

3) Madame la Ministre peut-elle fournir le montant annuel total des remboursements effectués par la CNS pour ces actes de photographie dermatoscopique au cours des cinq dernières années ainsi que le nombre moyen de patients ayant bénéficié de ces prestations sur la même période ?

Réponse (02/06/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Étant donné qu'un acte intitulé « photographie dermatoscopique » n'existait pas au niveau de la section 8 « Dermatologie » du chapitre 1^{er} de la deuxième partie du tableau des actes et services du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie avant les modifications visées, nous sous-entendons que la question parlementaire vise l'ancien acte 1D82 « Dermatoscopie documentée pour lésions naeviques multiples avec examen complet de l'organe peau seulement dans le cadre de naevus atypique, à partir de 14 ans, non renouvelable avant 6 mois – CAC ». Cet acte a été remplacé par l'acte CKQ12 « Examen complet du tégument par un médecin spécialiste en dermatologie, avec dermatoscopie, non renouvelable avant 6 mois – CAC ».

ad 2) La refonte de la section 8 « Dermatologie » du chapitre 1^{er} de la deuxième partie du tableau des actes et services du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des

actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie a été adoptée après des discussions préalablement menées entre la CNS et la Société luxembourgeoise de dermatologie vénérologie.

ad 3) Comme indiqué plus haut par le règlement grand-ducal du 13 décembre 2024, modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie-maternité, l'acte en position 27) « Dermatoscopie documentée pour lésions naeviques multiples avec examen complet de l'organe peau seulement dans le cadre de naevus atypique, à partir de 14 ans, non renouvelable avant 6 mois – CAC 1D82 » de l'ancienne nomenclature a été remplacé par l'acte en position 4) « Examen complet du tégument par un médecin spécialiste en dermatologie, avec dermatoscopie, non renouvelable avant 6 mois – CAC CKQ12 ». La photographie dermatoscopique fait partie de ces actes qui désignent des examens dermatoscopiques complets.

Le nombre moyen d'assurés ayant bénéficié d'une prise en charge d'un examen dermatoscopique complet entre 2021 et 2024 s'établit à 17.673 assurés et le montant annuel moyen pris en charge par l'assurance maladie-maternité pour ces assurés s'établit à quelque EUR 354.900 sur la période respective. Au cours du premier trimestre 2025, 11.129 assurés ont bénéficié d'une prise en charge par l'assurance maladie-maternité du nouvel acte CKQ12 pour un montant de quelque EUR 217.300.

Pénurie du médicament « Duloxétine » | Question 2327 (15/05/2025) de Mme Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

D'après nos informations, il semble que le médicament « Duloxétine » n'est soudainement plus disponible, ni sous sa forme originale, ni sous forme de médicament générique. Il s'agit là d'un antidépresseur fort, utilisé notamment chez des patients présentant un trouble dépressif majeur ainsi que chez des patients atteints de trouble d'anxiété. D'où l'importance de pouvoir disposer à nouveau de ce médicament dans les meilleurs délais.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) La Direction de la santé est-elle au courant de la pénurie soudaine de Duloxétine ?

2) Qu'est-ce qui a été entrepris afin de pouvoir remédier à cette situation et à partir de quand le médicament sera-t-il à nouveau disponible ?

3) Quelles sont les mesures prises pour éviter de telles ruptures de médicaments, intervenues dans ce cas quasiment du jour au lendemain ?

Réponse (10/06/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le 8 octobre 2024, la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) de la Direction de la santé a été informée par la société Eli Lilly Benelux de l'arrêt de commercialisation de ses médicaments à base de duloxétine sur le marché luxembourgeois (CYMBALTA®, YENTREVE®). La date d'arrêt effective a été fixée au 15 avril 2025.

Cette information a été communiquée aux parties prenantes par la DPM le 28 octobre 2024 pour pouvoir recueillir d'éventuels avis. En concertation avec la DPM, la société Eli Lilly Benelux a également rédigé un courrier destiné aux médecins et pharmaciens, visant à les aider à anticiper cet arrêt. Ce courrier[†] a

été validé pour diffusion le 18 décembre 2024 et est annexé à la présente.

ad 2) L'arrêt de commercialisation a été analysé par la DPM et les conclusions étaient les suivantes :

- Les médicaments à base de duloxétine ne font pas partie des médicaments critiques de l'Union européenne¹² ;
- Le Luxembourg ne les a pas identifiés comme critiques dans le cadre de l'élaboration de cette même liste. En France, ces médicaments ne sont pas non plus inscrits parmi les MITM (Médicaments d'Intérêt Thérapeutique Majeur), pour lesquels les laboratoires doivent établir un plan de gestion des ruptures. Au Luxembourg, la société Viatris commercialise actuellement neuf génériques de médicaments à base de duloxétine. Jusqu'à présent ces génériques occupaient une part de marché marginale face aux spécialités originales. La demande accrue a entraîné des tensions d'approvisionnement sur plusieurs présentations de produits Viatris. Toutefois, un retour à la disponibilité est prévu pour le 28 mai 2025 pour plusieurs d'entre elles. En cas d'indisponibilité totale au niveau national, les pharmaciens ont la possibilité d'importer des spécialités équivalentes depuis les pays limitrophes.

ad 3) L'équipe dédiée à la gestion des indisponibilités au sein de la DPM assure un suivi continu des ruptures d'approvisionnement en médicaments. Lorsqu'une rupture est anticipée, comme ce fut le cas pour la duloxétine, une évaluation est menée et des mesures d'atténuation sont mises en œuvre.

Dans le cas présent :

- L'arrêt de commercialisation a pu être identifié plusieurs mois à l'avance ;
- Les acteurs concernés ont été informés en amont ;
- Un courrier explicatif a été diffusé aux professionnels de santé ;
- Des solutions alternatives, telles que l'importation depuis des marchés étrangers, ont été validées.

Par ailleurs, dans un souci permanent de sécurisation de l'approvisionnement en médicaments, la DPM accompagne activement les firmes pharmaceutiques dans l'enregistrement et la commercialisation de spécialités, en particulier dans les domaines thérapeutiques où les alternatives sont limitées.

Arrêt de tram à Wickrange | Question 2328 (15/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ee „Wort“-Artikel vum 23. Dezember 2024 hat be-riicht, dass tëschent der Stad an dem Belval ee weide-ren Tram-Arrêt kéint kommen. D'Ministesch huet dës Informatioun an der Äntwert op meng parlamenta-resch Froen N° 1714 an 1889 bestätegt.

Et ass verdächtig, dass direkt nieft der Opfaart de Projet GridX vum Besëtzer vun der selwechter Bau-firma gebaut gëtt, wéi d'„Wort“ schonn am Artikel er-kannt hat. „Die Haltestelle würde in direkter Nähe zum GridX entstehen. Das Großprojekt der Giorgetti-Gruppe [...]“

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Op d'Fro, firwat de Giorgetti-Grupp d'Opfaart baut, do hat d'Ministesch geäntwert: „Bei den ëf-fentlechen Ausschreibungen huet dës Bau-firma déi

¹² <https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory-overview/post-authorisation/medicine-shortages-availability-issues/availability-medicines-during-crises/union-list-critical-medicines>

gënschtgegst Offeren ofginn an deemno och hei den Zouschlag kritt.“ „Entsprechend der Gesetzgebung ginn d'Offere vun deenen Entrepreneuren zeréckbehalen, déi no der Erfüllung vun alle Krittären déi beschte ekonomesch Offer ofginn hunn. Falls keng zousätzlech Krittäre fir den Zouschlag festgeluecht sinn, kritt déi gënschtgegst konform Offer den Zouschlag.“

– Firwat goufe keng Krittären an dës effentlech Ausschreibung agebaut, déi Firmen ausschléissen, déi een Eegeninteresse um Projet kéinten hunn a vun de Retombéeën vum Bauprojet profitéieren?

2. Ass et ënnert dem aktuelle Marché-publics-Gesetz méiglech, dass eng Firma iwwert eng aner Sociéitéit de Projet kéint kréien?

3. De Premierminister huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun eng Upassung vum Gesetz iwwert d'Marchés publics ugekënnegt, am Kader vu Wandkraaft-rieder.

– Wäert d'Regierung dofir suergen, dass d'Reegele vun den Ausschreibungen méi streng ginn, esou dass keng Firma kann un enger Ausschreibung deelhuele, wou si selwer Interessien huet a finanziell oder strateegesch duerno vum Projet profitéiert?

Réponse (10/06/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro zousätzlech Informatiounen zu de lafenden Aarbechten op der Héicht vum aktuellen Echangeur zu Steebrécken.

ad 1. Wéi schonn a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1889 duergeluecht handelt et sech hei net ëm eng eegen Opfaart fir ee Projet, mee ëm eng nei Ubannung un d'N13, déi anescht net machbar gewiescht wier. Mam neien Echangeur Steebrécke wäert d'ganz Ëmgéigend an och de Verkéier op der Autobunn daitlech profitéieren.

Natierlech kënnen verschidde Krittäre virgesi ginn, déi awer reng technesch Natur mussen sinn a sech ausschléisslech op d'Charakteristike vum „opérateur économique“ bezéie mussen – wéi beispillsweis seng Gréisst, Erfarungen, Referenzen oder technesch a finanziell Kapazitéiten. Esou Krittären droen dozou bäi, dass e Projet effizient an ouni Komplikatiounen realiséiert ka ginn.

Genee dës Dispositiounen vum Gesetz iwwer d'Marchés publics garantéieren deemno eng fair Konkurrenz a suergen dofir, dass déi ekonomesch gënschtgegst Offer den Zouschlag kritt – am Interesse vum Staat an domat och vun der Allgemeinheit.

ad 2. Eng Entreprise, déi e Marché public zougeschloe kritt huet, kann, wann de Bauhär d'Erlabnis gëtt, de Marché integral oder zu engem Deel soustrahéieren. Dat ass am Artikel 105 vum Executiounsreglement vum Marché-publics-Gesetz vum 8. Abrëll 2018 virgesinn.

ad 3. Dat aktuell Marché-publics-Gesetz gesäit Reegele vir, fir en Interessenkonflikt ze evitéieren (Artikel 13 vum Marché-publics-Gesetz vum 8. Abrëll 2018).

Développement d'infrastructures cyclables en milieu rural | Question 2329 (15/05/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Un nouveau projet de pistes cyclables a récemment été annoncé sur le CR154 entre Alzingen et Syren. Ce projet marque une avancée importante pour la mobilité active en dehors des centres urbains, mais suscite également certaines interrogations quant à ses caractéristiques techniques.

Des remarques relayées dans la communauté cycliste font état, par exemple, de tronçons hors agglomération dont la largeur serait inférieure au minimum de 1,5 mètre prévu par exemple dans les recommandations pour aménagements cyclables au Luxembourg publiées par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, ce qui ne permettrait pas de garantir la sécurité des usagers.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les caractéristiques techniques de la nouvelle piste cyclable sur le CR154, notamment en ce qui concerne la largeur prévue sur les tronçons situés hors agglomération ? Ces dimensions sont-elles conformes aux recommandations nationales en matière d'infrastructures cyclables rurales, notamment en termes de sécurité et de confort pour les cyclistes ? Des adaptations ou améliorations sont-elles envisagées pour cette infrastructure à court ou moyen terme, notamment concernant la largeur de la piste ou la signalisation ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle de fixer des standards minimaux plus ambitieux pour les futures pistes cyclables rurales, afin de garantir leur attractivité et leur sécurité ? D'autres projets pilotes similaires à celui du CR154, sont actuellement à l'étude ou prévus dans d'autres régions du pays ?

Réponse (10/06/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Monsieur le Député s'interroge sur la conformité et l'amélioration des caractéristiques techniques de la nouvelle piste cyclable entre Alzingen et Syren, ainsi que sur la mise en place de standards plus ambitieux pour les infrastructures cyclables rurales au Luxembourg.

ad 1) En ce qui concerne le tronçon hors agglomération entre Alzingen et Syren, il convient de noter que les voies cyclables suggestives disposeront, comme prévu, d'une largeur de 1,50 mètre et seront dotées d'un revêtement rouge. Le projet prévoit également une limitation de la vitesse à 50 km/h, ainsi que la mise en place de dispositifs constructifs visant à réduire la vitesse des véhicules motorisés.

Quant au tronçon situé à l'intérieur d'Alzingen, des concertations sont en cours avec la commune d'Hesperange afin de déterminer les modalités d'aménagement de ces voies dans le respect des recommandations nationales.

ad 2) Après la mise en œuvre de ce projet pilote, une attention particulière sera portée à son acceptation par les usagers afin d'évaluer la nécessité d'éventuelles adaptations, qu'elles soient d'ordre réglementaire ou infrastructurel en vue de garantir la sécurité des cyclistes.

Des réflexions sont en cours concernant d'autres projets similaires, mais il serait prématuré à ce stade de fournir davantage de détails.

Projet d'installation de nouveaux mâts d'éclairage sur l'autoroute A6 | Question 2330 (15/05/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon des informations publiées dans la presse, environ 700 nouveaux mâts d'éclairage seraient en cours d'installation sur le tronçon entre Luxembourg et la frontière belge. Cette orientation marque une évolution par rapport à la politique poursuivie ces dernières années, qui visait à réduire l'éclairage

autoroutier dans une logique d'efficacité énergétique et de limitation des nuisances lumineuses, tout en conservant un éclairage aux points critiques pour la sécurité routière, comme les tunnels, les échangeurs ou les zones à risque.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'un projet d'installation de nouveaux mâts d'éclairage est actuellement en cours sur l'autoroute A6, et s'agit-il effectivement d'un ajout de nouvelles structures plutôt que d'un remplacement d'infrastructures existantes ?

2) Quelles sont, selon Madame la Ministre, les sections exactes de l'A6 concernées par ces nouvelles installations ?

3) Quelles sont les raisons ayant motivé cette décision, notamment au regard des efforts récents visant à limiter l'éclairage autoroutier pour des raisons environnementales et climatiques ?

Réponse (03/06/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Monsieur le Député s'interroge sur les raisons et les détails du projet d'installation de nouveaux mâts d'éclairage sur l'autoroute A6, apparemment en contradiction avec la politique de réduction de l'éclairage autoroutier.

ad 1) Le projet d'éclairage public sur l'autoroute A6 vise à renouveler intégralement les mâts d'éclairage et des luminaires actuellement en service, principalement situés au niveau des échangeurs. Aucun mât ni luminaire supplémentaire n'est prévu le long de l'autoroute A6 dans le cadre de ce projet.

ad 2) Les sections concernées sont les suivantes :

- les bretelles du poste frontière de Sterpenich ;
- l'échangeur de Steinfort ;
- les bretelles de l'aire de Capellen ;
- l'échangeur de Mamer ;
- l'échangeur de Bridel ;
- l'échangeur de Strassen ;
- l'échangeur de Helfenterbruck ;
- la croix de Cessange ;
- la section courante actuellement éclairée entre l'échangeur Strassen et la croix de Gasperich qui n'est pas encore équipée de la technologie LED.

ad 3) Ce projet s'inscrit dans la continuité des efforts initiés par le précédent Gouvernement dans le cadre de la campagne d'économie d'énergie visant à renouveler les installations d'éclairage public par des équipements moins énergivores.

Compte tenu de l'ancienneté des mâts d'éclairage sur cette section d'autoroute et de l'évolution des normes techniques en matière d'éclairage, il a été décidé de procéder au remplacement non seulement des luminaires existants par la technologie LED, mais également des mâts.

Il convient également de noter que les luminaires prévus dans le cadre de la soumission répondent aux exigences techniques du « Leitfaden "Gutes Licht" im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg », publié en 2018 par le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Ainsi, le nouvel éclairage autoroutier tiendra parfaitement compte des objectifs environnementaux, climatiques et de sécurité et n'est donc pas en contradiction avec celles-ci.

Composition des conseils d'administration des offices sociaux | Question 2331 (15/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Gesetz vum 18. Dezember 2009 organisant l'aide sociale reegelt, wéi d'Offices sociaux funktionéieren. Dës gi vun engem Verwaltungsrot, wou d'Zesummesetzung jee no Office social aneschtens ka sinn.

A gréissere Gemengen, wéi zum Beispill der Gemeng Péiteng, wou nom Proporzsystem d'Gemengewalen ofgehalen ginn, gëtt zum Beispill d'Walresultat bei der Zesummesetzung vum Verwaltungsrot mat a Betruecht geholl. Dobäi si Memberen aus den Oppositionsparteie souwéi och Bierger:innen ouni Parteikaart am Verwaltungsrot dran, wat demokratesch ass an esou fir eng besser Kontroll a méi Transparenz suergt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Wéi steet de Minister zu enger Ännerung vum Gesetz, soudass a Proporzgemenge mat engem eegenen Office social, d'Walresultater bei der Zesummesetzung vum Verwaltungsrot respektéiert ginn (nom Péitenger Modell)?

Réponse (24/06/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'geännert Gesetz vum 18. Dezember 2009 organisant l'aide sociale, wéi och aner Gesetzer am Allgemengen, schafft e strukturelle Kader, an deem d'Offices sociaux solle funktionéieren. Fir d'juristesche Sécherheet ze garantéieren, geet de Gesetzestext net op all eenzel Eventualitéit oder lokal Partikularitéit an, mee definéiert en obligatoresche Grondkader.

Dëst ass och de Fall bei der Zesummesetzung vum Verwaltungsrot. D'Gesetz schreift net vir, dass dës nom politesche Proporz muss organiséiert ginn, mee léisst de Gemengen hei e gewëssene Spillraum, fir déi lokal Realitéiten a Besoine kënnen ze berücksichtegen. Dëst gëtt hinnen z. B. d'Méiglechkeet, och Fachexperten oder onofhängeg Vertrieeder anzesetzen.

D'Gemengen hunn deemno haut schonn d'Méiglechkeet, d'Resultat vun de Gemengewalen an d'Komposition vum Verwaltungsrot vum Office social afléissen ze loosse. Eng Ännerung vum Gesetz, fir dës Approche obligatoresch ze maachen, ass net virgesinn.

Détachement d'employés de LuxairGroup | Question 2332 (15/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Während der Covid-19-Kris war de lëtzebuergesche Loftfaartsektor staark betraff an déi lëtzebuergesch Fluggesellschaft Luxair huet zu dësem Zäitpunkt eng Rëtsch Mataarbechter u Ministèren a Verwaltungen dierfen detachéieren.

Notamment goufe bei der Inspektion sanitaire vum Gesondheitsministère d'Equipe vum Contact Tracing an der Health Helpline duerch eng ronn 70 Mataarbechter aus dem Luxair-Grupp verstärkt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir effentlechen Déngscht a fir Mobilitéit an effentlechen Aarbechten dës Fro stellen:

– Sinn haut nach ëmmer Mataarbechter vum Luxair-Grupp beim Lëtzebuerger Staat detachéiert? Wa jo, • wéi vill an a wat fir Verwaltungen schaffen dës Luxair-Mataarbechter?

• firwat sinn dës Mataarbechter nach ëmmer an engem Detachement beim Lëtzebuerger Staat?

Réponse (13/06/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Kontrakter am Kader vum „Prêt temporaire de main d'œuvre“ (PTMO) mat der Luxair SA goufen iwwert eng Period vu 5 Joer ënnerschriften. ↑

Propriétaire d'un ancien café situé au lieu-dit « Maulesmillen » | Question 2333 (16/05/2025) de M. André Bauler (DP)

No beim „Passage à niveau“ Maulesmillen ginn de Moment infrastrukturelle Aarbechten duerchgefouert. D'CFL schéngen op dësem Lieu-dit och am Besëtz vun engem fréiere Café ze sinn, ee Gebai, dat direkt un der Eisebunn läit an amgaang ass ze verfalen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics folgend Froe stellen:

1. Sinn d'CFL effektiv Proprietär vu dësem Gebai? Wa jo, wéini a firwat ass et kaaft ginn?

2. Wat ass mat dësem Gebai virgesinn?

Réponse (06/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de fréiere Café bei der Barrière op der Maulesmillen, zu deenen eis d'CFL folgend Informatiounen zoukomme gelooss hunn:

ad 1. Zanter dem Kaf am Joer 2020 gehéiert d'Gebai vum ale Café tatsächlech zum Patrimoine vum „Fonds du rail“. Et gouf opkaaft am Kader vun enger zukünfteger Suppressioun vum Passage à niveau 47a, deen sech direkt niewendru befënnt.

ad 2. Wéinst sengem schlechte bautechneschen Zoustand ass virgesinn, d'Gebai zäitno ofzerappen. D'Prozedur fir eng Ëmweltgeneemegung an deem Zesammenhang ass de Moment amgaang.

État de la route entre le Fridhaff et le Këppenhaff | Question 2334 (16/05/2025) de M. André Bauler (DP)

Op der Streck tëscht dem Fridhaff an dem Këppenhaff Richtung Éislek ass zanter Méint eng Spuer op ronn 300 Meeter an engem ganz schlechten Zoustand. D'Strooss ass hei agesackt an hängt zu senger Säit, well den Ënnergrond net méi stabil ass.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics folgend Froe stellen:

1. Wéini gëtt dës Streckenofschnëtt erneiert?

2. Gëtt et nach aner Plazen op der N7, déi kuerzfristeg a punktuell erneiert musse ginn?

Réponse (10/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, wéini de Streckenofschnëtt tëscht dem Fridhaff an dem Këppenhaff erneiert gëtt an ob et nach aner Plazen op der Nationalstrooss N7 gëtt, déi kuerzfristeg erneiert musse ginn.

ad 1. De Streckenofschnëtt tëscht dem Fridhaff an dem Këppenhaff gëtt am Kader vum éischte Lous vum Projet „Sécurisation de la N7 entre Fridhaff et Weiswampach“ komplett erneiert.

Den entsprechenden Ausschreibungsdossier ass finaliséiert an d'Aarbechten kënnen deemno nach am Juni ausgeschriwwen ginn.

Fir d'Befuerbarkeet awer nach virum Ufank vum Chantier ze verbessern, hunn den 19. Mee punktuell Fléckaarbechten um betraffene Streckenofschnëtt ugefaangen.

ad 2. Zousätzlech zu den Aarbechten, déi am éischte Lous virgesi sinn, ginn am Kader vun der Sécurisation all d'Streckenofschnëtter vun der N7, déi op dräi Spuere sinn, erneiert.

Et ass dobäi wichteg ze ënnersträichen, dass – onofhängeg vun dëse geplangten Aarbechten – och punktuell Fléckaarbechten ausgefouert ginn, sollt sech an der Zwëschenzäit erausstellen, dass den Zoustand vun eenzele Streckenofschnëtter et verlaangt.

Ouverture de comptes bancaires et approche basée sur le risque dans la lutte contre le blanchiment | Question 2336 (19/05/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le Ministre des Finances néerlandais a envoyé un courrier aux banques actives aux Pays-Bas en leur demandant d'adopter une approche basée sur le risque dans la lutte contre le blanchiment, y compris dans le traitement de demandes d'ouverture de comptes bancaires de sociétés. Le ministre néerlandais estime que la considération du risque au cas par cas serait une approche qui faciliterait l'ouverture de comptes bancaires pour la grande majorité de sociétés honorables, tout en instaurant des contrôles plus stricts pour des clients qui peuvent paraître douteux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant de cette démarche de son homologue néerlandais ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une approche basée sur le risque faciliterait l'ouverture de comptes bancaires pour les sociétés ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre compte-t-il envoyer un courrier similaire aux banques présentes sur la place financière luxembourgeoise ?

Réponse (18/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet d'un courrier adressé par le Ministre des Finances du Royaume des Pays-Bas aux banques actives aux Pays-Bas. Le Gouvernement n'a pas connaissance d'une telle lettre.

À noter toutefois que le ministre néerlandais a, selon les informations à disposition du Gouvernement, adressé une lettre aux présidents des deux chambres du Parlement néerlandais. Selon la lecture du Gouvernement, ce courrier met en exergue divers chantiers relatifs au dispositif en matière de la lutte contre le blanchiment de capitaux aux Pays-Bas. Il y est attiré l'attention sur plusieurs domaines d'action, y compris l'approche basée sur les risques. Le but affiché est un renforcement de l'efficacité du dispositif existant, qui se traduirait par des mesures législatives nouvelles et d'autres instruments, s'inscrivant dans le cadre du paquet législatif européen en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (paquet « AML »).

Il importe de rappeler d'emblée que le dispositif luxembourgeois de lutte contre le blanchiment de capitaux repose d'ores et déjà sur le principe de l'approche fondée sur les risques, conformément aux



recommandations européennes et internationales en la matière. Cette approche implique une allocation proportionnée et ciblée des ressources, en fonction des niveaux de risque identifiés, afin d'assurer une réponse adaptée et efficace aux menaces en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). L'efficacité du modèle national a été validée par l'évaluation mutuelle du GAFI en 2023.

À noter que les travaux relatifs à la transposition et à la mise en œuvre des différentes composantes du nouveau paquet législatif européen sont actuellement en cours au Luxembourg, sous la responsabilité conjointe du Ministère des Finances et du Ministère de la Justice. À ce propos, il convient de se référer également à la réponse à la question parlementaire n° 1057, qui décrit l'état d'avancement des réformes et des mesures entreprises en la matière.

Enfin, il convient de souligner le rôle du Comité de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme dans la coordination de la mise en œuvre cohérente du cadre légal et réglementaire en matière de LBC/FT. Ce comité réunit les principales parties prenantes publiques et privées concernées.

Dépenses militaires du Luxembourg pour l'OTAN | Question 2337 (19/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Bis d'Enn vum Joer soll de Lëtzeburger Bättrag fir d'NATO op 2 Prozent vum Revenu national brut klammen. Dëst si ronn 400 Milliounen Euro, dovunner ronn 130 Milliounen direkt aus dem Staatsbudget, wéi de Finanzminister op rtl.lu erkläert huet (16.5.2025).

Den NATO-Generalsekretär hat awer schonn uklänge gelooss, datt d'NATO-Memberstaate vun 2032 u 5 % vun hirem PIB an d'Verdeedegung investéiere sollen. Den däitschen Ausseminister huet sech schonn effentlech hannert dës Fuerderung gestallt.

An deem Zesummenhang wëilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Wäert déi lëtzebuergesch Regierung de Wee matgoen, fir 5 Prozent vum PIB oder RNB an d'Arméi an Oprëschtung ze investéieren? Falls jo, wéi soll dëst finanzéiert ginn?

Réponse (10/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Lëtzebuerg huet sech engagéiert, d'NATO-Zil vun 2 % vum nationale Räichtum bis Enn vun dësem Joer ze erreechen.

Lëtzebuerg bleift solidaresch mat sengen europäesche Partner a wäert och an Zukunft senger Responsabilitéiten als Grënnungsmember vun der NATO nokommen.

Service juridique auprès du Parquet général | Question 2338 (19/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Bierger:innen, déi Informatiounen iwwert d'Justiz brauchen, kënnen sech un de Service d'accueil et d'information juridique vum Parquet général wenden. Dësen informéiert d'Leit generell iwwert Prozeduren an Ulafstellen. Et existéiert ee Guichet an der Stad an och een zu Dikrech an dëse Service ass gratis.

An deem Zesummenhang wëilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

1. Wéi vill Beamt:innen assuréieren dëse Service a wéi vill Aarbechtsstonne vum Personal si fir de Service virgesinn (ETP)?

2. Wéi vill Bierger:innen hunn de Service an de vergaangen 3 Joren an Usproch geholl (opgeschlësst pro Joer, pro Geriicht a pro Domaine (civil, pénal, travail, bail à loyer)?

3. Wéi de Minister fir d'Fonction publique op d'Fro 1890 bestätegt, ass all Ministère selwer fir d'Service-qualitéit an d'Reklamatiounen a senger Verwaltungen zoustänneg.

Gouf an de leschte Joren eng Evaluatioun vun der Qualitéit vun deem Service gemaach? Falls jo, kann d'Ministesch d'Resultater vun dëser Evaluatioun deelen?

4. Wéi de Minister fir d'Fonction publique op d'Fro 1890 bestätegt, ass all Ministère selwer fir d'Service-qualitéit an d'Reklamatiounen a senger Verwaltungen zoustänneg.

– Gouf an de leschte Joren eng Evaluatioun vun der Qualitéit vun deem Service gemaach? Falls jo, kann d'Ministesch d'Resultater vun dëser Evaluatioun deelen?

– Wéi eng Verbesserung wäerten am Service gemaach gi fir ze assuréieren, datt d'Bierger:innen déi néideg a richteg Informatiounen kréien?

Réponse (17/06/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. De Service d'accueil et d'information juridique (SAIJ) ass verwaltungstechnesch un de Parquet général rattachéiert. Den SAIJ gëtt assuréiert duerch Agente vum Parquet général, déi de Procureur général d'État designéiert, mee och vun Affekoten, déi vum Bättonnier designéiert ginn.

Aktuell sinn dräi Beamte vum Parquet général en charge vum SAIJ, dovun zwee Posten als temps plein an ee Posten als mi-temps. D'Woch iwwer assuréieren si den Accueil an der Cité judiciaire (Stad Lëtzebuerg). Während engem ganzen Dag mécht ee Beamten den Accueil zu Dikrech.

Den Accueil gëtt en présentiel, mat oder ouni Rendez-vous, organiséiert an och iwwer Telefon an E-Mail. Déi zoustänneg Beamten orientéieren d'Bierger bei déi zoustänneg Autoritéiten a Servicer. Si maachen awer keng personaliséiert juristesche Berodung. Si schreiwen och keng Akte fir eng Gerichtsprozedur.

Dräi Affekoten assuréieren samschdes moies den Accueil an der Cité judiciaire (Stad Lëtzebuerg). Een Affekot mécht den Accueil freides nomëttes um Bezierrgeriicht Dikrech. Den Accueil duerch d'Affekote gëtt exklusiv en présentiel ugebueden. D'Affekote ginn den interesséierte Bierger Informatiounen iwwert hir Rechter an hir Méiglechkeeten, fir hir Rechter anzekloen.

Zousätzlech steet mëttwochs moies ee Magistrat oder ee Justizreferendaire dem Bierger zu Verfügung, fir Froen am Beräich vum Familljerecht ze beäntweren. Den Accueil ass exklusiv en présentiel an der Cité judiciaire (Stad Lëtzebuerg).

ad 2. De Service d'accueil et d'information juridique (SAIJ) huet dem Justizministère folgend Statistiken iwwert d'Unzuel vun de Consultatiounen iwwermëttelt. [↑]

ad 3. a 4. D'Froen 3 a 4 iwwerschneiden sech gréisstendeels.

Zënter dem Joer 2022 existéiert eng Kommissioun mat der Missioun, fir de Service d'accueil et d'information juridique (SAIJ) ze beroden (Règlement grand-ducal du 25 mars 2022 fixant le... - Legilux [↑]). Dës Kommissioun besteet aus Beamte vum Justizministère an Affekote

vun de Barreaue Lëtzebuerg an Dikrech. Am Prinzip kommen d'Membere vun der Kommissioun zweemol am Joer zesummen.

Zum Beispill huet dat dozou gefouert, dass d'Unzuel vun Affekoten, déi samschdes an der Stad Lëtzebuerg de Service leeschten, eropgesat ginn ass. Och zu Dikrech ass de Service eropgefuer ginn, aktuell kënnen do 14 Leit pro Woch mat engem Affekot schwätzen. Ee Beamte vum Parquet général ass och erëm zu Dikrech aktiv, an dat während engem Dag pro Woch.

Transparence sur les prix de recharge des véhicules électriques | Question 2339 (19/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Opluedstruktur an de Präis sinn ëmmer nach zwee vun de wichtegste Facteure wann et ëm d'Promotioun an d'Akzeptanz vun Elektroautoe geet. Besonnesch d'Transparenz bei dem Oplueden, sief et iwwert d'Reechwäit, d'Geschwindigkeit vum Lueden an och de Präis, spillen eng essenziell Roll wann et dorëms geet, d'Konsumenten ze iwwerzeegen an ze fideliséieren. D'Firma E.ON huet an Däitschland elo sougenannten T-Sailen agefouert, Sailen, déi iwwert de genaue Standuert vum de Statiounen, d'Disponibilitéit vun de Sailen a virun allem och iwwert de genaue Präis pro Kilowatt informéieren. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et aktuell digital Kaarte wou d'Luedstatiounen sinn, awer zum Beispill déi reell Luedgeschwindigkeit an och de Präis sinn oft genuch net affichéiert.

An deem Zesummenhang wëilt ech de Ministere fir Energie a fir Konsumenteschutz dës Fro stellen:

1. Gesäit de Ministère, d'Responsabilitéit vun der Transparenz eleng bei de Fournisseuren oder wat fir eng Effort plangt de Ministère um Niveau vun der Transparenz wat d'Oplueden zu Lëtzebuerg betrëfft?

2. Ass Transparenz e Kritär an dem Cahier des charges wann et ëm d'Gestioun vun de Luedstatiounen zu Lëtzebuerg geet?

3. Envisagéiert de Ministère änlech Informatiounsaile wéi uewe beschriwwen hei zu Lëtzebuerg opstellen? Falls net, aus wéi enge Grënn?

Réponse (16/06/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

Déi europäesch Veruerdnung (EU) 2023/1804 zu der Entwécklung vun enger Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoff, déi zanter dem 13. Abrëll 2024 a Kraaft ass, reegelt an der ganzer Europäescher Unioun d'Transparenz an den Affichage vun de Luedkäschte fir elektresch Gefierer.

Ofhängeg dovun, wéi bezuelt gëtt a wéi eng Luedleeschtung d'Born huet, ënnerscheeden sech d'Reegele liicht. Grondsätzlech gëllt, datt de Konsument virum Start vun enger Luedung kloer iwwert all Präiskomponenten informéiert muss ginn, déi an d'Berechnung vum finale Präis afflossen. Dozou gehéieren de Präis pro Kilowattstonn an, falls applikabel, och zousätzlech Käschte wéi Zäit-, Aktivierungs- oder Roaminggebühren.

Et gëtt en Ënnerschied gemaach tëscht der Bezielung iwwert e Luedservice-Fournisseur an dem sougenannten Ad-hoc-Lueden, wou een direkt d'Luedung bezilt. Beim Ad-hoc-Luede gëtt nach weider ënnerscheet tëscht Luedborne mat enger Leeschtung vu méi oder manner wéi 50 Kilowatt. Bei de séiere Bornen, wou een och direkt mat enger Kreditkaart ka bezuelen, muss d'Präisinformation direkt op der Born ugewise ginn, dëst idealerweis um Ecran. Bei

méi luese Borne d'ärfen d'Präskomponente beim Ad-hoc-Lueden och iwwer e QR-Code oder eng URL zougänglech gemaach ginn. De QR-Code soll am Normalfall vun der Borne selwer generéiert ginn an um Ecran ugewise ginn. Dës, fir d'Gefor vu Mëssbrauch duerch Iwwerpeche vum QR-Code auszuschléissen.

Bei der Bezuelung iwwert e Luedservice-Fournisseur ass et net méiglech, datt d'Präisser direkt op der Borne affichéiert ginn. Dës, well vill verschidde Fournisseuren hire Clienten op der selwechter Borne d'Luede kënne erméiglechen an et fir de Bornebedreiwer net méiglech ass, all d'Tariffer ze affichéieren oder à jour ze halen. An deem Fall huet de Fournisseur d'Obligation, senger Clienten virun all Luedung d'Präiskomponenten zougänglech ze maachen, zum Beispill iwwert seng Websäit oder seng App.

Fir d'Bedreiwer vu Luedbörnen an d'Fournisseuren vu Luedservice op déi nei EU-Virgaben opmierksam ze maachen, huet d'Direktioun fir Konsumenteschutz vum Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère an dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dräi Informatiounsflächen ausgeschafft. Dës ginn am Kader vum „Guide fir de Professionellen – Matenee Vertraue gewannen“ ënnert folgendem Link zu Verfügung gestallt: <https://pro-pc.public.lu/>.

D'Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz këmmen sech generell drëm, datt zu Lëtzebuerg d'Präisser propper ausgeschëldeert ginn. Si kontrolléieren deemno och, ob d'Präisser op de Borne richteg ugewise ginn. Sollen een Exploitant awer Problemer hunn, fir sengen Obligationen géint iwwer dem Code de la consommation nozekommen, stinn d'Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz him mat Rot zur Säit. Falls sech d'Situatioun duerno awer net verbessert, an de Präis net affichéiert gëtt, ginn déi néideg Sanktiounen geholl an et gëtt protokolléiert. Hei spillt déi generell Reegel vum Code de la consommation, no där all d'Betribber, déi un e Konsument verkafen, d'Präisser vun hire Service kloe an däitlech ausscheldere mussen. Deen, deen sech net drun hält, riskéiert deemno een Avertissement taxé vun 250 €.

Déi ernimmten europäesch Virgabe gëlle fir all ëffentlech zougänglech Luedpunkten. Doriwwer eraus si keng zousätzlech verpflichtend Krittären zu der Transparenz an, zum Affichage vun de Luedkäschten am Kader vun zukünftigen Ausschreibungen vum Staat oder den Aïderegimenter fir ëffentlech zougänglech Luedinfrastrukture virgesinn.

Déi aktuell europäesch Virgabe si kloe an einfach verständlech. Et bleift de Bedreiwer vu Luedborne fräigestallt, zousätzlech Moosnamen ëmzesetzen.

Gestion des déchets inertes | Question 2340 (19/05/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Juni 2024, hat de Premierminister ugekënnegt: „Mir schafe méi Flexibilitéit bei der Gestiou vum Bauschutt.“

1. E Joer méi spéit, géife mir gäre vun der Regierung wëssen, wéi dës Flexibilitéit an der Praxis ausgesäit.

2. Wou gëtt et esou Deponien nom neie Modell?

3. Awéiwäit konnt evitéiert ginn, datt „d'Camione queuesch duerch d'Land musse fueren“?

Réponse (18/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Aktuell ass d'Ofschafe vum Règlement grand-ducal modifié du 25 août 2021 déterminant la procédure de recherche de nouveaux emplacements pour

décharges régionales pour déchets inertes, an der réglementärer Prozedur an de gesetzleche Kader muss och nach ugepasst ginn. D'Zil ass et, fir d'Sich no neie Standuerter fir Dechargé fir inert Offäll méi flexibel a pragmatisch ze gestalten. Dës Upassung erlaabt et, méi flexibel op konkret Situatiounen a lokal Bedierfnesser ze reagéieren, ouni dobäi d'Ëmweltschutzstandarden ze kompromettéieren.

ad 2. De gesetzlechen a réglementäre Kader ass nach net ugepasst, deemno kann nach kee Projet virleien.

ad 3. Wéi gesot ass de legalen a réglementäre Kader nach net ugepasst. Deemno kann heizou keng Ausso gemaach ginn.

Recrutement réservé aux femmes à l'Université du Luxembourg | Question 2341 (19/05/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

An engem Interview mat virgule.lu vum 31. Mäerz 2025 huet de Rektor vun der Uni Lëtzebuerg fir de Summer 2025 folgend Initiativ ugekënnegt:

„Pour les programmes où nous avons un important déficit de parité, nous allons ouvrir le recrutement de professeurs uniquement aux femmes pendant six mois, avec l'accord du Gouvernement. Avec cette initiative, nous voulons envoyer un vrai signal.“

Dës Ukënnegung ass ëmsou méi verwonnerlech, wéi d'Lëtzebuurger Aarbechtsrecht an d'Lëtzebuurger Gläichstellungsgesetz all Form vun Diskriminierung, an dat besonnesch bei Astellungen, verbitt a wéi kee Patron e bestëmmt Geschlecht favoriséieren d'ärf, et sief dann, dës Geschlecht erfëllt eng weesentlech an entscheidend beruflech Ufuerderung (z. B. beim Besetze vun enger weiblecher Theaterroll).

D'Aussoe vum Rektor vun der Uni Lëtzebuerg hunn op der Uni zu Accusatiounen net nëmme vun explizitter Männerfeindlechkeet gefouert, mee och vun enger Ofwendung vum Leeschtungsprinzip, an deem Sënn, datt an Zukunft net méi de beschte Kandidat, wien och ëmmer dat ass, ob eng Fra oder e Mann, e bestëmmte Poste kritt.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Héichschoulminister:

1. De Rektor vun der Uni Lëtzebuerg berëfft sech bei senger Ukënnegung ausdrécklech op den Accord vun der Regierung. Kann d'Madamm Minister preziséieren, datt d'Regierung der Uni Lëtzebuerg dësen Accord ginn huet? Wa jo, wéi ee Minister huet der Uni Lëtzebuerg dësen Accord ginn?

2. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt et sech bei der Initiativ „ouvrir le recrutement de professeurs uniquement aux femmes pendant six mois“ ëm eng Form vun Diskriminierung géint iwwer männleche Kandidaten handelt?

3. Firwat gëtt hei nëmme nom Geschlecht gekuckt an net no anere Krittären, wéi Behënnerung, Ethnie oder sozial schwach Gesellschaftsschicht, also Leit, déi nowieslech ënnerrepräsentéiert si par rapport zu wëssen, privilegiéierte Fraen ouni Behënnerung, déi sech bewerbe kënnen?

Réponse (19/06/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. No enger breeder Consultatioun innerhalb vun der Universitéit Lëtzebuerg tëscht 2020 an 2024 gouf d'Initiativ der Madamm Minister fir Gläichstellung an Diversitéit presentéiert, déi hir Ënnerstëtzung am Aklang mam Artikel L. 243-1 vum

Aarbechtsgesetzbuch zougeséichert huet (Punkt 6: Moosnamen, fir de besseren Zougang vum ënnervertruedene Geschlecht zu Verantwortungsposten a Poste mat Entscheidungskompetenz ze ënnerstëtzen).

Am Respekt vum Artikel 15 Paragraf 3 vun der Lëtzebuurger Verfassung, dee festhält: „D'Fraen an d'Männer si gläich a Rechter a Flichten. De Staat suert aktiv fir d'Eliminatioun vun Hindernisser, déi der Gläichstellung tëscht Fraen a Männer entgéint stinn.“, an op Grondlag vum Artikel L. 242-3 Paragraf 3 vum Aarbechtsgesetzbuch, huet d'Madamm Minister fir Gläichstellung an Diversitéit den 18. Juli 2024 bestätegt, datt d'Universitéit berechtigt ass, weiblech Kandidaturen am Kader vum Exzellenzprogramm Anne Beffort prioritär ze behandelen.

ad 2. D'Posten am Kader vum Exzellenzprogramm Anne Beffort ginn an Departementer opgemaach, an deenen d'Frae bei de Professeuren däitlech ënnerrepräsentéiert sinn:

- Informatikdepartement: 0 % Fraen als Professeuren;
- Mathematikdepartement: 11 % Fraen als Professeuren;
- Ingenieursdepartement: 19 % Fraen als Professeuren.

Verdénkscht soll ëmmer mat Chancëgläichheet Hand an Hand goen. Laut dem Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Gläichstellung tëscht Fraen a Männer (SHE Figures) läit Lëtzebuerg op der leschter Plaz an engem Index, deen d'Fortschrëtt vun de Memberstaaten an der EU an der Gläichstellung am Europäesche Fuersuchungsraum (ERA) moosst. Ausserdeem weist dee selwechte Rapport, datt Fraen op héijen akadeemesche Poste vum Rang A (z. B. Titulaire-Professeuren) staark ënnerrepräsentéiert sinn (SheFigures2024).

Et ass bewisen, datt gemëschten Ekippe méi dacks bereet sinn, etabléiert Iddien a Fro ze stellen, Viruteiler ofzebauen an no Léisungen ze sichen, déi e soziale wéi och ekonomesche positiven Impact hunn. D'Paritéit tëscht Männer a Fraen an den universitären Departementer dréit zousätzlech zur Qualitéit vum Enseignement bäi, andeems se verschidde Perspektiven afléisse léisst, a gläichzäiteg de StudentInnen inspiréierend Rollemodeller bitt, déi Ambitiounen an d'Chancëgläichheet féerden.

ad 3. D'Zougehéieregkeet zu anere Minoritéiten oder ënnervertruedene Gruppe gëtt och vun der Universitéit Lëtzebuerg berücksichtegt, wéi dat och bei all Rekrutierungsprozess vun der Universitéit de Fall ass.

Résultats financiers d'Encevo et impact sur les finances publiques et les consommateurs | Question 2342 (20/05/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Der luxemburgische Stromversorger Encevo verzeichnete im Jahr 2024 einen Nettogewinn von 193 Millionen Euro. Im Vergleich zum Vorjahr entspricht dies einem Anstieg von über 10 %.

1. Von der Regierung möchten wir erfahren, wie hoch die Steuerabgaben von Encevo an die Staatskasse in den letzten drei Jahren waren und wie hoch die ausgeschütteten Dividenden an die Aktionäre waren.

2. Welcher Anteil dieser Dividenden floss in die Staatskasse?

3. Welchen Einfluss haben diese guten Resultate auf die Energierechnung der Encevo-Kunden?

Réponse (03/06/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Die Steuerabgaben von Encevo sowie die ausgeschütteten Dividenden an die Aktionäre können in den öffentlichen Jahresgeschäftsberichten nachgelesen werden: <https://www.encevo.eu/en/financial-figures/?title=reports>.

– 2024 hat Encevo insgesamt 30 Millionen Euro Steuern bezahlt, davon 12 Millionen Euro (kommunale Gewerbesteuer, Körperschaftssteuer und Grundsteuer) in Luxemburg. 84,5 Millionen Euro Dividenden wurden an die Aktionäre ausgeschüttet.

– 2023 hat Encevo insgesamt 26,9 Millionen Euro Steuern bezahlt, davon 8,5 Millionen Euro (kommunale Gewerbesteuer, Körperschaftssteuer und Grundsteuer) in Luxemburg. 72,7 Millionen Euro Dividenden wurden an die Aktionäre ausgeschüttet.

– 2022 hat Encevo insgesamt 23 Millionen Euro Steuern bezahlt, davon 7,8 Millionen Euro (kommunale Gewerbesteuer, Körperschaftssteuer und Grundsteuer) in Luxemburg.

Es wurden keine Dividenden an die Aktionäre ausgeschüttet.

Encevo zahlt in der Regel 50 % des Gruppenanteils des konsolidierten Netto-Gewinns an seine Aktionäre aus. In Ausnahmefällen, zum Beispiel während dem Höhepunkt der Energiekrise in den Jahren 2021 und 2022, hat Encevo keine Dividenden ausgeschüttet, um Liquiditätsschwierigkeiten aufgrund volatiler Märkte vorzubeugen.

ad 2. Da der luxemburgische Staat 28 % der Anteile an Encevo hält, flossen jeweils 28 % der ausgeschütteten Dividenden in die Staatskasse.

– Für das Jahr 2024 waren dies 23,7 Millionen Euro, ausgeschüttet 2025.

– Für das Jahr 2023 waren dies 20,3 Millionen Euro, ausgeschüttet 2024.

– Für das Jahr 2022 wurden keine Dividenden an die Aktionäre ausgeschüttet.

Zu bemerken ist, dass mit der Stadt Luxemburg, der SNCI, der BCEE und POST weitere öffentliche Akteure zusätzliche 47,08 % der Anteile an Encevo halten und den entsprechenden Anteil der ausgeschütteten Dividenden erhalten.

ad 3. Die Resultate haben keinen direkten Einfluss auf die Energierechnung der Encevo-Kunden, da insbesondere die Haushaltskunden von der vorausschauenden und langfristigen Einkaufspolitik profitieren, die Enovos traditionell praktiziert, um die Kunden vor Fluktuationen bei den Energiepreisen in volatilen Märkten zu schützen. Enovos reicht für die Kunden im Basis-Tarif die durchschnittlichen Einkaufspreise inklusive einer geringen Marge nach dem Kosten-Plus-System an die Kunden weiter.

Zu bemerken ist außerdem, dass die luxemburgischen Haushaltskunden im Strom- und Gasbereich nur einen kleinen Teil der Geschäftsaktivitäten und somit auch nur einen kleinen Teil des Gewinns von Encevo darstellen. Die Encevo-Gruppe ist neben Luxemburg auch in Deutschland, Frankreich, Belgien und den Niederlanden aktiv und ist nicht nur Energieversorger, sondern unter anderem auch Netzbetreiber, Betreiber von erneuerbaren Energieanlagen sowie Anbieter von technischen Leistungen. Strenge EU-Unbundling-Regelungen sowie Regelungen betreffend Konkurrenz und offene Märkte in Luxemburg untersagen die Vermischung dieser Tätigkeitsfelder, beziehungsweise die Quersubventionierung der Energiepreise durch Gewinne, welche in anderen Bereichen erzielt wurden. Gute Resultate, die beispielsweise bei Aktivitäten in Deutschland oder im Bereich der Gasspeicher

erwirtschaftet wurden und zu Teilen für den Gesamtgewinn im letzten Jahr verantwortlich sind, dürfen also nicht genutzt werden, um die Strompreise der luxemburgischen Haushaltskunden zu senken.

Die guten Resultate haben allerdings einen indirekten mittel- und langfristigen positiven Einfluss auf das Angebot, das die Encevo-Gruppe ihren Kunden bieten kann. Die erzielten Gewinne werden sowohl in den Ausbau und die Modernisierung der Netze, und somit in die Stärkung der Versorgungssicherheit, investiert, als auch in den Ausbau von erneuerbaren Energien in Luxemburg und in der Großregion. Diese Investitionen stärken die Energieunabhängigkeit Luxemburgs und seiner Einwohner und treiben die Energietransition mit voran. Die Encevo-Gruppe tätigt außerdem Investitionen im Bereich der persönlichen Energietransition ihrer Kunden, indem sie neue und innovative Produkte, Service-Leistungen und Tarife entwickelt, die gezielt auf die verschiedensten Energieprofile der einzelnen Kundenkategorien abgestimmt werden. Die Entwicklung dieser Produkte ist im Hinblick auf den kleinen luxemburgischen Markt mit seinen Besonderheiten im Vergleich zu größeren Märkten dementsprechend kostspielig und spiegelt die besondere Stellung und Verantwortung von Encevo im luxemburgischen Energiemarkt wider.

Accès aux aides à la mobilité pour les personnes à faibles revenus | Question 2343 (20/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

An senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Juni 2024, huet de Premierminister ugekënnegt, dass zwar Bähëllefe fir einfach Elektrovëloen zeréckgefuert ginn, mee datt „d'Leit, déi d'„allocation de vie chère“ kréien, och weider eng finanziell Ënnerstëtzung beim Kaf vun engem Vëlo kréien, dat ass Deel vun eiser Strategie géint d'Aarmut a fir d'sozial Inklusioun“.

1. Mir géifen dofir gäre vun der Regierung wëssen, wéi vill Leit mat „allocation de vie chère“ an der Tëschenzäit esou Hëllefe fir Vëloen ugefrot hunn an och kritt hunn.

2. Wéi vill Hëllefe fir Cargo-Bikes goufen am leschte Joer ugefrot an accordéiert?

3. Wéi ass dee Knuet ze rechtfertegen, deen dozou féiert, dass déi modifizéiert Hëllefen am Numm vun Klimabonus „Mobilitéit“ säit Oktober net méi ausbezuelet ginn?

Réponse (19/06/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. 12 Persounen mat „allocation de vie chère“ an 3 Persounen mat „précarité énergétique“ hunn eng Primm fir e Vëlo ugefrot. Dës Demandé si pretraitéiert ginn, a feelend Dokumenter sinn nogefrot gi fir sécherzestellen, dass d'Demandé komplett sinn an esou séier wéi méiglech finaliséiert an ausbezuelet kënnen ginn, esoubal d'gesetzlech Basis do ass. Et kann eng Subventioun vu bis zu 600 Euro accordéiert ginn, mat enger Limitatioun op 50 % vum Rechnungsbetrag (hors TVA).

ad 2. 2024 goufen 23 Hëllefe fir e Cargobike ugefrot. Och dës Demandé si pretraitéiert ginn, fir dass se finaliséiert an ausbezuelet kënnen ginn, esoubal d'gesetzlech Basis do ass. Hei kann eng Subventioun vu bis zu 1.000 Euro accordéiert ginn, mat ebenfals enger Limitatioun op 50 % vum Rechnungsbetrag (hors TVA).

ad 3. D'Hëllefe vum „Klimabonus Mobilitéit“-Regime kënnen ausbezuelet ginn, esoubal déi legislativ Prozedur (Projet de loi n° 8365) ofgeschloss ass. Dee

Moment wäerten déi legislativ Dispositiounen sech retroaktiv op all déi bis ewell agerechten Demanden applizéieren.

Publicité de la SNHBM sur une radio belge | Question 2344 (20/05/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass an de leschten Deeg op dem belsche Radiosender „Classique 21“ Reklame vun der Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) ze héieren waren, fir hire Wunnengs-projet Elmen zu Lëtzebuerg ze promovéieren.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Grënn, firwat d'SNHBM op engem belsche Radiosender Reklame schalt? Ginn och op aneren auslänneschen Chaîné Reklamm fir dës Wunnprojet gemaach?

2. Wéi héich sinn d'Käschte fir dës Reklamm-Campagne?

3. Wéi eng Zilgrupp soll mat dëser spezieller Reklamm-Strategie erreecht ginn?

4. Ass dës Deel vun enger méi breeder Strategie, fir och Leit aus dem Ausland fir Wunnenge vun der SNHBM zu Lëtzebuerg unzeeien?

5. Wéi steet dës am Aklang mat der primärer Mission vun der SNHBM, bezuelbare Wunnraum fir d'Lëtzeburger Residenten ze schaffen?

Réponse (19/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Déi betreffend Campagne war dem Projet Elmen gewidmet. Elmen ass en neit Duerf, dat am Bau ass zu Olm, an der Gemeng Kielen, no bei der belsch-lëtzebuergescher Grenz. Fir eng breet Visibilitéit während der Porte ouverte ze garantéieren an d'Zilgruppen ze erreechen, goufen e puer Kommunikatiounskanäl benotzt.

– Invitatiounen goufen un déi Leit geschéckt, déi bei eis ageschriwwen sinn, fir eng Wunneng an dëser Gégend ze kafen;
– gezielt digital Campagnen;
– Radiospots a verschidde Sproochen op verschidde Radiosender.

Zil ass, d'gesamt Populatioun ze erreechen, och Mënschen, déi an d'Ausland geplënnert sinn oder all Dag heihinner schaffe kommen. Dofir si verschidde Medien a verschidde Sproochen benotzt ginn.

D'„Journée porte ouverte“, där hiert Zil et war, d'urbanistescht Konzept vun Elmen duerch guidéiert Visitten ze erklären, an déi verschidden Zorte vun Eefamiljen-haiser ze presentéieren, huet e Samschdeg, de 17. Mee 2025, stattfonnt a war e grouse Succès.

ad 1. Am Kader vun der Porte ouverte wollt d'SNHBM d'Evenement op eng Manéier kommunizéieren, déi e breede Publikum erreecht.

Dofir goufe Radiospots op verschidde Sproochen produzéiert, baséiert op gezielte Profiller:

– Zu Lëtzebuerg
• e Radiospot op Lëtzebuergesch, op RTL Radio Lëtzebuerg
• e Radiospot op Franséisch, op L'essentiel Radio
• e Radiospot op Englesch, op Today Radio Luxembourg
– Belsch Radiosender, déi am Grenzgebitt aktiv sinn
• e Radiospot op Franséisch, op Vivacité/Classic 21

Déi ausgewielte Kommunikatiounskanäl baséieren op der direkter geographescher Noperschaft, nämlech

der Belsch, déi e bedeitende Prozentsaz vu Grenzgänger huet.

ad 2. D'Käschte fir dës Kommunikatiounscampagne, déi sozial Medien a Radiospots op de fënnef Radiokanal enthält, belafen sech op ongeféier 30.000 €.

ad 3. D'Wiel vun den Distributiounskanal baséiert haaptsächlech op der primärer Zielgrupp vun der Campagne, besonnesch déi, déi warscheinlech un dësem Projet interesséiert sinn, nämlech Awunner vu Lëtzebuerg, mee och Grenzgänger, déi zu Lëtzebuerg schaffen, oder fréier Lëtzeburger Awunner, déi sou op d'Méiglechkeet opmierksam kéinte ginn, an d'Land zrëckzekommen, dank engem bezuelbaren, nohaltege Projet, dee vun engem ëffentleche Promoteur ënnerstëtzt gëtt.

ad 4. a 5. Zil ass, d'gesamt Populatioun ze erreichen, dofir verschidde Medien a verschidde Sproochen. Och Mënschen, déi an d'Ausland geplënnert sinn oder all Dag heihinner schaffe kommen.

Dëst entsprécht der Missioun vun der SNHBM, bezuelbare Wunraum op nationalem Niveau ze schafen an ze verwalten an op eng lokal Realitéit ze reagéieren.

Stratégie du Luxembourg face à l'initiative UN Open Source United | Question 2345 (20/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Rezent huet Frankräich als éischt Regierung déi aacht „UN-Open-Source-Prinzipien“ offiziell ënnerstëtzt. Dëst ass eng wichteg Initiativ vum UN Open Source United, déi e Kader fir d'Benotzung, d'Entwécklung an d'Deele vun Open-Source-Software innerhalb vun de Vereenten Natiounen a weltwäit férdert.

Digital Onofhängegkeet ass haut e kritesche Faktor fir d'Souveränitéit vun engem Land. Open-Source-Software ass dobäi e Schlëselement, fir technesch Ofhängegkeete vu grousser proprietäre Software-Ubidders ze reduzéieren a staatlech Infrastruktur méi resilient, sécher an nohaltege ze gestalten. Duerch Open Source hätt och Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, méi Kontroll iwwer seng digital Infrastruktur ze behalen an d'Onofhängegkeet vum Land ze stäerken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Ass d'Lëtzeburger Regierung informéiert iwwer dës UN-Open-Source-Prinzipien?

2. Plangt d'Regierung, dës Prinzipien ze ënnerstëtzen, änlech wéi Frankräich et gemaach huet? Falls net, wat sinn d'Grënn dofir, besonnesch am Hëlblick op d'Wichtegkeet vun Open Source fir eis digital Souveränitéit a fir d'Reduktioun vun der Ofhängegkeet vu proprietäre Softwarelösungen?

3. Wéi eng Roll spillt Open-Source-Software an der aktueller an zukünftiger Digitalisierungsstrategie vu Lëtzebuerg?

4. Wéi steet d'Regierung zu der Ëmsetzung vum „Open by default“-Prinzip an ëffentlechen Administratiounen a staatleche Projeten?

Réponse (19/06/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

D'Lëtzeburger Regierung kennt d'UN-Open-Source-Prinzipien.

D'Regierung ënnerstëtzt de generelle Prinzip vum „ouverture“ oder „open source“ an d'Promotioun vun Open-Source-Léisunge säit enger Rei vu Joren iwwer verschidde Weeër: um europäeschen Niveau

huet Lëtzebuerg ënnert anerem d'„Déclaration européenne sur les droits et principes numériques pour la décennie numérique¹³“ mat ënnerschriften an et gëtt den „Interoperable Europe Act¹⁴“, deem an all Memberstaat direkt applikabel ass, an a Substanz seet, dass wann interoperabel Léisungen en place gesat ginn, Prioritéit zu Open-Source-Léisunge gi gëtt, wann déi equivalent sinn zu Lizenzprodukter. Um nationalen Niveau hu mer den „National Interoperability Framework¹⁵“ (NIF), deem den 1. Mäerz 2019 vum Conseil de Gouvernement adoptéiert gouf, de Kader, deem d'Interoperabilitéit um nationalen Niveau am Secteur public weiderdreift. Do dernieft gëtt et och d'Strategien „Accelerating digital sovereignty 2030¹⁶“, déi rezent publizéiert goufen an d'Feuille de route „Digital Decade¹⁷“. Theeme wéi „open by default“ kann een direkt als Recommendation am NIF fannen, während een déi aner Prinzipien, déi vun der „UN Open Source United“ virgeschloe ginn, verspreet duerch déi verschidden Dokumenter, déi ënnerstëtzt ginn, rëmfënnt.

De Prinzip „Open by default“ gëtt esouwäit wéi méiglech agesat. En héijen Undeel vun den am ëffentleche Secteur benotzte Léisunge baséiert op Open-Source-Software, Open Standards oder Open Specifications. Esou Léisunge ginn do agesat, wou se eng equilibréiert Kombinatioun ubidden tëscht Zweckméissegkeet, Benotzerfrëndlechkeet, Kompatibilitéit mat besteeënde Systemer, Effizienz an déi selwecht Garantien ewéi proprietär Léisunge bidden – ouni datt dobäi en ze héijen Opwand fir d'Ënnerstëtzung an d'Weiderentwécklung vun offene Standarden oder d'Cybersécherheet entsteet. Dëst gëtt och, wéi uewen ernimmt, an änlechen Terme vum Interoperable Europe Act virgesinn.

Open-Source-Léisunge ginn a ville Beräicher agesat. Zu de bekanntste Beispiller gehéiert LuxChat4Gov, baséierend op der Matrix-Technologie. LuxChat4Gov, d'Plattform fir Messagerie instantanée am ëffentleche Secteur, representéiert eist Engagement zu enger sécherer, interoperabler a souveräner Kommunikatioun. D'Plattform baséiert sech op offene Normen a Komponente mat offene Quellcoden, a bitt eng souverän Alternativ zu kommerziellen zouene Plattformen.

Ervirzehiewen ass och den dezentralen, interoperablen an offene Reseau „Peppol“, deem all Organismen aus dem ëffentleche Secteur per Gesetz notzen, fir hir elektronesch Rechnungen am Kader vun de Marchés publics ze empfänken. Peppol baséiert exklusiv op offene Standarde souwéi offene Spezifikatiounen. Och d'Zougangspunkten zum Peppol-Reseau kënnen op enger Rei vu verschiddenen Open-Source-Software bedriwwen ginn. Et kann een och nach de Portail des marchés publics als Beispill ernimmen, dee komplett op Open-Source-Komponente baséiert – genee wéi och de Système d'alerte à la population.

De geoportail.lu- an den data.public.lu-Portal sinn zentral Plattformen fir geospatial an offene Daten zu Lëtzebuerg, déi och zum gréissten Deel op Open-Source-Software baséieren. Dës Initiativen ënnersträichen d'Engagement vun de lëtzeburgesch Verwaltung fir Offenheet, Transparenz a Kollaboratioun:

¹³ [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32023C0123\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32023C0123(01))

¹⁴ <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/903/oj>

¹⁵ <https://mindigital.gouvernement.lu/fr/publications/document-de-reference/NIF-2019.html>

¹⁶ <https://gouvernement.lu/content/gouvernement2024/fr/publications.html?page=2>

¹⁷ <https://smc.gouvernement.lu/dam-assets/dossiers/digital-decade/20241129-digital-decade-national-strategic-road>

– geoportail.lu: Dës Plattform bitt geospatial Donnéeën a Servicer un, mat aktive Contributiounen op Open-Source-Projeten, wéi op hirem GitHub-Repository (<https://github.com/Geoportail-Luxembourg>) ze gesinn ass.

– data.public.lu: Dëse Portal stellt offe ëffentlech Donnéeën zur Verfügung a baséiert op Open-Source-Technologien, wéi op hirem GitHub-Repository (<https://github.com/opendatalu>) dokumentéiert ass.

Weider Beispiller, déi ee kann opzielen, sinn d'Notze vu Quarkus fir d'Entwécklung vu Java-Applikatiounen; de Betriebssystem Linux, deem op ville Servere leeft; PostgreSQL an déi oppe Versioun vu MongoDB als privilegiéiert Datebank-Léisungen; d'Benotzung vu Vue.js fir d'Entwécklung vu Websäiten; an d'Applikatioun vun R an der Datenanalys.

Installation de Revolut en France et impact sur la place financière luxembourgeoise | Question 2346 (20/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Et gouf rezent bekannt gemaach, datt d'Finanztechnologie-Firma Revolut decidéiert huet, hiren neien Hauptsätz fir Westeuropa a Frankräich anzerichten an eng franséisch Banklizenz unzefroen. Dës Entscheidung vun enger wicteger Fintech-Firma kéint potenziell Auswirkungen op déi Lëtzeburger Finanzplaz hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. War d'Regierung a Kontakt mat de Vertrieeder vu Revolut virun dëser Entscheidung? Falls jo, wat waren d'Grënn, déi d'Firma uginnt huet, fir sech géint Lëtzebuerg ze entscheiden?

2. Hat Revolut och zu Lëtzebuerg no de Konditiounen fir eng Banklizenz gefrot?

3. Wéi evaluéiert d'Regierung den Impakt vun dëser Entscheidung op d'Lëtzeburger Finanzplaz, besonnesch am Kontext vun der Konkurrenz tëscht europäeschen Zentren fir Finanztechnologie-Firmen?

Réponse (16/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. Nee.

ad 2. Dem Finanzministère ass net bekannt, dass dës Firma een Antrag fir eng Banklizenz zu Lëtzebuerg soll gestallt hunn.

ad 3. Lëtzebuerg ass eng international Finanzplaz an och am Beräich vun der Finanztechnologie ganz breet opgestallt. Mat iwwer 250 sougenannte Fintech-Firmen.

An och d'lescht Joer hu sech eng Partie nei Acteuren zu Lëtzebuerg néiergelooss, dorënner 2 elektronesch Geld-Institutionen a 5 sougenannte Virtual Asset Service Providers. Fir méi Informatiounen dozou: <https://www.luxembourgforfinance.com/en/news/private-assets-and-life-insurance-drive-strong-growth-in-luxembourgs-financial-sector/>.

Rezent krut och eng zousätzlech Kryptowährungsplattform mat Sätz zu Lëtzebuerg, hir Lizenz als Crypto-Asset Service Provider.

Donieft gräife grouss Finanzinstituter an och Fongemanager op déi sougenannte Blockchain-Technologie zrëck. Hei huet Lëtzebuerg mat senger Blockchain-Gezetter kloer Akzenter gesat.

D'Regierung gesäit net, awéifern eng annoncéiert Decisioun vun engem Acteur, mat bestoender Banklizenz a Litauen, sech och a Frankräich, hirem gréissten Maart, néierzeloossen, een Impakt op eis Finanzplaz sollt hunn.



D'Regierung wäert sech op allefall weider dofir asetzen, eist Land verstärkt am Beräich vun der Finanztechnologie ze positionéieren.

Sport à l'école fondamentale à Dudelange | Question 2347 (20/05/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2173 stellt den Educationnsminister fest:

„Bei der Analys, déi vun de Regionaldirektiounen duerchgefuert gouf, gouf constatéiert, datt et vereenzelt Klassen an e puer Schoule gëtt, an deenen net déi integral am Plan d'études festgehalen Unzuel u Stonnen u Schoulsport offéiert gëtt an dëst aus organisatoresche Grënn, dorënner notament feelend Disponibilitäten an de Sportsinfrastrukturen.“

Wéi aus der Äntwert ervirgeet, sollen ënnert dëse Schoulen och eng Rei Gebaier aus der Gemeng Diddeleng sinn – wat eisen Informatiounen no allerdéngs net méi der Realitéit um Terrain entsprécht. Anescht wéi zum Moment vun der Rentrée 2024/2025 am System „Scolaria“ festgehalen ginn ass, kënnen d'Klassen zu Diddeleng aktuell nämlech vun enger neier Sportsinfrastruktur mat Turnhal a Schwämm profitéieren.

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir Education, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Kann den Educationnsminister confirméieren, dass seng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2173 sech op d'Situatioun zum Zäitpunkt vun der Schoulrentrée 2024/2025 bezunn huet an net op déi aktuell?

2. Wéi ass déi aktuell Situatioun, wat d'Sportstonnen am Fondamental an der Stad Diddeleng ugeet?

Réponse (24/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Wéi an der parlamentarescher Fro Nr. 2173 duergeluecht, baséieren d'Informatiounen op enger Analys, déi vun de Regionaldirektiounen a mengem Optrag am Ufank vum 3. Trimester vum aktuelle Schouljoer duerchgefuert gouf. D'Informatiounen aus der concernéierter parlamentarescher Fro baséieren deemno op den Donnéeën, déi dee Moment aktuell waren.

ad 2. Déi zoustänneg Regionaldirektioun huet confirméiert, datt an der Tëschenzäit, mat der Ënnerstëtzung vun der Gemeng an de Schoulpresidenten, déi drëtt Sportstonn, déi all Facettë vu Sport a kierperlecher Beweegung ofdeckt, an de Cyclen 2 an 3 vun allen Diddelenger Grondschoulen offéiert gëtt.

Indemnisation des remplaçants dans l'enseignement fondamental | Question 2348 (20/05/2025) de **M. Meris Sehic** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Pour effectuer des remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) engage des remplaçant-e-s temporaires. Les candidat-e-s à ces postes doivent disposer d'une attestation habilitant à faire des remplacements. Après l'obtention de cette attestation, pour pouvoir être indemnisée, chaque personne doit constituer son dossier personnel auprès du Service ressources humaines du Ministère de l'Éducation nationale. Parmi les documents requis figure un certificat médical d'embauche. Pour la prise de rendez-vous auprès du docteur de contrôle, les candidat-e-s doivent obligatoirement passer via le service compétent du MENJE.

Selon nos informations, le délai pour obtenir un tel rendez-vous s'étend actuellement sur plusieurs mois. Bien que les remplaçant-e-s soient autorisé-e-s à commencer leur mission avant ce rendez-vous, ils-elles ne sont indemnisé-e-s qu'une fois leur dossier finalisé et le certificat médical délivré.

Dans ce contexte, une période prolongée sans revenu peut entraîner des difficultés importantes, notamment pour des remplaçant-e-s souvent en début de carrière professionnelle.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quel est actuellement le délai d'attente moyen pour les rendez-vous des remplaçant-e-s auprès du docteur de contrôle ? Comment ce délai a-t-il évolué dans le passé récent ?

2) Combien de remplaçant-e-s travaillent actuellement dans l'enseignement fondamental alors qu'ils-elles attendent leur passage chez le docteur de contrôle ?

3) Quel est, en moyenne, le délai entre la délivrance du certificat médical d'embauche et le versement effectif des indemnités dues ?

4) Le cas s'est-il déjà présenté qu'un-e remplaçant-e ait obtenu un rendez-vous auprès du médecin de contrôle après la fin de son contrat à durée déterminée ?

5) Dans l'hypothèse où un-e remplaçant-e se verrait refuser la délivrance d'un certificat médical d'embauche après avoir déjà presté un ou plusieurs mois de service, de quelle manière serait-il-elle indemnisé-e, et sur quelle base légale ?

Réponse (24/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Pour les remplaçants de l'enseignement fondamental, les rendez-vous auprès du médecin du travail ne sont pas demandés nominativement. Dès que des créneaux horaires ont été alloués par l'Administration des services médicaux du secteur public (ASM) au Service des ressources humaines (SRH) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les gestionnaires de la cellule compétente s'efforcent à les attribuer aux remplaçants en attente d'un rendez-vous. En raison du nombre limité de créneaux disponibles, les rendez-vous sont accordés prioritairement aux remplaçants permanents et aux remplaçants journaliers ayant déjà accumulé un bon nombre de remplacements. De ce fait, un délai d'attente moyen ne peut être indiqué.

ad 2) Actuellement, 129 agents, dont la cellule compétente du SRH a connaissance, doivent encore passer chez le médecin du travail. Il convient toutefois de préciser que les remplaçants journaliers ne sont envoyés chez le médecin du travail que s'ils ont déjà effectué au moins un remplacement et uniquement après que la déclaration de ce remplacement a été communiquée à la cellule précitée. Cela afin d'éviter de bloquer des rendez-vous auprès du médecin du travail pour des examens d'embauche qui ne seront finalement pas suivis d'un recrutement. À partir de l'année scolaire prochaine, il est envisagé d'envoyer les remplaçants journaliers chez le médecin du travail dès la fin de leur stage visant l'obtention de l'attestation d'habilitation, et ce avant leur premier remplacement.

ad 3) En principe, dès que le certificat médical d'embauche a été établi, le versement effectif des indemnités se réalise endéans un mois, à condition que le dossier personnel du remplaçant soit complet et que les remplacements aient été déclarés auprès du SRH. Néanmoins, si toutes les conditions précitées ne

sont remplies qu'après la date de clôture du mois en cours, le versement sera reporté au mois suivant.

ad 4) Les contrats des remplaçants permanents sont majoritairement conclus pour une année scolaire complète, sinon pour une durée dépassant au moins trois mois. À notre connaissance, aucun remplaçant permanent n'a obtenu un rendez-vous auprès du médecin du travail après la fin de son contrat à durée déterminée. Quant aux remplaçants journaliers, leurs contrats sont conclus pour l'absence précise d'un agent, que ce soit pour une seule leçon, une semaine ou un mois entier. Les rendez-vous auprès du médecin du travail ne sont octroyés de façon générale qu'après un premier remplacement, et ce pour les raisons susmentionnées ainsi que conformément à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, qui dispose que l'aptitude médicale des agents en question est constatée pendant un délai de trois mois à partir de la date d'effet de l'engagement.

ad 5) Dans l'hypothèse où un remplaçant serait déclaré inapte par le médecin du travail, le contrat à durée déterminée cesse. En conséquence, aucun nouveau remplacement ne lui sera accordé. Les indemnités dues pour les prestations déjà effectuées proviennent du principe général du droit selon lequel tout travail effectué donne droit à une rémunération, indépendamment de la cause de la résiliation ou cessation du contrat.

Sortie programmée de réfugiés ukrainiens des logements de la Croix-Rouge | Question 2349 (20/05/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon des articles de la presse écrite, la Croix-Rouge aurait demandé à 80 familles, soit 200 personnes, logées dans 57 appartements de quitter leur logement en mars 2025. Il s'agit de personnes ayant fui la guerre en Ukraine et bénéficiant d'une protection temporaire. Une partie de ces personnes aurait de grandes difficultés à trouver un logement sur le marché de logement parce qu'il s'agit de familles monoparentales ou de personnes à mobilité réduite. Une de ces familles a décidé de poursuivre en justice leur droit à un logement adapté auprès de l'Office national de l'accueil (ONA).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelles sont les raisons de la fin du programme, par lequel des logements ont été mis à disposition des bénéficiaires de la protection temporaire (BPT), en mars 2025 ?

2) Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à l'affirmation que des BPT et d'autres réfugiés pourraient, au futur, non seulement introduire des actions en justice contre l'ONA, mais aussi contre des prestataires, notamment la Croix-Rouge ?

3) Quel est l'état de la structure d'hébergement « Tony Rollman » ? Est-elle adéquate pour loger des personnes vulnérables, notamment celles qui ont un handicap ou des enfants ?

4) Quelles structures avec combien de lits existent et sont actuellement disponibles pour loger des personnes à mobilité réduite ?

Réponse (24/06/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Il n'appartient pas au Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil de



se prononcer sur les raisons ayant conduit la Croix-Rouge luxembourgeoise à sa décision de mettre fin au logement des BPT en question.

ad 2) Dans un État de droit, toute personne dispose de la possibilité de faire valoir ses droits en justice, conformément aux principes fondamentaux de la démocratie et à l'accès à la justice. Cela vaut également pour les réfugiés, qui peuvent, s'ils estiment avoir subi un préjudice, engager des procédures judiciaires contre tout organisme concerné. Il appartient alors aux autorités judiciaires compétentes d'en examiner la recevabilité et le bien-fondé.

ad 3) Le Centre de primo-accueil Kirchberg (CPA Kirchberg « Tony Rollman ») correspond aux normes européennes en la matière.

L'ensemble du site – y compris les accès aux sanitaires et au réfectoire – est accessible aux personnes à mobilité réduite, ce qui permet une prise en charge des personnes en situation de handicap.

Tout DPI et BPT qui intègre le réseau de l'ONA passe par le CPA Kirchberg et est soumis à une évaluation individuelle quant à sa vulnérabilité. Les personnes vulnérables hébergées au CPA Kirchberg font l'objet d'une attention particulière et sont relogées de manière prioritaire.

ad 4) Au 30 avril 2025, le réseau d'hébergement de l'Office national de l'accueil disposait de 858 lits dans 15 structures d'hébergement qui étaient adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Il convient de noter que bon nombre de ces lits sont situés dans des chambres familiales, ce qui reflète une volonté d'assurer l'inclusion des personnes à mobilité réduite au sein des unités familiales. De ce fait, la capacité d'accueil réelle pour des personnes seules en situation de handicap peut varier en fonction de la composition des ménages.

Déclaration conjointe des dirigeants de la France, du Royaume-Uni et du Canada sur la situation à Gaza et en Cisjordanie | Question 2350 (20/05/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Le 19 mai 2025, les dirigeants de la France, du Royaume-Uni et du Canada ont publié conjointement une déclaration sur la situation à Gaza et en Cisjordanie. Dans cette déclaration, les auteurs s'opposent fermement à l'extension des opérations militaires israéliennes à Gaza, jugeant le niveau de souffrance humaine à Gaza intolérable.

Tout en demandant au Hamas de libérer immédiatement les derniers otages, les dirigeants annoncent leur intention de prendre des mesures contre le Gouvernement Netanyahu : « Nous ne resterons pas les bras croisés pendant que le Gouvernement Netanyahu poursuit ces actions scandaleuses. Si Israël ne met pas fin à la nouvelle offensive militaire et ne lève pas ses restrictions sur l'aide humanitaire, nous prendrons d'autres mesures concrètes en réponse. Nous nous opposons à toute tentative d'expansion des colonies en Cisjordanie. Israël doit mettre fin aux implantations qui sont illégales et compromettent la viabilité d'un État palestinien ainsi que la sécurité des Israéliens et des Palestiniens. Nous n'hésiterons pas à prendre d'autres mesures, y compris des sanctions ciblées. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que le Luxembourg a été contacté en amont pour se joindre à cette déclaration et si oui, quelle fut la réaction du Luxembourg ?

2) Quelle est l'appréciation politique de Monsieur le Ministre concernant la déclaration susmentionnée ? Est-ce que Monsieur le Ministre partage les opinions qui y sont exprimées ?

3) Est-ce que le Luxembourg est également prêt à prendre des mesures, y compris des sanctions ciblées, si le Gouvernement Netanyahu ne change pas de politique ? Est-ce que le Luxembourg se joindra le cas échéant à une initiative commune en ce sens ?

Réponse (19/06/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Luxembourg n'a pas été contacté pour se joindre à la déclaration des trois pays, France, Royaume-Uni et Canada sur la situation à Gaza et en Cisjordanie.

Il va sans dire que le Luxembourg partage pleinement les préoccupations exprimées par la France, le Royaume-Uni et le Canada dans leur déclaration concernant la situation à Gaza et en Cisjordanie. En termes de mesures à prendre au niveau de l'Union européenne, il est rappelé que le ministre Xavier Bettel a soutenu la demande des Pays-Bas pour une évaluation par la Commission européenne du respect par Israël de l'article 2 de l'accord d'association UE-Israël, et soutient les demandes en cours de sanctions supplémentaires à l'encontre des colons violents en Cisjordanie.

Lutte contre les contrefaçons de produits de luxe à Luxembourg | Question 2351 (20/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Jore schéngt den Handel mat gefälschte Luxusartikelen europawäit zouzehuelen. D'Administration des douanes et accises spillt eng zentral Roll bei der Erkennung an der Sécherstellung vun dese Produkter, déi net nëmmen ekonomesche Schued verursaachen, mee och d'Konsumenterechter an d'Gesondheet gefäerde kënnen, well si dacks mat héijen Dose vu geféierleche Schadstoff belaaßt sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen des Froe stellen:

1. Wéi vill gefälscht Luxusartikelen huet d'Douane zu Lëtzebuerg an de leschte fënnf Joer, opgeschlëselt pro Joer, séchergestallt?

2. Wat ass de geschätzte Gesamtwäert vun dese konfiszéierte Wueren a wéi huet sech desén am Laf vun der Zäit entwéckelt?

3. Ëm wéi eng Zort vu Produiten handelt et sech haaptsächlech (Poschen, Kleeder, Aueren etc.), a vu wéi enge Marken?

4. Vu wou kommen déi meescht gefälscht Produkter, déi zu Lëtzebuerg saiséiert ginn?

5. Wéi eng Moyenen a Ressourcen huet d'Douane aktuell zur Verfügung, fir dese Problem unzegoen, a si se ausräichend?

6. Wéi héich war de Käschtepunkt an de leschte fënnf Joer fir d'Vernichte vun de saiséierte Produiten, opgeschlëselt pro Joer?

Réponse (24/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. D'Douane féiert keng Statistik iwwer sougenannte „Luxusartikelen“. Am Tableau[†] heidrënner sinn duerfir sämtlech gefälschte Wueren, déi d'Douane iwwer déi lescht 5 Joer opgegraff huet, opgeléicht:

Déi substanzuell Hausse no 2022 kann dobäi op méi Facteuren zrëckgefouert ginn, dorënner déi wirtschaftlech Post-Covid-Reprise.

ad 2. De geschätzte Gesamtwäert vun dese Wueren, déi d'Douane zeréckbehalen huet, beleef sech op insgesamt 30.464.134 Euro. Dese Montant ass ofhängeg vun der Natur an der Valeur unitaire vum Produit, déi d'Douane zeréckgehalen huet.

ad 3. D'Kategorien a Marke vun de Wuere ginn net statistesch erfaast. Allgemeng kann ee soen, dass den héchsten Undeel vun de betraffene Produiten op Kleeder, Sports-Schong a Maroquinerie fällt.

ad 4. Déi meescht gefälscht Produiten, déi zu Lëtzebuerg vun der Douane saiséiert goufen, kommen aus China, der Türkei an dem Vietnam.

ad 5. D'Moyenen an d'Ressourcen, déi der Douane zur Verfügung stinn, sinn a Relatioun mat hiren Attributiounen. Wat d'Zoustännegkeeten am Beräich vun de Fälschungen ugeet, sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0303 vum 7. Februar 2024 verwisen:

„En matière de contrefaçon, l'Administration des douanes et accises (ADA) est compétente à la frontière extérieure de l'Union européenne. Sur le territoire national, cette compétence relève de la Police grand-ducale. Les compétences de l'ADA en la matière découlent du règlement européen (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil. Ce règlement confère à l'ADA – uniquement aux frontières extérieures de l'Union européenne – le pouvoir d'intercepter et de retenir les marchandises contrefaites. L'ADA informe ensuite les titulaires de marques qui sont souverains de déclencher, le cas échéant, les procédures judiciaires pour voir leurs intérêts économiques et commerciaux préservés.“

ad 6. Heidrënner d'Oplëschtung vun de Käschten, déi der Douane fir d'Zerstéierung vu Wueren an de leschte fënnf Joer entstane sinn: [†]

Potentiel des néobanques pour le Luxembourg | Question 2352 (21/05/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon les médias français, la société Revolut, une néobanque qui a développé une application bancaire en ligne avec plus de 50 millions de clients à travers le monde, aurait décidé d'ouvrir son deuxième siège dans l'Union européenne en France et d'y déposer une demande pour une licence bancaire. L'investissement de Revolut en France se chiffrerait à plus d'un milliard d'euros en trois ans. Selon mes informations, la banque n'a pas reçu d'agrément de la part des autorités luxembourgeoises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il aurait fallu accepter la demande d'agrément de Revolut ?

2) Comment Monsieur le Ministre estime-t-il le potentiel des néobanques pour la place financière luxembourgeoise ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'attirer d'autres néobanques vers le Luxembourg ?

4) Le cas échéant, quels incitatifs Monsieur le Ministre compte-t-il leur offrir ?

Réponse (16/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1176 du 9 septembre 2019.

ad 2) à 4) Il est communément admis que les néo-banques sont des acteurs financiers ou intermédiaires qui offrent des services bancaires en ligne ou accessibles exclusivement via des applications mobiles. Si ces services sont de plus en plus populaires, plusieurs études mettent en évidence que les acteurs concernés peinent encore à être rentables. Ils sont souvent adossés à des groupes bancaires.

Avec des solutions agiles, inclusives et orientées vers l'utilisateur et à travers les avancées technologiques et l'usage de technologies numériques émergentes que leur modèle d'affaires induit, ces acteurs complètent l'écosystème bancaire traditionnel et contribuent à renforcer l'attractivité du Luxembourg en tant que hub européen de la fintech.

Le Luxembourg compte actuellement 17 établissements de paiement et 13 établissements de monnaie électronique, sans compter les établissements de crédit traditionnels qui offrent d'ores et déjà à leurs clients des services de banque en ligne voire de banque mobile.

Négociations avec la CNS sur le forfait de financement de sites supplémentaires | Question 2353 (21/05/2025) de Mme Paulette Lenert | M. Claude Haagen | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Alors que la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière permet depuis 2023 la mise en place de sites supplémentaires dédiés, entre autres, à des services d'imagerie médicale, force est de constater qu'aucun site supplémentaire n'a été ouvert depuis. Dans la réponse à la question parlementaire n° 1829, Madame la Ministre a indiqué que « les travaux sont en cours concernant l'élaboration d'un forfait destiné à financer les frais de fonctionnement des antennes de services sur les sites supplémentaires ».

Lors d'une interview sur les ondes de RTL en date du 20 mai 2025, le directeur général des Hôpitaux Robert Schuman a dit se sentir « freiné », mentionnant le cas d'un site supplémentaire prévu à la Cloche d'Or. Ceci à cause des négociations avec la Caisse nationale de santé (CNS) relatives au forfait de financement de ces sites supplémentaires qui durent depuis deux ans déjà.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les instructions données par Madame la Ministre aux représentants de l'État au sein de la CNS, concernant la mise en place de tarifs relatifs aux sites supplémentaires ?
- 2) Quelles sont les raisons du blocage actuel ?
- 3) Comment Madame la Ministre entend-elle intervenir afin de mettre fin à ce blocage ?
- 4) Madame la Ministre envisage-t-elle d'abandonner les négociations si le désaccord persiste ?
- 5) Dans l'affirmative, dans quel délai peut-on s'attendre à une décision ?

Réponse (24/06/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les négociations entre la CNS et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) portant sur la détermination de la méthodologie de calcul des forfaits des antennes sont toujours en cours. Les deux parties ont cependant pu trouver un accord de principe à ce sujet.

ad 2) et 3) Le ministère n'a pas connaissance d'un blocage.

ad 4) et 5) Conformément à l'article 45, alinéa 3, point 5) du Code de la sécurité sociale, le ministère n'intervient pas dans le processus de négociation.

Négociations avec la CNS sur le forfait de financement de sites supplémentaires | Question 2354 (21/05/2025) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Am „Invité vun der Redaktioun“ vum 20. Mee 2025 op RTL huet den Dokter Marc Berna d'Problemer am Zesummenhang mat de Forfait-Verhandlungen mat der CNS ugeschwat a betount, datt dës Verhandlungen festgefuere sinn, besonnesch wat d'Definitioun, d'Bewäertung an d'Adaptatioun vun de Forfaiten un d'Realitéte vun der medezinnescher Praxis ugeet.

Eng weider Verzögerung kéint negativ Auswierkungen op d'Organisatioun vun der Patienterversuergung, d'administrativ Belaaschtung fir d'Dokteren an d'Zerfridenheet vun de Patienten hunn. Dobäi kéim, datt IRM, Scanner a Röntge reegelméisseg misste kontrolléiert ginn a bis elo net mol kéinte benotzt ginn.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wat ass déi konkret Ursaach firwat d'Antenn fir diagnostesch Bildgebung vun den Hôpitaux Robert Schuman op der Cloche d'Or net a Betrib ka geholl ginn? Hu mir hei erëm deen nammlechte Fall wéi um Potaschbiere? Wann nee, firwat dierf deen Zentrum net opmaachen?
2. Wat sinn déi konkret Ursaache fir de Stëllstand bei de Verhandlungen tëscht der CNS an de Vertrieeder vun de Spideeler?
3. Handelt et sech hei ëm e Problem vu politeschem Wëllen oder ginn d'Verhandlungen gebremst respektiv gesteeuert, fir d'Käschten ze deckelen?
4. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Diskussiounen tëscht der CNS an de Spideeler nees a Bewegung ze bréngen?
5. Am Koalitiounsaccord ass festgehalen ginn, dass d'Regierung d'Noutwennegkeet gesäit, de gesetzlechen an de regulatoresche Kader am Beräich vun de medezinnesche Forfaiten ze iwwerpräiwe respektiv ze aktualiséieren. Wou ass d'Regierung mat der Iwwerpräiwing drun? Wat sinn d'Conclusiounen aus der Iwwerpräiwing? Wéini ginn déi dréngend noutwennege Aktualiséierung virgeholl?
6. Ass der Regierung bewusst, datt de Stëllstand bei de Verhandlungen riskéiert, am Kontext vum aktuelle Bevëlkerungswuesstem, d'Waardezäite vun de medezinnesche Rendez-vousen nach méi ze verlängeren an domat zu enger onsécherer Situatioun fir d'Patienten ze féieren? Wa jo, mat wéi enge Waardezäite fir IRM-Rendez-vousen rechent d'Regierung fir déi kommend Joren (Projektiounen)?
7. Wéi héich belafen sech aktuell d'Ënnerhaltskäschte fir Apparater, déi zwar funktiounsfäeg sinn, awer momentan net am Asaz sinn? Wie muss dofir opkommen?

Réponse (24/06/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. No den Dispositiounen vum Artikel 4 (1) vum Spidolsgesetz [...] kann ee Centre hospitalier eng Demande erarechen, fir een zousätzleche Spidolsite an och Antenne vu Spidolsservicer unzefroen. No Instruktioun vun den néidegen Ënnerlage gëtt virun der Geneemegung duerch de Minister all Demande, fir ee Site an eng Antenn opzemaachen, der Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH) pour avis virgelaucht.

Den Dossier betreffend den zousätzleche Site vun den Hôpitaux Robert Schuman op der Cloche d'Or, mat der Antenn fir medezinnesch Bildgebung, gouf Enn Abrëll 2025 un de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet geschéckt. D'Gesondheitsdirektioun krut dësen Dossier ze analyséieren, fir hiren Avis zur medezinnesch-pfleegerescher Organisatioun vum Site a vun der Antenn vum Service opzestellen, mam Zil, dësen esou séier wéi méiglech der CPH virzeleeën.

ad 2. bis 4. D'Verhandlungen tëscht der CNS an der Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), fir d'Methodologie fir d'Berechnung vun de Forfaiten am Kader vun den Antenne festzeleeën, sinn nach net formell ofgeschloss, mee béid Säiten hu sech iwwer d'Methodologie kënne eens ginn an et gëtt een Accord de principe. Dem Ministère ass deemno kee Stëllstand bekannt.

ad 5. Sollten sech aus de Verhandlungen an Diskussiounen Elementer erginn, déi missten ugepasst ginn, da géif dat mat an d'Aarbechten opgehooll ginn.

ad 6. D'Regierung ass sech bewusst, dass den aktuellen demographesche Wuesstem an Zukunft net méi laange Waardezäite fir medezinnesch Diagnostik-Rendez-vousen, inklusiv fir IRM-Ënnersichungen, kéint féieren.

Am Kontext vum aktuelle Bevëlkerungswuesstem analyséieren den M3S an d'Gesondheitsdirektioun d'Dispositiounen vum Spidolsgesetz, déi eventuell ugepasst misste ginn, engersäits bei der Zuel vun de Better pro Spidolsservice, an anersäits de Geneemegungskader fir medezinnesch Apparater.

Laut Donnéeën vum Nationale Gesondheitsobservatoire goufen am Joer 2023 zu Lëtzebuerg 75,8 % vun den IRM-Examen bannent 60 Deeg nodeems de Rendez-vous geholl ginn ass duerchgefouert, dorënner ronn 20 % bannent 15 Deeg. Dëst weist, dass – jee no klinescher Prioritéit – IRM-Examen an engem Delai tëscht 15 Deeg an 2 Méint disponibel sinn.

ad 7. Den M3S huet keng Donnéeën zu dëser Fro. D'CNS iwwerhéit d'Käschten, nodeems den zousätzleche Site an d'Antenn vum Service geneemegt sinn.

Inégalités entre les indépendantes et les salariées enceintes | Question 2355 (21/05/2025) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Et ass selbstverständlech, datt een déi eng oder aner berufflech Virdeeler wéi och Nodeeler huet, wann een als Salaré respektiv als Independant tätig ass. Net selbstverständlech ass awer de Fait, datt weiblech Independanteën, deenen hir Aarbecht am Fall vun enger Schwangerschaft zum „inventaire des postes à risques“ gehéiert, a fir déi et keng Méiglechkeet fir en temporären Amenagement vun der Aarbechtsplaz gëtt, enger Ongerechtegkeet ausgesetzt sinn.

Déi grad erwäunte betreffen Independanteën gi benodelegt op e puer Punkten, nämlech hu si kee Recht op eng berufflech Dispens, esoual d'Schwangerschaft festgestallt gëtt. Ganz am Géigesaz zu hire Fachkollegen, déi déi nammlechte Aarbecht als Salaré maachen an déi d'Dispens zegutt hunn, woumat si an hire Schwangerschaft kengem Risiko duerch d'Aarbecht ausgesetzt ginn an dann och keng substanzuell Aboussen hunn, wann et ëm de Revenu während der Dispenszeit geet, déi ronn 6 Méint virum Congé maternité ausmécht.

Dozou kënnt nach, datt déi hei erwäunte betreffen Independanteën bei der Berechnung vun hirem Revenu während dem Congé maternité an dem Congé parental substanzuell Aboussen hunn, doduerch, datt si

eeben trotz „postes à risques“ kee Recht op déi ronn 6 Méint Dispens bis zum Congé maternité hunn. Duerch, datt si dat Recht net hunn, hu si ronn 6 Méint virum Congé maternité entweeder guer kee Revenu, wa si sech an hirer Schwangerschaft net wëllen deene reelle Risiken duerch d'Aarbecht aussetzen an ophale mat schaffen; oder si hu ronn 6 Méint virum Congé maternité substanzuell Abousse bei hirem Revenu, wa si an deene Méint d'Risiken an domat och hir Aarbecht esouwäit et geet aschränken, fir net musse ganz opzehale mat schaffen.

Dës finanziell Abousse féieren nach méi wäit, well sech doraus nach e weidere Problem ergëtt. Nämlech gëtt doduerch deene betraffene Fraen hire Revenu och während dem Congé maternité an dem Congé parental zousätzlech duerch substanzuell Abousse gekennzeichnet, well d'Berechnungsbasis fir de Revenu während dem Congé maternité sech eebe genau op déi viereg 6 Méint bezitt a fir de Revenu während dem Congé parental op déi viereg zwielef Méint.

An deem Kontext wëilt ech der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech dësem Problem bewusst?
2. Ass d'Regierung och der Meenung, datt dës Ongerechtegkeet am Sënn vun enger ënnerstëtztender Familljepolitick onbedéngt muss opgeléist ginn? Wa jo, wéi gedenkt si hei genau virzegoen an a wéi engem Zäitraum?
3. Ass d'Regierung gewëllt, de Problem vun der Dispens fir déi erwäante betreffen Independanteën ze léisen an dofir ze suergen, datt och si endlech dat néidegt Recht op eng Dispens kréien? Wa jo, wéini géingen hei déi gesetzlech Upassunge virgeholl ginn?
4. Wann net, ass d'Regierung gewëllt, d'Berechnungsbasis fir de Revenu während dem Congé maternité a Congé parental unzepassen an z. B. ëm sechs Méint no vir ze verréckelen, fir dëser finanzieller Ongerechtegkeet endlech wéinstens deelweis entgéintzewierken, wuel wëssend, dass den Aarbechtsrisiko fir déi Frae während der Schwangerschaft ëmmer nach bestoe bleift?

Réponse (24/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Jo, d'Regierung ass sech dësem Problem bewusst an dowéinst, awer net nëmme wéinst deem genannte Problem, gëtt am Koalitiounsaccord betount: „Le travail des salariés et le travail des indépendants doivent être traités de manière égalitaire. Ainsi, le Gouvernement réformera le statut de l'indépendant.“

Déi zoustänneg Ministère sinn amgaang den Inventaire ze maache vun allen Elementer, déi an deem Kader missten analyséiert ginn a wäerten zäitno déi néideg Diskussiounen mat alle Bedeelegte féieren.

Monopole du LNS en matière d'analyse des biopsies | Question 2356 (21/05/2025) de **Mme Mandy Minella** | **M. Gérard Schockmel** (DP)

Le Laboratoire national de santé (LNS) joue un rôle central dans le système de santé luxembourgeois en assurant les analyses anatopathologiques, notamment pour le diagnostic des biopsies. Cette mission s'inscrit dans un cadre visant à garantir la qualité des résultats, la maîtrise des coûts pour la Caisse nationale de santé (CNS) et la collecte complète des données épidémiologiques.

Ces dernières années, le volume des analyses a connu une croissance régulière, avec une augmentation d'environ 6 % par an conduisant à une augmentation

significative du temps d'analyse des biopsies. Face à cette évolution, des mesures ont été mises en œuvre pour adapter les capacités du LNS, comprenant notamment l'autorisation transitoire de prestation d'heures supplémentaires par l'équipe en place, l'acquisition d'équipements automatisés ainsi que l'intensification de la digitalisation du département.

Parallèlement, certains professionnels de santé ont évoqué la possibilité d'une collaboration avec des laboratoires privés agréés, dans le cadre d'un modèle qui permettrait de combiner les avantages du système actuel avec une plus grande flexibilité en diminuant la charge de travail marquante du LNS.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce que les délais moyens d'analyse des biopsies au LNS ont pu évoluer depuis la mise en œuvre des mesures visant à les réduire ?
- 2) Dans l'affirmative, quels ont été les impacts réels et mesurables de ces mesures sur la diminution du temps de réponse ?
- 3) Compte tenu du nombre élevé de laboratoires privés agréés et des difficultés persistantes liées à la gestion des demandes d'analyses de biopsies, Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer la collaboration avec le secteur privé, voire de remettre en question le monopole actuel du LNS, afin de garantir un délai de quatre à cinq jours pour l'obtention des résultats de biopsies ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (24/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Oui.

ad 2) Depuis l'automne 2023, le LNS a engagé une restructuration du service d'anatomie pathologique afin de répondre aux défis identifiés et de remédier aux causes sous-jacentes des retards. Ce plan comporte des objectifs à court, moyen et long terme. Une amélioration de l'organisation interne, l'optimisation des processus, une meilleure communication avec les professionnels de santé et la digitalisation ont montré un impact positif sur les temps de réponse. Plusieurs résultats positifs sont déjà observables et se reflètent sur les délais de traitement. Toutefois, la restructuration est encore en cours.

En janvier 2024, le délai moyen atteignait un pic de 20,03 jours. Au 30 mai 2025, le délai moyen est de 9,29 jours pour 87,3 % des cas. Les échantillons classés comme « urgents » (12,7 % des cas) sont traités dans un délai moyen de 3,01 à 3,54 jours (entre juin 2023-juin 2025), même durant les périodes les plus difficiles.

ad 3) Des réflexions sont actuellement en cours pour évaluer la meilleure manière d'aborder les monopoles en place, en tenant compte des enjeux liés à la qualité des soins, à l'intérêt public et à la souveraineté nationale. Le service au patient reste au cœur de ces considérations.

Digitalisation de la vignette fiscale relative à la taxe sur les véhicules | Question 2357 (21/05/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Säit bal zwee Joer kënnen d'Leit hir Steiervignette fir zu Lëtzebuerg ugemellten Autoen iwwer MyGuichet bezéien. Si mussen se am Fall vun enger Kontroll awer weider ausgedréckt am Auto dobäihunn. Si ginn also net administrativ entlaascht, mee si huelen dem Staat op eege Käschtchen d'Laascht of, fir se erauszudrécken an heemzeschécken.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiervignettë si säit der Aféierung vun der Digitaliséierung iwwer MyGuichet bezu ginn, amplaz, datt d'Leit sech se heemschécke gelooss hunn, souwuel ausgedréckt an absolutten Zuelen, wéi och a Prozent?

2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, firwat d'Leit, déi heivu Gebrauch maachen, am Fall vun enger Kontroll weiderhin en ausgedréckte Pabeier mussen dobäihunn, amplaz de Beamten alternativ dierfen de PDF op hirem Handy (oder engem aneren elektronischen Apparat) ze weisen? Bis wéini ass hei eng Ännerung virgesinn?

3. Mussen d'Leit, déi sech iertemlech drop verlossen, datt et duergeet, déi elektronesch Form um Handy ze hunn, am Fall vun enger Kontroll automatesch e Protokoll bezuelen? Falls jo, kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill d'Protokollen, wou d'Leit zwar hir Autossteuer vollstänneg an am Delai bezuelt haten, awer d'Vignette just ënner elektronischer Form matgefouert hunn, säit der Aféierung vum System geschriwwen goufen? Wéi vill Recettë sinn dem Staat doduerch entstanen?

4. Wéi vill Käschtchen huet de Staat doduerch agespuert, datt d'Leit d'Vignette net méi hu missen heemgeschéckt kréien?

5. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob virgesinn ass, de Beamten zukünfteg Zougrëff op déi entspreche Datebanken ze ginn, fir, datt si d'Vignette och alternativ kënnen selwer iwwerpräiwen, ouni, datt de Bierger se um Pabeier dobäi huet?

Réponse (19/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Iwwer de MyGuichet sinn op den 11. Juni 2025 20.784 Persounen op déi elektronesch Steiervignette abonéiert. Eng Persoun kann dobäi e puer Gefierer, an domat op sengem MyGuichet och e puer Steiervignetten, hunn.

Insgesamt si 427.929 Vignetten am Ëmlaf, déi hätte kéinten iwwer MyGuichet ugefrot ginn.

ad 2. Den Artikel 70 vum groussherzoglechen Arrêt vum 23. November 1955 iwwert d'Reegelung vum Verkéier op allen ëffentleche Stroosse gesäit vir, wéi eng Bord-Dokumenter (Documents de bord) ee Chauffeur vun engem zu Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier op Demande vun engem Beamte vun der Police respektiv der Douane muss virweisen. Dozou gehéiert ggf. nom Punkt 6 vun dësem Artikel och d'Steiervignette. Kann de Chauffer keng valabel Steiervignette virweisen, ass een Avertissement taxé (AT) vu 24 Euro virgesinn.

ad 3. 2024 huet d'Douane keen Avertissement taxé ausgestallt well keng physisch Steiervignette konnt virgewise ginn.

ad 4. Wéi vill Käschtchen domat gespuert konnt ginn, ass net bekannt.

ad 5. Souwuel d'Police wéi och d'Douane hunn haut d'Méiglechkeet, d'Informatiounen a Saache Steiervignette elektronesch ze verifizéieren.

Perturbation réseau POST et accès aux numéros d'urgence | Question urgente 2652 (24/07/2025) de **M. Ben Polidori** | **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Wéi op RTL an anere Medie gemellt gouf, kounn et den 23. Juli 2025 géint 16.30 Auer zu enger graver Stéierung am Réseau vu POST, wou verschidden essentiel Servicer net méi accessibel waren. Besonnesch



besuergneserreegend ass d'Meldung vum CGDIS a vun der Police, datt och den Accès op d'Nout-ruffnummern 112 respektiv 113 betraff waren.

An deem Zusammenhang wülte mir folgend Froen un den Här Premierminister an un den Här Innenminister stellen:

1. Ass den Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) an dësem Kontext zsummegegriff ginn? Wann net, firwat net? Ass ee „Plan d'intervention d'urgence“ (PIU) ausgeléist ginn? Wa jo, wéi gouf en ëmgesat a mat wat fir engem Resultat?

2. Ëm wat fir eng technesch Stéierung oder eventuell Cyberattack huet et sech am aktuelle Fall gehandelt? Goufen Elementer identifizéiert, déi op eng geziiltten Attack hiweisen?

3. Wéi laang waren déi betraffe Systemer ausgefall, a wéi eng Servicer waren insgesamt betraff?

4. Wat sinn d'Prozeduren an esou Fäll, besonnesch fir systemrelevant Verwaltungen a Servicer, fir de Kontakt mat de Bierger trotz engem Ausfall vum Internet- an Telefonsreseau oprechtzeerhalen?

5. Gëtt et alternativ Kommunikationsstrukturen, wéi zum Beispill Satellitennetz, Nouttruffnummern iwwer aner Kanäl oder lokal Radiosysteme, déi an esou engem Fall agesat kënnen ginn?

6. Wéi wëll d'Regierung d'Resilienz an d'Redundanz vun de staatlechen Infrastrukture verstärken, fir am Fall vun Attacken oder änlechen technesche Stéierungen e kontinuierleche Fonctionnement vun den essentielle Servicer sécherzestellen?

7. Déi betraffe Bierger kënnen am Fall vun engem flächendeckenden Handyreseauausfall net temporär op alternativ Netzoperatoren zeréckgräifen. Ass d'Regierung der Meinung, dass esou eng Netzwerk- oder Provider-Redundanz via Reglementéierung kéint virgeschriwwen ginn, fir eng minimal Dénsgschtkontinuitéit ze garantéieren? Sinn an deem Sënn legal oder technesch Dispositiounen geplangt, déi ee „roaming national d'urgence“ oder eng interoperabel Backup-Struktur forcéieren?

Réponse (31/07/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Op Decisoun vum Premierminister huet den HCPN eng Krisen-Cellule am nationale Krisenzentrum zu Senneng aberuff, wou all déi concernéiert Acteuren zsummekomm sinn. Dës Cellule gouf vum Wirtschaftsminister, Minister fir kleng- a mittelständeg Betriber, Energie- an Tourismusminister, Lex Delles präsidéiert, dës a Präsenz vum Innenminister, Léon Gloden. Et war dee Moment wichteg, en Iwwerbléck iwwert d'Situatioun bei POST ze kréien an och e provisoresche Bilan iwwert déi direkt Auswierkungen bei den Nouttruffnummern 112 an 113 ze zéien. Ab 20.00 Auer huet sech d'Situatioun stabiliséiert a POST konnt iwwert den Owend rëm successiv déi verschidde Servicer eropfueren.

ad 2. Déi technesch Stéierung, déi den 23. Juli 2025 opgetrueden ass, war d'Resultat vun enger Cyberattack, laut de forenseschen Analysen. Dës forensesch Analysen, déi vun den Experten aus dem Beräich Telekommunikatioun a Cybersécherheet bei POST duerchgefouert goufen, hu gewisen, datt eng Schwaachstell an engem standardiséierte Software-Komponent ausgenutzt gouf, fir eng groussflächeg Stéierung an d'Onverfügbarkeet vun de Servicer ze verursaachen.

D'Elementer, déi am Kader vun den Analysen identifizéiert goufen, weisen drop hin, datt et sech ëm eng Attack gehandelt huet. Et gouf keng Intrusioun an déi intern Systemer vu POST, an et sinn och keng Date kompromettéiert oder geklaut ginn. D'Attack sollt eng Stéierung vum normale Fonctionnement vun de Servicer ausléisen, déi trotz der héich redundanter Architektur eng generaliséiert Perturbatioun vum gesamte POST-Reseau verursaacht huet.

ad 3. Déi betraffe Systemer ware vum Mëttwoch, 23. Juli 2025, vu 16.15 Auer u fir ongeféier 3 an eng halleft Stonnen ausgefall. De progressive Retablisement huet géint 19.50 Auer ugefaangen, mat enger Prioritéit op d'Nouttruffnummern 112 an 113, déi géint 20.00 Auer erëm iwwer alleguer d'Netzer vu POST erreechbar waren. Déi meescht aner Servicer ware kuerz drop och nees gréisstendeels restauréiert.

Servicer vu POST, déi vum Incident vum 23. Juli 2025 betraff waren:

- De 4G- a 5G-Reseau an d'Téléphonie fixe (Réseau fixe) vu POST ware weeder fir Data nach fir Telefongesprécher disponibel. D'Indisponibilitéit vum 4G a 5G huet dozou gefouert, dass d'Appellen iwwert 2G ausgefouert goufen. D'Kapazität vum 2G ass awer net duergaangen, fir all d'Appellen ze assuréieren, wouduerch et ënnert anerem zu Problemer komm ass, fir den 112 an 113 aus dem POST-Reseau eraus unzuerufen.
- d'POST-Internetsäiten, déi mobil Applikatiounen vu POST an den E-Banking eboo;
- intern Applikatiounen vu POST;
- d'Verkafnetz an de Contact Center.

ad 4. De CGDIS huet fir seng eege Systemer verschidde Backup-Niveaue a Prozeduren, déi jee no Situatioun kënnen genotzt an aktivéiert ginn.

Wann, wéi an dësem Fall, d'Uruff op d'Nouttruffnummer 112 selwer duerch extern Problemer deelweis ënnerbrach oder gestéiert sinn, da beméit sech de CGDIS, fir der Bevëlkerung alternativ Weeër unzibidden, fir den 112 ze erreechen. An dësem konkrete Fall goufen alternativ Méiglechkeeten wéi Festnetz oder en aner Handy-Reseau-Provider recommandéiert. Doriwwer eraus waren déi lokal Asazentere vum CGDIS besat. Dës haten iwwer d'Funknetz jidderzäit direkte Kontakt mam 112, fir de Fall, datt e Bierger hei no Hëllef gefrot hätt, wat och an dräi Fäll esou gemaach gouf. Weiderhi stoung de CGDIS an direktem Kontakt iwwer Funk mat der Police, fir deene Leit entgéintzekommen, déi sech bei der Police fir en Noutfall gemellt hätten.

Ab deem Moment, wou eng Krisen-Cellule aberuff gëtt, koordinéiert eng national Kommunikatiouns-cellule d'Kommunikatioun mat de Medien an dem Bierger. Dës Cellule stinn déi verschidde Systemer zur Verfügung, fir via d'Medie mat de Bierger ze kommunizéieren oder per LU-Alert d'Bevëlkerung direkt ze alertéieren. An den Noutfallpläng ass och virgesinn, fir bei Problemer vun de Kommunikatiounssystemer eng technesch Cellule d'appui anzuberufen.

ad 5. D'Rettungsdénsgchter wéi de CGDIS an d'Police kommunizéieren iwwer de RENITA, en alternative Funkreseau, dee komplett autonom an onofhängeg vun de mobilen Netzer funktionéiert. Dës Funkreseau steet dem Bierger awer net direkt zur Verfügung.

Den HCPN koordinéiert de Moment d'Aarbechten, fir déi néideg Léieren aus dem Incident ze zéien.

ad 6. De Secteur vun der öffentlecher Verwaltung fällt an de Beräich vun der Direktiv iwwer d'Resilienz vun de kriteschen Entitéiten. Dës Direktiv gëtt duerch

de Projet de loi 8307 transposéiert an huet als Zil, d'Resilienz vun de kriteschen Entitéiten ze stäerken. Am Sënn vun dëser Direktiv ergräift och de Staat um Niveau vu senger kriteschen Infrastrukture Kontinuitéitsmoossnamen a stäerkt hir Resilienz.

Doriwwer eraus koordinéiert den HCPN zënter Enn 2024 d'Aarbechten an enger nationaler Resilienz-Strategie. Am Kader vun dëser Strategie geet et ganz allgemeng drëm, fir déi Strukturen, déi essentiell fir de Fonctionnement vum Land sinn, sou opzestellen a fir Redundanz um Niveau vu kritesche Ressourcen ze suergen, datt se méiglechst widderstandsfäeg sinn.

ad 7. Déi haiteg mobil Telekommunikationsreseau sinn technesch komplex Systemer, déi aus villen, aneneegräifenden Eenzelementer bestinn. Incidente kënnen deemno op villen Niveaue passéieren, déi fir d'Clienté jee weils ënnerschiddlech Repercussiounen hunn. Deemo gëtt et och méi wéi eng technesch Variant vum Handyreseauausfall, op déi mat enger passerender technescher Léisung kéint reagiert ginn. Fir esou Léisungen auszeschaffen, si pousséiert technesch Analysen noutwenneg. No dëser technescher Analys, wäerten déi néideg Verbesserungen gemaach ginn.

Perturbation réseau POST et accès aux numéros d'urgence | Question urgente 2659 (24/07/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

E Mëttwoch, den 23. Juli koum et zu enger gréisserer Pann bei POST, déi och zum Ausfall vum 112 a vum 113 gefouert huet. D'Clienté vun anere Reseau goufen zum Deel virun deene vu POST informéiert. D'Leit kruten als Informatioun awer och just matgedeelt, datt si am Noutfall selwer an dat nächste Spidol oder déi nächst „besate Kasär“ sollte fueren. Déi Formulierung huet fir vill Duerchernee gesuergt, well „Kasär“ ëmgangssproochlech virun allem mat eiser Arméi associéiert gëtt.

Des Weidere war zwar nodréiglech (!) bei RTL ze liesen, datt d'Kasären no an alleguer besat goufen, mee déi Informatioun huet de Leit allerdéngs gefeelt. Des Weidere kann de Wee bis an déi nächst Kasär am Noutfall awer wäertvoll Zäit kaschten a setzt virus, datt een no engem medezinneschen Tësche-fall iwwerhaapt nach mobil ass an iwwert en eegenen Auto verfüügt, op deen ee kann zeréckgräifen.

An deem Zusammenhang géif ech der Regierung gär dës dréngend Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt den 112 an den 113 net méi erreechbar waren, wou de Leit dach allgemeng kommunizéiert gëtt, datt se ëmmer un déi Servicer kommen, och dann, wann den Handy fir de Rescht blockéiert ass, en Abonnement net bezuelt gouf asw.?

2. Vill Leit hu sech d'Fro gestallt, ob et sech bei deem Message net éischter ëm Piratage handelt. Kann den Här Minister bestätegen, datt deem net esou ass an datt eleng den zoustännge Service sech ëm de Message gekëmmert huet?

3. Ass den Här Minister der Meinung, datt dee Message fir d'Leit verständlech war an datt d'Leit alleguer wëssen, wat et bedeit, et mat engem anere Provider ze versichen („essayer un autre opérateur“)?

4. Wat ass genau „Kasär“?

5. Ass den Här Minister der Meinung, datt d'Leit wëssen, wou déi nächstgeleeë Kasär („la caserne la plus proche“) ass?

6. De Sënn vun de Warnungen duerch LU-Alert ass deen, fir d'Leit präventiv op méiglech Schwiereregkeiten oder Noutsituatiounen virzebereeden an déi dofir

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

néideg Informatiounen ze vermëttelen. Ass den Här Minister der Meenung, datt deen hei betraffene Message vu LU-Alert déi Aufgab erfëllt huet? Wann nee, wat gëtt elo ënnerholl, fir an Zukunft ze vermeiden, datt de Service LU-Alert net méi fir onnëtz Duercherneen a Panik suergt?

7. Kann den Här Minister erklären, firwat den SMS-Message vu LU-Alert just op Franséisch formuléiert war an net op d'mannst och nach op Däitsch, wéi et bei deene leschte Message de Fall war?

Réponse (31/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De Grond vum Incident vum 23. Juli 2025 ass déi generaliséiert Perturbatioun vum Réseau vu POST. Och wann d'Noutrouffnummern ëmmer iwwer d'Netzwierker vun alle Provideren erreechbar sinn, och ouni aktivt Abonnement, sinn déi respektiv Provideren – an dësem konkrete Fall POST – awer op gewësse Grondinfrastrukturen ugewisen.

Bei POST war dës Grondvoraussetzung den 23. Juli duerch eng generell Stéierung vun hirem Réseau zäitweileng net ginn. D'Ursach war een duerch eng Cyberattack ausgeléiste Softwarefeeler. Dës Cyberattack huet net nëmmen d'Internetverbindung vu POST no bausse betraff, mee och d'Festnetz an déi mobil 4G- a 5G-Netzer.

D'Netverfügbarkeet vum 4G- a 5G-Netz huet dozou gefouert, datt d'Handyen automatesch op 2G (EDGE) ëmgeschalt hunn, well dëst Netz net direkt vun der Stéierung betraff war.

Theoreetesch war eng Verbindung nach méiglech, mee well sech de ganzen Trafick op den 2G

konzentréiert huet, war dat Netz séier saturéiert. Dëst huet et schwéier gemaach, eng Telefonsverbindung aus dem POST-Netz opzebauen. Entsprechend schwierig war et, d'Noutrouffnummern 112 (CGDIS) an 113 (Police) ze kontaktéieren.

D'Noutriff 112 an 113 selwer waren zu all Moment operationell, also net „down“. E groussen Deel vun de Leit mat engem POST-Abo konnten zäitweis weeder den 112 an den 113 respektiv nach eng aner Nummer erreechen. Iwwert déi aner Reseau war dat méiglech.

Souwuel d'Police wéi och de CGDIS, déi allebéid a permanentem Kontakt matenee waren, konnten hir Interventiounen zu all Moment assuréieren.

D'Police huet hir Präsenz um Terrain duerch méi Patroulle verstärkt an zousätzlech Telefonsnummere kommuniquéiert an och nach Message iwwer Press a Social Media erausginn.

De CGDIS huet mindestens zwee Membere pro „Centre d'incendie et de secours“ (CIS) kasernéiert, fir esou d'Prise en charge vu Leit, déi Hëllef brauchen, ze garantéieren. Iwwer 200 CGDIS-Membere waren doduerch am Asaz an hunn d'Präsenz an de „Centres d'incendie et de secours“ assuréiert.

ad 2. Et war kee Piratage. D'SMS vu LU-Alert ginn ëmmer ënnert dem Absender „LU-Alert“ verschéckt. D'Leit kënnen sech och zu all Moment all déi aktiv Alerten um Internetsite www.lu-alert.lu ukucken, wat hinnen d'Méiglechkeet gëtt, d'Authentizitéit vum Message ze iwwerpréifen.

Déi eenzel Warnkanäl vum LU-Alert-System ginn aus dëse Grënn och reegelméisseg getest.

ad 3. De Message, dee vum CGDIS erausgeschéckt gouf, war net onbedéngt fir jiddereen kloer. Den

Inneminister huet Instruktioun ginn, dass d'Lëscht vu predefinéierte Message iwwerschafft an erweidert gëtt – einfach, kloer a präzis formuléiert. Déi Message sollen och op hir einfach Verständlechkeet iwwerpréift ginn.

ad 4. Mat Bezuch op d'Terminologie am däitsche respektiv am englesche Message, wou d'Terme „Feuerwehrwache“ respektiv „fire station“ benotzt goufen, ass et kloer, datt mam Wuert „Kasär“ eng Pompjeeskasär, also en Asazenter vum CGDIS, och nach „Centre d'incendie et de secours“ (CIS) genannt, gemengt war.

An dësem Kontext verweise mir och nach op d'Äntwert op d'Fro Nummer 3.

ad 5. Dës Informatiounen fënnt een op ville Plazen, wéi zum Beispill op der Internetsäit vum CGDIS www.112.lu oder op deene verschiddenen Navigatiounssystemer.

Ausserdeem sinn d'Asazentere vum CGDIS kloer gekennzeichnet, ausgeschëldert a gutt ze erkennen.

ad 6. D'Zil vum Message war et, d'Leit esou séier wéi méiglech driwwer ze informéieren, datt d'Noutrouffnummern 112 iwwer de POST-Réseau net erreechbar waren.

ad 7. Weinst der Längt vum Message huet een sech misse fir eng Sprooch limitéieren. D'Hauptzil vun den Alerten, déi déi staatlech Instanze verschécken, ass, fir esou vill Leit wéi méiglech, an esou séier wéi méiglech, ze erreechen. Dëst an enger vun den offiziellen administrative Sproochen vum Land, déi esou vill Leit wéi méiglech verstinn.

Wann et méiglech ass, ginn d'Message awer op Däitsch, Englesch a Franséisch erausgeschéckt.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abacro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun*

☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun*

☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799